



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

3 2044 097 794 259



Bd. March 1906.



HARVARD LAW LIBRARY

Received Jan. 18, 1906.

14
x
BULLETIN

DE LA

COMMISSION PÉNITENTIAIRE
INTERNATIONALE

CINQUIÈME SÉRIE

TROISIÈME VOLUME

BUDAPEST & BERNE
BUREAU DE LA COMMISSION PÉNITENTIAIRE
1905

En commission chez STÄMPFLI & CIE, à Berne

Rec. Jan. 18, 1906

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Modifications introduites dans l'administration des prisons en Angleterre et dans le Pays de Galles, depuis le Congrès pénitentiaire de Bruxelles; leur nature et leur but	1
Statistique pénitentiaire de la Grèce pendant l'année 1905 par M. A. Typaldo-Bassia, ancien député	265
Progrès réalisés en Italie dans le domaine pénal et pénitentiaire depuis le Congrès de Bruxelles en 1900	409

Travaux préparatoires du Congrès pénitentiaire international de Budapest — 1905.

I^{re} SECTION. *Législation pénale.*

M. DUBOIS: Rapport sur la 1 ^{re} question	97
WARREN F. SPALDING: Rapport sur la 1 ^{re} question	101
GABRIEL CHERVET: Rapport sur la 3 ^e question	109
R. DEMOGUE: Rapport sur la 1 ^{re} question	217
le Dr D. SIMONS: Rapport sur la 2 ^e question	145
PAUL ANGYAL: Rapport sur la 3 ^e question	241
ANDREAS URBYE: Rapport sur la 1 ^{re} question	275
J.-A. ROUX: Rapport sur la 1 ^{re} question	281
A. TYPALDO-BASSIA: Rapport sur la 2 ^e question	419
H. PASCAUD: Rapport sur la 3 ^e question	431
RICHARD JUNGHANNS: Rapport sur la 4 ^e question	437

II^e SECTION. *Questions pénitentiaires.*

M. le Dr LOUIS FULD: Rapport sur la 3 ^e question	13
GUIDO BORTOLOTTI: Rapport sur la 3 ^e question	23
le Dr JACQUES SALGÓ: Rapport sur la 4 ^e question	43
le Dr CURTI: Rapport sur la 4 ^e question	121
le Dr KARL HAFNER: Rapport sur la 5 ^e question	55
LÉON BARTHÈS: Rapport sur la 1 ^{re} question	153

	Page
M. LÉON BARTHÈS: Rapport sur la 3 ^e question	161
le D ^r GUSTAVE BECK: Rapport sur la 1 ^{re} question	291
le D ^r GENNAT: Rapport sur la 2 ^e question	309
le D ^r A. D. H. FOCKEMA ANDRÆ: Rapport sur la 3 ^e question	321
BERNARD FRIEDMANN: Rapport sur la 5 ^e question	327
B. ALTAMURA: Rapport sur la 5 ^e question	341
le comte d'HAUSSONVILLE: Rapport sur la 2 ^e question	451
ERNEST FRIEDMANN: Rapport sur la 4 ^e question	455
ROBERT H. MARR: Rapport sur la 5 ^e question	477

III^e SECTION. *Moyens préventifs.*

M. le D ^r GENNAT: Rapport sur la 1 ^{re} question	127
LADISLAS DE URAY: Rapport sur la 2 ^e question	61
J.-S. GIBBONS, C. B.: Rapport sur la 1 ^{re} question	171
FUCHS: Rapport sur la 3 ^e question	185
le D ^r JULES DE CSILLAG: Rapport sur la 1 ^{re} question	347
le D ^r A. BÆR: Rapport sur la 2 ^e question	489
le D ^r DELMARCEL: Rapport sur la 2 ^e question	501

IV^e SECTION. *Questions relatives à l'enfance et aux mineurs.*

M. CHARLES ANDRÁSCIK: Rapport sur la 3 ^e question	85
MICHEL HEYMANN: Rapport sur la 4 ^e question	139
Miss ROSA M. BARRETT: Rapport sur la 3 ^e question	195
M. LOUIS RIVIÈRE: Rapport sur la 1 ^{re} question	371
le D ^r WOLFGANG HEINZE: Rapport sur la 4 ^e question	379
HENRI JOLY: Rapport sur la 3 ^e question	513
JOSEPH BODÓ: Rapport sur la 3 ^e question	519



MODIFICATIONS INTRODUITES

dans

*l'administration des prisons en Angleterre et dans
le Pays de Galles, depuis le Congrès pénitentiaire
de Bruxelles; leur nature et leur but.*

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

Sir EVELYN RUGGLES-BRISE, K. C. B.,
président de la Commission des prisons d'Angleterre et du Pays de Galles,
membre de la Commission pénitentiaire internationale.

I. Le projet de système de Borstal.

Dans un rapport que j'ai présenté au Congrès de Bruxelles sur le système des réformatoires, tel qu'il est organisé aux Etats-Unis¹⁾, je faisais allusion à la possibilité que l'on vît bientôt l'opinion publique, en Angleterre, reconnaître la nécessité d'appliquer un traitement réformateur spécial à tous les condamnés au-dessous de 21 ans, en vertu du principe que tout criminel, jusqu'à un certain âge, peut être envisagé comme étant *potentiellement* un bon citoyen, c'est-à-dire comme étant susceptible de régénération, que c'est peut-être sous l'influence de certaines causes physiques ou d'un milieu social funeste qu'il s'est adonné au crime, et que l'Etat a le devoir d'essayer

¹⁾ Actes du Congrès pénitentiaire international de Bruxelles, vol. III, page 247.

au moins de le sauver, au lieu de le classer d'emblée, et sans avoir fait aucune tentative, avec les professionnels adultes du crime.

Dès lors, les expériences ont commencé, et l'on a tenté l'application d'un nouveau projet de système, connu sous le nom de « projet de Borstal » (ainsi désigné du nom de la prison où il est expérimenté), pour le traitement spécial et la régénération d'un certain nombre de prisonniers, choisis entre 16 et 21 ans, qui, autrement, seraient soumis au traitement pénitentiaire ordinaire, tel qu'il est appliqué aux adultes. La loi anglaise fixe à 16 ans l'âge de la « majorité criminelle », c'est-à-dire que, passé cet âge, les jeunes condamnés ne peuvent plus être internés dans les maisons d'éducation correctionnelle de l'Etat.

L'expérience a prouvé que, dans les conditions ordinaires, une répétition de condamnations de courte durée n'a presque pas d'effet réformatrice ou, pour ainsi dire, *restrictif* sur les prisonniers de cet âge-là. En les condamnant à de courtes détentions, on les prédestine presque inévitablement à la carrière du crime professionnel; car ces jeunes gens, qui sont dans la période la plus dangereuse, la plus insouciante, la plus passionnée et en même temps la plus impressionnable de leur vie, se familiarisent toujours davantage avec le régime de la prison, pour laquelle ils ne tardent pas à professer un dédain cynique, en sorte que les influences restrictives du système échouent totalement sur eux. En examinant les casiers judiciaires des récidivistes les plus endurcis, détenus dans les pénitenciers à n'importe quel moment, on voit qu'un pour-cent considérable ont fait leurs plus rapides progrès à l'école du crime dans leur première jeunesse en subissant une série de courtes condamnations entre 16 et 21 ans.

Les penseurs sérieux qui étudient le système pénitentiaire anglais reconnaissent, depuis bien des années déjà, qu'il fallait trouver un moyen pour combler la lacune existant entre la discipline réformatrice des maisons d'éducation correctionnelle de l'Etat, où seuls les délinquants au-dessous de 16 ans pouvaient être internés, et la discipline pénitentiaire ordinaire qui, par son caractère général, par la diversité d'âge des

détenus auxquels elle a affaire et par la brièveté ordinaire des condamnations, ne pouvait être considérée comme un remède spécifique, ni comme un traitement restrictif ou éducatif pour de jeunes criminels entêtés et difficiles. Pour arriver à régénérer ces jeunes gens, il faut leur appliquer des méthodes drastiques durant leur internement, et tout un système bien organisé de patronage et de surveillance après leur libération. En 1894, un comité chargé par le gouvernement de faire une enquête générale dans l'administration des prisons insista fortement sur ce défaut du système anglais et recommanda la fondation d'un « réformatoire pénal » placé sous le contrôle de l'Etat, qui fût une sorte d'établissement intermédiaire, un raccordement entre la prison et la maison d'éducation correctionnelle. Les experts conseillèrent aussi que l'on donnât aux tribunaux le pouvoir d'interner dans ces établissements-là, pour une période de un an au minimum et de trois au maximum, les délinquants au-dessous de 23 ans, et d'accorder la libération conditionnelle, dans les cas où ils le jugeraient bon, avec l'approbation du Secrétaire d'Etat. Comme président de la Commission pénitentiaire, je fus chargé d'examiner la chose et de voir comment il serait possible de mettre en pratique les excellentes propositions du comité. Ce fut dans ce but spécial que j'entrepris un voyage en Amérique. Comme on le sait par les discussions qui ont eu lieu au Congrès de Bruxelles, plusieurs des principaux Etats de l'Union ont fait des efforts sérieux et bien élaborés pour résoudre ce problème-là. J'eus le grand privilège de visiter les meilleurs établissements où ce système était appliqué, et de m'initier sur place à l'organisation de cette vaste combinaison d'efforts infatigables et optimistes, systématiquement tentés pour arracher à une vie criminelle de jeunes condamnés qui, par leur âge et par leur caractère encore plastique et non formé, peuvent encore être considérés comme de bons citoyens « in posse ».

Le système américain, tel que je l'ai vu en œuvre dans les Etats de New-York et de Massachusetts, est l'application pratique du principe admis par le comité anglais de 1894, principe qui peut se résumer ainsi: le gouvernement doit tenter un effort déterminé pour prendre en main le criminel

naissant, à ce moment où il est trop âgé déjà pour bénéficier du traitement de la maison d'éducation correctionnelle, mais trop jeune cependant pour qu'on le laisse entraîner désespérément à la dérive sur le courant du crime par une répétition de courtes peines. Le comité avait proposé au gouvernement d'inaugurer expérimentalement un nouveau système qui conduisit graduellement à l'établissement d'un réformatoire pénal ou réformatoire de l'Etat. Il fut donc décidé par le Secrétaire d'Etat que l'on utiliserait une partie d'un ancien pénitencier inoccupé à Borstal, pour y expérimenter une méthode de traitement spécial, conformément à certains règlements approuvés par le parlement, sur un nombre limité de prisonniers choisis dans les prisons de la métropole parmi les jeunes gens de 16 à 21 ans condamnés à plus de 6 mois et qui, par leur caractère et leurs antécédents, avaient été jugés propres à l'expérience. Comme les lois existantes s'occupaient déjà des jeunes gens subissant leur première condamnation, on résolut de ne point tenter l'expérience avec ceux-là, mais au contraire avec de jeunes récidivistes, coupables de vol pour la plupart et glissant, selon toute apparence, sur la pente fatale du crime, soit faute de volonté, soit par de mauvais exemples ou de pernicieuses influences. Le nouveau système avait pour but d'arrêter, d'enrayer les habitudes funestes des jeunes criminels par leur individualisation morale et physique. On combina avec les exhortations et la persuasion morale d'un personnel choisi la gymnastique, l'instruction technique, ainsi qu'un système de récompenses accordées aux jeunes détenus pour leur bonne conduite, récompenses qui, bien que minimes par elles-mêmes, étaient calculées cependant pour encourager un esprit de saine émulation et pour inspirer aux jeunes gens le respect d'eux-mêmes. On ajouta à ces principes élaborés, introduits pour la première fois dans le système pénal anglais par autorité du parlement, le complément nécessaire, la pierre d'angle de toute œuvre de réforme pénitentiaire, c'est-à-dire une société ou association spéciale, chargée d'aider et de surveiller chaque jeune détenu après sa libération. Cette société, désignée sous le nom d'« Association Borstal », a été fondée sous le patronage de quelques-uns des personnages les mieux connus et les plus

distingués dans la vie publique anglaise. Elle est défrayée par des contributions volontaires, et c'est au zèle de ses membres, à la précieuse collaboration qu'ils apportent aux efforts des autorités de la prison que sont dus les résultats importants et très satisfaisants obtenus déjà jusqu'ici. Ce système est en vigueur depuis deux ans. L'expérience acquise durant ce temps nous permet d'en tirer les conclusions suivantes :

1. La détention ordinaire en prison, et surtout dans les prisons d'une ville très populeuse, comme dans celles de la métropole, ne peut, même avec le plus grand soin et les meilleurs arrangements possibles, permettre cette spécialisation et cette observation individuelle qui sont essentielles, si l'on veut produire une réelle impression sur de jeunes détenus. En outre, les sociétés de patronage des prisons, assiégées de nombreuses requêtes par les prisonniers de toutes les classes, ne peuvent donner à chaque cas cette attention particulière au moment de la libération et, dans la suite, cette surveillance bienveillante qui constituent l'une des principales conditions de succès dans le traitement des jeunes criminels.

2. Même quand il s'agit de petits délits, une répétition de courtes condamnations, sous le régime pénitentiaire ordinaire, tel qu'il est appliqué aux adultes, tend à accentuer plutôt qu'à enrayer l'habitude du crime. C'est un procédé onéreux pour l'Etat et préjudiciable à l'individu, car c'est le prélude presque certain de sa chute complète et irrémédiable.

3. L'élément de *temps* est essentiel. L'expérience a montré que, si l'on peut atteindre un résultat en douze mois, il n'y a pas grand'chose ou même rien à espérer d'une période plus courte. Le système doit reposer sur une discipline sévère et rigoureuse, tempérée seulement par les récompenses et les privilèges qui peuvent être mérités par la bonne conduite et l'assiduité; une discipline basée du côté physique sur un travail manuel forcé et suivi (l'apprentissage et l'exercice d'un bon métier), et du côté intellectuel et moral sur les efforts combinés du chapelain et de l'instituteur. Avec ce système-là, les condamnations ne devraient pas être inférieures à trois ans, mais la libération conditionnelle pourrait être accordée librement dans les cas où les circonstances donneraient un

espoir raisonnable de régénération, et où l'occasion d'un emploi convenable se présenterait pour le jeune détenu.

4. La pierre d'angle de tout système de traitement pour mineurs de 16 à 21 ans (les jeunes gens de cet âge, en Angleterre, sont techniquement désignés sous le terme de *Juvenile-Adults*) doit être une société de patronage bien organisée, composée de philanthropes sérieux et bienveillants, qui soient disposés à consacrer beaucoup de temps et de peine à l'œuvre de salut en visitant les jeunes gens en prison et en s'occupant d'eux après leur libération. Ces sociétés doivent disposer aussi d'un fonds suffisant pour distribuer les secours nécessaires, soit pour l'entretien provisoire des jeunes détenus qui n'ont pas encore d'emploi, soit pour les frais préliminaires nécessités par leur installation dans une nouvelle place. Comme nous l'avons mentionné déjà, il s'est constitué en Angleterre une société de ce genre. C'est de son œuvre dans l'avenir et des subventions qui pourront lui être accordées que dépendra en une large mesure le succès du « *Système de Borstal* ».

5. L'expérience prouve enfin que les méthodes élaborées et coûteuses adoptées par l'Etat pour les prisonniers coupables de crimes graves et condamnés à de longues années de pénitencier, hommes d'âge mûr pour la plupart, touchant au terme de leur carrière criminelle, ne sont pas moins nécessaires dans les premiers stades de l'emprisonnement, quand il s'agit de délinquants tout jeunes encore, au début même de leur carrière criminelle. Si ceux-ci peuvent être sauvés à temps (et je crois la chose possible) par un système comme celui que je viens de décrire, l'Etat regagnera amplement les frais supplémentaires occasionnés par leur détention prolongée, en supprimant ainsi le contingent des jeunes recrues qui viennent annuellement grossir la nombreuse armée des professionnels du crime. L'Etat, en outre, donnera un exemple de ce qu'il peut faire, par des efforts humains et bien dirigés, pour transformer en citoyens honnêtes et respectant l'ordre, de jeunes criminels qui, dans bien des cas, enfreignent la loi par pure ignorance et par la fatalité des circonstances, à cet âge où leur virilité n'est pas encore complètement développée, et où leurs habitudes physiques et morales, non encore invétérées, permettent

de leur appliquer un traitement réformateur avec de bonnes chances de succès final.

II. Classification des prisonniers condamnés au pénitencier.

Jusqu'à ces derniers temps, on s'est borné à distinguer deux classes: celle des condamnés subissant leur première peine et celle des récidivistes. Cette classification n'entraînait aucune différence de traitement au point de vue de la discipline, du régime alimentaire ou des privilèges; elle séparait seulement en toute occasion des récidivistes les détenus de la première classe, qui se distinguaient en portant une étoile rouge sur leur uniforme, ce qui a fait désigner généralement cette catégorie sous le nom de « classe de l'étoile ». Cependant, on s'est efforcé récemment d'améliorer la classification des prisonniers condamnés au criminel, appelés techniquement « convicts ». On a reconnu que cette division en deux classes ne correspondait ni justement, ni entièrement aux diverses catégories de condamnés, et l'on a décidé d'inaugurer dans les pénitenciers une nouvelle classification basée sur le caractère et les antécédents des individus. On a constaté que la classification existante, quoiqu'elle ait admirablement réussi avec les détenus de la première catégorie, ne reconnaissait pas suffisamment les traits caractéristiques très marqués qui se trouvent parmi la masse des condamnés non qualifiés pour la classe de l'étoile. Il y en a un grand nombre sur un terrain intermédiaire entre ceux qui n'ont subi aucune condamnation antérieure et ceux qui ont fait du crime leur profession et qui ont résisté déjà, comme il est à craindre qu'ils ne le fassent encore dans bien des cas, aux influences restrictives et régénératrices de la prison.

La nouvelle classification crée une nouvelle catégorie: A. Classe de l'étoile. B. Classe intermédiaire. C. Classe des récidivistes. Dans la mesure du possible, on tiendra ces différentes catégories complètement séparées l'une de l'autre.

A. *Classe de l'étoile.* On pourra admettre dans cette classe tout détenu n'ayant pas subi de condamnation antérieure ou

n'étant ni un criminel habituel, ni un débauché. Les condamnés de cette catégorie pourront être remis dans la classe intermédiaire s'ils exercent une mauvaise influence sur leurs camarades.

B. Classe intermédiaire. On place dans la classe intermédiaire :

- a) tout détenu n'ayant pas subi de condamnation antérieure, mais que la direction, considérant son caractère général et ses antécédents, ne juge pas digne de porter l'étoile ;
- b) tout détenu ayant un casier judiciaire, mais dont les motifs de condamnations antérieures ne sont ni assez graves, ni assez habituels pour le faire classer parmi les récidivistes.

C. Classe des récidivistes. Cette classe sera réservée :

- a) aux détenus ayant déjà été condamnés antérieurement au pénitencier, ou attestant par leur casier judiciaire quelque crime grave ou habituel ;
- b) à ceux qui, condamnés au pénitencier et laissés en liberté sous caution, ont fait révoquer ou ont forfait leur libération conditionnelle.

Les condamnés de la classe intermédiaire pourront être promus dans la classe de l'étoile s'ils donnent des preuves d'amendement, comme ils pourront, au contraire, être relégués dans celle des récidivistes, si on les voit exercer une mauvaise influence sur leurs camarades.

Actuellement, comme nous l'avons déjà fait remarquer, la distinction existant entre la classe de l'étoile et l'autre n'implique aucune différence de traitement. Dorénavant, le traitement des condamnés sera modifié selon leur classe, tant pour la durée de la détention cellulaire (le stage préliminaire indispensable de tout séjour au pénitencier) que pour le montant du pécule que peuvent gagner les détenus par leur assiduité et leur bonne conduite dans chacun des stages que devront toujours traverser, comme maintenant, tous les condamnés, quelle que soit leur catégorie.

C'est le Conseil central des prisons, auquel incombe l'administration de toutes les prisons, qui sera chargé de classer les détenus, pour les condamnations de longue durée comme

pour les courtes peines; ses décisions resteront soumises à l'autorité du Secrétaire d'Etat. Pour procéder à cette classification, le Conseil administratif se basera sur les renseignements qui lui seront fournis par les gouverneurs des prisons, les autorités de la police, et sur toutes les informations que peuvent lui donner les patrons, les parents ou les connaissances d'un condamné, sur le caractère et le passé de celui-ci. Les différentes catégories seront réparties entre les divers pénitenciers, dont les dimensions et le nombre permettront de maintenir entre elles cette séparation absolue et efficace, qui, comme dans le cas de la classe actuelle de « l'étoile », est le but essentiel des nouveaux règlements.

III. Réformatoires de l'Etat pour buveurs.

Un autre trait important à signaler dans le système anglais, au cours de ces dernières années, c'est la fondation et le développement des réformatoires de l'Etat pour la détention des buveurs invétérés. Ces établissements ont été créés par la loi de 1898, qui confère aux tribunaux le droit d'y faire interner deux catégories de buveurs, afin que ceux-ci soient contrôlés et, si possible, régénérés:

(1) Les personnes accusées d'un délit commis entièrement ou partiellement sous l'influence de la boisson, délit qui, autrement, serait passible de prison ou de pénitencier (section 1);

(2) et les ivrognes invétérés arrêtés quatre fois dans la même année pour ivresse ou pour certains autres délits spécifiés dus à leur vice (section 2).

Les cas de la 1^{re} section — les ivrognes criminels — peuvent être internés soit dans un réformatoire de l'Etat, soit dans une institution privée patentée, dont les propriétaires soient disposés à les recevoir.

Les cas de la 2^{me} section — les récidivistes ou habitués des cours correctionnelles — ne peuvent être envoyés directement par les tribunaux que dans un réformatoire *privé* et patenté. Le Secrétaire d'Etat a plein pouvoir pour les faire transférer subséquemment d'une institution privée dans un réformatoire de l'Etat, s'il le juge désirable.

Pendant les deux premières années que l'Acte de 1898 fut en vigueur, il n'existait encore aucun réformatoire de l'Etat, mais l'expérience acquise durant ce temps permit aux autorités d'établir la relation exacte qui devait exister entre les réformatoires de l'Etat et les réformatoires patentés ou privés. On reconnut que ces derniers sont parfaitement qualifiés pour traiter d'une manière satisfaisante tous les genres de buveurs, excepté ceux qui montrent un caractère violent et ingouvernable. Or, ceux-ci, représentant environ les 10% du nombre total des ivrognes, réclamaient manifestement un système de surveillance et de détention plus sévère que les méthodes compatibles avec le caractère essentiellement réformateur et avec les moyens des institutions privées. On décida par conséquent de réserver principalement les réformatoires de l'Etat à l'internement et au traitement des individus qui se sont montrés réfractaires et ingouvernables dans les institutions ordinaires.

Quoique les réformatoires de l'Etat soient organisés sur le modèle pénitentiaire, autant que cela est nécessaire pour assurer un contrôle rigoureux et pour prévenir les évasions, ils appliquent les principes des réformatoires proprement dits en tout ce qui concerne le traitement des internés. C'est le côté médical de la question qui régit tous les sujets de contrainte et de punition. La surveillance immédiate de l'établissement est remise à un médecin gouverneur et à un docteur attaché à la maison, et les subalternes sont choisis parmi des gens qui aient déjà servi comme aides ou comme gardes-malades dans un sanatorium ou dans un asile. Les réformatoires de l'Etat montreront du reste leur valeur par le nombre des cas qu'ils rendront traitables et qu'ils pourront rendre aux institutions privées; ils ne détiendront définitivement que les cas désespérés. Les ivrognes destinés aux établissements de l'Etat sont, pour la plupart, des gens qui, par une longue vie de débauche, d'immoralité, de violence et de crime, ont donné constamment du fil à retordre à la police, en faisant du scandale dans les rues, et aux autorités des prisons, en purgeant maintes condamnations pénales. Ils sont ou trop vieux ou trop invétérés dans leur vice, ou trop déséquilibrés pour donner

quelque espoir de régénération. La valeur du réformatoire de l'Etat ne consistera pas à produire des résultats effectifs, mais son existence permettra aux institutions privées de poursuivre une œuvre de réforme qu'elles ne pourraient pas mener à bien sans son aide. Il assurera aussi la séquestration, jusqu'à la fin de leur condamnation, de cette catégorie d'ivrognes qui sont dangereux en liberté, et qui constituent une cause de scandale public et une source importante de contagion pour les autres.

En ce qui concerne la discipline, la grande difficulté est de distinguer entre l'insubordination due à la faiblesse mentale et celle qui provient purement et simplement du vice. La grande majorité des internés ne peuvent être classés avec exactitude soit comme aliénés, d'un côté, soit comme étant simplement vicieux et manquant de volonté, de l'autre. Ils côtoient les limites de ces deux états-là. Quoique exempts de visions et d'hallucinations, ils sont caractérisés par la grande faiblesse de leurs capacités intellectuelles. Ils sont soupçonneux, très susceptibles et presque maniaques de colère ou d'hystérie. D'une manière générale, l'expérience acquise jusqu'ici semble permettre de classer comme suit les cas admis dans les institutions de l'Etat :

Aliénés 10 %; sains d'esprit, mais vicieux, 20 %; intermédiaires entre les aliénés et les vicieux, 70 %.

Jusqu'à la fin de mars 1904, 937 femmes ont été condamnées en vertu de l'Acte de 1898; sur ce nombre, 70 ont dû être transférées dans des réformatoires de l'Etat pour leur caractère intraitable et violent; 35 hommes, sur un total de 144, ont dû également être remis au contrôle de l'Etat. On verra donc, par ce qui précède, que ces établissements ne forment qu'une partie d'un système complet. Ils sont devenus des lieux de détention et de traitement pour les êtres réfractaires, violents et faibles d'esprit qui, par leur conduite, rendaient impossible l'œuvre des réformatoires privés et qui réclament pour leur surveillance et leurs soins des méthodes fort analogues à celles que l'on applique aux criminels et aux lunatiques les plus dangereux. On comprendra clairement, par conséquent, que les réformatoires de l'Etat pour buveurs ne pourront, par eux-mêmes, donner que très peu de résultats dans la voie

d'une régénération effective, et ceci pour deux raisons principales: d'abord, parce que tout détenu envoyé dans un établissement de l'Etat par une institution privée y est placé précisément parce qu'il a un tempérament indomptable, réfractaire, violent ou vicieux, et que toutes les mesures que peuvent suggérer la bonté et la considération ont déjà été tentées en vain avec lui; ensuite, parce que tous ceux qui, après avoir séjourné un certain temps dans un établissement de l'Etat, donnent quelque évidence de régénération possible en devenant calmes et traitables, sont renvoyés dans une institution privée et perdus de vue ainsi par la statistique des réformatoires de l'Etat. Ceux-ci n'en ont pas moins une influence réformatrice inappréciable, car ils existent pour permettre à d'autres institutions de poursuivre avec succès leur tâche, sans être entravées par des éléments réfractaires, et pour appliquer à ces individus ingouvernables une discipline plus rigoureuse, dans l'espoir de les amener à suivre plus tard le traitement moins sévèrement restrictif des établissements privés patentés.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

TROISIÈME QUESTION

D'après quels principes, dans quels cas et sur quelles bases y aurait-il lieu d'allouer des indemnités aux détenus ou à leurs familles en conséquence d'accidents survenus dans le travail pénal?

Quelles dispositions particulières comporterait à cet égard le travail des jeunes détenus dans les colonies ou dans les écoles de réforme, soit publiques, soit privées?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le D^r Louis FULD, avocat à Mayence (Allemagne).

En Allemagne, l'assurance des détenus contre les suites d'un accident qui les frappe au moment où ils exécutent l'ouvrage qui leur est imposé par l'application de leur peine, repose sur les dispositions de la loi de l'Empire du 30 juin 1900, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1903. La promulgation en devint nécessaire par les décisions intervenues dès lors sur la base de la loi d'assurance contre les accidents de 1884. Cette loi appliquait l'assurance-accidents aux ouvriers et employés d'indus-

trie ou d'exploitation ; il s'agissait donc de savoir si, par ouvriers, il ne fallait entendre que ceux qui sont *libres* ou bien y joindre aussi les *détenus*.

L'Office impérial des assurances¹⁾, auquel incombe en dernier ressort l'interprétation juridique des lois sur l'assurance contre les accidents, a toujours déclaré jusqu'ici que par ouvriers il faut entendre, selon l'esprit de la loi, seulement les personnes libres. Il ne faut donc pas considérer comme ouvriers les détenus, qu'ils soient occupés à l'intérieur des pénitenciers ou en dehors, dans des exploitations de l'Etat ou des particuliers, pas plus qu'il ne faut compter comme ouvriers les personnes qui se trouvent dans des maisons de travail ou de correction, dans des colonies agricoles ou dans des maisons d'arrêt, de sorte qu'il faut donner au mot détenu ou prisonnier son sens le plus large. Une indemnité pour les accidents qui frappent ces personnes au cours d'un ouvrage à l'intérieur ou au dehors de l'établissement où elles se trouvent ne pouvait donc être obtenue, sans préjudice de l'existence d'une législation spéciale concernant les ouvriers libres, que selon la mesure des prescriptions du droit civil. La continuation de cet état de choses était exclue eu égard au développement progressif du droit dans les accidents et vu la nécessité de combler les lacunes encore existantes dans cette loi ; on résolut donc d'introduire aussi pour les détenus la réglementation touchant les ouvriers libres qui avait fait ses preuves ; mais sans doute la chose ne pouvait se faire que par analogies et non sans certaines modifications qu'impose le caractère du travail forcé.

La loi comprend sous la dénomination de prisonniers aussi bien les détenus que les inculpés en prison préventive, de plus toutes les personnes placées dans des maisons de correction, de travail forcé et autres semblables, qui sont occupés à des travaux publics ou de sylviculture ou à quelque autre ouvrage par ordonnance de la loi ou de la police. Ces personnes ne sont point indemnisées pour tous les accidents, mais seulement pour ceux qui leur arrivent pendant un travail dans l'exécution duquel les ouvriers libres sont assurés ; on ne prend

¹⁾ Reichs-Versicherungsamt.

donc en considération que les accidents soi-disant professionnels dans le sens technique du mot, tandis qu'une action ne suit point les accidents qui ne rentrent pas dans cette catégorie. Il en ressort que, d'un côté, le prisonnier ne peut réclamer aucune indemnité quand il a provoqué l'accident volontairement; que, d'autre part, la négligence grave, c'est-à-dire faute grave, n'exclut point pour lui l'indemnisation de l'accident imputable à la cause indiquée; sous ce rapport, il est placé sur le même pied que l'ouvrier libre. Toutefois l'indemnité peut être refusée en entier ou en partie s'il s'est attiré l'accident en commettant un acte punissable ou par une conduite telle qu'elle peut être considérée comme une infraction flagrante au règlement de la maison; si le prisonnier a, dans le pays, des parents qui, au cas de sa mort, recevraient une pension, l'indemnité, dans ces cas-là, peut être reversible, tout ou partie, sur les survivants. L'indemnité est accordée seulement dans la supposition que la mort ou une blessure grave a été le résultat de l'accident. Quant au montant de l'indemnité, il existe sous ce rapport certaines différences avec la réglementation de la loi pour les ouvriers libres. L'indemnité consiste dans l'allocation de rentes. Ensuite d'une incapacité absolue de travail, le prisonnier reçoit la pension complète équivalant au salaire quotidien des journaliers ordinaires de la contrée, multiplié par deux cents, salaire fixé pour l'endroit où le prisonnier a exercé son métier au moins pendant trois mois dans l'année qui a précédé sa détention; le montant de la rente entière est de trois cents marcs. Une invalidité de travail partielle n'entraîne qu'une pension partielle qui se calcule d'après le degré d'affaiblissement qu'a subi la capacité de travail. La loi accorde en outre à la veuve du défunt jusqu'à sa mort ou jusqu'à ce qu'elle se remarie, et à chaque enfant survivant jusqu'à sa quinzième année révolue, une pension d'une certaine somme; le montant maximal est de quatre-vingt-dix marcs pour toute rente accordée aux survivants. S'il existe des faits d'où l'on puisse conclure que le défunt n'aurait pas en liberté contribué à l'entretien de ses proches, ceux-ci ne sont pas mis au bénéfice de droit aux soins.

L'exécuteur de l'assurance-accidents est l'Etat de l'Empire sur le territoire duquel est situé l'établissement où l'accident est arrivé ou sur le territoire duquel s'est accompli le travail forcé. La loi du pays est compétente pour transmettre l'obligation de l'Etat de l'Empire à d'autres, par exemple aux associations communales; les Etats peuvent aussi appeler à des contributions à la pension des communes ou d'autres sociétés, publiquement reconnues par la loi, qui entretiennent des établissements de détention. Quant aux entrepreneurs qui occupent des détenus par un contrat conclu avec la direction de l'établissement, ils peuvent être aussi tenus à payer une quote-part à la caisse à laquelle incombe l'allocation de l'indemnité; mais si l'accident est arrivé au détenu à l'occasion d'un ouvrage qui se faisait pour leur compte, peu importe que ce fût dans l'établissement ou en dehors, ils peuvent être rendus responsables de tous les dédommagements résultant de l'accident pour la caisse; par là se trouve sauvegardé le principe par lequel celui-là est recherché financièrement en dernière ligne par l'assurance-accidents qui apparaît comme l'entrepreneur de l'ouvrage en question; celui-là, par conséquent, qui retire le bénéfice d'entreprise, mais sur lequel en repose le risque.

Il faudra déterminer dans le contrat que passe l'établissement avec l'entrepreneur aussi bien la somme des quotes-parts que les prévisions de l'obligation d'indemnité et leur étendue. Les soins des accidents, pour autant qu'il s'agit de pension à accorder au détenu ou à ses survivants, ne s'appliquent qu'aux indigènes; les étrangers n'ont droit qu'au traitement médical et aux soins gratuits.

Comme lors des accidents des ouvriers libres, il faut aussi, quand survient à un détenu un accident qui entraîne une blessure mortelle ou une invalidité de travail d'une durée dépassant le terme de la libération, il faut, disons-nous, faire une enquête sur la cause et le genre de l'accident, sur les victimes mortes ou blessées, sur le caractère des blessures, sur les survivants ayant droit à l'indemnisation et sur les indemnités que touche déjà le blessé par d'autres ordonnances légales; c'est le comité directeur de l'établissement où se

trouve placé le détenu au moment de l'accident qui est chargé de cette enquête. La procédure d'après laquelle se fixe l'indemnité est simple; elle a le caractère de la procédure officielle; l'autorité exécutive est compétente d'office pour fixer aussitôt l'indemnité en cas de mort, et, en cas de blessure, immédiatement avant la libération de la victime. Si, à l'élargissement, il n'y a pas diminution de la capacité de travail, la pension ne doit pas être accordée. L'autorité exécutive doit faire parvenir un arrêt écrit sur la stipulation au blessé, à ses ayants droit et à l'entrepreneur, au cas que celui-ci soit tenu de couvrir les frais de l'accident. C'est contre cet arrêt que la victime, les ayants droit et corrélativement l'entrepreneur, ont le droit d'en appeler dans l'espace d'un mois devant l'autorité centrale de l'Etat confédéré en question; avec le consentement du Chancelier de l'empire, la décision peut être portée devant l'Office impérial des assurances. Pour ce qui est de la cessation de la pension et de l'influence qu'exerce le changement des circonstances sur la fixation, comme pour ce qui regarde le paiement des quartiers de pensions par la poste, on observe en général les mêmes principes que dans l'assurance-accidents des ouvriers libres; il en est de même concernant la question de savoir si et dans quelle mesure le blessé peut introduire une action privée en dommages et intérêts, malgré l'indemnité d'assurance selon le droit public, contre les employés de l'établissement, leurs représentants et leurs agents; il en est de même de la responsabilité de l'entrepreneur, de ses représentants et agents vis-à-vis de ces Unions et Caisses qui doivent être recherchées au nom de cette loi. Conformément à cela, les personnes ou leurs ayants droit que la loi autorise à réclamer une indemnité, même si elles ne l'obtiennent pas, ne peuvent en général faire valoir une demande d'indemnité contre les employés de l'établissement, l'entrepreneur et ses agents que s'il a été rendu contre ces personnes un jugement en correctionnel établissant qu'elles ont causé cet accident avec préméditation, le droit d'indemnité se borne alors à la différence de la somme que reçoit le prisonnier d'après la base de cette loi avec la somme plus élevée à laquelle il peut prétendre suivant la donnée du Code civil.

La responsabilité de l'entrepreneur, de ses représentants ou de ses agents dépend alors du fait qu'ils ont causé l'accident par une négligence qualifiée, et, en effet, ils sont responsables devant ceux qui, selon les mesures de cette loi, ont à supporter l'indemnité, même aussi quand la cause de négligence n'a pas été établie par un jugement correctionnel, toutefois l'autorité exécutive peut aussi dans ce cas faire abstraction de la poursuite en recours.

Il va sans dire que la pension n'est accordée qu'au moment de la libération du détenu; le cas est le même pour la pension des ayants droit, de sorte que ceux-ci n'y peuvent prétendre que du jour où aurait lieu l'élargissement. Quant à l'application de la loi, elle est la même, qu'il s'agisse de prisonniers du sexe masculin ou du sexe féminin, adultes ou jeunes gens; il n'y a aucune différence, pas plus que si les détenus ont travaillé en propre régie ou en entreprise.

Le temps pendant lequel a fonctionné la loi impériale sur l'assurance-accidents des détenus est trop court pour qu'il soit possible de porter un jugement sur sa valeur, mais on a de bonnes raisons de prévoir qu'on sera content de ses résultats dans les choses principales. Pour quiconque connaît la législation allemande sur l'assurance contre les accidents, il est déjà visible que les considérations de principe qui ont inspiré le législateur dans la loi contre les accidents pour ouvriers libres, ont été les mêmes que ceux qui ont été suivis par rapport aux détenus; cela ressort avant tout du fait que le ressort des accidents ayant droit à une indemnité, abstraction faite d'une exception commandée par les considérations pressantes de l'exécution de la peine et de la discipline, rentre exactement dans celui qui forme la base de l'ordre législatif touchant les ouvriers libres. Les accidents qui proviennent d'un hasard donnent aussi droit à une indemnité, comme ceux qui sont causés par une force majeure; l'objection d'une négligence grave — faute grave — ne peut pas plus être élevée contre un détenu blessé par un accident que contre un ouvrier libre, et même au cas où l'accident repose sur le fait qu'une instruction donnée touchant l'ouvrage n'a pas été suivie, n'est point non plus une raison pour écarter le droit à l'indemnité.

Si la loi exclut les accidents qui arrivent dans la perpétration d'un acte punissable ou par l'infraction grossière au règlement de la maison, cette disposition ne peut s'interpréter dans ce sens que l'inobservance des instructions se rapportant à la manière de procéder à l'ouvrage eût pour conséquence la perte des droits à l'indemnisation. L'infraction au règlement de la maison signifie quelque chose d'autre que l'inobservance des instructions à suivre dans l'exécution du travail, et d'ailleurs toute infraction au règlement de la maison n'entraîne pas la perte des droits, mais seulement celle qui est grave. Les écarts qui existent entre la loi d'assurance-accidents pour les ouvriers libres et la loi spéciale pour les détenus, se rapportent principalement au règlement de la question qui décide quelles parties sont tenues de payer l'indemnité, quel sera le montant de l'indemnité et la procédure à employer dans le déroulement de l'affaire en dommages-intérêts.

En Allemagne, il n'existe pas là-dessus divergence d'opinion, ces écarts étaient en grande partie commandés, et le législateur n'allait pas plus loin qu'il n'était nécessaire en vue de l'ordre des pénitenciers et des fins que poursuit l'application de la peine; il ne peut s'élever des doutes que sur le chiffre de la pension peut-être par trop bas. Il faut toujours admettre qu'il existe une différence entre les cas du travail des prisonniers en régie et ceux du travail en entreprise; dans la régie on ne vise pas au gain, tandis que dans l'entreprise c'est justement le cas; il faut pourtant insister sur ce que ce moment n'est pas à déterminer pour la question de savoir quelle indemnité est à accorder à une victime qu'un accident a frappée dans sa capacité de travail. Car le dommage causé à la capacité de travail n'est justifié ni par les fins de l'exécution de la peine, ni par la privation de la liberté en dehors de la peine; lorsque le prisonnier perd dans la prison sa capacité de travail, il ne sera plus, à sa libération, en état de gagner sa vie; pour l'accident, qui n'a rien à faire avec la peine, mais qui fait plus souffrir le détenu que sa peine, il faudrait accorder une indemnité suffisante, et à ce point de vue on peut bien se demander si la somme maximale de 300 marcs accordée par la loi n'est pas trop basse, lors même

qu'il ne faut pas méconnaître qu'il existe des motifs de valeur importante contre la mise sur le même pied des détenus avec les ouvriers libres, motifs à la considération desquels on ne peut se soustraire lorsqu'on tient compte, comme il convient, des considérations humanitaires. Le règlement de la question soulève des doutes pour savoir qui doit supporter les frais résultant de l'indemnisation; en attendant, si l'on se place sur le terrain du droit public, on ne peut point du tout prendre une autre mesure; il va sans dire que les accidents arrivés en propre régie chargent l'Etat, ou le cercle administratif, au compte et au risque duquel les travaux ont été exécutés; d'autre part, on peut aussi considérer comme justifié que dans les travaux en entreprise l'entrepreneur ait à répondre pour toutes les demandes en dommages-intérêts qui peuvent être adressées au sujet de l'accident, lorsque celui-ci a eu lieu pendant un ouvrage exécuté pour l'entrepreneur. Il ressort de l'idée première de toute la législation de l'assurance-accidents que les charges des soins incombent à l'employeur. La réglementation de la question en Allemagne repose sur le droit public, non sur le droit privé, et c'est pourquoi on ne pouvait prendre non plus en considération la possibilité d'obliger les entrepreneurs à l'assurance auprès des compagnies d'assurance particulières; la législation allemande s'est déclarée là-contre dès l'abord et, à son point de vue, sans doute avec raison, parce que la permission d'assurer auprès des entreprises particulières d'assurance aurait amené un effacement du caractère de droit public qui, de toutes parts, devait être maintenu.

Le moment du risque professionnel est naturellement aussi pris en considération dans l'assurance des prisonniers, puisque non seulement les accidents en rapport de temps mais encore de cause avec le risque professionnel tombent dans le ressort des obligés à l'indemnité, comme cela découle des remarques ci-dessus sur le parallèle entre les limites de l'assurance-accidents pour les ouvriers libres et l'étendue des soins en cas d'accidents pour les détenus.

La réponse à la question posée ne peut être douteuse quand on se place sur le terrain du droit allemand, et on ne

pourrait concevoir qu'on estime trop haut la législation allemande lorsqu'on proposera aux autres Etats, comme modèle à suivre, sa réglementation telle qu'elle a été introduite par la loi de 1900. Sans doute, l'imitation de la législation allemande présuppose en général la conviction qu'une solution satisfaisante de la question d'indemnisation en cas d'accidents n'est pas possible sur le terrain du droit privé, mais seulement sur celui du droit public. Aussi longtemps qu'on considérera la question de l'indemnisation en cas d'accident comme chose de droit privé, il y aura toujours de nombreux cas où, malgré toutes les présomptions et facilités de faire la preuve en faveur du blessé ensuite d'un accident, une indemnité ne pourra être accordée; seule l'assurance reconnue légale contre tous les accidents, avec caractère obligatoire, suffit au besoin, et pour cette raison le développement du droit tend à remplacer la responsabilité par l'assurance obligatoire; ce procédé est déjà arrivé en partie à un certain résultat; puisque l'assurance-accidents pour détenus ne peut, à cause des particularités afférentes au travail forcé, être combinée avec l'assurance-accidents des ouvriers libres, il est donc nécessaire d'en faire l'objet d'une législation spéciale qui sans doute doit se rattacher aux vues de principes qui régissent celle-là. Ceci règle également l'assurance des personnes placées dans des colonies agricoles, dans des maisons de correction qui, en Allemagne, tombent sous la loi de 1900. Une législation spéciale dans ce sens serait aussi nécessaire aux Etats qui ont, à vrai dire, leur propre législation d'assurance-accidents, mais qui ont donné à celle-ci un caractère où se remarque distinctement la lutte entre les deux principes qui se disputent la prédominance, celle de l'idée de responsabilité de droit privé et celle de l'assurance-accidents de droit public, sur le terrain du principe obligatoire; ceci s'applique en particulier à la législation française et en partie à la législation anglaise. Les législations qui s'appuient absolument dans la question d'indemnité en cas d'accident sur le terrain du droit privé, qui font dépendre l'indemnisation de la faute prouvée de l'employeur ou de ceux dont il se sert comme représentants ou agents, ne peuvent accorder des indemnités aux détenus victimes que sous cette

condition, s'ils ne veulent pas se mettre en contradiction avec eux-mêmes et leurs principes; les indemnités qui sont accordées dans les cas où, selon les dispositions du droit civil, elles ne peuvent être réclamées, n'ont donc, dans les Etats dotés de cette législation, que le caractère de mesures de grâce. Quoiqu'il faille grandement reconnaître les adoucissements que, dans l'administration et à titre de grâce, on tente d'apporter à des duretés indéniables, conséquences de lois surannées et qui ne répondent plus aux besoins des temps modernes, on ne peut mettre en doute que le droit juridique à l'assurance soins en cas d'accident, ne peut être remplacé par l'octroi d'une grâce. Si l'on admet cette considération comme justifiée et fondée, on ne peut pas non plus repousser la prétention que la législation allemande règle et tient compte des différents intérêts en jeu; c'est pourquoi cette législation sera tôt ou tard imitée par celle des Etats civilisés.

Si le Congrès pénitentiaire international voulait se prononcer de la part des autres Etats en faveur de la réalisation de l'idée contenue dans la législation allemande, cela contribuerait essentiellement à développer, en l'accélérant, le progrès du droit dans un sens social et humanitaire.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

TROISIÈME QUESTION

D'après quels principes, dans quels cas et sur quelles bases y aurait-il lieu d'allouer des indemnités aux détenus ou à leurs familles en conséquence d'accidents survenus dans le travail pénal?

Quelles dispositions particulières comporterait à cet égard le travail des jeunes détenus dans les colonies ou dans les écoles de réforme, soit publiques, soit privées?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. GUIDO BORTOLOTTI,

docteur en droit, secrétaire de rédaction de la « Rivista penale », Rome.

La législation ouvrière et celle qui se rapporte particulièrement aux accidents du travail a eu, pendant ces dernières années, une grande impulsion, de sorte qu'à présent tous les Etats ont un matériel législatif considérable, qui règle l'important problème.

Il serait bien long et compliqué de faire une revue, au point de vue international, des dispositions qui ont pour but d'assurer une indemnité aux ouvriers frappés par un accident, au cours de leur travail, et de présenter un résumé des moyens

mis en vigueur pour l'allouer convenablement à la victime et, en cas de mort, à ceux dont elle était le soutien. Cela n'aurait qu'un intérêt bien limité pour la question qui nous occupe, quoique cela pût avoir un intérêt et un avantage pour l'opinion que je défends.

La seule réflexion à faire est que presque toutes les législations sur les accidents du travail ont adopté le principe du *risque professionnel* qui, sans doute, est le seul qui ait pu atteindre la résolution du difficile problème.

Posé le risque professionnel comme fondement de la législation, tout accident, excepté certains cas spéciaux de responsabilité, peut être indemnisé, quoiqu'il ait eu lieu par force majeure, par cas fortuit, par faute (avec certaines limites) des personnes qui interviennent dans le contrat de travail : soit qu'elles donnent au travail une contribution directe, soit que leur rôle se borne à des fonctions d'assistance ou de surintendance.

Le traitement assuré aux ouvriers libres doit-il être étendu aux ouvriers, qui doivent s'occuper d'après une règle coactive de subordination à un régime, dans lequel le travail est caractéristique et partie intégrante d'un système tendant à un but de punition et d'amendement ?

En d'autres termes, les détenus frappés par un accident, pendant le travail qu'ils sont obligés de faire, ont-ils droit à une indemnité pour la réduction ou l'anéantissement absolu de fonctionnalité, conséquence directe de l'accident ?

Si l'on étudie la question au point de vue de la réglementation du travail dans les établissements pénitentiaires, en comparaison avec le traitement réservé aux ouvriers qui sont occupés en exécution d'un contrat régulier, on restera, peut-être, gravement incertain sur l'extensibilité du bénéfice aux ouvriers détenus¹⁾.

Mais il ne faut pas regarder le problème à ce rigoureux point de vue réglementaire ; c'est plutôt au point de vue de l'humanité et de la justice qu'il faut considérer l'opportunité d'une prévoyante intervention de l'Etat dans ces cas si misérables et si dignes de pitié.

¹⁾ Cfr. Brunot, *Revue pénitentiaire* 1903, p. 781.

L'humanité et la justice doivent vraiment présider à sa résolution en faveur de l'ouvrier détenu ; l'humanité, parce que le spectacle d'un homme qui sort d'un établissement pénitentiaire où, sous la direction de l'Etat, il a accompli sa peine, impropre à gagner sa vie serait douloureux et même frappant d'injustice. Il serait inhumain de rendre à sa famille, après la prétendue correction des établissements pénitentiaires, un individu qui, si le travail pénal n'a pas anéanti ses forces ou supprimé son existence, se trouve dans la nécessité de chercher l'aide des autres et peut être entraîné de nouveau vers le crime à cause de ses misérables conditions d'existence. Et la justice encore le conseille, car, si le travailleur libre obtient une indemnité en cas d'accident, un droit égal peut être invoqué par l'ouvrier détenu qui, dans les ateliers pénitentiaires, se trouve exposé quotidiennement à tous les risques du travail organisé.

Peut-on en ce cas opposer que le travail des prisons diffère sensiblement du travail libre, pour refuser un traitement favorable quelconque, pour mettre obstacle à l'application du principe, posé comme fondement du droit à prétendre à une indemnité, au cas spécifique du détenu frappé par un accident ?

Assurément non ! Si ces considérations peuvent avoir une valeur au point de vue de l'extension de la loi générale aux ouvriers détenus, en faisant leur condition égale à celle des ouvriers libres, elles n'en ont aucune si l'on cherche à justifier l'intervention de l'Etat, lorsque des accidents se produisent dans les prisons à l'occasion du travail.

Les risques subsistent et ils ont les mêmes influences soit dans l'industrie libre, soit dans l'industrie pénitentiaire ; les ouvriers, les uns comme les autres, y sont quotidiennement sujets ; et le droit, qui naît avec l'accident survenu et les conséquences subies et constatées, doit avoir le même fondement et la même vigueur, quoique son application puisse présenter des différences dans la mesure et dans la réglementation spéciale¹⁾.

¹⁾ M. Roux (*Les accidents du travail dans les prisons*) est d'opinion que les risques sont supérieurs dans l'industrie pénitentiaire ; M. Brunot est d'opinion contraire. (*Rev. pénit.* 1903, p. 774).

L'indemnité soulage les douleurs et les privations de la famille du mort ou de l'ouvrier blessé; et les douleurs et les besoins sont égaux, soit qu'il sorte d'une fabrique, d'un atelier, d'une usine, de champs ensemencés, des bois et des montagnes verdoyantes, des mines sombres, soit qu'il recouvre sa liberté après le séjour dans un établissement ou dans une colonie pénitentiaire, où il a achevé sa peine, en ajoutant à son châtimement celui, non mérité, de toute une vie de misère¹⁾.

C'est vraiment question d'humanité et de justice! Et si les patronages et les institutions humanitaires de ce genre, qui prennent soin des familles des condamnés et des condamnés eux-mêmes après leur libération, accomplissent une œuvre magnifique d'assistance, l'Etat, spécialement chargé de veiller au bien des citoyens, peut-il renvoyer impuissant à se suffire un individu qu'il a reçu sain et vigoureux dans un de ses établissements? C'est son devoir de l'aider et de l'indemniser; et point de mesures gracieuses, point d'indemnités transactionnelles ou de forfaiture, mais dispositions réglementaires, montant fixe et indérogeable des sommes, diverses à l'égard des différentes conséquences; mais droit indiscutable, garanti avec tous les privilèges accordés aux indemnités qui peuvent être exigées par les ouvriers libres.

Posé le principe que l'accident survenu dans une prison à l'occasion du travail²⁾ doit obtenir, quoique avec certaines limites, un traitement spécial par l'Etat, il n'est pas inutile de voir comment le problème a été résolu par les diverses législations, ou bien quelle est la tendance à ce propos de la pratique et de la doctrine.

La question n'a abouti à une solution définitive qu'en Allemagne. Ici, puisque la jurisprudence s'était prononcée dans le sens que les ouvriers protégés par la loi générale sur les accidents ne pouvaient être que des personnes libres, on a trouvé convenable de fixer, avec des dispositions législatives,

¹⁾ Cfr. Discours de MM. Lasies et Mirman (Amendement au ch. 75 du budget français des services pénitentiaires).

²⁾ Quoique le travail pénitentiaire ne présente pas la fréquence d'accidents du travail libre, il est sûr que plusieurs cas s'y reproduisent,

les caractères et les limites du traitement que l'Etat doit réserver aux ouvriers détenus frappés par un accident.

C'est ainsi qu'on parvint à la loi du 30 juin 1900, qui a eu une longue élaboration législative, c'est-à-dire du 10 février 1897, lorsque le Reichstag invitait le gouvernement à présenter un projet de loi, pour «garantir au prisonnier blessé des secours pécuniaires toutes les fois que l'accident s'était produit au cours d'un travail qui, si l'ouvrier était libre, aurait motivé assurance».

Je ne juge pas nécessaire de faire une exposition détaillée de cette loi, unique en la matière; j'aurai l'occasion de la rappeler dans les réflexions qui seront faites ensuite.

En France, dès l'entrée en vigueur de la loi générale sur les accidents du travail, la question des accidents dans les prisons a été prise en considération, et, maintenant, les discussions se multiplient, avec la tendance de la doctrine, chez la plupart¹⁾, et du pouvoir législatif²⁾ à étendre la loi du 9 avril 1898 aux ouvriers détenus, avec la tendance contraire de la jurisprudence. Celle-ci affirma l'exclusion absolue des industries pénitenciaires³⁾, quoiqu'elle eût eu plusieurs fois l'occasion de donner la plus grande extension à la loi générale, en la jugeant applicable à toutes les industries, entreprises et exploitations, qui présentent, pour ceux qui y sont employés, des dangers manifestes et, en quelque sorte, inévitables, constituant des risques professionnels⁴⁾.

Déjà dans la séance de la Société générale des prisons 19 juin 1901, M. Cheysson avait relevé la condition faite aux ouvriers détenus. Ce sont, disait-il, des ouvriers inexpérimentés, jetés sans préparation suffisante et sans vocation particulière en face de machines qu'ils ne connaissent pas, et dont les

¹⁾ Cfr. Barthès, *Du rôle de l'Etat dans les industries pénitenciaires*. — Paris 1903, p. 216 et suiv. — Roux, *Les accidents du travail dans les prisons* (*Bulletin des Accidents du travail et des assurances sociales*, Paris 1903).

²⁾ Voir les discours de MM. Lasies et Mirman, et les travaux de la Commission nommée par le Min. du Commerce, dont on fait mention ensuite.

³⁾ Jugement du Tribunal de Lille (1^{re} Ch.) 4 décembre 1902 *Gorguet c. Huyge* (*France judiciaire* 1903, XXVII, p. 12) et l'arrêt de la Cour de Douai 9 mars 1903, qui confirmait le jugement précédent (*Revue pénitentiaire* 1903, p. 750).

⁴⁾ Arrêts des 22 Janvier et 16 février 1901 de la Cour de Paris (*Gazette du Palais* 1901, p. 610). Analogiquement une décision du Conseil d'Etat, mars 1902 (*Le Temps*, 8 mars 1902).

attouchements sont parfois mortels. Il faudrait pour eux redoubler de vigilance, munir les engrenages, les scies, d'appareils protecteurs. Or, j'ai lieu de craindre que toutes ces précautions, qui sont usuelles dans l'industrie libre, ne soient pas prises avec assez de sollicitude dans les manufactures de nos prisons, et que notre loi du 21 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des ateliers n'y soit pas appliquée strictement. Si le prisonnier est blessé, il ne bénéficie pas de la loi du 9 juin 1898. C'est là, d'après moi, une fausse interprétation, contre laquelle il faudra bien revenir un jour. Les sociétés de patronage le recueillent à sa sortie de prison pour le reclasser. Combien n'aggraverait-on pas leur tâche déjà difficile, si on le leur rend mutilé et incapable de gagner sa vie? Après avoir accompli sa peine, il devrait être quitte envers la société et l'on ne peut pas, sans l'indemniser, diminuer sa capacité de travail¹⁾.

Successivement, en janvier 1902, à l'occasion de la discussion du budget pénitentiaire, M. Lasies a soulevé encore la question de l'extension de la loi sur les accidents aux ouvriers détenus. Les raisons, qui ont été avancées en faveur de la thèse, sont les suivantes : assurément, envers quelque homme que ce soit, si indigne même qu'il puisse être, il existe une obligation imprescriptible d'humanité, dont la méconnaissance est un retour à la barbarie. Les condamnations prononcées de nos jours ne peuvent être, on l'a dit avec raison, des condamnations à mutilation. Au point de vue utilitaire, il y a aussi intérêt évident à ne pas laisser sans ressources un libéré estropié ; le besoin et, peut-être, la soif de vengeance, que provoquerait sa lamentable situation, le ramèneraient presque fatalement au crime²⁾.

Dans l'année 1903, arrêté du 20 janvier, le ministre du commerce, M. Trouillot, institua une Commission chargée d'étudier les difficultés relatives à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux accidents des établissements pénitentiaires. La Commission était composée de 20 membres, à savoir 4 membres du Parlement, 8 membres désignés par le ministre du commerce, 8 membres désignés par le ministre de l'inté-

¹⁾ *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1901, p. 1121.

²⁾ *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1902, p. 388.

rieur. Elle a commencé ses travaux le 13 février 1903, et, en les achevant bientôt, elle a exprimé l'avis que le texte actuel de la loi ne permet pas d'en faire bénéficier les prisonniers; le commissaire du gouvernement en a donné deux raisons principales très juridiques: 1° Le travail pénal n'est pas soumis aux mêmes conditions que le travail libre; le détenu ne choisit ni sa tâche ni son patron; il n'y a pas de contrat librement consenti, car le travail fait partie intégrante de la peine; 2° dans le travail pénal, il n'y a pas de salaire, il y a récompense, gratification, qui constitue le pécule; dans ces conditions, comment faire jouer la loi, puisqu'il n'y a pas existence du salaire légal? ¹⁾

Ainsi le problème est en France au même point qu'auparavant, les contestations étant tranchées, par voie gracieuse, par l'administration pénitentiaire qui, faisant preuve d'humanité, indemnisait les détenus blessés ²⁾.

En Italie encore, la pratique s'est prononcée pour l'exclusion des détenus des bénéfices de la loi sur les accidents du travail, dont le texte unique a été récemment rédigé (31 janvier 1904, n° 51) ³⁾.

Le Consiglio di Previdenza, quand il s'agissait de publier le règlement pour l'exécution de la loi de 1898, avait considéré la question; mais, suivant les vues de la Commission qui avait examiné le projet de règlement, s'était limité à établir que les ouvriers détenus ne devaient profiter du traitement général que lorsque, dans les industries, entreprises et constructions, ils étaient employés avec des ouvriers libres. On n'oubliait pas cependant de réclamer des dispositions pour les ouvriers détenus en espèce ⁴⁾.

¹⁾ Discours de M. Grimanelli, Directeur général de l'administration pénitentiaire.

²⁾ Roux, o. c., p. 13.

³⁾ Deux tendances s'étaient manifestées à la Chambre des députés, pendant la discussion du projet de loi de 1896 sur les accidents du travail: M. Chimirri était d'opinion de considérer compris, parmi les industries classées dans la loi, aussi le travail pénitentiaire; M. Nocito exposait l'opinion contraire. (*Atti parlamentari. Camera dei Deputati. Discussioni.* Maggio 1896.)

⁴⁾ «Le considerazioni che hanno indotto la commissione in quel proposito sono principalmente d'indole umanitaria, non potendosi ammettere che il detenuto costretto ad un lavoro, al quale forse di sua elezione non si sarebbe addetto, incontri senza

Quant à ce qui regarde exclusivement et particulièrement l'industrie pénitentiaire, avec son organisation ouvrière, son exploitation et ses risques, pas même en Italie il n'y a des dispositions réglementaires, et le Conseil d'Etat n'ait, sur des considérations à l'égard du travail pénitentiaire, l'extensibilité de la loi générale sur les accidents ¹⁾.

En Espagne, la loi du 30 janvier 1900 ne s'explique pas sur la responsabilité de l'Etat en cas d'accident survenu aux détenus. La doctrine semble admettre que la loi doit s'étendre à cette catégorie de personnes, sauf à faire peut-être une exception en ce qui concerne les condamnés à certaines peines, qui sont tenus, à raison de la nature même de ces peines, de travailler au bénéfice exclusif de l'Etat.

Aux termes cependant d'un décret du 20 décembre 1901, relatif à l'emploi de la main-d'œuvre pénale dans les *presidios* d'Afrique, les entrepreneurs, qui emploient comme ouvriers des condamnés, sont soumis à la loi sur les accidents du travail (art. 13). Mais ce même article dispose que les condamnés ne pourront être ainsi mis à la disposition des entrepreneurs que de leur consentement; ils sont donc, vis-à-vis de ces patrons, dans une situation présentant certaines analogies avec celle des ouvriers libres.

Le même décret ne s'explique pas, au contraire, sur l'application de la loi sur les accidents aux condamnés employés dans les travaux dirigés directement par le génie militaire, travaux obligatoires pour les condamnés, et son silence permet peut-être de penser que, dans l'opinion du rédacteur du décret, la loi sur les accidents n'est pas applicable à cette catégorie de travaux ²⁾.

difesa i rischi che vi sono inerenti. Oltre a ciò, per i detenuti, condannati a tempo, debbono considerarsi le conseguenze d'un infortunio, da cui derivi invalidità permanente, che li espone, quando siano usciti di pena, a non trovare lavoro o a trovare lavoro scarsamente remunerato.» (*Atti del Consiglio di Previdenza*; 1898, 1^a sessione, p. 155.)

¹⁾ *Consiglio di Stato*, Sezione I, parere 2 Dicembre 1898. Les raisons exposées à l'appui de la décision étaient les mêmes de la jurisprudence des autres pays, sur la condition de l'ouvrier, le caractère de la récompense, l'organisation du travail pénitentiaire.

²⁾ Cfr. *Annuaire de législation étrangère*, 1900, p. 285; note de M. Henri Prudhomme, docteur en droit, juge au tribunal de Lille.

Tel est l'état de la question dans les pays qui ont eu l'occasion de s'en occuper; à l'exception de l'Allemagne, aucune indemnité n'est assurée à l'ouvrier détenu frappé par un accident, et il ne lui reste que faire recours aux dispositions de droit commun, avec toutes les chances qu'une telle action peut présenter.

L'équité et l'humanité, on l'a remarqué plus haut, conseillent de se soucier de ces cas misérables, et la question est d'une telle importance, qu'il vaut bien la peine de rechercher diligemment les moyens qui peuvent conduire à la résolution définitive.

Je me hâte de me prononcer contrairement à l'extension de la loi générale sur les accidents du travail, uniquement à cause des difficultés auxquelles son application donnerait lieu. Le travail pénitentiaire et le travail libre, en effet, présentent trop de différences pour qu'on puisse les comprendre dans une seule législation; les relations diverses qui existent, dans l'un et dans l'autre, entre celui qui prête la main-d'œuvre et celui qui l'emploie, le caractère du travail et de la rémunération conséquente, le choix, etc., ne permettent pas qu'un traitement égal doive les présider tous les deux en cas d'accident.

Les arguments qui m'ont confirmé dans cette opinion sont pour la plupart les mêmes qui ont été suivis par la pratique des divers pays; je ne fais qu'y ajouter quelques brèves considérations.

Adopté, comme fondement général, le principe du risque professionnel¹⁾, reconnus et constatés les risques existant dans l'industrie pénitentiaire, un droit à l'indemnité, et non pas un traitement gracieux, doit être nécessairement réservé, quoique

¹⁾ Ce n'est pas le cas de prendre en considération la question, qui a été examinée par la jurisprudence française, que le risque professionnel implique nécessairement l'existence d'un contrat de travail (cfr. Roux, o. c., p. 17); le risque professionnel en est tout à fait indépendant, car le contrat de travail n'est que l'expression des relations et des accords qui sont intervenus entre l'entrepreneur et l'ouvrier, tandis que le risque professionnel n'est que la conséquence nécessaire et directe de l'organisation de l'industrie, sans aucun égard aux contrats de travail qui peuvent être stipulés.

avec certaines limites et avec des précautions spéciales, à l'ouvrier détenu victime d'un accident¹⁾.

Mais si une telle adoption du risque professionnel porte comme conséquence la reconnaissance du droit, elle ne réclame point l'application directe de la loi sur les accidents dans le cas qui nous occupe, ce qui engendrerait des complications inutiles et fâcheuses. La question et sa résolution ont pu être considérées, à ce point de vue, d'une simplicité presque séduisante, dans les pays où la plus grande liberté est concédée pour satisfaire l'indemnité que la loi met à la charge des industriels²⁾; mais ce serait toute autre chose dans les législations qui, à côté du risque professionnel, établissent, comme complément nécessaire et prudente garantie à l'exécution des dispositions, l'assurance obligatoire.

On peut opposer que les industries qui sont exploitées directement par l'Etat, ont un traitement spécial, mais, dans le cas du travail pénitentiaire, la complication, la connexité et la présence quelquefois contemporaine du travail en *régie directe* et du travail à *l'entreprise* rendraient beaucoup plus difficile la solution de la question.

C'est sûr, en tout cas, que l'extension de la loi générale aurait comme conséquence directe un traitement égal aux ouvriers libres et détenus, traitement qui représenterait une claire et indiscutable injustice, car les conditions des uns et des autres sont nécessairement différentes.

Comment pourrait-on donc opportunément régler le moment auquel on acquiert le droit à l'indemnité, le système de sa prestation et le salaire qui devrait être pris comme base de la fixation? Quelles seraient les autorités chargées de l'enquête et de la procédure nécessaire à constater les conséquences, ayant égard aux accidents survenus uniquement à l'occasion du travail, avec exclusion des accidents volontaires? Comment

¹⁾ M. Brunot, comme je l'ai déjà remarqué, dans une critique aux opinions exposées par M. Roux dans le *Bulletin des accidents du travail*, juge, sur des considérations de caractère presque exclusivement pénitentiaire, absolument excessif et dangereux un tel droit réservé au détenu « qui reçoit déjà de la société, sans l'avoir mérité, la nourriture et le logement ». (V. *Revue pénitentiaire*, 1903, n° 781.)

²⁾ Roux, *Les accidents du travail dans les prisons*, p. 15 et suiv.

pourrait-on encore convenablement prévoir le cas d'un nouveau délit et d'une ultérieure condamnation, le classement des risques, le maintien de la discipline, sur laquelle l'extension de la loi aurait peut-être une répercussion¹⁾, l'organisation des mesures préventives, plus nombreuses et vigilantes qu'à présent, la défense enfin contre les maladies professionnelles, qui pourraient se produire dans l'industrie pénitentiaire, rendues plus aiguës et plus graves par l'état très souvent anti-hygiénique et insalubre des établissements pénitentiaires?

Il résulte évidemment que, dans le cas même d'une extension de la loi générale sur les accidents du travail aux industries pénitentiaires, un règlement, ou un complément détaillé de la loi serait absolument nécessaire. Si l'Allemagne, qui s'est souciée du problème, a cru nécessaire de rédiger une loi, une longue loi de 26 articles, comment pourrait-on sur un simple arrêt de la jurisprudence, sur une disposition prise par un comité consultatif, sur une décision d'une commission spéciale ou avec une brève addition à la loi générale régler la question qui présente sans doute une certaine complexité?

L'ouvrier détenu, frappé par un accident dans le travail pénitentiaire, a droit à une indemnité; ce n'est point un droit, on l'a déjà compris, qui tire son fondement et son existence d'un contrat régulier de travail, mais c'est un droit qui naît de la considération portant à conclure que l'individu ne doit pas être libéré impuissant au travail après sa peine. Il est donc juste et pratique de conserver le dualisme de la législation entre les ouvriers libres et les détenus, en conservant seulement la condition commune qui sert à légitimer le traitement et à présider le droit : le risque professionnel.

Il sera naturel d'ailleurs, qu'à cause de l'identité du but que les deux législations se proposent, la loi sur les accidents des ouvriers libres devra tour à tour prêter son aide pour l'application exacte des dispositions se rapportant aux détenus.

L'indemnité devrait naturellement avoir pour but de soulager les douleurs et les privations qui, en conséquence de

¹⁾ Brunot, *Revue pénitentiaire*, 1903, p. 780.

l'accident, peuvent frapper l'ouvrier ou sa famille. Elle devrait ainsi être garantie seulement en cas d'accident survenu à l'*occasion du travail*; la législation générale sur les accidents de presque tous les pays donne clairement la notion de cette caractéristique, et la jurisprudence a eu souvent l'opportunité d'en expliquer la portée. C'est ainsi que tout accident, qui est la conséquence du risque professionnel, devrait être indemnisé¹⁾.

En devront être naturellement exclus les accidents volontaires et ceux qui auraient eu lieu par faute lourde de l'ouvrier qui ne se serait pas conformé aux règlements de travail.

Les moyens de prévention, qui représentent un si grand coefficient de diminution des accidents dans l'industrie libre, devront avoir leur rôle important aussi dans le travail pénitentiaire; et si les règlements spéciaux préventifs, que toutes les législations prescrivent, auront leur application aussi en ce cas, on pourra très aisément déterminer les accidents qui donnent droit à l'indemnité, à la différence de ceux, qui, à cause des circonstances dans lesquelles ils ont eu lieu, devront être exclus du bénéfice.

L'observance rigoureuse des moyens de prévention aura aussi une autre conséquence, dans le sens que, pour les industries exploitées à l'*entreprise*, l'entrepreneur devra subir la charge de sa propre responsabilité, lorsqu'il aura négligé l'application des mesures préventives réglementaires.

Les conditions des établissements, et particulièrement des pièces où les détenus sont obligés d'accomplir leur travail, devront être telles que l'état hygiénique et sanitaire des personnes soit toujours satisfaisant; et la réglementation du travail, la distribution rationnelle des heures d'occupation et de repos pourront efficacement défendre la propagation des maladies professionnelles, auxquelles plus directement sont sujets les ouvriers détenus.

¹⁾ Une exclusion d'ordre général devrait cependant être faite; et celle-ci comprendrait toutes les personnes qui, étant, avant la condamnation, dans une condition économique favorable, qui leur permettrait de se passer du travail manuel, pourraient, ayant achevé leur peine, se suffire sans le secours de l'Etat. L'inscription dans les listes des contribuables pour une certaine somme, pourrait fournir les données pour régler l'exclusion.

Le droit à l'indemnité, quoiqu'il soit fixé et constaté dans son existence au moment où les conséquences de l'accident se sont présentées, devra être acquis par l'ouvrier au moment où, ayant achevé sa peine, il sortira de l'établissement pénitentiaire; par conséquent, les personnes condamnées à une détention perpétuelle seront exclues des bénéfices.

Il me semble que l'opportunité de cette disposition ne peut pas être discutée; l'indemnité, en effet, doit avoir comme but direct de pourvoir à la subsistance de la famille du mort, ou du détenu qui, sortant de l'établissement, n'a plus les forces suffisantes pour gagner sa vie. Si, pendant la détention, il est convenablement traité, si on lui fournit les moyens de recouvrer suffisamment la santé pour pourvoir aux besoins de l'existence, il est évident qu'à sa libération, l'Etat est quitte envers lui.

Ainsi le cas de l'individu condamné à la détention perpétuelle échappe à la règle générale, et l'accident, qui peut avoir pour conséquence la mort ou une limitation quelconque permanente ou temporaire de sa fonctionnalité, pourra donner lieu à un traitement gracieux envers sa famille, mais jamais à un droit à l'indemnité.

Cette circonstance n'est pas assez clairement démontrée dans la loi allemande du 30 juin 1900, et, suivant mon avis, ne devrait pas être négligée en cas de législation ou réglementation en matière. La loi allemande, par exemple, établit (§ 10, *Verfahren*) que l'indemnité doit être allouée sur-le-champ en cas de mort (sans aucune distinction entre condamnés à temps et à perpétuité) et, en cas de lésions, après la sortie de l'établissement. Cette disposition, injuste à part, est tout à fait immorale, car elle peut entraîner les conjoints ou la famille du détenu à souhaiter sa mort, pour jouir plus tôt de l'indemnité.

Le paiement de l'indemnité devra donc commencer au moment de la libération du condamné¹⁾, et, eu égard à cette condition, il faut considérer les conséquences auxquelles un accident peut avoir donné lieu.

¹⁾ Il en sera ainsi des cas de grâce et de libération conditionnelle; il est vrai que l'individu conditionnellement libéré se trouve toutefois en état de peine, mais on doit considérer que, du moment où la libération commence à exercer ses effets, il cesse d'être à la charge de l'Etat pour l'entretien dans l'établissement pénitentiaire.

En cas d'incapacité absolue, si elle sera permanente, aucune question ne pourra se présenter, car l'indemnité devra être allouée du jour de la libération; si elle sera temporaire, l'indemnité devra être payée pendant toute sa durée, à commencer du même moment; si, au contraire, les conséquences de l'accident seront telles qu'avec un système médical et curatif rationnel, on pourra rendre à la société l'individu en condition parfaite de force et de fonctionnalité, le devoir de l'Etat sera accompli et aucun droit ne pourra être invoqué à ce propos.

Ce qu'on vient de dire pour l'incapacité absolue et totale, doit être appliqué aussi pour l'incapacité partielle, permanente et temporaire, sauf le système de cotisation spécial pour ces derniers cas¹⁾.

En cas de mort, l'indemnité devra être allouée aux personnes qui auraient été à la charge de l'ouvrier à sa sortie de prison. Cette indemnité leur sera acquise au jour où le détenu aurait été libéré: pour la veuve jusqu'à sa mort ou à son nouveau mariage, excepté les cas de mariage contracté avec le détenu après l'accident, ou de séparation judiciaire par faute de la personne survivante ou de tous les deux, dans lesquels aucun droit ne pourra être invoqué; pour les enfants, tant légitimes que naturels, et les descendants à sa charge, jusqu'à une certaine limite de leur âge, en réduisant progressivement le montant, lorsqu'ils seront en condition de travailler et de se procurer quelque gain; pour les ascendants vieux et impuissants, s'ils étaient à la charge de l'ouvrier, pendant toute leur vie.

Pour la fixation de l'indemnité, l'unité à prendre doit être un salaire; la loi allemande du 30 juin 1900 adopte (§ 3) comme base un salaire qui peut différer suivant le lieu ou le pays, dans lequel l'établissement pénitentiaire est situé, ou dans lequel le détenu a été occupé pendant le temps qui précédait sa condamnation. Ce système n'est point acceptable, parce qu'il aurait comme conséquence nécessaire d'établir entre deux ouvriers détenus, qui, frappés par un accident, ont subi les

¹⁾ Voir ensuite.

mêmes lésions, une diversité de traitement par la seule raison qu'ils étaient occupés dans des pays différents avant la condamnation et parce qu'ils ont été assignés à deux établissements pénitentiaires divers. Le traitement ainsi organisé par la loi allemande ressent trop l'influence des dispositions de la loi générale sur les accidents, dont l'application apporte une grande variété de solutions à l'égard du montant des indemnités, relativement aux conditions fixées dans le contrat de travail.

Si cela peut se produire dans l'industrie libre, on ne peut pas l'admettre dans le cas spécial qui nous occupe, dans lequel l'Etat doit fixer les fondements uniformes du traitement envers tous les ouvriers détenus dans ses établissements. La réglementation de cette matière devra nécessairement entraîner l'Etat à faire un classement des salaires présomptifs pour les industries exploitées dans les prisons, qui devraient être pris comme base de la fixation de l'indemnité réservée au détenu en cas d'accident, en classant les personnes, qui travaillent, en catégories relatives à l'importance de la main-d'œuvre prêtée. Quant au montant de l'indemnité, ce n'est pas le cas d'en établir des données exactes, car le traitement doit sûrement présenter des variations dans les divers pays. L'indemnité assurée aux ouvriers détenus frappés par un accident devra nécessairement se référer aux dispositions qui sont en vigueur pour les industries libres, soit quant au montant et à l'érogation, qui pourra être faite en rente, ce qui serait préférable, ou en capital, soit quant aux règles spéciales de cotisation. Par exemple, pour l'incapacité partielle (temporaire ou permanente), certaines législations (l'italienne p. ex.) fixent le montant de l'indemnité, en le calculant sur le tant pour cent de diminution de fonctionnalité, qui s'est produite à cause de l'accident; un système égal pourra bien être adopté pour les ouvriers détenus; il sera seulement nécessaire d'avoir égard à la condition spéciale de ces derniers, pour songer à limiter leur traitement de sorte qu'il ne soit jamais supérieur ni même égal à celui qui est assuré aux ouvriers libres.

En tout cas, les indemnités devront être garanties directement par l'Etat, qui pourra, chaque année, inscrire dans son

budget pénitentiaire le capital destiné à indemniser les ayants droit. Et il devra pourvoir à l'érogation des capitaux et des rentes par des autorités, chargées aussi d'exercer une active surveillance sur l'individu, qui devra garder une conduite irréprochable et faire bon emploi de l'argent qui lui est alloué; et tenues enfin de veiller sur les modifications qui peuvent se présenter dans les conditions physiques de l'ouvrier bénéficié.

Avec ce système il n'y aura aucune distinction à faire entre le cas de travail en *régie directe* et celui de travail à *l'entreprise*. Dans le premier cas, l'Etat est son propre assureur, et il supporte les risques et les charges des accidents qui peuvent survenir; dans le second, l'Etat est l'assureur des entrepreneurs qui, dans le contrat d'entreprise, devraient s'obliger à fournir une prime et à observer tous les règlements pénitentiaires et industriels préventifs, sous peine de leur propre responsabilité pour le paiement de l'indemnité à l'ouvrier frappé par un accident.

Tout accident, sans aucune exception, devra donner lieu à une enquête du directeur de l'établissement, dans lequel l'individu travaillait; la loi allemande prescrit que l'enquête doit être faite seulement pour les accidents qui aient produit la mort, ou des lésions portant présomptivement comme conséquence la mort ou l'incapacité au delà de l'époque de la sortie de l'établissement.

Pour le caractère spécial du travail et la condition des personnes qui y sont occupées, pour le maintien et la sauvegarde de la discipline, je suis d'avis que tous les accidents doivent donner lieu à l'enquête. La fixation de l'indemnité, conformément à ce que j'exposais plus haut, doit être indépendante de cette opération, qui suit immédiatement l'accident et qui doit mettre en évidence les circonstances qui l'ont accompagné et les responsabilités éventuelles qui peuvent se présenter.

Aucune présomption sur l'entité des lésions ne peut être admise comme idée informatrice de la procédure régulière, à moins de se fier à une estimation tout à fait subjective préliminaire, qui peut se trouver en désaccord avec la réalité des faits subséquents. Relativement au système que j'ai formulé,

l'enquête aura pour but de constater le fait matériel, en dépendance des causes qui l'ont produit, et de mettre l'ouvrier détenu ou sa famille en condition d'obtenir, au moment de la libération, la liquidation de l'indemnité, qui doit être réservée. De l'enquête ainsi devra seulement résulter la cause et le caractère de l'accident, avec les responsabilités éventuelles; la nature des conséquences existant immédiatement après l'accident, les individus frappés, le moment de leur libération et les personnes qui, en cas de mort, auraient droit à l'indemnité.

Aucune fixation du montant réel ou présomptif de l'indemnité ne devra être faite, car cette opération doit être réservée à la procédure successive, qui se développera en présence de la condition définitive et invariable de la fonctionnalité de l'ouvrier.

Avec ce système, on obtiendrait, à mon avis, un double avantage; celui d'une plus grande exactitude dans la fixation de la nature de l'accident et une utile simplification dans la procédure successive.

Et c'est justement dans cette procédure que doit avoir lieu la liquidation de l'indemnité, sur la base du salaire uniformément établi pour les industries pénitentiaires, et relativement à la condition sanitaire de l'ouvrier à l'époque de sa sortie de l'établissement.

La proposition devrait être faite par le directeur de l'établissement, dans lequel l'ouvrier était détenu, et être notifiée à l'ouvrier ou à ses ayants droit, qui auraient faculté de réclamer.

Mais, à ce propos, des différences et, peut-être, des difficultés pourraient se présenter, car la sortie peut avoir lieu dans un court délai après l'accident, ou bien après un intervalle de quelques années (par exemple cinq ans après l'accident); c'est ainsi que, dans le dernier cas, l'administration pénitentiaire se trouverait en condition de pouvoir faire la liquidation définitive, tandis que, dans le premier cas, les conséquences de l'accident peuvent se modifier sensiblement. Il serait donc à conseiller de concéder la faculté, soit à l'ouvrier, soit à l'administration pénitentiaire, de provoquer la revision de la liquidation faite, pendant un intervalle de temps (par

exemple trois années) après la libération. Ce temps étant écoulé, la liquidation devrait être considérée comme définitive.

En tout cas, si les conditions de l'ouvrier peuvent s'améliorer avec un système curatif rationnel, l'administration pénitentiaire pourra, aussi après la fin de la condamnation, donner les dispositions pour les applications thérapeutiques nécessaires.

L'Etat, enfin, ne doit point laisser sans aide l'ouvrier par la seule raison que, parmi les circonstances qui ont accompagné l'accident, il s'en est présenté une, établissant la responsabilité de l'entrepreneur; l'Etat devra également payer l'indemnité, en se réservant une action en remboursement contre l'entrepreneur.

Selon le système adopté par les différentes législations pour les accidents des ouvriers libres, le paiement de l'indemnité devra être convenablement réglé; le moyen le plus pratique et le plus utile d'érogation, spécialement pour le cas qui nous occupe, c'est celui de la rente à intervalles de deux à trois mois; la loi allemande prescrit que le paiement doit être fait par le moyen des offices de poste (§ 18 et suiv.); on pourrait bien adopter ce système, mais il faudrait le combiner avec la surveillance, qui devrait être exercée par l'autorité de police, à laquelle chaque changement de domicile de l'ouvrier devrait être notifié.

Les privilèges, les garanties, les exemptions fiscales, qui sont consentis par toutes les législations aux indemnités assurées aux ouvriers libres, devraient s'étendre aux indemnités des ouvriers détenus, car elles ont toutes les deux les mêmes caractères et la même destination.

La rente devrait subir une suspension en cas d'ultérieure condamnation, qui devrait être supérieure à un certain nombre de jours¹⁾.

L'action réservée à l'ouvrier pour obtenir l'exécution des dispositions devra être assujettie à un terme péremptoire; à mon avis, il faudrait calculer le décours du terme, qui pour-

¹⁾ La loi allemande fixe le *minimum* à un mois (§ 15, n. 1)

rait être fixé en une année, du moment de la libération du condamné.

Les actes relatifs à la procédure devront avoir exemption des droits fiscaux.

Ce que je viens d'observer quant au travail pénitentiaire en général devrait encore s'appliquer aux colonies pénitentiaires qui, par leurs caractères généraux et par l'organisation de leur travail, présentent une quantité considérable de risques.

Quant aux enfants et mineurs délaissés, abandonnés ou délinquants, assignés aux colonies ou institutions de correction ou d'amélioration, c'est sûr aussi qu'un traitement spécial doit leur être réservé en cas d'accident.

Toutes les législations générales sur les accidents du travail disposent qu'une indemnité doit être aussi assurée aux jeunes gens qui sont occupés d'après un contrat d'apprentissage, car il n'y aurait aucun motif pour exclure du bénéfice l'apprenti, salarié ou non; au contraire, les considérations d'ordre social suggèrent que les recrues de l'armée des travailleurs, les jeunes forces qui s'apprêtent à faire part active de la grande organisation industrielle ont un plus grand besoin de protection, de défense et d'encouragement. Dans notre cas, nous envisageons, dans ces mineurs qui travaillent dans les colonies et les établissements de correction, les jeunes recrues de l'armée des ouvriers, mais encore d'une autre armée bien différente : celle des criminels. Bien plus difficile et humanitaire est ainsi la tâche du législateur et de l'Etat. Et si le détenu âgé, sortant d'un établissement pénitentiaire estropié ou impuissant, peut quelquefois se résigner à son mauvais destin, un jeune sujet ne s'y résignera jamais; il augmentera le nombre des déclassés et des mécontents, adversaire, peut-être non sans raison, des institutions de son pays et ennemi redoutable de l'ordre social. Si le détenu âgé pourra seulement quelquefois devenir encore criminel à cause de son malheur et de sa détresse, le mineur, ainsi frappé, le deviendra toujours.

Les colonies et les institutions pour les mineurs ont comme caractéristiques le travail et l'éducation; et si le travail ré-

c ame aussi dans ces établissements ses victimes, le devoir de l'Etat est de supporter le poids de l'indemnité qui, selon l'organisation moderne et la fonction sociale de l'industrie, doit être payée.

Il serait trop long d'examiner les moyens qui seraient les plus utiles et les plus rationnels pour que l'Etat accomplît cette obligation; il sera seulement convenable de mettre en corrélation le traitement des jeunes délinquants avec celui assuré aux autres détenus, en adoptant les mêmes principes. Il faudrait cependant multiplier les soins relatifs à la prévention; jeunes et imprudents, les accidents qui les frappent sont occasionnés, le plus souvent, par leur propre inexpérience, et la rigueur des mesures préventives devrait être le premier souci de l'administration pénitentiaire.

Ainsi j'ai sommairement exposé les principes et les règles qui, à mon avis, devraient être adoptés pour résoudre l'important problème des accidents dans les établissements pénitentiaires; règles et principes qui, d'accord avec le rôle humanitaire que l'Etat doit toujours jouer à l'égard de la collectivité des citoyens, portent à la conclusion suivante :

« Les détenus, âgés ou mineurs, obligés au travail dans les
« prisons, les colonies et les institutions pénitentiaires analo-
« gues, ont droit à une indemnité en cas d'accident, et si l'ac-
« cident a eu pour conséquence la mort, le droit est acquis à
« leur famille;

« Dans l'impossibilité d'application de la loi générale sur
« les accidents du travail, l'Etat doit, par des dispositions
« spéciales, les mettre en condition, après l'expiration de leur
« peine, de satisfaire aux besoins indispensables de la vie. »

(Traduction de l'auteur.)

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

QUATRIÈME QUESTION

Est-il nécessaire de créer des établissements de détention spécialement affectés :

- a. *aux personnes à responsabilité restreinte;*
- b. *aux ivrognes invétérés?*

Si oui, selon quels principes ces établissements devraient-ils être organisés?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le D^r JACQUES SALGÓ,
médecin principal de la maison d'aliénés, Budapest.

En libellant cette importante question de la sorte: « Y a-t-il lieu d'ériger des établissements spéciaux de détention pour des individus dont la responsabilité limitée a été constatée par les tribunaux », des limites plus étroites ont été tracées à ce point si capital de cette question; car il en ressort que le Congrès ne veut s'occuper des individus n'ayant qu'une valeur intellectuelle amoindrie que dans le cas où leur caractère dangereux pour la sécurité publique aura été nettement documenté. Il est évident qu'il ne peut être question ici que d'in-

dividus de valeur intellectuelle amoindrie, attendu que cela ressort de l'idée de droit sur la responsabilité limitée, puisque l'exclusion de la responsabilité est en connexité avec la constatation du fait de l'aliénation mentale, ou absence de bon sens.

Etant donné qu'il ne s'agit point, en cette occurrence, d'une démonstration théorique, mais bien de l'initiative à prendre en vue de dispositions pratiques à créer, je pense pouvoir me dispenser d'une discussion détaillée qui aurait pour but de déterminer jusqu'à quel point l'idée de la responsabilité limitée fait partie du rayon d'action de la psychologie, ou, en d'autres termes, pour établir si le psychologue peut être appelé à formuler une opinion sur la responsabilité limitée. Un fait certain, c'est que le tribunal subordonnera, dans chaque cas spécial, sa décision concernant la responsabilité de l'accusé aux conclusions apportées par l'expert médico-psychique. Ce sont là les raisons qui exigent qu'on mette en relief les données médicales qui permettent au tribunal de constater le fait de la responsabilité restreinte et ce n'est qu'en parfaite connaissance de cause de ces éléments que l'on peut décider si, oui ou non, il y a nécessité d'ériger des établissements spéciaux de détention destinés à recevoir ces individus, partant: arrêter les principes et le caractère que cette institution doit avoir.

La raison qui m'a engagé à ne pas diviser en deux parties la question du quatrième point, et qui m'a décidé à ne faire aucune distinction entre les individus atteints de responsabilité limitée et ceux adonnés à l'ivrognerie de notoriété publique, est celle qui m'a déterminé à ranger sous un même chef les deux catégories d'individus ci-dessus nommés. Et je l'ai fait parce que je suis d'avis que les ivrognes d'habitude sont précisément ceux qui pourront servir de médiums les plus propres à donner une solution à cette question si compliquée. Dans l'internement de l'ivrogne notoire, le caractère déclaré dangereux de l'individu ne jouera pas toujours le rôle absolument décisif, en donnant, bien entendu, à ce caractère de danger public ce sens qui veut que ses manifestations le mettent en conflit avec les autorités pénales. Pour appliquer

à l'individu ivrogne des dispositions spéciales prises en vue de son internement, il suffit que son ivrognerie menace de ruine sa fortune et de déchéance morale sa famille. Voilà aussi la raison pour laquelle *Liszt* est sur la vraie voie, quand, dans la *Monatschrift Kriminalpsychol. u. Strafrechtreform* I. J. I. H., il dit que ce n'est pas sur la responsabilité amoindrie, constatée par jugement du tribunal criminel, qu'il base la nécessité des dispositions spéciales à prendre. Car, en constatant la responsabilité restreinte par voie de droit pénal, nous ne pouvons obtenir qu'une peine moins sévère infligée à l'accusé. Alors se produit cette situation bizarre, qu'un criminel chez lequel la probabilité de la récidive frise la certitude, attendu que les motifs qui ont conduit à la constatation d'une responsabilité limitée sont de nature organique et persisteront à l'état permanent malgré toutes les punitions, continuera sa vie antisociale en raison même de sa punition moins grave, tandis qu'un criminel qu'un motif accidentel et passager aura poussé à commettre son crime, et qui, faute de cette occasion, ne retombera plus jamais dans ce crime, sera puni bien plus sévèrement que l'autre. Pour la société cela signifie simplement que l'individu plus dangereux, notoirement dangereux, sera lâché plus fréquemment sur cette société paisible que celui qui est moins dangereux. Bien plus, plus un individu atteint de responsabilité limitée devient criminel, et plus il donne la preuve de la diminution de sa valeur psychique; mais comme d'autre part, la culpabilité de cet individu décroît au fur et à mesure qu'il fournit plus de preuves de son irresponsabilité, la mesure de la peine diminue en raison inverse de la gravité que prend de plus en plus le caractère dangereux de cet individu. Cette déduction logique est aussi impérieuse que ne serait bizarre et grotesque la déduction pratique qu'on pourrait en tirer.

Et voilà pourquoi j'estime que *Liszt* est dans le vrai quand il prend comme centre de gravité la mise sous tutelle publique de tous les individus visés plus haut. Dans les cas concrets, la procédure criminelle prend fin avec la constatation de la responsabilité limitée. De même que la constatation de l'irresponsabilité et l'arrêt de la procédure criminelle sont

insuffisants à motiver une clôture définitive de toute procédure à suivre à l'égard de l'aliéné, puisqu'il s'ensuit que l'individu visé doit être placé sous tutelle publique, et cela afin qu'il y ait, dans la personne du tuteur, quelqu'un qui soit responsable des actes de celui qui ne doit aucun compte de ses actes à la société, de même il est absolument nécessaire de placer quelqu'un aux côtés de celui qui est atteint d'irresponsabilité partielle, quelqu'un qui est appelé à prêter de son intelligence au détenu confié à ses soins et qui en manque. Car chez l'individu à responsabilité limitée ce ne sont pas des actions antisociales, ni la rétorsion qui viennent en premier lieu; c'est bien un individu moral incomplet pour une raison organique quelconque qui doit être considéré tout d'abord et qui impose, comme premier devoir, la défense des intérêts de la société contre ces agissements illicites de l'individu en question. Et cela au même titre que celui qui rend les parents ou tuteurs responsables des actes commis par les enfants, étant donné qu'il est du devoir de ceux-là de veiller à la sûreté des individus à intelligence incomplète et de les guider dans la vie.

Et *Liszt* a de nouveau raison en disant que la constatation de l'irresponsabilité ou de la responsabilité limitée au point de vue du droit pénal n'est pas de nature à apaiser le sentiment moral de la société. Nous pouvons même y ajouter encore que cette constatation est incapable de dédommager qui que ce soit du danger que font courir à la sécurité publique les agissements ininterrompus de ces individus à mentalité anormale. L'opinion publique ne peut se contenter du fait que celui qui trouble sans cesse sa quiétude et l'ordre public agit inconsciemment, et n'est, lui-même, que la victime des faits pathologiques qui régissent toutes ses actions. Le sentiment pratique de la société a le droit de prétendre qu'on ne trouble ni l'ordre établi par elle ni sa sécurité. Tout cela exige que l'importance capitale soit attachée non pas à la constatation de la responsabilité, c'est-à-dire à l'irresponsabilité, ou à la responsabilité limitée constatées au point de vue du droit pénal et terminant toute procédure, mais à cette procédure elle-même, qui doit *commencer seulement* lors de cette constatation, et dont la conséquence naturelle ne peut être

autre chose que la procédure de tutelle publique se terminant par l'expulsion de l'individu visé du sein de la société. Car si, dans les cas indubitablement clairs au point de vue de la responsabilité, l'action criminelle et sa rétorsion ne constituent pas la tâche principale de la justice moderne, mais bien plutôt dans la connaissance parfaite de l'individualité du criminel et le degré dangereux qu'affecte son caractère, il est évident que ces derniers motifs seuls doivent guider cette justice dans son action à intenter contre des individus irresponsables ou responsables seulement jusqu'à un certain point, puisque leurs actes criminels ne sont que les symptômes et la mesure de l'habitude de danger public.

Le placement sous tutelle publique de ces individus à moralité anormale ou à valeur morale défectueuse peut se faire de deux manières différentes. Ou bien en les plaçant d'office sous tutelle publique au cours d'une procédure criminelle devenue nécessaire et ayant fait constater la défectuosité de leur état mental, ou bien à la suite d'une demande introduite par un de leurs proches encore avant qu'il y ait eu lieu de soumettre leur état à une appréciation faite au point de vue du droit pénal. Cependant, dans les cas relevant de cette circonstance, le placement sous tutelle publique ne pourrait avoir le caractère d'une simple décision de droit civil; elle exigerait et renfermerait « eo ipso » un procédé de surveillance à exercer sur les individus ainsi frappés. En d'autres termes, dès que, usant de l'expertise du médecin, le tribunal aura acquis la certitude que l'individu qui en aura été l'objet est incapable de vivre en homme indépendant, parce que son état mental l'en rend incapable, qu'il ne saurait être entièrement responsable de ses actes, il y aurait lieu de déclarer que l'individu en question est susceptible de protection de droit civil, et que la société doit être constamment défendue contre lui au point de vue du droit pénal.

A première vue, il nous semblera très grave, peut-être même irréalisable, d'aller aussi loin dans la protection à accorder à la société et de frapper l'individu partiellement irresponsable ou le simple ivrogne d'une détention plus forte que celui qui a commis son crime en pleine possession de son

bon sens. A première vue, il semblera inhumain de priver définitivement de sa liberté ou de la supprimer pour un temps très long, un criminel dont l'action tombe sous une appréciation moins sévère au point de vue du droit pénal. Cependant, cette crainte-là n'est que la conséquence d'une bizarre confusion d'idées. Tandis que nous estimons chose tout à fait innocente le placement sous tutelle entraînant la suspension totale des droits personnels, chose que la société pratique dans certains cas, sans en éprouver le moindre scrupule et sans y découvrir une cruauté particulière, la détention est généralement considérée comme un moyen extrême de la tyrannie, quand même on lui appliquerait les cautérisants les plus efficaces. D'autre part, il n'est pas moins vrai que dans tous les Etats civilisés, les limites de la liberté individuelle ne peuvent aller au delà des droits individuels fixés par la communauté. En deçà des bornes fixées par une société bien ordonnée, l'individu peut se mouvoir librement; mais au delà il n'y a de place ni pour l'« Übermensch » ni pour l'« Untermensch », c'est-à-dire qu'aucune force spirituelle ne peut s'étendre au delà, qu'elle soit au-dessus ou au-dessous de la moyenne. Et si les individus imaginaires ou réellement extravagants de *Nietzsche* peuvent être acceptés et excusés avec tant soit peu de philosophie et d'esprit, sauf à leur tenir compte de leur responsabilité, bien entendu, les individus à intellectualité defectueuse, qui sont restés au-dessous de la moyenne, ne peuvent être admis sous aucun prétexte, attendu qu'ils sont irresponsables de leurs actes. Somme toute, la société peut souffrir les extravagances des grandes forces intellectuelles dans l'espoir chimérique d'augmenter ainsi la variété des individus à volonté forte créés pour faire de grandes choses; mais admettre, sans protestations, les écarts d'un groupe d'êtres à esprit borné et disposant d'un fonds intellectuel inférieur, cela ne peut répondre à aucune conception sociale, et ne peut être dans l'intérêt d'aucune société. Puisque les moyens d'instruction et de développement intellectuel, de même que la procédure criminelle restent stériles en face de ces individus, et cela précisément à cause de leur organisation mentale defectueuse, la société ne peut avoir d'autre devoir que celui de

se défendre contre eux, afin de rendre impossible toute attaque de leur part et de restreindre le plus possible le champ d'action et d'influence de ces êtres à responsabilité limitée.

De tout cela il ressort qu'il y a lieu de prendre soin des faibles d'esprit, des dégénérés et des ivrognes invétérés, dont la conduite et les actions sont de nature à amener un conflit avec la société. Comme cela a été déjà dit ci-dessus, *l'expédition* au point de vue du droit pénal des cas visés, ne répond en rien à ce soin, puisque dans ces cas c'est l'individu criminel lui-même et non pas une de ses actions qui doit être jugé. Quant à l'état de l'individu, il est tellement anormal, que la constatation de sa responsabilité est parfaitement incongrue.

Je ne veux pas aborder le côté médical du sujet et discuter la curabilité ou l'incurabilité des états indiqués; je ne désire parler que de leur importance au point de vue social. Sous ce rapport, nous en sommes arrivé à la conviction que si ces états provoquent un conflit avec la société, il y a lieu de prendre des mesures de préservation sociale; aussi longtemps que l'état mental anormal d'un individu menace la paix et la sécurité de la société, il est indispensable de soumettre cet individu à une surveillance permanente et à des mesures préventives. Il est bien entendu que cette surveillance et ces mesures préventives ne peuvent être mesurées à la gravité de droit pénal de l'acte qui les a rendues nécessaires, mais uniquement à l'état d'âme anormal du sujet.

En agissant de cette manière, il est deux facteurs qui constituent la base du procédé: l'acte établissant l'ordre de la société et l'habitude morale désordonnée relevant cet acte. En conséquence, il faut que le procédé à suivre réponde en même temps et également aux deux facteurs constitutifs. Mais, comme il ne s'agit point ici de malades proprement dits et devant être soumis à un traitement, mais plutôt d'individus à organisation morale anormale, il est évident qu'ils ne peuvent être placés dans des hospices (maisons d'aliénés). Comme, d'autre part, il n'est pas plus question de faire purger une peine prononcée, les prisons, quelles qu'elles fussent, ne conviennent pas davantage dans ces cas spéciaux. L'emprisonne-

ment ne convient pas, de prime abord, parce que c'est une sorte de punition à terme fixe, puisque la punition n'est que la rétorsion d'un acte punissable et, en conséquence, proportionnelle à la gravité de droit pénal de l'action criminelle. Dans les cas qui nous occupent, cette proportion n'existe pas et ne peut exister, car les actions antisociales d'une moindre gravité ne signifient pas en même temps une déviation mentale d'un degré inférieur. Dans les cas qui relèvent de cette catégorie, il faut disposer de lieux de détention qui excluent l'éternelle et quelconque perturbation de l'ordre social en même temps que le caractère déshonorant d'une peine qui reste toujours inefficace à leur égard. Voilà pourquoi j'ai insisté tout à l'heure sur le fait que le placement de ces individus doit avoir comme point de départ la mise sous tutelle et non pas un jugement porté au criminel. Il est vrai qu'ainsi nous nous trouvons en face d'un nouveau procédé administratif. Mais réfléchissons bien : la question posée vise effectivement une innovation ; et elle désire l'introduire sur une base de criminalistique et de psychologie, parce que les expériences nous ont fourni la preuve de l'inefficacité d'un emprisonnement à terme pour le changement du caractère des individus atteints de responsabilité limitée ou des ivrognes d'habitude, ainsi que de l'inutilité du traitement dont ils sont l'objet dans les asiles d'aliénés. Mais ces asiles doivent éloigner d'eux les individus ci-dessus désignés non seulement pour des raisons de commodité, mais encore et surtout eu égard à leur tâche médicale.

De tout cela, il ressort naturellement qu'il faut disposer d'établissements spéciaux destinés à recevoir ces individus à constitution morale anormale et cela quels que soient les symptômes par lesquels cet état anormal se manifeste. Il est question de ces individus que *Colin* (Revue de Psychiatrie, mars 1904) a différenciés sous le nom d'« aliénés difficiles vicieux » des « aliénés criminels. » En font partie les caractères anormaux, les vagabonds, les fainéants, les individus immoraux et les ivrognes incorrigibles ; ceux qui ne savent aucunement s'adapter à l'ordre social ; qui considèrent les asiles d'aliénés comme de simples refuges ; qui y retournent, à peine qu'ils

ont quitté ces établissements; qui forcent ce retour à l'aide de toutes sortes de symptômes artificiels étudiés sur les malades, et qui, dès qu'ils y sont entrés, y terrorisent le personnel, les malades, voire même les médecins; y troublent l'ordre et inquiètent sans cesse leur entourage par leurs violences et leurs exigences; projettent et complotent des évasions; corrompent leurs compagnons et ne se montrent jamais décidés à accepter quelque travail que ce soit. Comme les dispositions à prendre à leur égard doivent avoir un caractère préventif plutôt que répressif, c'est-à-dire qu'il importe de protéger la société contre tout dommage dont ils sont la source, l'organisation et l'application des mesures défensives à prendre à leur égard incombe à la société elle-même, dans tous les cas où les proches de ces individus sont incapables d'organiser cette défense et d'en fournir une garantie.

Il est bien entendu que la disposition ne peut avoir pour base autre chose qu'un jugement apporté en bonne et due forme, comme je l'ai déjà mentionné, d'ailleurs, ci-devant, c'est-à-dire un jugement ordonnant la mise sous tutelle et spécifiant que l'individu visé est soumis à un traitement spécial conforme à son état d'âme. Cette tutelle ne pourrait cesser qu'au moment où l'état d'âme exigeant des soins spéciaux aurait pris fin, ou que le tuteur du pupille donne une garantie suffisante établissant qu'il est à même de prendre soin du pupille dans la mesure exigée par l'état anormal de son protégé. De même que le placement spécial de ces individus ne pourrait avoir lieu que sur un jugement dûment prononcé, leur relâchement ne pourrait se faire qu'en vertu d'une disposition ordonnée par le juge. Il est bien entendu que le jugement ordonnant la mise sous tutelle aussi bien que celui prescrivant la levée de cette tutelle, auraient pour base initiale un avis médical motivé.

Pour appliquer les dispositions ci-dessus mentionnées, il n'y a pas d'autre moyen que la création d'établissements spéciaux de détention. Et la nécessité d'une telle création n'est pas de date récente; elle devient de jour en jour plus impérieuse et inévitable. Comme on ne peut, sur les expériences faites, indiquer la tendance, le caractère, l'aménagement et

l'esprit qui doivent régir ces établissements spéciaux, les opinions y relatives peuvent être très opposées, et une résolution définitive ne pourra être prise que le jour où des expériences réelles en donneront le sens. Mais, conformément à ce que j'ai déjà exposé, et malgré l'avis médical motivant la nécessité d'une détention, le caractère de l'établissement ne saura être celui d'un établissement pathologique; il faut absolument que la détention, c'est-à-dire la tendance à rendre inoffensif, tienne la première place dans la mesure à prendre. Car, comme nous l'avons déjà fait remarquer, il ne s'agit point ici de cas de maladie, mais de déformations morales plus ou moins incurables au fond, mais que des soins rationnels et une surveillance bien entendue peuvent améliorer, de sorte que les accès antisociaux peuvent être réprimés, tandis que les forces physiques et intellectuelles existantes deviennent aptes à servir à quelque chose d'utile. Et, bien que je sache que par les causes, voire par les symptômes manifestés, les états d'âme plusieurs fois mentionnés déjà, sont étroitement apparentés aux maladies mentales proprement dites, je ne puis considérer comme une solution heureuse cette première expérience qui a été projetée en France par *Colin*, sur l'invitation de la « Section d'aliénés vicieux dans le département de la Seine », et qui consisterait dans la création d'un établissement destiné à recevoir ces malades dits : « malades difficiles », érigé à Villejuif, dans le voisinage immédiat de l'asile d'aliénés, avec lequel il ne formerait qu'un seul corps administratif. Cette solution basée sur l'expérience a pour point de départ ces inconvénients que causent certains éléments déjà signalés dans les établissements d'aliénés, et elle tend à soulager les asiles d'aliénés et à leur venir en aide plutôt qu'à résoudre la question elle-même. Est-ce à dire qu'il n'est point dans les asiles d'aliénés d'individus susceptibles d'être soumis à ce traitement spécial ? Certes non ! J'estime qu'il faut en principe, et dès le commencement, dans la création et l'aménagement de ces établissements spéciaux, insister sur ce point qu'ils doivent, en tous points, être différents des asiles d'aliénés ; que leur tâche n'est pas du ressort de la médecine, mais de celui du tribunal et de la pédagogie, et que, partant, ils n'ont rien de commun

avec un asile d'aliénés et ne relèvent de la psychiatrie qu'en ce qui concerne l'avis donné par le psychiatre, qui établit la nécessité de l'internement et la cessation de la tutelle publique. Tout ce qui se trouve entre ces deux points n'est autre chose qu'un procédé administratif n'exigeant aucune ingérence spéciale de la psychologie. Pour cette raison, on peut donc exclure, dès l'abord, de ces établissements, tout caractère rappelant l'asile d'aliénés. Par contre, ils ne pourraient pas revêtir non plus le caractère d'un établissement de détention pénale. Notre point de départ nous est donné par le procédé de mise sous tutelle publique qui renverrait les individus visés dans les susdits établissements comme incapables de prendre soin de leur personne, comme obéissant à une multiplicité de causes irritantes venant du dehors et comme pouvant facilement, bien plus facilement qu'un homme mentalement normal, nuire soit à eux-mêmes soit à la société dans laquelle ils vivent.

Ces établissements auront pour but une double tâche : donner à l'homme intellectuellement faible un asile qui, tenant compte de son peu d'esprit et de son état d'âme anormal, lui assure une occupation conforme à cet état moral ; deuxièmement : éloigner du pupille les irritations et influences que la direction de l'établissement estime nuisibles dans leurs conséquences. Les deux conditions : l'occupation et l'écartement des causes irritantes ne peuvent être établies que sur la base d'un examen médical ; pour cette raison, l'établissement ne pourra jamais se passer du conseil et de la surveillance du médecin.

En résumant tout ce qui précède, voici quelle serait ma réponse à la question posée :

Il y a lieu de créer des établissements spéciaux de détention pour les individus à l'égard desquels le tribunal, statuant sur avis médical, aura établi une responsabilité limitée ou l'ivrognerie invétérée.

L'internement dans ces établissements est précédé de la mise sous tutelle de l'individu visé. L'internement n'est pas limité à un terme fixé d'avance, mais dépend de l'appréciation médicale donnée sur l'état d'âme anormal ayant motivé l'internement de l'individu. Aussi y a-t-il lieu d'avoir recours à un

nouvel examen avant de décider le relâchement, tout comme ce même examen médical avait formé le point de départ de la détention. Lors de la procédure ayant pour but le relâchement, l'avis médical ne peut également n'avoir qu'un caractère consultatif; ici, comme à l'internement, c'est le tribunal qui décide en dernière analyse et en tenant compte, en outre, des données fournies par le rapport médical, de la conduite du sujet examiné pendant sa détention; de ses penchants et de sa capacité au travail; des forces déployées au travail et de la persévérance dont il fait preuve; de sa conduite à l'égard de son entourage, des observations fournies par ceux qui sont chargés de l'observer, etc.

Ces établissements servent exclusivement à la protection et à la surveillance des individus qui y sont internés, et ne peuvent avoir le caractère d'établissements médicaux. Le travail y est obligatoire pour tout le monde. La nature et la mesure du travail sont fixées par le docteur, qui prononce en tenant compte des qualités intellectuelles et physiques de chaque individu; à cet effet, un médecin spécialiste et versé dans la pratique, fera des visites régulières une fois par semaine au moins. Ces établissements sont absolument indépendants aussi bien des prisons que des asiles d'aliénés. Toutefois il est indispensable qu'ils soient munis de ce qu'il faut pour parer aux troubles et accès mentaux qui peuvent se produire fortuitement et peuvent n'être que très passagers, et qui ne constituent pas du tout l'exception chez ces individus. Considérant ce fait acquis par la pratique et établissant que ces troubles passagers diffèrent chez les individus visés des maladies mentales typiques aussi bien par les symptômes que par la durée et la marche, il n'est nullement désirable que des hommes internés dans ces établissements et saisis d'un brusque accès de troubles ou d'irritation soient transférés dans un asile ordinaire d'aliénés; il serait à désirer que ces établissements de détention fussent, au contraire, munis de tout le nécessaire en vue de parer à cette éventualité.

— — — — —

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

CINQUIÈME QUESTION

D'après quels principes pourrait-on autoriser et de quelle manière pourrait-on organiser l'occupation des condamnés aux travaux des champs ou à d'autres travaux d'utilité publique en plein air?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. KARL HAFNER, docteur en droit, à Zurich.

La peine impliquant la privation de la liberté ne doit pas être une peine portant atteinte à la santé du condamné. On ne doit dès lors imposer à celui-ci aucune occupation de nature à compromettre sa vie. Il faut que le travail soit en harmonie avec le but que l'on s'est proposé en prononçant la condamnation. Ce travail doit mettre le détenu à même de mieux subvenir à son entretien après sa libération, ou tout au moins aussi bien qu'avant son entrée au pénitencier. Tels

sont les principes qui doivent servir de norme pour le choix de tous les travaux imposés dans les prisons ou en plein air.

La manière dont on faisait exécuter autrefois certains travaux publics par des forçats ou galériens ne justifiait que trop les critiques des adversaires du travail des prisonniers en plein air. Aussi ces occupations n'ont-elles pas tardé à être systématiquement combattues et complètement discréditées par les partisans du régime cellulaire.

Le travail en plein air ne peut et ne doit pas être rétabli sous son ancienne forme; mais il doit se plier aux exigences de l'opinion du jour en matière d'application de la peine.

Il existe toute une série d'occupations en plein air qui conviennent parfaitement en l'espèce et que nombre de pays ont déjà adoptées pour leurs établissements pénitentiaires, en ayant égard ou non au but de la peine. Parmi ces occupations, celle qui se présente en première ligne et au sujet de laquelle on ne songe plus guère à soulever de sérieuses objections, c'est avant tout la culture des terrains enclavés dans le mur d'enceinte. Mais un autre travail non moins justifié est celui qui consiste dans l'exploitation agricole des terres appartenant à l'établissement et situées à l'extérieur du mur d'enceinte. Les occupations agricoles sont avec raison la branche la plus importante des travaux en plein air. Elles présentent, toutefois, l'inconvénient d'être notablement réduites en hiver; mais cet inconvénient existe aussi dans les exploitations industrielles et les métiers, où l'on a également des saisons mortes.

Au premier abord, on peut éprouver plus d'hésitation sur la question de savoir si les détenus peuvent être occupés en plein air à d'autres travaux qu'à ceux de l'agriculture, par exemple à l'amélioration du sol de certaines régions, à des dessèchements, à l'exploitation de gravières ou de sablières, à des travaux de routes, de ponts, de canaux, de ports et de fortifications, à la construction de nouveaux pénitenciers, etc. Tous ces travaux ont déjà été exécutés par des détenus. En principe, il n'existe aucune différence entre ces travaux et ceux de l'agriculture proprement dite. Les mêmes règles et conditions préalables sont également applicables à tous les travaux en plein air.

Bien que le détenu occupé en plein air exécute son travail dans de tout autres conditions que le condamné en cellule, le caractère de la punition n'en doit pourtant pas être modifié.

Il faut que le travail en plein air s'effectue sous la surveillance constante de gardiens capables et vigoureux. Dans certains cas, il y a un avantage à constituer de petits groupes indépendants les uns des autres. L'organisation doit toujours être conçue de telle sorte qu'il soit possible d'observer et de surveiller en permanence chacun des détenus. A cet effet, il importe de disposer d'un nombre de gardiens relativement assez élevé.

Pour que le travail en plein air s'exécute avec ensemble, il est nécessaire d'en confier la direction à un spécialiste responsable et parfaitement au courant des ouvrages à effectuer (agronome, ingénieur, économiste, architecte etc.).

On ne doit tolérer entre les détenus aucune autre conversation que celle qui est strictement nécessaire à l'exécution du travail imposé. En constituant les groupes d'ouvriers, il importe aussi, pour éviter les dangers de la contagion, de tenir compte du caractère des détenus qui devront travailler ensemble. Le travail en plein air n'est admissible que lorsque le chantier ou le champ d'exploitation est isolé et en dehors de la circulation publique ou lorsque des mesures peuvent être prises pour rendre tout rapport impossible avec le monde extérieur. C'est par là que l'on parvient à faire éprouver aux détenus le sentiment de leur réclusion, tout en évitant que ces malheureux ne soient cruellement blessés dans leur dignité personnelle et ne se considèrent comme étant au pilori.

Des mesures de précaution s'imposent et sont possibles là où le travail en plein air ne présente pas de garanties suffisantes contre des tentatives d'évasion, ce qui peut arriver en particulier lorsque des travaux agricoles sont effectués sur de vastes terrains. On pourrait, par exemple, remettre de petites armes à feu aux surveillants ou leur adjoindre des chiens comme gardes auxiliaires. Suivant les circonstances locales, un téléphone peut aussi rendre de bons services. Lorsqu'il s'agit de la culture de terrains qui n'ont pas une très grande superficie,

l'établissement d'une clôture peut se faire sans occasionner une dépense exagérée.

L'une des conditions essentielles de tout travail en plein air, c'est que les condamnés soient reconduits chaque soir dans leurs cellules. Que l'on se garde surtout de les installer dans des baraquements ! Mieux vaudrait alors renoncer au travail en plein air.

L'influence morale à exercer par l'instruction scolaire et religieuse ne doit pas être négligée non plus dans les périodes de presse. Dans la partie de l'été où le travail afflue, c'est le dimanche qui peut être consacré à cette instruction, en même temps qu'à la visite des cellules. Quelles que soient les circonstances, aucun travail ne doit s'effectuer au dehors le dimanche, pas même des travaux agricoles, que l'on peut être tenté de faire parfois.

Si toutes ces conditions préalables sont remplies — et elles doivent l'être aussi à l'égard des détenus admis au travail en plein air, en récompense de leur bonne conduite ; mais on en peut négliger quelques-unes quand on possède ou crée des établissements intermédiaires proprement dits — si, disons-nous, toutes ces conditions sont remplies, l'objection que le travail en plein air est contraire au caractère de la peine, n'a plus sa raison d'être et tombe d'elle-même. L'habit que porte le détenu distingue déjà celui-ci du reste de la population ; si l'on observe donc à son égard les règles que nous venons de formuler pour le travail en plein air, le condamné doit sentir constamment, aussi bien que le prisonnier dans la salle de travail, la puissance continue de la loi, en même temps que le but de la peine.

Le choix des détenus pour le travail en plein air doit être fait avec le plus grand soin. En principe, on peut y employer des condamnés de toute catégorie, des prisonniers pour un temps restreint aussi bien que des détenus du pénitencier. Cependant il ne faut pas perdre de vue qu'à sa sortie de la maison de force, le condamné doit pouvoir gagner sa vie plus facilement qu'autrefois ou tout au moins aussi bien par le travail auquel il était occupé au pénitencier. Il est vrai qu'on ne pourra malheureusement pas toujours obtenir ce résultat. A moins de raisons spéciales, il ne faut pas employer aux

travaux en plein air des gens qui ont appris un métier à exercer dans un atelier ; mais on les occupera de préférence à ce métier, si les circonstances le permettent

Les condamnés à une peine de courte durée peuvent être fort bien employés au travail en plein air, lorsque l'ouvrage manque pour eux dans les exploitations industrielles du pénitencier et si leur crime est de telle nature que la peine à expier n'exclut pas le travail au dehors. Pour les condamnés à longue peine, les travaux en plein air, à l'intérieur ou en dehors des murs de l'établissement, sont précisément une nécessité. Ces travaux conviennent également aux habitués de la maison de détention, c'est-à-dire à ces récidivistes qui y reviennent constamment à la suite de légers délits. Il importe en conséquence que chaque pénitencier puisse occuper en permanence à des travaux en plein air un certain nombre de ses détenus. C'est l'exploitation agricole qui peut être recommandée en première ligne, car elle pourvoit à des besoins importants et permanents de l'établissement (lait, légumes, etc.) Tous les grands pénitenciers comptent d'ailleurs parmi les détenus des gens qui ont pratiqué la profession d'agriculteur et auxquels peuvent être confiés les travaux de la grange et de l'étable. Les détenus faibles de santé, les infirmes et les convalescents trouveront toujours aussi au jardin, dans les prés et les champs, des travaux d'une exécution facile pour eux. De toutes les occupations qui peuvent être introduites dans une maison de détention, il n'en est aucune qui convienne mieux que l'agriculture pour l'utilisation des forces les plus diverses, physiques et intellectuelles.

Si l'on veut pouvoir répondre aux exigences du jour en matière d'infliction de la peine, il est nécessaire de donner au travail en plein air une importance beaucoup plus grande qu'on ne l'a fait jusqu'ici. Cette considération s'applique avant tout à la culture horticole et à l'agriculture, car ces occupations peuvent être aisément introduites dans la plupart des pénitenciers, où elles exercent, mieux peut-être que tout autre genre de travail, une heureuse influence sur la santé des condamnés. C'est là un point des plus importants à considérer dans l'application de la peine. Nous voulons donc fortifier le

détenu en vue de la lutte qui l'attend encore pour l'existence et qu'il doit pouvoir affronter avec plus de succès qu'au début de sa carrière. C'est pour assurer ce succès que nous ne pouvons en négliger l'une des conditions préalables, à savoir le développement physique du condamné.

Comme dernier considérant en faveur du travail en plein air, nous devons ajouter que des occupations de cette nature sont généralement beaucoup plus lucratives que les métiers exercés dans les établissements pénitentiaires.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

TROISIÈME SECTION

DEUXIÈME QUESTION

Quels sont les moyens de combattre et de traiter la tuberculose et d'en éviter la propagation dans les établissements pénitentiaires de tout ordre?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. LADISLAS DE URAY,
directeur de la maison royale de force de Nagy-Enyed.

I.

La tuberculose est, en général, la maladie des pauvres, puisque, d'après les données de M. Körösy, elle fait deux fois plus de victimes dans leurs rangs que dans ceux des plus fortunés. Et bien qu'elle ait un caractère d'exterminatrice de populations en général, elle n'en est pas moins un fléau spécial s'attaquant aux industriels en particulier, attendu que c'est parmi eux surtout qu'elle ravage avec le plus de violence et abat le plus de victimes. Le genre de travail industriel signifie donc ici une prédisposition à la maladie.

Bien qu'en apparence ces colonnes ne semblent pas être destinées à une démonstration ayant pour but d'établir la mesure dans laquelle la tuberculose sévit dans les rangs des tra-

vaillours de l'industrie en général, il est indispensable de lui consacrer ici une courte étude et cela au titre de maladie ayant un caractère industriel; et je saurais m'en passer d'autant moins que c'est là le seul titre me permettant d'établir jusqu'à quel point l'apparition et le développement de la tuberculose, sévissant dans nos divers établissements pénitentiaires, doit être imputée aux travaux industriels exécutés dans ces établissements.

M. le Dr Jean Bartha, médecin principal de la ville de Kolozsvár, a dressé un état de tous ceux qui, dans une période de 20 ans, sont décédés à Kolozsvár à la suite de la tuberculose. Il a constaté que, sur le total des individus morts victimes de cette maladie, les ouvriers industriels livraient un contingent de 44 %, c'est-à-dire presque la moitié de tous ceux qui sont morts de la tuberculose.

D'après Körösy, les décès imputables à la tuberculose sévissant à Budapest étaient, de 1874 à 1875, de 46.2 % parmi les menuisiers morts, de 43.9 % parmi les cordonniers décédés, et de 41.2 % parmi les forgerons défunts.

On sait que dans la Prusse orientale, dont la population s'occupe d'agriculture surtout, le nombre des cas de mort imputables à la tuberculose n'est que de 1.3 % sur le total des décès, tandis que dans les villes industrielles du Bas-Rhin ce chiffre s'élève à 6.5 %. En d'autres termes, cela veut dire que, tandis que dans la première des deux susdites provinces les cas de décès dus à la tuberculose ne s'élèvent qu'à 13 ou 14 individus sur 10,000 habitants, ce chiffre monte à 65 par an et par 10,000 habitants dans la dernière des deux contrées susmentionnées.

Dans l'« Allgemeine Krankenkasse » (société de secours mutuels en cas de maladie) de Vienne, 54.7 % des décès sont imputables à la tuberculose; et ce chiffre s'élève à 62.1 % pour les membres de la « Genossenschaftskasse » (caisse de corporation) qui recrute ses adhérents dans les cercles des petits industriels.

La tuberculose est la principale cause de mortalité dans la population de Vienne, dont un quart tombe victime de cette maladie; mais parmi la population industrielle la proportion s'élève à un tiers de la totalité des cas de mort.

Le rapport annuel de la «Verband der Genossenschaftskasse» (Union de la caisse de secours des corporations), qui comptait, en 1896, un total de 105,263 membres se recrutant parmi les petits industriels, établit que les deux tiers des décès étaient imputables à la tuberculose.

Je me fais un devoir de déclarer ici que la tuberculose est une maladie pénitentiaire par excellence, et cela à cause des travaux industriels qu'on y fait exécuter. Cette affirmation est corroborée par les données officielles recueillies dans tous les établissements de détention de la Hongrie. Et si cette triste vérité nous laisse quelque consolation, nous la trouvons dans cette certitude qu'il est des Etats où la mortalité des prisons, due à la tuberculose, est bien plus grande encore.

L'état ci-après établit la mortalité dans les établissements pénitentiaires de la Hongrie, de 1894 à 1903.

Nom de l'établissement de détention.	Effectif quotidien moyen durant 10 ans.	Décédés en 10 ans.	Chiffre proportionnel de mortalité.	Cas de mort attribuables à la tuberculose en 10 ans.
Budapest . . .	775	115	20.6	69
Sopron . . .	619	146	24.2	44
Nagy-Enyed . .	667	139	20.9	100*
Maria-Nostra .	439	139	31.9	83
Lipótvar . . .	766	252	32.6	186
Vác . . .	897	359	40.1	194
Szamos-Ujvár .	438	187	43.3	82
Illava . . .	420	390	92.8	217
Szeged . . .	485	80	16.5	33
Totaux	5506	1807	.	1008

* Des 100 cas de décès survenus à Nagy-Enyed et imputables à la tuberculose, 57 portaient sur la phthisie pulmonaire; les autres sur la tuberculose ganglionnaire, intestinale, cérébrale et ossale.

Sur un effectif quotidien de 5506 détenus, il y eut donc 1807 cas de décès en 10 ans; sur ce total, 1008 étaient impu-

tables à la tuberculose, c'est-à-dire 56 %. *Il en résulte que sur deux individus morts, il y eut plus d'un qui succomba à la tuberculose.* Par contre, les cas de décès dus à la tuberculose ne se chiffrent qu'à 14.00 % sur le total de la mortalité constatée en Hongrie; il en résulte donc qu'il y a lieu d'attribuer à la tuberculose un peu plus que chaque septième mort.

Dans les maisons de force, les cas de décès étaient de 35.8 % pendant les années de 1894 à 1903; par contre, la mortalité dans toute la population de la Hongrie était de 32 % durant ces mêmes dix années.

Cette différence ne paraît pas énorme en apparence. Mais si l'on se donne la peine d'examiner la chose « in medias res », la mortalité des établissements pénitentiaires semblera extraordinairement grande, attendu qu'il y a lieu de considérer ici une circonstance qui ne laisse pas d'avoir son importance capitale : c'est qu'il n'y a pas, dans les prisons, de mortalité infantile, et que, d'après les données du bureau général de statistique, la mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans constitue 48 à 50 % de la totalité des cas de décès de la population.

Dès lors, si l'on tient compte de cette mortalité infantile, et si l'on sait, en outre, que dans la vie libre elle constitue environ 50 % du chiffre moyen de la mortalité en général; que, d'autre part, la mortalité des établissements pénitentiaires devrait, en raison même des aménagements hygiéniques réalisés en tous sens et sur toute la ligne, être bien au-dessous de 32 %, c'est-à-dire atteindre 16 à 18 % au plus, en ne perdant de vue aucune éventualité, on conviendra que la moyenne énoncée ci-dessus ne laisse pas d'être effrayante.

En Hongrie, on ne s'est pas encore inquiété d'établir le nombre des détenus décédés, pas plus que le pourcent des cas attribuables à la tuberculose sur le total des décès survenus durant une période plus longue que dix ans.

En prenant pour base un calcul approximatif, l'on peut dire que dans un pays il y a sept fois plus d'individus souffrant de la tuberculose qu'il n'en meurt par suite de cette maladie dans l'espace d'un an. Dès lors, et en calculant sur la base d'une mortalité de dix ans, l'on peut affirmer qu'il y

a annuellement 100 individus qui meurent de tuberculose dans nos établissements pénitentiaires, et qu'il y a donc dans ces établissements un total de 700 tuberculeux, constituant 13 % de l'effectif général quotidien et moyen retenu en permanence.

Ayant constaté, à l'aide de mes données recueillies officiellement, qu'un très grand nombre de détenus, plus d'un sur deux!... meurent dans nos pénitenciers par suite de tuberculose, il faut bien que je pose nettement ma question : Quelle peut en être la cause ou plutôt quelles sont les causes véritables de cette horrible maladie?

Dans un de ses discours, prononcé dans une séance de la Chambre des Magnats, M. le professeur Frédéric Korányi a déclaré du haut de la tribune que nos prisons étaient de véritables serres-chaudes de la tuberculose!...

Et le fait est qu'en réalité il en est ainsi... Mais quelle en est donc la cause? N'avons-nous pas, durant les quatre derniers lustres, dépensé des millions afin d'aménager des prisons et pénitenciers modernes?...

Dans nos maisons centrales de force nous avons 2660 cellules dans lesquelles nous isolons les forçats afin de les préserver de la contagion aussi bien morale que physique... N'avons-nous pas, les premiers au monde, introduit dans nos prisons et pénitenciers l'éclairage électrique, aussi bien dans les cellules que dans les dortoirs et salles, afin de ne pas en vicier l'air, puisque tout autre mode d'éclairage en altère la pureté? Chaque établissement n'est-il pas doté d'un excellent médecin, d'une pharmacie et d'un hôpital aménagés conformément aux dernières exigences de l'hygiène et de la science?... Au surplus, nous avons amélioré l'alimentation en 1890; nous avons tellement modernisé nos établissements de détention qu'en quittant sa misérable et insalubre chaumière ou cabane villageoise, le paysan entre dans un véritable palais, où il reçoit régulièrement ses trois repas par jour, où il se baigne et se promène... Bref! nous vivons sous le signe de l'humanité exercée à outrance!...

Et pourtant, cette masse infortunée d'hommes se voit constamment en butte aux horribles ravages des scrofules et de

la tuberculose. Et ces maux ravagent leurs rangs, comme le dit M. le professeur Korányi, parce que « toute influence qui exerce une action destructive sur l'organisme et qui l'affaiblit peut faire naître la disposition pour la maladie... »

Sont de ce nombre : le séjour dans un lieu fermé où les individus sont entassés; une nourriture trop uniforme et insuffisante; l'onanie; quelquefois les remords, conséquence du crime commis; l'anxiété d'avoir entraîné la famille dans le malheur; le passage du détenu d'une vie accoutumée à une autre, entourée de circonstances toutes différentes; journaliers ou cultivateurs (ces deux catégories fournissent 80 % de nos détenus), ces hommes ont passé la plus grande partie du jour en plein air — sous le ciel libre du bon Dieu, comme ils disent — et les voilà brusquement interné entre des murs hermétiquement clos : au pénitencier.

Sous le rapport du changement brusque des conditions de la vie, ces hommes se trouvent identiquement dans la situation où se voit condamné un arbre déjà développé, arraché à son sol et transporté dans un autre qui lui est complètement étranger. A ceci il faut encore ajouter une autre circonstance des plus importantes, que j'aurais dû mentionner en premier lieu et que beaucoup de gens, cependant, considèrent comme une question négligeable : je veux dire l'occupation industrielle qui est très souvent appliquée mal à propos, et qui, en conséquence, exerce un effet destructif sur l'organisme du détenu.

Comment? diront les sceptiques; le travail, cet agent de l'ennoblissement de l'âme, ce facteur si important de la distraction, de l'enjouement de l'esprit, affaiblirait les forces et entamerait l'organisme du détenu?

Il en est cependant ainsi, nonobstant l'apparente contradiction qui semble en résulter.

J'ai établi dans la première partie de ma dissertation, et en m'appuyant sur des preuves indubitables fournies par les données de la statistique, que même dans la vie libre la tuberculose a causé le plus grand nombre de décès dans les rangs sociaux qui s'occupent de travaux industriels. Quant aux pénitenciers, la chose prend un caractère de gravité bien plus

important encore, attendu que là la tuberculose est pour 56% dans la totalité des causes de mort. Et puisque les travaux industriels provoquent une si énorme mortalité, s'ensuit-il qu'il y ait lieu de les condamner dans les établissements de détention? Nullement... J'estime, au contraire, que dans les pénitenciers sévères les travaux industriels sont à maintenir à l'avenir comme par le passé, à titre de travaux forcés, attendu que la peine de réclusion ne conservera son caractère intensif que tant que le condamné exercera un métier industriel dans les murs de la maison de force.

L'élément de destruction par excellence, le feu même, peut être traité de sorte à ce qu'il devienne la source d'innombrables bienfaits.

Par suite de l'amélioration constante des conditions d'hygiène publique, la mortalité due à la tuberculose et sévissant dans les rangs des couteliers et ouvriers de manufacture de l'Angleterre, a été réduite presque de moitié de ce qu'elle était auparavant.

Dans les maisons de force, cette lutte contre la tuberculose peut donner de meilleurs résultats encore. L'Etat ne peut, après tout, s'immiscer aussi efficacement dans les affaires privées et conditions de vivre des millions de ses sujets, leur grande masse y étant un obstacle — comme il lui est facile à le faire lorsqu'il ne s'agit que de ses prisonniers ou forçats. Leur crime lui donnant le droit de les arracher à leurs conditions de vivre et à leurs circonstances particulières, il lui est facile de leur imposer tel mode d'existence qui, sous le rapport de la discipline et de l'hygiène, lui semblera le plus propre à répondre à un point de vue plus éthique. Mais, s'il jouit pleinement de ce droit, il lui incombe aussi le devoir de veiller au bien physique de ces hommes! Il est loin, ce temps barbare et inhumain où l'individu condamné à une peine privative de la liberté était en même temps condamné à la mort par suite du traitement auquel il était soumis. Enfermé dans des casemates malsaines, ne recevant qu'une nourriture tout à fait mauvaise et insuffisante, roué de coups et maltraité de toutes sortes de tortures morales et physiques, il fallait bien qu'il y succombât tôt ou tard.

Au surplus, il y va aussi bien de l'intérêt de l'Etat que de la société elle-même, que les détenus lui soient rendus sains et saufs et capables de travailler. Dans le cas contraire, ils sortent des prisons incapables d'entreprendre aucun travail et deviennent une charge pour la société qui doit prendre soin d'eux. D'autre part, il importe qu'en quittant les établissements de détention ils ne deviennent pas des agents propagateurs de la tuberculose.

Afin d'établir jusqu'à quel point de sages et circonspectes mesures et dispositions ont amélioré les conditions pénitentiaires durant les cinq derniers lustres et diminué la mortalité dans les maisons de force, qu'il me soit permis d'y consacrer quelques mots d'autant plus autorisés que cela rentre parfaitement dans le cadre qui a été tracé à la question; qu'ils sont appelés en même temps à désigner la voie conduisant sûrement au but et permettant, si l'on ne s'en écarte, de porter remède à la situation et à la misère, pour ne pas dire plus, de cette masse d'hommes malheureux et voués à la mort.

En 1872, la totalité des établissements de détention ne disposait que de 55 cellules; les pénitenciers mêmes avaient été créés en transformant d'anciennes forteresses et de vieux couvents; l'alimentation avait été confiée à des entrepreneurs qui s'en étaient rendus adjudicataires, tandis qu'on n'avait pris aucun soin spécial en vue d'assurer la santé physique ou morale des détenus au travail. Durant cette année, la mortalité proportionnelle était de 72⁰/₁₀₀.

L'alimentation en régie ayant été commencée en janvier 1874, la moyenne de la mortalité descendit, dans le courant de cette même année, à 58⁰/₁₀₀. Aucune réforme pénitentiaire importante n'ayant été effectuée durant les quinze années qui suivirent, cette moyenne de la mortalité resta à peu près la même et les variations en plus ou moins étaient sans grande conséquence.

En 1890 fut mis en vigueur le nouveau menu dont la composition avait été faite en observant les lois de la physiologie. La conséquence immédiate en fut une nouvelle décroissance de la mortalité due à une meilleure alimentation.

Le tableau ci-après en fait foi :

Années.	Chiffre proportionnel des cas de décès.	Années.	Chiffre proportionnel des cas de décès.
En 1890 . . .	47	En 1897 . . .	35
» 1891 . . .	45	» 1898 . . .	30
» 1892 . . .	46	» 1899 . . .	30
» 1893 . . .	45	» 1900 . . .	34
» 1894 . . .	42	» 1901 . . .	25
» 1895 . . .	50	» 1902 . . .	27
» 1896 . . .	43		

En 1894, le nombre des cellules est déjà de 1828, et l'ancien régime peu humain ayant définitivement vécu, l'effet s'en fait ressentir dans le nombre des cas de décès, qui n'ont pas tardé à diminuer très sensiblement.

En ce qui concerne la diminution très importante des cas de décès proportionnels qu'accuse l'année 1898, il y a lieu de mentionner tout spécialement la circonstance qui en était la cause. Dans le courant de cette année, le ministère de la justice ordonna que tous les détenus atteints de tuberculose constatée par le médecin, fussent isolés des condamnés indemnes; en même temps, il prescrivit de ne pas les employer à des travaux qui pourraient éventuellement aggraver leur maladie; au surplus, les autorités pénitentiaires reçurent des instructions qui leur prescrivaient de toujours tenir compte de l'avis médical lors du renvoi à une occupation quelconque du forçat.

Cette circulaire ministérielle, puissamment secondée par le nombre toujours croissant des cellules, dont le chiffre atteignit 2660 en 1901, fit que la mortalité proportionnelle descendit à 25 dans le courant de ladite année. De sorte que les réformes introduites dans le régime pénitentiaire en un court laps de temps de 30 ans : amélioration du régime alimentaire, importantes constructions d'établissements de détention, traitement plus conforme aux principes humanitaires, isolement des déte-

nus tuberculeux d'avec leurs co-détenus indemnes et, enfin, mesures préventives observées lors du renvoi des condamnés dans un atelier ou à une occupation quelconque, le chiffre proportionnel de la mortalité descendit brusquement à 25 de 72 qu'il était auparavant, c'est-à-dire tomba de presque deux tiers à la fois.

II.

Cependant la lutte contre la tuberculose dispose encore d'innombrables autres mesures préventives qui pourront être efficacement appliquées, et qui, souvent, paraissent insignifiantes en elles-mêmes.

C'est ainsi que certains directeurs de pénitenciers, ayant constaté que les scrofules et la tuberculose causaient d'effroyables ravages dans les forces physiques et la santé des détenus ont, de leur propre initiative, introduit dans le régime alimentaire de leur établissement des modifications hygiéniques conformes aux lois de la physiologie, et ont, par ce moyen-là, provoqué une très sensible décroissance de la mortalité. Après tout, n'est-ce pas là le principal but que l'on doit chercher à atteindre?

Le Dr Ladislas Buben, médecin du pénitencier de Maria-Nostra, a obtenu de très significatifs résultats par l'application des ventilateurs dans les ateliers et salles de l'établissement. En voici la démonstration:

I^{re} Période, antérieure à 1885 :

L'établissement regorgeant de monde et les appareils ventilateurs faisant défaut, la mortalité atteignit : 82.4.

II^e Période, allant de 1886 à 1896 :

Par suite de l'application des appareils ventilateurs inventés par lui, le chiffre proportionnel de la mortalité était descendu à 47.9.

III^e Période, à compter de l'an 1897 :

Création de nouvelles cellules; édification d'un nouvel hôpital, c'est-à-dire disparition de l'agglomération avec emploi

des appareils de ventilation; le chiffre proportionnel de la mortalité descend à 30.7.

Voici la description de cet appareil de ventilation si pratique employé par le docteur:

Comme on ne pouvait avoir recours à la force motrice chassant l'air pur du dehors dans les pièces, ni appliquer un système de ventilation à chauffage central à cause des énormes frais que causent ces installations de ventilateurs perfectionnés, il fut obligé de s'en tenir à la méthode la plus simple, c'est-à-dire changer ou plutôt mélanger l'air corrompu et vicié des locaux en faisant appel aux forces naturelles qu'il avait sous la main. A cet effet, il se sert de la différence de température qui existe entre l'atmosphère intérieure et l'atmosphère extérieure, auquel cas la force de pression du vent est employée comme agent aspirateur de l'air extérieur. Le second moyen de ventilation est basé de même sur la différence calorique des deux atmosphères et sur le courant d'air produit par la densité atmosphérique des lieux situés à des hauteurs différentes; dans ce cas, le courant d'air sert d'agent aspirateur de l'atmosphère viciée de l'intérieur du local.

Afin d'amener l'air extérieur dans la pièce, on se sert de tubes Tobin en fer-blanc affectant la forme d'une pipe. L'orifice du bras inférieur, qui est plus court et qui a la forme d'une pipe, donne sur l'extérieur en passant à travers le mur tout près du plancher de la pièce, tandis que l'autre bras, de beaucoup plus long que le premier, est fixé verticalement contre la paroi intérieure du mur, qu'il remonte jusqu'aux deux tiers de sa hauteur, se terminant là en une légère courbe tournée vers l'intérieur de la salle. Il est muni d'une petite porte permettant de fermer l'appareil à volonté ou de l'ouvrir. Cet appareil de tube est destiné à amener l'air extérieur dans la pièce.

L'appareil qui est appelé à servir à l'expulsion de l'air intérieur, se compose de constructions carrées en planches assemblées et est nommé canal d'évacuation. Il prend naissance au plancher de la salle, passe par le plafond et, affectant la forme et l'emploi d'une cheminée, surmonte le toit du bâtiment. Il est muni de deux ouvertures que l'on ouvre ou ferme à volonté à l'aide de vasistas adaptés contre l'appareil

et tournant sur charnières. L'une des deux ouvertures est pratiquée près du plancher, l'autre contre le plafond de la pièce. Pendant le séjour des détenus dans la salle, et durant la saison froide, c'est l'ouverture inférieure qui est ouverte, tandis que la fenêtre supérieure sert à une aération plus intensive et reste ouverte pendant toute la saison des chaleurs.

Comme les populations industrielles souffrent de la tuberculose, surtout parce qu'elles exercent leurs métiers dans des locaux clos et saturés d'air corrompu, il est hors de doute que l'air enfermé et vicié signifie un danger plus grave et plus imminent encore pour les détenus.

* * *

Au pénitencier de Nagy-Enyed, confié à ma direction, la séparation des détenus atteints de tuberculose d'avec les autres a été faite il y a plus de dix ans et bien avant encore que ne l'eût ordonné la susdite circulaire du ministère de la justice. On ne les employait plus aux genres de travaux qui pouvaient favoriser le développement de leur maladie. Dès que l'examen médical établissait l'existence de la tuberculose sur un détenu, il était immédiatement désigné pour une autre occupation plus conforme à son organisme et moins lourde ou difficile, et la santé altérée de l'individu s'y améliorait plus ou moins complètement.

Les ateliers et salles communes furent pourvus d'appareils de ventilation, et comme, en vertu du régime alimentaire actuellement en vigueur, les détenus ne reçoivent pas les 118 grammes d'albumine nécessaires durant les quatre jours de retranchement de viande par semaine, chaque individu reçoit le matin deux centilitres et demi (les malades trois et demi) de lait en lieu et place de la soupe à l'anis. Dans aucun des autres pénitenciers de notre pays les détenus ne reçoivent cet aliment tous les jours.

Toutes ces mesures préventives, prises dans leur ensemble, ont donné le résultat suivant: tandis que le chiffre proportionnel de la mortalité de tous les pénitenciers du pays est de 35,8 pour une période de 10 ans, il n'est que de 20,9 chez nous durant cette même période de 10 ans. Bien plus: si l'on

prend pour base la mortalité des 5 dernières années, la moyenne n'est plus que de 17. L'année passée elle n'a même été que de 12, puisque durant cette année de 1903 nous n'avons eu que 8 cas de mort sur un effectif quotidien moyen de 659 détenus.

III.

Dans l'exposé de cette si importante question mise à l'ordre du jour du Congrès, il est dit entre autres choses : « Il importerait de pouvoir faire la comparaison, à cet égard, entre les établissements à régime commun et les établissements dans lesquels sont appliqués les divers systèmes d'emprisonnement individuel. »

C'est ici que je me propose de traiter ce côté de la question :

Les établissements de détention, comme toutes les agglomérations d'hommes confinés, facilitent et favorisent le développement de la tuberculose pulmonaire. En conséquence, il est au-dessus de tout doute, et ce serait puéril que de vouloir le prouver, que l'isolement joue un rôle extraordinairement important dans la question de la tuberculose pulmonaire considérée comme maladie contagieuse.

Or, si l'on confine les détenus en cellule et si, au surplus, l'on tient compte d'une autre circonstance d'importance capitale, c'est-à-dire que la tuberculose a une phase dite latente, que l'examen médical n'a pu encore constater chez le malade contaminé, mais qui, néanmoins, est déjà arrivée au point de pouvoir contaminer d'autres individus, il est évident que les détenus en cellule ne sont pas exposés au même degré à la contagion imputable à leurs codétenus atteints déjà de tuberculose pulmonaire, attendu que cette maladie ne peut être communiquée à d'autres que par la transmission du bacille de la tuberculose.

Cependant l'on n'ignore pas que la tuberculose pulmonaire n'est pas toujours une maladie bacillaire; elle n'est très souvent qu'une phtisie pulmonaire due à l'inhalation de la poussière occasionnée par le travail industriel et renfermant des atomes minéraux et animaux. Or, si un malade souffrant de ce mal est soustrait aux circonstances qui causent cette maladie, c'est-à-dire s'il est retiré de cette occupation qui le

consume peu à peu, le mal subit un brusque arrêt, va en décroissant, puis disparaît complètement : le malade est guéri.

Il est évident que cette variété de la phthisie ne présente aucun danger pour l'entourage du malade, puisqu'elle n'est pas contagieuse ; mais ce que l'on ne peut savoir, c'est le moment où elle se changera en tuberculose pulmonaire capable de contaminer les autres individus.

Aujourd'hui, on est convaincu d'une chose en général, corroborée par des faits et indubitablement établie par des données statistiques : c'est que la tuberculose pulmonaire ne sévit pas aussi gravement dans les établissements à régime cellulaire que dans les établissements à régime commun.

Cependant cette opinion générale se voit combattue par le Dr Pattantys, médecin du pénitencier d'Illava qui, dans son discours tenu à Kolozsvár lors de la réunion itinérante des médecins et physiciens hongrois, sur « L'influence de l'état d'âme et de l'irritation sur la tuberculose pulmonaire », a soutenu que le régime pénitentiaire progressif, c'est-à-dire la détention cellulaire de un an, conséquence même de ce régime, exerce une très grande influence sur l'accroissement de la tuberculose pulmonaire. Et puisque ce savant éclaire la question suivant une méthode tout à fait nouvelle et originale en même temps, je me propose de résumer ici ses expériences comme étant parfaitement dans le cadre qui nous est assigné.

Au cours de ses observations, le Dr Pattantys a découvert que, parmi les détenus internés à Illava, mais expiant leur crime sous divers régimes pénitentiaires, les cas de maladies et de décès, généraux aussi bien que tuberculeux, sont de beaucoup plus nombreux chez les individus ayant passé par la détention cellulaire que parmi ceux qui n'avaient pas été soumis à ce régime, et cela nonobstant les mêmes conditions générales de la vie, le même traitement et le même régime alimentaire. Bien plus : lorsqu'il crut remarquer que les cas de maladies, ainsi que la mortalité, étaient supérieurs précisément parmi les détenus qui, ayant passé par le régime cellulaire, subissaient leur première condamnation ; qui, en conséquence, jouissaient d'un organisme mieux conditionné et plus robuste encore, qui étaient moins corrompus que les autres,

il se fit un devoir professionnel d'observer plus minutieusement et d'étudier plus à fond l'influence spéciale que le régime progressif, c'est-à-dire la détention individuelle exerce sur l'organisme de l'individu interné en cellule.

Il n'hésite pas lui-même à reconnaître que les individus soumis au régime cellulaire vivent non seulement en apparence dans de meilleures conditions, mais aussi réellement sous le rapport de l'hygiène, étant donné que, jouissant du même régime alimentaire, faisant le même mouvement, exécutant la même quantité de travail et soumis au même traitement que leurs codétenus, ils se tiennent en un lieu dont l'air n'est pas vicié par l'exhalaison d'autres cohabitants. Ils sont, en conséquence, moins exposés à subir une contagion infectante.

Le docteur tranche l'explication du plus grand nombre des cas de maladie et de décès dans cette circonstance : si les conditions physiques du détenu sont meilleures pendant sa détention en cellule, il n'en est pas de même en ce qui touche à son état d'âme, attendu que l'habitant de la cellule est constamment en proie à une surexcitation spirituelle et morale. Cette agitation morale, dit-il, dégénère chez certains individus et en peu de temps en un état d'âme, en une influence psychique telle qu'elle détruit entièrement la tranquillité d'esprit du détenu, affaiblit ses forces, trouble le fonctionnement normal de l'organisme et occasionne bientôt un penchant déterminé à la maladie.

Ce qu'il n'a fait que soupçonner jusqu'alors, dit-il plus loin, et ce qu'il soutient déjà maintenant : c'est que l'état d'âme dû aux agitations spirituelles et morales, aux tourments intérieurs nés durant l'année de détention cellulaire, état qu'il désigne sous le nom de moment psychique, d'influence psychique, est celui qui constitue la cause, conjointement avec d'autres causes d'un caractère plus général; qui exerce un effet tout à fait spécial; qui fait naître et développe dans l'individu des dispositions pour les maladies, pour la tuberculose pulmonaire, et dont le résultat se manifeste par des cas plus nombreux de maladie, par une mortalité plus accentuée.

Etant donné son caractère de savant docteur qui s'occupe de questions pénitentiaires, je ne veux pas suspecter sa bonne

foi et lui imputer le dessein de vouloir révéler, à tout prix, au monde étonné, une chose extraordinairement sensationnelle. Mais je ne puis m'empêcher de lui faire une faute de ce qu'il tire ses conclusions en se basant sur des données de morbidité et de mortalité fournies par un établissement à effectif réduit, c'est-à-dire ne renfermant que 485 détenus. Car on ne saurait infirmer, voire même renverser tout un système généralement adopté, et cela rien qu'en prenant comme base les données statistiques d'un seul établissement de détention. La statistique ne devient un instrument de preuves que par la grande masse des chiffres, et les chiffres relatifs, c'est-à-dire les chiffres de pour cent, n'acquièrent une valeur réelle que s'ils ont été tirés de chiffres plus grands et absolus, c'est-à-dire s'ils en ont été déduits par le calcul. Avant d'apprendre au monde cette observation si étonnamment nouvelle, mais, je le reconnais, à tendance tout à fait humanitaire, il eût fallu qu'il étudiât d'abord tous les établissements de détention du pays, ou tout au moins ceux où est appliqué le régime cellulaire exclusif. Ce faisant, il n'eût pas tardé à découvrir que sa thèse manque d'exactitude.

Je donne la preuve de ce que j'avance en produisant les deux tableaux statistiques ci-dessous. De la comparaison de ces deux tableaux, il ressort que dans les établissements à régime cellulaire exclusif, où le détenu est interné en cellule non seulement pendant un an, mais, après le temps d'épreuve, pour toute la vie même, *la mortalité et le chiffre proportionnel de la mortalité n'atteignent pas même le quart des autres, proportionnellement à leur effectif, bien entendu.*

Etablissements de détention.	Effectif quotidien moyen pour 10 ans.	Proportion en % des détenus en cellule.	Total des décès dans les 10 dernières années.	Total des décès dus à la tubercu- lose pul- monaire.	Proportion des décès en %.
Sopron . .	619	100	146	44	24.2
Budapest .	775	100	115	69	20.6
Illava . .	420	9.30	390	217	92.8

Ayant interrogé cette année les directions des trois susdits établissements de détention sur le pourcent de leurs détenus atteints de tuberculose pulmonaire, j'ai eu pour réponse qu'il y en avait :

0.48 ‰ à Sopron;
2.08 ‰ à Budapest;
12.00 ‰ à Illava.

A ces données l'on joignit encore cette observation que les conditions de morbidité et de mortalité du dépôt central de Budapest étaient considérablement gâtées parce que les deux prisons à grand effectif de Budapest évacuaient leurs malades sur ce dépôt où ils sont mis en traitement.

Si l'on considère maintenant le tableau ci-après renfermant les données de tous les établissements de détention, l'on remarquera immédiatement *qu'il y a proportion inverse entre la cellule et la mortalité, c'est-à-dire que plus un établissement possède de cellules et plus petit est, dans cet établissement, le chiffre proportionnel de la mortalité et, naturellement, aussi celui des cas de décès attribuables à la tuberculose pulmonaire.* Je tiens à faire ressortir ici que le chiffre proportionnel de la

Désignation de l'établissement de détention.	Quel ‰ de l'effectif est en cellule?	Durant 10 ans.			
		Effectif quotidien moyen.	Décès.	Chiffre pro- portionnel de la mortalité.	Décédés par suite de tuberculose pulmonaire.
Budapest . . .	100	775	115	20.6	69
Sopron . . .	100	619	146	24.2	44
Nagy-Enyed . .	56	667	139	20.9	100*
Maria-Nostra .	20	439	139	31.9	83
Lipótvár . . .	27	766	252	32.6	186
Vác	30	897	359	40.1	194
Szamos-Ujvár .	5	438	187	43.3	82
Illava	9.30	420	390	92.8	217

* A Nagy-Enyed, sur les 100 cas de tuberculose, il y eut 57 cas de tuberculose pulmonaire; les autres se répartissaient entre les diverses autres affections tuberculeuses.

mortalité, calculé sur le nombre total des cas de décès, est de beaucoup plus concluant que le chiffre des cas de mort imputables à la tuberculose pulmonaire. Car, s'il est admissible de discuter sur le genre de maladie qui a enlevé quelqu'un, il n'en est pas de même en ce qui concerne le décès qui, s'il est survenu, est absolument et indubitablement certain et positif. C'est donc la donnée statistique par excellence que rien ne saurait infirmer ou renverser.

S'il était vrai que les détenus ayant passé par l'incarcération cellulaire d'épreuve de un an sont plutôt rendus enclins à contracter la tuberculose, il est évident que la mortalité devrait être de beaucoup plus forte aujourd'hui, puisque nous ne comptons pas moins de 2660 cellules. Elle devrait être bien supérieure à celle de 1872, époque à laquelle nous ne possédions que 55 cellules. Mais en réalité, et par bonheur! c'est précisément le contraire qui s'est produit, attendu que dans cette susdite année de 1872 il y eut 200 cas de décès sur un effectif quotidien moyen de 2784 détenus, et que le chiffre proportionnel de la mortalité était de 72, tandis qu'en 1902 et par un effectif quotidien moyen de 4785 détenus, il n'y eut que 133 cas de décès, et le chiffre proportionnel de la mortalité était descendu à 27.

La situation d'après laquelle les détenus ayant passé par la détention cellulaire sont, à ce que dit le docteur, plus enclins à la tuberculose pulmonaire, peut donc être causée par d'autres circonstances spéciales. C'est ainsi que l'établissement de Sopron, disposant de 688 cellules, eut en 1888, c'est-à-dire à l'époque où il fut peuplé pour la première fois, 98 cas de décès parmi les détenus, dont 62 sont morts de tuberculose pulmonaire.

Quelles peuvent être les causes de cette énorme mortalité?... La réponse est simple : le grand bâtiment cellulaire était neuf et humide; humide aussi le sol, et cela à telle enseigne que si l'on y enfonçait une badine à une profondeur d'un empan, il en sortait de l'eau. Plus tard, quand on eut desséché le lac de Fertoe et pourvu à la canalisation du sol sur lequel s'élevait l'établissement, cette humidité disparut en grande partie, si bien que, de nos jours, le pénitencier de Sopron est un de nos établissements les plus salubres.

Quant aux agitations morales et psychologiques que mentionne le docteur Pattantys, elles ne se produisent même pas chez la majeure partie des détenus, attendu que, déchus à l'état de bête humaine, ils vivent une vie purement végétative. En ce qui concerne la seconde partie, chez laquelle cet état d'âme se produit réellement, nous avons tout lieu de nous en réjouir plutôt que d'en concevoir des inquiétudes, puisque c'est bien là aussi la seule chose qui nous permette d'espérer pouvoir diriger la conscience de l'homme coupable et criminel vers des idées nobles et saines. D'ailleurs l'établissement a des pasteurs, des instituteurs et contremaîtres afin que ces agitations psychologiques ne soient pas, par suite de l'isolement, orientées dans un mauvais sens.

Par ce qui suit, je désire démontrer encore que la tuberculose se manifeste surtout à la suite du travail industriel ou, pour mieux dire, à cause même de ce travail.

Dans nos prisons, le régime alimentaire est incomparablement plus mauvais que dans nos grands pénitenciers et maisons centrales. Et pour rendre la chose plus intelligible, il me suffira de mentionner seulement que, dans toutes nos prisons, l'alimentation des détenus est donnée en bail à un entrepreneur. Or, dans ces conditions, il est évident que l'entrepreneur poursuit un tout autre but que celui de gratifier les détenus d'un certain embonpoint. Tout en recevant moins par repas, le nombre même de ces repas est inférieur; mais comme, d'autre part, et sauf en ce qui concerne la vannerie pratiquée en quelques rares prisons, on s'occupe à peine de travaux industriels, les $\frac{8}{10}$ des détenus restent généralement inactifs et inoccupés, relégués dans les salles communes. Pourtant beaucoup de ces lieux sont, ou entièrement exempts de tuberculose, ou, s'il y en a, c'est à un degré presque imperceptible.

Les parquets ayant été questionnés dans le courant du mois de janvier 1904, s'il y avait à ce moment des cas de tuberculose, les réponses ont fourni les données suivantes :

Dans 22 prisons, il n'y avait pas de tuberculose du tout;

- | | | |
|------|---|---------------------|
| » 25 | » | » y en avait 0.5 %; |
| » 8 | » | » » » 2 %; |
| » 6 | » | » » » de 3 à 5 %, |

tandis qu'aux pénitenciers et établissements de détention, on comptait :

à Maria-Nostra,	9.8 %	de l'effectif atteints ;
» Illava,	12 %	» » »
» Nagy-Enyed,	16 %	» » »
» Vác,	21 %	» » »

Les médecins de Maria-Nostra et de Vác sont d'avis que les individus tuberculeux arrivent déjà contaminés dans les établissements de détention, tandis que, contrairement à cette opinion, les médecins de Nagy-Enyed et d'Illava affirment que la grande majorité des malades tuberculeux, environ les trois quarts, contractent cette maladie dans les pénitenciers mêmes. Et s'il en est ainsi, en premier lieu, je l'ai démontré et prouvé d'ailleurs par des données statistiques comme preuves à l'appui, c'est à cause et par suite des douze heures de travail industriel par jour, cette occupation ayant parfaitement le caractère de travaux forcés.

Il est probablement superflu de vouloir prouver ici par une longue démonstration jusqu'à quel point et dans quelle mesure plus grave encore les jeunes gens âgés de moins de vingt ans, en conséquence incomplètement développés encore et habitant les pénitenciers, se voient exposés au danger de contracter cette terrible maladie.

Par bonheur, les jeunes gens âgés de moins de 20 ans ne figurent que pour 6 % dans l'effectif de nos établissements de détention, et les cas de décès imputables à la tuberculose pulmonaire qui se produisent dans leurs rangs n'atteignent que 6 % également.

Je mentionnerai encore une circonstance qui relève également du cadre tracé à la question qui nous occupe : c'est qu'actuellement nos établissements de correction sont parfaitement indemnes de tuberculose pulmonaire. Cet état de choses démontre en tout cas que la tuberculose pulmonaire n'est pas la maladie des adolescents.

Dans la maison de correction d'Aszód, avec un effectif de 180 pensionnaires, il y eut en 19 ans 17 cas de tuberculose pulmonaire ; dans les établissements de même caractère de Székesfehérvár et de Kolozsvár il y eut, depuis leur existence

et sur un nombre total de 749 pensionnaires admis dans leur enceinte, 5 cas de décès dus à la tuberculose pulmonaire. Quant à la maison de correction de Kassa, existant depuis un certain nombre d'années, il n'y a pas eu un seul cas de cette maladie. Les individus atteints de tuberculose des établissements de correction l'ont tous, sans exception aucune, apportée avec eux en entrant dans l'enceinte de ces établissements.

* * *

L'Etat a pour devoir de prendre des mesures capables d'empêcher que les établissements de détention ne deviennent des serres-chaudes de la tuberculose pulmonaire.

Je propose donc les dispositions suivantes appelées à vaincre ce terrible fléau et à empêcher qu'il ne se propage:

1° Il importe de créer un établissement de détention qui soit aménagé en vue de ne donner asile qu'à des détenus atteints de tuberculose pulmonaire.

En ce qui concerne nos établissements centraux de détention, la tuberculose pulmonaire restera, à l'avenir comme par le passé, une maladie ravageant les rangs des détenus, et ce nonobstant les mesures et dispositions préventives énumérées ci-après. Tout au plus pourra-t-on réussir à la circonscrire jusqu'à une certaine mesure, car il est impossible d'exécuter intégralement et dans tous les établissements de détention toutes les règles prescrites par l'hygiène.

La grande masse des détenus relégués dans les maisons de force et dépourvus de toute intelligence et instruction, ne saura jamais être complètement bien instruite et dressée dans les mesures de défense contre la tuberculose pulmonaire, car la plus grande partie d'entre eux restera toujours indifférente à l'égard des conseils donnés à cette fin, ou des mesures et dispositions ordonnées à cet effet.

2° Quand il sera question de la création d'une nouvelle branche d'industrie, il y aura lieu d'établir avec la dernière minutie si l'exercice de cette nouvelle industrie ne sera pas désavantageux pour l'organisme en général et pour les organes de la respiration en particulier. Quant à celles qui existent

déjà et qui présentent ces inconvénients, il y a lieu de les éliminer de l'occupation des détenus.

3° Il importe d'apporter des soins tout particuliers à ce que tous les locaux de l'établissement, et surtout les ateliers, soient pourvus d'appareils de ventilation. Rien n'établit mieux la grande formation de poussière dans l'exercice de certaines branches de l'industrie, que les examens y relatifs du professeur Fodor qui est arrivé au stupéfiant résultat ci-après : tandis qu'en plein air, par un temps sec et dans des conditions normales, l'atmosphère ne renferme que 0.49 milligramme de poussière par mètre cube, l'air de certaines manufactures en renferme 150 à 175 milligrammes par mètre cube, c'est-à-dire plus de 300 fois plus que l'air libre du dehors.

4° Avant de renvoyer un détenu à l'exercice d'une branche industrielle quelconque, il y a lieu de le soumettre à un examen consciencieux fait par le médecin de l'établissement ; cet examen médical aura pour but d'établir si le travail industriel en question peut être exercé par lui sans que sa santé en souffre et sans que cette occupation mette sa vie en danger. Si, au cours de l'exercice d'une branche d'industrie quelconque, l'organisme du détenu trahissait certaines altérations, ou une décroissance des forces physiques, il y aurait lieu à le renvoyer sans faute à l'exercice d'une autre branche d'industrie. Quant aux détenus sur lesquels on a constaté les symptômes initiaux de la tuberculose pulmonaire, il y a lieu de les traiter comme malades non alités de l'hôpital ; au cas où ces individus seraient encore aptes à l'exécution d'un travail, il importerait de leur en assigner un en plein air, tel que le jardinage, par exemple.

5° A proximité de chaque établissement de détention, sur un terrain situé le plus près possible du pénitencier, il y a lieu d'exploiter une économie agricole ou horticole en une mesure telle que tous les détenus prédisposés à la tuberculose pulmonaire, faibles de constitution et atteints de la première phase de la maladie, mais capables encore de travailler, puissent y être occupés.

6° En considérant que l'alimentation des hommes doit être en rapport avec la dépense des forces consommées dans l'exercice d'un métier, il y a lieu d'améliorer le régime ali-

mentaire de sorte que chaque détenu reçoive par jour les 118 à 130 grammes d'albumine, dont un tiers doit être de l'albumine animale, indispensable à son entretien d'après les lois de la physiologie. Actuellement, les détenus ne reçoivent cette quantité d'albumine que trois fois par semaine, c'est-à-dire aux jours où, selon le menu, ils reçoivent de la viande. Il importe donc de prendre les dispositions nécessaires en vue de leur assurer tous les jours cet élément de subsistance comme cela se fait aussi dans nos prisons militaires.

On serait tenté de croire que la quantité d'albumine restant de la veille pourrait servir au remplacement de celle que le détenu ne reçoit pas le jour même; mais, en réalité, il n'en est pas ainsi. Le surplus de cette substance introduite dans l'organisme ne se dépose pas dans le corps et ne se transforme pas en tissu musculaire, mais se décompose et est expulsée de l'organisme. D'autre part, le jour où les aliments pris n'auront pas introduit dans l'organisme la quantité nécessaire d'albumine, cette somme manquante ne sera pas remplacée par l'excédent resté de la veille, mais c'est l'albumine de l'organisme même qui sera entamée et qui se décomposera à la suite du travail accompli dans le courant de la journée. Et c'est ainsi que l'organisme s'affaiblit de degré en degré.

Tous les jours, le détenu doit recevoir du lait, soit le matin, soit le soir, attendu que le lait est un aliment des plus parfaits, qui renferme tous les éléments constitutifs indispensables à la subsistance de l'organisme humain. On y rencontre tous les éléments nutritifs en des proportions telles et, au surplus, à l'état dissous, comme l'exige le bon fonctionnement de l'organisme.

7° Dans tous les établissements de détention et dans tous les pénitenciers, la journée de travail, qui est de 12 heures actuellement, doit incontestablement être réduite, attendu que c'est précisément la durée exagérée de ce temps de travail qui est la cause première de la propagation de la tuberculose pulmonaire.

8° Les mineurs âgés de moins de 20 ans doivent être retirés des maisons centrales et prisons, et internés dans un autre

établissement quelconque aménagé à cet effet. Une fois dans cet établissement, qui correspondrait aux principes de la correction, ils y seraient, bien que soumis à une discipline non moins sévère, élevés par les moyens pédagogiques plutôt qu'astreints à purger une condamnation.

Si le jeune criminel, dont l'organisme n'est encore qu'imparfaitement développé, est renvoyé dans une maison de force ou dans une prison, la tuberculose ne tardera pas à avoir raison de lui. Dans la majeure partie des cas, le malheureux payera de sa vie un péché de jeunesse, une action irréfléchie souvent, mais qui l'a mis en conflit avec les lois de son pays.

Actuellement, on inflige au jeune criminel exactement la même punition que celle dont on frappe le malfaiteur le plus endurci et invétéré.

Transporter les criminels mineurs et atteints de la tuberculose pulmonaire soit dans une île, soit sur un littoral, soit sur une côte maritime afin qu'ils y recouvrent la santé : voilà ce qui constitue, chez nous, comme dans bien d'autres pays aussi, je pense, un *pium desiderium*.

En écrivant la présente dissertation, je me suis proposé, comme principal but, de prouver que si la tuberculose pulmonaire sévit d'une manière aussi effroyable dans nos établissements de détention, pénitenciers et prisons, la faute en incombe surtout à l'occupation industrielle. Et bien qu'il soit impossible de l'en déloger pour des raisons que j'ai énumérées plus haut, l'on peut cependant arriver, par de sages dispositions et des mesures préventives, à réduire, très notablement, aussi bien la morbidité que la mortalité imputables à la tuberculose pulmonaire.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

QUATRIÈME SECTION

TROISIÈME QUESTION

Les lois de certains Etats prévoyant la détention pour une certaine catégorie de délinquants mineurs, quel est le régime à leur appliquer?

Les condamnés mineurs doivent-ils être mis en cellule pour toute la durée de leur peine ou pour une partie seulement?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. Charles ANDRÁSCIK,

Chef de famille de la maison de correction royale hongroise
de Kolózsvár.

La reconnaissance de l'effet correctif de la punition et son application pratique ont successivement amené une transformation totale de la science pénitentiaire.

L'appréciation exacte de la valeur morale de chaque individu a trouvé son expression dans le système de l'isolement s'affirmant comme le plus urgent parmi toutes les phases différentes du développement de la question pénitentiaire. Et c'est surtout en ce qui concerne les délinquants mineurs que s'est affirmé le but correctif de la peine infligée.

En se rendant compte de l'impossibilité d'obtenir l'amendement moral des mineurs internés dans les prisons communes,

tant qu'on ne les soustraira pas à l'influence fâcheuse que les adultes exercent sur eux, l'on a été amené avec le temps à poser la base de l'isolement par classes d'âge dans les prisons et maisons de correction.

Et tout d'abord, les établissements destinés à servir à l'exécution de la peine sont impropres à l'internement des mineurs, c'est-à-dire impropres à assurer leur éducation corrective.

L'aménagement et la tendance de ces établissements ont pour base surtout l'exécution des peines en faisant appel au système pénitentiaire, dans les cadres duquel le principe éducatif, seul moyen correctif de la jeunesse, ne saurait se faire valoir dans la mesure exigible.

Si, nonobstant cette circonstance, les lois pénales de certains Etats prescrivent l'internement des délinquants mineurs dans des prisons ordinaires, je ne saurais considérer cette mesure autrement qu'à titre de disposition prise à défaut de mieux, mais non pas comme une solution définitive donnée à la question elle-même.

En doutant de l'efficacité éducatrice des prisons ordinaires au point de vue des jeunes criminels, et en taxant de pernicieuse l'influence qu'elles exercent sur l'âme des mineurs, je prends comme point de départ ce principe qui veut qu'on les renvoie dans la société des adultes et criminels endurcis, et qui exige qu'on les soumette au même traitement que celui auquel sont soumis ces criminels adultes.

Si le but idéal de la punition tend vers l'amendement moral, l'établissement appelé à réaliser ce but peut l'atteindre, quel que soit le nom donné à l'institution et peut répondre à sa destination, si l'on fait un choix judicieux des moyens et qu'on les applique de manière à ce qu'ils permettent de concevoir une espérance bien fondée. Que le nom donné à l'institution soit celui de la prison ou de l'établissement d'éducation, le résultat ne pourra être assuré et atteint, étant donné qu'il s'agit de mineurs, qu'en se basant sur les principes de l'éducation.

Pour que la tendance éducatrice des prisons puisse suffisamment ressortir, prendre du relief, et que les prisons elles-

mêmes deviennent propres à recevoir dans leurs murs les criminels mineurs, j'estime indispensable d'en réserver une partie exclusivement et complètement à la réception des mineurs et de l'aménager conformément aux trois principes cardinaux de l'éducation des enfants.

Ce ne sera que par l'observation rigoureuse de ces conditions que ces prisons pourront satisfaire entièrement aux exigences inévitablement nécessaires de l'éducation physique et morale, ainsi que de l'instruction intellectuelle.

Au point de vue de l'internement des jeunes délinquants dans ces sortes de prisons, il y a lieu de tenir compte :

- 1° de l'âge de l'individu interné;
- 2° du genre de la contravention commise, et
- 3° de l'état moral de l'individu.

Dans la fixation de l'âge, il est une circonstance qu'il ne faut, en aucun cas, perdre de vue : il s'agit, en l'occurrence, de savoir si, lors de la perpétration de son crime, l'individu visé était en possession entière de ses facultés de discernement.

En supposant un développement normal des facultés physiques et intellectuelles, la responsabilité peut être établie avec l'accomplissement de la 12^e année d'âge; quant à ce qui concerne un état anormal, cette responsabilité doit être reculée jusqu'à l'âge de 15 ans révolus.

En conséquence, il y a lieu d'acquitter pour cause d'absence de discernement dans l'accomplissement de la contravention ou du crime, tous les individus qui n'ont pas atteint encore l'âge de 15 ans, de les renvoyer dans un établissement de correction où ils seront internés jusqu'à l'âge de 20 ans afin de compléter leur éducation. Ces établissements auront déjà un certain caractère d'établissements de détention.

Quant à ceux qui auront déjà accompli leur 15^e année d'âge, il y a lieu, tout en tenant compte de la nature du délit, de les condamner à un emprisonnement purgé dans une prison réservée à l'internement des mineurs.

Etant donné que l'appréciation du délit ou du crime tombant sous une estimation plus sévère du code pénal quand

bien même ils auront été commis par des mineurs, de même que le classement fait au point de vue du degré de discernement chez chaque individu, relèvent directement de l'autorité et du rayon d'action du tribunal appelé à se prononcer, rien n'empêche que la peine prononcée pour des délits plus graves, tels que l'homicide, vol à main armée (acte de brigandage), etc., portent exclusivement sur la prison.

Et je suis d'autant plus pour l'adoption de cette idée, qu'en l'adoptant telle quelle on débarrassera d'un seul coup les maisons de correction qui sont d'un caractère moins infamant, de tous ces éléments qui exercent une influence néfaste sur les résultats de l'éducation donnée dans les établissements de correction. Tout compte fait, on ne peut mêler aux individus qui mettent un certain amour-propre à se vanter des forfaits commis par eux une jeunesse sans antécédents judiciaires, n'ayant reçu qu'une éducation domestique défectueuse, renvoyée dans un de ces établissements pour avoir commis un délit tombant sous une appréciation moins grave et internée afin de pourvoir au complément de cette éducation insuffisante.

La confusion de ces deux catégories de la jeunesse entrave nos efforts tendant à la correction des mineurs et la fait avorter. Le mal exerce une bien plus grande influence sur l'individu déjà avarié que ne le fait le bien, et les faits sont là pour prouver qu'un mauvais milieu corrompt les mœurs. Vaine chimère que cette prétention qui soutient qu'un individu susceptible d'une éducation corrective forcée, c'est-à-dire qui est entamé déjà et dont la conduite n'inspire rien moins que la confiance, soit propre à exercer une influence bienfaisante sur des sujets pires encore que lui. Certes, il n'est pas douteux que les bonnes mœurs exercent une influence salutaire sur les mauvaises, mais seulement dans le cas où il s'agit d'une haute moralité intangible, de caractères entièrement développés et nettement accusés, et non pas là où de très mauvais sujets sont mis en contact avec de moins mauvais desquels ils seraient appelés à apprendre une vie éthique. Par contre, il est indubitable que des compagnons très corrompus forment ceux de leurs camarades qui suivent le milieu et les font descendre à leur niveau.

Par cet isolement rigoureux, l'on parviendrait à trouver un moyen permettant de garantir de l'effet infamant et avilissant des prisons ceux des pupilles des maisons de correction qui ont été internés soit par mesure administrative, soit à la demande des parents ou proches de l'individu visé. Et la société elle-même, qui nourrit tant d'opinions erronées à l'égard de l'institution si salubre des maisons de correction, inclinerait bien plutôt à favoriser par une action sociale et privée l'institution de l'éducation forcée imposée aux jeunes sujets rénitents.

D'ailleurs, Christophe Moreau a parfaitement raison quand il dit : « En confondant les punitions individuelles en une seule peine ordinaire, on frappe d'infamie chacune d'elles en particulier. Et y a-t-il quelque chose de plus immoral que de condamner un homme, responsable seulement de sa propre faute, à vivre en contact continuel avec des individus corrompus qu'il n'a jamais connus, dont il refuserait la société s'il avait la libre disposition de ses mouvements, et dont il est contraint de souffrir le contact impur durant des années, de supporter leurs exemples condamnables pendant toute la durée de sa peine ? »

Si la perte de la liberté, fixée par jugement, est de durée si courte qu'elle semble insuffisante à servir le but de l'éducation complémentaire, c'est-à-dire s'il est impossible d'obtenir la déclaration d'acquiescement des parents, indispensable dans le cas où l'on voudrait retenir plus longtemps les mineurs criminels condamnés à une peine inférieure à deux ans : il y a une raison de plus de créer des prisons destinées à recevoir entre leurs murs les délinquants mineurs.

De même, il y aurait lieu de prononcer une peine d'emprisonnement dans les cas où les pensionnaires libérés de la maison de correction, et n'ayant pas encore 20 ans révolus, tomberaient en récidive. Là encore on ferait prévaloir ce principe qui veut que les sujets n'ayant pas encore d'antécédents judiciaires soient définitivement isolés de ceux des éléments qui, ayant déjà subi des condamnations, sont moins propres à se corriger de leurs défauts ou vices.

Faire du travail un moyen correctif, tel doit être le prin-

cipe directeur au point de vue des détenus internés dans les prisons qui sont entièrement réservées à l'internement des délinquants mineurs. Etant, dans son essence même, une noble distraction, le travail est en même temps la source de tout progrès matériel aussi bien que moral et intellectuel. Mais où il devient d'une importance capitale, c'est comme moyen de subsistance, dont il est le principal et le plus important facteur.

Conformément aux principes et à la théorie de l'éducation, le travail doit être considéré non pas comme un moyen coercitif, mais comme un but méritant tout effort en vue de lui assurer l'estime dont il est digne. Estimer et aimer ce travail : telle doit être la principale tâche du prisonnier. L'amour du travail renferme en soi le gage de la prospérité future. Le faire naître et l'entretenir avec un soin jaloux, est nécessaire non seulement dans le but d'assurer l'avenir et l'existence honnête du prisonnier, mais encore en vue de constituer une garantie pour la société en le rendant capable de faire choix d'un moyen de subsistance honnête, partant d'veiller en lui non seulement le respect de ses propres biens lui appartenant, mais aussi celui pour la fortune d'autrui.

Loin d'ennoblir et d'accroître l'amour du travail, l'occupation par contrainte conduit, tout au contraire, au mépris et au dégoût du travail. Qui n'exploite la santé physique et les forces qu'en vue de faciliter l'entretien des prisonniers, ne remplit qu'imparfaitement la tâche qui lui incombe à ce point de vue. Etant donnée l'antipathie que nourrit le prisonnier à l'égard des travaux forcés, il s'ensuit que non seulement on dresse des obstacles au choix d'un moyen d'existence appelé à assurer une vie honnête au prisonnier libéré, mais on augmente, au contraire, le nombre de ces éléments de la société qui ont l'horreur de tout travail, qui bannissent a priori toute idée de s'occuper à un métier quelconque, c'est-à-dire d'éléments voleurs dépourvus de tout sens pour la propriété d'autrui. Une fois libérés, ces individus ne chercheront nullement à s'assurer une existence honnête, mais considéreront la vie plutôt par son côté le plus léger et le plus facile.

Dans la prison, l'industrie d'artisan doit avoir la préférence sur l'industrie manufacturière, car la carrière industrielle

seule est capable d'assurer au prisonnier une existence indépendante et un gain sûr. L'industrie manufacturière a plutôt le caractère de travaux forcés et doit, à mon avis et pour cette raison, être écartée du travail pénal imposé aux délinquants mineurs. Le maniement des machines, la sécurité physique et corporelle, etc., sont des circonstances rendant cette occupation par trop onéreuse pour l'Etat, tandis qu'elle renferme, d'autre part, un réel danger pour les enfants qui y sont astreints. Au surplus si, outre ces raisons, l'on y ajoute cette autre qui nous montre que, ayant formé des ouvriers manufacturiers, c'est-à-dire des travailleurs superficiels, l'on sera incapable de les placer quelque part, la stérilité et le caractère impropre de cette éducation deviennent de la dernière évidence.

Il découle comme conséquence de ces principes qu'il y a lieu de ne pas perdre de vue que les prisonniers doivent être formés aux branches industrielles, c'est-à-dire à ces genres d'occupation qui les rendent capables d'exercer un métier indépendant, assurant une existence sûre à celui qui l'a choisi comme moyen de subsistance. Au cas où les internés, dans ces prisons, auraient déjà appris un métier correspondant à leurs aptitudes, le mieux serait de les y laisser en s'efforçant toutefois à les y perfectionner par une instruction rationnelle. Et cette dernière considération a d'autant plus d'importance que la majeure partie de ces mineurs n'aura que commencé son apprentissage au moment où elle sera reléguée dans la prison et aura besoin d'acquérir la dextérité et la pratique indispensables au succès de leur profession.

L'exercice des diverses professions ne constituera aucun désavantage pour l'industrie libre, attendu qu'il est question de donner seulement une instruction industrielle incapable de faire naître une concurrence sérieuse et de la développer.

En somme, il s'agit d'assurer les besoins domestiques de la prison : l'habillement, l'ameublement, etc., que les prisonniers peuvent confectionner eux-mêmes. De cette manière, ils tirent un profit direct du travail qu'ils ont fait.

En ce qui concerne les prisonniers dont la peine est de trop courte durée pour permettre de les perfectionner dans

un métier, il y a, en outre des branches d'industrie, une foule d'autres genres de travaux dont l'exercice est avantageux et qui pourront leur être profitable dans la vie libre. Ce sont : l'industrie domestique, le jardinage, l'agriculture, la sériciculture et l'apiculture.

L'éducation rationnelle des jeunes détenus constitue le troisième problème qui nous est posé.

L'éducation, prise dans son sens général, est appelée à éveiller dans l'enfant les forces intellectuelles et morales qui sommeillent dans son âme, et à les soigner, les entretenir et les ennoblir au fur et à mesure qu'elles se développent dans l'individu. Le développement naturel s'ennoblit et se perfectionne successivement et en conformité avec le fonctionnement harmonique et régulier des forces elles-mêmes; le fonctionnement de la vie à tendance naturelle naît spontanément, et l'apparition spontanée de cette force engage l'éducateur à former et à accroître les facultés de la conception et de l'imitation. Partant, l'éducation domestique aussi bien que l'éducation scolaire marchent sur les mêmes brisées, c'est-à-dire sur la voie des habitudes à faire contracter.

La tendance spéciale qui est devenue la tâche de l'éducation dite par contrainte s'accorde, dans ses grandes lignes, avec celle donnée par la famille et l'école; mais, étant donné son but, la tendance corrective s'y fait valoir tout particulièrement. Car, tout en tenant compte de la différence entre les mineurs au point de vue de leur état moral, de leur développement intellectuel, de leur origine, âge et tempérament, il y a lieu de prendre en considération la tâche qui a pour but de supprimer les défauts moraux dus à une éducation domestique défectueuse, de favoriser la renaissance morale de l'enfant plutôt que d'attacher l'importance capitale à l'éveil et à l'entretien des forces intellectuelles et sentimentales des internés. Il importe, sous ce rapport, de ramener dans le cadre des règles de la morale juste toutes les conceptions, sensations, conclusions, déductions et appréciations qui existent déjà, mais qui, malheureusement, se sont développées dans un sens contraire à l'équité et à la loi sociale générale. En conséquence, il faut faire abstraction ici du principe qui domine dans l'édu-

cation par intuition, et chercher à atteindre le but proposé en faisant appel aux principes fondamentaux de l'éducation qui a pour base le discernement et l'appréciation des choses relevant du domaine du bien ou du mal.

Le principe important de toute éducation pénitentiaire consiste donc en ceci, qu'en faisant appel à des règlements plus sévères, l'on arrive à rendre possible le complément, ou plutôt la correction de l'éducation domestique défectueuse ou mauvaise. Et ce résultat ne pourra être assuré qu'en ayant recours au développement graduel des facultés de discernement. Cela est d'autant plus naturel que ce sont ces facultés qui doivent se faire valoir à toute occasion et que ce seront elles qui sont appelées à régir et guider les motifs de détermination de chaque individu.

La tendance éducatrice des prisons destinées à recevoir les délinquants mineurs est identique à celle qui prédomine dans les établissements érigés, eux aussi, en vue de donner une éducation par contrainte, à cette différence près toutefois que ceux-là doivent être aménagés de manière à ce que leur caractère d'institution pénitentiaire ressorte de préférence à tout autre.

Les distractions, récréations et autres faveurs admises dans les établissements de correction ne sont pas de mise dans les prisons de mineurs, et cela autant par égard pour l'âge plus avancé déjà des pensionnaires que pour la punition plus grave qui leur a été infligée. Mais comme la correction morale de la jeunesse constitue, en somme, le but absolument identique des deux institutions, l'éducation doit, en conséquence, être basée sur des principes identiques quant au fond. Il est donc parfaitement superflu de s'étendre ici sur une discussion plus détaillée de principes différentiels d'éducation et d'enseignement.

En ce qui concerne l'internement constant des délinquants mineurs en cellule, je suis d'avis et soutiens de la manière la plus absolue que cette mesure est en contradiction flagrante avec tous les principes de l'éducation.

En cherchant l'essence même de la punition dans la correction et l'amendement à obtenir, l'emploi de la détention

cellulaire ne peut être que temporaire et n'avoir qu'un caractère provisoire. La cellule doit être considérée plutôt comme un moyen coercitif de l'éducation. L'internement cellulaire ne pourra donc être ordonné que pour quelques jours tout au plus, éventuellement pour quelques semaines, attendu que son application suppose de très grands obstacles au développement physique des mineurs, à leur apprentissage d'un métier aussi bien qu'à leur éducation morale.

Le corps en voie de développement a besoin de la liberté des mouvements, du bon air et d'une clarté suffisante. Si on lui retranche toutes ces conditions essentielles à son développement, il se rabougrit et devient maladif. La suppression totale des jeux, de la gymnastique et du chant prive le jeune homme d'une jouissance qui, plus que toute autre, est propre à favoriser l'ennoblissement de l'âme; c'est une mesure tout simplement néfaste, attendu qu'elle détruit la belle humeur et fait dépérir le corps. En l'appliquant à des individus presque enfants encore, tels que le sont les délinquants mineurs, l'on pourrait la désigner par le nom d'un attentat commis contre l'ennoblissement de l'âme et les soins à donner au corps, d'une part, tandis que, d'autre part, ce serait une punition des plus injustes. Au surplus, elle ne saurait être justifiée, pas même par les résultats moraux obtenus chez les adultes soumis au régime cellulaire.

Je reconnais les bons côtés qui plaident en faveur de la détention cellulaire appliquée aux adultes, où je l'apprécie à sa juste valeur en raison de l'isolement moral qu'il impose au prisonnier; parce que, d'autre part, elle éveille l'amour du travail, développe et fait croître les sentiments religieux et donne enfin des garanties de sûreté au placement. Mais je la condamne comme moyen absolument impropre au but à atteindre, comme inique même, lorsqu'il s'agit de l'imposer à des individus qui ressentent encore un besoin impérieux de la société, et dont l'isolement prend le caractère d'une mesure tuant le corps et détruisant l'humeur.

En cellule, le travail ne peut être exercé avec succès et profit que par un individu qui est déjà en possession de toute la dextérité et de toutes les connaissances exigées et qui, en

conséquence, n'a plus besoin des conseils et de l'aide de son compagnon. Par contre, il est absolument impossible d'y diriger l'enseignement professionnel lorsqu'il s'agit d'apprentis ayant besoin à chaque instant de l'aide et du conseil d'un plus instruit, sans que cette circonstance exerce une fâcheuse influence soit sur l'éveil même de l'amour du travail, soit sur le résultat à obtenir par ce travail.

Au point de vue de l'éducation morale des mineurs, il y a lieu d'appliquer les principes de l'éducation individuelle fondée sur l'observation, et pour ce faire, il faut que l'on connaisse l'état moral de l'individu à élever. L'apparence, mais l'apparence seulement semble plaider en faveur de l'internement cellulaire comme moyen provoquant un plus prompt amendement, conduisant à la haine du crime par l'intermédiaire de la méditation forcée. Au fond, ce n'est autre chose qu'une vaine chimère. L'individu relégué en cellule, manquant de toute occasion de révéler involontairement ses défauts moraux et ses passions, devient naturellement silencieux et fait preuve d'une conduite calme; en retour, il devient impossible de jeter un coup d'œil dans son âme et, partant, de se rendre compte des sentiments et passions qui bouleversent sa vie intérieure. Ne connaissant pas la nature et le genre de la maladie, où trouvera-t-on un médecin qui, étant donné le manque de tout diagnostic, saura la traiter avec résultat et succès?

L'internement en cellule fait diminuer, il est vrai, le nombre des délits commis dans l'établissement, mais ce sont précisément ces délits et contraventions, ainsi que la diversité de leur nature, qui fournissent les remèdes efficaces à une éducation rationnelle et réussie.

Élever des individus dépourvus de toute volonté, ayant un caractère qui se plie à tout, un corps chétif, impropre au travail même, voilà, certes, une chose peu recommandable, même au point de vue de l'économie nationale.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

PREMIÈRE QUESTION

- A. *Pour quels délits y a-t-il lieu d'édicter l'amende comme peine supplémentaire?*
 - B. *Quelles règles doivent présider à la saisie des biens du condamné à l'amende et à l'exécution de l'emprisonnement subsidiaire?*
-

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. DUBOIS, docteur en droit,
procureur de la République près le tribunal de première instance d'Yvetot.

A. Selon l'observation très juste par laquelle débute le commentaire de la première question du programme de législation pénale du Congrès pénitentiaire de Budapest, la plupart des législateurs, en édictant l'amende comme peine accessoire, ne semblent pas s'être inspirés de principes rigoureusement rationnels.

Tout d'abord, la privation de la liberté, avec toutes les conséquences qu'elle entraîne, est certainement, quelque nom qu'elle ait reçu des rédacteurs de la loi pénale, une peine à la fois plus sévère et plus efficace, ne fût-ce que par le chan-

gement profond qu'elle apporte pour un temps plus ou moins long dans la manière de vivre du condamné, que l'obligation de verser au Trésor une certaine somme d'argent, souvent peu élevée, souvent aussi destinée à n'être jamais payée, obligation d'ailleurs beaucoup plus dure pour le pauvre que pour l'homme riche ou simplement aisé. Peut-on attendre un effet utile d'une telle peine accessoire si l'on estime insuffisante la peine d'emprisonnement?

Plus rationnelles nous apparaissent les dispositions législatives qui ajoutent ou substituent l'emprisonnement (ou toute autre peine privative de liberté) à l'amende, pour réprimer, soit la récidive, soit des infractions qui, ordinairement de peu d'importance, empruntent à des circonstances particulières un caractère exceptionnel de gravité.

Cette règle est consacrée par la législation française en matière de contraventions de simple police (article 474 du code pénal pour la récidive) et pour certains délits prévus par des lois spéciales.

Mais la même législation et surtout le code pénal de 1810 font souvent de l'amende une peine accessoire qui s'ajoute à l'emprisonnement. Tout au moins aurait-il convenu d'édicter cette peine accessoire seulement pour les infractions qui ne supposent pas nécessairement l'insolvabilité du délinquant. Or, si le législateur s'est abstenu de punir de peines pécuniaires le vagabondage et la mendicité, il a réprimé par l'emprisonnement et l'amende, qui doivent être prononcés cumulativement par le juge, le délit de filouterie d'aliments, dont un des éléments constitutifs est l'impossibilité absolue, pour l'auteur du délit, de payer les aliments ou les boissons consommées dans un établissement à ce destiné. L'amende est au contraire facultative pour les délits de coups et blessures, d'outrages, de vol, etc.

Il serait très difficile d'ailleurs d'établir en principe une distinction entre les infractions qu'il serait utile de réprimer par l'emprisonnement ou l'amende seuls et ceux qui comporteraient l'application de ces deux peines. Nous estimons en effet que des circonstances particulières ou un intérêt fiscal doivent seuls déterminer cette application cumulative.

D'autre part, l'amende reste lettre morte à l'égard des individus d'une insolvabilité certaine ou elle aboutit, directement ou non, à leur faire subir un emprisonnement supplémentaire, qualifié en droit français contrainte par corps; elle est ainsi transformée en peine privative de liberté, très dure pour le condamné et très onéreuse pour le Trésor public. Ce résultat ne nous paraît pas compatible avec le principe de l'égalité des citoyens devant la loi et, à notre avis, l'amende, lorsqu'elle est édictée cumulativement avec l'emprisonnement, devrait toujours être facultative pour le juge, qui, selon les circonstances de fait et la situation du délinquant, pourrait ainsi ne la prononcer qu'en connaissance de cause, lorsqu'elle lui paraîtrait devoir constituer une peine utile et efficace.

B. Les règles relatives à la saisie des biens du condamné et à l'exécution de l'emprisonnement subsidiaire, au cas de non-paiement de l'amende, doivent nécessairement varier selon les législations, ce qui n'exclut pas certains principes communs.

La saisie devrait être réglementée de manière à occasionner le moins de frais possible. Il nous semble qu'il y aurait lieu de procéder, en ce qui concerne le recouvrement des amendes, de la même façon que pour le recouvrement des impôts directs, mais il appartiendrait à chaque pays d'adopter des règles de détail en rapport avec sa législation particulière.

La saisie devrait être interrompue dès que la valeur des objets qui y seraient compris atteindrait un chiffre suffisant pour assurer le recouvrement de l'amende et des droits et frais accessoires.

Il ne devrait d'ailleurs y être procédé qu'en présence d'un refus formel de payer ou d'une résistance persistante aux injonctions d'avoir à le faire, et, pour faciliter aux individus condamnés à l'amende les moyens de se libérer, il serait juste de leur accorder des délais raisonnables eu égard à l'importance des sommes à verser et à leurs ressources pécuniaires, et surtout d'admettre largement les paiements par à comptes, même faibles. De cette façon, certains condamnés qui vivent de salaires journaliers peu élevés arriveraient à se libérer, du moins partiellement, et le Trésor aurait des chances de

recouvrer une partie de ce qui lui est dû; on pourrait peut-être aussi espérer que cette retenue que certains individus feraient sur leurs gains contribuerait à leur inculquer des habitudes d'épargne et que quelques-uns les conserveraient.

Quand le condamné se montrerait rebelle à toutes les injonctions, quand il négligerait les facilités qui lui seraient offertes pour se libérer, alors seulement il y aurait lieu de recourir à l'incarcération. Encore, le magistrat chargé de la requérir devrait-il, selon la pratique suivie en France par les parquets, se renseigner sur la situation du condamné et s'assurer que c'est bien volontairement qu'il se refuse à s'acquitter envers l'Etat et qu'il ne tente aucun effort dans ce but.

Nous avons, par les raisons qui précèdent, l'honneur de formuler les propositions suivantes :

A. Lorsque l'amende est édictée par la loi cumulativement avec l'emprisonnement, les tribunaux ont toujours la faculté de ne pas l'appliquer.

B. Les condamnés peuvent se libérer par à comptes des amendes qui leur ont été infligées. La saisie de leurs biens peut avoir lieu en cas de mauvaise volonté de leur part à s'acquitter envers le Trésor public. Elle doit être faite avec le moins de frais possible et être suspendue dès que la valeur des objets saisis est suffisante pour assurer le paiement de l'amende, en principal et accessoires, et des frais.

Lorsque cette voie d'exécution ne peut être employée efficacement, il est procédé à l'incarcération du condamné, mais seulement après que sa situation a été examinée par l'autorité compétente, celle-ci n'étant tenue d'avoir recours à l'emprisonnement que si la mauvaise volonté justifie cette mesure à l'égard de ce condamné.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

PREMIÈRE QUESTION

- A. *Pour quels délits y a-t-il lieu d'édicter l'amende comme peine supplémentaire?*
 - B. *Quelles règles doivent présider à la saisie des biens du condamné à l'amende et à l'exécution de l'emprisonnement subsidiaire?*
-

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. Warren F. SPALDING, à Boston.

L'infliction d'une amende à titre de pénalité est devenue d'un usage si général que les inconvénients du système échappent habituellement à l'attention. Il est évident qu'en autorisant l'application de cette pénalité, le législateur se proposait d'en édicter une qui fût moins sévère que l'emprisonnement. Mais dans la pratique, ce but n'est pas atteint; car lorsqu'on inflige une amende, il est nécessaire d'user de contrainte pour en obtenir le paiement, le délinquant n'étant rien moins que disposé à s'acquitter volontairement. Or, cette contrainte réside dans la prescription habituelle, à teneur de laquelle celui qui ne paie pas l'amende est mis en prison.

Les uns prétendent que la prison et l'amende sont deux alternatives. C'est exact au point de vue légal. On dit au délinquant qu'il est libre de choisir entre le paiement de l'amende ou la prison. Pour celui qui a de l'argent et peut payer, c'est bien une alternative. Mais la question se présente tout différemment pour celui qui n'a pas d'argent. Il n'a pas à choisir entre les pénalités. Il faut qu'il aille en prison.

Si les individus qui sont frappés d'une amende avaient tous le même caractère et se trouvaient dans des conditions identiques, les inconvénients du système de l'amende se feraient beaucoup moins sentir. Mais les délits pour lesquels on applique l'amende comprennent toute une catégorie d'infractions de nature très diverse. Quelques-uns, comme la tenue clandestine de maisons de jeu ou de maisons de prostitution prohibées, la fabrication et la vente illégale de boissons alcooliques, etc., constituent des occupations lucratives auxquelles se livrent certaines personnes qui ont résolu, de propos délibéré, de vivre des vices de leurs semblables. Ils savent qu'ils agissent en violation de la loi. Ils supputent leurs chances et font la balance de leurs profits et de leurs pertes possibles, représentées par le montant des amendes. Dans des cas analogues, il n'existe, nous paraît-il, aucune raison pour permettre de remplacer l'emprisonnement par le paiement d'une amende, lorsqu'on se trouve en présence de cette catégorie de délits commis de propos délibéré.

Une seconde série de délits punis par l'amende comprend les contraventions aux lois sur le jeu, aux ordonnances sur la vitesse des automobiles et d'autres infractions analogues. Elle comprend aussi les jeux prohibés, qu'il ne faut pas confondre avec la tenue clandestine de maisons de jeu. Dans cette catégorie de délits, l'infraction à la loi doit être généralement attribuée au plaisir plutôt qu'au désir de réaliser un gain. Dans certains cas, le délit est intentionnel; mais il est souvent dû aussi à l'irréflexion et à la négligence. L'amende paraît donc ici justifiée, en tant qu'elle peut être assimilée à une peine légère.

Les petits délits contre les personnes et la propriété constituent une troisième catégorie d'infractions. Les premiers (voies de fait sans gravité) sont généralement commis sans

préméditation et sous l'impulsion du moment. Il y a rarement récidive. Les larcins de peu d'importance, de même que les légères-voies de fait, sont commis d'habitude sous l'influence de l'alcool. Il est admis en général que les pénalités ne doivent pas être sévères dans des cas semblables.

La quatrième catégorie, de beaucoup plus nombreuse que les précédentes, vise les personnes qui sont sous l'empire de la boisson. L'ivresse, seule ou combinée avec plus ou moins de désordre, constitue la grande majorité des cas où l'amende est appliquée. Le problème de cette sorte d'ivresse qui trouble la paix publique n'est pas d'une solution facile. L'amende prononcée pour le simple délit d'ivresse est la peine la plus généralement appliquée, avec l'emprisonnement en cas de récidive. Il est clair que cette pénalité a été adoptée parce qu'elle était la plus facile pour la police et les tribunaux, en même temps qu'elle était considérée comme la plus légère pour le délinquant.

L'objection présentée contre le système des amendes, c'est qu'il tend à faire du jugement une œuvre purement machinale. Là où ce système domine, les tribunaux font peu d'efforts pour chercher à connaître le caractère de ceux qu'ils ont à juger. Ce fait est doublement démontré : 1° par l'emprisonnement d'un si grand nombre de personnes pour un premier délit. Aucun tribunal n'oserait prétendre que l'emprisonnement est la pénalité normale pour de simples délits d'ivresse, de légères voies de fait ou de petits larcins, et cependant, chaque année, des milliers de délinquants sont envoyés en prison pour de premières infractions de cette nature. Le tribunal condamne à l'amende sans s'assurer préalablement si le délinquant est en état de la payer. Ce qui arrive ensuite ne regarde plus le juge, mais s'exécute par le mécanisme de la loi et non par l'intervention judiciaire.

2° La preuve que le système des amendes conduit à un travail purement machinal de la part de l'autorité judiciaire, c'est l'emprisonnement d'un si grand nombre de vagabonds ou de gens sans aveu pour non-paiement de l'amende. Il ressort d'une enquête faite en 1901 que, sur 140 cas d'emprisonnement réitéré à la « Boston House of Industry » pour amendes impayées,

72	délinquants	avaient	subi	l'emprisonnement	de 10 à 19 fois;
13	»	»	»	»	de 20 à 29 fois;
9	»	»	»	»	de 30 à 39 fois;
8	»	»	»	»	de 40 à 49 fois;
5	»	»	»	»	de 50 à 96 fois.

Dans un grand nombre de ces cas, la condamnation ne prévoyait pas l'emprisonnement. Comme si c'eût été la règle, les amendes n'avaient jamais été payées. Or, un système sous le régime duquel des gens sans aveu reviennent très souvent devant le juge sans être condamnés d'une manière formelle à la prison mérite certainement d'être revisé et modifié. L'amende est une peine qui paraît si légère que le tribunal ne reconnaît pas la nécessité d'une enquête très approfondie avant de prononcer la condamnation.

Dans la pratique, l'infliction d'une amende comme pénalité a des inconvénients très sérieux, dont l'existence est inhérente au système lui-même. L'un des plus regrettables, c'est qu'il établit une différence entre les riches et les pauvres. L'homme qui a sur lui le montant de l'amende, lorsqu'il est condamné, échappe à la prison, tandis qu'on y conduit celui qui n'a pas de quoi payer. Ce n'est pas là une peine qui corresponde au délit. En imposant une amende, le juge décide en réalité que le délinquant ne mérite pas la prison. Il y est envoyé, non point parce qu'il a commis un léger larcin, une voie de fait ou parce qu'il était ivre, mais parce qu'il était momentanément trop pauvre pour acquitter à l'Etat ce qu'il lui doit pour le délit commis. C'est là la méthode employée par l'Etat pour effectuer le recouvrement de sa créance. La même méthode était pratiquée autrefois par les particuliers, qui avaient le droit d'user de contrainte envers leurs débiteurs en les faisant incarcérer. La prison pour dettes privées a été abolie, sauf dans quelques cas spéciaux, mais l'Etat y recourt encore comme au seul moyen efficace de recouvrer le montant des amendes. Il essaie de faire payer celles-ci lorsque le délinquant comparait devant le juge et il continue la contrainte après l'emprisonnement du débiteur, en offrant à celui-ci la liberté dès qu'il voudra payer sa rançon.

Mais si l'usage général des amendes comme pénalité fait une distinction entre les gens dans l'aisance et les pauvres, il n'en établit malheureusement pas entre les autres classes. Le délinquant occasionnel et celui pour lequel le délit est un incident naturel de la vie, l'homme laborieux et le fainéant, l'homme qui entretient sa famille et celui qui la contraint à l'entretenir lui-même sont tous traités de même par le juge. Ce dernier ne se soucie nullement de savoir si le délinquant payera ou non l'amende. Personne ne s'enquiert de ce qui s'est passé la dernière fois que l'accusé a été condamné, c'est-à-dire s'il a payé l'amende ou s'il a subi l'emprisonnement subsidiaire. Après avoir tenté vingt fois de contraindre le délinquant à payer en l'emprisonnant et après avoir échoué chaque fois, le juge n'en continue pas moins la même expérience dès que l'accusé revient devant lui.

Mais que résulte-t-il du fait que l'amende est payée avant ou après l'emprisonnement? L'égalité de la peine pour deux délinquants dépend ici de bien des circonstances. L'un a beaucoup d'argent et ne s'aperçoit pas de la perte de quelques dollars; l'autre verse au trésor public son dernier écu, prélevé sur les choses nécessaires à la vie de sa famille et à la sienne. L'un est simplement incommodé; l'autre souffre du paiement de l'amende. Très souvent, la charge est plus lourde pour la famille du prisonnier que pour lui-même. L'argent provient du gain des mères, des veuves et des orphelins. Les uns paient l'amende parce qu'ils redoutent les conséquences d'un refus; les autres, parce que le prisonnier est leur gagne-pain et qu'ils doivent choisir entre le paiement de l'amende et la perte qu'ils auraient à subir par l'emprisonnement. L'appauvrissement des familles pour éviter la prison est le plus sérieux des inconvénients du système. Les veuves et les orphelins innocents sont plus punis que le délinquant lui-même.

Si les hommes qui ne peuvent acquitter l'amende et doivent subir en conséquence la peine de l'emprisonnement se ressemblaient tous, le système des amendes serait plus tolérable. Mais il n'en est pas ainsi. Un individu d'un caractère foncièrement criminel est mis en prison pour n'avoir pas acquitté son amende. Il n'en éprouve aucun préjudice; c'est pour lui un

simple désagrément. A côté de lui se trouve un homme qui a toujours eu une vie honorable et ne s'est jamais associé à des malfaiteurs. Les souffrances physiques et morales de ce prisonnier sont infiniment plus grandes que celles de son compagnon de captivité et ne sont nullement proportionnées au délit. La prison constitue pour cet homme une injustice permanente et irréparable.

La peine est inégale à un autre point de vue. Le délinquant peut être un vagabond vivant de moyens détournés ou étant à la charge d'autrui; mais il peut être aussi un homme laborieux qui entretient honnêtement sa famille. Dans le premier cas, il n'a rien à perdre; dans le second, il perd son salaire durant son emprisonnement. Or, tous ceux qui ont un travail rétribué ne subissent pas la même perte. Supposons qu'un délinquant gagne dix dollars par semaine et un autre trente. Ils subissent tous deux un emprisonnement de même durée, et cependant la peine pécuniaire appliquée au premier est le triple de celle du second. Ce simple fait démontre l'absurdité d'un système qui consiste à fixer une durée d'emprisonnement comme l'équivalent d'une amende. Sur quelles données a-t-on calculé, dans l'Etat de Massachusetts, que 8 jours de prison sont égaux à une amende n'excédant pas 5 dollars; qu'un emprisonnement de 20 jours correspond à une amende ne dépassant pas 10 dollars et que 30 jours valent de 11 à 20 dollars? C'est aussi peu équitable que mathématiquement juste. Il y a lieu d'ajouter aussi que le salaire n'est pas la seule perte subie par le délinquant durant son emprisonnement. Un patron ne peut pas toujours attendre que son employé ait subi sa peine. Il le remplace donc, et lorsque le condamné revient au logis, il a perdu non seulement son salaire, mais encore son emploi.

L'emprisonnement pour amendes impayées a en outre, pour résultat de mettre le petit délinquant en contact avec d'autres prisonniers foncièrement dépravés ou criminels. Or, cette promiscuité a des conséquences dont on ne peut calculer la portée. Lorsqu'un homme qui a toujours vécu honnêtement, se trouve incarcéré avec l'un des êtres les plus dangereux et les plus méprisables, il perd souvent toute ambition, se considère lui-même comme un criminel, abandonne tout espoir de relève-

ment et entre définitivement dans la classe des délinquants et des gens à la charge de la société. Si l'on fournissait à ce même homme l'occasion de s'amender sans qu'il soit mis en contact avec les criminels et sans être flétri comme un hôte habituel de la prison, les chances de régénération seraient pour lui beaucoup plus grandes. Sa famille est également marquée du même stigmate et souffre de la même flétrissure.

Une première arrestation, même si elle n'a aucune suite, est souvent un avertissement sérieux et un moyen efficace pour faire rentrer un délinquant dans la bonne voie; mais le premier emprisonnement d'un homme qui n'est pas encore incorrigible a plutôt pour effet de le faire persévérer dans ses fautes, grâce aux déplorables compagnies qu'on lui donne en prison. S'il est jeune, comme le sont la plupart de ceux qui commettent leur premier délit, il perd le respect de soi-même et se décourage quand il se voit confondu avec les malfaiteurs enfermés avec lui; à partir de ce moment, il ne sera plus jamais ce qu'il était naguère.

En présence de tous ces inconvénients, dont aucun n'est compensé par de bons résultats, à de rares exceptions près, par quoi pourrait-on remplacer l'amende appliquée pour de légers délits? Deux mesures nous paraissent ici répondre au but.

La première, à notre avis, et lorsqu'il s'agit d'un premier délit, devrait être limitée à une réprimande et à un avertissement. C'est ce que prévoit, par exemple, la loi du Massachusetts sur l'ivrognerie. Le tribunal est autorisé à ordonner la mise en liberté d'une personne arrêtée pour un premier ou un second délit d'ivrognerie et à renoncer en l'espèce à toute action pénale. Mais cette disposition légale n'est pas appliquée arbitrairement. Une enquête est ouverte par le juge d'instruction et le tribunal n'ignore pas s'il se trouve ou non en présence d'un délit purement accidentel. Un rapport est déposé et le prisonnier libéré sait fort bien qu'il sera reconnu et puni en cas de récidive. Ce droit d'élargissement est exercé avec de bons résultats par la cour suprême de Boston, qui est appelée à juger chaque année des milliers de cas d'ivrognerie. La mesure devrait être d'un usage plus général dans d'autres tribunaux et pourrait fort bien s'étendre à tous les délits.

La seconde mesure remplaçant avantageusement l'amende et la prison pour ceux qui n'ont pas tenu compte de l'avertissement reçu au premier délit, consiste dans ce que l'on désigne en anglais sous le nom de « probation » (mise à l'épreuve). C'est une simple suspension des effets du jugement, suspension durant laquelle le délinquant est surveillé et doit être constamment à la disposition du « probation officer », soit de l'agent officiel préposé à cette surveillance, agent qui est souvent un membre d'une société de patronage de détenus libérés. Il est évident que sous ce régime, le délinquant court plus de chances de se corriger qu'en étant en prison. S'il a un emploi, il le garde et il échappe ainsi au stigmate de la prison, qui s'attacherait à lui et à sa famille, sa vie durant; il est sous la contrainte résultant du sentiment qu'une forte punition l'attend s'il commet un nouveau délit; il évite le contact démoralisant et dégradant d'hommes foncièrement criminels de caractère et de mœurs, relations qui deviennent pour lui une source perpétuelle d'ennuis, lorsque ces hommes sont sortis de prison.

La « probation » (la mise à l'épreuve, le sursis) peut être appliquée avec avantage dans nombre de cas où l'amende est prononcée. Au lieu de mettre en prison celui qui ne peut payer sur-le-champ, il vaut beaucoup mieux lui permettre de demeurer à la disposition du « probation officer » et de payer l'amende à ce dernier. Le condamné gagne l'argent nécessaire et paie l'amende, ce qu'il ne pourrait faire s'il était en prison. La loi du Massachusetts prévoit cette mesure spéciale.

Au point de vue de l'Etat, la « probation » est une économie. Quand un homme est mis en prison pour amendes impayées, c'est le contribuable qui paie les frais d'emprisonnement, qui doit entretenir le prisonnier durant sa détention et qui doit le reconduire à son domicile. Tout enfin plaide en faveur d'un système tendant à restreindre dans une large mesure l'usage de l'amende comme pénalité.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

TROISIÈME QUESTION

Le recel doit-il être considéré comme un délit spécial ou comme un acte de complicité?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. GABRIEL CHERVET,

Docteur en droit, Substitut du procureur général près la Cour d'appel d'Aix en Provence.

Les criminologues qui se sont appliqués à dégager, par l'analyse, les diverses modalités sous lesquelles se manifestent les participations à l'infraction susceptibles d'être atteintes par la loi pénale, distinguent habituellement :

- 1° les instigateurs ou provocateurs : ce sont ceux qui incitent à commettre l'acte punissable ¹⁾;
- 2° les auteurs : ce sont ceux qui commettent, les agents principaux, les acteurs directs;

¹⁾ D'après le *Code pénal allemand* (§§ 47, 48, 49) sont instigateurs « ceux qui induisent à commettre une action punissable par dons, promesses, abus d'autorité ou de pouvoir ». L'art. 60 du *Code pénal français* assimile aux complices « ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables auront provoqué à l'action ou donné des instructions pour la commettre ».

3° les complices proprement dits: ce sont ceux qui prêtent aide ou assistance dans les faits qui précèdent ou accompagnent l'acte principal¹⁾;

4° les fauteurs et les recéleurs: ce sont ceux qui se rendent coupables de faits postérieurs plus ou moins directement rattachés à l'acte principal, faits que l'on désigne sous l'appellation d'*assistance subséquente*²⁾.

Puis dosant le degré de responsabilité de chacun de ces groupes, des auteurs et certaines législations ont établi une échelle dégressive de sanctions correspondantes.

Partant de là, on a vivement critiqué notre vieux code pénal français qui n'a institué que deux seules classes de personnes punissables: les auteurs et les complices. Sans doute les art. 60, 61, 62 définissent séparément les provocateurs, ceux qui ont procuré le moyen de commettre l'infraction, les coopérateurs par aide ou assistance, ceux qui pratiquent le recel des malfaiteurs et ceux qui pratiquent le recel des choses. Mais toutes ces personnes sont considérées comme complices et les complices sont punis de la même peine que les auteurs principaux (art. 59). Il y a aujourd'hui unanimité, dans la doctrine, pour condamner cette assimilation. Il convient toutefois de remarquer que, dans la pratique, la latitude légale laissée au juge de se mouvoir dans les limites d'un maximum et d'un minimum, même d'abaisser celui-ci par l'admission des circonstances atténuantes, permet d'établir entre l'auteur principal et le complice la différence que la loi a omis de marquer.

Mais un grief autrement sérieux qu'on adresse à notre législation française (et à celles qui l'ont suivie sur ce point) c'est d'avoir fait du recel un mode de complicité pure et simple³⁾.

¹⁾ D'après l'art. 60 (§ 3) du *Code pénal français*, ce sont ceux « qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée ou dans ceux qui l'auront consommée ».

²⁾ Ce sont les modalités prévues sous les noms de *Begünstigung* par le C. P. allemand de 1870 (art. 257 et suiv.), *Favoreggiamento* par le C. P. italien de 1889 (art. 225), *Bünpartolás* par le C. P. hongrois de 1878, *Encubrimiento* par le C. P. espagnol, *Accessory after the act* par la loi anglaise, etc.

³⁾ La conception française du recel-mode de complicité a été adoptée par les législations de la *Russie*, du *Brésil*, de la *Louisiane*, du *Japon*. Au contraire, les législations de l'*Allemagne* (C. P. de 1870, art. 257), de l'*Autriche* (C. P. de 1852, art. 6 et 185), de la *Hongrie* (C. P. du 28 mai 1878, art. 370-378), de la *Belgique*

Qui dit complicité dit, en effet, participation, directe ou indirecte, médiate ou immédiate, à la préparation, à l'accomplissement, à la consommation de l'infraction. Il s'agit là, nécessairement, d'actes antérieurs ou concomitants. Mais comment imaginer une coopération quelconque à l'infraction, alors qu'elle est pleinement réalisée? Lorsqu'une soustraction frauduleuse a été perpétrée, lorsqu'un détournement a été commis, lorsque, à l'aide de faux ou de manœuvres illicites, des sommes ou valeurs ont été extorquées, le vol, l'abus de confiance, le faux, l'escroquerie constituent par eux-mêmes et par eux seuls, des crimes ou des délits complets, parfaits, révolus: il n'y a plus de place pour de nouveaux co-participes. Il n'y a donc pas de complicité possible *ex post delicto*¹⁾.

Mais peut-être cette proposition, que certains auteurs nous présentent comme une vérité axiomatique, ne repose-t-elle que sur une querelle de mots? Voyons ce qui se passe au théâtre de la vie réelle. Une fois baissé le rideau sur la scène du crime ou du délit, accomplie et parachevée, une fois disparus les protagonistes, les premiers rôles avec leur cortège habituel de comparses et de coryphées, la toile se relève pour l'épilogue qui est la terminaison nécessaire du drame et sa conclusion logique. Alors nous voyons apparaître un personnel nouveau et nous assistons à des péripéties nouvelles qui, pour distinctes qu'elles soient de l'action principale, ne s'y rattachent pas moins d'un lien plus ou moins étroit. Le crime n'aurait aucune raison d'être et ne se produirait pas s'il devait être sans utilité et sans profit. Il faut en tirer parti, il faut soustraire ses auteurs aux investigations de la justice, il faut assurer le profit du larcin²⁾. C'est le rôle des *fauteurs* et des *recéleurs*.

(C. P. du 8 juin 1867, art. 505, 506), des *Pays-Bas* (C. P. du 3 mars 1881), du *Portugal* (C. P. de 1886), de la *Suède* (C. P. de 1864), du canton de *Berne* et du canton de *Genève* considèrent le recel comme une infraction spéciale ou bien le placent dans la classe particulière des modes d'*assistance subséquente*. Le Code pénal d' du 30 juin 1889 fait du recel un délit spécial (art. 421) distinct de l'assistance subséquente (art. 225).

¹⁾ Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, § CIX, n° 260 (tome II).

²⁾ « Le recel n'est pas un délit *sui generis* ayant une existence propre et indépendante, c'est un fait de complicité, fait secondaire et accessoire, qui emprunte sa criminalité à une criminalité principale dont il n'est que la conséquence. » (Rapport

Prétendra-t-on qu'ils sont et demeurent étrangers aux auteurs principaux à qui ils assurent le bénéfice de leur entreprise? Logiquement et étymologiquement ne sont-ils pas leurs *complices*? Ne sont-ils pas les uns et les autres ployés sous le même joug, liés ensemble en un même *complexus* de faits et de méfaits qui les unit indissolublement, qui les soumet à un sort commun et à une commune responsabilité?

Mais l'intérêt doctrinal d'une définition et d'une terminologie paraît secondaire en comparaison des conséquences pratiques qu'impose l'application du système français.

En fait, le recéleur peut connaître l'origine frauduleuse des objets qu'il détient, tout en ignorant les conditions exactes dans lesquelles ils ont été soustraits ou détournés, bien plus, il peut ne pas être fixé sur la nature de l'infraction grâce à laquelle ces objets sont passés dans les mains de l'auteur principal: il croit qu'ils sont le produit d'un simple abus de confiance, par exemple, alors qu'ils proviennent d'un faux ou d'un vol qualifié. N'est-il pas exorbitant que le recéleur puisse encourir une peine plus sévère du fait, ignoré par lui, de ces circonstances aggravantes qui impriment comme une tare originelle à tous les actes de complicité¹⁾?

Ce sont là cependant les solutions auxquelles aboutit nécessairement le système du recel envisagé comme mode de complicité et qu'a consacrées bien des fois la jurisprudence française. Il en est d'autres non moins regrettables. Ainsi l'extinction de l'action publique à l'encontre de l'auteur principal doit bénéficier au complice. Supposons qu'un vol ait été commis et que trois ans, dix ans se soient écoulés, sans que des poursuites aient pu être exercées. La prescription est acquise aux auteurs et aux complices et les recéleurs pourront, au grand jour, en toute sécurité, trafiquer des objets volés: ils ne sau-

de M. le conseiller Poulet à la Cour de cassation. Dalloz, 1888, I, 224.) — «Le recel n'est rien au point de vue criminel, rien du moins en lui-même, il n'existe que comme embranché sur le vol, qu'il a facilité ou favorisé.» (Rapport de M. le conseiller Paul Dupré à la Cour de cassation. Pandectes 1891, I, 347.) Le législateur français a emprunté au droit romain la conception du recel comme mode de complicité. L. 49, § 1 D. de furtis. Inst. IV, 1, 4. «*Omnes qui scientes rem furtivam susceperint vel celaverint, furti nec manifesti obnoxii sunt.*»

¹⁾ Blanche, *Questions sur le Droit pénal*, II, n° 148.

raient être pénalement inquiétés¹⁾. De même en matière d'amnistie. Au cours d'une grève ou de désordres ayant un caractère politique, des pillages ont eu lieu; puis le calme revenu, une loi intervient qui accorde l'amnistie, suivant la formule habituelle, pour tous les faits de grève «et délits connexes». Les recéleurs d'objets pillés profiteront de la mesure, bien qu'on ne puisse invoquer en leur faveur aucune des considérations qui ont justifié l'oubli et le pardon vis-à-vis des auteurs principaux²⁾.

Mais c'est surtout au regard de la compétence des juridictions criminelles, nationales ou étrangères, que le système français aboutira souvent à des résultats fâcheux.

Le principe de la *Souveraineté* territoriale domine les lois pénales comme les lois politiques. C'est la règle fondamentale que pose notre Code civil dans son art. 3: «Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire...» Le Code d'instruction criminelle l'a complétée en admettant, dans une certaine mesure, le principe de la *personnalité* qui permet d'atteindre les nationaux délinquants même hors des limites du territoire (art. 5 Code d'instruction criminelle modifié par la loi du 27 juin 1866).

Mais à mesure que les frontières cessent d'être ces barrières infranchissables derrière lesquelles les Etats, naguère, se confinaient dans l'isolement, à mesure que les peuples, rapprochés par des intérêts multiples, par la facilité des communications, se coudoient plus aisément et se pénètrent davantage, plus nombreux aussi et plus insaisissables sont devenus les crimes qui se rattachent à plusieurs territoires soit par leurs auteurs, soit par leurs complices, soit par le lieu où se sont réalisés les actes de perpétration ou de complicité. Grâce alors à des conflits de compétence, les coupables parviennent à échapper à toute répression. Il y a là un danger dont l'étendue et la gravité se sont, bien des fois, manifestées. Aussi la solidarité internationale, qui chaque jour étend plus au loin son emprise, cherche-t-elle à établir par des ententes les meil-

¹⁾ Cassation 26 juin 1873. *Bulletin officiel des arrêts criminels*, n° 175.

²⁾ Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, II, § CIX, n° 262.

leurs moyens d'une commune défense, et l'extradition tend à devenir une institution de droit commun universelle.

La Conférence internationale, ouverte à Paris le 15 juillet 1902, pour assurer la répression du commerce honteux qu'on a appelé « la traite des blanches », marque, dans le même ordre d'idées, un progrès immense. La loi qui a été promulguée en France le 3 avril 1903, à la suite des résolutions contenues dans le protocole final de la Conférence, a posé, à cet égard, un principe nouveau d'un intérêt capital, en donnant compétence aux tribunaux français et en punissant des mêmes peines le trafic de la débauche *« alors même que les divers actes qui en sont les éléments constitutifs auraient été accomplis dans des pays différents »*¹⁾.

Ainsi s'affirme la tendance de tous les pays civilisés vers un rapprochement de leurs législations pénales.

Mais la thèse consacrée chez nous et chez quelques nations du recel-mode de complicité va trop souvent faire échec au but poursuivi.

En effet, le lien étroit qui unit les actes de complicité à l'infraction initiale a pour conséquence nécessaire de soumettre à la compétence des mêmes juridictions les auteurs principaux et les complices. Or ce principe nous amène à formuler, en France, les règles suivantes que la Cour de cassation a maintes fois proclamées : 1° L'infraction commise sur le territoire français attribue compétence aux tribunaux français, à l'égard des recéleurs, quelle que soit leur nationalité et quand bien même les faits constitutifs du recel auraient été commis à l'étranger²⁾; 2° par contre, le droit de punir, émanation du droit de souveraineté, ne s'étendant pas au delà des limites du territoire [sauf dans les cas prévus par l'art. 7 du Code d'instruction criminelle dont la disposition est fondée sur le droit de légitime défense³⁾], les recéleurs d'objets soustraits, détournés ou enlevés

¹⁾ V. Paul Matter, Le trafic de la débauche et les délits internationaux (Les lois nouvelles, 1903).

²⁾ Cassation, 13 mars 1891. Bulletin officiel 1891, n° 66, p. 115. Dalloz 1892, I, 76. Pandectes 1891, I, 347 et Cassation 17 février 1893. Bulletin officiel 1893 à sa date. Dalloz 1894, I 32. Cassation 7 septembre 1893. Bulletin officiel 1893 à sa date.

³⁾ Cassation 20 janvier 1873. Bulletin officiel 1873 à sa date.

à l'aide d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger, ne peuvent être déférés à la juridiction française, bien que le recel résulte d'actes accomplis sur le territoire français¹).

L'application du premier de ces postulats peut évidemment présenter certains avantages. Un exemple : En 1890, un vol très important de valeurs avait été commis au Ministère des Finances à Paris. L'auteur de cette soustraction, un employé du Ministère, et deux complices, avaient été renvoyés devant la Cour d'assises de la Seine, lorsqu'on arrêta à Vienne, en Autriche, un nommé Laterner, sujet russe, qui fut trouvé nanti de la plus grande partie des valeurs dérobées. Après information régulière, le juge d'instruction renvoya cet individu devant la Chambre des mises en accusation sous inculpation de complicité par recel d'un vol qualifié commis en France. Mais la Cour de Paris rendit un arrêt de non-lieu en se fondant sur ce que le recel n'a pas été consommé en France et que, d'autre part, il n'était pas compris dans les infractions commises hors du territoire, dont l'art. 7 du Code d'instruction criminelle attribue exceptionnellement la compétence aux tribunaux français. Pourvoi du procureur général qui fait observer « que le recel, malgré certains caractères, n'est qu'un mode de complicité du vol auquel il se rattache comme une conséquence à son principe; que non seulement il ne saurait exister sans le vol, mais qu'il suppose aussi la connaissance de l'origine frauduleuse des objets recelés; d'où il suit que la complicité ne saurait être distinguée du fait principal ni considérée isolément et que la connaissance de tout acte de complicité appartient aux mêmes juges que l'acte lui-même; qu'il est donc légitime de soutenir que *la compétence étant régulièrement acquise aux actes commis sur le territoire se prolonge pour ainsi dire au delà de ce territoire pour saisir les causes et les conséquences de ces actes* ». (Faustin Hélie, II, 166.) Et devant la Cour suprême, M. le conseiller rapporteur Paul Dupré insiste avec beaucoup de force sur les mêmes

¹) Cassation, 17 octobre 1834. Sirey 1835, I, 23. Dalloz Rep. V^o traité international n^o 317. Cass. 19 avril 1888. Dalloz 1888, I, 284. Pandectes 1888, I, 300. Sur la doctrine cfr. notamment : Garraud, *op. cit.*, I, 135; II, 262. Blanche, *op. cit.*, II, 143. — Faustin Hélie, *Instruction criminelle*, II, 686-688. Haus, *Dr. crim.* I, 177.

idées et fait ressortir l'intérêt pratique qui s'attache à les sanctionner : «...Procéder comme le veut la Cour de Paris, dit-il, « serait organiser en quelque sorte, en matière de recel, un « conflit négatif international sans règlement de juges possible... « ce serait organiser l'impunité générale du recel commis par « les étrangers. Constaté en France, il échappe aux termes de « l'arrêt antérieur (du 19 août 1888 cité infra). Constaté à « l'étranger, il échappe aux termes de l'arrêt de Paris. Et, des « deux côtés de la frontière, va s'installer alors, en toute tranquillité, une double armée de recéleurs étrangers, offrant leurs « bons services, ceux du dehors à tous les voleurs de l'intérieur, ceux de l'intérieur à tous les voleurs du dehors. Que « s'il restait encore aux malfaiteurs du centre quelque difficulté « à les joindre, combien l'entente serait facile sur les frontières « mêmes, progressivement envahies, sans qu'il soit besoin de « cette présence malsaine, par l'élément étranger ¹⁾. »

La Cour de cassation se rangea à cet avis et proclama la compétence des tribunaux français à l'égard de tous les faits de recel, même commis à l'étranger par un étranger, mais qui se rattachent à un vol commis en France. Au point de vue du droit pénal français, cette jurisprudence est inattaquable; mais quant au résultat pratique qu'elle prétend atteindre de fermer toute issue aux recéleurs, il est permis de se montrer sceptique. Il faudrait, pour qu'il en fût ainsi, que toutes les nations fussent régies par les mêmes lois uniformément interprétées et qu'un traité d'extradition unique et universel établît entre elles l'entente la plus intime. Nous n'en sommes pas là. Bien au contraire, la France paraît singulièrement isolée dans ses conceptions juridiques sur l'ensemble de ces questions, si l'on considère que ses voisins les plus proches, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, etc., envisagent le recel comme une infraction spéciale et indépendante du vol lui-même ²⁾.

¹⁾ Pandectes françaises chronologiques, 1891, I, 347.

²⁾ Tribunal impérial de Francfort s/Main du 15 mars 1880. Journal de droit international (Clunet), 1882, p. 339. Tribunal fédéral suisse, du 30 octobre 1880. Journal Clunet 1882, p. 232. Cassation belge du 2 octobre 1885. Journal Clunet 1887, p. 649.

C'est d'ailleurs surtout pour la répression du recel, commis en France, d'objets dérobés ou détournés à l'étranger, que le système français accuse son irrémédiable infirmité. Voici une « espèce » toute récente, dont nous avons nous-mêmes suivi les phases et qui n'est pas encore définitivement solutionnée.

Il y a quelques mois on arrêtait à Nice un individu qui était trouvé nanti d'une quantité de bijoux neufs, de grande valeur, paraissant de fabrication française, et dont il cherchait à se défaire auprès des orfèvres de la ville. Interrogé sur leur provenance, il fournissait des explications contradictoires, bientôt reconnues mensongères. D'ailleurs il dissimulait manifestement son état civil, même sa nationalité, et toutes les recherches effectuées soit pour établir son identité, soit pour découvrir l'origine des objets suspects trouvés en sa possession étaient demeurées infructueuses. En l'état, il fut poursuivi pour recel de bijoux, soustraits en France au préjudice d'inconnus et la Cour d'Aix, mal impressionnée par ses dénégations audacieuses, lui infligea le maximum de la peine prévue par l'art. 401 du Code pénal. Le condamné se pourvut en cassation, puis quand, après le rejet de son pourvoi, la décision de la Cour fut devenue définitive, il fit connaître qu'il était sujet italien et que les objets qu'il avait recelés et cherché à vendre à Nice provenaient d'un vol commis à Naples. Son récit fut pleinement vérifié, et il résultait de ces circonstances que le tribunal de Nice et la Cour d'Aix étaient incompétents pour le juger ¹⁾. Cependant l'arrêt qui l'avait condamné était définitif, les voies de recours habituelles ayant toutes été épuisées. Comment sortir de cette situation extra-légale ?

Le recéleur demandait la *revision* de son procès; mais cette procédure ne paraît pas applicable en pareil cas, car

¹⁾ La jurisprudence est, à cet égard, tellement intransigeante que la Cour de Lyon a jugé que les complices (recéleurs) d'un délit commis à l'étranger ne pourront être déférés à la juridiction française, alors même qu'ils sont Français et que la complicité résulte d'actes accomplis sur le territoire français (Cour de Lyon, 12 décembre 1892. Dalloz 1894, II, 254). Cependant la Cour de cassation décide que lorsque la justice française est, en vertu d'une dénonciation régulière, compétente pour connaître d'un vol commis par un Français à l'étranger, elle est également compétente vis-à-vis des complices par recel, alors même que le produit du vol aurait été recélé dans un autre pays (Cassation du 22 juin 1882. Bulletin officiel 1882, n° 151, p. 251. Dalloz 1882, I, 436).

l'art. 443 du Code d'instruction criminelle exige que le fait nouveau invoqué soit de nature à établir l'*innocence* du condamné. Il nous semble que, dans l'espèce, une seule issue reste ouverte : aux termes de l'art. 441 de ce même Code d'instruction criminelle, le Ministre de la justice a la faculté de saisir la Cour de cassation *dans l'intérêt de la loi* et de faire ainsi annuler l'arrêt incompétemment rendu. Alors, la condamnation étant mise à néant, le gouvernement français pourra remettre le recéleur italien aux autorités de son pays, après accomplissement des formalités d'extradition et de nouvelles poursuites pourront être exercées si la justice italienne le juge à propos. Au surplus même dans ce cas, et une fois résolues toutes ces complications, on se heurtera à de nombreuses difficultés matérielles inhérentes à toutes procédures suivies hors du territoire où les faits se sont passés et provenant notamment de l'éloignement des témoins.

Mais il peut se présenter bien d'autres hypothèses où le conflit ne se règlera pas même aussi aisément. Il pourra se faire qu'il n'existe pas de traité d'extradition avec le gouvernement du pays dans lequel aura été commise l'infraction principale, que le traité ne prévoit pas le recel ou que la nationalité du recéleur soit incertaine et contestée.

D'autre part, qu'advient-il si cette infraction principale a été perpétrée à l'étranger à la fois par des étrangers et par des Français? ou bien si le recel commis en France l'a été grâce à la coopération de Français et d'étrangers? ou bien si les actes constitutifs du recel (remise de la chose, détention, vente, etc.) ont été accomplis partie en France, partie sur le territoire de différents pays voisins?

Faudra-t-il renoncer aux poursuites ou les scinder, dans les conditions les plus désavantageuses pour l'administration de la preuve? Dans tous les cas on risque fort de laisser échapper les coupables.

Le seul énoncé de ces hypothèses, qui n'ont rien d'in vraisemblable, suffit à mettre en relief les situations souvent inextricables auxquelles aboutira la stricte application de notre droit pénal.

La Cour de cassation elle-même, gardienne fidèle des règles juridiques, semble s'en être rendu compte, et chaque fois qu'elle a pu concilier l'intérêt pratique de la répression avec la rigueur des principes, elle n'a pas hésité à élargir le champ de la compétence. C'est ainsi que, dérogeant à la thèse étroite de la territorialité, elle attribue aux tribunaux français la connaissance de certains délits ayant un caractère complexe, composés d'éléments fragmentaires constitués par une suite de faits distincts dont les uns peuvent se réaliser en France, les autres à l'étranger. Il suffit alors qu'un de ces faits ait été accompli sur notre territoire pour que le délit soit réputé commis en France.

Ainsi; en matière d'escroquerie, il a été jugé que les tribunaux français sont compétents, si les manœuvres frauduleuses ont été commises en France, alors même que les remises de fonds qui ont consommé le délit ont été réalisées à l'étranger ¹⁾. Bien mieux, il a été décidé que l'individu, arrêté porteur de coupons volés à l'étranger et qu'il présente aux guichets d'une banque pour en encaisser le montant, peut être poursuivi, en France, pour tentative d'escroquerie et ne peut exciper de ce que, détenteur de mauvaise foi de ces titres, il était recéleur d'objets volés à l'étranger, alors que les faits constitutifs de la tentative d'escroquerie sont distincts du prétendu recel ²⁾.

De même, notre Cour suprême a jugé que la juridiction française est compétente pour connaître du crime d'usage de faux commis en France, alors que le faux lui-même l'a été à l'étranger ³⁾.

Sans doute cette dernière solution se justifie tout naturellement par cette considération que, d'après notre Code pénal, l'usage de faux constitue un crime distinct du faux. Mais ne

¹⁾ Cassation 11 mars 1880. Bulletin officiel à sa date. Cassation 11 août 1882. Dalloz 1883, I, 96.

²⁾ Cassation 8 novembre 1888. Bulletin officiel n° 313, p. 489. — Contrà : Faustin-Hélie. Instruction criminelle II, n° 686. — Cfr. en matière d'excitation de mineurs à la débauche : Cassation 10 février 1900. Dalloz 1902, I, 207.

³⁾ Cassation 24 août 1876. Bulletin officiel à sa date. Cassation 24 février 1883. Bulletin officiel n° 57.

voit-on pas que l'étroite parenté qui unit ces deux sortes d'infractions est identique à celle qui rattache le recel au crime ou au délit dont il est la conséquence?

En définitive, ces diverses décisions procèdent toutes de la même conception, éminemment juste et raisonnable, qui a dicté la règle aujourd'hui consacrée législativement, chez nous, par la loi du 3 avril 1903, dont nous avons déjà parlé. Les mêmes raisons ne se présentent-elles pas avec la même force probante pour démontrer la nécessité d'une règle semblable en matière de recel?

Nous croyons en avoir dit assez pour justifier les conclusions suivantes que nous soumettons au Congrès :

- 1° Le recel doit être considéré comme une infraction spéciale et puni de peines spéciales.
 - 2° Il serait souhaitable qu'une entente internationale intervînt qui permît de poursuivre et juger les recéleurs, quelle que soit leur nationalité, en tout pays où ils auront été convaincus de ce délit.
 - 3° Mais, comme corollaire à cette seconde proposition, il conviendrait que des mesures communes fussent prises pour empêcher qu'un même individu pût être puni plusieurs fois pour le même fait.
-

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

QUATRIÈME QUESTION

Est-il nécessaire de créer des établissements de détention spécialement affectés :

- a. *aux personnes à responsabilité restreinte,*
- b. *aux ivrognes invétérés?*

Si oui, selon quels principes ces établissements devraient-ils être organisés?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le D^r CURTI, directeur du pénitencier de Regensdorf (Zurich).

A. L'individualisation du détenu est le premier et grand principe qu'il faut appliquer dans l'exécution des peines, en tant qu'on veut rechercher avant tout l'amélioration morale du prisonnier. Partant de ce principe, il faut admettre l'opportunité du placement des condamnés dans des établissements différents, suivant le caractère et les dispositions naturelles de chaque délinquant. C'est ainsi que les criminels dont l'état mental est anormal à tel point qu'on peut pour ainsi dire les

déclarer totalement irresponsables, doivent être considérés comme atteints d'aliénation mentale et comme tels être transférés dans un hospice d'aliénés. Il faut observer, à cet égard, que les malades d'esprit qui ont commis un crime ne peuvent être placés dans le même établissement que les aliénés non criminels. Les criminels de cette espèce doivent être internés dans des hospices spéciaux.

Mais il est toute une catégorie de criminels qui ne sont pas absolument irresponsables, chez lesquels la responsabilité ne se trouve qu'atténuée. L'instruction judiciaire elle-même, ainsi que l'appréciation de la peine¹⁾ fournissent déjà au ministère public et au juge l'occasion de tenir compte de cette circonstance. De même, il faudra appliquer un traitement spécial à cette catégorie de criminels dans l'exécution de la peine; et, pour cette raison même, le personnel directeur et surveillant du pénitencier devra modifier tout à fait son mode de traitement en s'inspirant d'une exacte intelligence de ces circonstances spéciales. Toutefois on ne pourra réellement le faire d'une manière rationnelle et conséquente que dans les établissements appropriés au but proposé et qui restent à créer pour cette sorte de prisonniers. Ils seront comme un intermédiaire entre le pénitencier proprement dit et l'hospice d'aliénés, en ce sens qu'ils auront certains traits communs à ces deux types d'institutions, qui viendront s'harmoniser en eux sans que ceux-ci en perdent leur caractère propre.

Si les circonstances ne permettaient pas de construire un établissement spécialement destiné à cette catégorie de détenus, alors il est à désirer qu'on puisse leur élever en quelque sorte comme un pavillon à part, ou une section propre, au sein des pénitenciers d'un caractère général.

B. Nous résolvons également cette question par l'affirmative. Plus on arrivera à découvrir le dangereux ennemi qui se dissimule dans l'alcool, plus aussi le besoin s'imposera de poursuivre cet ennemi de l'humanité sous toutes ses manifestations, et de lui livrer une guerre sans merci. Or sa manifestation la plus dangereuse se révèle dans la nature même

¹⁾ Strafaussmessung.

du crime. Si la source ou la racine du crime gît dans l'alcool, la prédisposition à ce crime ne peut être conjurée et guérie qu'en en déracinant le principe ou la racine. Il est certain que dans la plupart des pénitenciers on rend hommage au principe de l'abstinence des boissons alcooliques, ou que du moins on évite avec soin, pendant la durée de la peine, tout ce qui pourrait favoriser l'alcoolisme. Cependant, en agissant ainsi on n'a encore résolu que l'une des faces du problème dans le traitement de l'ivrogne invétéré. Il est vrai qu'on lui aura enlevé la possibilité de consommer des boissons alcooliques, mais on n'aura pas encore, par ce fait, créé dans le détenu, par la conscience qu'il en aura acquise, la volonté arrêtée de s'abstenir de boire, une fois rendu à la liberté. Ainsi donc, il faudra ajouter à cette impossibilité qui lui est imposée de s'étourdir dans la boisson, et qui n'est que le côté négatif de la question, l'action éducative tendant à vivre d'une manière sobre et rationnelle et à pratiquer volontairement l'abstinence. Or, cette éducation ne peut se donner avec succès que dans des établissements spéciaux. On a déjà éprouvé le besoin de créer des asiles de guérison pour buveurs invétérés, non criminels, sur la base de l'abstinence totale. A plus forte raison des établissements de cette nature ont-ils leur raison d'être, lorsqu'il s'agit d'ivrognes invétérés et incorrigibles qui ont été conduits au crime par la passion de l'ivrognerie. Chez eux on connaît la cause de leur chute, et pour les guérir il est indispensable d'agir en conséquence de cette cause même. Ici encore, pour s'intéresser à cette espèce de criminels avec succès, il faut des personnes spécialement qualifiées qui s'entendent à traiter avec intelligence et persévérance ce genre de maladie spirituelle et morale. Et comme corollaire, la création d'établissements spéciaux est dans ce cas chose désirable.

S'il est nécessaire de créer des établissements de détention spécialement affectés :

a) *aux personnes à responsabilité restreinte ;*

b) *aux ivrognes invétérés,*

selon quels principes ces établissements devraient-ils être organisés ?

a) *Personnes à responsabilité restreinte.* Nous avons déjà émis l'opinion que l'établissement destiné aux criminels à responsabilité restreinte doit réunir certaines conditions particulières, d'un côté, au pénitencier proprement dit, de l'autre, à l'hospice pour aliénés. La direction devrait en être confiée à un médecin expert en psychiatrie. Les surveillants, à leur tour, seraient spécialement instruits en la manière d'accomplir leurs fonctions. Le règlement d'ordre intérieur ne contiendrait pas les sévères prescriptions qui régissent les pénitenciers. Les internés seront sans doute astreints au travail, lequel devra toujours être mesuré à la capacité du détenu, et la discipline devra tenir compte du degré de responsabilité restreinte. En particulier, il faudra toujours punir judicieusement. Ces punitions consisteront spécialement en exhortations et en remontrances. Quelque rationnel qu'il soit d'ailleurs, un système rigoureux de punitions ne convient pas pour un semblable établissement. En conséquence, on ne pourra pas logiquement appliquer ici, comme on le fait dans la règle, le système pénal progressif avec ses différents stages. Il est vrai qu'on devra recourir envers quelques-uns à l'emprisonnement cellulaire de jour et de nuit; mais on ne pourrait pas l'appliquer à tous les cas indistinctement. Il faudra toujours tenir compte de l'individualité du condamné et du degré de responsabilité atténuée. Tous les internés doivent être isolés pendant la nuit; il n'y a d'exception que pour ceux dont l'état mental est anormal et qui exigent une surveillance spéciale. La nourriture doit être plus variée que ce n'est le cas dans les pénitenciers proprement dits, sans être cependant plus riche que la table ordinaire d'un bon bourgeois. On peut aussi appliquer le principe de libération conditionnelle; on le fera cependant avec beaucoup de circonspection, en considérant sérieusement le milieu dans lequel le libéré se fixera. Ici encore, il conviendra d'exercer un contrôle spécial en recourant aux bons offices d'un tuteur vigilant et expérimenté.

b) *Ivrognes invétérés.* L'organisation d'un établissement spécialement affecté à cette catégorie de détenus ne doit être ni un asile de buveurs, ni un pénitencier, mais revêtir certains caractères de l'une et de l'autre de ces institutions. Il ne faut

pas se contenter de prohiber d'une façon absolue l'usage de boissons alcooliques chez les détenus; mais il faut encore veiller à ce que, par ruse ou par argent, ils ne se procurent pas des spiritueux. Il conviendra également de vouer une attention spéciale à l'alimentation, évitant de préparer aucun aliment capable de provoquer une soif extraordinaire.

La propreté du corps doit être entretenue avec un soin particulier à l'aide de bains et de lavages, cherchant en même temps à agir sur la volonté dans le sens du bien et de l'empire sur soi-même. Dans l'organisation de l'établissement, on veillera à ce qu'une salubre influence puisse s'exercer sur l'âme du détenu. Ainsi on cultivera le chant et par de bonnes et saines lectures on s'appliquera à fortifier le caractère. La vie dans l'établissement ne doit pas être trop monotone. On donnera la préférence au travail en plein air, au jardin et dans les champs, en cultivant les légumes ou en s'adonnant aux travaux agricoles.

Le directeur de l'établissement doit avoir comme auxiliaires des abstinents convaincus. L'essentiel sera toujours le bon exemple donné par les supérieurs.

C'est à l'époque du passage de l'internement à la libération que surgit la plus grande difficulté: nous voulons dire par là la tentation pour le libéré de retourner petit à petit à son ancien train de vie, parce qu'il aura rencontré, à sa sortie du pénitencier, d'anciens amis ou connaissances qui l'auront entraîné au mal. Le remède consiste à entrer dans une société d'abstinence, ou dans l'engagement pris solennellement de ne plus se laisser dérouter par le démon de l'alcool. Les relations qui pourront s'établir entre le détenu libéré, autrefois ivrogne qualifié, et d'autres compagnons qui se seront amendés et convertis ne pourront que l'affermir dans sa résolution.

Nous concluons donc :

qu'il est nécessaire de créer des établissements de détention spécialement affectés :

- a) *aux personnes à responsabilité restreinte ;*
- b) *aux ivrognes invétérés.*

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

TROISIÈME SECTION

PREMIÈRE QUESTION

Quelle est dans les divers pays l'influence reconnue de l'alcoolisme sur la criminalité?

A quels moyens spéciaux y a-t-il lieu de recourir à l'égard des condamnés en général pour combattre l'alcoolisme?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le D^r GENNAT, directeur des prisons de Hambourg.

I. Dans ses éclaircissements sommaires sur ce sujet, la circulaire fait remarquer que l'influence de l'alcoolisme sur la criminalité est un fait démontré pour nombre de pays et qu'il paraît dès lors désirable de soumettre la question à une nouvelle et sérieuse étude, dont les bases avaient déjà été jetées au Congrès de Bruxelles en 1900. Il est reconnu que l'empire d'Allemagne compte malheureusement parmi ces Etats et ce serait faire œuvre de mérite et faciliter le présent travail que de rechercher les causes pour lesquelles la *patrie de l'Allemand*¹⁾

¹⁾ Expression tirée d'un hymne national allemand commençant par ces mots : « Was ist des Deutschen Vaterland? Ist's Preussenland? Etc. » — Note du traducteur.

marche à la tête des pays où l'on use et abuse de l'alcool. Cette enquête mettrait encore plus en lumière les fils secrets qui lient l'alcoolisme et la criminalité (voir plus loin, § V).

Mais une entreprise de cette nature nous conduirait ici trop loin et doit être réservée à l'économiste national, à celui qui s'occupe de politique sociale, au champion de la civilisation et au psychologue des peuples. Il n'est nul besoin de démontrer, pour qui veut bien voir et entendre, que l'alcoolisme, sous ses formes les plus diverses, a profondément pénétré et s'est peu à peu développé comme un redoutable cancer dans toutes les classes de la population. L'expérience vient confirmer chaque jour cette vérité, c'est que l'alcoolisme est l'ennemi le plus irréconciliable de la prospérité et du bien-être du peuple. Nombreux sont ceux qui sont convaincus de ses relations avec la criminalité.

II. Le rôle prépondérant que joue l'alcoolisme dans la perpétration d'actes criminels est un fait d'une telle évidence, en particulier pour le fonctionnaire d'une maison de détention, que celui-ci serait idiot ou aveugle s'il n'en avait pas conscience et n'en faisait en quelque sorte, au bout de quelques semaines d'activité, un article de foi au sujet duquel il estime qu'il n'y a plus guère à discuter. Et ceci d'autant moins que, depuis une vingtaine ou une trentaine d'années, il a été publié toute une littérature spéciale, émanant de juristes et de médecins des plus compétents en matière de droit pénal et d'application de la peine. On a procédé à de minutieuses enquêtes en vue de découvrir si l'acte délictueux avait été commis dans l'ivresse ou si le coupable était un buveur invétéré; dans quelles conditions particulières le crime avait été commis: à l'occasion de fêtes générales ou spéciales; après la paye du salaire ou durant le chômage volontaire du saint-lundi; en un mot dans toutes les circonstances où l'alcool joue plus particulièrement son rôle et exerce le plus son influence néfaste dans la perpétration des crimes. Ceux-ci ont même été classés d'après les jours et les heures où ils avaient été commis, et l'on est arrivé ainsi à démontrer que le nombre des délits était directement proportionnel à la consommation plus ou moins grande des boissons alcooliques.

Des preuves de cette nature sont établies tantôt pour de grands Etats ou des pays de moindre importance, tantôt pour certains districts ou des établissements pénitentiaires. La statistique dressée pour les pénitenciers et les prisons relevant du Ministère prussien de l'Intérieur indique en particulier, année par année, le pour-cent des délits et des crimes commis dans l'ivresse, ainsi que des ivrognes qui ont encouru une peine. Ces chiffres et ceux qui sont recueillis ailleurs manquent toutefois d'exactitude, parce que les enquêtes officielles sont généralement défectueuses; d'autre part, étant donné le grand nombre des condamnés, ces enquêtes exigeraient trop de temps et, malgré toutes les peines, les données obtenues ne seraient pas toujours absolument justes.

On obtient parfois des renseignements de bonne source; mais, sur la question essentielle, on en est réduit aux informations de gens qui sont tentés d'exagérer les choses ou de dire trop peu. Le premier système est pratiqué quand on tient à alléguer l'excuse favorite de l'ivresse, soit que le fait ait été vrai ou seulement dans une faible mesure; la seconde méthode est adoptée, d'autre part, par les personnes plus respectables qui ont honte d'avouer leur état d'ébriété. Il est encore plus difficile de découvrir avec sûreté les ivrognes invétérés. Celui qui n'est pas complètement dépravé comprend encore combien son vice est condamnable; il en a honte et en nie effrontément l'existence, même quand un coup d'œil suffit à l'observateur pour le reconnaître. Un autre le confessa en souriant, car il considère sa passion comme une chose toute naturelle qui lui est départie par le sort; aussi n'a-t-il aucune conscience de sa culpabilité. Il se croit même très intéressant et c'est pour quoi il est porté à l'exagération en avouant son vice.

Ces circonstances étant données, on a discontinué à Hambourg les enquêtes de ce genre, d'autant plus que des essais tentés occasionnellement ont conduit à un résultat identique, s'écartant sans doute fort peu de la réalité.

III. Si l'on ne peut arriver par des enquêtes générales ou particulières à des chiffres d'une certitude absolue, je n'en prétends pas moins, d'après mes observations personnelles, que :

- 1° Environ le 10 % des délits non compris dans les catégories sous chiffres 2 à 4 ci-après,
- 2° le 50 % au moins des actes de brutalité et des voies de fait réprimés par la loi,
- 3° le 75 %, pour le moins, des délits contre les mœurs sont dus à l'usage immodéré des boissons alcooliques,
- 4° que le 80 et même le 90 % des cas de désœuvrement ou de fainéantise habituelle, de mendicité et de vagabondage de profession, ainsi que de prostitution, sont intimement liés à l'ivrognerie, dans une mesure telle que ce vice est tantôt la cause, tantôt la conséquence de ces habitudes d'inconduite.

La catégorie des délits sous chiffre 2 comprend en particulier la violation de domicile, les outrages et menaces, les dégâts à la propriété d'autrui, la résistance à l'autorité et les coups et blessures. Sous chiffre 3 viennent se classer les délits contre les mœurs commis sur des enfants ou avec eux, l'excitation à la débauche par des propos ou une conduite impudique, actes criminels qui tendent à augmenter dans une progression effrayante.

Les délits contre la propriété commis dans l'ivresse (chiffre 1^{er}) sont même assez fréquents (vol, filouterie, falsification de documents, extorsion et brigandage). Le fait peut paraître étrange au premier abord et me surprend moi-même; mais il n'en est pas moins réel, car l'alcool éveille un désir immodéré de posséder, fût-ce même des choses inutiles ou sans valeur.

Des actes de cette nature sont précisément commis par de joyeux compagnons de bouteille. L'un d'eux s'avise, par ostentation, de montrer et de faire admirer à ses camarades un objet de valeur, généralement une montre ou un anneau; la pièce est mise en circulation et ne revient pas au propriétaire. Un autre se trouve dépouillé parce que le voleur n'a plus d'argent pour continuer à boire. L'un paie pour son compagnon et surcharge ensuite le compte. Un autre ne voulant pas continuer à désaltérer à ses frais toute la société est menacé de mort ou de mauvais traitements s'il ne le fait pas. On procède aussi assez fréquemment à des échanges où, dans

la plupart des cas, l'une des parties est trompée par l'autre, qui n'a pas craint de prôner à tort les qualités de sa marchandise. Parfois encore, on extorque des signatures ou bien l'on en fait à l'insu et contre la volonté de la personne intéressée.

Souvent la consommation de boissons alcooliques a pour but de donner au délinquant le courage nécessaire pour accomplir l'acte criminel. Il s'agit ou bien de surmonter d'importantes et multiples difficultés ou de stimuler ses forces, ou bien de prendre une détermination, soit au point de vue des moyens d'exécution, soit à celui de l'objet du crime ou de la victime.

Il n'est pas rare que l'usage immodéré de l'alcool soit la cause d'une série de délits qui s'enchaînent et se succèdent en quelque sorte logiquement. Prenons pour exemple le fait suivant qui se reproduit presque régulièrement ou d'une manière analogue.

Un homme en état d'ivresse vient de dépenser à l'auberge son dernier centime et demande encore une consommation. Celle-ci lui est refusée. Là-dessus, tapage, injures et menaces contre le débitant. Invité à sortir, le pochard reste et continue à tempêter. L'agent de police est appelé à l'aide, mais il est accueilli par de nouvelles vociférations et par l'impérieuse injonction de retourner d'où il vient. L'agent veut procéder à l'arrestation de l'ivrogne, mais il est repoussé et frappé. Avant que le consommateur furieux ait pu être mis à la porte, il a encore réussi à briser un verre, une vitre ou autre chose. Dans la rue, le tapage et la résistance persistent et ne prennent pas même toujours fin à la salle de police.

Aussi longtemps que l'hôte payait, l'aubergiste en avait déjà supporté souvent l'ivresse bruyante. Peut-être a-t-on même exagéré son écot et marqué à la craie plus qu'il ne devait. Or, l'accusé a maintenant à répondre d'une série de contraventions et de délits : tapage troublant la tranquillité publique, insultes, menaces, violation de domicile, outrages à un fonctionnaire public, résistance à l'autorité et dégâts commis.

Si un homme accidentellement en état d'ivresse peut se trouver dans une situation semblable, à plus forte raison doit-il

en être ainsi pour l'ivrogne invétéré, bien que celui-ci soit parfois fort paisible et que le buveur d'occasion se conduise au contraire comme un forcené. Il ne s'agit pas ici, je le répète, d'un exemple purement spéculatif, artificiellement combiné pour les besoins de la cause, mais bien d'un cas presque typique que j'ai constaté moi-même des centaines de fois.

IV. Mais l'alcool ne provoque pas l'acte délictueux uniquement pendant ou tôt après un usage immodéré des boissons fermentées. Les effets s'en font encore sentir plus tard : la tête demeure lourde et embarrassée, la sensibilité physique est atrophiée, les résolutions et les sentiments sont vagues et confus, les idées sont incohérentes. C'est ainsi que nombre de ceux qui paraissent n'éprouver aucun inconvénient dans la période où ils abusent des boissons alcooliques deviennent fatalement plus tard les victimes des suites de leur intempérance. La plupart des délits contre les mœurs en sont précisément un exemple frappant. L'alcool paralyse les fonctions sexuelles, mais l'assoupissement et le demi-sommeil de l'homme ivre ne laissent pas de provoquer chez lui des images voluptueuses et de réveiller d'autant plus l'appétit des sens. Un défenseur de l'alcool a pu dire — et le mot est resté — « qu'après une nuit de *ribote*, les désirs charnels deviennent irrésistibles et réellement ridicules ». S'il n'en est pas absolument ainsi, il y a là néanmoins une bonne part de vérité.

V. Cependant la criminalité a encore avec l'alcoolisme un rapport plus éloigné, moins direct, il est vrai, mais qui n'en est pas moins d'une extrême importance. Un certain nombre, en effet, d'actes délictueux qui n'ont pas été commis dans l'ivresse ont pourtant l'alcool pour cause. C'est ce que démontrent les faits suivants :

1° La boisson a pour effet de diminuer la capacité productrice, physique et intellectuelle ; elle réduit dès lors les chances de gain et conduit tout d'abord au dégoût du travail, puis à l'impossibilité de trouver une occupation suffisamment rémunératrice pour assurer l'existence indépendante de l'individu. De là naît la misère, source de bien des découvertes et inventions, mais aussi d'un plus grand nombre de crimes.

2° La boisson détruit la force de volonté chez celui qui y est adonné; elle émousse en lui les sentiments religieux et moraux, en même temps que les notions naturelles de justice; elle le rend incapable de résister aux tentations et l'expose ainsi à faillir à la première occasion.

3° Le buveur ne s'inquiète nullement de sa situation financière, qui devient de jour en jour plus mauvaise. Aussi finit-il par recourir à des voies illégales pour subvenir à ses besoins. On le voit tour à tour mendier, dérober, frauder, etc., uniquement en vue de satisfaire sa passion.

4° Le buveur se désintéresse peu à peu et de plus en plus complètement du sort des autres; il en arrive bientôt à ne plus songer qu'à lui-même. Il perd l'amour du foyer; il néglige sa famille, dont les membres sont maltraités, manquent du nécessaire et sont même obligés de se dépouiller pour lui de ce qu'ils ont ou de ce qu'ils gagnent. Quoi d'étonnant alors, si la femme et les enfants se livrent à la mendicité et s'attaquent à la propriété d'autrui pour apaiser leur faim, se garantir du froid et couvrir leur nudité?

5° L'exemple du chef de famille est néfaste et contagieux pour la femme et les enfants; il contribue à créer chez les uns des ivrognes, des ennemis du travail et des dépravés ou, chez les autres aussi, des prostituées.

6° Les enfants de dipsomanes sont cacochymes et dégénérés, faibles d'esprit dès leur enfance ou leurs plus jeunes années, avec des inclinations et des penchants naturels qui les prédisposent au mal. La plupart d'entre eux achèvent leur triste existence dans les hôpitaux, les hospices, les asiles d'indigents, les maisons de correction ou les pénitenciers.

Il est hors de doute que ces suites de l'alcoolisme sont de beaucoup plus importantes pour la criminalité que les délits commis dans l'ivresse. Il importe dès lors d'y vouer d'autant plus d'attention qu'elles sont moins visibles et passent généralement inaperçues, parce qu'elles ne s'étalent pas au grand jour.

VI. 1° Il ne m'est pas possible d'indiquer ici quelles mesures *spéciales* devraient être prises pour combattre l'alcoolisme parmi les détenus.

a) Dans les établissements où les boissons alcooliques sont tolérées comme alimentation supplémentaire ou même délivrées d'office, il y aurait lieu de s'en tenir au strict nécessaire, soit comme quantité, soit en ce qui concerne le degré alcoolique de ces boissons. Il vaudrait même beaucoup mieux, comme nous le faisons chez nous, revenir au précepte de Pindare: ἄριστον μὲν ὕδωρ. C'est ainsi que, dans notre établissement, il n'est délivré de la bière, du vin et du cognac qu'aux malades et sur l'ordonnance du médecin; aucune boisson alcoolique n'est tolérée sous quelque forme et quelque désignation que ce soit, à titre de supplément de pension à la charge des détenus. En revanche et tout à fait exceptionnellement, il est délivré à chacun, les jours de Noël, de Pâques et de Pentecôte, un demi-litre de bière brune comme supplément réglementaire de la saine alimentation journalière.

Les détenus supportent généralement bien l'abstinence absolue, de sorte que les cas de *delirium tremens* sont assez rares et sont calmés au besoin par un peu d'eau-de-vie.

On ne fait usage d'alcool que dans *un seul* de nos ateliers, l'ébénisterie, qui occupe peu de détenus et n'est établie que pour les besoins du pénitencier. On le dénature alors avec de la quinine, en présence des ouvriers, mais sans que ceux-ci sachent en quoi consiste la matière additionnelle; l'alcool n'est employé pur que pour certains travaux exceptionnels.

Il est clair que les tentatives faites pour se procurer des boissons alcooliques ne font pas défaut; mais elles sont beaucoup moins fréquentes que celles qui ont pour but de se procurer du tabac.

b) L'abus de l'alcool et celui du tabac marchent souvent de pair. Les effets du premier sont aggravés par ceux du second, car l'usage immodéré du tabac peut avoir des suites analogues à celles de l'alcool. Dans les prisons de Hambourg, le tabac est interdit sous toutes ses formes et des peines sévères sont infligées à ceux qui usent, possèdent ou tentent de se procurer du tabac et des boissons fermentées.

c) Les écrits signalant les dangers de l'alcoolisme ne manquent pas; il y en a plutôt à profusion. Les avis donnés à bon escient au cours d'une prédication religieuse ou d'une

leçon ne sont pas sans valeur; mais leur effet est de courte durée. Il en est de même des entretiens confidentiels avec celui que l'alcool a fait sortir de la voie droite et de l'honneur. On écoute tout d'abord avec attention; on reconnaît volontiers la justesse des observations et l'on promet une amélioration, mais on tient peu cette promesse.

d) Il me paraît superflu d'ajouter que tout fonctionnaire d'un établissement pénitentiaire doit donner l'exemple de la sobriété et qu'il importe, dans le cas contraire, de lui donner sans délai son congé sans avoir aucun égard à ses capacités ou aux services qu'il peut rendre. J'ai formellement interdit à mon personnel de surveillance l'usage de l'eau-de-vie et je n'autorise la consommation de la bière et du vin que dans une mesure restreinte au dîner et à la petite collation de l'après-midi. Les tonneaux doivent être sous clef. Pour stimuler la vigilance durant le service de nuit, il est permis de fumer modérément en dehors des locaux occupés par les prisonniers.

2° a) Il importe donc de veiller le mieux possible à ce que les détenus n'aient aucune occasion de toucher à des boissons alcooliques ni d'être soumis à une tentation de ce genre. Je ne crois pas pouvoir ajouter autre chose au point de vue général, le reste dépendant de circonstances toutes spéciales.

Comme je l'ai déjà signalé plus haut, l'abstinence absolue pratiquée durant la détention conduit au fond à des résultats de peu d'importance. Je ne nierai pas que nombre d'alcooliques reviennent à la bouteille dès les premiers jours de leur libération; mais je n'en ai pas moins la conviction qu'on n'obtient rien non plus en cherchant à corriger le buveur par la renonciation lente et progressive à sa passion. Il se complaît dans sa douce et chère habitude; à la vérité, la consommation est plus restreinte et diminue peu à peu, mais l'homme n'est pas corrigé et, dès qu'il sort de prison, il ne tarde pas à boire autant, si ce n'est plus, qu'autrefois.

Le système de l'abstinence totale dépasse le but pour la généralité des buveurs; mais il se justifie pour ceux dont nous parlons ici et pour lesquels on peut espérer quelque résultat. Celui qui a des habitudes invétérées sait par expérience que celles-ci ne cèdent guère qu'à la force. La cure d'abstinence

à la manière douce et à pas lents ressemble pour moi à la méthode qui consisterait à couper peu à peu et par petits morceaux la queue d'un chien, sous le prétexte qu'en la tranchant d'un seul coup l'animal souffrirait trop.

b) On ne peut conjurer avec succès les dangers de l'alcoolisme que par une législation hardie entrant dans le vif de la question sur le terrain du droit pénal, de la police des industries et de la politique d'impôt. Les effets de cette législation se répercuteront aussi sur les détenus dipsomanes, non point durant leur séjour en prison, mais après leur libération, de même que pour tous ceux qui, étant adonnés à la boisson, viennent à commettre un délit. L'examen, ni l'augmentation éventuelle des nombreux remèdes proposés ne rentrent dans le cadre du présent mémoire. Je ne puis, toutefois, m'empêcher d'ajouter que je fonde beaucoup d'espérances sur la législation mentionnée, à teneur de laquelle l'ivresse qu'on s'est procurée soi-même ne serait plus considérée comme la circonstance *atténuante* d'un délit; mais bien plutôt (de même que pour l'ivresse qui a pour but de stimuler à l'accomplissement d'un acte criminel) comme une circonstance *aggravante* justifiant une peine plus sévère.

VII. Les éclaircissements donnés par la circulaire sur le sujet qui nous occupe soulèvent la question de savoir s'il ne conviendrait pas de transférer les détenus alcooliques dans des établissements spéciaux. La même question se trouvant formulée sous chiffre 4^b de la section II, on a été sur le point de la biffer ici.

1° Il me paraît tout d'abord que des établissements spéciaux ne doivent être créés que dans les cas de nécessité absolue, sinon l'on dérogerait au principe fondamental de l'exécution de la peine: uniformité du traitement appliqué aux condamnés, sous les régimes du groupement, de l'isolement et de l'individualisation.

Il faut reconnaître, sous ce dernier rapport, que les résultats obtenus jusqu'ici laissent encore beaucoup à désirer; il importe dès lors de stimuler les efforts et d'entrer résolument dans la voie des réformes. Mais combien d'établissements voulons-nous créer pour ces diverses catégories de détenus et

quel en sera le lien commun, si l'on vient à fonder, pour satisfaire à tous les vœux émis de divers côtés, des prisons spéciales pour les déments, pour les faibles d'esprit, les épileptiques, les tuberculeux, les vieillards, les alcooliques, les invalides et les vétérans du crime? On a déjà créé, ici et là, l'un ou l'autre de ces établissements et la loi prévoit des prisons spéciales pour les jeunes détenus.

Jusqu'ici les détenus alcooliques ont passé plus ou moins inaperçus dans la foule des autres condamnés. Or, comment se représente-t-on qu'on puisse réunir dans *un seul* et même établissement 500 à 600 ivrognes déclarés, qui ne le sont pas devenus pour les mêmes motifs, n'abusaient pas des mêmes boissons et de la même manière? On ne peut avoir ici qu'un but, celui de les traiter d'après des lois spéciales.

Celles-ci seront-elles plus sévères ou plus douces que celles qui régissent les détenus en général? Dans ce dernier cas, garantissent-elles encore une réelle exécution de la peine ou n'en arrive-t-on pas au contraire aux simples asiles pour buveurs? En quoi consisteraient, le cas échéant, les lois plus sévères? Ou bien le fin mot de l'affaire ne serait-il point de séparer purement et simplement ces détenus des autres, tout en continuant à les soumettre au même régime qu'aujourd'hui? Tandis que les buveurs en contact avec les autres détenus s'imposent encore une certaine retenue, parce qu'ils savent fort bien que toute infraction à la règle serait immédiatement découverte, ils perdraient au contraire d'une manière absolue, dans la société de leurs semblables, tout sentiment de responsabilité, le peu d'empire qu'ils ont sur eux-mêmes et ils s'estimeraient, plus encore qu'aujourd'hui, les victimes de conditions sociales défectueuses et de lois absurdes. Ce qui ne présente guère d'inconvénients dans les conditions actuelles ne tarderait pas à devenir dangereux, tout d'abord par le fait que ces détenus mis à part s'imagineraient ne plus être soumis à la règle commune, dans les limites de laquelle leur sort est désormais fixé. Habituels à se considérer comme des membres de la société particulièrement dignes d'intérêt, ils pourraient se figurer qu'ils sont en quelque sorte au-dessus de l'humanité, puisqu'on prend à leur égard des mesures spéciales.

Les études et observations attentives des fonctionnaires des maisons de détention sur la criminalité dans son ensemble, sur son origine et ses causes plus ou moins directes, sur le milieu où elle se développe et sur sa propagation se perdraient peu à peu pour faire place à la spécialisation avec ses côtés obscurs, ses exagérations et ses aberrations.

2° Il est incontestable que les buveurs invétérés constituent un danger général permanent, surtout au point de vue de la criminalité. Leur internement dans des établissements spéciaux paraît néanmoins d'un avantage douteux pour leur *criminalité*; ce serait en outre, d'après mon expérience, une mesure inutile pour le maintien de la *discipline*. Je concède volontiers que leur présence augmente parfois l'irritabilité; mais on y remédie aisément par les moyens ordinaires. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que, privés désormais de boissons excitantes, les détenus alcooliques sont généralement ramollis et sans énergie, plutôt passifs que disposés à l'action et notamment à l'insubordination, à la révolte et à la résistance. C'est précisément pour cette raison que j'ai moins de peine avec eux qu'avec les autres.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

QUATRIÈME SECTION

QUATRIÈME QUESTION

Quelles sont, en dehors des moyens d'éducation ordinaires, les mesures les plus efficaces pour assurer la préservation des enfants moralement abandonnés et la réforme des enfants vicieux qui n'ont encore commis aucune infraction punissable?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. MICHEL HEYMANN, New Orleans (La.).

Les conclusions de la première question de la 4^e section du Congrès de Bruxelles (1900) me semblent bien alliées à la question d'aujourd'hui:

J'ai eu alors l'honneur de présenter un rapport à ce sujet (Actes du Congrès de Bruxelles, Volume IV, page 13) qui fut adopté unanimement.

Mon opinion n'a pas changé depuis: *La prévention est le remède le plus efficace pour l'enfant moralement abandonné, et, dans une certaine mesure, pour l'enfant vicieux.*

Mais, en analysant la 4^e question de la 4^e section qui nous est présentée aujourd'hui, nous trouvons réellement deux propositions bien différentes, dont chacune mérite une étude spéciale:

1. celle des enfants moralement abandonnés (mais encore innocents),
2. celle des enfants vicieux (qui ne sont plus innocents).

Il est tout naturel que le traitement appliqué aux uns, ne peut l'être aux autres avec succès.

Enfants moralement abandonnés. Des progrès bien sensibles ont été faits dans les Etats-Unis d'Amérique depuis quelques années, pour établir et améliorer les institutions préventives telles que les salles d'asile libres, les écoles du soir, les « *social settlements* », et surtout les Children's Aid Societies, dont celle de Boston est un spécimen exemplaire. Citons quelques-uns des principes de cette excellente société :

1. Recherche de tous les cas d'enfants pauvres, souffrants, négligés, etc.
2. Avis et aides permanents, tendant à assurer le bien-être de l'enfant.
3. Notice prise sur chaque cas, avec résultat.
4. Encouragement de la législation nécessaire.
5. Coopération avec d'autres sociétés ayant le même but.
6. Placement des enfants dans de bonnes familles, surtout à la campagne, sous bonne surveillance.

Des 939 enfants observés et aidés par la société, l'année passée, 176 ou 19 % étaient délinquants; 18 ou 2 % faibles d'esprit; 745, ou 79 % indigents. De ces 745 (omettant 15 non classifiés), nous avons 32 enfants malades; 73 dont les parents n'avaient pas d'ouvrage; 23 dont les parents ne gagnaient pas suffisamment pour vivre; 182 dont les parents ne vivaient pas en bonne harmonie; 47 dont les parents étaient indifférents; 65 enfants de parents ivrognes et 108 enfants de parents immoraux.

L'Etat, par l'intermédiaire des sociétés privées, doit se mettre en rapport journalier avec les familles pauvres qui n'ont pas le temps de s'occuper de leurs enfants, ou qui sont indifférentes au sort de leur progéniture qui vit dans la rue, exposée au contact malsain et dangereux des enfants quasi-criminels.

Une de ces agences, qui devrait être universelle, est celle des Friendly Visitors, des C. A. S. américaines ou anglaises.

L'on dit que la ville de Boston a 800 Friendly Visitors, toutes appartenant à la bonne société: des femmes intelligentes et courageuses qui se dévouent au service de leurs voisins, qui observent l'état moral et physique des familles à leur charge, qui n'administrent pas la charité, mais qui aident ces infortunés à se relever de leur condition malheureuse.

La tâche la plus importante que ces saintes femmes s'imposent, est la surveillance des enfants. Cette surveillance des enfants pauvres, moralement abandonnés, a diminué dans bien des endroits le nombre des enfants criminels.

A San Francisco, nous avons le témoignage du fameux chef de police Peter Cook, qui a remarqué que, dans le nombre d'enfants arrêtés à une certaine époque, sur quelques milliers, il n'y en avait *qu'un seul* qui fréquentât le Free Kindergarten, dirigé par la sainte Miss Sarah Cooper.

Ces écoles maternelles, répandues dans les quartiers pauvres des grandes villes, où la tête, le cœur et la main sont développés en même temps, sont aussi le rendez-vous des mères (et quelquefois des pères), où l'influence de femmes supérieures agit sur les parents.

Nous avons nos écoles du soir, où des enfants, des jeunes gens et des adultes se rassemblent dans des salles bien chauffées, bien éclairées, et viennent ajouter à l'éducation incomplète des écoles publiques des branches bien nécessaires dans leurs différents métiers. Les Social Settlements, University Settlements, College Settlements, sont d'autres centres de prévention, non seulement pour les enfants, mais pour les adultes. Bien souvent le père est accompagné de ses fils, et la mère de ses filles, dans ces sanctuaires de la charité éclairée, du service personnel, de la vraie fraternité.

L'espace manque pour décrire convenablement ces institutions dans une courte monographie.

Mais je me permets de citer l'opinion d'un de nos plus grands hommes des Etats-Unis: Robert Treat Paine, qui a décrit sommairement les causes du paupérisme, et conséquemment du crime.

Ces causes sont, dit-il :

1. Logements malsains ;
2. Boissons enivrantes ;
3. Négligence de l'enfance ;
4. Charité mal entendue (sans méthode).

Nous ne pouvons pas corriger les erreurs des ancêtres, nous ne pouvons pas arrêter les effets de l'hérédité ; mais nous pouvons agir sur les parents, et améliorer le milieu immédiat de l'enfance.

Tachons donc d'aider à l'éducation des enfants, en aidant les parents à améliorer leur sort :

1. en leur donnant des logements salubres ;
2. en sauvant l'ouvrier ou l'employé mal rétribué de l'abus des liqueurs ;
3. en prenant l'enfant par la main, pour le sauver ;
4. et enfin, en aidant par tous les moyens le pauvre à se soustraire à l'aumône.

Voilà à peu près la solution de la question de prévention (préservation) des enfants moralement abandonnés.

Réforme des enfants vicieux qui n'ont encore commis aucune offense punissable. Quant aux enfants vicieux (non encore criminels, mais enclins à l'être), descendants de parents immoraux et vivant dans un milieu dangereux, le remède est plus difficile.

Tandis que le placement des enfants abandonnés ou fils de parents indifférents est facile, celui des enfants vicieux est presque impossible.

Il ne nous reste donc d'autre choix que leur placement dans une institution créée expressément pour cette classe d'enfants malheureux.

Ce ne sera pas une prison, mais une vraie école, sur le plan des écoles *paternelles* aux Etats-Unis.

Ces écoles, qui doivent être en pleine campagne, seront de véritables fermes, où l'enfant sera élevé comme un enfant de fermier, recevant une bonne éducation ordinaire, travaillant la terre (ce qui est toujours avantageux pour le bien-être physique et moral), apprenant un métier utile à la campagne ;

en un mot, le rendant propre à vivre heureux et indépendant, loin des villes, surtout des grandes villes, foyers de misère et de vice.

« Epargnons avec soin à nos enfants le séjour des villes, surtout des grandes villes; c'est un principe absolu » (Dr. Roubinowitch du Congrès international d'assistance publique et de bienfaisance privée, Paris 1900).

Ce qui assurera principalement la réussite de ces institutions, sera le choix d'un directeur qui devrait être non seulement un homme bien instruit, mais un *expert en agriculture et en manual training*, et par-dessus tout, un homme de cœur, qui sera assisté dans son noble travail de relèvement par des hommes et des femmes dévoués.

Mon école paternelle ne sera pas un bâtiment de luxe, mais sera arrangée d'après le système de *cottages*, de maisonnettes contenant une vingtaine d'enfants, appartenant à la même famille, gouvernée, autant que possible, par une femme, qui remplira les fonctions de mère, aidée par les plus grands enfants dans différentes occupations du ménage, comme dans une bonne famille ordinaire.

En partageant les soins et les devoirs de la famille, l'on inculque aux enfants le sentiment de responsabilité, que la vie de famille est si apte à développer.

Nos enfants jouiront de la belle vie de la campagne, dans les champs et dans les forêts, et leur bonne santé commencera la vie de régénération tant désirée, *mens sana in corpore sano*.

L'agriculture, l'horticulture, le jardinage, l'élevé du bétail seront des occupations bien intéressantes pour nos garçons et pour nos filles, qui revivront dans cette atmosphère pure (au physique et au moral) et oublieront la vie artificielle et malsaine de la grande ville.

Non seulement notre institution produira tous les légumes, les fruits, le lait et le beurre nécessaires, mais il y aura bientôt un surplus qui pourra être vendu au profit de notre école.

Les vêtements, les souliers seront tous fabriqués par nos pupilles, et bientôt nos tailleurs et nos couturières pourront tra-

vailler pour d'autres institutions ou pour le public, ce qui créera une autre source de revenu.

Nous formerons suffisamment des maréchaux-ferrants, des charrons, des mécaniciens, etc., qui tous trouveront de l'emploi à la campagne.

Et tous ces enfants, qui étaient au bord de l'abîme, sortiront de nos mains *régénérés*, capables de gagner leur pain honnêtement, et deviendront d'honnêtes citoyens dans la patrie qui les a sauvés.

Erratum.

A page 507 du II^e volume du Bulletin, dans la note additionnelle au rapport de M. le Dr J. Falkenburg, le nom de la ville d'*Alkmaar* doit être mis à la place de ceux des villages de *Doetichem* et d'*Avereest*, et vice versa.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1935

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

DEUXIÈME QUESTION

Quels sont les éléments constitutifs du délit d'escroquerie?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le Dr D. SIMONS,

Professeur de droit pénal à l'Université d'Utrecht.

Aux observations explicatives ajoutées à la question posée ci-dessus, la Commission du Congrès attire l'attention sur le fait, que les divers codes diffèrent beaucoup entre eux au point de vue des faits constitutifs du crime de l'escroquerie. Sans doute cette observation est juste. Lorsque l'on compare les différentes dispositions pénales, on s'aperçoit que le délit d'escroquerie est défini très différemment. Dans aucune disposition de loi la rédaction n'est absolument semblable à celle d'une disposition correspondante d'un autre code.

Cependant il me semble, que cette diversité n'est pas aussi importante qu'elle nous apparaît de prime abord. Une comparaison approfondie nous montre malgré les différences dans les formules usitées une assez forte analogie et cette même

analogie se fait voir, si nous recherchons chez les criminalistes des divers pays les conditions qu'ils exigent pour le délit d'escroquerie. Je veux tâcher de prouver cette opinion dans ce qui va suivre.

Le délit d'escroquerie consiste à causer un préjudice à la fortune d'autrui par des moyens frauduleux dans le but de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal. Il résulte de cette définition, que trois éléments distincts sont nécessaires pour l'existence du délit : l'élément matériel, le résultat de l'action ; l'élément moral, le but de l'action, et enfin le moyen par lequel le résultat est atteint. Nous retrouvons ces trois conditions constitutives du délit chez Garraud (art. 405 du C. P.), chez Nijpels (art. 496 C. P. belge), chez von Liszt (§ 263 du Code pénal allemand). Pour tous ces auteurs, le délit consiste dans la réunion de l'intention, des moyens et du résultat et nous pouvons distinguer ces trois éléments dans les dispositions des divers codes.

Je veux fixer d'abord l'attention sur l'élément matériel, le résultat de l'action frauduleuse. Nous en trouvons l'expression la plus précise dans le code allemand, qui exige dans une formule générale, mais d'une manière péremptoire, un préjudice à la fortune d'autrui. Conformément à ce texte sont la clause du § 379 du code hongrois, l'art. 413 du code italien, quoique formulé d'une autre manière, l'art. 89 du projet suisse suivant la rédaction publiée en 1903, et le § 270 du code pénal norvégien¹⁾. Il n'y a aucun doute que pour toutes ces lois pénales l'action frauduleuse doit avoir causé un dommage à la fortune d'autrui. Quant au C. P., la conclusion doit être la même. Ce code exige dans sa formule un peu confuse comme résultat direct de l'action un « se faire remettre ou délivrer des fonds, etc. » et, après cela, exige encore pour la consommation du délit, le détournement des choses délivrées au préjudice de leur propriétaire. Pour ce code encore, le délit consiste, en effet, à escroquer la fortune d'autrui, et Garraud désigne comme

¹⁾ Selon la traduction française très peu correcte, la perte d'une partie des biens n'est pas exigée, mais le délit serait déjà consommé si l'agent a induit en erreur une personne afin de la mener à la perte d'une partie de ces biens. La traduction allemande est d'accord avec le texte original.

la seconde condition du délit l'obtention d'un gain illicite au préjudice d'autrui.

La question devient plus douteuse, quand nous examinons les dispositions du C. P. belge, ainsi que celles de notre loi pénale, deux codes qui, tout en suivant la rédaction du C. P., l'ont modifiée et simplifiée. Tous les deux ont éliminé la dernière condition du C. P., le fait du détournement; dans le C. P. belge, l'élément matériel consiste seulement à un « se faire remettre ou délivrer des fonds, etc. », et dans notre loi l'action frauduleuse ne doit avoir eu pour conséquence que de « déterminer quelqu'un à livrer une chose ou à contracter une obligation ou à éteindre une créance. »

Doit-on déduire de cela que pour ces deux codes le délit existe sans qu'un préjudice matériel puisse être démontré? Je ne le crois pas. A mon avis, il n'existe à l'égard de l'élément matériel du délit pas de différence réelle entre les diverses législations nommées jusqu'ici. Notre législateur exige simplement la délivrance de la chose, en considérant que par cette délivrance même le préjudice existait. Dans la discussion parlementaire sur notre article, la commission exprima sa crainte qu'un dommage pourrait encore être causé d'une manière que l'article n'indiquait pas. Pour cette raison elle préférait une formule générale et elle recommandait l'expression « occasionner un dommage à la fortune d'autrui ». Le Ministre de la justice réfuta l'observation, tout en reconnaissant que le gain illicite pour soi-même ou pour un autre devait tenir la première place dans l'incrimination.

Notre Cour de cassation l'a explicitement reconnu que, pour notre art. 326, la délivrance de la chose doit avoir causé un préjudice à celui qui délivre ou à un tiers, et cette jurisprudence me paraît parfaitement justifiée. Je ne crois pas que, pour l'art. 496 C. P. belge, une autre interprétation s'impose. L'exigence, que l'action doit avoir causé un dommage au patrimoine de la personne trompée ou d'un autre, est sans doute en accord avec le caractère du délit d'escroquerie et il y a à cet égard une analogie complète entre toutes les législations. La formule générale de la loi allemande contient l'expression la plus précise pour cette condition essentielle du délit, et suffit

en même temps complètement aux besoins de la pratique. Elle est la meilleure solution pour cette partie de notre problème.

Le deuxième élément, l'élément moral, concerne le dessein exigé. Le C. P. ne parle pas d'une intention avec laquelle l'auteur doit avoir agi. Garraud nomme comme telle le but de se faire remettre ou délivrer des fonds, mais quelques pages plus loin il déclare que l'intention de fraude nécessite encore: «le dol spécial, c'est-à-dire la volonté de se procurer à soi-même ou de procurer à autrui un bénéfice illégitime, le *lucri faciendi gratia*». Cette intention, sous-entendue, comme le dit Nijpels, dans le C. P., est expressément exigée dans le C. P. belge par cette formule, que l'action frauduleuse doit être faite dans «le but de s'approprier une chose appartenant à autrui», une formule qui avec sa signification plus restreinte n'en a pas moins une tendance semblable. Notre législateur fait mieux en exigeant «le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal». C'est la même rédaction qu'on trouvait déjà dans le § 263 de la loi allemande et que le code hongrois, dans le § 379, lui a textuellement emprunté. Les formules employées dans le code norvégien et dans le projet suisse ont tout à fait la même signification. En égard à l'élément moral du délit, toutes les législations sont en parfait accord; aucun doute n'est ici possible. Le délit doit être commis *lucri faciendi gratia*; un gain illicite pour soi-même ou pour un autre et par suite de cela un dommage pour un tiers doit être voulu. C'est là encore une des conditions essentielles sans laquelle le délit d'escroquerie n'existe pas.

Il reste le troisième élément, le moyen par lequel le dommage doit être causé. Ici se trouve le noyau de la question, la vraie difficulté dans toute la matière. Il faut se rappeler que dans la législation française de 1791 le dol sans plus fut déclaré suffisant pour constituer une escroquerie punissable, une disposition qui amenait une confusion entre le dol civil et le dol criminel et aussi, comme Garraud fait observer, favorisait l'extension arbitraire d'une qualification déjà bien élastique. Le législateur de 1810 éliminait le mot, qui occasionnait cette confusion et donna une énumération limitative des moyens

avec lesquels l'escroquerie pouvait être commise. Je m'abstendrai ici de parler plus amplement de cette rédaction tant critiquée; le défaut de l'article se trouve surtout dans l'indication limitative du but dans lequel les moyens frauduleux devaient avoir été employés. Le C. P. belge corrigea la faute en mettant à côté de la spécification de la loi française le terme général: «ou pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité». Notre loi pénale, tout en suivant le système d'énumération des moyens dolosifs, apportait un double changement ayant tous deux comme conséquence une extension des limites de l'incrimination.

L'emploi des manœuvres frauduleuses est considéré suffisant, sans qu'il fût nécessaire d'en prouver le dessein spécial, et en outre on ajoutait aux moyens frauduleux «une combinaison de mensonges.»

La signification de cette expression, dont l'admission dans la loi a été vivement combattue, est: une combinaison de plusieurs mensonges, dont l'un fortifie la probabilité de l'autre d'une telle manière qu'un homme même assez prudent peut se faire tromper par elle. Ce n'est pas le crédule, mais l'homme raisonnablement prudent, que le législateur a voulu protéger par sa disposition contre l'escroquerie.

L'extension donnée à cette disposition était assez importante et pourtant elle ne suffisait pas à ceux, qui veulent frapper par la loi pénale tout acte d'un caractère punissable. Ils disaient qu'une escroquerie criminelle pouvait être commise sans que l'emploi d'un des moyens que la loi exige pût être démontré. Surtout les escroqueries connues chez nous sous le nom de «flesschentrekkerij» (c'est un genre de tromperie qui a pour but de se faire livrer des marchandises de n'importe quoi sans que l'agent ait l'intention ni les moyens de les payer) semblent pouvoir se soustraire à une punition méritée. On demandait donc une amplification de l'article et actuellement le Ministre de la justice propose de nouveau dans un projet présenté, en reprenant la proposition du gouvernement précédent, de punir aussi celui qui dissimule son vrai nom ou sa vraie qualité ou qui fait croire à une crédibilité non existante.

Nous avons vu que notre code a maintenu le système d'énumération des moyens auxquels la délivrance des choses doit être obtenue. La loi allemande accepte un système quelque peu différent; elle commence par parler en général « de faire naître ou entretenir une erreur par laquelle le préjudice doit être causé », mais après, elle limite cette formule en déterminant le moyen par lequel l'erreur doit être causé, par les mots suivants : Faire entrevoir des faux faits ou changer ou dissimuler des faits vrais. Le code hongrois suit la même méthode; dans sa disposition ce sont des manœuvres astucieuses par lesquelles l'erreur doit être causée. Le code italien parle de manœuvres frauduleuses ou de ruses aptes à frauder la bonne foi; le projet suisse emprunte à la loi allemande le « faire entrevoir de faux faits ou dissimuler des faits vrais », mais il ne fait pas mention de la conséquence de l'acte, l'instigation de l'erreur. Enfin le code norvégien simplifie la chose en exigeant seulement l'excitation ou la confirmation de l'erreur n'importe par quel moyen. Si je ne me trompe pas, nous avons ici dans le § 270 de ce code l'incrimination la plus extensive et la plus générale du délit d'escroquerie.

Quel choix doit-on faire maintenant dans cette quantité de définitions légales? A mon avis, un congrès n'est pas capable de se prononcer sur une formule précise, et j'ajouterai même que cela n'est pas sa tâche non plus. Il n'y a que la question de principe suivante qui puisse être posée et discutée : Désire-t-on une formule générale, posée d'une manière si étendue que toute action qui, à l'avis du juge, présente un caractère frauduleux tombe sous ses coups? Dans ce cas, l'on peut choisir la formule du code norvégien ou l'on peut exiger en général une action frauduleuse ou mieux encore tout simplement de la fraude. Alors une disposition comme la suivante suffira : « Est punissable tout individu qui, avec le dessein de se procurer un gain illicite cause, par moyen de fraude, un préjudice à la fortune d'autrui. » Avec une incrimination si élastique, aucun escroc ne pourra échapper à la punition.

Ne veut-on pas d'une disposition pénale si large, alors il faudra indiquer exactement quel moyen frauduleux devra être employé pour rendre punissable l'escroquerie. Il faudra alors

analyser avec beaucoup de soin les différentes formules citées ci-dessus, bien voir jusqu'où elles veulent aller et si les cas les plus répandus et les plus sérieux tomberont sous ses coups. Je répète qu'à mon avis un tel travail ne peut pas être l'affaire de ce Congrès et c'est pour cette raison que je n'essaierai pas de proposer ou de défendre ici une formule précise. Quel que soit le choix de la formule, il y aura toujours des cas qui tomberont hors de ses limites. Le génie de ceux qui ne pensent qu'à vivre aux frais des autres fera le nécessaire pour cela. Il n'y a que le législateur qui renonce à toute limite qui pourra les attraper tous.

Est-il juste alors de demander au Congrès, qu'il se prononce au profit d'une formule illimitée dans le sens indiqué ci-dessus? Ma réponse doit être négative. La question est d'une grande portée, une question de principe de législation pénale et de politique criminelle. Avant tout, dans toutes les législations modernes, on trouve le principe, qui est de la plus haute importance, que personne ne soit puni sans qu'il y ait une disposition de loi préalable. Celui qui accepte sérieusement ce principe doit s'opposer contre une incrimination d'une telle élasticité, que tout ce qui pourrait être punissable tomberait sous ses coups. Ces pénalités nous renverraient aux époques lointaines des sentences arbitraires. Des expressions comme « agir frauduleusement » ou « agir par fraude » laissent tout à l'appréciation du juge. Une définition comme dans la loi norvégienne étend les limites de l'incrimination jusqu'à l'infini. En principe, ceci est mauvais, car alors c'est le juge et non pas le législateur qui décide ce qui est punissable ou non. Il est surtout mauvais avec le délit de la fraude, car en protégeant la crédulité contre toute attaque, l'on favorise plutôt les escroqueries au lieu de les empêcher. *Jus vigilantibus scriptum*. Le négociant qui accorde un crédit doit avoir soin de ne pas l'accorder à un indigne. On ne doit le protéger que contre une escroquerie qui trompe aussi celui, qui est suffisamment prudent. Ce principe, défendu par le Ministre de la justice lors des discussions sur l'art. 326 de notre code, me paraît encore toujours juste. J'ai la conviction, qu'en général la fraude vraiment punissable peut tomber sous les clauses de cet article

et que la nécessité d'une extension n'est pas suffisamment justifiée. Les soi-disant « Flesschentrekkers » sont souvent punis à l'aide de cet article. Si l'agent ne se sert ni de manœuvres astucieuses ni d'une combinaison de mensonges, alors tout le monde peut se prévenir suffisamment contre lui et une répression criminelle n'est pas nécessaire. Je reconnais parfaitement, et je l'ai même déjà remarqué, que des cas peuvent se produire, qui pourront échapper aux filets de la loi et qui auraient mérité une punition, mais quant à moi j'accepte cela comme une conséquence nécessaire d'un principe qui est bon et juste. Qu'un escroc, qui mérite une punition, reste de temps à autre impuni, soit; la société n'en mourra pas.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

PREMIÈRE QUESTION

Quels sont les meilleurs moyens d'opérer un classement moral des condamnés détenus, et quelles peuvent être les différentes conséquences de ce classement?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. LÉON BARTHÈS,

docteur en droit, contrôleur aux prisons de Fresnes (Seine).

La question du classement moral des condamnés est des plus importantes; elle est à la base de tout système d'emprisonnement en commun. Sa réalisation constitue un moyen terme entre l'incarcération individuelle et la vie commune sans distinction de catégories, telle qu'elle existe dans beaucoup de prisons; elle est, pour le condamné repentant, une atténuation à ses souffrances morales et la sauvegarde de ses bonnes intentions. Aussi, cette question a fait, en France, l'objet d'études approfondies. Elle a été particulièrement examinée sous les gouvernements de la Restauration et de Juillet au moment où les théories et les pratiques pénitentiaires s'efforçaient de porter remède à l'organisation existante. En dehors des mai-

sons départementales, où tout était à créer, l'attention s'était alors portée sur les maisons centrales édifiées à partir de 1801. Dans ces vastes établissements on avait accumulé vingt mille réclusionnaires et correctionnels à plus d'un an, sans aucun souci de leurs antécédents et de leurs moralités; pour assurer l'ordre matériel, une discipline inflexible, mais nécessaire, s'implanta par la volonté des règlements et des administrateurs; elle devint assez puissante pour annihiler tout sentiment de révolte en asservissant les corps et les âmes. C'était la pensée et ce fut la création napoléonienne. Cette organisation pouvait alors répondre à une nécessité d'ordre public, mais elle contenait des vices originels que les progrès du temps ont imparfaitement effacés. Le plus funeste, par ses conséquences, résulte du contact pernicieux de telles agglomérations de condamnés de moralités si différentes. Pour combattre ce procédé de réunion, de nombreux systèmes de séparation sont proposés : séparation par catégories et, plus tard, projets de séparations individuelles. Nous n'avons à nous occuper que des premiers. En dehors des divisions de criminalité indiquées par le Code Pénal, classant les condamnés d'après les peines encourues, nous trouvons deux systèmes dont les principes inspireront de nombreux projets de réforme pénitentiaire : le groupement par races et le groupement par moralités, ayant tous deux pour but d'éviter la corruption mutuelle engendrée par la réunion. La classification exposée, dès 1828, par M. Léon Faucher, est étrangère à notre question, puisque son auteur n'admet que le triage des populations, réparties dans des établissements pénitentiaires distincts, renfermant les uns les condamnés de race urbaine, les autres les condamnés de race rurale. Le classement des moralités fut, quelques années après, préconisé par M. Charles Lucas, inspecteur général des prisons. Il établissait trois grandes classes de moralités, exigeant trois systèmes pénitentiaires et par conséquent trois ordres d'établissements distincts : maisons d'arrêt, maisons de répression, maisons pénitentiaires. Dans chacun de ces établissements les détenus étaient répartis en trois quartiers : 1° le quartier d'épreuve, contenant la généralité des individus dont la moralité est insuffisamment connue; 2° le quartier de confiance, renfermant

les condamnés paraissant avoir acquis en prison l'habitude d'une conduite régulièrement bonne ; 3^e le quartier d'exception, possédant les récidivistes, les condamnés méritant un régime exceptionnellement sévère et ceux des autres quartiers ayant une conduite constamment mauvaise ; des différences de régime existaient selon les catégories.

Le système compliqué de M. Lucas donnait prise à des critiques faciles : elles ne manquèrent pas. Un directeur de maison centrale, M. Marquet-Vasselot et M. Moreau Christophe, inspecteur général des prisons, insistèrent notamment, parfois avec passion, sur l'impossibilité de telles classifications. Les luttes pénitentiaires étaient alors ardentes ; leurs auteurs ont depuis longtemps disparu, mais un grand nombre de leurs idées n'ont pas vieilli ; quand on veut comprendre et modifier le présent, c'est à elles qu'il faut se reporter, car, en matière pénitentiaire, on doit ne point oublier avant de songer à innover. M. Moreau Christophe résumait ainsi, en 1844, les difficultés matérielles et les conséquences morales du système de M. Lucas : « faciles », disait-il, « à opérer sur le papier, les classifications par moralités sont tout à fait impossibles à exécuter avec la pierre et le fer, car les réalités viennent démentir plus tard les prévisions d'un chiffre éventuel fixé a priori. On ne pourrait satisfaire aux exigences élastiques du système de classification par moralités qu'au moyen de prisons à tiroirs ou de quartiers à coulisses, dont M. Lucas ne nous a pas encore donné le programme. » « Ce n'est pas, » ajoutait M. Moreau Christophe, « parce que vous diviserez par catégories de bons, de mauvais, de douteux, toutes ces moralités, que j'appelle des immoralités de prisons, que vous parviendrez à les rendre à la vie honnête ; au contraire, les mauvais deviendront pires précisément parce que vous ne les associerez qu'entre eux ; les douteux deviendront mauvais précisément parce que vous les séparerez des bons ; les bons deviendront pires que les autres précisément parce que vous en aurez fait une classe à part des autres ». Et, emporté par l'esprit critique, M. Moreau Christophe, qui défendait un projet d'emprisonnement cellulaire, ne craignait pas d'arriver à cette conclusion : « Si j'avais à choisir entre deux systèmes d'asso-

ciation, nulle doute que je donnasse la préférence au système actuel de nos maisons centrales; car une association dans laquelle les bons et les mauvais sont mélangés m'offre du moins la chance d'une lutte, la lutte du bien et du mal, où le mal peut être neutralisé par le bien, où l'exemple du bien peut contrebalancer l'exemple du mal, où le mal en un mot n'est pas seul livré à lui-même sans aucun alliage de bien, où le bien se retrempe dans le mal même en puisant dans son énergie l'énergie qu'il lui faut pour le vaincre. »

Il peut sembler que la classification de M. Lucas est critiquable, non parce qu'elle se propose de séparer des moralités, mais bien parce qu'elle juge ces moralités après une épreuve subie dans la prison, l'épreuve fournie par elle étant, suivant M. Lucas, « le contrôle nécessaire et rectificatif des évaluations du juge ». Une telle appréciation paraît très contestable et, à notre avis, un classement de moralités uniquement établi d'après l'attitude du condamné pendant sa détention est inacceptable, car il a trop chance d'être fondé sur le mensonge et l'hypocrisie. Seules les personnes peu habituées au monde des prisons, qui ont causé une ou plusieurs fois avec des prisonniers intelligents, osent affirmer qu'il existe chez ces derniers des sentiments généreux ou pervers ou des repentirs sincères. Certes, il est difficile à l'homme détenu de dissimuler certaines passions ou dispositions de caractère; le violent a toujours, même en prison, le coup de poing facile, le bavard s'y astreint mal à la stricte observation de la règle du silence, mais les volontés de retour au bien, seules pensées intéressantes à dévoiler, échappent, souvent, à l'observateur le plus pénétrant. Faut-il donc en être étonné si l'on réfléchit qu'il n'est pas donné à l'homme de lire facilement dans le cœur de son semblable? En dehors du cadre pénitentiaire, nous vivons journellement à côté de personnes qui, avec nous, ont des liens communs d'occupations, de savoir, d'éducation, et, souvent, nous sommes inhabiles à connaître leur caractère et à découvrir leurs pensées; une fréquentation très suivie peut seule, parfois, nous les indiquer. Et, ainsi, le temps transforme une antipathie première, en sympathie ou en amitié; il nous révèle que, chez certains, de nobles sentiments hautement exprimés

ne sont que gestes et paroles étudiés, qu'une charité apparente cache parfois une âme cupide, que tel indifférent dédaigneux se plaît à obliger sans ostentation, que le dévouement de celui-ci n'est pas sincère et que des qualités extérieures, chez cet autre, dissimulent les pires défauts. Si le masque de l'hypocrisie sociale nous rend si difficile la connaissance des caractères et des pensées des personnes que nous sommes à même d'observer fréquemment, comment pouvoir prétendre que nous savons lire les pensées bonnes ou mauvaises de nos condamnés dissimulées derrière l'impénétrable masque d'hypocrisie pénitentiaire ? Cette simple constatation nous détermine à conclure que les moralités doivent être présumées, non d'après l'attitude observée pendant la détention, mais surtout d'après l'examen des antécédents du condamné. Négligeant de rechercher des classifications multiples, qui peuvent être théoriquement des conceptions ingénieuses, mais qui, en pratique, sont inapplicables, nous demanderons seulement — en dehors des classifications de sexe et d'âge — pour les adultes condamnés de droit commun et aussi pour les prévenus la séparation de chacun de ces groupes en deux catégories dans la prison en commun : 1° celle des incarcérés primaires, c'est-à-dire des individus qui n'ont encouru aucune condamnation, ou qui, en ayant encouru, ne les ont pas subies ; cette catégorie pourrait recevoir également, mais à titre exceptionnel, les détenus que la nature de leurs condamnations antérieures permettrait d'y placer ; — 2° les individus qui, antérieurement, ont subi une ou plusieurs peines. Cette double distinction peut paraître bien simple, mais les difficultés doivent-elles être recherchées en matière de réforme pénitentiaire ? Quand on considère les importants sacrifices faits, bien souvent, pour des œuvres stériles, on est obligé de constater que la société s'est surtout préoccupée de défendre sa sécurité et que, chez elle, la peur a été un sentiment plus fort que la pitié. En France, notamment, on a beaucoup dépensé pour éloigner les récidivistes de la collectivité honnête et il est permis de douter que les sacrifices pécuniaires imposés aient été également répartis entre eux et les condamnés primaires. Sans doute, les préoccupations législatives ont été pareillement à ces deux catégories, mais, en fait,

les dépenses effectuées, depuis cinquante ans, pour les condamnés primaires, ont été bien moindres que pour les récidivistes.

Si cette question de classification en catégories a été très incomplètement résolue, nous pouvons répéter qu'elle a été, en France, à l'ordre du jour pendant tout le siècle dernier. Elle fut très étudiée lors des grandes enquêtes pénitentiaires de 1844 et de 1872. Tantôt ces classifications ont été demandées en vue d'un acheminement vers l'emprisonnement cellulaire, tantôt, au contraire, elles ont été l'excuse de l'abandon de ce dernier système; c'est ainsi, qu'en 1853, quand, brusquement, on renonça à l'emprisonnement individuel, le classement par catégories fut préconisé¹⁾. L'initiative de praticiens essaya souvent aussi la réalisation d'un principe d'une utilité bien évidente et des instructions ministérielles en signalèrent l'opportunité. Le règlement du 11 novembre 1885 sur les prisons départementales prévoit ces séparations, mais des difficultés matérielles empêchent trop fréquemment l'application des mesures édictées²⁾. Toutefois la promiscuité disparaîtra progressivement dans ces établissements, qui doivent tous, depuis la loi du 5 juin 1875, être désormais construits d'après le système de séparation individuelle. Dans les maisons centrales la création de quartiers dits « d'amendement » a été, à différentes époques, réalisée sur l'initiative de l'administration ou des directeurs. Les effets de la promiscuité y ont été aussi atténués par l'introduction du système d'Auburn généralement adopté depuis une dizaine d'année. Mais, dans les maisons centrales, les classifications par catégories de moralités n'ont été que temporaires, par suite des difficultés de service qu'elles suscitent. En 1876, un directeur de circonscription péniten-

¹⁾ V. Circulaire du Ministre de l'Intérieur. 17 août 1853.

²⁾ V. Art. 27 et 28 de ce règlement qui prévoit la séparation par groupes distincts dans l'ordre ci-après :

1° prévenus et accusés sans antécédents judiciaires ;

2° condamnés en matière de simple police ;

3° passagers ;

4° prévenus et accusés ayant des antécédents judiciaires ;

5° condamnés correctionnels à moins d'un an n'ayant subi qu'une condamnation ;

6° autres condamnés correctionnels à moins d'un an.

7° condamnés correctionnels ou criminels à destination des maisons centrales, sans préjudice de ce qui est dit plus loin à l'égard des jeunes détenus.

taire proposait, dans un ouvrage de haute tenue littéraire et d'observations consciencieuses, la répartition des détenus de moralités différentes dans des maisons centrales distinctes ¹⁾; le nombre très réduit de ces établissements ne permettrait plus maintenant d'opérer une telle réforme.

La cessation des conséquences funestes de la promiscuité entre primaires et récidivistes résultera donc, en France, non pas de classifications par catégories qu'il n'a jamais été possible de réaliser définitivement, mais bien de l'application progressive du régime de séparation individuelle. Sans exagérer les vertus moralisatrices qu'on a souvent voulu attribuer à ce régime, il faut cependant reconnaître que l'encellulement des incarcérés primaires peut produire les plus heureux résultats; nous regrettons même que le maintien en cellule des condamnés correctionnels à plus d'un an, sans antécédents judiciaires, ne constitue pas, pour eux, un droit — tout au moins pendant une certaine période — au lieu d'être une faveur dont l'administration peut disposer.

Si maintenant, nous plaçant à un point de vue général, on admet la séparation des incarcérés primaires des autres condamnés, soit dans un même établissement, soit dans des établissements distincts, quelles peuvent être les conséquences de ce double classement? A notre avis, il convient de se garder également d'un excès d'indulgence ou de sévérité. Dans les deux catégories de condamnés on observerait donc la règle du silence, l'obligation au travail avec imposition d'une tâche journalière, une discipline ferme basée sur une égalité absolue dans l'exécution de la peine. Et si, par comparaison, on veut adoucir le sort des condamnés primaires, qu'on se garde de décréter des mesures théoriques des plus sévères envers les récidivistes; une répression exagérée est sans utilité et les rigueurs disciplinaires ont des limites que l'humanité et l'intérêt de l'Etat commandent de ne pas dépasser. Il est sans doute facile de réclamer pour les récidivistes endurcis, dont quelques-uns sont des invalides de la prison plutôt que des artisans du crime, le pain et l'eau sans supplément de cantine, sans sa-

¹⁾ Les condamnés des grands établissements pour peines, par C. Darrouy, directeur de circonscription pénitentiaire. 1876.

laire; mais la connaissance des faits révèle que, sous peine de voir ses infirmeries encombrées, l'administration doit fournir à ses prisonniers la nourriture « saine et suffisante » dont parle le Code d'instruction criminelle; que l'ouvrier détenu qui travaille onze ou douze heures par jour a besoin de conserver sa vigueur physique; que le bien injustement approprié n'appelle pas la vindicte publique décuplée ou centuplée; que le travail non rétribué engendre l'inertie et le découragement chez l'homme le plus travailleur; qu'enfin beaucoup de récidivistes sont en prison disciplinés, dociles, laborieux, dévoués même et qu'il convient de se prémunir contre d'inutiles exagérations de rigueur.

Notre régime des incarcérés primaires ne se différencierait donc de celui des récidivistes que par des mesures de détail qui ont pourtant leur importance. Nous accorderions volontiers aux premiers une correspondance et des visites fréquentes avec leurs familles, si elles offraient des certitudes d'honorabilité; nous leur supprimerions cette véritable flétrissure corporelle qui résulte de l'absence de la barbe et des cheveux; nous voudrions pour eux des libérations anticipées faciles, un patronage certain pour ceux qui, à leur sortie, en auraient besoin.

Eviter à l'incarcéré primaire la promiscuité des habitués de prisons est un devoir de justice. Le classement par catégories amoindrit le mal, l'emprisonnement individuel le supprime. A ceux qui, comme Louis Blanc, trouvent étrange « que les législateurs aient supposé que l'homme pouvait s'élever au sentiment de ses devoirs envers ses semblables à force de vivre séparé d'eux » et qu'il est décevant « de relever l'être déchu en le mettant en tête à tête avec son crime », on peut répondre que c'est chose encore plus funeste de placer cet homme dans une collectivité de récidivistes et de lui faire ainsi donner l'enseignement de vices, de méfaits et de crimes étrangers aux siens. C'est donc au nom de leur intérêt qu'on détruit l'esprit de sociabilité entre condamnés, tellement il est vrai que les institutions pénitentiaires ne peuvent être que la méconnaissance des lois naturelles qui régissent les hommes.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

TROISIÈME QUESTION

D'après quels principes, dans quels cas et sur quelles bases y aurait-il lieu d'allouer des indemnités aux détenus ou à leurs familles en conséquence d'accidents survenus dans le travail pénal?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. LÉON BARTHÈS,

docteur en droit, contrôleur aux prisons de Fresnes (Seine).

Le futur historien des Congrès pénitentiaires s'arrêtera à cette question du VII^e Congrès; elle marquera une date dans son étude, comme les lois protectrices du travail ont été une date dans l'histoire sociale des peuples et une révolution dans leur état économique. Depuis un siècle, la législation et les règlements des prisons se sont occupés du travail, mais ils ont eu, à un degré moindre, souci du travailleur. L'industrie n'a pas, en effet, pendant longtemps, multiplié les dangers professionnels de l'ouvrier et les grandes prisons les ignoraient. Le développement du machinisme fit de ces établissements de véritables cités manufacturières; il était donc logique que le légis-

lateur y vint à la suite de l'industriel; l'étude de la question des accidents de travail s'imposa dans les ateliers pénitentiaires comme dans les industries libres.

Cette question est complexe. Elle peut être examinée sous différents aspects: au point de vue du droit naturel, au point de vue juridique, en appréciant la possibilité de l'extension de la législation en vigueur aux prisons et les difficultés qu'elle soulèverait.

Limitant la question au point de vue du juste, la réponse paraît simple et peut être brève. La société ne doit pas infliger au détenu un châtiment en disproportion avec l'infraction commise. Quand elle condamne un individu à l'emprisonnement, elle n'entend pas avoir le droit de le tuer ou même de l'estropier; elle se sert du travail comme moyen de moralisation, elle en fait un palladium qui fait taire bien des critiques, mais elle se refuse à considérer le détenu comme l'esclave de l'Empire et la machine-outil comme instrument de mutilation. Elle se défend de creuser un fossé aussi profond entre le travailleur libre et l'ouvrier détenu; si le premier a toute sa bienveillance, le second lui inspire cette pitié instinctive que suscite l'affliction du châtiment justement mérité. Nulle législation n'oserait écrire que le condamné est mutilable à merci; le silence et l'indifférence ne sont pas possibles, il faut résoudre la question. Après avoir entendu le juste dire son sentiment, il peut être intéressant de rechercher ce qu'a répondu le droit.

En France, jusqu'à présent, le droit a répondu: les prisonniers ne sont pas bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898. Deux tribunaux en ont ainsi décidé¹⁾; leurs jugements s'appuient particulièrement sur deux arguments qui ont toujours été cités quand la question a été discutée: le détenu n'a pas de salaire, le détenu ne peut contracter. Or, la valeur juridique de ces arguments n'apparaît pas suffisamment démontrée. Nous tenons le premier pour manifestement inexact en ce qui concerne les condamnés correctionnels, qui ont, d'après l'article 41 du code pénal, droit à une partie du produit de leur travail. Divers tribunaux ont d'ailleurs, et depuis longtemps, reconnu

¹⁾ V. Jugements des tribunaux de Rouen (27 décembre 1901) et de Lille (4 décembre 1902).

ce droit des correctionnels, refusant les subtiles qualifications qui permettent de contester le salaire en dénommant d'un autre mot la rétribution d'un travail. On a dit, en outre, le salaire dérive forcément d'un contrat et le détenu est étranger à l'acceptation du contrat de louage de main-d'œuvre pénitentiaire intervenu entre l'Etat et un industriel; eux seuls peuvent donc arguer de l'existence du contrat en s'appuyant sur les textes du code pénal, et cela malgré les articles 1119 et 1120 du code civil, qui défendent de stipuler pour autrui, de promettre le fait d'un tiers. Cette observation est juste; sans doute, le consentement du condamné n'est pas fourni dans le contrat de louage de main-d'œuvre; seuls le chef d'entreprise et l'Etat contractent. Mais cette constatation, exacte en elle-même, permet-elle d'en déduire que la responsabilité du patron disparaît? Evidemment non, puisque cette responsabilité est la conséquence du contrat de travail. Dans l'état actuel de la jurisprudence et si l'on veut étendre la loi aux prisons, la première disposition à formuler paraît être logiquement celle-ci: « En cas d'accident de travail pénitentiaire, la victime peut demander à l'Etat réparation pécuniaire pour le préjudice causé. » L'Etat promettrait ainsi le fait d'un tiers qui aurait un recours contre lui; juridiquement le condamné ne serait plus étranger à la convention.

L'absence de cette disposition rend difficile actuellement l'extension de la loi de 1898 aux prisons. La jurisprudence a, en effet, toujours exigé, jusqu'à présent, la preuve du contrat et a décidé que pour justifier l'introduction d'une action, fondée sur la loi de 1898, l'ouvrier doit nécessairement établir l'existence d'un contrat de louage de services entre lui et celui qui le met en cause comme étant chef de l'entreprise. Les deux jugements précités n'ont pas manqué de remarquer que l'ouvrier détenu n'a pas contracté, « attendu », dit le tribunal de Rouen, « que le salaire n'a pas été débattu par l'ouvrier, que les heures et les conditions du travail ne sont pas fixées par l'entrepreneur, qu'il n'en a ni la direction, ni la surveillance, pas plus qu'il n'a choisi ceux qui travaillent pour son compte et qui n'ont pas librement contracté avec lui . . . »; et le tribunal de Lille a déclaré que pour qu'un industriel utilisant la

main-d'œuvre pénale puisse être considéré comme un patron responsable, il faudrait « qu'il ait le droit de choisir son ouvrier, de traiter avec lui, de le diriger, de le surveiller et de se priver de ses services ». Mais la jurisprudence peut, dans un avenir prochain, ne plus admettre cette nécessité du contrat de travail et adopter des décisions contraires. On peut même dire qu'en délaissant cette question du contrat, elle appliquerait d'une façon plus rationnelle la théorie du risque professionnel. Le champ d'application de la loi semble devoir progressivement s'étendre dans toutes les directions; les interprétations juridiques défavorables aux salariés disparaîtront alors, de même que disparaîtront les exclusions de certaines catégories de travailleurs. Actuellement, le législateur se propose de faire observer la loi dans les ateliers, dans les industries de l'alimentation, à toutes les exploitations industrielles, aux chantiers de manutention, de dépôt, à toutes les entreprises soumises à la patente¹⁾. Par étapes, le législateur arrivera à en faire bénéficier les ouvriers agricoles, et ainsi, pour tous les travailleurs, il aura réalisé l'entière application de la théorie du risque professionnel, qui exige que, quel que soit l'employeur, l'ouvrier blessé a droit à une indemnité forfaitaire, à la seule condition que l'accident soit arrivé par le fait ou à l'occasion du travail.

L'absence de participation du détenu au contrat fournit encore un argument contre l'extension légale aux prisons: on dit qu'on ne peut concevoir qu'un condamné ait des droits relativement à l'exécution de travaux qui sont obligatoires pour lui; on refuse donc de le faire bénéficier de la loi de 1898, et on lui accorde seulement de se prévaloir des articles 1382 et suivants du code civil, qui exigent, pour obtenir réparation pécuniaire, la faute de l'employeur et la preuve de cette faute faite par l'ouvrier. Nous ne saisissons pas la logique d'une telle solution qui dénie au condamné tout droit légal en matière d'accident de travail, mais lui accorde cependant le bénéfice d'une disposition inscrite dans notre code civil.

Si, comme en France, la jurisprudence refuse d'appliquer aux condamnés la législation en vigueur, et si, d'autre part,

¹⁾ La Chambre des députés a voté au mois de juin 1904 l'extension de la loi à toutes les exploitations commerciales.

le législateur reconnaît qu'il n'est pas juste de laisser le détenu sous l'empire de l'ancien droit commun, des articles 1382 et suivants du code civil, quelles mesures peuvent être prises, quelles sont les modifications à introduire dans les textes? Deux solutions équitables se présentent naturellement : ou accorder au détenu une sorte de secours plus ou moins précis que l'administration déterminerait, ou reconnaître franchement le droit à indemnité à la victime. Nous nous déclarons partisan de cette dernière solution; nous estimons que si cette question d'accident de travail comporte des modifications de détail, suivant les catégories de travailleurs auxquelles elle s'applique, elle ne peut cependant supporter des modifications qui constitueraient la négation de la théorie du risque professionnel.

Les difficultés juridiques étant examinées et supposées résolues, il est prudent de se demander s'il n'existe pas des obstacles pénitentiaires ne permettant pas d'appliquer la loi aux prisons. Une crainte est à envisager, mais elle est très impressionnante; elle peut être suffisante pour déterminer le rejet de toute proposition d'extension. Cette crainte est celle des accidents volontaires; les condamnés sont, dit-on, une catégorie très spéciale de travailleurs; certains ne méritent même pas le nom d'ouvriers, car, dans la vie libre, le travail leur a été inconnu; pour ceux-là le labeur dans la prison est généralement le pire des châtiments; on connaît des exemples de détenus se faisant mutiler pour échapper à cette obligation; que peut-on redouter quand ces mêmes individus auront la certitude, à la suite d'un accident, non seulement de se soustraire au travail, mais encore de toucher une rente? Il appartient aux fonctionnaires des administrations pénitentiaires d'émettre sur cette question des avis personnels. En ce qui nous concerne, nous ne contestons aucunement que la crainte des accidents intentionnels est injustifiée et sommes persuadé que ces sortes d'accidents se produiront dans les industries des prisons comme dans les industries libres. Mais il nous paraît téméraire de certifier d'avance que leur proportion sera plus élevée dans les ateliers des prisons. Certes, il existe dans ces établissements des individus qui sont enclins aux pires résolutions; on en a vu se laisser blesser intentionnellement

pour attirer l'attention sur leur sort, pour obtenir un régime de faveur, pour éviter l'obligation au travail. Mais il importe de ne pas se faire une opinion en se basant exclusivement sur leur constatation. Les pensées qui inspirent ces résolutions sont heureusement rares et les idées de lucre n'en détermineront peut-être pas davantage. En tout cas, l'extension de la loi exigerait, de la part des administrateurs, un choix attentif des condamnés employés à des machines-outils dangereuses et, pour ces travaux, l'élimination des exaltés et des désespérés. Et si les accidents étaient, dans les prisons, plus nombreux qu'antérieurement après l'extension légale, il faudrait, peut-être, les imputer à une cause qu'il convient de signaler. On dit que les détenus sont, le plus souvent, des ouvriers improvisés, inhabiles — ce qui est exact — et que, mis en présence d'un outillage mécanique, ils ont naturellement grand risque d'être victimes d'un accident. Cette dernière affirmation paraît contestable ; il serait peut-être plus vrai de dire que le plus exposé n'est pas l'ouvrier inexpérimenté, qui a peur de sa machine, mais bien l'ouvrier habitué au danger et porté à l'imprudence. Nous avons constaté que les quelques détenus blessés, légèrement du reste, à la maison centrale de Poissy, étaient tous d'anciens ouvriers au courant de leurs travaux. Il existe dans l'industrie de chaiserie de cet établissement des moteurs mécaniques de maniement dangereux ; il suffirait à un ouvrier de se faire toucher par une toupie, tournant à quatre ou cinq mille tours à la minute, pour avoir une main ou un bras emporté, et, l'on sait que, dans les industries libres, presque tous les vieux ouvriers toupilleurs sont plus ou moins estropiés. Et pourtant, aucun de ces graves accidents n'est encore survenu jusqu'à ce jour. Un contre-maître expérimenté nous donna un jour, au sujet de cette constatation, une explication judiciaire : « dans l'industrie libre », disait-il, « les accidents sont certainement plus nombreux, car les précautions sont bien moindres ; ici, le détenu qui n'utilise pas le protecteur de sa machine est signalé et puni, dans l'industrie libre, on y prête peu attention ; un accident arrive-t-il, le patron s'en désintéresse, il est assuré ; question d'humanité à part, l'accident ne le touche pas professionnellement. En prison, au contraire, il

ne faudrait pas un grand nombre d'accidents pour nous susciter des difficultés de la part de l'administration; nous prenons donc et faisons prendre toutes les précautions possibles. » Cette quasi-sécurité pour le condamné, qui résulte de l'absence de réparation pécuniaire, est assez originale; elle est toutefois, comme tous les autres arguments fournis, insuffisante pour justifier le refus d'appliquer une loi protectrice aux condamnés.

Il est indéniable cependant que la loi du 9 avril 1898 ne pourrait, en France, recevoir une application intégrale dans les établissements pénitentiaires. Elle y aurait nécessairement une portée plus restreinte; il n'y a pas lieu, en effet, de se préoccuper des incapacités de travail temporaires, l'ouvrier-détenu étant soigné gratuitement. En outre, quelques détails de procédure seraient à examiner ou à modifier relativement à la constatation de l'accident, à la présence du juge de paix, à l'impossibilité de trouver souvent des témoins autres que des détenus, à l'évaluation et au paiement de la rente à la victime ou à ses héritiers, mais, en somme, les dispositions principales de la loi pourraient s'adapter aux conditions du travail pénitentiaire. La seule assimilation des ouvriers libres et des condamnés, en ce qui concerne la fixation des indemnités, peut, à première vue, sembler exagérée, et cette assimilation paraîtra aussi imprudente, si l'on redoute la fréquence des accidents intentionnels. Il suffit, pour apprécier cette crainte, de raisonner avec quelques chiffres. Le montant de l'indemnité à attribuer se détermine suivant le taux des salaires. Or, les salaires payés aux détenus sont inférieurs à ceux des industries libres, et, en outre, l'Etat prélève pour lui une partie de ce salaire, variant de cinq à neuf dixièmes. Dans les maisons centrales, où le travail est le mieux organisé, la moyenne journalière du salaire est d'environ fr. 1. 50; en la forçant sensiblement et en raisonnant sur un salaire journalier de fr. 2, on se rend compte que, déduction faite de la part revenant à l'Etat, le salaire réel payé au détenu est de un franc pour celui qui reçoit les $\frac{5}{10}$ du produit de son travail, 80 cts. pour $\frac{4}{10}$, 60 cts. pour $\frac{3}{10}$, 40 cts. pour $\frac{2}{10}$, 20 cts. pour $\frac{1}{10}$; le salaire annuel, avec trois cents jours de travail, serait donc de fr. 300 pour l'ouvrier à $\frac{5}{10}$, fr. 240 pour celui à $\frac{4}{10}$, fr. 180

pour celui à $\frac{8}{10}$, fr. 120 pour celui à $\frac{2}{10}$, fr. 60 pour celui à $\frac{1}{10}$. Le condamné, victime d'un accident des plus graves, ne pourrait recevoir, au maximum, d'après la loi de 1898, que les deux tiers de ces sommes, soit fr. 200, fr. 160, fr. 120, fr. 80 ou fr. 40, suivant sa catégorie pénale. La généralité des accidents ne permettrait pas d'obtenir ces indemnités et les fautes inexcusables les réduiraient parfois encore. Les rentes payées aux détenus seraient peu élevées et insuffisantes pour éveiller en eux l'idée criminelle de spéculation.

Il convient aussi de mentionner que l'extension de la loi de 1898 aux prisons n'entraînerait l'obtention de ces rentes ainsi limitées que dans un nombre restreint d'industries pénitentiaires. Elle ne pourrait être appliquée que dans quelques grandes prisons qui possèdent des industries où il est fait usage de machines mues par des moteurs inanimés et aussi des ateliers qui présentent tous les caractères de l'usine ou de la manufacture¹⁾. Mais ces manufactures, qui ne se rencontrent guère que dans les maisons centrales, sont en petit nombre dans la liste des travaux pénitentiaires, qui, le plus souvent, ne présentent ni risques professionnels, ni transformations de matières. Or, la jurisprudence, assez variable, du reste, dans ses décisions, semble cependant ne vouloir assujettir à la loi de 1898 que les entreprises comportant des transformations industrielles de matières ou de produits susceptibles de risques de dangers graves et permanents.

Il faut, au sujet de cette limitation des industries, faire une importante remarque: les accidents de travail survenus dans les prisons cellulaires ne permettraient aucune réparation pécuniaire aux termes de la loi de 1898. En effet, une prison cellulaire ne constitue ni une usine, ni une manufacture, ni un atelier, car l'agglomération et la coopération communes, indispensables pour créer le risque professionnel, ne s'y rencontrent pas. Il y a, pour l'accomplissement de cet ouvrage individuel, une sorte de travail à domicile qui n'autorise pas l'application de la loi.

¹⁾ La différence entre l'usine et la manufacture est assez délicate; on s'accorde généralement à reconnaître que l'usine transforme la matière première en produit brut et la manufacture ce produit brut en objets de consommation.

Parmi les difficultés que soulève la question, il en est une, enfin, qui mérite une attention spéciale: les distinctions possibles à établir suivant que les travaux sont en régie directe ou à l'entreprise. Nous n'ignorons pas que l'absence de toute responsabilité de la part de l'Etat a de nombreux partisans. Nous supposons résolue la question relative à l'absence de tout contrat dans l'exécution des travaux en régie directe. Pour justifier cette irresponsabilité, on dit que l'Etat ne s'efforce aucunement de réaliser des bénéfices pécuniaires, qu'il rend surtout le travail éducatif ayant exclusivement en vue l'amendement de ses condamnés. Mais de telles affirmations sont démenties par l'histoire des faits. Quand, à différentes époques, l'administration a abandonné le système de l'entreprise pour celui de la régie, elle a surtout obéi à des considérations financières¹⁾. Au reste, un tel argument n'a, dans la question, aucune valeur, car, aux termes de la loi de 1898, le chef d'entreprise qui ne se propose la réalisation d'aucun bénéfice est cependant déclaré responsable. Laissant de côté cette considération de lucre, il faut plutôt retenir que l'Etat employeur doit être un patron modèle et qu'il doit s'astreindre, sans restriction, aux obligations qu'il impose à l'industrie libre. Or, la régie implique la surveillance et la direction de travaux exercées par des fonctionnaires délégués de l'Etat; ce dernier est chef d'entreprise et ne peut échapper à la responsabilité légale. Quand l'Etat utilise la main-d'œuvre pénale industrielle, il devrait donc, à notre avis, protéger ses condamnés par une assurance qui serait sienne ou privée. Les ouvriers de l'Etat des manufactures de tabacs, d'allumettes, de Sèvres, des Gobelins, sont bénéficiaires de la loi; les mêmes procédés d'assurances pourraient être employés à l'égard des détenus.

Nous ne pouvons, dans une étude aussi modeste, avoir la prétention d'aborder l'examen de tous les cas particuliers qui se rattachent à cette difficile solution des accidents de travail dans les prisons. Nous nous sommes simplement proposé d'exposer sommairement quel était, en cette matière, l'état de la législation et de la jurisprudence française. Nous avons

¹⁾ Cf. notre étude «Du rôle de l'Etat dans les industries pénitentiaires», p. 169 et suiv.

ensuite émis l'avis que les textes, bien qu'inappliqués dans les prisons, ne semblaient pas y être juridiquement et pratiquement inapplicables. En outre, nous avons indiqué que l'extension pure et simple de la loi de 1898 aux établissements pénitentiaires n'assujettirait actuellement qu'un nombre restreint de travaux effectués dans les seules maisons en commun. Mais nous nous défendons de soutenir que cette solution serait la meilleure; nous reconnaissons au contraire qu'elle donnerait lieu à des difficultés nombreuses et à des interprétations très diverses. Cette question n'est pas, en effet, de celles qu'on peut résoudre sans études approfondies et observations consciencieuses. Au risque d'encourir le reproche de se montrer plus soucieux du sort des prisonniers que de celui de certaines catégories de travailleurs, les pouvoirs publics n'ont pas voulu différer cette étude; un arrêté du Ministre du commerce (26 janvier 1903) institua une commission formée de législateurs, de juristes, de personnes versées dans la science pratique des prisons, pour étudier les difficultés relatives à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux accidents de travail survenus dans les établissements pénitentiaires et hospitaliers. Un texte définitif sera prochainement adopté. Nous sommes persuadé qu'il accordera, selon la loi d'équité, réparation pécuniaire au détenu victime d'un accident de travail, et nous souhaitons aussi que cette réparation fût en harmonie avec les principes de notre législation ouvrière.

En terminant, nous pouvons dire que la proposition peut faire l'objet d'un vœu, mais non d'une solution internationale. Cette question d'accidents de travail pénitentiaire est, dans chaque Etat, corrélative à celle se rapportant aux travailleurs libres; les pays qui ne reconnaissent pas le risque professionnel pour les ouvriers libres ne peuvent l'admettre pour leurs condamnés; les dispositions varieront encore suivant que les législations pratiquent, par exemple, la responsabilité patronale avec ou sans assurance obligatoire du chef d'entreprise. Cette constatation sera notre excuse d'avoir traité cette question à un point de vue aussi exclusivement national.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

TROISIÈME SECTION

PREMIÈRE QUESTION

Quelle est dans les divers pays l'influence reconnue de l'alcoolisme sur la criminalité ?

A quels moyens spéciaux y a-t-il lieu de recourir à l'égard des condamnés en général pour combattre l'alcoolisme ?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. J. S. GIBBONS, C. B.,

président de la Commission générale des prisons d'Irlande.

La loi sur les ivrognes (Inebriates Act) promulguée en 1898, avait pour but de substituer à l'emprisonnement le traitement curatif des réformatoires, dans certains cas de délits ou de crimes causés par l'ivresse. Cette loi conférait aux juges et aux magistrats de nouveaux pouvoirs pour faire interner les délinquants susceptibles de guérison dans l'une ou l'autre des institutions décrites ci-après. On s'est basé, pour décréter cette loi, sur les recommandations de plusieurs Commissions royales, et sur l'avis des personnes que leur charge ou leurs inclinations philanthropiques avaient amenées à connaître de

près la classe des alcooliques criminels. L'expérience a prouvé que l'amende et l'incarcération ne réussissent pas le moins du monde à réformer les habitudes invétérées d'un buveur. On n'a encore trouvé aucun système pénal qui soit arrivé à produire quelque effet sur l'ivrogne condamné aux huit ou quinze jours de prison traditionnels.

Il y a peu de types plus ordinaires que celui de l'ivrogne habituel des cités ou des campagnes, de l'ivrogne oisif et débauché qui se fait condamner maintes et maintes fois à des peines de très courte durée, et qui constitue un centre de désordre et de mauvais exemple dans la localité où il réside. Une forte proportion des individus de cette classe grèvent lourdement le budget de l'Etat, en tombant à la charge de l'assistance publique, ou en finissant leur déplorable existence par devenir des imbéciles ou des lunatiques dangereux qui vont peupler les asiles d'aliénés. Et le fardeau qui pèse sur les citoyens tempérants ne se borne pas à l'entretien des ivrognes. Il faut encore que les impôts défraient les nombreuses forces de gendarmerie qu'il est nécessaire de maintenir pour préserver les alcooliques d'eux-mêmes et pour préserver le public des alcooliques. Et ce n'est pas tout: les contribuables doivent encore subvenir aux frais des cours correctionnelles, des poursuites publiques et de leurs auxiliaires: prisons et maisons de correction. Les 60 % des crimes sont commis, soit dans le but de se procurer de la boisson ou les moyens d'en obtenir, soit dans un état d'irresponsabilité mentale produit par l'alcool. Ce fut pour remédier à cet état de choses que l'on recourut au conseil d'experts s'intéressant à la diminution du crime et de l'alcoolisme, et l'adoption de la «Loi sur les ivrognes» en résulta pour le Royaume-Uni en 1898. Les classes que concerne cette loi sont (section I) les ivrognes habituels qui commettent, sous l'influence de la boisson, des actes tombant sous le coup de la loi et (section II) les ivrognes habituels qui se font condamner quatre fois dans la même année pour certains délits d'ivresse prévus. Cet Acte confère aux juges et aux magistrats le droit de faire interner dans un réformatoire les personnes rentrant dans ces deux catégories, au lieu de les condamner à la prison. Il prescrit

un mode de traitement indulgent et doux, mais assez prolongé pour assurer raisonnablement la guérison et la régénération probables des ivrognes.

On espère, par cette loi, atteindre un double but: d'abord, on veut éloigner l'ivrogne, pendant une assez longue période, de la localité où il réside et dans laquelle il constitue un centre de désordre et d'exemple pernicieux; ensuite, on veut le réformer lui-même par un traitement curatif assez prolongé pour agir efficacement. La durée maximum de l'internement est de trois ans. L'expérience a prouvé que l'on ne peut faire grand'chose avec de courtes incarcérations d'un an ou de dix-huit mois.

L'Acte de 1898 prévoit deux types distincts de réformatoires: 1° le réformatoire de l'Etat pour buveurs; 2° le réformatoire patenté pour buveurs. Les ivrognes habituels de la première section peuvent être internés soit dans un réformatoire de l'Etat, soit dans un établissement patenté dont les administrateurs consentent à se charger d'eux. Quant à ceux de la deuxième section, ils doivent être placés en premier lieu dans une institution privée. C'est la nécessité de classer et de séparer les ivrognes qui rend indispensable ces deux genres de réformatoires. Bien plus encore que toute autre classe de gens, les ivrognes se rangent en deux catégories: celle des traitables et celle des intraitables. Il faut attribuer ce fait à l'action exercée sur le système nerveux par l'usage continuuel de l'alcool. Les mesures disciplinaires et restrictives et les règlements qui suffisent pour la majorité traitable restent absolument sans effet sur les 10 % des «cas»; la douceur et la bonté ne les touchent pas davantage. C'est à ces indomptables-là qu'est destiné le réformatoire de l'Etat, avec ses règlements disciplinaires plus sévères et ses méthodes en une certaine mesure pénales. Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, les «cas» difficiles sont plus nombreux parmi les ivrognes classés dans la première section que parmi ceux de la seconde, et quoique les premiers, conformément aux termes de la loi, doivent entrer tout d'abord dans un réformatoire patenté pour buveurs, ils peuvent aussi, en vertu d'autres pouvoirs conférés par l'Acte aux autorités compétentes, être

promptement transférés dans un établissement du second type (section 6, *d*). Ainsi donc, un « cas » bien disposé et traitable, préalablement interné dans un réformatoire de l'Etat peut être transféré dans une institution patentée dont la direction consente à le recevoir. D'autre part, lorsque les administrateurs d'un réformatoire privé ont affaire avec un « cas » pénible, sur lequel échouent les moyens plutôt doux et persuasifs dont ils disposent, ils peuvent le faire entrer dans un réformatoire de l'Etat. Les « cas » rebelles internés dans une institution patentée sont considérablement impressionnés et tenus en respect par l'idée qu'on les transférera, s'il le faut, dans un établissement où la discipline est plus rigoureuse et le système plus pénal.

Le réformatoire de l'Etat pour buveurs est une institution du gouvernement. En Irlande, il est contrôlé et administré par la Commission générale des prisons, et défrayé par les subsides votés par le Parlement.

Quant aux réformatoires patentés pour buveurs, ils peuvent être fondés : 1° par des conseils de district ou de communes, qui en prennent l'initiative séparément ou conjointement ; 2° par des associations philanthropiques ou religieuses ; 3° par des particuliers. Quoique les fondateurs d'un réformatoire privé doivent se procurer eux-mêmes les moyens nécessaires à la création et à l'entretien de l'établissement, il leur est alloué par le Trésor une contribution très respectable, prélevée sur les deniers votés par le Parlement. Cette allocation se monte à 10 sh. 6 d. (13 francs environ) par semaine et par tête pour les internés de la première section et à 16 sh. (20 francs) pour ceux de la deuxième. On compte sur les autorités locales pour ajouter à ces subsides une somme suffisante, afin que les instituts en question puissent s'organiser et se maintenir avec succès. Il faudra faire entrer aussi en ligne de compte le produit du travail des internés. Après 1905, l'Etat supprimera ses allocations, à moins que les autorités locales n'accordent une contribution de 7 sh. au moins par semaine et par tête pour les internés de la deuxième section.

Pour obtenir une patente, le réformatoire privé doit remplir certaines conditions. Le bâtiment proposé pour cet usage doit être situé dans un endroit salubre, éloigné des grands

centres populeux; il doit être convenablement aéré, pourvu de la canalisation nécessaire; il faut aussi qu'il soit entouré d'une étendue de terrain suffisante pour le travail en plein air et les récréations. La maison elle-même doit être conforme à certaines exigences quant aux dortoirs, aux salles destinées au travail en commun et aux heures de récréation, aux chambres de bain et aux infirmeries, aux cuisines, aux lieux d'aisance. Le mode de traitement à employer est soumis également aux règlements et au contrôle de l'Etat. L'alcool doit être rigoureusement prohibé. Il faut mettre en œuvre tous les moyens possibles pour régénérer la vigueur musculaire et nerveuse du patient, pour refaire sa constitution, pour lui inculquer l'habitude d'un travail régulier, sain et utile. Il faut recourir aux influences morales et religieuses, et s'efforcer d'aider les alcooliques à reconquérir leur volonté déçue, et de les préparer à recommencer une nouvelle vie dans des conditions favorables.

Etant donné le fait que les alcooliques spécialement visés par l'Acte de 1898 appartiennent surtout à la classe des ivrognes débauchés, rentrant dans la deuxième section, et que, selon les termes actuels de la loi, ces ivrognes-là ne peuvent être internés, au début, que dans un réformatoire patenté, il est évident que la création d'établissements privés pourvus d'un personnel suffisant s'impose avec urgence. Aucun réformatoire patenté n'existe encore en Irlande, mais la création d'un établissement de ce type est à l'étude. L'Angleterre et l'Ecosse en possèdent déjà plusieurs.

Le gouvernement irlandais a établi et installé un réformatoire de l'Etat pour alcooliques criminels à Ennis, dans le Comté de Clare. Cette institution s'est ouverte le 1^{er} juin 1899. Les bâtiments qu'elle occupe servaient autrefois de prison de district; ils ont été modifiés, réparés et convenablement appropriés à leur usage actuel. Le réformatoire d'Ennis est situé dans une des régions les plus salubres de l'Irlande, sur un domaine d'une étendue de quatre acres. Les internés ont chacun leur propre chambre particulière, bien chauffée en hiver par un système de chauffage central à eau, et toujours parfaitement bien ventilée. Ces petites pièces sont meublées

simplement, mais confortablement. Chaque chambre a un lit à ressorts, garni d'une literie scrupuleusement propre, un petit tapis devant le lit, un lavabo, une table où se trouvent des livres et peut-être un vase de fleurs cueillies au cours d'une promenade dans les champs — et ces deux derniers détails ont bien leur importance. Il y a des salles de réunion, des ateliers, un vaste jardin, une petite pelouse pourvue de bancs, un emplacement — fort usagé et fort apprécié — pour le jeu de balles. Pour les jours de mauvais temps, les alcooliques ont à leur disposition des revues, des journaux, des jeux d'échecs et de dominos. L'établissement des femmes, situé tout près, est aménagé exactement de la même manière jusque dans les moindres détails. Les femmes internées à Ennis sont confiées aux soins d'une dame directrice spécialement nommée, aidée d'un personnel de surveillantes. Toute l'institution est placée sous le contrôle de M. King, directeur énergique et zélé, qui prend fort à cœur l'œuvre de réforme.

Le traitement du réformatoire est surtout hygiénique, il est basé sur un régime alimentaire sain et abondant, sur une vie salubre et régulière, sur l'acquisition d'habitudes laborieuses et l'apprentissage d'un métier, sur l'exercice en plein air, la discipline, l'abstinence totale et les bonnes influences du personnel et des aumôniers. Les hommes sont occupés à des travaux de jardinage, de cordonnerie, de menuiserie, etc., à scier et à fendre du bois de chauffage, etc. Les femmes travaillent à la cuisine, blanchissent le linge, nettoient la maison, tricotent, cousent, confectionnent des uniformes pour les surveillantes attachées au service des prisons, etc. Tous les alcooliques d'Ennis suivent leur « cure » sérieusement, avec espoir et confiance, et l'on arrive à d'excellents résultats. Voici comment on procède ordinairement. Lorsqu'un alcoolique entre à Ennis, le directeur s'adresse immédiatement à la police du district d'où il vient, qui le connaît, pour la prier de lui communiquer confidentiellement tous les détails possibles concernant son existence antérieure, son genre de vie, ses habitudes, les circonstances de son cas; il cherche à savoir si quelqu'un des membres de sa famille s'est adonné déjà à la boisson, et se renseigne sur tous les points connus de la

police qui peuvent intéresser le docteur de l'établissement. Les mêmes informations sont prises sur le compte de chaque détenu à son arrivée au réformatoire. Les données recueillies sont inscrites, ainsi que toutes les particularités à noter sur l'état physique et mental du patient, dans un registre appelé « Livre d'histoire médicale » que le directeur garde sous clef et qu'il ne laisse consulter qu'au docteur et à l'inspecteur de la Commission des prisons. Ce livre, qui constitue un guide précieux pour le traitement à suivre, a un complément non moins utile : c'est le registre dit « After Treatment Book » où l'on consigne tous les renseignements qui peuvent être obtenus sur les faits et gestes des alcooliques après leur libération, sur leur entourage, leurs occupations, etc. Ce dernier recueil a une double valeur. D'abord, pour en réunir les matériaux, il faut que l'on porte aux patients un intérêt sympathique et bienveillant, après leur sortie. Et puis, lorsque les informations recueillies indiquent une rechute temporaire ou permanente, il faut en déterminer les causes afin de les enregistrer, et les renseignements ainsi acquis sont précieux, car ils signalent à la direction certains dangers contre lesquels il s'agit d'armer les patients pour le moment de leur libération. Sauf dans les cas d'alcoolisme exceptionnellement bénins, une période de deux ans au moins est nécessaire pour obtenir de bons résultats. Tout alcoolique dont l'internement est suffisamment long passe par trois stages, de six mois chacun. Par son assiduité au travail et sa bonne conduite, il peut obtenir 2 points par jour, et 364 points représentent un stage. Quand il en a gagné ce nombre, il est promu dans le stage suivant. Chaque stage comporte certains privilèges. Dans tous les stages, l'interné peut obtenir une gratuité de un penny par jour, à condition qu'il mérite le maximum de deux points. Le petit pécule qu'il gagne ainsi lui est remis à sa sortie, à moins qu'on ne le confie pour lui à quelqu'un de ses proches. Après avoir accompli la première moitié du second stage, il a l'autorisation de sortir du réformatoire pour se promener dans la campagne, sous escorte, et dans la seconde partie du troisième stage, on lui permet de se promener seul, sur parole. Après avoir séjourné 18 mois au réformatoire, il passe dans ce qu'on

appelle la « classe intermédiaire » et peut alors être relâché conditionnellement. Si sa conduite a été exemplaire durant le troisième stage, s'il a donné pleine satisfaction au directeur et au médecin, et s'il y a vraiment lieu de croire qu'il pourra s'abstenir totalement de boisson, et qu'un tuteur digne de confiance soit disposé à s'occuper de lui, son cas est soumis au Comité d'inspection. Celui-ci peut alors autoriser le directeur à soumettre le nom du sujet à la Commission générale des prisons, afin qu'elle obtienne pour sa libération conditionnelle le consentement du Secrétaire en chef d'Irlande. Le permis de libération conditionnelle contient des conditions sévères qui doivent prémunir l'alcoolique contre les dangers de la rechute durant ses premiers mois de liberté. Les pasteurs, les sociétés de patronage, les amis et les proches de l'alcoolique libéré, la police unissent leurs efforts pour l'aider à mener une vie utile et honnête. On voit donc que c'est au bout de 18 mois seulement qu'un buveur interné au réformatoire peut être relâché conditionnellement. Avant d'avoir atteint le terme de cette période, il peut toujours, il est vrai, adresser une requête au Lord Lieutenant pour obtenir sa libération et, dans ce cas, toutes les circonstances qui pourraient justifier la clémence de la Couronne sont examinées attentivement. Mais il faudrait des cas bien exceptionnels pour qu'il pût être sage de relâcher un alcoolique juste au moment où les bonnes influences du traitement et de la discipline commencent à agir sur lui. Le premier symptôme de régénération que manifeste le buveur, c'est un ardent désir d'être mis en liberté. Il commence à sentir le retour de sa santé physique et morale, et prend ses bonnes intentions pour le pouvoir de volonté de résister à la tentation. Mainte rechute a prouvé combien ce sentiment est illusoire ! Il faut laisser agir les nouvelles influences pendant une période assez longue pour assurer leur effet durable. Quant à la classe de gens internés au réformatoire d'Ennis, je ne saurais mieux la décrire qu'en citant les paroles mêmes de M. King, le directeur si capable et sympathique de l'établissement. Il s'exprime en ces termes : « Quant à ce qui concerne la classe de gens ordinairement internés, qu'on me permette de manifester le désir qu'ils soient internés et

«réinternès beaucoup plus tôt. C'est à notre institution qu'incombe la charge de traiter pour la première fois des gens qui se sont adonnés à la boisson pendant de longues années, des ivrognes sur lesquels on n'a jamais exercé qu'une contrainte des plus transitoires et de nature toute pénale. Nous avons eu plusieurs femmes qui s'étaient déjà fait arrêter de 60 à 333 fois. Je ne m'oppose point à recevoir ici des cas semblables, car il est juste de donner à tous, même à ceux-là, l'occasion de se régénérer; et il faut tout au moins les empêcher de nuire à autrui. Mais qu'on nous en envoie aussi d'autres aussitôt qu'ils sont devenus des buveurs habituels qualifiés pour le réformatoire, sans attendre qu'ils aient derrière eux un passé si lamentable compromettant gravement toute chance de succès.»

Il sera utile de noter ici quelques cas typiques, afin de montrer quel degré de régénération a été atteint par le réformatoire de l'Etat d'Ennis, durant les cinq années que l'Acte a déjà été en vigueur.

Premier cas.

Une femme. 36 ans. S'était adonnée à la prostitution et à la boisson pendant plusieurs années.

Condamnation: Douze mois d'internement. Sortie du réformatoire d'Ennis en juillet 1901.

Renseignements obtenus sur cette femme deux ans et huit mois après sa libération: «... J'ai le plaisir de pouvoir vous informer que... marche très bien. Elle a épousé un caporal de l'armée, elle est sobre et convenable à tous égards.»

Deuxième cas.

Un homme. 41 ans. Avait été pendant de longues années un ivrogne habituel, désœuvré et débauché. N'exerçait aucun métier. Avait été sept fois en prison.

Condamnation: 18 mois d'internement au réformatoire d'Ennis.

Renseignements obtenus un an et dix mois après sa libération: «... a une place de charretier et marche très bien. Il boit un verre de porter à l'occasion, mais toujours modérément.»

Troisième cas.

Un homme. 36 ans. Condamné 10 fois pour ivrognerie.

Condamnation: Deux ans d'internement au réformatoire d'Ennis.

Renseignements obtenus sur son compte un an et sept mois après sa libération: « Je me suis informé de... Les entrepreneurs le prennent à la journée, et il reste tempérant. »

Quatrième cas.

Une femme. 29 ans. S'adonnait désespérément à la boisson depuis plusieurs années. Mariée et mère de famille; son mari gagne 3 £ (75 francs) par semaine.

Condamnation: Un an et six mois d'internement au réformatoire d'Ennis.

Renseignements obtenus sur son compte 11 mois après sa libération: « ... demeure à ... avec son mari et sa famille. « M. ... déclare que sa femme est devenue tempérante et « qu'elle se conduit bien. Il lui remet une partie de ses gains « pour le ménage, et constate qu'un grand changement s'est « produit en elle. »

Cinquième cas.

Une femme. 50 ans. S'adonnait depuis 10 ans à la boisson. Mariée. Mettait en gage tous les effets du ménage et avait désorganisé complètement la famille. Avait été condamnée plusieurs fois pour voies de fait et mauvais traitements commis sur ses enfants.

Condamnation: Deux ans d'internement au réformatoire d'Ennis.

Renseignements obtenus sur son compte 10 mois après sa libération: « ... demeure à ... avec son mari et sa famille. « Les informations qu'elle vous a données dans sa lettre sont « exactes. Elle est sobre et va chaque jour à la messe. Son « ménage est propre et bien tenu, elle vit en très bons termes « avec son mari et ses enfants. »

Le 25 mars 1904, cette femme écrivait elle-même: « En « espérant que vous êtes tous en bonne santé, je vous informe

« que je me trouve très heureuse. Je ne bois plus du tout.
« J'espère que vous prierez pour moi. Mon mari et tous mes
« enfants se portent bien. »

Sixième cas.

Un homme. 45 ans. Condamné 76 fois pour voies de fait. Vagabond errant de lieu en lieu invariablement ivre ou entre deux vins.

Condamnation: Trois ans d'internement au réformatoire d'Ennis.

Renseignements obtenus sur son compte 10 mois après sa libération: « ... a été relâché conditionnellement sous la surveillance d'un tuteur en juin 1903. Son tuteur déclare ce qui suit: J'ai le plaisir de vous informer que... se conduit bien, grâce à Dieu. Il travaille régulièrement et ne touche plus une goutte d'alcool, sous quelle forme que ce soit. »

Septième cas.

Un homme. Ivrogne invétéré. Condamné 23 fois pour ivrognerie et voies de fait. N'avait aucun métier. Relâché à l'expiration de son terme, en octobre 1901, il entra dans une place qu'on lui avait procurée, mais ne tarda pas à reprendre ses anciennes habitudes. Dans des cas semblables, le retour au réformatoire s'impose. Le Dr Braithwaite, inspecteur des réformatoires pour buveurs en Angleterre, déclare qu'il a vu bien des cas désespérés d'ivrognes reconquérir finalement leur force de volonté après plusieurs internements consécutifs dans des asiles et plusieurs rechutes, et il prévoit les mêmes résultats pour ce qui concerne les réformatoires.

Huitième cas.

Un homme. Un monsieur de bonne famille. Sa femme l'avait quitté parce qu'il buvait. Il avait dissipé par son vice une fortune considérable. Condamné à être interné au réformatoire d'Ennis, il fut relâché conditionnellement en 1902. Après s'être abstenu de boisson pendant trois mois, il succomba à la tentation. Sa libération conditionnelle fut révoquée. Il achève maintenant son temps au réformatoire. Son cas n'est point désespéré.

Neuvième cas.

Un homme. Marié, père de famille. Avait occupé une charge publique importante, que son intempérance lui avait fait perdre. Sa femme l'avait quitté à cause de son vice. Il est actuellement interné au réformatoire d'Ennis et se conduit bien. Il a repris un nouvel intérêt à la vie, il apprend le métier de charpentier et se propose de partir pour l'Australie ou pour le Canada après sa libération. Son cas promet d'être fort satisfaisant.

Nous pourrions citer bien d'autres cas encore qui prouvent péremptoirement les bienfaits accomplis par le traitement du réformatoire d'Ennis. En somme, Ennis peut revendiquer à juste titre une proportion considérable de régénérations durables, soit 18 sur 35, car les 50 % environ des alcooliques libérés se sont bien conduits dès lors et, dans les cas de rechute, les causes d'insuccès ont été examinées et enregistrées. Le réformatoire a d'autres avantages encore qui ne doivent point être oubliés. L'ivrogne habituel cause beaucoup de mal et de déboires à son entourage. Il constitue un fléau public, une cause de scandale, et le réformatoire accomplit un bienfait public en le soustrayant pour une longue période à son milieu. Les familles que l'ivrogne ruinait et désorganisait par sa conduite peuvent se reconstituer lorsqu'il a été interné pour deux ou trois ans, ce que sa présence rendait impossible. Il y a, hélas ! un nombre considérable d'hommes et de femmes qui s'adonnent graduellement au vice de l'ivrognerie, non seulement à leur propre détriment, mais à celui des pauvres enfants sans ressources qui dépendent d'eux. Or, la crainte du réformatoire réussit à elle seule à intimider ces buveurs qui sont légions, elle en a déjà retenu et elle en retiendra beaucoup encore sur la pente fatale de leur vice. Jusqu'à maintenant, on peut donc constater que la « Loi sur les ivrognes » de 1898 a été couronnée de succès, et que ses résultats justifient pleinement l'attente de ceux qui ont contribué à son adoption. Il ne faut point oublier que les considérations médico-légales qui ont abouti à la promulgation de cette loi sage et bienfaisante

sont basées sur la longue expérience des hommes qui ont eu affaire avec le crime causé par l'alcoolisme.

Un fait très réjouissant à constater, c'est que le maintien de la discipline au réformatoire n'a donné aucune difficulté. Les alcooliques qui se conduisent mal sont simplement isolés et condamnés à prendre leurs repas et leurs récréations à part. Les internés reconnaissent eux-mêmes que cette mesure est nécessaire dans les intérêts de toute la communauté de l'établissement.

Jusqu'au 31 décembre 1903, 62 alcooliques ont été internés au réformatoire de l'Etat pour buveurs d'Ennis. Ils se sont répartis comme l'indique le tableau ci-après :

En 1900	2 hommes et 5 femmes	Total	7
» 1901	8 » » 17 »	»	25
» 1902	3 » » 5 »	»	8
» 1903	9 » » 13 »	»	22
<i>Total</i>	22 hommes et 40 femmes	Total	62

Le 31 décembre 1903, il restait 31 internés au réformatoire d'Ennis, soit 12 hommes et 19 femmes.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

TROISIÈME SECTION

TROISIÈME QUESTION

Délimitation de l'intervention de l'Etat en matière de patronage.

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. FUCHS, conseiller intime,
président central de l'Union des Sociétés badoises de patronage à Carlsruhe.

Pour répondre à cette question, il faut d'abord se rendre exactement compte des différentes espèces de protection qu'embrasse l'idée de patronage. On reconnaîtra ensuite facilement quelle peut être l'étendue de la sphère d'action du patronage, quels doivent en être les agents, de quelles ressources il doit pouvoir disposer et l'usage qu'il doit en faire pour remplir sa mission sans tâtonnements et sans efforts.

Le patronage est à considérer en première ligne comme un acte de charité, commandé par l'amour du prochain, et grâce auquel les détenus libérés qui font preuve d'un sincère repentir et se montrent animés de bonnes résolutions, trouveront, à leur sortie du pénitencier, la main secourable dont ils ont si souvent besoin pour se créer une nouvelle existence.

Il a son origine aussi dans la conviction, toujours plus forte, que les individus ne peuvent intervenir avec succès à

l'aide de leurs seuls moyens d'action, mais que tous ceux qui sont animés des mêmes bons sentiments doivent se grouper pour former une association de patronage et mettre à son service leurs connaissances et leur expérience, de même que leurs ressources pécuniaires et leur esprit de sacrifice. C'est ainsi qu'on en arrivera non seulement à fournir aux détenus libérés la possibilité de se relever moralement et de gagner honorablement leur vie, mais aussi à mettre l'association en état de prendre toutes les mesures propres à les préserver des rechutes dont ils sont toujours menacés et à prémunir la société contre les dangers d'un accroissement de la criminalité.

Les associations qui se donnent pour tâche de poursuivre ce but général peuvent être, quant à leur champ d'action et à son étendue, de nature très variée. Elles peuvent assigner à leur activité les limites d'une ville et ne s'y occuper que des seuls besoins locaux, ou bien prévoir l'organisation, dans un territoire plus étendu (une province ou tout un pays), de nombreuses institutions indépendantes les unes des autres, qui se fédèrent pour former ensemble une Union et travailler *viribus unitis* à la réalisation d'un programme commun.

Le patronage peut ne s'occuper que des adultes et, parmi ceux-ci, ne venir en aide qu'aux nationaux. Il peut aussi se placer à un point de vue moins étroit et donner son appui à tous les détenus libérés qui en ont besoin, sans distinction de nationalité. Il peut également s'exercer en faveur de jeunes délinquants, ou en faveur de jeunes gens que des circonstances défavorables mettent en danger de tomber tôt ou tard dans un état de dégradation morale, dont ils ne peuvent être préservés que par une meilleure éducation et un bon apprentissage.

On voit que les buts des sociétés de patronage, qui doivent toujours être clairement désignés dans les statuts de ces sociétés, offrent une très grande variété.

Pour le mode de recrutement des sociétaires, notamment de ceux qui doivent administrer la société ou remplir des fonctions patronales, il peut être fait application des règles les plus diverses, qui impriment alors à la société, surtout si elle poursuit un but religieux, son caractère distinctif.

L'expérience prouve cependant que, si les associations veulent assurer leur existence et voir leurs efforts couronnés de succès, elles doivent borner leur activité aux œuvres prévues par les statuts et recruter des adhérents dans toutes les classes de la société.

Malgré l'avantage que trouvent certainement les associations à posséder un grand nombre de membres jouissant de la considération attachée à des fonctions publiques, ecclésiastiques et communales, elles ne doivent pas non plus renoncer au concours de représentants de la classe ouvrière qui, par leur fidélité et leur application au travail, sont parvenus à se créer une certaine position. Il n'est pas rare de trouver chez ces braves ouvriers, dès qu'ils ont surmonté leur antipathie bien naturelle pour des condamnés, une saine appréciation des œuvres de patronage et des cœurs compatissants pour ceux qui regrettent sincèrement leurs fautes et fournissent des preuves de résipiscence en s'adonnant passionnément au travail.

A tous les collaborateurs il faut laisser une certaine somme d'indépendance et la leur garantir statutairement, car il est de l'essence même de ces actes de charité qu'ils s'accomplissent non sous l'influence d'une routine bureaucratique, souvent fort désagréable, mais dans l'idée que les organes de l'association sont tenus d'individualiser chaque cas selon ses caractères particuliers et d'accorder ensuite, aussi largement que possible, l'appui reconnu nécessaire.

Enfin, quant aux ressources dont les sociétés de patronage doivent pouvoir disposer pour l'exercice de leur activité, beaucoup de ces institutions peuvent suffire à leurs besoins avec les cotisations de leurs membres et les dons qu'elles reçoivent de particuliers. C'est ce qui a toujours lieu quand une société ne fonctionne que dans une circonscription peu étendue et ne s'occupe que d'une certaine catégorie de détenus libérés.

Nous citerons comme exception à cette règle la Société des Pays-Bas pour l'amélioration du sort des détenus libérés, à Amsterdam, qui est déjà depuis 81 ans une institution nationale et dispose de ressources considérables. Elle n'exerce que le patronage de personnes ayant subi une condamnation et a pour principe de ne pas accepter de subsides de l'Etat, afin

de conserver une entière indépendance. En l'année 1893, on a demandé qu'elle s'occupât aussi de l'enfance abandonnée, mais cette proposition fut repoussée, et il se fonda alors à cet effet une société distincte sous le nom de *Société hollandaise pro juventute*.

D'autres sociétés, dont l'action s'exerce dans tout le domaine du patronage et sur un territoire d'une grande étendue, ont reconnu, dès l'origine ou peu de temps après, que l'appui financier de l'Etat leur était grandement nécessaire et ont alors entamé avec les pouvoirs publics des négociations qui ont abouti à une délimitation exacte des attributions de la société et des prérogatives de l'Etat, ainsi qu'à la fixation statutaire de leurs droits et devoirs réciproques.

Il a toujours été procédé de cette façon quand furent créées des institutions de patronage nationales ou provinciales comprenant un certain nombre de sociétés de district avec un organe central.

Telles sont les *considérations générales* qu'il importe de ne pas perdre de vue, à mon avis, pour donner une réponse satisfaisante aux questions énoncées ci-après, savoir :

- I. Y a-t-il des cas dans lesquels les institutions de patronage ne peuvent absolument pas se soustraire au contrôle de l'Etat?
- II. A quelles conditions l'intervention de l'Etat dans les œuvres de patronage peut-elle être utile aux comités et doit-elle être acceptée par ceux-ci?
- III. Dans quelles circonstances le contrôle de l'Etat sur les sociétés de patronage doit-il être envisagé comme une atteinte portée à leur indépendance et doit-il conséquemment être repoussé?

I.

Il va de soi que, si des sociétés de patronage ont besoin, pour le développement de leur existence juridique ou de leur sphère d'action, de créer des organismes spéciaux à placer sous une protection légale, elles doivent s'incliner devant l'autorité des lois qui régissent ces matières et ne peuvent absolument pas revendiquer un traitement exceptionnel. L'égalité

de tous devant la loi est de droit strict aussi pour les institutions de patronage.

Si une société de patronage, pour étendre son champ d'action, se trouvait dans le cas d'acheter une propriété et d'acquérir pour cela la capacité civile, elle devrait remplir toutes les formalités prescrites par le code civil ou par les dispositions de droit public qui régissent la situation juridique des sociétés.

Supposé aussi qu'une société voulût fonder une école ou une maison d'éducation, elle aurait tort de se croire lésée dans son indépendance, parce que l'Etat exigerait qu'elle se conformât à certaines prescriptions concernant l'adoption d'un programme et son exécution, l'exercice de la discipline, ainsi que l'éducation religieuse et morale des élèves, et parce qu'il ferait contrôler périodiquement l'observation de ces prescriptions. Il en est de même des dispositions à prendre pour réunir les meilleures conditions de salubrité dans ces établissements.

Dans toutes ces circonstances, le contrôle de l'Etat s'exerce en vertu de la loi, et il ne peut pas être question de s'y soustraire.

Enfin, si un comité de patronage s'était entendu avec les autorités de l'Etat pour coopérer à l'exécution de mesures coercitives en vue de l'éducation des enfants abandonnés et criminels, il s'ensuivrait nécessairement que ce comité devrait subir l'intervention de l'autorité toutes les fois qu'elle voudrait porter remède à des agissements contraires au but de la loi.

En conséquence, les comités de patronage ont, par exemple, l'obligation d'agir très scrupuleusement lorsqu'ils passent les contrats d'apprentissage et d'ouvrage, si importants pour l'avenir des élèves, et ils n'oublieront pas qu'en vertu de dispositions légales, ces contrats doivent être soumis à l'approbation des autorités de l'Etat.

II.

Dans le domaine des patronages, il existe entre l'Etat et les sociétés une *communauté d'intérêts*, qui les unit très étroitement et les empêche de se diviser, lorsqu'il s'agit de déterminer leurs tâches respectives.

L'Etat est fortement intéressé à ce que le condamné qui s'est amendé pendant la détention trouve, à sa sortie de prison, l'aide dont il a grand besoin pour suppléer à son manque de ressources et de travail et sans laquelle, harcelé par la misère et les déceptions de toute sorte, il serait exposé à perdre courage et à retomber dans le vice.

Or c'est là une tâche que, pour des raisons faciles à comprendre, l'Etat ne peut pas entreprendre, mais qu'il est obligé d'abandonner à l'initiative bien plus efficace des institutions de patronage.

Cela ne l'empêche cependant pas d'encourager tous les efforts qui seront tentés en vue de la création de ces bien-faisantes institutions.

Il peut, d'une part, aider de ses conseils et de ses exhortations ceux qui se vouent à l'organisation des patronages et, d'autre part, leur accorder des subventions régulières et assez élevées pour qu'ils soient en mesure d'accomplir efficacement la tâche qu'ils se sont imposée.

Les sociétés elles-mêmes ont surtout intérêt à se faire garantir une liberté d'action aussi étendue que possible, afin d'être en mesure d'accomplir leur mission avec succès, et il est indifférent alors que celle-ci soit inspirée par des sentiments d'humanité ou dictée par des raisons de politique sociale.

Une société qui ne se confine pas strictement dans sa sphère d'action, mais qui veut poursuivre encore d'autres buts en connexité avec celle-ci, a sans doute parfaitement le droit de soumettre chaque requête à un examen, sans se croire obligée de la traiter suivant une règle générale, établie d'avance, mais en se réservant au contraire d'organiser son aide de la manière qui lui paraîtra la mieux appropriée aux circonstances. Le comité directeur de la société et ses collaborateurs doivent donc être laissés libres d'instituer les patronages, soit en n'écoutant que la voix de leur cœur, soit en limitant leur appui dans certains cas particuliers, pour obéir à des considérations d'intérêt général.

Toutes ces règles, dont il faut tenir compte lors de la création d'une société et à l'occasion de son développement, ne peuvent être que d'une application restreinte quand les

ressources pécuniaires de la société ne sont pas en proportion de la tâche qui lui est dévolue. C'est alors qu'on doit s'adresser à l'Etat pour obtenir de fortes subventions.

Ce besoin de subventions se manifestera toujours, lorsque les associations d'un pays ou d'une province, après s'être fédérées pour former une Union dirigée par un comité central, se trouveront dans le cas, tout en gardant leur indépendance complète, de demander à ce comité central de les mettre à même de s'occuper d'œuvres dont elles devraient sans cela se désintéresser, faute de ressources suffisantes. Les occasions de ce genre ne feront pas défaut, par exemple lorsqu'il s'agit de faciliter à des adultes soit leur émigration dans des pays d'outre-mer, soit l'apprentissage d'un nouveau métier, ou de s'occuper de l'éducation et de l'instruction professionnelle d'enfants délaissés et de jeunes délinquants. Dans tous ces cas, il faudra que la caisse centrale fournisse les moyens de faire face à une partie des dépenses, ou même qu'elle prenne celles-ci complètement à sa charge.

Les concessions à faire à l'Etat par les sociétés de patronage en retour des subventions qu'il leur accorde peuvent très bien être déterminées par les statuts de l'Union d'une manière satisfaisante pour tous les intéressés.

Une expérience de bien des années permet de recommander comme une bonne institution l'adjonction au comité central d'un commissaire de l'Etat, dont les attributions consistent à s'assurer que les statuts sont ponctuellement observés, à faire en sorte qu'ils ne soient pas révisés sans qu'on lui fournisse l'occasion de donner son avis sur les modifications proposées et à veiller à ce que les grandes dépenses soient préalablement soumises à son approbation.

Ce commissaire reçoit communication des comptes rendus annuels des sociétés et du compte rendu général publié par le comité central; il est ainsi parfaitement au courant du développement des œuvres de patronage et est toujours à même de se rendre compte de la situation financière des associations fédérées.

Les fonctions que revêt le commissaire ministériel au sein du comité central sont des fonctions honorifiques, qui

seront toujours des plus utiles, pourvu qu'elles s'exercent intelligemment et avec beaucoup de tact.

Dans le Grand-Duché de Bade, cette institution existe depuis bientôt 23 ans sans jamais avoir donné lieu à des réclamations. Au contraire, on est généralement d'accord pour reconnaître que c'est à elle, en toute première ligne, qu'on est redevable des progrès accomplis jusqu'ici dans le domaine du patronage des détenus libérés. On peut en dire autant des institutions de patronage des autres Etats de l'Empire d'Allemagne, qui sont organisées dans les mêmes conditions, ou dans des conditions analogues.

III.

Nous ne contesterons pas que certains faits d'intervention officielle pourraient être envisagés comme une tentative de porter atteinte à l'indépendance des comités dirigeants des fédérations de patronage. Ce serait le cas, évidemment, si on voulait exiger d'une de ces fédérations, dont les ressources sont uniquement destinées à la protection des détenus libérés, qu'elle appliquât temporairement une partie de ses moyens pécuniaires à d'autres œuvres qu'à celles du patronage.

De même, l'Etat compromettrait la bonne entente qui doit régner entre les pouvoirs publics et le comité central de la fédération, s'il cherchait à étendre le champ d'action de celle-ci et à provoquer à cette fin une révision de ses statuts, contrairement à la volonté des sociétaires, ou bien si, dans les patronages individuels, il voulait faire bénéficier de la protection des personnes incapables de travailler ou atteintes d'infirmités, et cela en dépit de dispositions statutaires qui ne prévoiraient l'intervention tutélaire des comités qu'en faveur de détenus libérés physiquement en état de gagner leur vie par leur travail.

Contre ces tendances de l'Etat à s'immiscer dans leurs affaires, les sociétés de patronage trouveraient protection dans leurs statuts mêmes et dans leur ferme volonté de les faire observer. Si cette protection se révélait comme insuffisante, ce serait déplorable, car il pourrait arriver que la confiance des sociétaires dans l'indépendance de la fédération en fût

ébranlée précisément chez ceux qui se déclarent prêts à s'imposer des sacrifices et qu'on pourrait compter parmi ses membres les plus dévoués.

Nous pouvons conclure de ce qui vient d'être dit que, d'une part, il n'est pas juste de prétendre que l'ingérence de l'Etat dans le fonctionnement des institutions de patronage doive nécessairement leur être préjudiciable, et que, d'autre part, on ne répond pas d'une manière décisive à la question posée en soutenant que les œuvres de patronage, et particulièrement la protection de la jeunesse, doivent s'exercer sous l'égide de l'Etat¹⁾.

Par contre, je crois qu'en présence de la grande extension du patronage pendant les trente dernières années, on trouvera la vraie solution en disant qu'*une alliance, pleine d'égards réciproques, entre l'Etat et les sociétés est le moyen le plus efficace de favoriser le développement des œuvres de patronage.*

¹⁾ V. les actes du Congrès pénitentiaire international de Bruxelles. Août 1900. Pages 471—482.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST -- 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

QUATRIÈME SECTION

TROISIÈME QUESTION

Les lois de certains Etats prévoyant la détention pour une certaine catégorie de délinquants mineurs, quel est le régime à leur appliquer?

Les condamnés mineurs doivent-ils être mis en cellule pour toute la durée de leur peine ou pour une partie seulement?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

Miss ROSA M. BARRETT, à Kingstown (Dublin).

Je ne puis mieux répondre à la question posée qu'en reproduisant en français le mémoire sur la réforme des jeunes délinquants, que j'ai eu l'honneur de présenter au Congrès international « For the welfare of Children », qui a eu lieu à Londres en 1902 et auquel j'ajoute quelques renseignements nouveaux.

L'Angleterre s'est acquise, dans le domaine de la philanthropie, une réputation qu'elle ne mérite peut-être pas dans toute l'acceptation du terme. Il est vrai, cependant, que la philanthropie individuelle et la générosité sont très dévelop-

pées en Angleterre et ne sont guère surpassées par aucun autre peuple; mais les Anglais n'ont-ils pas permis au fétichisme de la liberté individuelle d'empiéter sur le bien commun, surtout en ce qui concerne le salut d'enfants abandonnés?

Permettez-moi de m'expliquer.

Ce n'est que depuis un petit nombre d'années que la loi anglaise a reconnu que c'est le devoir des parents de nourrir et d'entretenir leurs propres enfants. L'âge auquel un enfant peut quitter l'école est de deux ans inférieur à l'âge assigné dans tout autre pays civilisé; il est, je crois, inférieur de quatre ans, comparativement à plusieurs autres pays.

L'Angleterre a fait opposition, au Congrès international du travail à Berlin, alors que d'autres nations désiraient majorer l'âge d'enfants appelés à travailler dans les fabriques ou dans les mines. L'âge (7 ans) auquel commence la responsabilité criminelle partielle est inférieur en Angleterre à celui reconnu dans tout autre pays du monde, sans exception à peine (c'est 10 ans en Belgique et en Autriche, et 12 en Allemagne), de sorte qu'il est parfaitement légitime dans ce pays d'envoyer en prison un enfant de 7 ans, et pour ceux qui ont plus de 16 ans, à moins que ce ne soit pour de premiers légers délits, il n'y a pas d'autre choix que l'emprisonnement. La responsabilité criminelle *entière* commence chez nous à cet âge si jeune, de sorte que tout délinquant âgé de 16 ans doit subir exactement la même peine qu'un adulte. Dans beaucoup de pays, l'âge intermédiaire pour la responsabilité criminelle partielle est reculé à une période beaucoup plus longue que chez nous, quoique en France, en Belgique et en Hollande, ce soit aussi l'âge de 16 ans; alors que c'est 18 en Danemark, en Norvège et en Espagne, 20 en Allemagne et en Autriche, 21 en Italie et en Russie et, comme on le sait, dans quelques-uns des Etats-Unis d'Amérique c'est 30 et 35 ans pour les premiers délits.

Il me semble, à moi, que c'est nous que l'on devrait envoyer en prison au lieu de ces pauvres enfants négligés et ignorants, puisque nous sommes coupables de laisser exister de telles lois, et ceci pour deux raisons. D'abord la mauvaise influence de la prison. Généralement parlant, elle n'améliore ni ne change le caractère. Il est également inutile et coupable

de traiter ainsi un enfant négligé dont la mauvaise conduite est la conséquence naturelle de son éducation, ce dont nous sommes grandement responsables nous-mêmes.

Deuxièmement, j'avoue qu'il me paraît absolument insoutenable qu'un garçon qui n'est âgé que de 16 ans soit cependant obligé de subir pour n'importe quel délit le même emprisonnement qu'un adulte, alors qu'il n'atteint sa majorité civile qu'à 21 ans; qu'il ne peut contracter de dettes qui soient légalement reconnues ou exercer un contrôle sur ses biens; que son travail est soumis à des règlements stricts jusqu'à l'âge de 18 ans; qu'il ne peut s'enrôler avant un certain âge, et cependant les physiologistes nous apprennent que nous continuons à nous développer physiquement et moralement et que notre caractère est en formation jusqu'à l'âge de 24 ans. La responsabilité criminelle commence ainsi bien des années avant la responsabilité civile et ceci me semble non seulement une injustice flagrante, mais aussi très illogique, quoique naturellement, je le sais, n'étant pas un homme, je dois nécessairement (ainsi me l'a-t-on donné à entendre) être faible dans mon raisonnement, à moins que les hommes, qui seuls font nos lois, n'aient une explication valable à donner de cette anomalie.

Tout en parlant de ceci, je n'oublie ni la loi sur la libération, après épreuve, des jeunes délinquants, ni l'Acte de juridiction sommaire, ni l'établissement des prisons de Bedford et de Borstal, cette dernière ouverte tout récemment pour les adolescents; et, tout en regrettant profondément que les noms de prison et de conditions d'emprisonnement, etc., aient été maintenus, je félicite sincèrement le gouvernement du fait qu'il a enfin reconnu la nécessité d'un traitement spécial et plus éducatif pour certains jeunes criminels. Je crois néanmoins que bientôt luira le jour où l'emprisonnement de tout adolescent au-dessous de 16 ans sera complètement aboli et où des institutions correctionnelles remplaceront les prisons pour tous les délinquants au-dessous de 21 ans. Mais, avant de parler de mesures préventives, je dois aborder encore un autre sujet.

Il y a une terrible vérité que nous n'avons pas encore reconnue. Nous n'avons pas réussi jusqu'à présent, en Angleterre, à réprimer la criminalité chez les adolescents de 16 à

21 ans, ni empêché l'augmentation dangereuse de l'« *hooliganisme* ». Ce serait mieux, d'ailleurs, de l'appeler par son vrai nom, c'est-à-dire la brutalité vicieuse, la paresse ! car alors nous pourrions essayer de la combattre sérieusement.

En Angleterre, et autant que je puis le certifier, dans tous les pays de l'Europe et même en Amérique, à peu d'exceptions près, la criminalité tend à augmenter chez les sujets âgés de 16 à 21 ans ; c'est certainement à cet âge que les crimes sont le plus fréquents dans beaucoup de pays. De plus, la grande majorité des malfaiteurs avouent qu'ils ont commencé leur carrière criminelle dans leur jeune âge, du moins avant de bien savoir ce que c'est qu'un crime.

Ainsi, en Belgique, 40 % des récidivistes étaient âgés de moins de 20 ans lors de leur première condamnation, plusieurs n'avaient pas 16 ans, et 21 % étaient âgés de 21 à 24 ans ; dans la prison de Pentonville, en l'espace d'une année, 45 % des condamnés pour vol avaient moins de 21 ans, tandis que tout récemment, même au Japon, ce paradis de l'enfance, 21,9 % des prisonniers étaient âgés de moins de 21 ans.

Je n'ai pas l'intention d'entrer ici dans des détails de statistique en ce qui concerne la criminalité. La moitié de ceux qui furent envoyés aux écoles de réforme, en Angleterre, avaient été condamnés préalablement, quelques-uns d'entre eux plus de 6 fois ; 5 garçons âgés de 11 ans et moins furent mis en prison 2 fois, en Irlande, et 2 de ces garçons 3 fois dans la même année, le délit initial dans chaque cas étant de ceux dont je suppose tous les garçons coupables, celui de lancer des pierres. Ces condamnations répétées prouvent abondamment que la prison ne peut ni améliorer ni changer le caractère d'un enfant.

J'ai publié déjà un grand nombre d'articles sur ce sujet, dans le « Journal de la Société royale de statistique » et ailleurs, et ils pourront être consultés par ceux qui désirent obtenir des renseignements ¹⁾. Pendant plusieurs années, il y a eu en Angleterre un taux annuel de 19,000 prisonniers au-dessous

¹⁾ Voir le « Journal » de 1900. L'on peut s'en procurer des copies chez l'auteur.

de 21 ans, quoiqu'il n'y en ait plus autant maintenant (15,190 en 1900). Quelle est la meilleure manière de faire diminuer ce chiffre effrayant?

Nous pouvons, pour nous encourager à lutter, nous inspirer de considérations personnelles et égoïstes, car un criminel est une charge considérable pour l'Etat non seulement en lui-même (quoique son entretien coûte plus de 30 livres annuellement), mais il y a toutes sortes de frais de justice et de police qui échappent à notre estimation, sans parler du fait que tout membre inactif est une perte indirecte pour l'Etat, perte évaluée à environ 1600 livres sterling.

Il ne suffit pas cependant de reconnaître une faute; la connaissant, il est nécessaire de la combattre individuellement et collectivement. Je ne pense pas que j'aie quelque nouvelle panacée à proposer pour métamorphoser des criminels en honorables citoyens; mais je suis irrésistiblement entraînée vers certaines conclusions en considérant les conditions dans lesquelles le nombre des criminels augmente dans certains pays et diminue dans d'autres.

Je dois encore indiquer un autre sujet sur lequel l'Angleterre est très arriérée, comparée à d'autres pays. Tandis que, une fois en prison, les jeunes délinquants devraient être tenus éloignés des adultes, nous permettons, pendant l'instruction de leur procès, que la plupart des enfants soient enfermés dans une maison d'arrêt, souvent avec les plus mauvais criminels, et finalement envoyés en prison avec des hommes les plus endurcis. Il est vrai que la loi de 1902 sur les jeunes délinquants permet de les envoyer dans un lieu de réclusion avant de les appeler en jugement; cependant, autant que je puis le certifier, cette loi est à peine connue de beaucoup de magistrats, qui, par conséquent, ne peuvent la mettre en pratique.

Dans certains pays on ne procède plus au jugement des jeunes délinquants dans le même local et à la même heure que pour les accusés adultes. Les jeunes délinquants sont traduits devant un tribunal spécial, ou bien le juge ordinaire les fait paraître devant lui dans un local ou à une heure qu'il fixe. Dans aucun cas on n'envoie en prévention des enfants âgés de moins de 16 ans dans une maison d'arrêt quelconque; ils

sont confiés à la garde privée d'un fonctionnaire désigné ou à celle d'une société de bienfaisance ou de patronage, qui en est responsable jusqu'au prononcé du jugement. Comment pourrions-nous tolérer plus longtemps qu'un enfant soit laissé en contact avec des prisonniers adultes, qu'il se familiarise avec les scènes d'une séance du tribunal criminel ou correctionnel et ensuite soit envoyé en prison, où il perdra bientôt la honte et la crainte de l'emprisonnement?

Nos propres colonies nous ont donné un noble exemple dans ce domaine-là. La mère-patrie restera-t-elle encore longtemps en arrière? Ces enfants négligés ont besoin d'être entourés de protection et non d'embûches, et nous devons faire tout ce que nous pouvons pour éveiller en eux le respect de soi-même, plutôt que de détruire encore le peu de dignité qu'ils peuvent avoir.

Il n'est que trop vrai que le premier pas dans la bonne voie est fait lorsqu'on a réussi à éveiller l'amour-propre, le respect de soi-même chez n'importe quel criminel, jeune ou vieux; mais quel est le meilleur moyen d'y arriver? Le premier résultat qu'il faut chercher à obtenir chez un jeune délinquant est la confiance en soi-même, encouragée par la confiance toujours croissante des personnes qui l'entourent. Ceci est démontré par des expériences telles que celles faites à New-York, et par celles de l'école de réforme de Lyman, dans le Massachusetts, où les trois quarts des punitions infligées précédemment ont été abolies, depuis que l'on a eu assez de confiance pour laisser les jeunes garçons vivre librement et en famille, tandis que l'enseignement des travaux manuels contribuait aussi largement à la bonne discipline.

Car, en effet, l'habileté à créer quelque chose de tangible, la joie de devenir adroit, industrieux, seront invariablement les meilleurs moyens de régénération, car ils développent la confiance et le respect de soi-même tout en rendant le jeune criminel capable de gagner sa vie honnêtement après sa libération. Ceci est prouvé de plus par le fait que là où des statistiques locales ont pu être établies, on a trouvé que les quatre cinquièmes, en moyenne, des jeunes délinquants ne connaissaient pas de métier. Parmi nos propres prisonniers,

plus de la moitié, les deux tiers presque, hommes ou femmes, sont des agriculteurs d'occasion ou n'ont pas d'occupation stable, tandis qu'un sixième seulement des hommes sont des mécaniciens ou d'habiles ouvriers. Parmi les prisonniers, en Ecosse, les agriculteurs d'occasion formaient les trois cinquièmes du nombre total, et sur 5000 vagabonds, 80 % étaient sans métier, et 20 % étaient des ivrognes. En Irlande, il n'existe pas de rapports pouvant nous renseigner sur le nombre des condamnés ayant ou n'ayant pas de métier, mais le président du Conseil pénitentiaire m'assura que la grande majorité des criminels se recrutait dans la classe des agriculteurs inoccupés.

Malheureusement, un grand nombre d'entre eux sont condamnés à trop peu de temps — plus de la moitié (65 % en 1903) à moins d'une quinzaine et seulement 4 % à plus de 3 mois, 0.5 % à plus d'une année — et ne peuvent, par conséquent, apprendre aucun métier; mais ceux qui sont condamnés à plus longtemps, en apprennent un, qu'ils continuent à exercer après leur sortie de prison. Ainsi, en Irlande, les uniformes des employés de pénitencier sont confectionnés par les prisonniers eux-mêmes et 60 maisons ont été bâties par eux pour ces employés, tandis que l'apprentissage des travaux de ferme et de jardin est hautement apprécié par les condamnés. Ainsi que cela se pratique assurément dans les nouvelles écoles de réforme établies maintenant dans huit des Etats-Unis, je serais d'avis que nul pensionnaire, nul prisonnier ne puisse être libéré avant qu'il ou qu'elle ait pris l'habitude du travail et ait été occupé pendant son internement à quelque occupation capable dans la suite de lui permettre de gagner sa vie. Cette mesure ferait rapidement diminuer le « récidivisme », car l'inanité de notre système actuel est prouvée par le fait que nous remettons en liberté des prisonniers, sachant parfaitement bien qu'ils retourneront à leur vie criminelle et qu'à chaque nouvelle condamnation leur relèvement sera plus difficile. Ainsi, par exemple, en Irlande, sur le nombre de prisonniers condamnés pour un premier délit, 45 % récidivèrent; mais après une seconde condamnation, le nombre des récidivistes s'éleva à 65 %; après une troisième condamnation,

70 % récidivèrent et, après une quatrième fois, le chiffre atteint fut de 80 %, et ainsi toujours plus, prouvant que non seulement il y a une classe nombreuse de criminels de profession, mais encore que l'emprisonnement n'a pas le pouvoir d'améliorer les criminels, ni de leur faire changer de voie. En 1903, 31 % des prisonniers avaient été condamnés dix fois auparavant. En Angleterre, sur 100 prisonniers, il y a 30 récidivistes, et sur ce nombre 48 % retournent en prison une troisième fois et 64 % se font condamner une quatrième fois. La proportion varie quelque peu suivant les pays; mais le fait est le même partout.

« A force d'aller en prison, l'on s'y habitue, » disait un de ces habitués de la geôle.

Il y a encore deux choses dont je dois parler et qui me semblent avoir un rapport direct avec la criminalité des adolescents.

J'ai déjà précédemment relevé le fait qu'il y a peu de pays où la criminalité soit en décroissance, même parmi les jeunes délinquants.

Dans les pays où la criminalité diminue, tels que le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie méridionale, l'Irlande et je crois pouvoir ajouter la Belgique, et trois des Etats-Unis d'Amérique, deux importantes réformes ont été accomplies, et la diminution ou l'augmentation de la criminalité, que ce soit parmi les jeunes ou parmi les adultes, me semblent dépendre plus de ces réformes que de toute autre cause.

Les lois et les conditions d'existence en Irlande étant à peu près semblables à celles de l'Angleterre, je veux choisir ce pays comme exemple pour prouver mon assertion.

Il y avait, en 1853, 12,238 jeunes délinquants au-dessous de 16 ans, condamnés à la prison, en Irlande; ils formaient le 18 % du total des condamnés. En 1900, 160 jeunes délinquants furent condamnés (113 en 1903), et 230 (y compris ceux qui furent envoyés dans une école de réforme), formant ainsi beaucoup moins que le 1 % (0.2) de la totalité des condamnations; tandis que 12 % du total seulement étaient âgés de 21 ans. Aucune autre contrée n'a, à mon avis, un taux aussi bas de jeunes criminels. La principale cause de cette décroissance me semble évidente, puisque les plus grands efforts ont été

faits en Irlande, pendant ces dernières années, pour l'éducation de l'enfance. Il est vrai que la loi sur l'éducation obligatoire n'a été promulguée par l'Irlande que bien des années après l'Angleterre, et elle est souvent encore lettre morte (pardonnez-moi ce paradoxe) puisque la fréquentation des écoles, dans certains districts, est plus irrégulière depuis l'entrée en vigueur de cette loi. Mais voici un fait irréfutable.

De 1876 à 1896, les prisonniers en Irlande diminuèrent presque d'un quart, 23 %, et la totalité des illettrés diminua pendant la même période de presque la moitié, tandis que la diminution des jeunes criminels était même plus considérable. J'ai réuni quelques listes de chiffres pour prouver ce fait, indiquant la décroissance de la criminalité et de l'ignorance, et je pense qu'ils prouvent clairement le rapport étroit qu'il y a entre toutes deux.

Le tableau suivant donne à cet égard des données exactes :

Irlande.

Années.	Taux des illettrés au-dessus de 5 ans.	Moyenne de prisonniers par jour.	Adolescents au-dessous de 16 ans condamnés à la prison.	Placés dans les écoles de réforme.	Nouveaux condamnés aux écoles de réforme.
1851	47 %	5,700 (en 1854)	12,283	Non ouvertes	—
1861	39 »	2,523 (en 1860)	1,429	—	—
1871	33 »	2,277 (en 1870)	1,083	970	—
1881	25 »	2,812	1,053	1,149	—
1891	18 »	2,497	588	816	—
1898	16 (estimé)	2,563	314	605	136
1899	—	2,614	—	587	122
1900	14 %	2,393	309	621	185
1901	14 »	2,669	126	596	133
1902	13 »	2,600	93	561	118
1903	12.7 %	2,553	113	556	124

Parmi les prisonniers, en 1903, le 28.7 % étaient tout à fait illettrés.

Il y a eu, il est vrai, une décroissance du nombre des jeunes délinquants (13 %) de 1880 à 1900. La très légère diminution qu'il y a entre 1870 et 1880 est due au fait que les chiffres comprennent ceux qui sont condamnés aux écoles de réforme fondées en Irlande en 1868; ces condamnations ont aussi diminué de 50 % de 1880 à 1895.

88 % des garçons condamnés aux écoles de réforme et 93 % des filles avaient reçu très peu d'instruction, tandis que 30.6 % des prisonniers étaient totalement ignorants et 52 % à peu près illettrés, ces derniers étant deux fois plus nombreux parmi les prisonniers que parmi la totalité de la population. Puis-je dire ici que l'instruction serait l'arme par excellence pour combattre le crime si l'on savait s'en servir et l'appliquer utilement. L'éducation ne consiste pas seulement à apprendre à lire et à écrire, à étudier les classiques et à parcourir les livres. C'est le développement de toutes nos facultés, du pouvoir de raisonner et de voir, c'est le développement du caractère, du contrôle intelligent de la conduite, de l'habileté à se servir de ses mains et des instruments, et j'espère que bientôt nous reconnaitrons cette vérité et que nous honorerons et paierons mieux nos adroits ouvriers et nos instituteurs de travaux manuels. En Amérique, cette vérité est reconnue bien plus que chez nous; là-bas, les travaux manuels sont enseignés dans les prisons, dans les écoles de réforme, bien plus en vue de rendre le prisonnier capable de se rendre utile et d'agir salutairement sur son caractère, que dans un but de profit immédiat. C'est, je pense, cette conception fausse et restreinte de l'éducation qui a conduit quelques penseurs comme Ruskin et Herbert Spencer à la discréditer. Ainsi dans certaines écoles de réforme aux Etats-Unis, l'éducation est enseignée de manière à corriger les maladroits; on donne, par exemple, une tâche extrêmement difficile et exigeant beaucoup de minutie à une personne peu soigneuse, etc.; cette méthode se trouve être excellente, et la meilleure preuve de ses résultats est que les fermiers américains prennent volontiers chez eux comme ouvriers les jeunes criminels qui sortent de ces établissements, tandis qu'en Angleterre les directeurs d'écoles de réforme savent quelles difficultés ils ont à placer leurs élèves libérés.

Mais revenons à notre sujet.

En Angleterre, la proportion des illettrés ou à peu près illettrés parmi les prisonniers a varié de 95 à 97 % pendant les dix dernières années, et plus des $\frac{5}{6}$ des enfants envoyés aux écoles de réforme ou industrielles ont reçu peu ou pas d'éducation. Je ne puis que très brièvement résumer d'autres faits prouvant l'influence de l'éducation sur la criminalité. En Angleterre, la moyenne des prisonniers a commencé à diminuer fortement après 1880, lorsque les effets de la loi sur l'éducation obligatoire de 1870 se produisirent au sein de la population.

Le nombre des jeunes criminels au-dessous de 16 ans commença à diminuer simultanément avec l'application de cette loi, malgré l'accroissement de la population et une augmentation antérieure de prisonniers de tout âge.

La moyenne la moins élevée du nombre de prisonniers a été atteinte en 1892; depuis lors, pendant les douze dernières années, leur nombre s'est malheureusement accru chaque année pour un motif auquel je ferai allusion plus tard.

Naturellement, nous ne devons pas perdre de vue qu'un nombre considérable et toujours croissant de jeunes prisonniers sont placés sous le contrôle de la loi de juridiction sommaire, la loi sur les premiers délits, etc. Le nombre des prisonniers au-dessous de 12 ans a diminué de 194 en 1890 et de 245 en 1891 à 20 en 1900 et à 10 en 1903, celui des prisonniers âgés de 12 à 16 ans a aussi diminué de plus de la moitié dans le même espace de temps et ceux de 16 à 21 ans aussi légèrement; mais le véritable crime ne diminue pas à ce dernier âge, quoique le nombre des jeunes détenus, à vrai dire, diminue; les jeunes garçons forment une classe nombreuse et toujours croissante de criminels. En Belgique, les illettrés sont deux fois plus nombreux parmi les prisonniers que dans la population en général, et dans les rapports de 17 des Etats-Unis l'on peut voir qu'il y a huit fois plus d'individus sans éducation parmi les prisonniers que dans un nombre égal de personnes instruites. Parmi les individus arrêtés en France, 95 % et en Suisse 83 % sont sans éducation ou à peu près, 72 % dans les Etats-Unis.

Cependant, malgré ces faits et d'autres exemples analogues, nous laissons toujours une quantité d'enfants — ceux en vérité qui plus que d'autres auraient besoin d'éducation — grandir sans surveillance et sans discipline. Environ un million d'enfants qui devraient être à l'école sont absents chaque jour, en Angleterre, ou un enfant sur cinq, même de ceux qui figurent sur les tableaux de statistique. En Irlande, la proportion des absences relativement au nombre porté sur les registres est à peu près de la moitié. De même, nous leur permettons de quitter l'école beaucoup trop tôt, de sorte que sur 600,000 élèves âgés de 11 ans, 53,000 seulement restent après avoir atteint l'âge de 14 ans, et la conséquence de cet état de choses est le vagabondage par les rues; car cette liberté complète après la contrainte de l'école, la méchanceté naturelle, l'absence d'occupation régulière à l'âge le plus dangereux et le plus impressionnable, avant que le caractère moral soit complètement formé, sont les causes principales de ce qu'on appelle en Angleterre « hooliganisme ». Mettez un terme à la paresse et au vagabondage (remettez en vigueur même la « curfew bell » si c'est nécessaire et vous arrêterez ainsi les sorties aux heures tardives), élevez l'âge des enfants pour la fréquentation des écoles complémentaires et des cours obligatoires, soit le jour, soit le soir; établissez un contrôle et des restrictions au commerce dans les rues, fondez des établissements correctionnels spéciaux pour les jeunes gens et alors nous aurons cessé de créer des criminels.

Voyez les résultats obtenus dans nos écoles de réforme: 81 % des filles et 83 % des garçons sortis de l'école sont en moyenne occupés régulièrement et gagnent leur vie, et dans la meilleure de nos écoles industrielles 90 % de ceux qui l'ont quittée se conduisent bien et travaillent sérieusement; aucune autre institution correctionnelle que je connaisse ne peut se glorifier d'un si heureux résultat.

Mais ces 90 % de succès ne peuvent nous suffire, pour cette raison qu'étant données les mêmes chances de réforme et d'instruction alors qu'ils sont encore jeunes, 90 % des criminels de notre pays eussent pu devenir aussi des citoyens honnêtes et utiles, car chaque criminel a en lui l'étincelle du

bien qui un jour pourra faire de lui ou d'elle un honnête homme ou une honnête femme. Ainsi que le gouverneur de la prison de Durham le dit : « L'emprisonnement de courte durée est le châtiment le plus funeste qui puisse être infligé à de jeunes garçons » et ceci est prouvé ultérieurement par le fait que 34 % des jeunes délinquants avaient déjà été condamnés auparavant, que 56 % des condamnés sont des récidivistes dangereux et sur le nombre total des prisonniers 58 % ont déjà subi des condamnations ; cependant, ainsi que je l'ai déjà dit, 4 % seulement de tous nos prisonniers ont à subir des détentions de plus de trois mois, la moitié est condamnée à moins de deux semaines. Il est naturel que ni discipline, ni instruction ne sont possibles dans un laps de temps aussi court. Les désavantages de ce système ont été reconnus par la Belgique et la Suède et aussi par quelques-uns des Etats-Unis d'Amérique.

Je ne puis que mentionner le fait que nous permettons toujours à une certaine classe d'enfants, très nombreuse, d'échapper à la loi sur l'éducation obligatoire — ce sont les mendiants, les vagabonds, les allants et venants des « workhouses ».

La loi n'a aucune influence sur ces enfants-là et nous lisons dans le dernier rapport d'un inspecteur de prisons : « Les vagabonds sont, comme d'habitude, nombreux parmi les prisonniers. C'est une classe difficile à diriger et leur nombre va toujours croissant. Il n'y a pas beaucoup de travaux qu'ils soient capables d'entreprendre. Les renseignements de notre « Local Government Board » prouvent que non seulement nous n'empêchons pas le développement de cette classe, mais que nous l'encourageons encore à s'accroître sans cesse. Beaucoup d'enfants sont nés et élevés dans les « workhouses », et en Angleterre nous avons un nombre considérable et toujours croissant d'enfants et d'adultes vagabondant par les rues. »

A l'appui de ce que je viens de dire, je ne puis mieux faire que de citer l'œuvre admirable accomplie en Belgique pendant les huit dernières années ; après la promulgation de la loi de 1891, la classe des vagabonds et des

mendiants se trouva diminuée de la moitié en l'espace de trois ans¹⁾.

Dans la Nouvelle-Zélande, au Canada, dans l'Australie méridionale, New-York et d'autres Etats, les enfants qui n'ont pas de domicile fixe ou de tutelle assurée peuvent être recueillis et envoyés dans une institution, ou confiés aux soins de quelque personne responsable, de même que les enfants dont les parents sont vagabonds ou ivrognes. Nous ne devons pas oublier que lorsqu'un enfant s'est accoutumé à une vie de paresse et de vagabondage, il est presque impossible de lui faire prendre ensuite des habitudes de travail régulier. Dans la Nouvelle-Zélande, le directeur de l'instruction publique dit que la plupart des jeunes criminels ont eu dans leur enfance des habitudes de vie nomade; et ces rôdeurs, mendiants, etc., se trouvent être, en France, les enfants les plus paresseux, les plus corrompus et les moins intelligents de tous ceux qui sont envoyés dans les institutions.

Je crois à cette sentence de la Bible: « Qui ne travaille pas, ne doit pas non plus manger », et je voudrais abolir également le paresseux riche et le paresseux pauvre — tous deux se nuisent à eux-mêmes et aux autres, mais les paresseux pauvres sont encore plus nuisibles que les autres, parce qu'ils sont plus nombreux. Il y a une vieille loi anglaise qui dit: « Les mendiants et les vagabonds, quand ils sont forts et vaillants et sains de corps, doivent être attelés à un char et fouettés jusqu'à ce que leurs membres soient en sang. »

Sommes-nous bien plus sages de nos jours?

La seconde question, que je ne puis traiter que très brièvement, est l'influence énorme que l'ivrognerie exerce sur la criminalité. En Europe, dans 65 % des cas, elle est généralement la cause directe du crime, et les exemples que j'avance ne sont pas empruntés aux dires des fanatiques de la tempérance, mais bien dans les listes officielles des prisons. En France, dans une prison, 50 % des prisonniers au-dessous de

¹⁾ J'ai publié des renseignements détaillés sur cette loi dans « Good Words », juin 1901.

20 ans et 67 % de ceux qui étaient âgés de 20 à 30 ans étaient adonnés à la boisson. En France, généralement, le 50 % des crimes est dû à l'ivrognerie, tandis qu'il n'était que de 10 % avant 1880. Dans ce pays, la criminalité augmente d'un quart parmi les adolescents de 16 à 21 ans entre 1880 et 1893, et il faut remarquer que c'était en 1880 que la vente libre des boissons alcooliques fut autorisée; depuis lors la quantité vendue a augmenté du double.

En Ecosse, il y a une augmentation alarmante de crimes de toute sorte, surtout de délits contre la propriété. Le président de la Commission pénitentiaire dit qu'on peut les attribuer directement à l'abus des boissons alcooliques; 72 % des délits n'ont pas d'autre cause, tandis qu'à Dundee 88 % de tous les prisonniers étaient ivres au moment de leur arrestation. En Ecosse, la population s'est accrue de $2\frac{1}{4}$ % dans les quatre dernières années, mais le crime a augmenté de $16\frac{1}{2}$ % dans le même espace de temps. Les détenus de prisons locales en Angleterre sont devenus plus nombreux depuis 1892, concurremment avec la consommation toujours croissante des liqueurs spiritueuses, tandis qu'au Canada et à la Nouvelle-Zélande la criminalité est en décroissance; dans ce dernier pays, le crime a diminué de 17 % pendant les 10 dernières années et la consommation de spiritueux de 50 % (l'ignorance a diminué aussi de 24 à 16 % dans le même espace de temps). En Suède, 74 % des prisonniers avouent que leur crime est dû à l'ivrognerie; à Copenhague, 74 % également, ou les trois quarts au bas mot.

Cependant, nous faisons si peu d'efforts pour combattre l'ivrognerie que les arrestations dues à cette cause seule ont plus que doublé pendant les 40 dernières années en Angleterre. Nous allons à l'encontre de grandes dépenses pour la découverte et le châtimement du crime, tandis que nous ne dépensons qu'à contre-cœur ce qu'il faudrait pour le prévenir. Les frais qui résultent de la mise en jugement d'un ivrogne permettraient, m'a-t-on dit, d'entretenir deux enfants pendant une année. Nous pouvons à peine dire combien le crime est imputable indirectement à l'abus de liqueurs, et combien les enfants sont négligés de ce fait.

Nous devons aussi sûrement à l'ivrognerie le fait alarmant qu'en Angleterre, en 1900, 55 % seulement de nos prisonniers étaient capables physiquement de supporter un pénible labeur, tandis que dans une prison 26 % des adolescents furent trouvés incapables, physiquement et moralement. La plupart des jeunes délinquants ont eu la vie difficile, et il n'y a pas grand avantage à essayer de les améliorer par la sévérité; les privations et la dureté ne leur sont que trop connues; la bonté et les égards seront plus efficaces que les punitions pour éveiller leurs bons sentiments.

Le temps et l'espace me manquent pour exposer encore ici le système américain si efficace des « Probation officers » (patrons officiels chargés de la surveillance des condamnés pendant le sursis ou la période de leur mise à l'épreuve). Une société de patronage, en rapport avec Bedford et trois prisons de Londres, a été formée en partie sur le même modèle. Dans presque chaque pays, excepté en Angleterre, les enfants qui une fois sont sous la tutelle ou la protection de l'Etat restent, jusqu'à l'âge de 21 ans, sous la surveillance non d'employés de police mais d'agents spéciaux de surveillance bienveillante.

Sûrement, on ne pourra plus dire comme Sydney Smith jadis que « nos prisons sont des écoles entretenues aux dépens du public pour l'encouragement du vice »; car nous connaissons maintenant une meilleure méthode pour le traitement éventuel des jeunes délinquants et nous voyons que l'amélioration et l'éducation bien entendues sont plus nécessaires que les punitions; mais comme Bacon disait: « Les bonnes pensées ne sont pas plus utiles que les beaux rêves tant qu'elles n'ont pas été changées en réalités. » De quelle manière pouvons-nous le mieux mettre en pratique notre savoir? Ce n'est que par l'obéissance aux divins commandements, ce n'est qu'en « annonçant la bonne nouvelle aux pauvres, en proclamant la délivrance des captifs, en guérissant les cœurs malades et en mettant en liberté ceux qui sont enchaînés et meurtris ».

OPINION DE M. EDWARD GRUBB, Secrétaire de la «Howard Association» sur les cours de justice spéciales pour enfants et sur le Système de la Mise à l'épreuve (Probation System) dont il est question à la fin du rapport de Miss Barrett.

En réponse à la question 3 de la IV^e Section, M. Edward Grubb nous a communiqué le tirage à part de la lettre suivante qu'il a envoyée au «Times» le 5 octobre 1904.

Pendant un récent voyage que j'ai fait en Amérique, dit-il, j'ai eu l'occasion de voir à l'œuvre les Tribunaux séparés qui ont été organisés en grand nombre dans les villes américaines pour l'instruction des procès de jeunes délinquants.

Le sujet en question a déjà été présenté à vos lecteurs le 27 octobre dernier par Miss Davenport-Hill, à la lettre de laquelle était joint un rapport de Miss Alice Henry, fonctionnaire attachée au tribunal des jeunes délinquants, à Adelaïde dans l'Australie Méridionale. Depuis ce temps-là, le système de la mise à l'épreuve a attiré l'attention publique et je veux indiquer brièvement ce qui a été accompli jusqu'à ce jour.

La Nouvelle-Galles du Sud et la Nouvelle-Zélande suivent l'exemple de l'Australie méridionale, et un Tribunal spécial a été établi à Toronto, au Canada.

En Irlande, grâce aux efforts de l'Association philanthropique de réforme, dont Lord Meath est le président, un Tribunal privé pour l'instruction des procès de jeunes délinquants a été établi à Dublin et des arrangements ont été pris à Belfast et à Cork pour que les procès d'adolescents fussent instruits séparément et complètement en dehors des autres affaires criminelles.

En Angleterre, la Société pour la protection des «Enfants qui gagnent leur pain» s'intéresse elle-même à la chose et a l'intention de donner une conférence sur ce sujet, l'automne prochain. Si les informations que j'ai pu obtenir sont exactes, le seul changement survenu jusqu'à présent dans la voie désirée, est que, dans quelques districts de Londres, les délits qui tombent sous le coup de la «Loi sur l'Education», sont instruits et jugés ailleurs que dans des cours de justice criminelles.

Cette réforme a été accomplie grâce aux efforts privés de magistrats généreux.

Avant de parler de l'Amérique, qu'il me soit permis de dire ici quelques mots des avantages évidents qu'il y a à séparer les enfants des adultes, lors de leur comparution devant les tribunaux. L'on comprendra aisément que les associations qui ont lieu inévitablement dans ces endroits-là ne sont pas bonnes pour des enfants, — la promiscuité et le langage d'êtres dépravés, les détails honteux de beaucoup de causes entendues, l'excitation, la notoriété momentanée que peut leur donner leur apparition devant une foule de curieux, soit comme accusés, soit comme témoins. Plus on pourra traiter ces cas-là avec discrétion et tranquillité, mieux cela vaudra pour eux. Feu le Lord Mayor de Dublin, dans sa déposition, disait en présence de la Commission nommée pour discuter la question du commerce dans les rues : « Je ne puis concevoir de plus grande calamité pour un enfant que d'être obligé de venir s'asseoir dans une de nos cours d'assises de Dublin. »

En Amérique, le système des tribunaux spéciaux a été organisé avec un remarquable succès à New-York, Brooklyn et Chicago, aussi bien que dans d'autres villes. J'entendis beaucoup louer cette innovation, et dans deux villes, Indianapolis (Ind.) et Boston (Mass.), je fus moi-même témoin de sa mise en pratique. Dans la première de ces deux villes, Mr. George W. Stubbs a été nommé juge spécial du tribunal des jeunes délinquants et il éprouve un intérêt paternel pour les enfants qui sont amenés devant lui. Le jour que je lui fis ma visite, trois jeunes garçons qui se trouvèrent être tous trois de couleur étaient accusés chacun de petits larcins. Tous les trois ont été soigneusement examinés, c'est-à-dire à fond, et il en résulta que l'un des garçons fut mis en liberté, le second confié aux soins d'un agent du « système de la mise à l'épreuve » et le troisième, qui avait de mauvais antécédents, envoyé en prison. L'on m'assura cependant que très rarement l'on recourait à cette dernière extrémité.

A Boston, l'on n'a pas encore désigné des juges spéciaux ; mais les causes des enfants sont entendues et jugées après que le tribunal s'est retiré et que les salles sont désertes. Je trouvai

que le juge et son clerc parlaient aux enfants avec une rudesse inutile, les effrayant plutôt; mais cette méthode est sans aucun doute un progrès comparativement à la Cour d'assises publique.

En Amérique, l'expérience a prouvé qu'un accessoire était nécessaire à ces cours d'assises privées, et cet accessoire c'est la nomination d'agents ou de fonctionnaires aux soins desquels les jeunes délinquants peuvent être confiés au lieu d'être envoyés en prison. A Indianapolis, deux agents officiels rétribués sont attachés au tribunal spécial pour jeunes criminels; ce sont deux dames, dont l'une est la femme d'un professeur et n'ayant pas d'enfants elle-même.

Ce qui va suivre est un aperçu des devoirs qui incombent aux agents de ces tribunaux spéciaux.

L'agent doit premièrement faire une enquête approfondie sur les antécédents et l'entourage de l'enfant qui est confié à ses soins et en faire un rapport à la Cour sur un formulaire adopté dans ce but.

Si l'enfant fréquente l'école, l'agent doit exiger de l'instituteur un rapport hebdomadaire sur la conduite de l'enfant et sur sa fréquentation à l'école, rapport qui doit lui être présenté. De ces notes de chaque semaine, l'agent prépare, à son tour, le rapport mensuel qu'il doit lui-même présenter au juge. Si l'enfant est en apprentissage, l'agent fait son rapport chaque mois sur la qualité de son ouvrage, sur son patron, sur son degré d'activité. Il a le droit de visiter l'enfant n'importe où et n'importe quand et d'exiger des rapports à certaines époques. L'on fait également un effort considérable pour se maintenir en relations avec des établissements pouvant procurer de l'ouvrage aux garçons de couleur ainsi qu'aux blancs, et tous les moyens sont mis en œuvre pour faire reprendre ou pour donner à l'enfant des habitudes de travail et un caractère consciencieux.

Je pense que l'installation de semblables employés payés par l'Etat est l'une des réformes les plus urgentes que l'on soit obligé d'introduire dans notre procédure criminelle.

Sans ces employés, les tribunaux pour enfants n'atteindront que bien imparfaitement le but qu'ils poursuivent, c'est-à-dire empêcher les jeunes délinquants de retomber dans leur vie de désordre.

Par la loi de 1901 sur les jeunes délinquants (Juvenile Offenders Act), un tribunal de juridiction sommaire a le pouvoir « de remettre ou confier un enfant, ou une jeune personne, à la surveillance de n'importe quelle personne capable, disposée à le recevoir », mesure utile qui prépare la voie de la nomination officielle d'employés surveillants capables. Tout dépend, naturellement, de la capacité effective de l'homme ou de la femme choisie pour accomplir ce devoir de grande responsabilité; heureusement que les personnes dévouées ne sont pas rares autour de nous.

La grande difficulté qui existe est celle-ci: Que faire de l'enfant qui a été arrêté pour un délit lorsque le tribunal a dû s'ajourner au lendemain?

La nomination de fonctionnaires chargés de la surveillance des enfants semblerait venir à point pour résoudre le problème sans parler des avantages évidents que présente ce système. Présentement, il n'existe aucun autre moyen que celui d'enfermer l'enfant au poste de police.

Il ne devrait y avoir aucune difficulté à ce qu'il soit envoyé dans la maison d'un employé dont les fonctions seraient de le mettre à l'épreuve et qui aurait l'obligation de le reconduire le lendemain devant le magistrat.

Je suis, Monsieur, bien sincèrement à vous

EDWARD GRUBB,

Secrétaire de la «Howard Association».

Commentant cette lettre, le «Times» dit dans un article:

Dans plusieurs villes d'Amérique, des tribunaux spéciaux pour enfants ont fonctionné avec succès pendant des années. D'après le rapport de notre correspondant, il est naturel que la mesure accessoire nécessaire à ces tribunaux, dans les grandes villes surtout, consiste dans la nomination de « Probation Officers » soit de fonctionnaires spéciaux officiels dont la fonction est de prendre des informations sur chaque cas délictueux, de contrôler les dépositions souvent fausses qui sont faites aux juges, de questionner l'instituteur ou le patron quant au passé de l'enfant et de mettre en œuvre tout ce qui peut contribuer à son salut.

Quelques personnes charitables, telles que des membres de sociétés de patronage et autres, attachées à quelques-uns de nos tribunaux et de nos lieux de détention, accomplissent ces fonctions jusqu'à présent. Mais si l'Etat veut remplir son devoir en cherchant à réduire à un minimum le nombre des malfaiteurs et empêcher qu'on ne forme des criminels dans les prisons, il doit prendre l'affaire en mains plus systématiquement qu'il n'a fait jusqu'à présent et lui donner une application plus sérieuse.

Le juge, le géolier et le gendarme ne suffisent pas dans une administration criminelle parfaite.

Une ou deux sociétés ont accompli une excellente œuvre, semblable à ce dont parle Mr. Grubb; mais, dans les grandes villes, leurs efforts manquent d'extension.

* * *

Tout en plaidant sérieusement pour la séparation des causes des enfants de celles des adultes et la nomination de « Probation Officers », le Comité de l'Association Howard désire aussi relever un point de grande importance dans toutes les mesures à prendre, c'est-à-dire de ne rien faire pour diminuer la responsabilité des parents dans leur conduite vis-à-vis de leurs enfants. Si les parents étaient ce qu'ils devraient être, peu d'enfants paraîtraient devant les tribunaux; ce n'est pas l'Etat mais les parents qui sont les gardiens naturels de leurs enfants, et tout système destiné à servir les intérêts de ces derniers n'aura de succès qu'autant qu'il stimulera le sens de la responsabilité chez les parents. Il est de toute évidence, heureusement, que le système de mise à l'épreuve (probation system), s'il est sagement mis en pratique, aura ce résultat. Envoyer un jeune délinquant à la maison, auprès de ses parents, en le plaçant en même temps sous la protection d'un surveillant expérimenté, qui les conseillera tous et leur aidera à accomplir leur devoir, vaut souvent bien mieux que d'envoyer l'enfant dans une institution réformatrice aux frais de l'Etat.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

PREMIÈRE QUESTION

- A. *Pour quels délits y a-t-il lieu d'édicter l'amende comme peine supplémentaire ?*
- B. *Quelles règles doivent présider à la saisie des biens du condamné à l'amende et à l'exécution de l'emprisonnement subsidiaire ?*

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. R. DEMOGUE,

professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université de Lille.

L'emploi de l'amende comme peine complémentaire se rattache à une difficulté plus générale concernant les peines à prononcer à l'occasion d'un délit quelconque. Quand, un individu étant coupable d'une infraction, on a à se demander quelle doit être la suite légale de ce délit, on est parfois unanimement d'avis de prononcer à côté d'une peine principale des peines complémentaires. C'est lorsque celles-ci ont pour but, moins d'infliger au coupable une souffrance qui le déterminera à s'amender, ou de lui ôter d'une manière quelconque le désir de recommencer, que de lui enlever certains droits

reconnus à tous dont il userait probablement mal. Il y a en effet nombre de peines qui apparaissent plutôt comme des mesures de sûreté afin d'empêcher dans l'avenir la réitération d'actes criminels. Quand un individu a commis un crime et qu'en outre d'une peine de plusieurs années de réclusion ou même de travaux forcés, on le rend incapable d'être électeur, on le prive du droit d'éligibilité ou de celui d'être tuteur, ou témoin en justice, croit-on par là prononcer contre lui une mesure supplémentaire dont l'adjonction à la peine principale permettra seule d'enlever au délinquant tous ses mauvais sentiments ? Je ne le pense pas.

Le désir du législateur en prononçant des peines supplémentaires, comme l'interdiction de certains séjours du droit français, ou des incapacités, a été bien plutôt de constater les droits dont le criminel ne pourrait jouir sans être trop tenté d'en abuser. Comment espérer, en effet, que le criminel fournisse à la justice un fidèle témoignage, comment croire qu'il sera un tuteur soucieux des intérêts de son pupille, un honnête administrateur de biens de sa commune ? Comment espérer également qu'il jouira du droit commun à tous d'aller habiter où il lui plaît sans en profiter pour se soustraire à la surveillance de la police, et tenter avec plus de chances d'impunité un nouveau délit ?

Dans des cas de ce genre, on s'inspire plutôt des considérations de sécurité sociale que de répression proprement dite ; et cela est si vrai que l'on reproche précisément à certaines de ces incapacités pénales de s'appliquer sans raison. En France, en effet, on accuse la peine de la dégradation civique (et le même reproche pourrait être adressé à d'autres incapacités organisées par des codes étrangers) de constituer un bloc d'incapacités qui sont encourues toutes ensemble sans que le juge puisse en détacher même une seule, et on regrette que pour cela des condamnés soient souvent privés de droits qu'ils auraient sans doute honnêtement exercés : comme les condamnés politiques qui sont privés du droit d'être tuteurs, ou de porter une décoration. Et cependant, il est certain que la peine ici est fort sensible au condamné, de nature par conséquent à le détourner de récidiver.

Sans doute cette application de peines accessoires n'a pas toujours eu lieu dans cet esprit, et autrefois, lorsqu'on cherchait surtout à intimider les malfaiteurs par la crainte d'une répression très dure, on multipliait les peines complémentaires pour que le crime fût suivi d'un cortège de sanctions multiples de nature à arrêter le délinquant au dernier moment. On estimait alors en effet que plus l'on frapperait fort les criminels, plus l'on empêcherait de crimes de se commettre.

A cette époque on était alors porté à prononcer contre les criminels outre une peine principale : travaux forcés ou réclusion par exemple, outre des peines-mesures de sûreté : incapacités pénales, interdiction de certains séjours, une véritable peine : l'amende. Et c'est ainsi sans doute que nous voyons dans le code pénal français de 1810 environ 64 dispositions qui prononcent l'amende cumulativement avec l'emprisonnement ou une autre peine plus grave.

A l'étranger, cet exemple a été partiellement suivi : dans le code pénal hongrois, dans le code pénal italien, de nombreux textes prononcent une amende accessoire. On pourrait encore citer le code pénal belge et de nombreuses législations cantonales de la Suisse : celles du canton de Vaud, du canton de Fribourg, de Neuchâtel, de Genève, du Tessin, etc., le code de l'empire d'Allemagne qui contient une douzaine d'articles prévoyant une amende avec une peine privative de liberté. Toutefois, parmi les législations européennes, il faut mentionner le code suédois de 1864 qui, à ma connaissance, ne prononce que dans un seul texte l'amende cumulativement avec une autre peine. Partout ailleurs le juge doit infliger à son choix l'amende ou une autre peine, mais non les deux ensemble. L'amende n'existe donc pas comme peine complémentaire dans la législation suédoise. Et cet exemple a été suivi à la fois par le code pénal des Pays-Bas et le nouveau code norvégien.

Il faut donc choisir entre ce système très net et le système des législations qui emploient l'amende à titre complémentaire, et voir ensuite quelles idées doivent dominer l'emploi de l'amende à ce titre.

Sur ce point, les législations positives nous serviraient difficilement de guides, étant donné qu'elles n'offrent pas un système clair et que l'emploi de l'amende à titre complémentaire paraît même souvent avoir été fait avec peu de méthode.

Pour examiner avec soin les cas où l'amende peut venir s'adjoindre à d'autres peines, il faut voir si dans certains cas l'amende ne peut pas fournir un utile complément de répression, et si ces hypothèses ne se trouvent pas en fait restreintes par certaines idées que nous allons exposer.

I.

L'amende nous paraît pouvoir être recommandée au législateur comme peine complémentaire lorsque celui-ci a à combiner à la fois les exigences d'une répression suffisamment intimidante avec le désir d'éviter au délinquant l'application d'une peine qui le déshonorerait, ou qui ne pourrait être prononcée sans inconvénient de quelque sorte.

C'est ainsi qu'elle pourrait être employée lorsque le juge prononce une peine avec sursis. Les magistrats ont fait en général un large usage de cette mesure de clémence en vue d'éviter à un délinquant encore novice le séjour déshonorant de la prison. En Belgique, en 1901, le sursis à l'emprisonnement a été accordé 6022 fois, ce qui représente 24 % du total des condamnations à l'emprisonnement. En France, on constate le même fait : le sursis à l'emprisonnement accordé 8565 fois en 1892 l'a été 21,752 fois en 1902. Ce souci très louable d'éviter à un délinquant primaire une flétrissure ineffaçable doit s'allier dans la pratique avec le désir de ne pas énerver la répression. Il serait donc très juste qu'il fût recommandé au juge prononçant un emprisonnement avec sursis d'infliger en même temps une amende payable immédiatement. On éviterait de la sorte que le sursis étant devenu définitif, le délinquant ne se fît ce raisonnement qu'après tout un premier délit ne coûte rien, conclusion qui une fois répandue dans le public est évidemment de nature à encourager au mal celui qui hésite encore au seuil de la première transgression de la loi pénale. L'amende prononcée sans sursis serait donc de nature à se joindre utilement à une condamnation conditionnelle à l'em-

prisonnement. Ces deux peines combinées permettraient d'établir une répression qui, tout en évitant une tache sur le nom du délinquant, lui ferait sentir énergiquement l'étendue de sa faute.

De ce cas, il faut rapprocher celui où la peine pécuniaire ne peut suffire à elle seule à intimider le délinquant, non à cause du fait même, mais à raison de la fortune du délinquant. C'est là une hypothèse un peu exceptionnelle sans doute, mais qui a cependant besoin d'être signalée. Supposons un propriétaire d'automobile très riche qui, par suite d'excès de vitesse, de manque de précautions, a tué ou grièvement blessé un passant. Cet homicide par imprudence devra-t-il être puni comme il l'est le plus souvent en pratique par une amende, même assez élevée? Je ne le crois pas. Il faut en effet se préoccuper de ce que le patrimoine du délinquant peut mettre celui-ci au-dessus des peines pécuniaires. Une personne fortunée supportera avec indifférence une condamnation à l'amende. Il peut être nécessaire de prononcer en outre contre elle un emprisonnement même très court. Cette peine sera pour elle moins une souffrance physique qu'une souffrance morale. Et telle personne riche qui se serait montrée imprudente pour satisfaire son plaisir personnel, se montrera plus circonspecte si elle prévoit comme sanction un internement de quarante-huit heures, soit seul, soit accompagné d'une amende.

La solution que nous donnons ainsi en cas d'homicide par imprudence nous paraîtrait pouvoir être étendue aux autres cas où l'amende serait en théorie la meilleure peine à appliquer, mais où le juge pourrait craindre à raison de la situation pécuniaire du coupable que celui-ci n'y fût pas suffisamment sensible.

Il y a une autre hypothèse où, tout en étant moins affirmatif que dans les deux autres, je jugerais volontiers l'amende très utile à titre de peine complémentaire. C'est en cas de crimes passionnels. Il y a là un des côtés les plus difficiles du problème pénal. On y trouve en effet une opposition complète entre la gravité du fait commis, qui est le plus souvent un meurtre ou une tentative de meurtre, et par conséquent un acte antisocial au suprême degré, et le mobile qui a poussé

l'agent. Celui-ci n'apparaît en effet le plus souvent que comme ayant cédé à un sentiment partagé par les personnes honnêtes : la passion, la colère, l'amour contrarié, l'honneur offensé. L'on sait trop comment, dans leur esprit simpliste, subissant l'effet du lointain écho de théories en présence, les jurés sont arrivés à traiter avec une indulgence extrême les crimes passionnels : en acquittant presque toujours leurs auteurs. On peut aujourd'hui en effet considérer comme un point certain que la sanction de ces crimes ne consiste plus dans une peine perpétuelle. Elle ne consiste même plus ordinairement dans une peine de très longue durée, et si le jury n'acquitte pas, il ne manque pas de se montrer indulgent en faisant profiter l'accusé de circonstances atténuantes.

Le rédacteur d'un code pénal doit évidemment tenir compte de ces faits. Quelle que soit son opinion théorique, il ne peut oublier que son rôle est non pas de faire de la science abstraite, mais de suivre une bonne politique criminelle. Il semble qu'il obéirait à ce devoir et qu'il tiendrait compte de la nécessité de ne pas trop effrayer le jury, en permettant aux cours d'assises de prononcer, en outre de l'emprisonnement de moyenne durée, une amende assez élevée contre le criminel par passion. Cette peine complémentaire qui passerait un peu inaperçue pourrait être efficace. Tout en évitant au délinquant une répression faite plutôt pour des criminels d'une autre sorte, on lui infligerait une punition de nature à le détourner de recommencer. Et cela serait d'autant meilleur que ce qui choque pour le criminel par passion, c'est moins de le voir puni avec sévérité que de le voir confondre lorsqu'il subira sa peine avec les pires malfaiteurs, avec des gens dominés par les sentiments les plus pervers. On se dit en effet, parfois avec raison, parfois à tort, que le criminel par passion est d'une autre trempe qu'un assassin ordinaire et qu'il faut le punir autrement. Il ne serait pas choquant que la peine consistât en partie à payer une assez forte amende.

On pourrait songer aussi à employer l'amende à titre complémentaire à raison de la nature de l'infraction, lorsque celle-ci a été inspirée par la cupidité. En pareil cas, la peine pécuniaire est véritablement la peine topique : elle atteint le

délinquant par son côté sensible, la passion du gain ¹⁾. Aucune leçon ne peut être meilleure pour lui que de voir l'acte délicieux, au lieu d'être une source de bénéfices, être une cause de pertes.

L'emploi de la peine pécuniaire doit donc être ici recommandé, soit que le gain apparaisse comme le but direct de l'infraction, soit que le délit accompli plutôt en apparence par complaisance ou par désir de mal faire, se rattache en réalité à un désir de gagner de l'argent. La peine pécuniaire convient donc non seulement si un individu a fait des menaces de révélations calomnieuses pour le cas où on lui refuserait de l'argent, ou dans le cas où un électeur a promis son suffrage moyennant une certaine somme. Elle convient encore lorsque l'infraction se rattache à un désir de gain plus éloigné, mais non moins direct. Ainsi en serait-il du gardien de prison qui laisserait s'évader un prévenu riche, en se disant que celui-ci lui en témoignera sa reconnaissance sous quelque forme, ou d'un employé qui exécuterait consciemment un délit sur ordre de son patron, dans l'espoir que celui-ci le récompensera par de l'avancement.

La peine pécuniaire, dans tous ces cas de délits commis par cupidité, constitue donc une peine tout à fait appropriée. C'est un point sur lequel la science pénale moderne paraît aujourd'hui fixée. Mais on ne se fait pas faute pour cela de reconnaître que, pour certaines de ces infractions, une amende ne peut suffire. Pourrait-on par exemple punir d'une simple peine pécuniaire la fabrication de fausse monnaie, la destruction de titres de créances, ou la fabrication de faux billets de banque ? Poser la question, c'est la résoudre. Il est certain en effet, qu'outre la difficulté de recouvrer l'amende très forte qui serait infligée seule, on se trouve en face d'un délinquant offrant un fonds de perversité telle qu'une privation de liberté assez longue est indispensable.

Lorsqu'il en est ainsi et que pour un délit de cupidité l'emprisonnement ou la réclusion doit être prononcée, il faut

¹⁾ On peut citer en ce sens le code pénal allemand qui ne prévoit l'amende à titre complémentaire que dans les infractions inspirées plus ou moins directement par la cupidité.

alors se demander si l'amende a encore quelque raison de s'appliquer. La peine la plus grave : la privation de liberté ne rend-elle pas inutile l'amende ? Ceci nous conduit à examiner les raisons qui peuvent limiter l'emploi des peines pécuniaires concurremment avec d'autres dans les cas que j'ai indiqués. Auparavant faisons une constatation. S'il nous semble que la peine de l'amende peut être prononcée avec l'emprisonnement dans les quatre cas qui précèdent, nous ne voyons pas qu'en dehors d'eux elle puisse être recommandée à titre complémentaire. Nous ne croyons pas qu'il faille recommander l'exemple de législations déjà anciennes qui la prononcent ainsi dans des cas très fréquents, sans que souvent on puisse en voir une raison spéciale.

II.

L'amende peut, d'après ce que j'ai exposé, être prononcée dans certains cas concurremment avec un internement. Voyons si elle peut être prononcée indifféremment avec un internement plus ou moins prolongé. Cette coexistence des deux peines me paraît complètement justifiée, quelle que soit la durée de l'emprisonnement, s'il y a une privation de liberté avec sursis, ou s'il y a eu crime passionnel, ou infraction commise par une personne riche ¹⁾.

Ces hypothèses exclues, supposons une infraction de cupidité : le juge devra-t-il indifféremment prononcer une amende avec un emprisonnement de longue, de moyenne ou de courte durée ?

Pratiquement il n'est pas à souhaiter que même pour un délit de cupidité l'amende soit prononcée pour un délit assez faible qui mérite déjà un emprisonnement. Je ne reprendrai pas ici les arguments décisifs qui ont été maintes fois développés contre les courtes privations de liberté : leur inutilité au point de vue de l'amendement, leur effet démoralisateur et déprimant sur l'esprit du condamné. On peut considérer aujour-

¹⁾ D'ailleurs, dans ce dernier cas, l'emprisonnement prononcé pour compléter l'amende à laquelle le délinquant serait indifférent, n'aura ordinairement qu'une courte durée, car il vise seulement à humilier le criminel, à lui montrer que, malgré sa fortune, on peut l'obliger à obéir à la loi.

d'hui comme un des points acquis de la science pénale moderne que les internements prononcés pour un temps inférieur à quelques mois ne sont pas en général à recommander. Ce n'est que dans des cas exceptionnels, comme celui de tout à l'heure, que leur emploi peut être nécessaire.

Cela étant, il n'est pas à désirer que les juges, pour un délit assez faible, prononcent concurremment l'amende et l'emprisonnement : car alors, pour ne pas se montrer trop sévères, ils appliqueront une peine privative trop brève et nous retomberons dans les mesures que la science moderne veut éviter. Il leur faudra donc faire un choix entre une amende plus ou moins forte prononcée seule et une condamnation à un emprisonnement de moyenne durée. Il n'est point dans les habitudes des législateurs modernes, et il ne serait point d'ailleurs sans inconvénient, de limiter les pouvoirs des tribunaux répressifs de façon trop étroite. Aussi l'on pourrait, conformément à cette manière de voir, pour éviter aux juges de prononcer des peines pécuniaires concurremment avec des emprisonnements trop brefs, indiquer toujours que, si un texte prévoit comme sanction d'un délit une amende et l'emprisonnement, on pourra prononcer l'une des deux peines seulement¹⁾.

L'emploi de l'amende à côté de l'emprisonnement de courte durée étant ainsi condamné, il faut ajouter en sens inverse que l'amende ne paraît pas recommandable, que son emploi n'est même guère pratiquement possible, si le criminel encourt déjà une peine principale très grave. Il est naïf de le dire, si la peine principale est perpétuelle ; on peut l'indiquer si la peine est une peine très longue. En pareil cas, la peine principale est déjà si sensible au délinquant, qu'on ne viendrait pas ajouter grand'chose à l'effet produit en prononçant une amende. On ne peut ni intimider, ni détourner beaucoup un criminel de récidiver, si on ajoute à quinze ans de travaux forcés une amende de cinq cents ou mille francs. L'amende est donc ici une sévérité inutile. D'ailleurs les législations ont admis parfois notre solution : le code pénal français, le code pénal hongrois ne prononcent l'amende en même temps que la peine priva-

¹⁾ C'est ce que fait d'ailleurs le code pénal français, art. 224, 413, 414, etc.

tive de liberté, pour un faux témoignage, que si celui-ci a lieu en matière civile ou dans un procès pénal peu grave¹⁾. De même le code pénal allemand ne prononce pas d'amende complémentaire pour les crimes de fausse monnaie les plus graves (art. 146 et suiv.).

Il ne reste donc à appliquer l'amende complémentaire qu'à côté d'une peine qui n'est ni extrêmement longue, ni très courte. C'est encore un domaine assez important. Mais voyons si dans ces cas où la peine sera d'une durée moyenne, l'amende ne sera pas quelquefois inutile, je dirai même, regrettable.

L'amende, lorsqu'elle est employée seule ou à titre complémentaire, peut devenir superflue lorsque le juge condamne déjà à une autre peine qui produit les mêmes effets. L'utilité de l'amende, c'est d'atteindre le condamné dans ses intérêts matériels, mais celui-ci se trouvera bien autrement atteint dans sa situation pécuniaire si, détenteur d'une fonction ou d'un emploi public rétribué, il se voit destitué ou suspendu de son emploi, s'il perd en même temps les droits à la retraite qui y étaient attachés. Il y a là pour lui l'équivalent d'une amende, et d'une amende des plus graves. Le délinquant se trouve en effet privé d'une ressource importante, parfois la principale ou la seule qu'il possédait. Ajouter à cette privation d'emploi une amende serait toujours un acte sans profit pour la société, et souvent une mesure inhumaine.

Cette solution a d'ailleurs été admise par le code hongrois (art. 461 et suiv.), lequel réprimant les crimes et délits des fonctionnaires prononce contre ceux-ci la destitution d'emploi sans amende, mais prévoit au contraire dans le même chapitre un emprisonnement et une amende pour celui qui fait ou promet des dons à un fonctionnaire public pour lui faire enfreindre son devoir (art. 470). Il y a là un exemple qui n'a pas toujours été imité, mais qui n'en est pas moins utile à suivre²⁾. On pourrait encore s'en inspirer au cas où le jugement a

¹⁾ Code français art. 361 et suiv., code hongrois art. 213 et suiv., v. de même art. 227, fausse accusation.

²⁾ V. de même l'art. 54 qui dispense de suspension d'emploi en cas d'amende et prouve le lien qui existe entre ces deux peines.

prononcé avec l'emprisonnement l'interdiction de l'exercice d'une profession contre un délinquant qui en vivait.

Et cette solution pourrait peut-être s'appliquer aussi au cas où le délinquant a payé à sa victime une forte indemnité, ou tout au moins conviendrait-il peut-être de diminuer alors le montant de l'amende. Car c'est toujours la bourse du criminel qui a été atteinte, et cela suffit pour qu'il trouve désormais le délit désavantageux à commettre.

III.

Nous avons jusqu'ici indiqué dans quels cas on pourrait prononcer une amende à titre complémentaire. Voyons comment il serait possible d'en assurer le recouvrement. C'est un point sur lequel des progrès devraient être réalisés, car en pratique le plus grand nombre des amendes reste irrécouvré. En France, en 1902, les amendes en principal se montaient à 6,501,766 francs et les droits accessoires appelés décimes à 1,621,283 francs. Sur ces sommes, on n'a perçu que 1,987,827 francs de principal et 494,937 francs de décimes. Et la difficulté de faire payer les condamnations pécuniaires se trouve démontrée encore par cette circonstance que sur 8,246,578 francs de frais de justice on n'a pu percevoir que 3,499,697 francs. Et cela n'a rien d'étonnant. La majorité des délinquants, ce ne sont pas des gens qui possèdent quelque bien, ni même de bons ouvriers. Presque tous sont très pauvres, vivant au jour le jour, au hasard du travail qu'ils trouvent. Cependant ce n'est pas une raison pour ne pas chercher à les faire payer ce qu'ils doivent comme peine pécuniaire.

Comment pourrait-on améliorer le recouvrement de l'amende? On le pourrait tout d'abord en intéressant au paiement de la peine pécuniaire tous ceux qui participent à son recouvrement. Si le receveur des amendes touchait toujours 10 ou 20 % des sommes qu'il reçoit, si les inspecteurs ou les directeurs de services qu'il a au-dessus de lui avaient un intérêt pécuniaire dans les résultats obtenus, ils apporteraient un souci extrême à cette partie de leurs attributions. Ils feraient d'actives démarches, s'occuperaient de s'adresser au débiteur au

moment où il a quelque argent. Par crainte ou par persuasion, ils arriveraient plus souvent à leur but¹⁾.

Il conviendrait de même d'intéresser au paiement les communes où résident les délinquants, pour activer le zèle du maire à donner des renseignements sur leur compte et à venir en aide au receveur des amendes. Il vaut mieux, en effet, donner une grande partie de l'amende à ceux qui aident à la percevoir, plutôt que d'encourager le délinquant en le laissant ne pas payer. Car le condamné qui ne paye pas se dit en lui-même qu'il a été plus fort que la société, que l'on n'a rien pu gagner sur lui, et en présence d'une nouvelle occasion de commettre un délit, il hésitera moins que la première fois.

Pour éviter ce résultat déplorable, c'est surtout au zèle des personnes chargées de faire rentrer les amendes qu'il faut faire appel, et pour cela il faut que ce zèle soit largement récompensé. Prenons les faits. En France, les percepteurs qui recouvrent les amendes ont déjà dans les grandes villes à percevoir les contributions de 40 ou 50,000 habitants. Ce travail est très absorbant, aussi ils peuvent simplement, si le débiteur ne s'exécute pas volontairement, prendre l'avis du maire avant de faire emprisonner le délinquant. Le recouvrement se fait donc un peu automatiquement, sans qu'on puisse examiner de près chaque cas, pousser le débiteur dans ses derniers retranchements, sinon en appliquant la contrainte par corps. C'est donc surtout en attirant l'attention des percepteurs par un dividende élevé sur le paiement qu'on pourrait dans les villes, où les contribuables sont inconnus des fonctionnaires, arriver plus souvent au recouvrement. Mais il faudrait, pour cela, encore une fois, que les percepteurs fussent très largement rémunérés de leurs enquêtes et des démarches multipliées qu'ils pourraient faire près du délinquant. Dans les localités moins peuplées où les fonctionnaires chargés de faire payer les amendes connaissent tout le monde, ont plus de temps, le problème est plus facile à résoudre, et les percepteurs peuvent,

¹⁾ En France, les percepteurs touchent 3 % sur les amendes recouvrées. Cela suffit à peine à couvrir leurs frais d'imprimés et autres. Il faudrait qu'une forte récompense les incitât à s'occuper beaucoup de faire rentrer les amendes en faisant des enquêtes minutieuses.

notamment en s'adressant au patron du délinquant, se faire payer peu à peu par retenues sur le salaire, tandis que cette mesure dans les villes est impossible et n'a donné que de mauvais résultats. Il est trop difficile de savoir où le délinquant travaille, et si on veut lui retenir sur son salaire, il va chez un autre patron, ou encore il ne travaille plus, et le remède est alors pire que le mal.

Il faut donc se rendre compte de deux points, à savoir que dans les campagnes la perception des amendes est plus facile que dans les villes, et que partout il faut moins compter sur la force même de la loi, les institutions qu'elle créera, que sur le zèle que mettront les fonctionnaires à l'appliquer. C'est donc surtout ce zèle qu'il faut stimuler.

Cependant, comme il ne faut pas seulement favoriser le recouvrement par la désignation de fonctionnaires actifs, comme il faut encore leur donner les moyens pratiques d'agir contre les redevables, voyons ce qui pourrait être fait à cet égard.

Nous n'hésitons pas à dire qu'il faut, pour assurer le recouvrement, autoriser toute mesure qui n'est pas condamnée par les principes d'humanité, quand même elle serait très dure. Et il n'y a là en somme que de la politique criminelle bien entendue, car il sera toujours humain au fond de se servir d'une garantie de paiement qui permettra au juge d'employer largement les peines pécuniaires et d'éviter la peine d'emprisonnement. Il y a un progrès évident à remplacer l'emprisonnement par une peine pécuniaire, même recouvrée par des moyens énergiques.

Nous serions donc disposés à permettre au receveur des amendes de faire usage, à côté de la vente des meubles du condamné qui entraîne des frais et produit souvent peu, d'une simple saisie suivie de mise en dépôt, le condamné ne devant recouvrer ses meubles que s'il paye, ces objets devant en tous cas être vendus s'il ne s'est pas libéré dans un certain délai. Tel individu, en effet, dont les meubles seront vendus à un prix dérisoire, paiera pour les recouvrer un prix supérieur.

Lorsque le condamné n'a pas de biens que l'on puisse saisir, alors la difficulté commence. On ne peut plus s'attaquer

qu'au salaire du délinquant. Nous avons montré qu'en France on arrivait parfois à se faire payer en s'adressant au patron du condamné qui fait des retenues sur le salaire.

Devrait-on faire de même des retenues sur le pécule du condamné à l'emprisonnement? Ces retenues sont parfaitement justifiées quand elles ne portent pas atteinte à la portion du pécule qui sera payée à la sortie et dont le condamné a besoin en attendant qu'il trouve du travail. Le premier point en effet est d'assurer au délinquant son retour à la vie honnête. Mais dès que ce retour peut être assuré, les retenues sur le salaire sont légitimes en vue d'assurer le paiement de l'amende. En France, le décret du 20 octobre 1880 prescrit cette retenue sur le pécule disponible (c'est-à-dire sur la portion du pécule dont profite le condamné pendant sa peine) quand le prisonnier a à sa sortie plus de cent francs. Cette règle nous semble devoir être recommandée : elle préserve les intérêts du délinquant libéré, elle lui laisse aussi un stimulant pour son travail en prison, puisque, jusqu'à concurrence de cent francs, son pécule doit rester intact.

Il reste un dernier moyen à l'Etat afin de parvenir au paiement de l'amende sur le salaire du délinquant. C'est que l'Etat fasse travailler le condamné pour son compte ou pour le compte des administrations locales et qu'il regarde chaque journée de travail comme équivalent au paiement d'une certaine somme. Ce paiement en journées de travail, ces corvées pénales ont été établies par de nombreuses législations. Dès le dix-septième siècle, elles existaient en Thuringe. Au dix-huitième siècle, nous les trouvons en Suède, avec l'ordonnance maritime du 24 janvier 1777 ; en Norvège, avec l'ordonnance du 6 décembre 1743. Au dix-neuvième siècle, les principales législations européennes ont admis cette institution, mais, chose remarquable, c'est principalement pour les délits forestiers. C'est ainsi qu'en Allemagne l'institution a été admise par la loi prussienne du 15 avril 1878, sur les vols forestiers. En France, la loi du 10 juin 1859, modifiant l'art. 210 du code forestier, a autorisé les délinquants à se libérer des amendes au moyen de prestations en nature. Mais les législations ne s'en sont pas toujours tenues à cette application restreinte :

en Allemagne, il y a eu extension de l'emploi des corvées pénales. En Suisse, dans le canton de Schwyz, dans celui de Vaud, le condamné (loi du 17 mai 1875, art. 7) peut se faire inscrire chez le receveur de l'Etat pour être employé à des travaux publics. Le nouveau code norvégien contient des dispositions du même genre. Sans nous attarder aux projets présentés dans le même sens dans divers pays, nous devons constater la faveur avec laquelle cette mesure a été vue par les rédacteurs des diverses lois pénales, faveur très explicable, car elle offre même aux insolubles un moyen commode pour payer.

Cependant, si des textes nous descendons à la pratique, nous voyons que les résultats sont médiocres. En France, ce n'est que dans de rares régions forestières que ce paiement en nature est usité : et encore faut il pour avoir de bons résultats que les délinquants ne soient pas trop pervertis, sinon ils profitent de leur travail en forêt pour commettre de nouveaux délits. Il faut de plus qu'ils aient assez de ressources pour pouvoir travailler un certain temps sans recevoir de salaires. A l'étranger, les délinquants ne sont pas toujours zélés pour s'acquitter de la sorte. Beaucoup sont si paresseux qu'ils préfèrent l'oisiveté relative de la prison, au travail à l'air libre qu'on leur offre.

Cependant ces résultats ne doivent pas nous faire désespérer du paiement des amendes en journées de travail, ils doivent seulement nous faire réfléchir sur les conditions dans lesquelles ces prestations peuvent être employées.

Nous croyons tout d'abord que c'est surtout dans les campagnes que les corvées pénales peuvent fonctionner. En effet, le travail rural comportant, par la force même des choses, certains temps d'arrêt, le délinquant pauvre pourra en profiter pour travailler au profit de l'Etat, en exécutant sur les routes certains travaux, en faisant des terrassements. Dans les milieux urbains au contraire, le travail est en général continu et un ouvrier qui ne s'acquitte pas par acomptes sur son salaire n'ira pas travailler au profit de l'Etat et risquer de se faire renvoyer par son patron à raison de cette absence. Mais supposons que le délinquant puisse sans inconvénient

pour son travail ordinaire exécuter des corvées pénales. En ce cas, il nous semble que ce mode de paiement doit être recommandé.

Il faudrait pour cela que le travail pût être fait non seulement pour le compte de l'Etat, mais encore pour le compte du département ou de la commune. Car on ne peut exiger que le condamné aille à une très longue distance, dans une localité éloignée, pour exécuter le travail pénal. Reste à savoir si, sur place, on trouverait toujours le travail nécessaire. Peut-être y aurait-il quelque difficulté. Mais alors, ce serait à l'administration à aviser. Il y a des travaux qui, sans être nécessaires, sont utiles, on pourrait les faire exécuter le jour où l'on aurait de la main-d'œuvre pénale. Et ici encore, il est certain que les travaux de ce genre qui doivent être exécutés par le premier venu se trouveraient plus facilement dans les campagnes, où l'on aura toujours à faire des travaux de voirie très simples qui n'exigent aucune connaissance spéciale.

Une autre difficulté se présenterait encore, qui serait d'autant plus facilement résolue que l'on se trouverait dans une agglomération plus petite : il faudrait éviter que les condamnés ne fussent réunis en grand nombre en de vastes ateliers où ils pourraient se pervertir mutuellement, comme ils le font dans les prisons. Mais sauf dans les villes assez grandes, ce danger n'est pas à craindre, car on aura tout au plus quelques condamnés à la fois qu'on pourra faire travailler séparément. Il est vrai que ce travail séparé rendra la surveillance plus difficile. Mais on pourrait songer à la faciliter en établissant le travail à la tâche, ou en donnant un encouragement au travail intensif.

D'ailleurs il n'y a là que des points de détail sur lesquels les règlements administratifs auront à décider au mieux des circonstances, et l'expérience démontrera où est le meilleur système.

Reste alors à résoudre un point capital. Les corvées pénales devraient-elles avoir un caractère obligatoire ou devraient-elles être simplement un moyen laissé à la disposition du délinquant pour s'acquitter de l'amende ? Certaines législations : la loi française, la loi italienne, la loi du canton de Vaud, reconnaissent aux prestations pénales un caractère facul-

tatif pour le condamné. Mais la loi du canton de Schwyz rend le paiement en travail obligatoire, si l'amende n'a pas été soldée. Nous croyons, quant à nous, que cette organisation est préférable. Nous ne nous dissimulons pas que le paiement obligatoire des amendes en travail peut soulever des difficultés. Il est évidemment beaucoup plus simple de n'avoir qu'un moyen facultatif pour s'acquitter.

Mais il ne faut pas oublier à quelle espèce peu recommandable de débiteurs on a à faire. Les délinquants ne sont pas comme des débiteurs ordinaires qui mettent un certain empressement à payer, et qui seront disposés à accepter le premier moyen qui s'offre à eux pour se libérer. En général, ils n'auront qu'un but : éviter le paiement ou du moins ne le faire qu'à la dernière extrémité. Il serait donc préférable de ne pas leur laisser le choix et de leur imposer ce mode de paiement. On redoutera peut-être que les amendes soient payées trop fréquemment en travail, on objectera que l'Etat pourra se trouver débordé par ce flot de main-d'œuvre pénale. Je ne le crois pas cependant. Il serait facile de laisser au paiement en travail le caractère un peu exceptionnel qu'il doit avoir. Il n'y aura qu'à décider, comme le fait le code du canton de Schwyz, que le débiteur devra payer l'amende en argent dans un certain délai, et ce sera seulement à l'expiration de ce délai que l'amende impayée sera transformée en corvée pénale. D'ailleurs les receveurs des amendes auront toujours la faculté de ne pas exiger la corvée pénale si le délinquant a promis de payer par acomptes, et s'il verse régulièrement ce qu'il a promis. L'amende ne sera donc transformée en journées de travail que si le délinquant n'a payé ni la somme entière, ni des acomptes. Ce sera donc assez souvent à des débiteurs peu intéressants et exceptionnellement à des débiteurs tout à fait malheureux que le paiement en travail sera imposé. Il est certain que nombre d'entre eux feront des difficultés et chercheront à se soustraire au travail imposé. Il est certain aussi qu'en changeant de domicile, qu'en mettant beaucoup de mauvaise volonté, ils y réussiront parfois.

Mais ce qu'il faudrait, c'est qu'ils n'échappent que rarement au paiement en travail, et qu'ils soient à ce point pourchassés,

traqués, menacés par l'autorité qu'ils préfèrent finir par s'exécuter. Le délinquant devrait sentir que la société n'est pas complètement désarmée à son égard, tant qu'il ne s'est pas acquitté. La situation devrait en quelque sorte être rendue pour lui insupportable tant qu'il ne fournirait pas l'équivalent de l'amende qu'il doit.

Evidemment, c'est surtout par des sanctions énergiques et multipliées que l'on pourrait contraindre le délinquant pauvre à s'acquitter en travail. L'examen de ces sanctions est de toute nécessité si l'on estime avec nous que le paiement en travail peut être rendu obligatoire. Mais ajoutons qu'il ne serait pas moins nécessaire d'examiner ces mesures si l'on entend déclarer les corvées pénales facultatives : car elles serviraient alors de sanction contre celui qui ne paiera son amende ni en argent, ni en travail.

On a proposé déjà de prononcer contre le délinquant la privation des droits politiques. Nous ne sommes pas sûrs que cette règle déterminerait tous les délinquants à payer. Certains sont absolument indifférents à l'usage de leurs droits électoraux. Cependant, la mesure nous paraît recommandable, car le condamné à l'amende qui ne paie rien, peut être jugé souvent indigne d'exercer des droits politiques, de participer en quelque manière à la gestion des affaires publiques. Il y aurait donc là un peu une question de salubrité politique. Il conviendrait toutefois de limiter cette privation de droits politiques au strict nécessaire pour assurer le recouvrement de l'amende. On avertirait l'individu récalcitrant qu'il est privé des droits électoraux pour défaut de paiement de l'amende. Mais de temps à autre, on le préviendrait qu'il peut faire cesser cette peine en acquittant ce qu'il doit.

Cette déchéance électorale pourrait quelquefois être utile à l'égard de journalistes ou d'autres personnes qui aspirent à jouer un rôle politique. Mais il serait bon de la compléter par l'incapacité de tenir des réunions publiques ou d'y prendre la parole, car il y a là un moyen d'action sur les masses dont il est utile et juste de priver le délinquant qui ne paye pas.

On a parlé aussi de prononcer contre celui qui n'acquitte pas le montant de l'amende l'interdiction d'aller au cabaret. Cette mesure est incontestablement ingénieuse. Elle frappe le

condamné dans ses goûts les plus chers, en même temps elle l'empêche de se démoraliser davantage. Le délinquant pourrait y être fort sensible. La non-fréquentation du cabaret pouvant en outre être pour lui une cause d'économies, il pourrait en profiter pour payer quelques acomptes. Nous croyons donc à tous points de vue que cette peine est bonne.

Mais il reste à savoir si son application est possible. Dans les campagnes, dans les localités peu peuplées, où les cabarets sont peu nombreux, il serait facile de prévenir les propriétaires et leur infliger une amende s'ils recevaient le délinquant. On pourrait donc assurer l'application pratique de cette peine. Le cabaretier se refuserait à recevoir le délinquant si le fait de lui donner à boire devait lui devenir onéreux. Mais dans les villes, le problème est moins facile à résoudre. La police ne peut surveiller de façon permanente tous les débits de boissons. Ceux-ci sont nombreux et le délinquant en trouvera toujours où il ne sera pas connu. Cependant il serait à souhaiter que quelques essais fussent faits.

Je ne craindrais d'ailleurs pas, soit pour assurer une surveillance plus étroite du délinquant, soit pour le frapper à raison du défaut de paiement de l'amende, de demander que le débiteur récalcitrant subisse une sorte de confinement. Cette peine établie par le code italien a pour effet d'obliger le délinquant à rester un certain temps dans une localité éloignée du lieu du délit. Nous la concevrions ici de manière un peu différente. Il ne faut pas obliger le condamné à s'expatrier et par conséquent à se trouver sans travail. Le remède serait souvent pire que le mal : il pourrait déterminer le délinquant sans ressource à commettre des délits pour vivre. Mais tout au moins pourrait-on contraindre le débiteur récalcitrant à ne pas quitter la localité où il réside, à ne pas sortir du territoire de la commune qu'il habite. Il y serait comme enfermé, et le seul fait de manquer à la règle qui lui serait imposée permettrait de le mettre en prison.

Il y aurait là une mesure de nature assurément à atteindre le condamné et qui pratiquement serait plus facile à appliquer que l'interdiction de séjour du droit français. Pour l'éviter, le délinquant pourrait faire quelque effort pour payer.

Ajoutons, toutefois, que pour échapper à tout reproche de sévérité excessive, nous proposerions que le temps de ce confinement fût limité à un petit nombre d'années.

Sans doute, ici on objectera encore que ce confinement suppose une surveillance étroite, difficile et coûteuse. Mais cela ne doit pas nous arrêter : nous ne serions pas effrayés par l'idée de dépenser la majorité du produit des amendes en récompense pour ceux qui doivent les recouvrer ou assurer la surveillance du condamné : le but de l'amende n'est pas d'enrichir l'Etat. Le Trésor n'a pas un droit véritable à l'amende. Il ne la prend que pour faire souffrir le délinquant. Il faut que celui-ci paie, et peu importe que l'Etat finalement ne garde presque rien des sommes versées par le condamné.

Lorsque le délinquant ne paie pas l'amende malgré toutes les mesures accessoires qu'on a pu prendre, il faut reconnaître qu'à un moment on doit en finir, et pour ne pas laisser le condamné narguer la justice, il est indispensable de l'emprisonner.

Cet emprisonnement est évidemment regrettable : car on aboutit ainsi finalement à l'incarcération, au danger de contagion avec les autres criminels, à la tare que la prison laisse au nom de tout individu qui y a séjourné. Etant donné que, tout en mettant en prison le délinquant, on doit regretter d'être obligé de le faire, il faut tout mettre en œuvre pour détourner le délinquant d'y entrer. Il faut lui inspirer la crainte d'être enfermé. Et il y a dans cette sévérité de l'humanité bien entendue. Rien ne serait plus souhaitable que de voir la peine très dure appliquée à un seul empêcher les autres de l'imiter.

Voyons quelle peut être l'organisation de l'emprisonnement contre celui qui ne paie pas.

En France, au lieu d'en faire comme dans les autres pays un emprisonnement subsidiaire qui équivaut au paiement, on l'a organisé sous forme de contrainte par corps, c'est-à-dire que la détention subie ne libère pas le débiteur. Celui-ci ne peut pas payer en prison à défaut de paiement en argent. Ce système est plus sévère pour le débiteur récalcitrant et, par tant, je le jugerais préférable aux systèmes préconisés ailleurs. En effet, si le condamné a des biens ou en acquiert plus tard

on pourra encore les saisir, et le condamné aura ainsi payé une amende et en outre subi une peine pour sa mauvaise volonté à payer. Il est vrai que cet avantage est plus théorique que pratique et qu'il n'y aura guère de délinquants qui paieront une fois sortis de prison.

Quoi qu'il en soit, le point le plus important est d'organiser un internement qui constitue une sérieuse sanction contre le condamné à l'amende qui ne paie pas et qui ne fait aucun effort pour acquitter sa dette. Il est donc à souhaiter que le régime de la prison soit très dur pour le condamné : qu'il soit sévèrement astreint au travail, et que l'on n'imite pas la solution regrettable du droit français d'après laquelle celui qui subit la contrainte par corps n'est pas obligé de travailler.

Quant à la durée de cette incarcération, les législations étrangères l'ont parfois fixée a priori d'après le taux de l'amende : ainsi dans le code italien, on subit un jour de détention par dix liras d'amende. Une règle analogue a été adoptée par le code pénal allemand, par le code pénal du canton du Tessin et différents autres codes cantonaux de la Suisse. D'autres codes, tel le code pénal belge, ont un système un peu différent : le juge fixe en même temps que l'amende la durée d'emprisonnement qui sera subie en cas de non-paiement.

Nous croyons qu'il serait préférable de traiter autrement le délinquant. Il n'a pas fait effort pour payer l'amende : il faudrait le maintenir en prison tant que par son travail il ne l'aura pas payée. Il ne pourrait ainsi se faire ce raisonnement qu'après tout il vaut mieux pour lui aller passer quelques jours en prison, plutôt que de rester en liberté et de travailler avec énergie pour se libérer complètement. La seule atténuation que l'on puisse apporter, c'est qu'il ne faudrait pas dépasser une certaine durée maxima d'emprisonnement : deux ans par exemple. Mais le condamné serait de cette façon toujours effrayé par l'idée de la peine d'incarcération à subir.

Il reste à propos de l'emprisonnement subsidiaire à examiner le cas spécial où le délinquant aurait été condamné cumulativement à une peine privative de liberté et à une amende. Le code pénal allemand a prévu ce cas et il indique que l'incarcération subsidiaire devra être de même nature que

la peine principale. On subira donc les arrêts si la peine principale consiste en arrêts, la réclusion si la peine principale est la réclusion. La même règle se retrouve dans le code pénal du canton du Tessin. Nous n'hésitons pas à l'approuver, car le condamné à l'emprisonnement subsidiaire ne sera vraiment effrayé par cette mesure qu'autant qu'elle sera aussi dure que la peine déjà subie. Autrement il se dira : je subirai un régime moins dur, il vaut mieux ne pas payer. Pour ne pas excéder une punition raisonnable, il suffirait en pareil cas de compter le salaire du condamné pendant l'emprisonnement subsidiaire à un taux un peu plus fort si l'on subit la réclusion et non l'emprisonnement correctionnel.

Lorsqu'il y a ainsi une amende prononcée avec une autre peine, il est important de déterminer à quel moment cet emprisonnement subsidiaire pourra être subi. Si on remet le délinquant en liberté pour le réincarcérer s'il ne paie pas, il y aura un inconvénient. Le délinquant a pu recommencer à travailler, trouver une situation, et on va l'arracher à son travail pour l'enfermer à nouveau. Peut-être qu'à sa sortie, de dépit il se refusera au travail pour devenir un malfaiteur de profession. Il y a là un problème très délicat, car on est pris entre deux solutions à éviter : il est mauvais d'incarcérer deux fois pour le même délit. D'un autre côté, faire exécuter l'emprisonnement subsidiaire aussitôt après l'emprisonnement principal, c'est déroger à cette règle que l'incarcération ne doit être employée qu'à la dernière extrémité. Sans poser de règle fixe, le législateur devrait recommander, dans les cas où cela est raisonnable, de faire subir l'une après l'autre les deux peines. Si, au moment de mettre le délinquant en liberté, il apparaît qu'il ne paiera pas, si sa conduite a été mauvaise dans la prison, alors il sera sage de lui faire subir l'emprisonnement subsidiaire s'il ne donne pas de garantie de paiement. Sinon il vaudra mieux le mettre en liberté, sauf à le réincarcérer ensuite si c'est nécessaire.

Ajoutons au point de vue international que pour assurer le recouvrement de l'amende, les Etats devraient se prêter une mutuelle assistance. Ils ne s'engageraient pas gravement en faisant payer une peine pécuniaire à un délinquant qui s'est

réfugié chez eux, mais ils contribueraient beaucoup à diminuer l'audace des malfaiteurs si ceux-ci voyaient qu'en aucun pays ils n'échapperont au paiement de l'amende encourue.

De ce qui précède, nous dégagerons les conclusions suivantes :

I. L'amende peut être prononcée à titre complémentaire à côté d'un emprisonnement conditionnel, ou en cas de crime passionnel, ou si le délinquant étant riche, il ne doit pas être sensible à l'amende seule et s'il faut pour le punir efficacement l'incarcérer, ou si le délinquant a encouru un emprisonnement de moyenne durée pour délit de cupidité.

II. L'amende ne doit pas être prononcée concurremment avec la destitution ou la suspension de fonctions, ou avec l'interdiction d'exercer une profession.

III. La loi doit permettre de mettre sous séquestre les meubles du condamné à l'amende jusqu'à ce qu'il ait payé.

IV. Le paiement obligatoire de l'amende en journées de travail doit être recommandé.

V. Le débiteur de l'amende qui ne paie pas doit être privé des droits politiques, ne plus pouvoir tenir un rôle dans une réunion publique, être privé du droit d'entrer au cabaret, être frappé de l'interdiction de quitter le lieu où il était fixé.

VI. On doit faire incarcérer le débiteur qui ne paie pas jusqu'à ce qu'il ait racheté par son travail l'amende qu'il doit. Toutefois le maximum de temps d'incarcération doit être établi.

VII. Pour le paiement d'une amende complémentaire, l'incarcération doit être de même nature que la peine principale, et elle doit de préférence être subie immédiatement après la peine principale quand on prévoit qu'il sera nécessaire d'y recourir.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

TROISIÈME QUESTION

Le recel doit-il être considéré comme un délit spécial ou comme un acte de complicité?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. PAUL ANGYAL, docteur en droit,
agréé à l'Université de Budapest, professeur à l'Académie de droit
de Pécs (Hongrie).

I. Cette question, au sujet de laquelle la législation de 1878 a cru devoir me demander mon avis, a eu une solution apportée bien antérieurement par les législateurs de 1843, qui l'avaient résolue en ce sens que le recel constitue un « sui generis delictum ».

Cette décision législative, dont les racines tiraient leur suc de la bibliographie contemporaine, ne rencontra aucune difficulté dans son application pratique. Il en fut de même sur le terrain théorique, c'est-à-dire dans les cercles des représentants de la bibliographie pénale où elle ne provoquait aucune discussion ou contestation. Bien plus, elle a passé dans

la conscience publique à tel point qu'il n'y a plus aujourd'hui un seul criminaliste hongrois qui s'aviserait de soutenir que le recel n'est qu'un acte de complicité.

Tous les jurisconsultes de droit pénal estiment si naturel le point de vue auquel s'était placé le code pénal de 1878, que nous ne ressentons aucune surprise à cette observation qu'un de nos plus compétents journaux juridiques fait à propos de la question même: «... Il faut croire que ce n'est qu'à la suite d'une erreur que cette question a été admise au nombre des autres... L'on ne ferait que rehausser le niveau du Congrès international organisé par les jurisconsultes hongrois si, ultérieurement, l'on procédait à l'élimination de cette question qui est au-dessus de toute discussion...» (Voir *Jogállam*, année 1903, page 272.)

Et, en effet, si l'on considère cette question au point de vue exclusif du droit hongrois, elle n'aura aucune signification aux yeux des criminalistes de nationalité exclusivement hongroise. Mais, du moment qu'elle a été mise à l'ordre du jour des Congrès internationaux, et cela à plusieurs reprises, étant donné qu'elle fut discutée déjà par la section de législation pénale du VI^e Congrès pénitentiaire international, réuni à Bruxelles, sur la proposition et sur l'avis de MM. Le Poittevin et de Rode, elle me semble autorisée à donner sujet à discussion et à réflexion d'autant plus légitimes que plusieurs ouvrages et mémoires européens et transocéaniens traitent, aujourd'hui encore, le recel en le faisant figurer au chapitre des actes de complicité.

Dans ces conditions, la question n'est rien moins que résolue et placée au-dessus de toute discussion, pas plus qu'on ne saurait parler, à ce sujet, d'une opinion commune. Et puisque la principale tâche des Congrès internationaux consiste en ceci qu'ils sont chargés de prendre fait et cause dans des questions de principe, d'imprimer une certaine direction précisée aux législations en faisant naître des convictions dans les cercles de la science théorique et de la pratique, on fera plus qu'un travail improductif et stérile si l'on discute la question sous toutes ses faces et avec tout l'approfondissement scientifique qu'elle comporte. Quant à nous autres Hongrois,

nous avons le quasi devoir de nous justifier aux yeux de l'Europe et de prouver avec la dernière netteté, à l'aide de tous les arguments que met à notre disposition l'histoire du droit et de la science, que la conception de droit qui prévaut en Hongrie à ce sujet est la seule juste et équitable.

C'est donc en suivant cet ordre d'idées que je publie mon opinion, au cours duquel je tracerai, tout d'abord, une ébauche rapide du développement du droit hongrois jusqu'à l'époque de naissance du code de 1878, qui en est le terme, jusqu'à ce jour du moins. Je désignerai, en outre, les divers systèmes d'importants travaux législatifs européens et transocéaniens qui s'y rapportent, puis, groupant mes arguments, je m'efforcerai de prouver le bien-fondé du point de vue hongrois. Enfin je produirai ma proposition motivée concernant cette partie de la question qui est pratiquement la plus importante et qui, comme cela s'est vu aux débats du dernier Congrès tenu à Bruxelles, a prêté une vivacité bien méritoire à la discussion y relative, savoir: Est-ce désirable d'assurer aux tribunaux nationaux le droit de juridiction sur des actes de recel qui, commis à la suite de vols, d'actes de brigandage, etc., perpétrés à l'intérieur, ont été exécutés à l'étranger, et si oui, sur quelle base et comment cette juridiction doit-elle s'exercer?

II. Au point de vue du développement du droit, j'estime utile de faire connaître les suivantes des anciennes lois hongroises: 1° Au temps du règne de notre roi Saint-Ladislav (1077—1095), il a été stipulé que: Personne n'achète ou ne vend en dehors des foires (§ 1). Si quelqu'un achète des biens volés contrairement à cette loi, tout le monde doit périr: l'acquéreur aussi bien que le débiteur, y compris les témoins... (§ 3). Si le marché a lieu à la foire, il doit être conclu devant le juge et l'employé de la gabelle, et en présence de témoins (§ 5). Si, nonobstant, on aurait connaissance que ce qui a été acheté est bien volé, que l'acquéreur soit sauvé par le témoignage du juge et du préposé de la gabelle, mais que le débiteur soit livré par les témoins (Livre II, chap. 7).

2° C'est encore parmi les lois de Saint-Ladislav que l'on peut lire: Si quelqu'un achète ou vend en allant de foire en

foire et que, ultérieurement, on apprenne qu'il a vendu du bien volé: que le débiteur soit puni comme voleur, et que les témoins passent en justice (*iudicio discutiantur*); s'ils sont reconnus coupables qu'on les juge comme des voleurs (Livre III, chap. 11).

3° Une de nos lois, édictée sous le règne de Ferdinand I^{er} (1526—1564) stipule que: Attendu que l'on soutient de quelques-uns qu'ils entretiennent dans leurs châteaux-forts des goujats et des «zaskornik» s'adonnant à la rapine et que, les envoyant faire la rapine, *ils en reçoivent une partie du butin*; que Sa Majesté royale ou les sénéchaux du pays punissent immédiatement ces hommes contre lesquels on a publiquement apporté des plaintes (§ 1). De sorte que soient pris d'assaut les châteaux-forts de tous ces hommes, qu'eux-mêmes en soient tirés et punis de mort infâme, sans égard à leur personne, quelle qu'elle soit (loi 49 du décret royal de l'an 1548; § 4). Des dispositions analogues sont contenues dans quelques autres lois du même roi Ferdinand I^{er} (loi 6 du décret royal de l'an 1527; loi 50 du décret royal de l'an 1548; loi 23 du décret royal de l'an 1557). Leur pointe est dirigée, sinon d'une manière explicite contre les «receleurs», mais certainement contre des personnes qui commettent des actes similaires du recel... C'est ainsi que, d'après l'art. 6 du décret de 1527, doit être interprété ce passage: «... et fautores, participesque malefactorum... absque omni gratia, poena capitis afficiantur» (et tous fauteurs participant au méfait doivent être punis de la peine capitale). Dans l'article 50 du décret royal de l'an 1548, l'on rencontre également la trace du recel, car ce passage du texte «... qui latrones fovere... comites... tales omnes ex merito puniant» (qui favorisent les voleurs... sont des complices... doivent comme tels être punis selon leur mérite), se rapporte de même à ceux qui, en retour d'une partie du butin, entretiennent des voleurs, des bandits, etc.; quant à l'article 23 du décret royal de l'an 1557, il dit déjà clairement: «... qui prædones in arcibus vel aliis locis tenuisse, vel tenere comperientur... eadem poena, quam illi malefactores merentur, per regiam majestatem, vel in absentia regiæ majestatis, per dominum locum tenentem puniantur» (qui entre-

tiennent des goujats dans leurs châteaux ou autres locaux, ou consentent à en entretenir, sont punis immédiatement de *la même peine* que méritent les malfaiteurs, par notre majesté royale ou, en l'absence de sa majesté royale, par le maître de la localité).

5° Dans le courant du XVII^e siècle, ce sont trois lois qui attirent l'attention. Les deux premières sont intéressantes au point de vue de la forme plutôt, attendu qu'elles sanctionnent les lois ci-dessus mentionnées. Ce sont: l'article 13 du décret royal de 1625, édicté pendant le règne de Ferdinand II (1619 à 1637), et l'article 38 du décret royal de 1655 édicté durant le règne de Ferdinand III (1637—1657). La troisième est déjà plus méritoire, car elle ordonne explicitement la punition de l'acquéreur ou du receleur de biens volés ou rapinés: «...emptores vero, seu contumaces et voluntarii detentores rerum prædonice, vel furtive ablatarum...» (de même les acquéreurs et receleurs volontaires de biens rapinés ou furtivement détournés), et ce suivant le taux ci-après: «... si les fauteurs sont des chefs de l'église, des aristocrates, des nobles ou des villes libres: d'une amende de 200 florins, et jusqu'à concurrence de leur propre capitation (40 florins) s'ils ne sont pas nobles, ainsi que de la restitution des biens acquis frauduleusement » (loi 17 de l'an 1659).

6° Au point de vue de la punition, ce sont les §§ 4 et 5 de la loi 12 de l'an 1723, promulguée sous le règne du roi Charles III (1711—1740), qui ont une grande importance, attendu qu'ils ordonnent que la peine soit infligée proportionnellement à la culpabilité du fauteur, et que l'auteur soit tenu à rembourser les dommages causés, y compris les frais: «... æque pro ratione circumstantiarum pœna delicto proportionata; quod vero causata per eosdem damna, in eorundem cum expensis fienda refusione... ».

Ce qui précède constitue les plus importantes lois du Corpus Juris qui nous intéressent dans le cas actuel. J'ai présenté la matière brute conformément à son développement chronologique. Quel enseignement pourra-t-on en tirer? C'est que, depuis les temps les plus reculés de notre histoire nationale, les lois ont toujours ordonné de punir les actes qui sont

similaires du recel: de la peine capitale vers le milieu du XVI^e siècle; de la même peine que celle qui a été infligée à l'acte criminel constituant le fond, à partir de cette époque jusqu'à la sixième période décennale du XVII^e siècle; d'une amende à partir de 1659 et, enfin, d'une peine proportionnée à la culpabilité à partir de 1723. Il en ressort encore que, bien que ces lieux de droit donnent aux actes similaires au recel quelquefois une interprétation d'encouragement ou de complicité, ils se servaient cependant de préférence de termes qui nous permettent de conclure à une réglementation indépendante voulue du délit de recel. Au surplus, si l'on considère que la réglementation générale et en principe de la complicité figurait aussi peu dans le droit allemand ou français de cette époque que dans le code hongrois, l'on peut assurer de prime abord que nos lois ne pouvaient même *explicitement définir* le recel comme un acte de complicité. Mais, abstraction faite de cette considération, la législation hongroise, imitant en bien des cas la législation anglaise, ne codifiait pas du tout jusque vers la quatrième période décennale du XIX^e siècle, se contentant de créer ses règles au fur et à mesure que le besoin s'en faisait sentir. (Notre seule œuvre codificative est le Tripartitum d'Etienne Verböczy, qui constitue une collection systématique du droit existant de cette époque, qui fut fait en vue de former une loi et qui, bien qu'adoptée par la diète en 1514, ne fut jamais promulguée comme telle, parce qu'il lui manquait la sanction royale.) Ces lois d'occasion ne figurent donc pas comme des parties isolées d'un tout organique, mais bien à titre de créations indépendantes les unes des autres, et en ce cas il est absolument exclu que le législateur hongrois eût voulu régler le recel comme constituant un acte de complicité. Tout au plus nous laissent-elles la ressource de rechercher si elles n'ont pas agi à cet égard comme elles l'ont fait avec les autres actes de complicité. Sous ce rapport, ce sont les règles applicables à la punition qui pourraient nous servir de point d'appui.

L'on a pu constater que, abstraction faite d'une période de cent ans (1557—1659), durant laquelle le receleur eut à subir la même peine que celle qui avait été infligée au voleur,

bandit, etc., cette punition ne se conformait jamais à l'acte qui lui servait de fond, mais dénotait plutôt une certaine indépendance. De tout cela on peut arriver à conclure qu'en Hongrie les législateurs ont toujours vu dans le recel un *sui generis delictum* plutôt qu'un acte de complicité. La désignation *genericus* est quelquefois remplacée par le mot *fautoratus*, et, par ci par là, par *receptores*. L'institution publiée par la Lieutenance générale du royaume le 24 mars 1794, sous le n° 4052, emploie également le terme « *fautoratus furum* » quand elle énumère les divers cas d'encouragement personnel ou matériel du crime, ainsi que ceux du recel. (Consultez sous ce rapport l'ouvrage « *A személyi bünpártolás* », pages 31—58, de l'auteur, qui traite la bibliographie de cette époque et qui a paru en 1900.)

Parmi nos anciens auteurs de droit pénal, je me contenterai d'en citer deux: *Hussty*, dont le livre « *Jurisprudentia practica seu commentarius novus in ius Hungaricum* » parut en 1766. En énumérant les divers actes punissables il dit: « *Censetur autem delicta publica nominata et ordinaria esse sequentia... fautorem et receptorem esse.* » Quant à *Vuchetich*, il déclare catégoriquement dans son livre « *Institutiones iuris criminalis Hungarici* », paru en 1819, que: « *Subsequens concursus erronee speciebus concursus adnumeratur, quia causa nequit esse posterior suo effectu* ». Il en ressort que suivant l'avis de l'auteur, qui, d'ailleurs, écrivit son livre en prenant pour base les lois alors en vigueur, ainsi que la pratique judiciaire, le recel ne constitue point un acte de complicité, mais bien un délit spécial punissable en l'essence même. (En effet il ne le traite pas du tout sous la forme et parmi les actes de complicité, mais comme annexe du vol et de la rapine.)

Peut-on s'étonner dès lors que notre célèbre projet de 1843, qui constitue pour ainsi dire la clef de voûte du développement de droit pénal, affranchit complètement le recel de la complicité? Le chapitre 42 de la partie spéciale renferme la matière qui peut nous intéresser, en ce que son § 411 définit ainsi la question: « Est considéré comme receleur celui qui, sachant que le bien provient d'un crime, prend volontairement livraison de ce bien acquis à la suite d'un crime, le cache, ou

le vend, ou l'emploie pour son compte, ou le place pour le compte d'autrui ou y participe; de même que celui qui, en cas de faillite, prend livraison de la fortune du failli ou la cache dans les conditions prévues par le § 33 de la loi XXII de l'an 1839—1840 » (c'est-à-dire sachant que la faillite a été déclarée et ouverte). Le § 413 fixe les peines en disant: « La peine infligée au receleur peut aller jusqu'à quatre ans de prison; si les circonstances propres au cas démontrent que le receleur a commis le recel en retour d'un salaire, pour en tirer profit ou par malveillance spécifiée, cette punition peut même être élevée à six ans de prison; quant au receleur qui se sert de ses fonctions ou de son métier ordinaire d'artisan en vue du recelage fait par cupidité, il peut être frappé d'une peine de huit ans de prison. » Je considère comme très important le § 415, que j'estime propre à servir de modèle même de nos jours et qui renferme cette décision: « Dans la fixation de la peine du receleur il faudra non seulement tenir compte de sa culpabilité plus ou moins grande, mais encore y aura-t-il lieu de considérer tout spécialement la grandeur du crime principal avec lequel aura été commis le recelage; en conséquence, dans les cas où la peine maximale prévue par la loi pour le crime principal serait inférieure à celles ordonnées par le § 413 pour le recel, le receleur n'est pas frappé de tout le poids de la punition fixée dans ledit paragraphe, mais en ce cas cette punition infligée ne pourra aller que jusqu'à concurrence du maximum de la peine infligée pour le crime principal. » Mais où le point de vue de droit des auteurs du projet ressort avec un relief tout particulier, c'est dans le § 416, où il est dit: « Celui qui, pour un seul et même crime dans lequel il a commis le recel, peut être considéré en même temps comme auteur et comme complice du crime, ou encore comme aide, sera jugé conformément aux dispositions renfermées dans le chapitre V (qui traite de la complicité) et le recel sera considéré comme une circonstance aggravante. » Afin d'être plus explicite et de donner des renseignements plus complets, je mentionnerai encore le § 68 du susdit chapitre V, dans lequel prévaut absolument cette juste opinion selon laquelle: « ... est considéré comme aide et complice celui qui...

favorise... le crime d'autrui... par une promesse explicite faite au préalable d'aider après la perpétration du crime.»

Ce sont là les décisions que contient le projet de 1843 relativement au recel. Ce sont, en outre, des principes qui, non seulement résistent victorieusement à la critique de la doctrine développée de nos jours, mais qui peuvent encore servir de guide aux efforts de codification sans cesse poursuivis.

La loi hongroise actuellement en vigueur n'a trouvé aucun motif valable qui l'eût engagée à s'écarter de cette opinion fondamentale; elle s'est approprié ce point de vue et a réglé cette question du recel dans une partie spéciale du code pénal (loi V de l'an 1878), en le classant, dans un chapitre de cette partie, parmi les actes punissables dirigés contre la sûreté des biens et l'a déterminé comme constituant le crime du recélage matériel et personnel au crime.

Le § 370 définit l'idée du simple recel: «Commet le crime de recel et sera puni d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison celui qui, dans un but de profit matériel, acquiert ou recèle un bien duquel il sait que le vol, le détournement, l'escroquerie ou la rapine l'ont mis entre les mains du possesseur ou du dépositaire, ou s'il a collaboré en personne à l'acte de détournement. Si la chose a été mise entre les mains du possesseur à la suite des délits de vol, d'escroquerie, de détournement ou d'appropriation illicite, le recel constitue un délit et est puni d'une peine allant jusqu'à deux ans de prison.»

Le § 371 s'occupe de la récidive comme circonstance qualificative; il y est dit: «Le recel constitue un crime si l'individu qui le commet a déjà subi deux peines pour vol, escroquerie ou rapine. Toutefois, cette règle ne peut être appliquée au cas où un délai de 10 ans se serait écoulé depuis la dernière libération.»

Le § 372 fait ressortir une autre variété du recel qualifié; il y est dit: «Si la loi ordonne pour l'auteur du crime une peine supérieure à dix ans de réclusion, et que le receleur ait eu connaissance, au moment où il commettait le recel, de cette circonstance aggravante qui entraîne la susdite punition plus grave, ou s'il exerce le recel professionnellement, il y a lieu de le punir de cinq ans de réclusion.»

Le § 373 renferme, enfin, des dispositions relatives aux peines accessoires (perte d'emploi et interdiction d'exercer les droits politiques). Afin de ne laisser subsister aucune lacune dans mon rapport, je mentionnerai encore qu'en vertu du point 2 du § 69 du code pénal, la promesse au préalable du recel est jugée comme aide apportée à l'accomplissement du crime.

C'est là le point de vue auquel s'est placé le code pénal hongrois en vigueur aujourd'hui encore et conformément auquel est réglée la question du recel, du moins en ce qui concerne le principe et la question du système, c'est-à-dire qu'il n'est pas considéré comme acte de complicité par les paragraphes suivants des codes pénaux ci-après : §§ 185, 186 et 464 du code pénal autrichien ; §§ 505 et 506 du code pénal de la Belgique ; §§ 238 et 239 du code pénal danois ; §§ 258 à 262 du code pénal allemand ; §§ 416 et 417 du code pénal hollandais ; § 421 du code pénal italien ; §§ 1 à 6 du chapitre 32 du code pénal finlandais ; §§ 338 à 343 du code pénal bulgare ; code pénal russe (consulter l'article de Margolin : « Die Grundzüge des neuen russischen Strafgesetzbuches », page 574 du tome 24 de la « Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft ») ; §§ 317 à 319 du code pénal norvégien, et plusieurs projets suisses de codes pénaux, de même que le droit anglais et écossais (consulter page 668 et 669 du tome I de l'ouvrage de Liszt : « Das Strafrecht der Staaten Europas », enfin les projets de loi de code pénal ci-après : art. 78 du projet suisse de 1896, et art. 86 du projet de l'an 1903 ; § 279 du projet autrichien et art. 316-318 du projet japonais.

Contrairement à ces travaux législatifs, le recel est considéré comme un acte de complicité : 1° par le droit français, dont le point de vue est conséquemment toujours le même depuis le code du 25 septembre 1791 (2° part. III, art. 3). Voir à ce sujet les articles 62 et 63 du code de 1810, ainsi que les modifications apportées par la loi du 28 avril 1832 ; d'après l'art. 62 du code : « Ceux qui sciemment auront recelé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront aussi punis comme complices de ce crime ou délit » ; l'article 63 modifié par la loi de 1832 n'y apporte des adoucissements de peine qu'en

ceci que : tandis que les auteurs du crime de fond sont frappés de la peine capitale, la peine des receleurs porte sur les « travaux forcés à perpétuité » ; quant aux cas dans lesquels les receleurs ignoraient au moment de l'accomplissement de leur acte ces circonstances de fait auxquelles la loi attache la peine de mort, celle des travaux forcés à perpétuité ou la déportation, il y a lieu de leur appliquer les travaux forcés à temps.

2° Le code pénal suédois (chapitre III) aussi classe le receleur parmi les complices, et différencie les cas selon que le receleur avait ou non connaissance de l'acte de fond (§ 9), ou s'il avait des présomptions suffisamment fondées sur l'existence de ce fait (§ 10) ; dans le premier cas, la peine prononcée est de six mois de prison, dans des cas plus graves : travaux forcés allant jusqu'à 2 ans ; dans le second cas, elle ne porte que sur une amende. Mais si l'acte de fond est constitué par le vol ou la rapine, le receleur est frappé de la même peine que l'auteur du vol (§ 12 du chapitre XX) ou de la rapine (§ 9 du chapitre XXI).

3° Le code pénal espagnol voit également un complice dans la personne du receleur. Il le désigne sous le nom : encubridor ; sous cette désignation il comprend cependant aussi le protecteur personnel et matériel du crime. Sa peine est inférieure de deux degrés à celle infligée à l'auteur de l'acte de fond (articles 16 et 68-73), car le code pénal espagnol fixe les peines en plusieurs degrés : « escalas graduales » ; en ce qui concerne les peines prévues pour les complices et, en conséquence, pour les receleurs, il y a cinq degrés différents.

4° Le code pénal portugais aussi règle la question du recel dans son chapitre consacré à la complicité (chapitre III, titre I, point 4 de l'article 16 et 23, ainsi que l'article 24 et 25). En ce qui concerne la peine elle-même, elle est appliquée conformément à celle qui est infligée à l'auteur du crime ; si cette peine est grave, le receleur est frappé d'emprisonnement allant jusqu'à deux ans (prisão correccional) ; si elle est de gravité moyenne, l'emprisonnement va de six mois à un an, et si elle est très légère, la peine du receleur ne peut dépasser la durée de trois mois d'emprisonnement (Titre III, chapitre IV, article 106, points 1 à 3).

5° Le recel est encore considéré comme complicité par quelques codes pénaux de la Suisse ; comme, par exemple, celui de Neuchâtel (article 38) qui prend identiquement le texte du § 62 du code pénal français, sans y recourir en ce qui concerne le § 63 apportant des adoucissements à la rigueur dudit paragraphe. Puis vient le code pénal mexicain (57, 220-223), celui du Chili (§ 454), et, enfin, plusieurs autres codes pénaux transocéaniens faits d'après des modèles espagnols ou portugais.

III. En soumettant la question posée à un examen détaillé, l'on arrive à cette conclusion basée, que, en principe tout aussi bien qu'en ce qui concerne son application dans la pratique, le recel est un « sui generis delictum » et non pas un acte de complicité, conclusion corroborée, d'ailleurs, par la majorité des travaux législatifs et par la bibliographie pénale en général qui l'ont acceptée pour base et comme point de départ.

Pour établir la preuve de justesse de cette opinion de droit, il faut prendre comme point de départ le négatif et non pas la positif. Car si l'on parvient à convaincre l'adversaire éventuel de ce que l'acte du recel ne renferme pas les éléments caractéristiques de la complicité, il ne reste plus à résoudre que cette autre question, qui a pour but d'établir s'il y a de la criminalité dans cet acte, ou, pour mieux dire : s'il y a punissabilité ? En cas d'affirmative, la réponse qui intéresse ici n'est pas douteuse, puisqu'en ces conjonctures le recel ne peut servir de base à la peine à infliger qu'à titre d'acte punissable indépendant.

Notre premier devoir consiste donc tout d'abord en ce qu'il importe de fixer l'idée de la complicité, ou, pour m'expliquer plus complètement : les éléments distinctifs de cette idée. Et bien que les mots par lesquels Chauveau et Hélie commencent la discussion de la théorie sur la complicité, trouvent de nos jours encore leur juste application : « la théorie de la complicité est l'une des matières les plus épineuses du droit pénal », il n'en est pas moins vrai que la bibliographie mondiale est, pour ainsi dire, parfaitement d'accord sur ce qui touche à l'idée de la complicité. D'après la définition généra-

lement adoptée : « *La complicité est la collaboration voulue de plusieurs personnes à l'accomplissement d'un acte punissable quelconque.* » En vertu de cette définition, les écrivains reconnaissent, presque sans exception, les faits constitutifs de la complicité dans ce qui suit :

1° Il faut qu'il y ait au moins commencement d'exécution d'un acte quelconque punissable ;

2° Que deux personnes au moins collaborent à l'exécution de l'acte punissable, c'est-à-dire qu'il y ait collaboration de plusieurs ;

3° Que la collaboration soit voulue ;

4° Que la collaboration soit en connexité de résultat avec l'acte punissable.

De ces quatre éléments, le troisième seul est sujet à discussion, certains écrivains étant d'avis que la conduite coupable, l'insouciance et l'irréflexion peuvent également engendrer un effet encourageant, instigateur, voire même décisif. Certes, il y a du vrai dans cette affirmation. Mais s'ensuit-il qu'il est nécessaire, voire opportun de confondre cette influence qui ne vise pas d'acte punissable, avec cette autre influence, qui, prenant ses racines dans la préméditation, dans la volonté de l'action, ou, si l'on veut suivre la raison sur la conscience : qui a pour point de départ cette conscience même, vise comme but à atteindre, se propose comme tâche nettement définie l'accomplissement même de l'acte punissable ? Cela est aussi peu nécessaire qu'opportun, car, comme l'a fait remarquer fort justement un des plus éminents criminalistes hongrois : « Les actes irréflechis peuvent facilement être jugés en leur appliquant à fond les lois qui régissent la faute et les règles qui se rapportent à la responsabilité. Par contre, si l'on subordonne les actes irréflechis au point de vue général de la complicité, nous obscurcissons et troublons tout le terrain... la nature de la collaboration coupable et volontaire constitue cette différence principielle qui existe entre les deux actes et qui exige impérieusement que les deux actions à caractère et à tendance opposés ne soient pas englobées en une catégorie commune. » (Voir « *Wlassics : A tetteség és részesség tana* », II^e édition, Budapest 1893, page 27.)

Il était indispensable de désigner du doigt cette question litigieuse ; car, comme il ressortira de ce qui suit, mon point de vue, d'accord en ceci avec la majorité des auteurs, servira, au cours de l'argumentation proprement dite, de preuve concluante appelée à établir la justesse de l'opinion à soutenir et à prouver.

En continuant nos investigations, il importe de rechercher si l'activité du receleur renferme réellement les éléments susmentionnés de la complicité ? Si un quelconque de ces éléments y fait défaut, le recel ne pourra, dès lors, être compris dans le cadre tracé à l'idée de la complicité.

Tout d'abord, il importe de fixer l'idée de la complicité de la même forme que celle qui lui est donnée dans la science et dans les travaux législatifs. Abstraction faite des détails sur lesquels se manifestent des écarts dans les œuvres des divers écrivains, codes pénaux et projets de loi, l'épine dorsale de l'idée, s'il m'est permis de m'exprimer de la sorte, est la même depuis longtemps déjà. La circonscription qui renferme les éléments les plus essentiels : *l'acte du receleur consiste en ceci qu'il acquiert, afin d'en tirer profit matériel, ou cache dans ce même but, une chose qui est entre les mains de quelqu'un à la suite d'une action punissable, ou collabore à l'enlèvement de ladite chose.*

Etant donné que nous connaissons maintenant l'idée que renferme le recel, passons à l'examen de celui-ci en l'éclairant du jour que donnent les éléments constitutifs de la complicité.

Parmi les éléments ci-dessus énumérés de la complicité il en est le premier qui existe aussi dans l'acte du recel, mais en présentant néanmoins une certaine différence. Car, étant donné qu'un commencement d'exécution d'un acte quelconque punissable suffit pour établir la complicité, c'est-à-dire que la tentative même en est déjà un élément, le recel ne peut, par contre, se produire qu'en connexité avec des actes *accomplis*, à la suite desquels des biens étrangers passent d'une manière vicieuse entre les mains d'un autre, et ne peut être commis qu'à la suite d'actes criminels dirigés contre les biens (vol, rapine, escroquerie, etc.), et alors même que dans le cas spé-

cifique où le bien étranger ainsi dérobé passe entre les mains d'un tiers, c'est-à-dire seulement dans le cas où les actes ont reçu exécution pleine et entière. Dans un cas de tentative de vol il peut y avoir cas de complicité, mais on ne saurait imaginer de recel, attendu qu'il n'y a rien qui puisse être acquis, que le bien étranger n'est pas arrivé aux mains du voleur. La pluralité des personnes existe de fait (second élément constitutif); mais, ici, il reste à savoir si l'action du receleur constitue une « collaboration ». Nous donnerons la réponse à cette question dans la partie qui traite le quatrième élément constitutif.

Nous avons établi que la collaboration « *volontaire* » seule relève du cadre d'idée de la complicité (troisième élément constitutif). Voyons! l'action du receleur est-elle volontaire dans tous les cas?... Non! car il est parfaitement admissible que le sujet de l'action receleuse ignore que le bien offert provient d'un vol, d'une rapine, d'escroquerie, etc., mais que, néanmoins, il en fait l'acquisition dans des conditions qui lui permettent de *soupçonner* que le vol, la rapine, etc., en sont les sources.

Il peut se produire que j'achète une montre en or d'un homme dont l'extérieur n'est rien moins qu'encourageant et qui me la vend à un prix extraordinairement bas. Or, celui qui achète une chose en pleine connaissance de son origine vicieuse, agit *volontairement*, tandis que celui qui soupçonne seulement la provenance, qui peut être le vol, etc., commet une action inconsidérée. En la substance, tous les deux ont commis un acte punissable. Sur cette base, et abstraction faite de toutes les autres conjonctures, l'on arrive au dilemme suivant: si l'on considère comme complicité l'acquisition d'une chose dont l'origine est vicieuse, l'on ne peut le faire qu'en ce qui concerne l'auteur de la « dolose », et l'on est obligé ou de « laisser courir » l'auteur de la « culpose » ou de qualifier son action comme « sui generis delictum ». L'impunité ne saurait être conciliée avec les exigences de la vie de translation qui, de son côté, ne saurait se passer, sous ce rapport, de la protection de droit pénal. En conséquence, c'est la seconde hypothèse seule qui peut être acceptée.

De ce qui précède il ressort d'une manière indubitable que l'acquéreur, etc., de la chose volée, etc., en ignorait absolument l'origine vicieuse, mais qu'il était à même de la soupçonner. Donc s'il a agi inconsidérément, il n'est pas complice, mais sujet d'un acte punissable indépendant. C'est cette idée-là qui se reflète dans le code de contravention hongrois (loi XL de l'an 1879), dont le § 129 dit : « Est puni d'un emprisonnement de un mois au maximum et d'une amende de 400 couronnes au plus celui qui fait l'acquisition d'une chose quelconque dans des conditions telles qu'il lui est *permis de soupçonner* qu'elle a passé entre les mains de son propriétaire ou dépositaire à la suite d'un vol, de rapine, d'escroquerie, de détournement ou de soustraction illicite, ou celui qui collabore dans ces mêmes circonstances à l'enlèvement de ladite chose. En cas récidive, et si deux ans ne se sont pas écoulés depuis la dernière libération, cette punition peut aller jusqu'à deux mois d'emprisonnement et à une amende de 600 couronnes au plus. »

Parmi les éléments constitutifs de l'idée de la complicité, l'intérêt principal s'attache surtout à la qualité de droit pénal du recel, qualification qui se rencontre dans le quatrième élément constitutif qui, à bien dire, est au-dessus de toute discussion.

De nos jours, où les idées sont déjà parfaitement épurées et les opinions et conceptions généralement adoptées, l'on ne classe parmi les actes de complicité que ceux qui s'annoncent comme collaboration volontaire à l'accomplissement d'un acte quelconque punissable, qui ont joué un rôle sur le terrain de la *perpétration* de l'acte punissable, et cela comme cause créatrice (auteur, complice, instigateur), ou en qualité d'aide ou de force cherchant à aider (auxiliaire du crime). Donc, l'action du complice figure à certain point de vue et sous certains rapports toujours en qualité de cause, comme résultat qui n'est pas autre chose qu'une des causes de l'acte punissable accompli. Or, si le recel est une complicité, il se produira nécessairement sous forme de cause créatrice ou sous celle d'aide par rapport à l'acte de fond constituant le résultat.

Or, posons la question nettement : le recel est-il cause en partie du vol, de la rapine, de l'escroquerie, etc., en con-

nexité desquels il a été commis? Est-ce que celui qui achète du voleur l'objet déjà volé crée ou remplit une seule des conditions du vol, de la rapine, etc., commis? Ce n'est pas même une question touchant au droit pénal; elle ne peut, tout simplement, être résolue qu'en faisant appel à la loi fondamentale de la logique se rapportant à la sagesse. Or, l'alpha de cette loi consiste en ceci que, chronologiquement, la cause doit toujours précéder le résultat. D'où il résulte que si le recel était une complicité, il devrait, puisque d'après ce qui précède l'action du complice constitue toujours une cause, s'annoncer ou avant l'action de fond, ou, tout au moins, au cours de cette action. Eh bien! quand se commet-il en réalité? Après l'action de fond, voire après exécution de l'acte de fond, c'est-à-dire après le résultat.

Mais il ne serait pas juste non plus de subordonner le recel, conformément à l'opinion des Italiens qui suivent l'avis de Bauer: *auxilium post malefictum* (auxiliaire après le méfait accompli), manifesté dans les « *Abhandlungen aus dem Strafrechte*, Göttingue, 1840, Tome I, pages 411—488 », et le faire entrer ainsi dans le cadre de l'idée: « *concursum subsequens ad delictum* » (concours subséquent au délit), attendu que cette idée renferme ou une contradiction avec elle-même, puisqu'elle admet la possibilité d'une cause naissant après le résultat, ou bien conduit nécessairement à cet autre inconvénient, non moins grave, de l'extension absolument non motivée de l'idée de la complicité, comme le fait Bauer en disant que: sous complicité il faut comprendre toute conduite punissable qui se rapporte à un seul et même acte punissable.

Cependant l'idée de la complicité postérieure ne peut être mise d'accord pas même avec le sens et l'interprétation ordinaires que l'on prête au mot « complicité », attendu que « s'associer, participer à une action quelconque » signifie, même dans le sens de l'interprétation quotidienne et vulgaire: créer un élément accomplissant une action quelconque et figurer comme une partie complémentaire de cette action. Ce qui suit l'exécution d'un acte quelconque ne constitue plus la partie complémentaire de cet acte et ne peut, en conséquence, en constituer un des éléments. Donc: celui qui provoque un moment

qui est de cette nature, et qui ne vient qu'à la suite de l'action, ne prend pas part à l'action même.

La conclusion finale de tout ce qui précède est donc que *le recel ne peut être considéré comme un acte de complicité; mais comme, d'autre part, il est nécessaire et motivé qu'il soit classé parmi les actes punissables, il y a lieu, en conséquence, de le soumettre à une réglementation à titre de délit spécial méritant punition.*

IV. Au point de vue pratique, la solution ou plutôt la manière de résoudre la question devient d'une grande importance si, à la suite d'un vol, etc., commis à l'intérieur, le recel y relatif a lieu au delà des frontières. Il s'agit alors d'établir la compétence du tribunal appelé à juger le receleur; sera-ce celui du pays ou celui de l'étranger? La décision y relative dépendra, bien entendu, en grande partie du point de vue auquel on se placera relativement au recel, c'est-à-dire de ce qu'il sera considéré comme un acte de complicité ou comme un délit spécial méritant punition. Si l'on traite le receleur *en complice*, il y a possibilité de le traduire devant le tribunal intérieur jugeant l'auteur du vol, car bien que ceci ne soit pas une opinion commune, il est néanmoins admis que l'action du complice s'accomplit là où a lieu l'action principale.

On sait, par exemple, que la Cour de cassation française fait conséquemment valoir, depuis 1834 déjà, ce point de vue d'après lequel les tribunaux français sont autorisés à se prononcer dans des cas de recel commis à l'étranger, mais se rapportant à un vol, une rapine, etc., perpétrés en France, et cela sans tenir compte de la nationalité du receleur. Et ils peuvent les juger de la sorte, parce que, en vertu du droit français, le receleur est considéré comme complice du crime de fond. Au point de vue de la pratique, cette question a une importance d'autant plus considérable aux yeux de tous les criminalistes français que les ouvriers de la pratique française n'ignorent pas que, afin de battre monnaie des objets provenant de vols, rapines, etc., accomplis en France, certaines agences anglaises ont installé à Londres de véritables centres de recelage.

Cependant, ce point de vue ne peut, naturellement, trouver son application que si le receleur, après avoir accompli son acte de recel, tombe aux mains des autorités indigènes, c'est-à-dire est arrêté sur le territoire même de l'Etat, ou, pour mieux dire, si son extradition peut, au cas où il séjournerait à l'étranger, être effectivement demandée par l'Etat indigène.

Les conditions de cette extradition sont :

- 1° Que le receleur ne soit pas sujet de l'Etat auquel son extradition est demandée ;
- 2° que l'Etat étranger en question ne considère pas l'acte comme ayant été accompli sur son territoire.

Dans le premier cas, le susdit principe reste lettre morte, attendu que, sauf en ce qui concerne quelques cas de l'Angleterre et des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, aucun Etat ne consent à extraditer ses propres sujets. Dans le second cas, le principe ne peut pas moins se faire valoir, car, en supposant même que l'Etat étranger voie de la complicité dans l'action du recel, mais que, dans la pratique, il se place au point de vue d'après lequel la complicité a lieu là même où l'action y relative a été exécutée, et, étant donné que cette action a été exécutée à l'étranger, l'Etat étranger refusera l'extradition sur la base de la territorialité.

De ce qui précède, l'on voit donc qu'en des cas exceptionnels le recel qui se rapporte à un vol perpétré à l'intérieur, mais qui a été exécuté au delà des frontières de l'Etat, peut être traduit devant les tribunaux indigènes, mais que, dans la généralité des cas, cette action de la justice indigène restera toujours problématique.

Par contre, si l'on considère le recel comme un délit « sui generis », l'état de droit actuellement en vigueur exclut ipso facto la compétence du tribunal indigène, attendu que dans ce cas l'individu ayant acquis à l'étranger des objets volés, etc., y commet aussi son acte de recel, et les Etats qui possèdent le principe de la territorialité jugeront eux-mêmes le délit commis et ne consentiront sous aucun prétexte à livrer le coupable aux mains des autorités étrangères.

Dans ce cas, les dispositions y relatives de la loi indigène, telles que celles qui sont contenues dans le § 18 de la loi XXXIII

de 1896, sur la procédure criminelle, déclarant que « le tribunal jugeant l'auteur du crime est aussi compétent en ce qui concerne le complice, le receleur et le protecteur du crime, de même qu'en ce qui touche tous les actes criminels perpétrés par eux, soit séparément, soit avec le concours d'autrui », sont tout à fait prises en vain, car la base fondamentale d'une telle réglementation (les §§ 2 et 3 du code de procédure criminelle de l'Empire Allemand en renferment une semblable) serait en premier lieu de mettre la main sur le complice, le receleur et le protecteur du crime.

Quel enseignement peut-on tirer de tout cela? Il est de la dernière évidence: si l'on considère le recel comme un acte spécial punissable, le droit de jurisprudence du tribunal indigène *est exclu*, tandis que si on le qualifie de complicité il subsiste la possibilité que, *dans certains cas et à l'égard de certains Etats*, le receleur soit jugé par les tribunaux indigènes.

Comme suite à ce qui a déjà été dit, se dresse à présent une autre question: Est-il désirable que le tribunal indigène procède dans l'affaire d'un cas de recel qui, commis à l'étranger, se rattache à un vol, etc., perpétré sur le territoire de l'Etat?

A mon avis, c'est non seulement désirable, mais encore nécessaire, car:

1. L'établissement du recel se rattache à l'établissement de l'acte de fond; l'objet du recel doit provenir d'un vol, etc., c'est-à-dire doit faire l'objet d'une preuve en cas de doute, comme d'ailleurs il y a non moins lieu de faire la preuve de ce que, en faisant l'acquisition de la chose, le receleur connaissait l'origine vicieuse de l'objet acquis. Or, si l'on enlève au tribunal qui juge sur l'acte de fond la possibilité de procéder aussi contre le recel y relatif, c'est-à-dire si l'on propose de maintenir l'état actuel, l'on arrivera à assurer l'impunité à la plupart des receleurs, car il est évident que le tribunal étranger, qui ne saurait admettre le jugement prononcé par une autorité indigène, se voit réduit à la nécessité de soumettre à un examen spécial aussi bien l'acte de fond que la connaissance de cause chez celui qui est soupçonné de recel;

il est obligé de qualifier l'acte de fond et d'établir, éventuellement, la punition qu'il eût infligée à l'auteur de cet acte. Tout cela suscite, dans la majeure partie des cas, ce qui est aisé à s'imaginer, des difficultés et obstacles sans nombre, et a pour conséquence immédiate que le receleur se tire indemne de l'affaire, continue ses agissements criminels au détriment de l'Etat sur le territoire duquel sont commis les vols, etc., dont il acquiert les objets, et à la honte de l'autre Etat qui est obligé de souffrir cet état de choses.

2. J'estime nécessaire, voire inéluctable au point de vue criminalo-politique, que, dans les cas de recel commis à l'étranger, dans les susdites conditions, la jurisprudence revienne à celui des tribunaux indigènes qui est appelé à se prononcer sur le cas de fond, et qui, en conséquence, est le mieux placé pour établir le délit de recel. Au surplus, cela doit être ainsi, *parce que la punition du recel est en même temps une répression qui constitue un moyen préventif contre les fauteurs de délits dirigés contre le bien d'autrui*. Plus la punition arrivera vite et sûrement, et plus on contribuera à la décroissance du vol, etc., car il est évident que le recel et le vol menacent constamment, comme des jumeaux étroitement liés, la sûreté de la propriété, et qu'une lutte énergique et à effet sûr menée contre l'un d'eux ébranle aussi l'existence de l'autre. *En opprimant le recel, nous repoussons en même temps le vol.*

En conséquence, il est de l'intérêt de tous les Etats civilisés qui désirent jouir graduellement de la sûreté de droit, que le recel soit impitoyablement poursuivi. Et si ce résultat ne peut être atteint qu'en étendant, abstraction faite de toute autre circonstance et en ne considérant que le cas traité ici, le droit de jurisprudence au tribunal indigène procédant sur l'acte de fond de manière à lui assurer le droit de prononcer aussi sur le cas de recel en connexité avec cet acte de fond, mais commis à l'étranger, il importe d'en rechercher et d'en trouver le moyen qui satisfait tout le monde.

A mon avis, il y a deux modes de solution. L'un des deux serait que les Etats déclarassent catégoriquement que le recel constitue un acte de complicité, et que la complicité est commise là où a eu lieu la perpétration de l'acte de fond. Dans le

second cas, il faudrait que les codes pénaux des divers Etats déclarassent que le recel constitue un acte punissable spécial. Mais encore faudra-t-il, en ce cas, fixer comme règle intangible que le receleur sera livré à l'Etat qui juge l'auteur de l'acte de fond.

En ce qui me concerne, je ne saurais donner mon adhésion à la première des deux solutions, et cela parce que je suis d'avis que, tant que le besoin absolu ne s'en fait pas sentir, il ne faut pas se départir du principe de fond, qui est, comme je me suis efforcé de le prouver, que le recel ne constitue pas un acte de complicité, mais bien un acte punissable spécial.

Reste donc le second expédient, dont l'exécution battrait en brèche, il est vrai, le principe de la territorialité, mais qui, d'autre part, considérant tout ce qui a été dit ci-dessus, me paraît bien constituer une nécessité inéluctable. Au surplus, ce point de vue, qui n'abandonne « le principe » *qu'en partie* et seulement dans le but *d'arriver à un résultat décisif* dans la lutte contre la culpabilité, n'est-il pas préférable à celui qui, ne cédant pas sous le rapport de la fidélité à ce principe, essuie à chaque instant un échec dû à la mauvaise tactique qu'il préconise ?

Mais examinons cette proposition dans quelques-uns de ses détails. Qu'arrive-t-il, et ce cas peut se produire dans les deux variantes, si le receleur est sujet de l'Etat auquel son extradition a été demandée et sur le territoire duquel il a commis le recel ? L'on sait que, sauf en ce qui concerne l'Angleterre et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, toutes les œuvres législatives refusent catégoriquement l'extradition de leurs propres sujets. Vouloir juger ici le plus ou moins bien- ou mal-fondé de cette thèse, sortirait du cadre tracé à la question qui nous occupe ; aussi m'en abstiendrai-je tout en déclarant que je me range à l'avis de ceux qui estiment que, dans certains cas, il y a lieu d'extrader même les sujets de l'Etat. Il est bien entendu que cela ne serait pas possible qu'entre des Etats dont les lois seraient identiques quant aux principes de fond, et qui se fieraient réciproquement aux institutions juridiques en usage chez eux (voir à ce sujet l'article VI y relatif

apporté par l'assemblée de la Société de droit international tenue à Oxford).

En supposant que l'idée fondamentale de ma proposition soit dans le vrai, il resterait encore à décider à quel Etat doit être extradé le receleur dans le cas où il aurait acquis des objets provenant de vols commis sur les territoires de plusieurs Etats, comme, par exemple, dans le cas où le receleur habitant Londres et y ayant son magasin, il aurait acheté des objets à des voleurs de Paris, Berlin et Budapest. Dans ce cas, je suis d'avis de faire prévaloir le principe de la priorité, c'est-à-dire que l'Etat qui, le premier, aura demandé l'extradition, sera autorisé à poursuivre la procédure et à prononcer la peine. Le principe du « non bis idem » ne peut être rompu : le receleur ne peut être puni en trois endroits différents. Qu'il subisse donc son sort dans l'Etat qui a le plus grand intérêt à le punir et qui a prouvé cet intérêt par la hâte qu'il a mise à faire sa demande d'extradition.

Il est bien entendu que si aucun des Etats appelés à juger le ou les voleurs n'en demande l'extradition, le droit et le devoir de punir subsistent toujours pour l'Etat sur le territoire duquel a été commis le recel.

En conséquence, je suis d'avis que *le recel doit être puni dans l'Etat qui procède au sujet de l'acte de fond.*

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE DE LA GRÈCE

PENDANT L'ANNÉE 1905

PAR

M. A. TYPALDO-BASSIA, ancien député,

avocat à la Cour suprême, agrégé à l'Université, délégué du Gouvernement grec
près la Commission pénitentiaire internationale permanente.

La statistique pénitentiaire de la Grèce n'a pas été jusqu'à présent l'objet d'une publication régulière. Depuis l'année 1888, époque à laquelle le département des prisons a été transféré du Ministère de l'Intérieur à celui de la Justice, c'est en 1902 que, pour la première fois, ce Ministère a publié une statistique pénitentiaire assez complète, à savoir celle de l'année 1901 avec le mouvement des prisons arrêté le 1^{er} janvier 1902. Cette publication a été suivie d'une liste mensuelle, publiée dans le journal officiel, établissant, par prisons, le nombre et la nature des peines infligées aux condamnés; ces listes sont destinées à fournir le matériel nécessaire pour la statistique des années postérieures à la publication actuelle.

Avant cette date, une brochure sur la statistique pénitentiaire, traduite en français, a été présentée au Congrès pénitentiaire de Saint-Petersbourg, en 1890, par le délégué officiel d'alors, M. Alexandre Skouzès, membre de la Commission pénitentiaire et aujourd'hui Ministre des Affaires étrangères en Grèce. Quelques autres feuilles statistiques, publiées irrégulièrement, m'ont permis de répondre, dans la mesure du possible et en ma qualité de délégué officiel, lors du Congrès pénitentiaire de Paris en 1895, au questionnaire sur la statistique pénitentiaire internationale publiée à cette occasion, vrai monument sur la matière.

La présente statistique contient des tableaux généraux sur le mouvement des condamnés pendant l'année 1901. On y voit combien de condamnés ont été graciés, combien sont morts, avec indication de la maladie ayant causé la mort, et enfin les évasions. Ces tableaux sont suivis d'autres tableaux généraux indiquant, au 1^{er} janvier 1902, la nature des peines, celle des crimes et délits, les récidivistes, l'état d'instruction des condamnés, leur confession, leur département d'origine, leur âge, l'année de la condamnation, la profession des condamnés, enfin la maladie qui a occasionné la mort. D'autres tableaux, spéciaux ceux-là, indiquent chacun de ces chiffres par prison.

Un tableau à part est consacré à la statistique pénitentiaire embrassant la même période pour la prison centrale des femmes d'Athènes, et indiquant toutes les femmes condamnées.

D'après ces données, sont entrées dans cette prison pendant

l'année 1901 128 femmes

En sont sorties. 65 »

Au 1^{er} janvier 1902, l'effectif était de 63 »

Dont 17 condamnées aux travaux forcés à perpétuité,

14 » » » » à temps,

20 » à la réclusion,

8 » à un emprisonnement de 2 à 5 ans,

4 » à un emprisonnement de moins de 2 ans.

De celles-ci, 23 ont été condamnées pour assassinat,

2 pour empoisonnement,

14 pour infanticide,

1 pour recèlement d'un nouveau-né,

8 pour meurtre,

2 pour coups et blessures ayant occasionné la mort,

1 pour coups simples,

1 pour bigamie,

7 pour vol,

2 pour avortement,

1 comme complice de brigandage,

1 pour exposition et délaissement de nouveau-né.

Toutes ont été condamnées pour la première fois, excepté une récidiviste ayant encouru une condamnation antérieure.

D'après leur âge, 11 étaient âgées de 14—20 ans

21	»	»	»	20—30	»
16	»	»	»	30—40	»
7	»	»	»	40—50	»
7	»	»	»	50—60	»
1	était	agée	de	60—70	»

Avant leur condamnation, 20 vivaient de leurs revenus, 39 de leur profession et 4 étaient journalières. Toutes étaient de la religion grecque, à l'exception d'une catholique. Dix seulement possédaient une instruction élémentaire, les autres étaient illettrées.

Un tableau final indique les frais d'entretien des prisons et des prisonniers pendant cette période pour chaque maison; ces établissements, auxquels se rapportent aussi les tableaux spéciaux précités, sont :

- 1° *Les pénitenciers* d'Egine, de Corfou, de Céphalonie, de Zante, de Syngros et d'Avéroff. Ces deux derniers, situés aux environs d'Athènes, portent le nom du fondateur; le dernier est spécialement affecté aux jeunes délinquants.
- 2° *Les maisons de force* de Pylos, d'Ithaque, d'Amphissa, de Tricala et de Rion.
- 3° *Les maisons de correction* d'Athènes, de Lévadie, de Syra, Chalcis, Lamia, Corinthe, Tripolis, Sparte, Gythion, Calamata, Cyparissia, Patras, Pyrgos, Missolonghi, Sainte-Maure, Corfou, Arta, Larissa, Volo, Carditsa.
- 4° *La maison centrale de force et de correction* de Nauplie.
- 5° Enfin, *la maison centrale des femmes*.

Nous relevons ici les dépenses totales par catégories: elles s'élèvent pour la nourriture des prisonniers à 1,155,362 drachmes (francs), pour leur blanchissage à 35,023 drachmes, pour le personnel à 222,205 drachmes, l'éclairage 86,515 drachmes, le loyer 71,065 drachmes, pour l'eau 19,084 drachmes, pour frais d'installation 19,723 et pour diverses fournitures 45,876. Total: 1,654,853 drachmes.

Une note sommaire sur le travail des condamnés et leur instruction clôt cette statistique. Le travail dans les prisons

est réglé par le décret-loi de 1836, articles 28—31, chapitre II; mais pour le moment ces dispositions ne sont appliquées que dans le pénitencier d'Egine, et en partie aussi dans les pénitenciers de Corfou, Syngros et Avéroff, ainsi que dans la prison centrale des femmes. Ces deux dernières maisons sont régies par deux lois spéciales. La moitié des revenus du travail des condamnés revient à l'Etat, conformément aux lois précitées.

Les recettes du travail de 70 condamnés dans le pénitencier d'Egine se sont élevées à 2989 drachmes; dans le pénitencier de Corfou ces recettes ont été de 2698.⁴⁰ drachmes pour 108 condamnés; dans celui d'Avéroff presque tous les condamnés ont travaillé et les recettes se sont élevées à la somme de 9975.⁵⁰ drachmes; dans celui de Syngros, 100 condamnés ont gagné 2316.⁴⁰ drachmes. Enfin, dans la maison centrale des femmes, le travail de 52 femmes a rapporté 1577.⁷⁰ drachmes. Un travail irrégulier et isolé a été exécuté dans les maisons de Pylos, Rion et Patras au bénéfice des condamnés seulement.

L'instruction n'a été donnée d'une façon régulière que dans quelques pénitenciers; ainsi dans celui d'Egine, 78 condamnés entrés illettrés ont reçu une instruction élémentaire; dans celui de Syngros, le même résultat a été observé pour 35 condamnés entrés illettrés, et pour 22 qui avaient les premières notions des lettres; dans le pénitencier de Corfou, 24 condamnés illettrés ont reçu l'instruction élémentaire, de même dans le pénitencier d'Avéroff 123, et dans la prison centrale des femmes 22. Dans toutes les autres maisons, quelques rares condamnés ont reçu une instruction élémentaire à part.

Nous reproduisons ci-après les tableaux généraux précités, dans lesquels on voit bien les chiffres de chaque catégorie. Le nombre des décès dus à la tuberculose pulmonaire devrait être relevé; ce mal a été l'objet d'une sollicitude spéciale de la part du gouvernement, qui, bien souvent, a gracié des malades atteints gravement de ce fléau, afin de leur permettre de mieux se soigner et d'éviter la propagation de la maladie; la ligue contre la tuberculose s'en occupe aussi.

Tableau I.

Les condamnés entrés dans les prisons pendant l'année 1901.

Condamnés par les tribunaux	18,157
Transportés d'autres prisons	2,325
Rentrés de l'hôpital	5
Total	20,487

Tableau II.

Les condamnés sortis de prison pendant l'année 1901.

Après avoir expié leur peine	16,420
Graciés	193
Transférés dans d'autres prisons	1,192
Evadés	21
Entrés à l'hôpital	17
Entrés dans l'hospice des aliénés	2
Décédés	122
Suicidés	—
Total	17,967

Tableau III.

Les condamnés qui se trouvaient dans les prisons au 1^{er} janvier 1902, avec indication de la nature de la peine.

Travaux forcés à perpétuité	431
Travaux forcés à temps	1539
Réclusion	1531
A reporter	3501

Report 3501

Emprisonnement de 2 à 5 ans	1093
Emprisonnement inférieur à 2 ans	1445
Total	6039

Tableau IV.

Tableau général indiquant la nature de l'acte délictueux commis par les condamnés formant l'effectif des prisonniers au 1^{er} janvier 1902.

Assassinat	393
Tentative d'assassinat	53
Empoisonnement	6
Infanticide	8
Recèlement des couches (nouveau-né)	3
Exposition et délaissement d'enfant	1
Meurtre	1886
Tentative de meurtre	445
Homicide par imprudence	29
Coups et blessures	509
Enlèvement de mineurs	2
Arrestation illégale et séquestration des personnes	2
Enlèvement	144
Viol	123
Tentative de viol	24
Pédérastie	48
Attentat à la pudeur	41
Tentative d'attentat à la pudeur	10
Inceste	6
A reporter	3733

	Report 3733		Report 5879
Bigamie	16	Dégradation de la pro-	
Adultère	7	priété d'autrui . . .	42
Enlèvement et viol . .	31	Soustraction des docu-	
Agression et voies de fait	189	ments privés	5
Actes arbitraires . . .	43	Forfaiture	5
Violation de domicile .	17	Contrebande	34
Faux serment	20	Sédition militaire . . .	—
Calomnie	—	Voies de fait contre son	
Fausse dénonciation .	9	supérieur (militaire) .	12
Rebellion	71	Injures contre son supé-	
Violences contre des		rieur (militaire) . . .	1
agents de la force pu-		Insoumission à la loi mi-	
blique	22	litaire	—
Connivence d'évasion .	1	Désertion	2
Recèlement des contumax	11	Entretien des brigands	8
Abus d'autorité contre		Exercice illégal de la	
les particuliers . . .	1	profession médicale .	4
Concussion	6	Pêche illégale (défendue)	10
Outrage aux mœurs . .	14	Altération des raisins secs	1
Injures	61	Vol d'objets du culte re-	
Brigandage	228	ligieux	1
Piraterie	2	Contrefaçon des sceaux	1
Baraterie	2	Détournement d'objets	
Chantage	48	saisis	6
Vol	574	Infraction à la loi élec-	
Vol de bestiaux . . .	617	torale	8
Meurtre de bestiaux .	17	Coupe de bois illégale	
Abus de confiance . .	16	(défendue)	11
Soustraction par les dé-		Avortement	5
positaires publics . .	11	Menaces et violences .	1
Escroquerie	11	Exercice illégal de la	
Faux	54	pharmacie	1
Fausse monnaie . . .	7	Violation de la loi sur	
Contrefaçon de monnaies	14	le tabac	1
Banqueroute frauduleuse	—	Vente défend. de dynamite	1
Incendiaires	26		
A reporter	5879	Total	6039

Tableau V.

**Tableau général des récidivistes
au 1^{er} janvier 1902.**

Condamnés pour la première fois	5081
Condamnés pour la deuxième fois	597
Condamnés pour la troisième fois	171
Condamnés pour la quatrième fois	80
Condamnés au delà de la quatrième fois	110
Total	6039

Tableau VI.

**Etat de l'instruction des condamnés
au 1^{er} janvier 1902.**

Lettres	344
Possédant une instruction élémentaire	2812
Illettrés	2883
Total	6039

Tableau VII.

**Confession des condamnés
au 1^{er} janvier 1902.**

Religion grecque orthodoxe	6003
Catholiques	20
Protestants	1
Mahométans	12
Juifs	3
Total	6039

Tableau VIII.

**Origine des condamnés par
départements, au 1^{er} janvier 1902.**

Attique	279
Béotie	348
Phthiotide	223
Phocide	150
Etolie et Acarnanie	335
Euritanie	49
Corinthie	127
Argolide	149
Achaë	427
Elide	433
Triphilie	375
Messénie	427
Laconie	373
Lacédémone	171
Arcadie	336
Magnésie	121
Larissa	105
Triccala	294
Carditsa	186
Cyclades	79
Arta	68
Corfou	137
Céphalonie	194
Zante	212
Sainte Maure	124
Eubée	173
Condamnés étrangers	144
Total	6039

Tableau IX.

Age des condamnés au 1 ^{er} janvier 1902.	
10—14 ans	16
14—20 »	673
20—30 »	2203
30—40 »	1716
40—50 »	869
50—60 »	393
60—70 »	130
70 et plus	39
Total	<u>6039</u>

Tableau X.

Année du jugement des condamnés qui se trouvaient dans les prisons au 1 ^{er} janvier 1902.	
1878	1
1879	3
1880	2
1881	7
1882	15
1883	50
1884	51
1885	28
1886	40
1887	54
1888	68
1889	65
1890	79
1891	100
1892	141
1893	153
1894	200
1895	184
A reporter	1241

Report 1241

1896	262
1897	248
1898	579
1899	741
1900	1010
1901	1958
Total	<u>6039</u>

Tableau XI.

**Profession des condamnés avant
leur condamnation et qui se trou-
vaient dans les prisons au 1^{er} jan-
vier 1902.**

Propriétaires	433
Agriculteurs	2619
Bergers	1021
Musiciens	4
Peintres	3
Teinturiers	10
Prêtres	6
Etudiants	31
Professeurs	9
Médecins, pharmaciens et vétérinaires	5
Fonctionnaires publics	43
Fonctionnaires munici- paux	13
Employés privés	49
Hôteliers	22
Cafetiers	62
Coiffeurs	34
Commerçants	54
Epiciers	87
Bouchers	63
A reporter	4568

	Report	4568
Aubergistes	48	
Boulangers	19	
Cuisiniers	8	
Cordonniers	85	
Tailleurs	56	
Menuisiers	73	
Forgerons	47	
Maçons	42	
Marins	77	
Charretiers et cochers .	61	
Ouvriers	456	
Domestiques	84	
Militaires	44	
Désœuvrés	371	
Total		<u>6039</u>

Tableau XII.

**Les condamnés décédés pendant
l'année 1901 et répartis d'après
la cause du décès.**

Tuberculose pulmonaire	53
Maladies du cœur . . .	11
A reporter	<u>64</u>

	Report	64
Méningite	2	
Péritonite	9	
Malaria	1	
Hydropisie	1	
Anthrax chronique . . .	1	
Maladies de l'estomac .	1	
Volvulus	1	
Mort violente	4	
Pneumonie	11	
Néphrite chronique . . .	3	
Gangrène	1	
Cancer	1	
Myélite diffuse chronique	1	
Apoplexie	1	
Coups et blessures . . .	1	
Erysipèle	2	
Syphilis	2	
Septicémie	1	
Dyssenterie	4	
Tuberculose de l'épine dorsale	1	
Fièvre thphoïde	8	
Tuberculose du larynx .	1	
Total		<u>122</u>

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

PREMIÈRE QUESTION

- A. *Pour quels délits y a-t-il lieu d'édicter l'amende comme peine supplémentaire ?*
- B. *Quelles règles doivent présider à la saisie des biens du condamné à l'amende et à l'exécution de l'emprisonnement subsidiaire ?*
-

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. ANDREAS URBYE,

procureur général et professeur de droit pénal à l'université de Christiania.

Ad a. — J'espère qu'on me saura gré de ne pas prendre à la lettre la première partie de la question et de rechercher plutôt s'il n'existe pas un mode qui offre les avantages de l'amende comme peine supplémentaire, sans en présenter les inconvénients, et dont le principe même fournirait déjà la réponse à la question de savoir à quels délits il devrait être appliqué.

L'amende comme peine accessoire est, en effet, une mesure dont la légitimité et l'utilité sont, à mon avis, fort contestables. J'admets bien que le caractère répressif de la peine

sera plus accentué, si celui qui a commis un délit par intérêt personnel doit l'expier non seulement par la privation de sa liberté, mais aussi par la perte d'une partie de ses biens; je doute, par contre, qu'on soit dans la bonne voie en infligeant cette perte de biens sous forme de *peine*. D'abord, il en résulte que, dans le cas où l'amende est irrécouvrable, c'est une peine privative de liberté qui est appliquée accessoirement, et il arrive ainsi que la même personne est, en réalité, condamnée à deux peines privatives de liberté pour le même délit. Il y aurait naturellement un moyen d'obvier à cet inconvénient, ce serait de renoncer, dans les cas de ce genre, à l'exécution de la peine accessoire; mais, même en admettant la légitimité de la peine privative de liberté comme peine subsidiaire lorsqu'il s'agit d'amendes, cette renonciation serait en elle-même la preuve que l'amende aurait ici un caractère tout différent de son caractère ordinaire. Je fais remarquer aussi que les peines pécuniaires sont, comme les autres peines, soumises à la prescription; or, une fois l'amende prescrite, l'Etat devra tranquillement laisser le délinquant jouir du gain illicitement acquis. J'attache encore la plus grande importance au fait que, dans les cas nombreux où l'acte punissable a été commis pour le compte d'une société anonyme ou d'une autre personne juridique, qui en a tiré profit, la corporation comme telle n'encourt pas de condamnation à l'amende. Il est vrai que, dans ces cas, la corporation peut être déclarée responsable des condamnations pécuniaires. Mais le caractère pénal de cette responsabilité est très douteux, si du moins l'on admet qu'il ne doit pas y avoir de peine sans culpabilité.

La manière dont le nouveau code pénal norvégien, du 22 mai 1902, a résolu cette question, mérite, à mon avis, d'attirer l'attention. Il rejette l'amende comme peine supplémentaire¹⁾, mais il a un article 36 conçu dans les termes suivants :

« La restitution du gain obtenu par un acte punissable, ou le paiement d'une somme d'argent de même valeur que le gain présumé, peut, par sentence judiciaire, être imposé au coupable, ou à celui qui a profité de l'acte commis, sans qu'il

¹⁾ V. l'exposé des motifs, p. 44.

soit nécessaire que des poursuites pénales aient été intentées ou puissent être intentées contre une personne.

S'il s'agit d'infractions d'habitude, la somme à restituer peut être calculée d'après le gain présumé de l'ensemble des infractions. »

Cette disposition a pour effet d'obliger non seulement le coupable, mais aussi ses héritiers et en général tous ceux dans l'intérêt desquels il a agi, comme p. ex. des corporations, des supérieurs, etc., à restituer le gain que leur a procuré un acte délictueux. Elle est applicable même après la mort du délinquant ou après la prescription de l'action publique. V. les art. 68 et 71, qui disposent formellement que la mort du délinquant ou la prescription ne doivent pas éteindre les poursuites à exercer pour le recouvrement prévu par l'art. 35.

Aux termes de l'art. 28 de la loi introductive du code pénal, il n'y a pas de prescription pour les actions auxquelles donne lieu ce recouvrement.

Le recouvrement fondé sur l'art. 36 s'opère d'office et dans les formes prescrites pour les affaires pénales par l'art. 2 de la loi de procédure pénale.

Le recouvrement a lieu au profit du fisc. Mais si celui à qui l'acte punissable a causé du dommage ne peut pas en obtenir réparation, les biens saisis servent autant que possible à l'indemniser. Si le délinquant répare le dommage dont il est l'auteur, le recouvrement s'exerce quand son profit excède les réparations civiles.

Ce recouvrement diffère d'une peine en ce qu'il n'est pas convertissable en peine privative de liberté, en ce qu'il ne se prescrit pas et en ce que la culpabilité personnelle n'en est pas une condition.

Il se distingue de la responsabilité civile d'abord par la possibilité d'être prononcé en dehors de toute obligation de réparation d'un dommage (par exemple en cas de proxénétisme commis dans un but de lucre), mais notamment par son caractère de droit public, dérivant de ce qu'il s'exerce d'office et s'opère dans les formes de la procédure pénale. On comprend qu'il s'agisse là de tout autre chose que d'une mesure à prendre pour faire valoir une réclamation de dommages-intérêts.

Ce recouvrement a lieu, quelle que soit la nature du délit, dans tous les cas où l'acte punissable a été profitable et sans qu'on ait à rechercher si cet acte a été ou non commis dans une intention d'enrichissement et si le lésé peut ou non prétendre à des dommages-intérêts.

Ad b. — Je désire aussi à cet égard attirer l'attention sur les dispositions du nouveau code pénal norvégien, qui tendent très énergiquement à faire de l'amende une véritable peine privative de biens et à ne pas dissimuler sous cette peine pécuniaire une peine privative de liberté.

Aux termes de l'art. 27, il doit être particulièrement tenu compte, pour la fixation de l'amende, des conditions d'existence du condamné et de ce qu'il est censé pouvoir payer.¹⁾

Déjà en fixant le montant de l'amende, le juge doit avoir en vue la possibilité de son recouvrement. Sinon la peine ne serait une peine pécuniaire que de nom et, de fait, il infligerait une peine privative de liberté. Quoique cette règle paraisse très naturelle, elle est souvent enfreinte en pratique, et ce n'est pas seulement chez nous qu'on voit condamner des indigents à de très fortes amendes.

¹⁾ Dans le projet de 1896, l'art. 27 avait la teneur suivante :

« Les amendes pour crimes (crimes et délits du C. P. français — Verbrechen und Vergehen du C. P. allemand) peuvent s'élever de 3 à 20,000 couronnes et les amendes pour contraventions de 1 à 10,000 couronnes. Entre ces limites, la peine pécuniaire doit, en règle générale, être fixée de façon que, pour les crimes, le minimum de l'amende à infliger au condamné ne descende pas au-dessous de son revenu présumé de 2 jours et le maximum n'excède pas son revenu présumé de 3 mois; et aussi de façon que, pour les contraventions, le minimum ne descende pas au-dessous de son revenu d'une demi-journée et le maximum n'excède pas son revenu d'un mois et demi. S'il n'existe pas de revenu qui puisse ainsi être pris pour base de la fixation de l'amende, il sera remplacé par la moyenne des dépenses présumées de la personne. L'évaluation se fera en tenant compte particulièrement des conditions de fortune du condamné et en déterminant la somme que ses conditions d'existence paraissent lui permettre de payer.

Le produit des amendes appartient au Trésor. »

Le Storthing a éliminé du projet les 2^e et 3^e dispositions, non pour des raisons de principe, mais parce qu'on craignait les difficultés pratiques que pourrait rencontrer cette évaluation mathématique, surtout lorsqu'il s'agirait de vagabonds et autres gens sans revenu fixe, et parce que le pouvoir appréciateur du juge en eût été trop amoindri. De plus, les maxima ont été abaissés à 10,000 et 5000 couronnes.

La nouvelle loi norvégienne ne s'est pas contentée de régler d'après ce principe tout à fait juste l'application de la peine, mais elle a aussi essayé de le consacrer dans le mode de recouvrement de l'amende. Elle s'est efforcée de faciliter au condamné le paiement de l'amende, pour autant qu'il est permis de le faire en matière de condamnations. La peine pécuniaire ne doit être rachetable par une peine privative de liberté que dans des cas exceptionnels et il faut alors que cette dernière peine puisse inspirer le respect au condamné. On veut arriver à ce que la menace de l'emprisonnement soit un puissant stimulant pour le paiement volontaire de l'amende. Les règles établies par le Code pénal, à son art. 28, sont énoncées comme suit :

« Selon des prescriptions à édicter par le roi, le juge peut autoriser le condamné à payer l'amende par acomptes ou à la racheter par un travail au service de l'Etat ou de la commune.

Si le condamné ne paie pas l'amende ou ne la rachète pas par un travail, l'exécution civile a lieu, à moins qu'il ne doive en résulter un préjudice considérable pour les conditions de fortune ou de revenu du condamné.

Le jugement ou la sentence fixera une peine d'emprisonnement d'un jour à 3 mois et pouvant s'élever à 4 $\frac{1}{2}$ mois dans les cas prévus par l'art. 63¹⁾, laquelle peine devra être exécutée, si l'amende n'est pas acquittée conformément aux dispositions ci-dessus.

Si le condamné a payé une partie de l'amende et que le reste doive être converti en emprisonnement, cette dernière peine sera réduite proportionnellement, mais de façon à ce qu'une fraction de jour soit comptée pour un jour entier. Si une partie de l'amende a été rachetée par une peine privative de liberté et que le condamné offre paiement du restant, les jours entiers de rachat seront seuls comptés pour la fixation de ce restant. »

La peine d'emprisonnement qui doit remplacer l'amende

¹⁾ Il s'agit de concours idéal et réel d'infractions.

non acquittée peut être soit l'emprisonnement ordinaire, soit l'emprisonnement aggravé¹⁾.

Cette peine d'emprisonnement est régulièrement subie en détention cellulaire et le détenu est astreint au travail. V. les art. 12 et 40 de la loi du 12 décembre 1903 sur les établissements pénitentiaires et les maisons de travail. Les détenus qui subissent une peine d'emprisonnement aggravé peuvent cependant être libérés du travail. Quant à la durée de la peine privative de liberté comme peine subsidiaire, le vœu de la loi est que cette peine, remise à la discrétion du juge, soit d'assez longue durée pour que tout condamné préfère payer l'amende selon ses moyens. Supposons que deux étudiants, l'un riche et l'autre pauvre, commettent ensemble un grave délit contre la paix publique et soient condamnés, le premier à une amende de 500 couronnes et le second à une amende de 50 couronnes. L'emprisonnement subsidiaire peut être fixé pour tous les deux à 21 jours de détention ordinaire. Autre exemple : Un vagabond qui s'est rendu coupable de tapage troublant la tranquillité publique, est condamné à 5 couronnes d'amende. La peine subsidiaire sera p. ex. de 6 jours d'emprisonnement commués en 2 jours au pain et à l'eau.

Si on réussit à appliquer la loi selon les intentions du législateur, il est à prévoir qu'une quantité de courtes peines privatives de liberté pourront être remplacées par l'amende, qui alors sera une véritable peine pécuniaire et non plus, comme c'est encore aujourd'hui le cas chez nous et dans beaucoup d'autres Etats, une courte peine d'emprisonnement.

¹⁾ Cf. l'art. 19 du Code pénal, ainsi conçu :

« L'emprisonnement aggravé est soit l'emprisonnement au pain et à l'eau de 20 jours au plus, soit l'emprisonnement avec lit de camp de 30 jours au plus ; un jour de la première espèce d'emprisonnement et 2 jours de la seconde correspondent à 3 jours de détention ordinaire.

Les femmes qui nourrissent ne doivent pas être condamnées à l'emprisonnement aggravé et les personnes au-dessous de 18 ans ne peuvent être punies de l'emprisonnement au pain et à l'eau. L'emprisonnement aggravé ne sera pas non plus appliqué, lorsqu'il est à prévoir que la santé du condamné en souffrirait. »

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

PREMIÈRE QUESTION

- A. *Pour quels délits y a-t-il lieu d'édicter l'amende comme peine supplémentaire?*
- B. *Quelles règles doivent présider à la saisie des biens du condamné à l'amende et à l'exécution de l'emprisonnement subsidiaire?*

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. J.-A. ROUX,

professeur à la Faculté de droit de l'Université de Dijon.

I.¹⁾

En matière criminelle, le rôle de l'amende est et ne peut être que médiocre.

La gravité de l'infraction commise et la perversité présumable du délinquant nécessitent une répression énergique

¹⁾ Documents consultés : 1° *Les Actes du Congrès de Rome* de 1885, vol. 1^{er}, p. 179 et suiv.; 2° le rapport de M. Rosenfeld à la session de l'Union internationale de droit pénal, tenue à Christiania en 1892, et la discussion qui s'en est suivie (*Bulletin de l'Union*, t. 3, p. 135 et suiv., p. 237 et suiv., p. 307 et suiv.); 3° le rapport de M. Boullaire, présenté à la Société générale des prisons au mois de mai 1893, et la discussion qui s'en est suivie (*Revue pénitentiaire*, 1893, p. 705 et suiv., p. 861 et suiv., p. 1025 et suiv.).

que l'on ne peut attendre d'une pénalité, dont l'effet intimidant est subordonné à la solvabilité du condamné, et l'effet moralisateur pour ainsi dire nul. L'amende paraît, il est vrai, un complément approprié de peine dans les crimes que le sentiment de lucre a fait commettre. Mais, même là, il convient de ne pas s'illusionner sur son mérite. Pour agir sur l'esprit de criminels pervers, il faut de fortes amendes; et de grosses amendes sont difficilement recouvrables. Au reste, les condamnés à des peines criminelles de droit commun sont frappés dans leurs sentiments cupides par la peine principale même qu'ils subissent, et qui, en leur ôtant leur liberté, leur enlève la jouissance de leurs biens et la possibilité d'en acquérir de nouveaux: ce qui donne, si du moins on a su assurer l'exécution des réparations civiles, une satisfaction suffisante à la pensée de punir le coupable par où il a péché, pensée qui intervient seule pour fixer le rôle de l'amende quand il s'agit de crimes.

En matière correctionnelle et de simple police, il y a au contraire plus à faire avec l'amende.

Mais, pour déterminer la place qu'il convient d'assigner à celle-ci, il ne suffit pas d'apprécier l'effet que ce mode de répression peut produire sur des délinquants d'une moins grande perversité; il faut aussi, et plus encore, se pénétrer des inconvénients de la pénalité ordinairement employée, de l'emprisonnement. Or, il y a actuellement un sentiment unanime de réprobation contre les courtes peines d'emprisonnement, également néfastes au condamné, aux siens et à l'Etat. Il ne s'agit donc plus d'amodier simplement au moyen de l'amende, comme peine accessoire, le châtimement à la nature de la faute, mais d'établir, grâce à elle, et autant qu'il est possible, une répression qui soit exempte des vices de l'emprisonnement; car, là où la peine pécuniaire suffit, la peine privative de liberté est odieuse.

C'est en se plaçant à ce point de vue, plus général, que l'on doit examiner la question posée au Congrès.

Mais, au lieu d'aborder celle-ci, comme on l'a fait quelquefois, en se demandant si l'amende ne pourrait pas être utilement substituée à l'emprisonnement dans certains délits ou

certaines catégories de délits, et de dresser la liste de ces infractions, ce qui est une chose incommunicable d'une législation à une autre, et en outre fort périlleuse, c'est à une solution moins compromettante pour la sécurité sociale et d'une application partout possible que l'on peut songer.

Il conviendrait d'abord d'admettre l'idée qu'en *matière correctionnelle et de simple police, sauf pour les gens sans aveu, les malfaiteurs de profession et les récidivistes, l'amende est la peine normale*. C'est le retour, atténué, à une règle ancienne, et au fond juste, dont les législations modernes, trop imbues des mérites qu'elles prêtaient à l'emprisonnement, peine alors nouvelle, se sont à tort écartées, qu'« à tout délit, il échet amende ». L'ancien droit français, ou plus exactement le très ancien droit français disait, il est vrai : « il n'échet qu'amende ». Ce qui était peut être déjà autrefois un danger ; mais, ce qui en serait certainement un dans les sociétés modernes, où les conditions de vie, le monde criminel, et aussi la distinction des crimes et des délits ne ressemblent guère à ce qui était anciennement. Il faut donc se garder de renoncer témérairement à l'emprisonnement, qui peut être un auxiliaire indispensable de la paix publique, et compléter dès lors le principe précédent par cet autre : *et, s'il y a lieu, une peine d'emprisonnement pourra être également prononcée*, principe qui remet, non plus au législateur, comme il est fait actuellement, mais au juge le soin de dire quand la sauvegarde publique exige cette seconde peine, et qui permet, s'agissant d'une peine facultative, d'en laisser courir la menace partout où l'emprisonnement est actuellement encouru.

Le mérite de ce système modéré, c'est d'éviter le danger de toute énumération d'infractions où l'amende serait l'unique peine édictée ; de maintenir à la répression pénale une grande souplesse, suivant les nécessités, les circonstances du délit et la nature du délinquant, soit dans le sens de l'indulgence, soit dans celui, non moins important, de la sévérité ; d'écarter enfin de la peine pécuniaire les gens sans aveu, les malfaiteurs de profession et les récidivistes, pour lesquels leur défaut de ressources ou leur perversité rendent manifestement cette pénalité inopérante et insuffisante. Il est vrai que cette théorie

arme le juge d'un pouvoir que certains trouvent considérable. Mais, outre que la plupart des réformes pénales récentes tendent pareillement à donner au juge des attributions qui paraissent autrefois appartenir au législateur, et que la fonction dont il s'agit ici n'est pas plus grave que d'autres dont il est actuellement investi, il n'est pas inutile de faire remarquer que l'idée proposée est déjà en germe dans la législation française. Le juge français est en effet autorisé par l'art. 463 du code pénal, dans les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le code, à prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même à substituer l'amende à l'emprisonnement.

En présence de cette disposition, il pourrait même paraître à quelques-uns, et, à vrai dire, il a paru à certains qu'en France, au moins, et dans les pays qui admettent son système de circonstances atténuantes, la précédente réforme serait inutile, puisqu'en quelque sorte elle se ramène à opérer une inversion dans la lecture des textes du code, à lire le principe général d'atténuation d'abord, et la règle de sévérité posée à propos de chaque délit ensuite. Mais, si l'on regarde d'un peu haut les résultats de l'un et l'autre systèmes, sans même descendre aux détails d'application, nécessairement différents, quand l'amende est fixée ou d'une manière générale ou particulière suivant les délits, on se convainc qu'il y a dans cette inversion des textes autre chose qu'une transposition matérielle. Il y a en effet cette affirmation théorique, rejetée par le code pénal français, que l'amende est la peine normale des contraventions de police et des délits, et que là où elle est suffisante aucune autre ne doit être prononcée. Or, à mettre ainsi au premier rang cette peine, on habitue l'œil, puis l'esprit des magistrats à son existence; on oblige le juge, pour prononcer la peine d'emprisonnement, à rechercher s'il y a dans le délit une circonstance aggravante, qui exige cette rigueur: ce qui permet d'espérer, non pas assurément la suppression de l'emprisonnement, ce qui serait une dangereuse utopie, mais la fin de l'abus des courtes peines d'emprisonnement, que la science déplore si justement.

II.

En grandissant ainsi l'importance de l'amende, on impose au législateur l'obligation d'étudier de plus près ce mode de répression. De cette étude, qui est à faire encore à peu près partout, il n'y a à retenir ici que le point soumis aux délibérations du Congrès, *le recouvrement des amendes*. C'est, il est vrai, le plus délicat et aussi le plus important. Lui résolu, tout paraît en effet aplani pour l'adoption d'une réforme dont on ne conteste pas l'utilité. Seulement est-il possible de lui donner une solution pratique?

On en peut évidemment douter. La misère est la principale instigatrice des infractions, surtout légères; et devant la misère, le fisc le plus avisé ne peut rien. Que l'on n'objecte pas que l'ancien droit cependant avait su trouver une réponse satisfaisante, puisqu'il usait largement des pénalités pécuniaires et se passait même de la peine d'emprisonnement. L'exemple de l'ancien droit ne saurait être invoqué, parce qu'il ne saurait plus être question de rendre serfs et d'asservir les condamnés insolvables, comme cela se pratiquait encore au moyen âge, ni de substituer aux amendes impayées des peines corporelles, comme celles du carcan ou du fouet, ou des peines afflictives, comme celles du bannissement ou des galères à temps, ainsi que cela s'est fait en France au XVI^e siècle et depuis. L'ancien droit pouvait sans crainte admettre copieusement les peines pécuniaires; il trouvait dans un arsenal de châtimens abondamment pourvu, que l'ingéniosité des juges pouvait encore enrichir dans une certaine mesure, le moyen d'obvier à l'insolvabilité des condamnés. En abrogeant cet arsenal de peines, jugées odieuses ou inutiles, le droit moderne a posé dans des termes nouveaux le problème des pénalités pécuniaires, et a rendu celui-ci plus difficile encore, quand on se propose, ce qui n'était nullement dans l'intention du législateur ancien, de remplacer la peine privative de liberté par l'amende.

La difficulté est réelle; elle est assurément grande; elle n'est peut-être pas cependant insoluble. Seulement, il convient de préciser ce que l'on peut et veut obtenir.

Il ne s'agit nullement de supprimer l'emprisonnement qui demeure la peine de droit des récidivistes, malfaiteurs de profession et gens sans aveu, et la peine facultative de tous ceux que le juge en estime punissables à raison de la gravité de leurs délits. L'objection, tirée de la misère des condamnés, perd donc son caractère absolu; elle n'a plus qu'une importance relative, suivant ce que sont les délinquants qui restent, ou riches ou pauvres. Mais ces mots « riches et pauvres » sont des expressions équivoques, qui ne marquent pas une condition, mais une relation, dont on peut dès lors dans une large mesure modifier le rapport par l'organisation même donnée à l'amende dans la loi pénale.

Or, ce serait évidemment un progrès important réalisé, si l'on évitait l'emprisonnement aux délinquants qui ont un avoir ou un emploi, et qui, on peut en être sûr, puisqu'il ne s'agit d'aucune des catégories précédentes de malfaiteurs, prélèveront d'eux-mêmes tout ce qu'ils pourront sur leur fortune ou leur salaire plutôt que de franchir, faute de payer, le seuil infamant de la prison. Il ne faudrait pas, sous prétexte que parmi les délinquants, même intéressants, se trouvent des malheureux hors d'état de payer la moindre amende, que ceux qui le peuvent souffrent de la misère des autres, et avec eux la société qui n'a rien à gagner à la multiplication des peines d'emprisonnement. Ce serait comprendre l'égalité d'une étrange façon et l'appliquer d'une manière bien peu politique. Ce qu'il faut, au contraire, c'est que ce bénéfice ne soit pas restreint à quelques-uns, mais qu'on en fasse profiter le plus grand nombre par une réglementation des peines pécuniaires, qui tienne mieux compte de ce que chaque individu peut effectivement payer.

On arriverait, semble-t-il, à ce résultat, si, au lieu de fixer les amendes, comme on le fait encore généralement, simplement d'après le délit commis, on les déterminait en outre d'après la richesse des délinquants, en prenant en considération, ce qui paraît juste, leur fortune réelle, ou même, en s'en tenant à une approximation peut-être suffisante, le chiffre d'impôts par eux payés. Ce système, qui a été autrefois écarté, mériterait d'être repris, car il a été rejeté pour des raisons

qui, aujourd'hui, sont affaiblies, comme la crainte de faire taxer administrativement la fortune des particuliers, ou même ont disparu, comme le motif de mesurer les amendes uniquement sur la quantité du délit. Mais, ce qui assurerait mieux encore une exécution plus fréquente des condamnations pécuniaires, ce serait d'admettre la faculté, précieuse pour les condamnés qui ont seulement un salaire et vivent au jour le jour, de se libérer au moyen de paiements partiels, dont le nombre d'ailleurs, la date ainsi que les garanties à fournir seraient arbitrés par le juge. Si l'on a le réel désir d'apporter une amélioration à l'état actuel de choses assez triste, et de diminuer le nombre de ces condamnations qui réduisent la famille à la mendicité, quand son chef est emprisonné, il ne faut pas hésiter à aller jusque là, ou bien s'avouer que l'on ne légifère ni pour les ouvriers, ni pour les manœuvriers ou journaliers, c'est-à-dire la majorité de la population, assurément digne d'attention cependant. Sans doute, il pourra paraître que cette mesure, qui existe dans quelques législations, affaiblit la peine, et qu'une peine émiettée n'est plus une peine véritable. Mais, outre qu'il y a une limite à garder, et que celle-ci demeure au pouvoir du juge, il y a lieu d'observer que, si la peine perd dans son exécution fractionnée une partie de son énergie, elle trouve, et peut-être au delà, un effet répressif supérieur dans sa prolongation, qui, à des échéances fixes, rappelle au condamné son délit, sa faute, sa punition actuellement bénigne, et les conséquences plus graves qu'aurait une rechute. Payer c'est se souvenir, tandis qu'avoir payé c'est souvent oublier.

Ce n'est pas assez cependant de songer aux délinquants qui ont des ressources. Le législateur doit aussi s'occuper des miséreux, de ceux qui n'ont rien. Leur pauvreté ne doit pas être une cause d'aggravation de leur peine, tout au contraire; car la misère est mauvaise conseillère.

Or, il est rigoureux de punir d'emprisonnement soit ouvertement, en convertissant l'amende impayée en prison, soit indirectement, en contraignant par corps, les délinquants à qui leur faute et le délit commis n'auraient fait encourir qu'une amende s'ils avaient eu quelque argent. Il est cependant nécessaire que l'infraction soit réprimée; et, en dehors des cas

restreints, à cause du concours de conditions qu'ils supposent, où l'on peut utilement songer à des prestations de travail comme succédanés de la peine pécuniaire, il faut bien en venir, ne serait-ce que pour les infirmes, les vieillards, les femmes et les mineurs, à la privation de liberté, leur seul bien saisissable. La déchéance de droits publics, droit d'être électeur, d'être juré, qui pourrait d'ailleurs être prononcée, mais pour d'autres raisons, n'est ni applicable dans bien des cas, ni susceptible d'être bien sentie, pour qu'on puisse songer à en faire une peine principale unique. Force est donc de s'arrêter à l'emprisonnement. Il serait même préférable de s'y arrêter immédiatement et directement, et non pas sous le déguisement trompeur de la contrainte par corps, qui pouvait paraître une rigueur justifiable, quand elle constituait une mesure générale, mais qui est devenu un privilège exorbitant, tout en demeurant une pénalité défectueuse, quand elle a été limitée à l'exécution des amendes pénales.

Mais, par contre, il est légitime d'établir d'importantes différences entre cette détention à laquelle le délinquant pauvre est soumis, parce qu'il est pauvre, et l'emprisonnement que le juge prononce parce que le délit est grave ou le délinquant indigne. Non seulement, ce qui va de soi, celles-ci doivent se rencontrer dans le nom des peines, dans leur régime, ici plus dur, et là plus doux, mais aussi et essentiellement, malgré le surcroît de dépenses qui peut en résulter, dans leurs lieux d'exécution. Il ne suffirait pas que les deux peines se subissent dans des quartiers distincts du même établissement pénitentiaire, parce que le public s'en tient facilement à l'extérieur des choses. Voyant entrer et sortir par la même porte de prison, quoiqu'ils soient ensuite séparés, le délinquant pervers et le délinquant pauvre, il ferait rejaillir de l'un à l'autre la honte et l'opprobre, qui ne doivent frapper que le premier. Ce serait oublier à l'égard du second l'indulgence, dont la pensée ne doit pas quitter le législateur quand il exerce le redoutable droit de punir. Celle-ci a suffisamment montré le bien qu'elle produisait dans le sursis à l'exécution des peines, pour qu'on n'essaye pas également de l'introduire maintenant dans l'exécution des peines. Il ne faut pas oublier, en effet,

que la justice sans la miséricorde et la pitié n'est qu'une justice imparfaite, et que souvent même c'est de l'injustice !

III.

En résumé :

I. En réponse à la première partie de la question posée, il convient de conseiller au législateur de ne pas perdre de vue :

a. *Qu'en matière de délit ou de contravention de police, sauf pour les gens sans aveu, les malfaiteurs de profession et les récidivistes, l'amende doit être la peine normale ;*

en tempérant toutefois ce principe par cet autre,

b. *que s'il y a lieu une peine d'emprisonnement pourra être prononcée ;*

qui laisse à la loi la fixation de son taux mais remet au juge l'opportunité de son application, les trois catégories précédentes de délinquants demeurant toujours exceptées.

II. En réponse à la deuxième partie de la question, il paraît utile de recommander au législateur :

d'une part, pour assurer plus fréquemment le paiement des condamnations pécuniaires des délinquants qui ont quelques ressources (avoir ou salaire),

a. *de fixer les amendes proportionnellement à la fortune réelle (ou présumée) des délinquants, avec un maximum indiqué dans la loi pour éviter les confiscations ;*

b. *d'autoriser l'acquittement des amendes au moyen de paiements partiels, dont le nombre, la date et les garanties à fournir sont à arbitrer par le juge ;*

et, d'autre part, à l'égard des miséreux, ni mendiants ou vagabonds, hors d'état d'acquitter l'amende qui serait prononcée contre eux :

c. *comme mesure générale, la conversion de ces amendes en une peine privative de liberté spéciale ;*

d. *et, comme mesure particulière, d'une application d'ailleurs variable suivant les pays, l'acquittement des amendes sous forme de prestation de travail.*

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

PREMIÈRE QUESTION

Quels sont les meilleurs moyens d'opérer un classement moral des condamnés détenus et quelles peuvent être les différentes conséquences de ce classement?

FRAGMENTS STATISTIQUES

SUR LE CLASSEMENT MORAL DES CONDAMNÉS DÉTENUS

PAR

M. le D^r GUSTAVE BECK, à Berne (Suisse).

Les bulletins de la statistique suisse des détenus, qui a été discontinuée à la fin de l'année 1903, contiennent un certain nombre de questions d'une grande importance pour l'étude du classement moral des détenus et pour les recherches sur la valeur pratique du *système progressif*, pour autant que des faits objectivement appréciables peuvent se dégager de renseignements subjectifs sur la conduite des détenus pendant la durée de leur internement. Cette statistique offre aussi beaucoup plus d'intérêt, quand on peut comparer les résultats de plusieurs établissements placés chacun sous une autre direction.

Bien qu'un système progressif de deux classes n'existe depuis un certain nombre d'années que dans les pénitenciers de 10 cantons, des circonstances indépendantes de ma volonté m'ont malheureusement empêché de dresser des relevés comparatifs de l'application de ce système dans ces 10 cantons. J'ai dû borner ma statistique aux cantons d'Argovie et de Bâle-Ville, c'est-à-dire aux établissements pénitentiaires que dirigent M. Hurbin à Lenzbourg et M. Widmer à Bâle. Néanmoins, malgré le peu de matériaux que je puis fournir, celui qui sait *lire entre les lignes* découvrira dans ces tableaux certaines indications qui lui permettront de porter un jugement sur les résultats obtenus par l'application du système progressif dans ces deux pénitenciers.

Je garde, quant à moi, vis-à-vis de ces chiffres, une neutralité complète et je confesse même mon ignorance en matière d'exécution des peines. Je me présente aux experts en cette matière comme un cuisinier qui leur sert, dans les tableaux qui suivent, un petit plat accommodé avec des ingrédients passablement défectueux; ils porteront sur sa qualité le jugement qu'ils voudront, après en avoir goûté au moyen des ustensiles que je mets à leur disposition dans les explications suivantes.

La disposition des tableaux de Lenzbourg et de Bâle, qui se trouvent toujours en regard les uns des autres, tend en premier lieu à fournir la réponse à la question principale, formulée comme suit :

Parmi les détenus sortis des pénitenciers pendant un certain laps de temps¹⁾ combien y en a-t-il eu du premier stage progressif et combien du second ?

Pour chacun des stages ou degrés, les totaux des sorties sont répartis verticalement entre les différentes périodes d'internement et on obtient ainsi la colonne matricule, qui commande toutes les autres colonnes horizontales.

Pour Lenzbourg, la période d'observation comprend toutes les sorties qui ont eu lieu du 1^{er} janvier 1897 au 31 décembre 1903, excepté celles des détenus entrés avant le 1^{er} janvier 1897, tandis que pour Bâle elle embrasse toutes les sorties

¹⁾ Ce laps de temps est indiqué plus loin.

survenues du 1^{er} janvier 1900 jusqu'au 31 décembre 1903, y compris celles de condamnés déjà en détention au 1^{er} janvier 1900. Je ferai remarquer aussi, en ce qui concerne la statistique de Lenzbourg, que le système progressif ne paraît pas avoir été appliqué régulièrement dans la divisions des femmes de ce pénitencier, car c'est à peine si la moitié des bulletins des femmes internées postérieurement au 1^{er} janvier 1897 font mention du degré progressif. Ces circonstances ne permettent donc pas de tirer des tableaux des conclusions quelconques sur la criminalité relative dans les deux cantons — question qui, d'ailleurs, est tout à fait en dehors du cadre de notre examen. Par contre, elles n'infirmen en aucune façon le fait surprenant qu'à Lenzbourg il n'y a guère que le 24 % des détenus des deux sexes qui sortent de la première classe à l'époque de leur libération, tandis qu'à Bâle la proportion est de plus de 55 %. Cela peut s'expliquer en grande partie par la différence de durée des peines: il y a parmi les détenus du pénitencier de Bâle une quantité de vagabonds condamnés à des *arrêts de police*, c'est-à-dire à un internement de 8 semaines au plus, tandis que dans le canton d'Argovie les délinquants de cette espèce encourent fréquemment des condamnations *correctionnelles*, c'est-à-dire que la détention est alors de 3 à 6 mois. Mais une des raisons doit sans doute être cherchée dans une différence d'application du système.

A la colonne matricule contenant la durée de l'internement se joignent, dans la direction horizontale, en premier lieu les questions désignées sur les bulletins par les numéros 4, 8, 10, 12 et 15, savoir :

A. Quest. N° 4. — Application au travail: (1) bonne, (2) passable, (3) faible, (4) non indiquée.

B. Quest. N° 8. — Conduite au pénitencier: (1) bonne, (2) passable, (3) mauvaise, (4) non indiquée.

C. Quest. N° 10. — Désignation du caractère, dont les qualités ont été classées comme suit: (1) qualités louables, (2) qualités qui à Bâle ont été désignées par les mots: «sans énergie» ou «sans volonté» et à Lenzbourg par diverses expressions qui marquent aussi le défaut d'énergie, (3) dispositions à la perversité, (4) à une sotte présomption, (5) à un

tempérament passionné, (6) brutalité, effronterie, désir de vengeance et autres qualités anti-sociales, (7) dépravation morale complète, (8) indolence physique et intellectuelle, (9) prédisposition à une affection mentale, folie, (10) taciturnité et caractère indéterminé, indiqué à Bâle par un point d'interrogation. Les expressions qui accompagnent chaque numéro sont celles qui figurent sur les bulletins.

D. Quest. N° 12. — Est-il à prévoir que la peine a atteint son but? (1) oui, (2) guère, non (à Lenzbourg), ?, non (à Bâle), (3) sans réponse. Les réponses de Lenzbourg à cette question sont beaucoup plus optimistes que celles de Bâle.

E. Quest. N° 15. — Causes de la sortie: (1) achèvement de la peine, (2) transfert dans un autre établissement (pénitencier, hôpital, maison d'aliénés, etc.), (3) libération conditionnelle (n'existe pas à Bâle), (4) grâce (très rare à Bâle), (5) décès.

Il y a ensuite deux colonnes dont les indications n'ont pu être prises que sur un certain nombre de bulletins, savoir:

F. Nature des peines: (1) Internement obligatoire (à Lenzbourg et à Bâle presque exclusivement pour des ressortissants du canton qui mènent une vie déréglée ou s'adonnent à la boisson, et rarement pour les vagabonds); (2) arrêts de police (à Bâle pour les vagabonds, dans le canton d'Argovie sans application); (3) maison de correction (à Lenzbourg aussi pour les vagabonds); emprisonnement (Bâle); (4) condamnation criminelle (Lenzbourg), réclusion (Bâle).

G. Condamnations antérieures et postérieures: (1) Était-ce la première et la seule fois que le détenu libéré était en détention? (2) Avait-il des condamnations antérieures? Est-il revenu une ou plusieurs fois au pénitencier pendant la période statistique?

Les tableaux A à G, qui viennent d'être expliqués, sont suivis d'un dernier tableau représentant le système progressif dans ses rapports avec la *libération provisoire* qui existe dans le *canton d'Argovie* et avec la *grâce*, dont il est fait usage dans ce canton beaucoup moins fréquemment qu'à Bâle. Cette institution est considérée en Suisse par les partisans de la *libération conditionnelle* ou de la *remise conditionnelle des*

peines comme le troisième ou dernier stage du degré du système progressif.

La disposition de ce tableau est semblable à celle des tableaux précédents et les différentes rubriques y conservent la même désignation. Il y a cependant une différence dans sa colonne matricule, qui indique non la durée effective de l'internement, mais la durée de la condamnation, parce qu'il s'agit ici de faire ressortir dans quelles conditions s'est opérée la réduction de la peine. Ce tableau se distingue aussi des précédents par une nouvelle rubrique, qui représente la classe progressive des détenus à l'époque de leur libération anticipée.

Les données fournies par ce dernier tableau sont en résumé les suivantes: Sur 100 détenus du pénitencier de Lenzbourg compris dans cette statistique, 10.7 ont bénéficié de la *libération provisoire* et 3.0 de la *grâce*. Parmi les *libérés provisoires*, qui forment, comme nous venons de le dire, le 10.7 % des détenus, 0.9 % sont sortis de la première classe progressive et 9.8 % de la seconde. La première classe progressive compte le 0.5 % des graciés et la seconde le 2.5 %.

Tableau I.

A. Assiduité au travail.

Sorties.

Durée de la peine effective sans égard à la sentence	Total des sorties		Lenzburg				Bâle			
	Lenz- bourg	Bâle	bonne	pas- sable	mau- vaise	?	bonne	pas- sable	mau- vaise	?
I^{re} classe										
2 semaines à 2 mois	106	490	93	11	2	—	174	276	28	12
3 à 6 mois	125	178	108	15	2	—	95	67	11	5
7 » 12 »	68	35	47	16	3	2	13	14	7	1
13 » 36 »	50	19	32	16	1	1	9	8	2	—
37 mois et plus	6	4	4	2	—	—	1	1	1	1
Total	355	726	284	60	8	3	292	366	49	19
dont masculins	234	577	239	39	5	1	256	270	33	18
féminins .	71	149	45	21	3	2	36	96	16	1
II^e classe										
2 semaines à 2 mois	291	186	268	16	2	5	69	92	24	1
3 à 6 mois	413	206	380	28	3	2	123	71	11	1
7 » 12 »	210	118	187	18	2	3	77	32	8	1
13 » 36 »	207	66	192	11	3	1	41	19	3	3
37 mois et plus	20	9	20	—	—	—	6	3	—	—
Total	1141	585	1047	73	10	11	316	217	46	6
dont masculins	1124	562	1035	69	10	10	305	206	46	5
féminins .	17	23	12	4	—	1	11	11	—	1
Total général	1496	1311	1331	133	18	14	608	583	95	25
dont masculins	1408	1139	1274	108	15	11	561	476	79	23
féminins .	88	172	57	25	3	3	47	107	16	2

B. Conduite pendant la détention.

Lenzbourg				Bâle			
bonne	passable	mauvaise	?	bonne	passable	mauvaise	?
93	10	2	1	454	25	3	8
93	31	1	—	149	27	1	1
39	25	3	1	18	13	4	—
26	23	1	—	7	8	4	—
-	5	1	—	1	3	—	—
251	94	8	2	629	76	12	9
219	60	3	2	495	64	11	7
32	34	5	—	134	12	1	2
277	11	2	1	161	21	2	2
385	27	1	—	164	29	5	8
189	20	1	—	75	39	4	—
174	32	1	—	36	24	5	1
20	—	—	—	6	2	1	—
1045	90	5	1	442	115	17	11
1034	84	5	1	426	110	16	10
11	6	—	—	16	5	1	1
1296	184	13	3	1071	191	29	20
1253	144	8	3	921	174	27	17
43	40	5	—	150	17	2	3

Tableau II.

C. Détermination

Durée de la peine effective sans égard à la sentence	Lenzburg									
	droit, loyal, ouvert	léger, friole, dissolu, libérin, prodigue, luxueux	sevré, maigre, perride, faux, dissimulé, flatteur	hautain, vaniteux, arrogant, vantard	emporté, irascible, prompt, querelleur	grossier, brutal, insolent, effronté, vindicatif, rapace	dépravé, dégradé, mauvais	niais, étiolé, stupide, bête, flegmatique, paresseux	aliéné, mélancolique	taciturne ?
1^{re} classe	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
2 semaines à 2 mois	4	57	21	2	3	3	9	1	2	4
3 à 6 mois	1	64	17	1	4	2	23	3	—	10
7 » 12 »	—	33	8	1	7	4	10	4	—	1
13 » 36 »	—	20	9	2	1	1	7	3	3	4
37 mois et plus	—	1	1	—	2	1	1	—	—	—
Total	5	175	56	6	17	11	50	11	5	19
dont masculins	3	155	40	4	16	2	38	2	5	19
féminins .	2	20	16	2	1	9	12	9	—	—
II^e classe										
2 semaines à 2 mois	38	146	28	3	41	12	—	4	2	17
3 à 6 mois	62	209	40	4	49	21	5	8	2	13
7 » 12 »	32	118	20	1	13	5	5	7	3	6
13 » 36 »	32	107	23	1	11	6	8	9	4	6
37 mois et plus	4	4	6	1	2	1	2	—	—	—
Total	168	584	117	10	116	45	20	28	11	42
dont masculins	167	580	111	9	114	45	20	26	11	41
féminins .	1	4	6	1	2	—	—	2	—	1
Total général	173	759	173	16	133	56	70	39	16	61
dont masculins	170	735	151	13	130	47	58	28	16	60
féminins .	3	24	22	3	3	9	12	11	—	1

du caractère.

Bâle

bon esprit, bon naturel, bonnes résolutions, sérieux, laborieux, énergique	manque de fermeté, de caractère, d'indépendance, étouffé	méchamment, rusé, dissimulé, faux, cajoleur, maître, rusé	orgueilleux, arrogant, fanfaron, chevalier d'industrie	irritable, colère, emporté, rageur, querelleur, indocile	grossier, brutal, insolent, vindicatif	mauvais, incorrigible	borné, faible d'esprit, paresseux, fuyant le travail	aliéné	?
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
120	237	95	—	3	14	1	4	—	16
43	47	72	1	4	4	1	2	—	4
4	10	21	—	—	—	—	—	—	—
3	1	15	—	—	—	—	—	—	—
—	—	4	—	—	—	—	—	—	—
170	295	207	1	7	18	2	6	—	20
153	35	137	1	6	18	2	5	—	20
17	60	70	—	1	—	—	1	—	—
29	122	28	—	2	3	1	1	—	—
73	65	42	4	8	3	1	2	2	6
27	30	43	1	5	5	3	—	—	4
13	15	34	—	1	1	—	1	1	—
2	4	2	—	1	—	—	—	—	—
144	236	149	5	17	12	5	4	3	10
140	227	139	5	17	12	5	4	3	10
4	9	10	—	—	—	—	—	—	—
314	531	356	6	24	30	7	10	3	30
293	462	276	6	23	30	7	9	3	30
21	69	80	—	1	—	—	1	—	—

Tableau III. D. Le but de la peine est-il atteint?

Durée de la peine effective sans égard à la sentence	Lenzbourg			Bâle		
	oui	peu probable ou non	sans indication	oui	peu probable ou non	sans indication
I^{re} classe	1	2	3	1	2	3
2 semaines à 2 mois	64	40	2	213	276	1
3 à 6 mois . .	73	52	—	77	100	1
7 » 12 » . .	45	20	3	9	26	—
13 » 36 » . .	30	19	1	2	15	2
37 mois et plus .	1	5	—	—	4	—
Total	213	136	6	301	421	4
dont masculins .	172	109	3	263	311	3
féminins . .	41	27	3	38	110	1
II^e classe						
2 semaines à 2 mois	259	25	7	42	144	—
2 à 6 mois . .	370	41	2	109	96	1
7 » 12 » . .	186	23	1	46	72	—
13 » 36 » . .	176	29	2	23	41	2
37 mois et plus .	18	2		6	2	1
Total	1009	120	12	226	355	4
dont masculins .	994	119	11	216	342	4
féminins . .	15	1	1	10	13	—
Total général	1222	256	18	527	776	8
dont masculins .	1166	228	14	479	653	7
féminins . .	56	28	4	48	123	1

E. Sortie.

Lenzbourg					Bâle				
par suite d'expir- ation de la peine	durée de la peine abrégée par suite de				par suite d'expir- ation de la peine	durée de la peine abrégée par suite de			
	transfert dans un hôpital ou dans une autre prison	libé- ration con- diti- on- nelle	grâce	décès		transfert dans un hôpital ou dans une autre prison		grâce	décès
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
101	1	2	1	1	487	2		--	1
121	2	1	1	—	177	—		1	—
62	—	3	2	1	35	—		—	—
40	—	7	3		15	—		2	2
4	—	2	—	—	4	—		—	—
328	3	15	7	2	718	2		3	3
266	3	11	4	—	572	1		2	2
62	—	4	3	2	146	1		1	1
278	7	1	5	—	185	1		—	—
386	1	15	10	1	206	—		—	—
159	2	42	7	—	118			—	—
116	2	74	14	1	56	—		9	1
4	—	15	1	—	6	—		1	2
943	12	147	37	2	571	1		10	3
929	12	145	36	2	552	—		7	3
14	—	2	1	—	19	1		3	—
1271	15	162	44	4	1289	3		13	6
1195	15	156	40	2	1124	1		9	5
76	—	6	4	2	165	2		4	1

F. Genre de peine prononcée.
Tableau IV.

Durée de la peine effective sans égard à la sentence	Lenzbourg				Bâle			
	maison de travail et de correction		con-damné au correc-tionnel	con-damné au cri-minel	maison de travail et de correc-tion	con-damné à une peine de police	con-damné au correc-tionnel	con-damné au cri-minel
	1	2	3	4	1	2	3	4
I^{re} classe								
2 semaines à 2 mois	2		101	3	1	102	387	—
3 à 6 mois .	4		114	7	15	—	163	—
7 » 12 » .	20		34	14	4	—	10	21
13 » 36 » .	18		11	21	—	—	1	18
37 mois et plus	—		—	6	—	—	—	4
Total	44		260	51	20	102	561	43
dont masculins	22		222	40	4	87	451	35
féminins .	22		38	11	16	15	110	8
II^e classe								
2 semaines à 2 mois	6		284	1	1	120	65	—
3 à 6 mois .	13		377	23	25	—	181	—
7 » 12 » .	69		107	34	14	—	63	41
13 » 36 » .	50		47	110	1	—	8	57
37 mois et plus	—		—	20	1	—	—	8
Total	138		815	188	42	120	317	106
dont masculins	131		811	182	37	120	306	99
féminins .	7		4	6	5	—	11	7
Total général	182		1075	239	62	222	878	149
dont masculins	153		1033	222	41	207	757	134
féminins .	29		42	17	21	15	121	15

G. Condamnation antérieure et postérieure à la sortie.

Lenzbourg			Bâle		
condamné une seule fois	condamné seulement antérieurement	condamné postérieurement, cas échéant aussi antérieurement	condamné une seule fois	condamné seulement antérieurement	condamné postérieurement, cas échéant aussi antérieurement
1	2	3	1	2	3
41	48	17	160	239	91
38	66	21	64	96	18
32	24	12	4	30	1
19	23	8	3	15	1
3	3	—	4	—	—
133	164	58	235	380	111
99	136	49	184	293	100
34	28	9	51	87	11
176	75	40	27	100	59
257	103	53	81	111	14
122	61	27	32	75	11
107	69	31	16	41	9
13	7	—	3	6	—
675	315	151	159	333	93
663	311	150	151	322	89
12	4	1	8	11	4
808	479	209	394	713	204
762	447	199	335	615	189
46	32	10	99	98	15

Tableau V.

Calcul pro-

Durée de la peine effective sans égard à la sentence	Lenzbourg											
	Sur 100 détenus sortis se trouvaient dans la I ^{re} et la II ^e classe de la classification progressive											
	Nombre des détenus sortis après la période indiquée dans la colonne matricule				Chiffre pro- portionnel		Nombre des dé- tenués sortis après la période indiquée dans la colonne matricule				Chiffre pro- portionnel	
	Masculins						Féminins					
	Total	Classes		Classes		Total	Classes		Classes			
		I	II	I	II		I	II	I	II		
2 semaines à 2 mois	382	94	288	24.6	75.4	15	12	3	80.0	20.0		
3 à 6 mois	510	102	408	20.0	80.0	28	23	5	82.3	17.8		
7 » 12 »	254	47	207	18.5	81.5	24	21	3	87.5	12.5		
13 » 36 »	239	36	203	15.1	84.9	18	14	4	77.8	22.2		
37 mois et plus	23	5	18	21.7	78.3	3	1	2	33.3	66.7		
	1408	284	1124	20.2	79.8	88	71	17	80.7	19.3		

[illegible]

Tableau VI.

Libération conditionnelle

Durée de la peine d'après la sentence	Assiduité au travail			Conduite au pénitencier			Désignation du caractère									
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
3, 4 mois	1	1	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
5, 6 „	8	—	—	8	—	—	2	3	1	—	1	—	—	—	—	1
8, 9, 10 „	11	—	—	11	—	—	2	6	—	—	—	2	—	—	1	—
12 „	24	—	1	25	—	—	4	16	2	—	2	—	—	—	1	—
15, 16 „	9	—	—	9	—	—	1	6	1	—	—	—	—	—	—	1
18 „	16	—	—	15	1	—	2	12	1	—	—	1	—	—	—	—
20, 24 „	13	2	1	13	3	—	3	8	2	—	1	1	—	—	—	1
28, 30, 32 „	25	—	1	23	3	—	10	10	2	—	—	2	—	2	—	—
33, 34, 36, 38 „	19	—	—	18	1	—	1	11	2	—	1	1	—	—	3	—
42, 44, 45, 48 „	12	—	—	11	1	—	2	6	3	—	—	1	—	—	—	—
50, 51, 54, 57 „	7	—	—	7	—	—	3	1	2	—	—	1	—	—	—	—
60, 64, 65, 66 „	8	—	—	8	—	—	2	3	1	1	—	—	1	—	—	—
72, 80, 84 „	2	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
	155	3	3	151	9	1	32	83	19	1	5	10	1	2	5	3

Grâce au pénitencier

2, 3, 4 mois	4	—	—	4	—	—	2	1	2	—	—	—	—	—	—	—
6 »	7	—	⁸ 1	8	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—
7, 8, 9 »	5	—	—	4	1	—	1	2	—	—	1	—	—	—	—	1
10, 12 »	6	—	⁸ 1	7	—	—	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—
18 »	5	—	—	4	1	—	1	2	1	—	—	—	—	1	—	—
24 »	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
30, 32 »	5	—	—	5	—	—	3	—	1	—	—	1	—	—	—	—
33, 34, 36, 38 »	6	—	—	6	—	—	1	3	1	1	—	—	—	—	—	—
48 »	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
64 »	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	¹⁰ 1	—	—	—	—
72 »	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
96 »	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	42	1	2	42	3	—	17	17	6	1	1	2	—	1	—	1

¹ Condamné à 60 mois, relâché après 47 mois dans la classe II. ² Les deux classe I 4 féminins, de la classe II 2 féminins. ⁸ Malade. ⁹ Malade. ¹⁰ Vindictif.

du pénitencier de Lenzbourg.

But de la peine atteint		Condamné antérieurement ou postérieurement à la sortie			Nature de la peine prononcée			Classes		Total
1	2	1	2	3	1	2	3	I	II	
1	1	—	2	—	1	1	—	—	2	2
8	—	7	1	—	—	5	3	1	7	8
11	—	10	1	—	1	2	8	—	11	11
24	1	14	7	4	8	15	2	1	24	25
9	—	7	1	1	—	3	6	1	8	9
16	—	7	6	3	5	7	4	—	16	16
14	² 2	9	6	1	3	2	11	³ 3	13	16
26	—	22	2	2	—	—	26	—	26	26
19	—	18	1	—	—	—	19	⁴ 2	17	19
12	—	11	1	—	—	—	12	⁵ 4	8	12
7	—	4	3	—	—	—	7	—	7	7
7	1	5	3	—	—	—	8	⁶ 2	6	8
2	—	2	—	—	—	—	2	—	2	2
156	5	116	34	11	18	35	108	⁷ 14	147	161

de Lenzbourg.

4	—	3	1	—	—	4	—	—	4	4
7	1	5	3	—	1	5	2	1	7	8
5	—	5	—	—	—	2	3	1	4	5
7	—	6	1	—	—	4	3	2	5	7
5	—	3	1	1	—	2	3	2	3	5
1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	1
5	—	3	2	—	—	—	5	1	4	5
6	—	6	—	—	—	—	6	—	6	6
1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	1
1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1
1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	1
1	—	—	1	—	—	—	1	—	1	1
44	1	34	9	1	1	18	26	¹¹ 8	37	45

malades. ³ 1 féminin. ⁴ 1 féminin. ⁵ 1 féminin. ⁶ 1 féminin. ⁷ Dont de la

¹¹ Dont de la classe I 3 féminins, de la classe II 1 féminin.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

DEUXIÈME QUESTION

Peut-on astreindre au travail les prévenus ou les accusés, lorsqu'ils ont été antérieurement condamnés à une peine privative de la liberté?

Si le travail ne peut pas être imposé à ces prévenus ou accusés, l'imputation de la détention préventive sur la durée de la peine ne doit-elle pas être subordonnée à l'acceptation volontaire du travail pendant la détention?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le D^r GENNAT,

directeur des établissements pénitentiaires de Hambourg.

I. La première partie de la question peut être traitée aussi bien au point de vue de la *lex lata* que de la *lex ferenda* ; on peut et l'on doit même y répondre d'une manière différente, suivant les circonstances. Ce sera le cas, lorsque la loi en vigueur contient des dispositions qui ne peuvent supporter un examen sérieux. Je me borne à constater que la question est résolue pour l'Allemagne par le 3^e alinéa de l'article 116 du code de procédure pénale, statuant que le prévenu arrêté peut se procurer à ses frais des occupations en rapport avec sa

situation sociale et ses moyens financiers, pourvu que ces occupations se concilient avec le but de l'arrestation et ne compromettent ni le bon ordre ni la sécurité dans la prison. Dans cette disposition, c'est le mot «*peut*» qui doit être accentué et non l'expression «*à ses frais*», sinon l'on en déduirait, *per argumentum a contrario*, que tout prévenu incapable de payer la dépense est, par là même, privé de l'autorisation. Or, il est à plus forte raison au bénéfice de cette dernière, lorsque les occupations peuvent lui être procurées sans frais et il n'est pas soumis à un travail obligatoire parce qu'il ne peut s'acquitter de la dépense; mais il se trouve alors simplement dans la nécessité de renoncer à toute occupation professionnelle lucrative. Il vaudrait mieux dire clairement que, le cas échéant, les frais sont à la charge du prévenu et non de l'administration: 1° parce que celle-ci n'a pas besoin d'occuper l'accusé et 2° parce que ce dernier demeure libre de travailler ou non. Mais, abstraction faite des considérations qui précèdent, le travail ne peut plus être imposé à un simple prévenu, puisqu'on l'a même rendu facultatif pour certains détenus, lorsqu'il s'agit de l'emprisonnement sans aggravation de la peine, ou bien (de l'avis du plus grand nombre) de la détention dans une forteresse, ou bien encore, suivant les uns, de la prison civile. En se plaçant au point de vue du droit allemand, on ne peut donc répondre que négativement à la première partie de la question, à quoi il faut ajouter que tant que la condamnation n'est pas prononcée, l'accusé demeure un prévenu à l'égard duquel une condamnation antérieure ne justifierait pas une différence de traitement durant la prison préventive.

Il y a lieu de s'en tenir également à ces principes, lorsqu'on vient à prendre une décision qui déroge aux prescriptions légales. L'accusation, en effet, ne constitue qu'un premier acte de la procédure, acte sur lequel une ou plusieurs condamnations antérieures ne doivent exercer aucune influence, car l'individu arrêté peut être innocent ou moins coupable qu'un complice sans casier judiciaire ou dont les condamnations antérieures ont été plus légères. Il se peut aussi que le prévenu soit poursuivi pour un délit moins grave que celui de

tel autre accusé qui vient de faire son premier pas dans la voie du crime.

II. A Hambourg, la plupart des prévenus auxquels on demande s'ils désirent du travail se déclarent disposés à en accepter et ils en sollicitent même spontanément. Prennent-ils par là un engagement irrévocable ou demeurent-ils encore libres de revenir sur leur décision et d'interrompre leur travail à leur gré ou lorsqu'ils ont achevé celui qui est commencé?

J'estime qu'ils sont liés par la déclaration qu'ils ont faite volontairement et qui ne peut être un propos d'enfant. Celui qui prend un engagement ne doit pas agir sans réflexion. Quand une administration est parvenue à procurer du travail à une centaine de prévenus qui en désirent; quand elle n'a pu réussir qu'à grand'peine peut-être, étant données les mutations fréquentes qui rendent la chose beaucoup plus difficile pour les prévenus que pour les détenus réguliers, comment cette administration se tirerait-elle d'affaire si chacun abandonnait un jour la tâche qui lui est confiée? Dans le cas où l'on reconnaîtrait aux prévenus le droit de procéder ainsi, on ne pourrait évidemment les condamner à des dommages-intérêts vis-à-vis de l'employeur, soit qu'il s'agisse ici de l'Etat lui-même, soit qu'on se borne à débiter leur compte d'une somme égale au préjudice causé. Mais il y a plus: il se peut même que l'Etat soit civilement responsable vis-à-vis de tiers. Ce sont là des éventualités et des conséquences évidemment inadmissibles. Personne n'a jamais songé non plus à laisser aux prévenus la latitude d'être disposés à travailler aujourd'hui, de ne plus l'être demain, d'interrompre et de reprendre un ouvrage suivant leur bon plaisir. C'est pourquoi j'ai l'opinion bien arrêtée que celui qui a entrepris un travail, de nature générale ou spéciale, peut être tenu de l'exécuter.

III. 1° L'idée que les prévenus n'ont pas besoin de travailler repose sur une conception si absurde de l'essence et de la valeur du travail qu'on devrait non seulement s'en étonner, mais en être honteux. Le travail, en effet, ne signifie pas et ne procure point l'opprobre et l'ignominie, mais au contraire la gloire et l'honneur. L'homme est né pour travailler, et l'âge d'or, avec son humanité passive, est une fable.

dénuée de toute beauté. Le travail est un besoin en même temps qu'un bien pour le genre humain, un bien moral dans le sens le plus étendu de ce terme ; c'est le don de joyeux avènement et la lettre de noblesse de l'homme.

Il suit de là que laisser des forces inoccupées, c'est commettre une faute économique et un tort moral. D'où se recrutent en particulier les nouvelles troupes dont se renforce constamment l'armée des vagabonds ? N'est-ce pas dans la classe des ennemis du travail, ou, tout au moins, de toute occupation régulière ? Il est entendu que, durant la détention à subir comme peine, on doit être soumis à un régime sévère et habitué à une activité conforme au bon ordre ; mais, dans la détention préventive, il est loisible de vivre en fainéant, de placer partout où l'on peut des tirelires sollicitant l'aumône et, si l'on a la chance d'être souteneur, de recevoir le salaire d'une fille des rues pour améliorer sa pension !

Ailleurs, le désordre est réprimé ; ici, il est consacré par la loi !

Parmi les hommes libres et quelle que soit leur position, il n'en est aucun qui n'ait à déployer une activité quelconque, même lorsque celle-ci n'est pas destinée ou nécessaire à la subsistance de l'individu. Il est parfois plus difficile de conserver son bien et son argent que d'en gagner et l'action de dépenser est finalement un genre d'occupation. Le mendiant lui-même doit circuler, demander l'aumône pour subvenir à ses besoins, et ses démarches sont souvent accueillies par des refus. Mais s'il est arrêté, il est heureux de n'avoir rien à faire et il n'a plus qu'à ouvrir la bouche pour que les caillies y tombent toutes rôties. Les voleurs, les filous, etc., se trouvent dans le même cas. Le travail est la seule source de revenus dans les classes déshéritées, où se recrutent la plupart des prévenus. Ici, l'existence est subordonnée au travail ; les deux choses sont inséparables et même identiques.

2° En conséquence, il ne faut pas trop compter sur la bonne volonté, sur des idées rationnelles et sur l'intérêt bien compris qui recommandent le travail et dont font preuve la plupart des prévenus. Il vaut mieux rendre le travail purement et simplement obligatoire, sans oublier, toutefois, qu'une

condamnation n'a pas encore été prononcée, et que, pour ce motif, le travail peut s'effectuer, à mon avis, sous la forme d'une occupation libre et spontanée à des choses utiles. Mais il serait bien entendu que cette mesure devrait être appliquée *préalablement* ou, tout au moins, *simultanément* à tous les détenus qui n'étaient pas soumis jusqu'ici à l'obligation de travailler. N'est-il pas inouï de voir des hommes forts et robustes se vautrer dans l'inaction et consommer en souriant ironiquement une nourriture qu'ils n'ont rien fait pour mériter et sur les qualités de laquelle ils ne se font pas même faute de récriminer? Lorsqu'on leur demande pourquoi ils ne travaillent pas, ils répondent insolemment qu'ils ne sont pas si bêtes, que la chose viendra bien assez tôt, que d'ailleurs le travail offert ne leur convient pas, qu'il n'est pas assez rémunérateur ou enfin qu'ils ne tiennent pas à se mettre en frais pour se procurer de l'ouvrage. Il faut posséder une forte dose de patience et d'empire sur soi-même devant cette exploitation cynique d'une prescription légale absurde. Quels sont les prévenus qui parlent de la sorte? Avant tout ceux qui ont le travail en horreur: les mendiants, les ivrognes, les désœuvrés, les souteneurs, ceux qui s'engraissent des sueurs et de la propriété d'autrui, les chourineurs et les sujets du même calibre. Les jeunes gens de cette catégorie sont encore les pires. L'Etat leur fournit à tous un logis confortable, les nourrit et les habille au besoin, les fait soigner spirituellement et physiquement par le pasteur et le médecin. Il exige, il est vrai, de leur part une conduite convenable, mais aucune compensation, aucune promesse, pas même une certaine discrétion. La moindre réclamation formulée à la légère par un fainéant mécontent est examinée anxieusement et avec soin, et lorsque l'enquête vient à démontrer l'inanité de la plainte, la nouvelle est accueillie avec joie dans le pays.

C'est ainsi que l'Etat cultive dans les prisons la paresse et les revendications, que l'on rencontre généralement moins dans la vie ordinaire. L'oisiveté est la mère de tous les vices et doit être punie dans tous les cas. Ici elle est favorisée et cultivée. Comment pourrait-on d'ailleurs avoir tort d'imposer à *quelques-uns* ce que *la plupart accomplissent volontairement* et considèrent comme un bienfait?

3° Mais le chemin sur lequel on s'est fourvoyé, conduit plus loin. Celui qui se trouve en état d'arrestation préventive économise les frais de son entretien. Quelles qu'aient pu être antérieurement sa manière de vivre et ses dépenses, cette économie n'en existe pas moins. Il en est de même de ce qu'il aurait pu gagner étant en liberté, puisqu'il aurait dû en même temps pourvoir à sa subsistance. Le prévenu qui ne fait rien doit être nourri quand même; mais, d'après les prescriptions légales, celui qui travaille et paie les frais de son entretien reçoit ici le produit complet de son travail; dans l'autre cas, c'est-à-dire s'il est nourri aux frais de l'établissement, il a droit au 50 % de son gain, valeur dont son compte est crédité. Le détenu qui travaille couvre ainsi une partie de la dépense qu'il occasionne et il le fait soit en payant sa pension, soit par la retenue de l'administration sur le produit de son travail; il est donc à ce point de vue dans une position d'infériorité vis-à-vis du détenu qui ne travaille pas. Toutefois, comme son ouvrage est rétribué, sa situation est en réalité meilleure que celle du second. Cela va de soi, mais ne change rien à la constatation qui précède, car l'argument tiré du dernier fait s'applique à une chose tout autre.

En outre, l'homme en liberté qui a une famille à sa charge doit non seulement pourvoir à son entretien personnel, mais aussi à celui des siens, et il le fait généralement par le produit de son travail. Mais dès qu'il est en prison préventive, il a le droit de se croiser les bras, de revendiquer la pension gratuite et, par-dessus le marché, de se décharger sur l'Etat de la tâche qui lui incombait d'entretenir sa famille.

4° Mais qu'en est-il maintenant de ceux qui paient leur pension? Tout homme libre étant astreint au travail, le prisonnier doit l'être également. Lorsque ce dernier subvient aux frais de sa nourriture, il ne fait rien d'autre et rien de plus que ce qui lui incombe, à côté du travail, lorsqu'il est en liberté. Il occasionne d'ailleurs d'autres dépenses que celles de la nourriture, notamment pour l'usure du mobilier, le chauffage, l'éclairage et les soins médicaux. La faculté de pourvoir lui-même à son entretien est en outre une faveur qu'il lui est loisible d'accepter ou non. Elle n'a donc aucun rapport avec

le travail et ne lui confère par conséquent aucun droit à une dispense de travailler, mais tout au plus à des repas plus copieux; c'est ainsi que la chose se pratique à Hambourg (à mon avis, sur une trop grande échelle). Il est vrai que l'Etat réalise de ce chef une économie sur l'entretien des prévenus, mais il n'a en principe aucun intérêt à ce que ces derniers pourvoient eux-mêmes à leur nourriture.

5° Aux termes de l'art. 60 du code pénal de l'Allemagne, la détention préventive *peut* être imputée *en totalité ou en partie* sur la durée de la peine. Dans le cas prévu par l'art. 482 du code de procédure criminelle, cette imputation est garantie. Certains arrêts de tribunaux portent que l'amende peut aussi être envisagée comme payée et qu'il n'y a pas sujet à revision quand la détention préventive a été imputée par erreur pour un temps plus long que la détention effective.

Les amendes ont pour effet de réduire la durée de la détention et de stimuler au travail pour réparer la perte résultant de la peine pécuniaire. Mais si l'on envisage qu'une amende se trouve acquittée par la détention préventive subie, la perte n'existe plus, puisque le condamné conserve la valeur de l'amende et n'a plus à la gagner par son travail. C'est ainsi que l'oisiveté dans la prison peut être plus avantageuse que le travail en liberté. On objectera que la détention préventive enlève à l'accusé l'occasion d'augmenter ses ressources ou sa fortune. Mais l'objection tombe souvent à faux, par exemple, dans les cas de cadeaux, de donations à cause de mort, de bénéfices réalisés, et, lorsque l'objection se trouve fondée, l'éventualité est encore moins *probable* que *possible*. L'affirmation consistant à dire que celui qui demeure les bras croisés en prison, travaille lorsqu'il est en liberté, n'est autre chose qu'une supposition. On réduit d'ailleurs de beaucoup la valeur de l'objection en autorisant le prévenu à travailler s'il en manifeste la volonté.

Supposons encore, par exemple, qu'un inculpé, demeuré absolument oisif durant sa détention, soit condamné aux travaux forcés et que la détention préventive soit imputée en partie, en totalité ou même davantage sur la durée de la peine. Il obtient alors, non seulement l'entretien gratuit, mais encore

une réduction de peine. Il se peut même que la peine soit envisagée comme ayant été déjà expiée par la prison préventive. Or, la condamnation au travail forcé se trouve alors virtuellement remplacée par une détention subie dans l'inactivité. Il en résulte que l'inactivité vaut autant que le travail forcé.

Mais il y a plus. Admettons qu'un accusé en état d'arrestation préventive soit poursuivi à la fois pour plusieurs délits et que la peine prononcée pour l'un soit considérée comme expiée par la prison préventive. Le condamné a donc été nourri et logé, n'a rien payé et n'a effectué aucun travail; il est libéré de sa peine et subit d'autant plus vite l'instruction suivante, durant laquelle il fortifiera de nouveau ses membres engourdis par la paresse, se nourrira gratuitement et verra peut-être encore une ou plusieurs fois la répétition de ce jeu charmant. Il est superflu d'ajouter qu'avec un pareil système, la justice descend du piédestal sur lequel on se plaît à la représenter l'air grave et majestueux.

D'après notre code pénal, il est un fait incontesté, c'est qu'il n'existe qu'une peine sans travail forcé: la prison civile. Or, pour un acte ou une négligence qui n'est passible que d'une peine semblable, on ne procède presque jamais à une arrestation, abstraction faite des contraventions prévues par l'article 361, chiffres 1 et 2, dont le nombre n'est pas excessif. A mon avis, l'internement dans une forteresse implique le travail forcé. Mais cette pénalité seule, c'est-à-dire sans qu'on puisse la remplacer à choix par un autre mode d'emprisonnement, n'est appliquée que dans une mesure restreinte; étant donnée la nature des cas qui entraînent une condamnation de ce genre, il est rare aussi que la prison préventive se justifie en l'espèce. L'opinion que l'emprisonnement n'implique pas l'obligation du travail est une interprétation absolument erronée. La question du travail forcé dans les pénitenciers ne fait l'objet d'aucun doute.

Les observations qui précèdent tendent à démontrer que l'imputation de la détention préventive profite fort peu aux condamnés dispensés de tout travail; que le 90 %, et même davantage, des condamnés aux travaux forcés bénéficient de l'imputation et qu'il est dès lors absurde d'accorder indistincte-

ment à chacun la latitude de ne rien faire durant la prison préventive. De ce qui précède, nous déduisons en outre que, même avec le maintien du système actuel comportant des peines privatives de la liberté sans travaux forcés, l'obligation du travail n'en pourrait pas moins être imposée à la majeure partie des prévenus. Il se peut, il est vrai, qu'un délit passible d'une peine privative de la liberté avec travail forcé se révèle plus tard de telle nature qu'il ne peut être passible de l'emprisonnement ou qu'il l'est sans travail forcé; mais ces cas se présentent si rarement que nous ne les mentionnons ici que par acquit de conscience et pour traiter le sujet sous toutes ses faces. Au surplus, l'imputation de la détention préventive constituera toujours, en l'espèce, un moyen de compenser le préjudice causé, à moins que la condamnation prononcée ne comporte qu'une amende.

6° Nonobstant ce qui précède, une indemnité est en outre allouée à tout accusé ayant subi innocemment la détention préventive. Durant cette dernière, l'inculpé peut exiger un entretien convenable et des soins suffisants sans qu'il soit tenu lui-même de couvrir tout ou partie de la dépense qui en résulte. Or, si l'instruction aboutit pour lui à un arrêt de non-lieu, il ne manque pas de réclamer effrontément le montant de cette dépense, alors même qu'il a travaillé en prison pour son propre compte et qu'il n'a contribué en aucune façon à un entretien qui eût été à sa charge, s'il avait été en liberté.

Celui qui est menacé d'un malheur doit chercher à s'en préserver par tous les moyens et surtout par un redoublement d'activité. C'est au hasard ou à un cas de force majeure seulement que la victime d'un désastre quelconque doit pouvoir attribuer celui-ci. A quoi en viendrait l'Etat s'il devait faire œuvre de charité en tout et partout? Quoi qu'il en soit, l'accusé en prison préventive peut s'y prélasser à son aise et, s'il a été arrêté injustement, revendiquer des dommages-intérêts pour un préjudice éventuel, même quand il aurait pu l'atténuer ou l'éviter. Celui qui s'efforce en prison préventive de réduire d'avance ce préjudice au minimum se met donc en quelque sorte en bonne posture et agit sagement.

7° Tout cela s'expliquerait jusqu'à un certain point, mais ne serait pas encore justifié si l'arrestation préventive était une mesure d'une exécution facile. Or, elle est au contraire entourée de tant de garanties que si l'on en augmentait encore le nombre, les poursuites pénales, expéditives, énergiques, avec la conscience du but à atteindre, deviendraient presque impossibles.

IV. Pour motiver les dispositions légales visant le travail des prévenus, on alléguera peut-être que ceux-ci ne viennent pas volontairement en prison, ou bien qu'ils peuvent être innocents et qu'en conséquence c'est à l'Etat à pourvoir à leur entretien, même s'ils ne sont soumis à aucun travail. Mais la première objection s'appliquerait également aux détenus subissant une condamnation; il arrive aussi que la détention préventive est subie volontairement, dans un certain but. Le second argument n'a pas une grande valeur, parce que les coupables sont seuls atteints lorsqu'on s'en tient scrupuleusement à la loi; on ne procède, en effet, à une arrestation que lorsque la condamnation de l'accusé est certaine ou en tout cas des plus vraisemblables. C'est pourquoi j'ai pu désigner plus haut la détention préventive comme une préparation à l'exécution de la peine. Dans l'un ou l'autre cas, il ne faut pas oublier que tout accusé arrêté contre sa volonté, fût-il même innocent, aurait dû travailler et pourvoir à son entretien s'il eût été laissé en liberté. On peut à la rigueur lui épargner le souci de ses besoins personnels, mais non celui du travail. Cette considération a une portée si générale qu'il importe peu de savoir quelle idée on se fait de l'importance, du but et de la nature de la détention préventive.

On pourrait objecter encore que l'entretien des prévenus rentre dans les attributions de l'Etat. C'est vrai; mais — et je ne puis trop insister sur ce point — c'est précisément pour cela que je voudrais l'obligation du travail. En conséquence, que ces frais d'entretien soient couverts par le produit du travail ou payés comptant par les prévenus, c'est là, à mon avis, un côté secondaire de la question (voir plus haut, chapitre III, chiffre 4). Au surplus, le produit du travail ne suffirait pas, dans la règle, pour couvrir la dépense mentionnée,

et l'on ne peut mettre celle-ci à la charge du prévenu que lorsqu'il y a condamnation. L'expérience démontre d'ailleurs que les détenus solvables sont une infime minorité; aussi certains Etats, parmi lesquels Hambourg, renoncent-ils finalement au recouvrement de ces frais.

V. Si l'on invoque, en discutant la question, le fait que le prétendu privilège de l'inactivité constitue un danger pour la discipline, je ne puis que me ranger à cette opinion; en revanche, il ne m'est pas possible d'attribuer à cet allégué le caractère d'un argument de principe contre la manière abusive de traiter le sujet. Quelle que soit en effet la valeur du fait en lui-même, ce sont des considérations de plus haute portée qui sont ici déterminantes et viennent s'ajouter à l'argument en faveur d'une discipline plus facile; car le désœuvrement conduit à l'ennui, qui est lui-même la cause de désordres de toute nature. C'est pour cette raison que le nombre des peines disciplinaires infligées aux prisonniers inoccupés est proportionnellement plus élevé que chez les prévenus qui travaillent.

VI. En conséquence, je plaide la cause de l'obligation du travail pour les prévenus, avec l'application, simultanée tout au moins, de la même mesure à tous les détenus, mais sans tenir aucun compte du fait que les premiers ne sont pas encore condamnés, ni des peines qu'ils peuvent avoir déjà subies antérieurement. En revanche, il ne serait pas juste d'obliger indirectement au travail les prévenus inactifs en supprimant pour eux l'imputation de la détention préventive sur la durée de la peine. Cette mesure ne serait pas équitable parce qu'il existe encore aujourd'hui des peines sans travail forcé et parce que les circonstances les plus diverses, qui ne sont pas nécessairement en rapport avec le travail, peuvent influencer sur l'imputation. Il en est ainsi, par exemple, lorsque des témoins sont entendus en pays éloigné ou ne peuvent être découverts qu'après de longues recherches, ou lorsque la convocation de la cour d'assises doit être ajournée, soit en raison du nombre restreint de ses sessions dans l'année, soit faute de causes à juger.

Les développements qui précèdent semblent contredire ceux que nous avons donnés au chapitre III, chiffre 5; mais cette

contradiction n'est qu'apparente. Si j'ai démontré plus haut l'absurdité d'un système qui permet d'imputer sur la durée de la peine une détention préventive subie dans l'inaction, j'invoquais simplement un motif à l'appui du principe de l'obligation du travail. Or, il est évident que l'absurdité disparaît *ipso facto*, dès que la condition de l'obligation se trouve remplie. Je vais ainsi directement au but, tandis qu'on cherche à l'atteindre ici par une voie détournée que l'on place incidemment et à tort au premier plan, tout en la laissant à l'état de demi-mesure. Comment, en effet, entend-on appliquer celle-ci? Doit-elle être sanctionnée par la loi ou se bornera-t-on à en donner connaissance aux tribunaux, à titre de conseil bénévole?

La demande réciproque tendante à imputer la détention préventive sur la durée de la peine ne serait-elle peut-être pas formulée à nouveau lorsque l'accusé aurait travaillé durant sa détention, ou la question serait-elle tranchée *ipso facto*, de telle sorte qu'il importerait peu que l'inculpé eût motivé par sa conduite une prolongation de la détention préventive? — Qu'arriverait-il, d'autre part, si, malgré le travail de l'inculpé, l'imputation de sa détention préventive sur la durée de sa peine n'était pas admise? Les prévenus ne tarderaient pas à en prendre bonne note et tel d'entre eux qui, pour d'autres motifs, se refuse à travailler aujourd'hui, demeurerait désormais inactif comme il l'a été jusqu'ici. La valeur morale du travail est aussi trop grande pour qu'on doive recourir en quelque sorte à une amorce pour engager les prévenus à s'occuper. Faire du travail l'objet d'un marché est une atteinte à la dignité de l'Etat.

Quelle que soit la solution à laquelle on veut arriver : introduction du travail forcé ou maintien du statu quo, il faut savoir le dire franchement, librement, complètement et sans détours en distinguant nettement les deux systèmes, plutôt qu'en les amalgamant pour aboutir à un système bâtarde.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

TROISIÈME QUESTION

D'après quels principes, dans quels cas et sur quelles bases y aurait-il lieu d'allouer des indemnités aux détenus ou à leurs familles en conséquence d'accidents survenus dans le travail pénal?

Quelles dispositions particulières comporterait à cet égard le travail des jeunes détenus dans les colonies ou dans les écoles de réforme, soit publiques, soit privées?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le Dr A. D. H. FOCKEMA ANDREÆ, avocat, à Leeuwarden
(Pays-Bas).

Aux Pays-Bas, on a réglé par la loi de 1901 l'assurance obligatoire des ouvriers de certains métiers, contre les suites pécuniaires des accidents de travail. Quoique cette loi n'en dise mot, il faut présumer que cette assurance-là ne s'étend pas aux détenus. Pendant les délibérations, le gouvernement a déclaré que les détenus ne sauraient être considérés comme des ouvriers. Ils sont forcés de travailler; on ne peut pas dire qu'ils travaillent comme les ouvriers pour gagner. Le

droit à une indemnité n'a pas été reconnu par quelque règlement et, à notre escient, une indemnité n'a jamais été accordée par faveur.

La question, si et en quelle mesure les bénéfices de l'assurance contre les accidents du travail doivent s'étendre aux détenus, peut être considérée de deux façons.

D'abord on peut dire que l'Etat, s'étant cru appelé à décréter l'assurance obligatoire pour les ouvriers de certains métiers, ne peut permettre que les personnes qui — quoique y étant forcées — font le même travail dans une prison, ne profitent pas de cette assurance.

Ce point de vue, en apparence plein de justesse, donnerait lieu cependant à beaucoup d'objections, parce que la comparaison avec le travail libre ne sera pas admise. Le motif qui a conduit à l'assurance du travail libre, ne mène pas à celle du travail pénitentiaire, c'est-à-dire que l'entreprise au profit de laquelle l'ouvrier applique son labeur, doit le dédommager des suites nuisibles de tout accident dont il est frappé dans l'exercice du métier. Quant au travail pénitentiaire, il ne saurait être question que le détenu mette son énergie à la disposition de l'entrepreneur, et, quoique le prisonnier reçoive une légère récompense pour son travail, cette récompense ne doit être considérée que comme un encouragement au travail. Le rapport entre l'entrepreneur et l'ouvrier de la société libre n'existe pas à l'égard du travail pénitentiaire. En fût-il autrement, ladite récompense serait le salaire, la base pour le calcul des indemnités, et personne n'accepterait cette conséquence.

Cependant, un autre point de vue est encore admissible, émanant du désir de limiter les suites de la détention au strict nécessaire. Si par la réclusion même la santé d'un détenu a souffert ou que celui-ci meure, nous le regrettons, mais dans ce cas il n'y a pas de raison de donner une indemnité à ce malheureux ou à ses parents. Mais aussi souvent que d'autres circonstances sont cause du décès d'un détenu en prison ou de son incapacité au travail au moment de la libération, l'effet de la peine est surpassé et il existe des motifs de dédommagement. Quoi qu'on pense de la nature de la peine, jamais on ne pourra approuver que celle-ci entraîne des con-

séquences durables, même après la libération. On demande partout que les détenus libérés ne soient pas considérés comme des êtres inférieurs, que leur détention ne leur soit pas un désavantage social pour la vie; refuserait-on alors une indemnité aux malheureux dont la santé est abîmée par d'autres causes que la réclusion même? Non, certainement!

Il est évident que selon cette opinion (la plus juste à notre avis) les indemnités ne doivent pas se borner aux cas où le détenu serait frappé d'un accident dans son travail. Nous n'avons dès lors qu'à traiter ce sujet.

La thèse développée ci-dessus, une fois acceptée, il en dérive les notions suivantes, selon lesquelles la matière doit être réglée :

- 1° Le genre de travail n'influe pas sur le droit à l'indemnité.
- 2° Le détenu ne pourra profiter de l'indemnité qu'à partir du jour de la libération. De même, les parents d'un détenu décédé par suite d'un accident, pourront jouir de l'indemnité seulement dès le jour auquel le malheureux aurait été libéré.
- 3° La fixation de l'indemnité, se réglant sur l'invalidité au jour de la libération, doit être remise à ce jour.
- 4° Pour mesurer l'invalidité causée par l'accident, on doit comparer l'aptitude au travail au moment de la sortie avec celle du moment de l'emprisonnement.

Il va sans dire que l'invalidité seule qui est causée par l'accident, peut être prise en considération.

- 5° Le salaire gagné par le détenu avant l'emprisonnement, doit servir de base à la fixation de l'indemnité.
- 6° L'indemnité pourra être réclamée par le malheureux ou par ses parents; c'est un droit qu'on pourra faire valoir en justice. Les ayants-droit pourront donc appeler d'une décision par laquelle une indemnité serait accordée ou refusée.

Il résulterait du principe duquel nous faisons dériver l'obligation de donner une indemnité que le dommage causé par l'accident devrait être restitué tout à fait, c'est-à-dire que la rémunération monterait à 100 % en cas d'invalidité totale. Cependant, on serait obligé alors de prescrire qu'un accident causé par la faute du malheureux lui-même, exclurait entière-

ment ou en partie le droit à l'indemnité. Et cela susciterait beaucoup de difficultés. S'il y avait de la malice, on pourrait sans doute refuser tout droit à l'indemnité, mais vouloir prendre en considération la faute (ne fût-ce que la faute grave) c'est rendre les droits à l'indemnité illusoires dans la plupart des cas. Il y a encore un autre motif pour restituer seulement en partie le dommage causé par l'accident, c'est la nécessité de veiller à la provocation d'accidents. Tout comme pour l'ouvrier profitant de la loi de 1901, il doit être important pour le détenu qu'un accident n'arrive pas.

A l'exemple de cette loi, on fera bien de fixer l'indemnité à 70 % du salaire pour l'invalidité totale et à une part proportionnelle de ce 70 % en cas d'invalidité partielle.

Les règles touchant les droits des parents d'un détenu décédé à cause d'un accident, devraient être établies, à notre avis, sur le même pied que celles de la loi de 1901.

Il faut encore mentionner qu'aux malheureux frappés par un accident en prison, on doit accorder un traitement médical gratuit, si la guérison n'est pas accomplie pendant la détention.

Or, il est vrai que les indemnités à décerner sont d'un tout autre caractère que celles réglées par la loi de 1901, et il vaudrait mieux qu'une loi spéciale prévît tous les cas, mais cela n'empêche pas qu'on puisse régler la façon de fixer et payer les indemnités en rapport avec cette loi — au moins si une indemnité n'est allouée que pour les accidents du travail. La décision d'accorder ou de refuser une indemnité et la fixation du montant de celle-ci sont confiées par la loi de 1901 à la direction d'un établissement de l'Etat (la Banque des Assurances du Royaume), sauf le droit d'appel à des tribunaux spéciaux. Cette direction se voit aussi chargée du paiement des indemnités attribuées; le paiement se fait par semaine aux bureaux de la poste.

Si ces règles étaient appliquées également aux indemnités décernées pour un accident qui eût frappé des détenus, ceux-ci ou leurs parents réclameraient donc leur droit à ladite direction et non pas à l'Etat même, ce qui ne serait pas désirable; et alors la fixation des indemnités aurait lieu par des personnes versées dans ces affaires.

Il va sans dire que l'Etat doit restituer à l'établissement les sommes que celui-ci a payées comme indemnité. Peu importe de quelle manière cette restitution se fasse.

Nous avons dit déjà que la fixation d'une indemnité se fera au jour de la libération ou — si le détenu est décédé — le jour où il aurait été libéré. Fixer l'indemnité plus tôt n'est pas possible, surtout en vue de l'exercice du droit d'appel. (Selon la loi de 1901, on peut user de ce droit d'appel au cours d'un mois après la date de la décision communiquée à l'intéressé.)

Mais l'enquête sur les circonstances de l'accident ne peut être suspendue jusque-là; au contraire, cette enquête doit être faite aussitôt que possible, et l'on ne peut charger de cette tâche qu'une ou plusieurs des personnes à qui la direction ou la surveillance de la prison dans laquelle l'accident a eu lieu est confiée. Quant aux Pays-Bas, les Commissions d'administration des prisons peuvent être chargées de l'instruction.

Nous croyons avoir traité maintenant les points principaux.

La manière en laquelle on fait travailler pour des entrepreneurs particuliers, dans les prisons des Pays-Bas, n'exige pas de règles spéciales. Pour les détenus, il n'y a pas de différence, s'ils travaillent pour l'Etat ou bien pour un entrepreneur particulier. Entre celui-ci et les détenus il n'existe aucune relation; le travail pour les particuliers se fait comme celui de l'Etat sous la surveillance exclusive des gardiens. Il en résulte qu'il ne doit être fait aucune différence pour un détenu frappé d'un accident, si cet accident lui est survenu en travaillant pour l'Etat ou pour un particulier. Naturellement, en fixant le remboursement que le particulier doit payer à l'Etat, on peut mettre en avant la possibilité qu'un accident arrive aux détenus-travailleurs.

Il ne nous semble pas nécessaire non plus de donner des règles spéciales pour les accidents arrivés dans les colonies pour les jeunes détenus ou dans les écoles de réforme publiques qui vont s'ouvrir en Hollande. Ici on doit appliquer la règle de la loi de 1901, qui prend comme base du salaire pour la fixation des indemnités la somme que l'ouvrier accompli gagne au moins dans une journée, jusqu'au maximum d'un florin.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

CINQUIÈME QUESTION

D'après quels principes pourrait-on autoriser et de quelle manière pourrait-on organiser l'occupation des condamnés aux travaux des champs ou à d'autres travaux d'utilité publique en plein air ?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. BERNARD FRIEDMANN, avocat, à Budapest.

Je ne suis pas du nombre de ces hommes spécialistes dont le métier et la vocation est de s'occuper de l'exécution des peines et d'observer sur les individus l'effet produit.

Je me contente de m'occuper de cette question à titre de simple amateur.

Cependant, nous avons, nous autres avocats défenseurs, un avantage dont personne en dehors de nous ne peut se flatter.

Personne, ni le juge d'instruction, ni l'accusateur public, ni le juge prononçant sa sentence, pas même les inspecteurs des prisons ne pénètrent aussi avant dans l'âme des détenus que nous autres avocats chargés de leur défense.

Ordinairement c'est non seulement tout l'être du détenu qui reste pour eux un livre hermétiquement clos, mais toute sa conduite, à commencer par son arrestation jusqu'à sa libération, n'est que dissimulation pour la plupart du temps.

Nous sommes beaucoup plus à même de juger si l'autorité a affaire à une âme corrompue jusqu'au fond, si le repentir est sincère ou la correction et l'amendement vrais ou faux; car, généralement au moins, nous connaissons les ressorts les plus secrets de l'action, les conditions de famille et de fortune, l'effet postérieur se manifestant à la suite de la peine subie, ainsi que les difficultés que présente la tâche à entreprendre pour tout détenu libéré.

En considérant tout ce qui précède, je crois ne pas entreprendre un travail stérile en faisant connaître mon opinion, bien que je ne sois pas, comme je viens de le dire plus haut, un spécialiste proprement dit en matière pénitentiaire.

Chez nous, comme dans tout autre pays agraire, la question se complique encore de considérations importantes au point de vue de l'économie politique.

Les classes industrielles se plaignent généralement du manque de travail, tandis que l'agriculture récrimine contre l'absence de bras travailleurs. Chez nous, en Hongrie, c'est au moins ainsi. Pourtant, nous ne cessons d'aggraver encore cette situation fâcheuse par le travail industriel pénal. De cette manière, nous multiplions les difficultés contre lesquelles doit constamment lutter la petite industrie, d'une part à cause du travail en masse exécuté dans les établissements de détention, d'autre part parce que nous élevons ainsi toute une armée de bousilleurs. Mais ce n'est pas tout encore, et, pour combler la mesure, nous déshabituons de leur travail accoutumé les détenus faisant partie des classes rurales en les forçant d'exécuter un travail ou d'apprendre un métier grâce auquel ils pourront éventuellement mourir de faim.

Il est donc évident que la solution à donner à cette question revêt chez nous comme dans tout pays agricole une importance capitale d'économie politique. Je ne crois pas, d'ailleurs, que cette circonstance soit de nature à diminuer l'importance du côté criminalistique de la question, attendu que

si un régime pénal quelconque est appliqué sans égard pour les conditions qui régissent les mœurs, la vie sociale et l'économie d'un pays, cela peut être parfait en théorie, mais, dans la pratique, cette théorie fera inévitablement fiasco.

Un pays dont la population exerce en majeure partie une industrie quelconque, aura naturellement besoin d'un tout autre régime de travail pénal que celui dont les nationaux se livrent pour la plupart aux travaux agricoles.

La manière de vivre, les circonstances régissant le travail, la nourriture et l'alimentation, les occupations, l'habillement et les conceptions morales de ces deux couches de la population s'écartent tellement et diffèrent à un degré tel les uns des autres, qu'il est permis de les comparer réciproquement au feu et à l'eau.

Le paysan de la campagne marche pieds nus et ne s'inquiète pas plus de la neige que si elle n'existait même pas; une telle expérience vaudrait une bonne fluxion de poitrine à tout ouvrier manufacturier qui voudrait la tenter.

L'ouvrier industriel ne s'épouvante pas outre mesure à l'idée de se voir enfermé entre quatre murs et d'y travailler par contrainte soit en compagnie d'autres individus, soit en cellule isolément, parce qu'il y est habitué. Mais si on l'obligeait à travailler par punition en plein air, sous les rayons ardents du soleil d'été, maniant la faux ou la houe, il ne tarderait pas à y succomber.

Si l'ouvrier industriel commet une faute contre la loi et se voit relégué en prison ou dans une maison de force, son existence ne subit pas de grands changements. La plupart du temps, on le renvoie à un travail qu'il a exercé déjà en liberté, ou tout au moins à un métier qui s'y rapporte en quelque sorte. Il continuera à travailler en lieu clos comme cela s'est passé antérieurement à son incarcération. Bien plus: il aura plus de loisirs à consacrer à la promenade en plein air que ne peut le faire un industriel appartenant aux classes les plus pauvres, celui-ci se voyant toute la journée cloué à l'atelier par les exigences de la vie. Quelquefois même cet artisan détenu et ne connaissant qu'imparfaitement les secrets de son état,

s'y perfectionnera et, fort de ce progrès, s'en servira après sa libération, tout comme celui qui en aura appris un durant sa détention en prison.

Mais comment sommes-nous avec l'ouvrier agricole, le travailleur en plein air?

Qu'il soit jardinier ou vigneron, petit propriétaire ou valet de ferme, cet homme est accoutumé à exécuter son pénible labeur sous un soleil de plomb ou par un froid des plus rigoureux, mais toujours en plein air. Le voilà prisonnier, condamné, incarcéré; en hiver, il habite une salle chauffée, en été, la chaleur ne l'incommode guère. On s'évertue à lui enseigner un métier industriel à l'exercice duquel ses mains grossières et calleuses ont toutes les peines du monde à s'habituer, et qu'il n'apprendra jamais à la perfection, sauf le cas où le délinquant en question est d'un âge encore peu avancé. Quand il aura recouvré sa liberté, son corps, qui sera devenu chétif, ne supportera plus ni l'excès du froid, ni la trop grande chaleur, succombera sous peu aux lourds travaux des champs, ne saura, néanmoins, soutenir son existence à l'aide du métier appris en prison, tout simplement parce qu'il ne pourra concourir ni en adresse, ni en perfection avec ceux qui l'auront appris et exercé depuis leur enfance, et qui, en conséquence, lui sont supérieurs sous tous les rapports.

Pour cet homme-là, la punition n'aura rien de bien effrayant qui soit capable de le retenir sur le chemin de la récidive.

Mais où le mal s'aggrave encore davantage, c'est que cette punition n'exercera sur lui aucun effet correctif; car, non seulement elle le rend incapable de continuer son état antérieur et habituel, mais lui impose encore l'obligation d'apprendre un autre métier à un âge déjà avancé et absolument réfractaire sous ce rapport. Ne sachant s'approprier ce nouvel état jusqu'à la perfection, les meilleures intentions ne resteront que des intentions inexécutables, et, la punition l'ayant privé du seul moyen dont il disposait pour subvenir à son existence, il aura beau vouloir redevenir un membre utile de la société après avoir recouvré sa liberté, ses efforts resteront stériles, parce qu'il aura perdu son plus fort point d'appui dans ce retour vers le bien.

Abstraction faite de ces considérations, il existe encore une autre raison qui attire l'attention de ceux qui s'intéressent à cette question. Chez nous, en Hongrie, comme partout ailleurs, du reste, les classes industrielles ne cessent pas de se plaindre des prisons-ateliers, qui, ne payant pas d'impôt et ne subissant aucune autre charge publique, mettent en péril l'existence de l'industrie libre, incapable de produire dans les mêmes conditions.

Par contre, la terre pourrait employer deux fois encore le nombre des bras qu'elle occupe actuellement. Cette ressource est infinie et inépuisable: aucun des travailleurs qui la cultivent ne rend difficile l'existence de l'autre.

En conséquence, si le travail pénal est étendu sur ce terrain aussi, ce sera pur bénéfice et profit pour l'économie politique.

La plupart des Etats ont reconnu le bien-fondé de cette opinion et commencent, les uns plus, les autres moins, à prendre des dispositions en vertu desquelles les individus appartenant à la classe des cultivateurs devront être occupés, durant toute l'expiation de leur crime, de manière à devenir non seulement capables de continuer leur métier de cultivateur après leur libération aussi, mais encore de s'y perfectionner dans la plus large mesure possible.

Dans tous les établissements de détention qui servent à faire purger aux condamnés leur peine privative de la liberté, les détenus sont occupés, soit en partie, soit en totalité, à l'exécution de travaux agricoles: à plusieurs endroits des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, en Europe à Witzwil, en Suisse, à Lepoglava, Gospice et Novoselo, en Croatie, et à Zenica, en Bosnie. Chez nous, en Hongrie, ce régime leur est appliqué à Vác, Lipótvár et Harta.

Si l'on recherchait les causes dont le résultat est l'absence de l'occupation agricole des condamnés dans notre régime pénitentiaire, on les découvrirait, d'une part, dans le petit nombre d'individus qui y sont employés, d'autre part, dans la période, de beaucoup trop courte, durant laquelle les détenus sont occupés aux travaux des champs.

Et tout d'abord, je pose une question: Est-il donc absolument nécessaire, absolument inévitable que les individus con-

damnés à des peines de longue durée ne soient renvoyés dans les établissements s'occupant aussi d'agriculture que dans la dernière période de la peine qu'ils ont à purger?

Si ces établissements de détention à caractère agricole ne sont organisés qu'à titre d'établissements transitoires appelés à préparer à la vie libre le condamné ayant subi une longue détention, il est tout naturel que son transfert dans ces sortes d'établissements ne peut avoir lieu que dans la période finale de sa peine.

Mais ce qu'il faut surtout garder à vue, et ce qui doit constituer un désir permanent à réaliser, c'est que les forces vitales des détenus appartenant à la classe des cultivateurs ne soient pas annihilées au préalable par suite de la détention subie, et qu'eux-mêmes ne soient pas rendus à la société dans un état inférieur de capacité de travail.

Aucun régime pénal n'exige pourtant qu'il en soit ainsi. Tout au contraire, le régime pénal le plus idéal serait celui qui, tout en déployant une répression suffisante, saurait rendre à la société un pénitent non seulement amendé au point de vue moral, mais encore rendu plus vigoureux et plus endurant sous le rapport de la capacité de travail.

La répression ne consiste pas uniquement dans le fait de fermer la porte sur le dos de quelqu'un. Elle s'exerce surtout à l'aide d'une discipline sévère, par le changement imposé à l'existence, par le manque des commodités accoutumées, par les restrictions apportées à l'alimentation et à la manière de s'habiller, l'obligation et la contrainte à un travail continu et ininterrompu, la suspension ou la limitation des rapports avec la famille ou les connaissances du dehors, la subordination de la volonté individuelle à celle d'autrui ou aux ordres des règlements, etc.

Les représailles ne seraient donc pas considérablement affaiblies par le fait que le détenu serait occupé aux travaux agricoles non seulement durant la dernière période de sa détention, mais bien antérieurement déjà.

Les restrictions exigées par la nature de la punition pourraient parfaitement être réalisées dans ces sortes d'établissements, tout aussi bien que dans les autres pénitenciers. Et le

détenu qui s'occupe à un travail industriel n'est pas constamment sous les verrous, lui non plus, puisqu'il travaille dans les ateliers, où il se meut plus librement.

Il est indéniable que si l'occupation aux travaux des champs et en plein air était appliquée non seulement aux détenus qui sont sur le point de recouvrer leur liberté et à ceux qui font preuve d'une excellente conduite, mais aussi aux autres, le danger des tentatives d'évasion et les évasions elles-mêmes se multiplieraient.

Cependant, ce danger n'est pas pour cela inéluctable. D'ailleurs, l'avantage qu'on retirerait de cette occupation plus intensive des populations agricoles aux travaux en plein air, serait infiniment plus grand que les ennuis qui en résulteraient soit par suite du plus grand nombre des évasions, soit pour cause d'augmentation des frais de surveillance.

Pour bien le comprendre, il suffit de songer un peu à cet immense avantage d'économie politique qui résulterait de ce que ces milliers de détenus appartenant aux classes agricoles seraient rendus chaque année à la vie libre, non pas à l'état brisé, désaccoutumés de leur travail habituel, mais plus instruits et capables d'une plus grande somme de travail, dont profiterait aussi la société.

Dans tout autre métier, les ouvriers doivent se servir d'instruments ou d'outils coûteux et de matières brutes, et le détenu libéré doit demander à son patron qu'il lui fasse crédit de confiance, au surplus, s'il veut pouvoir assurer son existence. Dans l'agriculture, et si l'individu possède un lopin de terre, les outils nécessaires: une bêche, une houe et une faux, ne lui coûtent que quelques couronnes au plus.

Il est bien entendu que je ne songe guère ici aux cultivateurs ayant quelque fortune, car la libération ne leur cause aucun embarras. Je veux parler ici de ces gens pauvres qui possèdent à peine un ou deux arpents de terre, ou qui, s'ils n'en ont point, peuvent en prendre à bail.

L'agriculture abonde en branches qui permettent de produire beaucoup sur une terre d'une étendue restreinte, à condition, toutefois, que le propriétaire la cultive avec intelligence, avec une force qui ne subit pas de défaillance et une ardeur

de tous les instants. Le jardinage maraîcher, la culture de la vigne, l'apiculture, la culture des fruits, des fleurs, des herbes médicinales, des champignons et du houblon, de même que le travail en journée, le façonnage du bois, etc., sont toutes des occupations à la portée du petit cultivateur.

Et avec tout cela l'individu n'a besoin ni de la confiance, ni des grâces d'autrui, comme c'est le cas chez l'ouvrier industriel, qui ne peut s'en passer, et que les patrons évitent ordinairement, malheureusement, s'ils apprennent qu'il sort de prison, et cela nonobstant l'amendement constaté et attesté par la direction du pénitencier.

Je ne puis donc m'empêcher de qualifier de bizarre un régime pénal qui exclut le détenu précisément d'une occupation, lui interdit l'accès d'un terrain qui lui assurerait le plus de possibilité de pourvoir facilement à ses besoins après sa libération, et le contraint, par contre, à s'adonner à un métier dans lequel, considérant son âge déjà impropre à apprendre, il ne saurait se perfectionner, et avec lequel il est incapable de lutter en même temps contre les préjugés que les hommes nourrissent à son endroit.

Je suis donc d'avis que, sans tenir compte de ce que les travaux agricoles, ou ceux exécutés en plein air, peuvent ou ne peuvent, en principe, être introduits dans le régime pénal, la plus grande masse des individus sortis des classes agricoles s'occupent d'agriculture ou de travaux en plein air durant la plus grande partie possible de leur détention.

J'estime cela d'autant moins irréalisable qu'il suffit, à cet effet, de joindre à chaque pénitencier une superficie de 40 à 50 arpents de terres arables.

Un terrain de cette étendue, et destiné au jardinage ou à la viticulture, peut avantageusement occuper un tel nombre d'hommes qu'il en restera à peine quelques-uns appartenant à la classe des cultivateurs qui ne pourraient pas être employés à ces travaux.

Le jardinage intensif donne du travail, même pendant les mois d'hiver. Il faut retourner la terre, canaliser les enclos, fumer le sol, tailler et nettoyer les arbres fruitiers, faire des couches, etc.

Outre ces divers travaux, les détenus peuvent être occupés, dans la froide saison, à la confection des outils ou objets d'emballage (paniers, boîtes, coton d'emballage), tous articles n'exigeant que des connaissances rudimentaires, mais nécessaires dans l'horticulture, la viticulture et l'agriculture.

Il est bien entendu que si un détenu cultivateur manifeste le désir d'apprendre un métier indépendant, il y a lieu de ne pas l'en empêcher.

Voici comment j'entends l'introduction dans le travail pénal des travaux agricoles ou exécutés en plein air :

Chaque prison ou maison de force serait pourvue d'une annexe sous forme d'un assez grand jardin clôturé où chaque détenu appartenant à la classe des cultivateurs pourrait être employé et occupé : après avoir purgé un tiers de sa peine, si elle est supérieure à trois ans, mais inférieure à dix ; pendant toute la durée de la détention, si cette peine ne dépasse pas trois ans, mais immédiatement après avoir subi la détention cellulaire exigée par les règlements.

Ces détenus devraient, naturellement, être soumis à la même discipline que celle qui est appliquée aux autres travaillant dans les ateliers et occupés à un travail industriel.

En outre, il y aurait lieu de créer des établissements agricoles transitoires absolument indépendants des maisons de force et destinés à recevoir ceux des détenus qui, sortis de la classe des agriculteurs et ayant été condamnés à une peine privative de la liberté à durée plus longue, auraient manifesté une conduite irréprochable et approcheraient soit de l'époque à laquelle ils seraient renvoyés en liberté conditionnelle, soit définitivement libérés et congédiés.

Dans les jardins constituant l'annexe des maisons de force ou des prisons, il y aurait lieu d'occuper en premier lieu ceux des condamnés qui n'auraient à subir que des peines de courte durée, c'est-à-dire allant de un an à deux, attendu que les risques d'évasion sont aussi moindres avec ceux-ci, tandis que, d'autre part, le temps même manque pour leur apprendre à fond un métier quelconque. Les détenus condamnés à des peines plus graves ne seraient employés que dans le cas où

il resterait suffisamment de place pour eux et si l'isolement d'avec les premiers peut être effectué.

L'emploi à ce travail des condamnés subissant une peine de dix ans et plus ne serait pas désirable, d'une part, parce que ces détenus ont largement de temps pour s'approprier à fond un des métiers exercés dans l'établissement, pendant que, d'autre part, leur petit nombre même fait qu'au point de vue de l'économie politique il n'est pas à désirer qu'ils soient conservés à leur ancienne occupation.

Une certaine catégorie de criminels, avec lesquels les risques de l'évasion sont aussi plus à craindre, et qui, au surplus, pourraient exercer une influence fâcheuse sur leurs camarades, c'est-à-dire exposer ceux-ci à être contaminés par eux, devraient également se voir exclus des travaux de jardinage et des champs.

Reste à savoir dans quelles conditions l'on pourrait employer la force de travail des détenus cultivateurs aux autres travaux relevant de l'agriculture ou s'en approchant en quelque sorte, mais présentant en même temps un caractère d'utilité publique, tels que : construction de bâtiments de l'Etat, tracé de routes, canalisation et drainage, régularisation des lits de fleuves, etc.

Ces travaux ne sont pas liés à un seul et même endroit, puisqu'ils peuvent devenir nécessaires tantôt en un endroit, tantôt en un autre, mais chaque année sur d'autres lieux. Ces circonstances excluent naturellement la possibilité de les exécuter à proximité d'un établissement pénitentiaire et en connexion avec celui-ci.

Je pense qu'il est superflu de me lancer dans une démonstration ayant pour but de prouver l'utilité de ces travaux au point de vue de l'économie politique. En conséquence, il y a de même utilité publique à ce qu'ils soient exécutés par des forces de travail permanentes soumises à une discipline sévère et payées relativement bon marché.

Mais il est non moins certain qu'ils sont utiles pour le détenu agricole qui les exécute. Ordinairement, ces travaux développent, accroissent l'intelligence de l'ouvrier, étendent son horizon et le rendent capable, après sa libération, d'entre-

prendre non seulement des travaux intimément liés à la culture de la terre, mais encore d'assurer son pain quotidien en exécutant des travaux plus ou moins similaires et apparentés. D'ailleurs, on a déjà à plusieurs reprises essayé chez nous d'employer à ce genre de travaux les détenus accoutumés à un travail grossier et pénible, et l'expérience a toujours réussi.

En 1887, on eut recours à cette force de travail pour entreprendre la régularisation du cours du ruisseau: la Galga. On y employa 54 détenus condamnés aux travaux forcés et 84 autres subissant des peines de prison. Les travaux furent exécutés sous la direction d'ingénieurs agricoles et durèrent huit mois. Durant tout ce temps, il n'y eut pas de cas d'évasion, du moins pas que je sache.

La maison de correction fut élevée en ayant recours aux mêmes forces de travail. Les ouvriers détenus étaient placés dans de simples chaumières de paysans, et leur nombre s'élevait à cinquante. La surveillance était exercée par un inspecteur et seulement quatre gardiens-surveillants. Les travaux durèrent dix-huit mois; on y occupa un total de cent quatre-vingt-dix détenus dont pas un n'a cherché à s'évader du chantier ou de sa demeure. Un seul parmi eux fut réintégré au pénitencier pour avoir commis des actes de désordre.

L'établissement intermédiaire de Harta, de même que la maison de force de Mitrovicza, furent également édifiés en y employant des ouvriers détenus.

On occupa les détenus il y a quelques années, et on les y occupe actuellement encore, à la reconstruction des vignobles détruits de la Hegyalja.

Aucun inconvénient, ni aucun ennui important ou essentiel, ne s'est présenté pendant toute la durée temporaire de ces travaux.

Il est évident que l'emploi des détenus condamnés à des peines graves aux travaux des champs et autres exécutés en plein air ne se recommande pas à cause des plus grands risques d'évasion que l'on court avec eux. Au surplus, l'emploi de ces hommes à ces sortes de travaux s'exclut même par suite de l'éducation supplémentaire et postérieure à laquelle ils doivent être soumis, de même que par le relâchement qui

est à craindre dans la discipline à laquelle ils doivent être habitués.

Mais je ne saurais fournir aucune raison plausible justifiant la prétendue impossibilité d'employer aux travaux des champs les détenus cultivateurs subissant une peine privative de la liberté inférieure à deux ans.

La brièveté du temps qu'ils passent en prison est en tous cas insuffisant à les faire participer dans une éducation supplémentaire, comme il est également impossible de leur faire apprendre en si peu de temps un métier quelconque. Bien plus, même en leur enseignant un des plus simples travaux manuels, cela cause ordinairement un tel gâchis de matières gaspillées en pure perte, que le gain obtenu plus tard compense à grand'peine les frais de production, sans compter que ce travail est d'ordinaire impropre à fournir au prisonnier libéré les moyens de subsistance nécessaires.

Au demeurant, l'habitude d'une discipline sévère n'est, chez ces petits fauteurs contre la loi, point aussi indispensable que lorsqu'il s'agit de grands criminels, et une discipline plus ou moins rigoureuse, allant jusqu'à un certain degré, peut être obtenue même dans le cas où on les emploie en plein air.

Pour ce qui est des plus grands risques d'évasion, il y a lieu de considérer que les petits inculpés appartenant à la classe des cultivateurs sont laissés en liberté provisoire, se défendent librement et se présentent spontanément pour purger leur peine dès que le jugement qui les frappe est devenu chose jugée. Au surplus, ce danger est d'autant moins grand que la plupart de ces hommes connaissent à peine une région autre que celle où ils ont grandi, et rien n'est plus rare qu'une fuite ayant pour but de se soustraire à la punition qui leur a été infligée. En tous cas, bien plus rare que s'il s'agit d'éléments citadins infiniment plus mobiles que les éléments ruraux.

Je ne pense pas que cette occupation, fréquente ou permanente, aux travaux exécutés en plein air soit de nature à diminuer, voire à supprimer le sentiment de la punition ou de la crainte qu'elle doit inspirer. J'estime, au contraire, que cette appréhension n'est rien moins que motivée. Telles que je connais nos populations agricoles, je puis affirmer, sans crainte

de me voir démentir, qu'elles sentiront bien plus encore le poids de la punition qui pèse sur eux, si on les fait travailler sans leur donner une rémunération, ou en ne leur accordant qu'un salaire fort minime, tout en les soumettant à une discipline sévère et à une surveillance de tous les instants, que si on leur permet de se livrer à la paresse entre les murs de la prison, ou si elles peuvent, au lieu du pénible travail qu'exige la culture de la terre, s'occuper à un travail pénal qui fatigue à peine et qui leur permet de « bricoler » plutôt que de travailler sérieusement.

Cependant, j'estime qu'il ne faudrait pas les employer pour le compte de particuliers, et l'on pourrait y opposer une foule de raisons, les unes meilleures que les autres. Je me contenterai donc de n'en mentionner qu'une seule, la plus importante. Si on permettait aux détenus de travailler à la solde d'un particulier, il serait impossible d'empêcher le contact entre les premiers et la personne qui les emploie, ou entre eux et les individus au service du patron, et cette circonstance serait de nature à amener un relâchement dans la discipline, de même qu'elle affaiblirait en même temps le sentiment de la punition.

En résumant tout ce que je viens de dire, je conclus à ce qui suit sur les questions qui sont posées :

I. Il est à désirer que, partout où cela peut se faire, on joigne un territoire plus ou moins important et clôturé à chaque prison, pénitencier et maison de force existants; qu'on y introduise ensuite ceux des travaux agricoles qui permettent d'occuper un grand nombre de détenus sur un terrain relativement restreint et petit.

II. Il importe, en outre, de n'ériger à l'avenir des pénitenciers, maisons de force et prisons que sur des lieux où la création de ces sortes de chantiers agricoles ne rencontre pas d'obstacles insurmontables.

III. Ces annexes agricoles formeront la partie complémentaire des pénitenciers et établissements de détention desquels ils relèvent et seront soumis au même régime disciplinaire que celui qui est appliqué aux ateliers industriels de l'établissement.

IV. Autant que faire se peut, les détenus sortis de la classe des cultivateurs seront, durant la majeure partie de leur peine, occupés aux travaux des champs.

V. Outre ces innovations, il y a lieu de créer des chantiers agricoles complètement indépendants, qui, séparés des prisons, pénitenciers et maisons de force, seront destinés à servir d'établissements transitoires organisés sur la base d'une discipline moins rigoureuse, d'un rayon d'action plus libre et plus étendu, et où l'on placera, pendant la seconde moitié de leur punition, ceux des détenus cultivateurs qui, frappés d'une peine supérieure à trois ans de détention, ont fourni des preuves concluantes de leur amendement et de leur bonne conduite.

VI. La direction des annexes agricoles, de même que celle des établissements agricoles transitoires, est confiée à des personnes du métier, qui sont chargées, en outre, de répandre parmi les détenus confiés à leur direction les connaissances agricoles sous forme de cours théoriques faits durant les loisirs qu'impose nécessairement la saison d'hiver.

VII. L'emploi temporaire des détenus cultivateurs aux autres travaux publics ne va pas à l'encontre du but général de la punition et n'est pas contraire au régime pénal, si ces détenus, condamnés à de courtes peines privatives de liberté, peuvent être entièrement séparés des ouvriers libres, et que ces travaux soient conformes aux conditions générales de leur existence.

VIII. En attendant que les détenus sortis de la classe des cultivateurs puissent être renvoyés dans la section d'agriculture, de même que pendant les mois d'hiver, où la culture de la terre chôme, il y a lieu de leur apprendre, autant que faire se peut, une de ces occupations manuelles qui sont en connexion avec l'agriculture et qui peuvent être exercées sous forme d'industries domestiques.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

CINQUIÈME QUESTION

D'après quels principes pourrait-on autoriser et de quelle manière pourrait-on organiser l'occupation des condamnés aux travaux des champs ou à d'autres travaux d'utilité publique en plein air?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. B. ALTAMURA, directeur des prisons cellulaires de Rome.

De multiples raisons, que nous allons énumérer succinctement, militent en faveur du travail en plein air exécuté par les condamnés, qu'ils soient agriculteurs ou n'aient encore exercé aucun métier: le profit que la société retirera d'une plus grande somme de travail exécuté par les criminels; le besoin de soustraire ces derniers à des maladies telles que la tuberculose, la scrofule et l'anémie, que ne peuvent que provoquer et favoriser l'air enfermé et méphitique des prisons et la vie oisive qu'on y mène; l'insuffisance du travail industriel en proportion du grand nombre des détenus dans les ateliers; la nécessité de ne pas opposer une trop grande concurrence à l'industrie libre, lors même que le fisc en recevrait

préjudice; l'opportunité de fournir aux internés agriculteurs l'occasion de ne pas se déshabituer du travail des champs, au lieu de les exposer à rechercher les grandes villes aux fins d'y exercer un métier mal appris au pénitencier, les artisans des villes ayant déjà tant de peine à y faire leur chemin; le besoin de procurer au détenu une occupation correspondant, autant que possible, à celle qu'il exerçait à l'état libre; la faculté de se livrer, en un mot, à un travail réellement productif, rémunérateur en même temps qu'éducatif et qui le mettra à même de subvenir à ses besoins à sa sortie de prison.

En outre, à l'époque où nous vivons, la peine revêtant un caractère correctif et en quelque sorte éducatif, plutôt que répressif, il convient, dans ce but, d'organiser le travail continu d'une manière sage et rationnelle: c'est là un élément indispensable de réussite.

Mais le travail des prisons implique une question sociale très importante, et tout Etat a le devoir de la résoudre au mieux de ses intérêts et de ses conditions industrielles et agricoles.

Dans un pays éminemment agricole comme l'Italie, où la main-d'œuvre industrielle abonde, mais où la population récluse est composée, pour plus de la moitié, de paysans et de manœuvres, il importe d'autant plus d'organiser les travaux en plein air qu'il existe de grandes surfaces de terres, incultes et malsaines.

L'Italie a, en effet, depuis plusieurs années, employé aux travaux en plein air les condamnés de forte complexion physique qui se conduisent le mieux et qui, à l'état libre, travaillent aux champs. Suivant les dispositions du code pénal de 1889, et en récompense de leur bonne conduite, le gouvernement transférait dans des établissements intermédiaires agricoles les condamnés *paysans*, et dans des établissements industriels moyens les condamnés *ouvriers*. Les conditions requises pour ce transfert prévoyaient une condamnation d'une durée supérieure à trois années de réclusion; le transfert ne pouvait s'opérer qu'après que le condamné avait expié la moitié de sa peine mais non pas moins de 30 mois.

Il résulte des statistiques des prisons qu'en général les condamnés des colonies agricoles jouissent d'une meilleure santé que ceux qui sont reclus dans les pénitenciers. Les chiffres de 1901 établissent en effet que, tandis que les 52.9 % des colons avaient été à l'infirmerie, cette proportion s'élève au 60 % pour les reclus proprement dits et pour ceux des bagnes même au 80.9 %. Les journées d'infirmerie ne dépassent pas le 2.1 % des journées qui s'écoulent aux colonies agricoles; dans les maisons de réclusion elles montent à 4.2 %, et dans les bagnes à 5.9 %. — Le nombre des tuberculeux en traitement au 31 décembre 1900 était de 0.8 % du nombre des colons et de 4 % pour les condamnés des maisons de réclusion.

Il n'est pas étonnant dès lors que la conduite des condamnés occupés aux travaux agricoles soit constamment meilleure que celle des internés de tous les autres établissements ou prisons. En effet, la moyenne des détenus qui, en 1901, ont commis une seule infraction s'est élevée à 5.2 % du nombre des colons et à 4 % quant à la proportion des récidivistes; dans les maisons de réclusion ordinaires, ces nombres sont respectivement 13.9 % et 17.3 %.

D'importants avantages économiques ont été obtenus dans plusieurs colonies régulièrement organisées et converties en cultures.

A la Pianosa, on réalisa, en 1901, un bénéfice net de 56 centimes pour chaque journée de travail; mais, dans d'autres colonies, ce bénéfice se réduisit à peu de chose; il ne dépassa guère 8 centimes à Castiadas en Sardaigne.

Ces résultats ne doivent cependant pas inspirer le découragement, car si l'Etat n'obtient pas à cet égard un profit immédiat et tangible, il réalise, à un autre point de vue, une entreprise grandement utile et rémunératrice, par l'amélioration des plages marécageuses et la restitution à la culture nationale d'immenses étendues de terrains aujourd'hui abandonnés.

La loi du 26 juin 1904 autorise le gouvernement à employer la main-d'œuvre des condamnés pour les travaux de défrichage et d'amélioration des terrains incultes et marécageux. Bien que promulguée, cette loi n'a pas encore reçu un com-

mencement d'exécution; elle n'en sera pas moins le point de départ et la base du nouveau système pénitentiaire, inspiré non seulement par la nécessité de la répression, mais surtout par celle d'éduquer les coupables en s'intéressant à leurs misères physiques et morales.

Le vaillant promoteur d'un tel système est le comm. Doria, A., actuellement directeur général de l'administration des prisons et courageux novateur dans le champ de cette administration comme aussi en ce qui concerne le régime des prisons et des réformatoires du royaume.

Ces colonies pénitentiaires de défrichement et d'amélioration du sol sont destinées à recevoir les condamnés à la réclusion pour une durée supérieure à une année. Les condamnés à la détention pourront y être transférés sur leur demande.

Des colonies seront créées pour les délinquants mineurs, et nous avons la certitude que, l'expérience aidant, l'on inclinera à réserver une colonie, comme par exemple celle de Capraia ou celle de Gorgona, spécialement aux condamnés qui donnent de légers signes d'aliénation mentale, ainsi qu'aux individus souffrant de crises épileptiques peu graves, cela dans le but d'améliorer leur santé par le travail au grand air, comme c'est déjà le cas en Angleterre, dans la colonie de Parkhurst.

L'Italie pourra ainsi procéder à un classement rationnel, pratique et effectif de ses condamnés, puisque les meilleurs, après avoir expié la moitié de leur peine, seront transférés dans les colonies pénitentiaires agricoles prévues à l'art. 14 du code pénal, où ils seront occupés à la culture des champs, des jardins et des vignes, à la fabrication du pain et des fromages, etc., jouissant dans la colonie d'une liberté relative et pouvant, suivant la loi en vigueur, obtenir la libération conditionnelle comme prix de leur repentir.

Les plus méchants, réfractaires à tout effort tendant à les améliorer, seront enfermés dans les pénitenciers ordinaires existants, à système cellulaire, ou d'Auburn, où ils seront soumis à une discipline plus rude et conforme à la méthode d'expiation prescrite par le code pénal.

Enfin les condamnés qui en sont à la première moitié de leur peine, paysans, aides-maçons ou terrassiers et individus sans profession, et ceux dont la conduite inspire des doutes et qui n'ont pas encore obtenu la faculté de passer dans une colonie agricole, resteront dans les colonies de défrichement sus-mentionnées, ou seront occupés à des travaux d'amélioration, de creusage d'aqueducs, d'endiguement de torrents, de construction de routes, etc.

Dans ces colonies, tout contact des condamnés avec les citoyens sera évité, et le travail y sera réglé par les agents du gouvernement dépendant directement de la direction de la colonie.

La discipline sera ferme et juste, mais raisonnable et humaine, dans la conviction que, sans un personnel bien stylé et obéissant, il n'est pas possible d'obtenir aucun résultat utile, soit dans l'intérêt du pays, soit dans celui de la justice correctionnelle ¹⁾.

Mais la caractéristique principale des colonies pénitentiaires de défrichement et d'amendement du sol consistera, l'œuvre à peine achevée, dans le transfert ou la cession des terres aux colons particuliers qui en feront de nouveaux lieux de culture et de production, tandis que les condamnés se transporteront dans une autre zone à améliorer.

Et lorsque, pour des raisons de convenance ou pour tout autre motif, cela ne sera pas possible, la colonie d'amélioration se transformera en une colonie intermédiaire pour les condamnés, dans la dernière période d'expiation de leur peine. On s'y livrera à des travaux de culture, de plantation, etc., jusqu'à ce que l'occasion se présente de céder la terre, amendée et cultivée, à des colons privés.

En un mot, par cette méthode et dans leur intérêt moral, physique et matériel, les condamnés seront transformés en pionniers de la civilisation.

¹⁾ Il ne faut pas se préoccuper outre mesure du risque d'évasion. D'ailleurs le code pénal prévoit ce cas et menace d'une punition sévère le condamné qui aurait tenté de s'enfuir, comme ceux qui auraient facilité son évasion.

En résumé :

Dans l'intérêt de l'Etat et dans celui de la santé et de la régénération des coupables, il convient d'occuper aux travaux des champs ou à ceux d'utilité publique au grand air tous les condamnés qui appartiennent à la classe des agriculteurs, ou qui n'ont aucun métier.

Ces travaux doivent être organisés de manière à devenir une source de profits pour l'Etat. Par un système rationnel de classification et de division des condamnés, la punition revêtira un caractère répressif et réformateur. Les travaux les plus pénibles ou de défrichement, seront réservés aux condamnés qui en sont à la première moitié de leur peine, et les moins pénibles, à savoir ceux de culture, à ceux qui se trouvent dans le second stage de leur peine et qui, grâce à leur bonne conduite et à leur repentir, méritent un traitement moins dur.

La libération conditionnelle sera accordée à ces derniers, s'ils persistent à donner des preuves de leur amendement.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

TROISIÈME SECTION

PREMIÈRE QUESTION

Quelle est dans les divers pays l'influence reconnue de l'alcoolisme sur la criminalité?

A quels moyens spéciaux y a-t-il lieu de recourir à l'égard des condamnés en général pour combattre l'alcoolisme?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le Dr JULES DE CSILLAG,

professeur titulaire à l'université de Budapest, sur l'invitation à lui adressée par le Comité de la Société des jurisconsultes collaborant à la préparation du Congrès pénitentiaire international, sur les questions mises à l'ordre du jour de la troisième section.

Si l'on examine l'alcoolisme au point de vue purement pénal, il est deux choses qui demandent à être considérées de près.

La première, c'est l'ivrognerie elle-même, c'est-à-dire la punition qu'elle entraîne. Eh bien, sous ce rapport, certaines législations exigent que, pour pouvoir être punie, l'ivrognerie doit être scandaleuse. Et c'est le cas déterminé par le § 84 de

la loi hongroise XL de l'an 1879, bien que, pour ma part, l'existence de cet élément constitutif ne soit pas nécessaire du tout, puisque déjà toute ivrognerie qui s'exhibe en public est scandaleuse par elle-même.

Les données fournies sur l'ivrognerie et le grand nombre de contraventions réprimées par la justice pénale et correctionnelle des divers Etats, ainsi que les chiffres très précis donnés par certains de ces Etats, permettent de tirer des conclusions justifiées aussi bien sur la mesure dans laquelle s'étend la consommation des spiritueux que sur les conditions d'hygiène et de morale publiques des populations, et, enfin, sur l'efficacité des règles dont on use contre l'alcoolisme.

Au point de vue du droit pénal, la seconde conception, c'est-à-dire l'ivrognerie chronique ainsi que la criminalité des individus atteints de cette maladie, peuvent constituer les éléments sérieux d'un examen.

Il est évident que l'ivresse, aussi bien que l'ivrognerie, est souvent très étroitement liée à la perpétration de beaucoup de crimes; mais, tandis qu'il est facile d'établir l'ivresse et d'enregistrer les condamnations prononcées à la suite de l'ivresse, il est souvent très difficile de déterminer l'influence qu'a pu exercer l'ivrognerie sur l'accomplissement d'un crime. Dans certains cas, elle peut être l'initiatrice principale d'un forfait accompli, tandis qu'en d'autres circonstances elle ne fait que collaborer à son origine. Elle peut donc jouer le rôle de la cause principale ou celui d'une des causes ayant collaboré au crime.

Cette connexité de l'alcoolisme avec la criminalité ne peut donc être élucidée qu'à l'aide d'un examen approfondi conduit avec beaucoup de soin, et il y a lieu d'applaudir aux efforts que certains font en vue de voir cet examen étendu non seulement à l'influence elle-même, mais encore à la mesure plus ou moins importante dans laquelle elle s'exerce. Cependant, il faut bien le reconnaître, ce n'est pas là une tâche facile puisqu'elle exige l'individualisation la plus pénétrante et un examen des plus circonspect dans chaque cas particulier.

Passons à l'examen des divers Etats.

En *Angleterre*, les travaux d'une commission parlementaire, instituée dès l'an 1846, ont donné comme résultat acquis que les quatre cinquièmes des crimes commis sont dus à l'influence de l'alcoolisme. Plus tard encore, on a établi, soit à l'aide de commissions parlementaires, soit en ayant recours aux données statistiques fournies par la police, cette autre certitude d'après laquelle l'ivrognerie est l'instigatrice de la majeure partie des crimes commis. En outre des rapports de police y relatifs, ce sujet a été traité par les inspecteurs des prisons, les pasteurs et les juges qui, tous, ont fait connaître leur avis.

Parmi ces déclarations, celle faite par lord Coleridge est sans doute la plus intéressante et dit textuellement : « Si l'on pouvait réussir à rendre la sobriété à l'Angleterre, les neuf dixièmes des prisons pourraient être fermées. » Sir Bower, préfet de police de la ville de Liverpool, déclarait (1899) à la commission parlementaire que, selon toutes probabilités, 50 % des crimes et délits commis en Grande-Bretagne devaient être attribués à l'effet néfaste de l'alcool.

D'après les données statistiques de l'an 1896, il y avait dans le courant de cette année, aussi bien en Angleterre qu'au Pays de Galles, 609 individus mis en accusation pour ivresse sur chaque 100,000 habitants, et 671 individus accusés d'autres crimes ou délits. Les accusations portées pour ivresse constituaient donc la presque moitié de la totalité des mises en accusation, sans compter, au surplus, que dans les autres cas l'alcoolisme était pour une très large part dans la perpétration des crimes et délits, puisque, dans ces 609 cas, l'accusation portait directement sur l'ivresse comme action punissable en elle-même, et que l'on avait omis d'exprimer en chiffres l'influence que l'alcool avait exercée sur les individus au moment où ceux-ci perpétraient leur crime ou délit.

Après un examen approfondi de la question, Sir Mc. Hardy, président de la commission du service pénitentiaire, a évalué à 90 % le nombre des individus mis en prison grâce à l'influence directe ou indirecte de l'alcool. Il en est de même en ce qui concerne l'Irlande, où l'on attribue également à l'influence exercée par l'alcool 70 à 90 % de la totalité des crimes ou délits commis dans ce pays.

En *France*, on a établi que dans les départements où l'alcoolisme était très répandu, le nombre des actions criminelles augmentait en proportion, tandis que là où la consommation des spiritueux était moindre, le chiffre des affaires criminelles était de même inférieur.

C'est ainsi qu'on a pu fixer, dans le département de la Creuse, à 1.4₂ litre la quantité d'alcool par individu et à une le chiffre des condamnations prononcées par 1504 habitants, tandis que dans la Seine-Inférieure la consommation des spiritueux était de 13.9₂ litres par personne et le nombre des condamnations de une par 220 habitants.

L'on a également démontré que dans *les années riches en vin* le nombre des attentats commis contre la vie et la sûreté personnelle avait toujours augmenté en une notable proportion.

En *Allemagne*, on a également soumis cette question à un examen; et bien que là non plus la statistique officielle ne nous fournisse pas les données nécessaires, les observations privées de certains savants ne laissent pas que d'être édifiantes.

Le Dr Baer, qui a écrit son livre si connu sur l'alcoolisme, s'est adressé aux autorités et directeurs des prisons et des maisons de correction, en vue de recueillir les données grâce auxquelles il a pu établir que, sur les 32,837 individus détenus dans les 120 établissements de détention de l'Allemagne, 13,706, soit 41 % étaient des ivrognes. Sur ce nombre, il y avait 7269, c'est-à-dire 22.1 %, individus ivrognes d'occasion, et 6128, c'est-à-dire 20.4 % d'ivrognes invétérés. Dans ce total, les hommes figuraient pour 30,041 individus, les femmes pour 2796. En considérant le total des actions criminelles, l'influence de l'alcool peut être établie surtout dans les crimes suivants: dans les crimes d'assassinat la proportion des alcooliques est de 41 %; dans l'homicide volontaire, de 63.2 %; dans les cas de coups et blessures graves, de 74.4 %; dans les cas de coups et blessures simples, de 63.4 %; dans les affaires d'outrages aux autorités publiques, de 76.8 %; dans les attentats contre la pudeur, de 60.2 %. De ce qui précède, il ressort que l'influence de l'alcool se manifeste surtout dans les cas d'attentat contre la vie, la sûreté des personnes, l'ordre public et la pudeur.

Krohne affirmait, en 1883, que 70 % des actions criminelles commises en Allemagne étaient plus ou moins attribuable à l'influence exercée par l'alcool.

Dans son livre « *Das Verbrechen und seine Bekämpfung* » (Du crime et des moyens de le combattre) récemment paru, le professeur Dr *Aschaffenburg* dénonce l'alcool, tout en s'appuyant sur des données statistiques, comme la plus fatale cause des actions criminelles.

Il est évident que l'ivrognerie est pour une très large part dans les causes de la criminalité, et c'est surtout dans les attentats commis contre la sûreté de la personne, d'outrage porté aux autorités publiques, de violations de domicile, de vol du bien d'autrui, d'attentats à la pudeur que cette néfaste influence de l'alcool s'annonce directement.

Il n'est pas sans importance de considérer que plus d'un tiers des cas de coups et blessures tombent sur le dimanche; mais ce qui caractérise d'une manière tout à fait typique l'effet exercé par l'alcool dans les cas de coups et blessures, c'est ce fait indiscutable, qui démontre à n'en pouvoir douter, que là où la consommation des spiritueux est plus grande qu'ailleurs, le nombre des cas de coups et blessures l'est également. En Allemagne, par exemple, une période de 15 ans donne la proportion de 1.88 % de coups et blessures graves par 1000 habitants. Mais ce pourcent augmente en des proportions énormes lorsqu'il s'agit des régions spéciales de consommation de l'alcool, de régions vinicoles telles que le Palatinat par exemple. Là, le nombre des cas est de 4.81 %; dans la Haute et la Basse Bavière il est de 3.52 à 4 % dont la cause doit être attribuée à un excès de consommation de la bière. Dans les régions de Bromberg, particulièrement adonnées à l'usage des spiritueux, le pourcent des cas de coups et blessures est de 3.44 pour le même nombre d'habitants et la même période d'années.

En face de l'accroissement proportionnel du nombre des jeunes criminels pendant les derniers lustres, ainsi qu'en face de l'augmentation sans cesse croissante du nombre des criminels adultes, en général, l'on constate en Allemagne une augmentation à peine perceptible, durant ces derniers temps, des actions criminelles commises par des femmes. C'est donc à

peine s'il est permis de douter encore que cet effet doit être attribué à l'influence de l'alcool.

En outre du rôle qu'il joue dans les attentats dirigés contre la vie et la sûreté des personnes, l'usage de l'alcool fait naître encore des dispositions toutes spéciales et incite à mettre le feu quelque part. Sur un total de condamnés pour des faits de cette nature, il n'y avait pas moins de 47 % d'alcooliques, et les débats relatifs à certains faits d'incendie volontaire ont démontré que, après avoir consommé une certaine quantité d'alcool, des individus ordinairement sobres et inoffensifs avaient été exposés, sous l'empire d'une singulière auto-excitation, à mettre le feu.

En ce qui touche l'*Autriche*, nous manquons, il est vrai, de données officielles de statistique établissant la connexité des actions criminelles avec l'abus de l'alcool. Cependant il y eut des personnes qui, privément, se sont occupées de cette question, et le Dr Lœffler, professeur à l'Université, expliqua cette connexité au Congrès antialcoolique tenu à Vienne en 1901. Il y fit connaître une foule de données intéressantes et tirées des victimes des tribunaux criminels.

Le pourcent était élevé surtout dans les cas d'outrages portés aux autorités et fonctionnaires publics. En 1897, il n'y eut pas moins de 258 individus condamnés de ce chef à Vienne, et sur ce total il y avait 198 personnes qui étaient en état manifeste d'ébriété au moment où elles commettaient leur délit.

Sur un total de 130 individus condamnés durant cette même période et dans la même ville pour coups et blessures graves, il y eut 75 ivrognes, sans compter les personnes en état complet d'ivresse dont la punition ne relève pas des tribunaux criminels.

Sur un total de 687 individus détenus pendant l'année 1899 dans les prisons et maisons de correction de Prague, il n'y eut pas moins de 380 alcooliques, c'est-à-dire 55.3 %.

En *Russie*, l'examen des actions criminelles et des circonstances et causes qui les ont déterminées, a donné le résultat ci-après : sur les 10,000 affaires examinées par *Grigorieff*, 7658 tombaient sur Saint-Pétersbourg et 2342 sur les

territoires du gouvernement du même nom. Dans la période comprise entre 1883 à 1898, les délinquants dans les 40.5 % des cas étaient ivres et l'ivrognerie pouvait être établie dans les 44.9 % des affaires. Sur les 3226 affaires criminelles jugées dans la période comprise entre 1885 et 1894 par le tribunal du district de *Kasan*, 42.68 % des cas étaient en connexité avec l'ivrognerie (données Kroll).

En *Suède*, la statistique officielle s'occupe également de ce sujet, et cela en vertu de l'instruction du 18 décembre 1886. Les pasteurs employés dans les établissements de détention sont tenus d'adresser à la direction des prisons un rapport sur tous les individus détenus dans l'établissement, condamnés aux travaux forcés ou à une peine privative de la liberté non convertissable, qui ont commis leur action criminelle en état d'ivresse, ou qui étaient atteints d'ivrognerie chronique avant la perpétration de leur crime ou délit.

Les questionnaires ainsi remplis firent ensuite l'objet d'un rapport résumé par M. Wiselgreen, directeur des prisons, et les données obtenues de cette manière ont été présentées au Congrès pénitentiaire tenu à Bruxelles en 1900.

Nous empruntons à ce rapport les résultats ci-après : pendant la période comprise entre 1887 à 1897, le nombre des individus détenus dans les établissements de détention soit pour avoir été condamnés à une peine privative de liberté non convertissable, soit aux travaux forcés par mesure de punition, avait été de 24,398 hommes et de 3054 femmes. Sur ce total il y eut 17,374 hommes, ou le 71.2 %, et 360 femmes, soit le 11.8 %, qui rattachaient leur action criminelle à l'usage des boissons spiritueuses.

En *Suède*, l'ivresse elle-même est réputée action criminelle si elle se manifeste sur la voie publique, dans les rues, sur les places ou lieux publics. On peut se faire une idée du nombre des individus condamnés de ce chef si l'on sait que, sur un total de 78,614 personnes condamnées dans la période comprise entre 1892 à 1897 à des peines convertissables pour une raison quelconque, 54,063 individus, c'est-à-dire 68.7 % étaient redevables de leur punition à l'ivrognerie manifestée soit par elle-même, soit en connexité avec une autre contravention.

Pour la *Norvège*, ce fut Bang qui fournit des données au III^e Congrès antialcoolique tenu à Christiania en 1890. D'après ces données il y eut, du 1^{er} juillet 1886 au 30 juin 1889, un nombre total de 992 hommes et 240 femmes admis dans les établissements de détention de la Norvège. Sur ce total, il y eut 509 hommes, ou le 51.3 % et 38 femmes, soit 15.8 %, c'est-à-dire un total de 547 individus, ou 44.4 % adonnés à l'ivrognerie. Et sur ce nombre de 547 condamnés, il y en avait 218 qui avaient commis leur action criminelle en état d'ivresse.

En *Italie*, Rossi Virgilio a trouvé 56 alcooliques sur un total de 69 individus retenus en détention préventive, ce qui ne laisse pas que de constituer un respectable pourcent. Là non plus les autorités ne dressent aucune statistique officielle à ce sujet.

En *Belgique* aussi l'on a recueilli des données relatives à cette question, et ce furent les prisons de Gand, de Liège, d'Anvers et de St-Gilles qui fournirent, durant les années de 1876 à 1896, les données relatives aux individus détenus dans les établissements de détention.

Cette enquête a donné comme résultat les chiffres suivants: sur un total de 4202 hommes soumis à une observation ayant pour but de fournir des données statistiques, 1998, c'est-à-dire 47.5 %, étaient atteints d'ivrognerie chronique; parmi les femmes, la proportion était moindre, puisqu'elle ne s'élevait qu'à 24.8 % d'alcooliques.

D'après les données contenues dans le livre du D^r Aschaffenburg, ci-dessus mentionné, il y avait en Belgique, durant une période de 24 ans, un total de 59.9 % d'alcooliques parmi les condamnés à mort, et 54.8 % parmi les individus condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Pour ce qui est de la *Hollande*, nous n'avons pas de données détaillées. D'après *Visser*, 75 à 80 % au moins des actions criminelles ont été commises sous l'influence pernicieuse de l'alcool.

En *Suisse*, on fit un relevé de données de statistique vers l'an 1890, et ce furent les directeurs de prison qui en avaient été chargés.

Les proportions, exprimées en pour-cent, étaient les suivantes : pendant que l'internement portait sur un total général de 5243 personnes, hommes et femmes y compris, 9.8 % des hommes et 2.7 % des femmes devaient leur punition absolument et exclusivement à leur ivrognerie, 25.9 % des hommes et 10 % des femmes devaient leur incarcération soit à l'ivrognerie seule, soit à l'ivrognerie figurant comme cause « unique » ou « principale » dans l'accomplissement de l'action criminelle. Mais en examinant l'ivrognerie comme « cause concomitante principale » (car l'examen portait aussi sur ce détail) les proportions s'élevaient à 38 % chez les hommes.

En continuant cet examen de l'ivrognerie figurant dans les crimes à titre de « cause concomitante », et en ajoutant ce nouveau contingent aux chiffres obtenus ci-devant, le total des victimes de l'alcoolisme s'élevait à 38 % chez les hommes, à 28 % chez les femmes et à 36.4 % sur le total général des condamnés.

Ces chiffres et aussi les précédents, dit M. Héliénus, qui dans son livre (« Die Alkoholfrage ») communique ces données, ne doivent être considérés qu'à titre de chiffres officiels minimaux, et c'est, en même temps, la raison pour laquelle il faut y attacher une plus grande importance, car dans la réalité ils peuvent être de beaucoup supérieurs. J'estime que M. le Dr Guillaume est dans le vrai lorsque, comme il l'a fait au Congrès pénitentiaire tenu à Londres en 1872, il affirmait que 50 % au moins des actions criminelles étaient perpétrées par des alcooliques, ou, tout au moins, étaient commises sous l'influence exercée par l'alcool.

Dans les *Etats-Unis de l'Amérique du Nord* on attache une non moins grande importance aux recherches appelées à fixer et à établir la connexité de l'alcoolisme avec les actions criminelles. A New-York on estime de 85 à 90 %, à Philadelphie à 80 % le chiffre des actions criminelles dues à l'ivrognerie. Mais c'est dans l'Etat de Massachusetts que ces recherches se font avec le plus de soin, car elles remontent jusque dans la vie antérieure du condamné. Le résultat ainsi obtenu n'a pas laissé que d'être effrayant dans ses conclusions : 82 à 84 % de la totalité des actions criminelles commises peuvent être

ramenées à l'action funeste de l'alcool. D'après *Hélénus*, ce résultat est d'autant plus stupéfiant, que cet Etat avait, jadis, lui-même frappé de prohibition toutes les boissons alcooliques, et le mouvement anti-alcoolique y est aujourd'hui même encore très prononcé.

En *Hongrie*, les dispositions existant contre l'alcoolisme sont absolument insuffisantes, et la statistique pénitentiaire ne dresse aucune donnée relative à l'alcoolisme. L'ivresse est punie d'une petite amende (§ 84 du Code de contravention) chez l'homme qui paraît en lieu public dans un état d'ébriété scandaleuse. Mais l'ivresse dans un lieu public devrait constituer en elle-même déjà un fait punissable, attendu qu'elle menace sans cesse l'ordre public.

Le § 89 de cette même loi frappe d'une amende celui qui cherche à enivrer autrui, ainsi que le débitant qui sert des spiritueux à un homme qui est déjà en état d'ébriété.

Ces amendes augmentent si les contraventions portent sur des mineurs. En cas de récidive réitérée, le contrevenant peut être frappé d'une interdiction d'exercer son métier pendant une durée qui varie entre trois mois et un an, si deux années ne se sont pas écoulées encore depuis la dernière contravention punie.

Le § 74 de la même loi punit la non-observation du couvre-feu, aussi bien le débitant que son hôte, et contient des dispositions relatives au contrôle à exercer par les autorités à ce sujet.

La procédure de contravention relève de la compétence des autorités administratives; mais comme les agents de la sûreté publique, gendarmes, gardiens de la paix et autorités communales n'aiment pas dénoncer les cas de contravention portés à leur connaissance, se contentant généralement de sévir en cas de contraventions des plus flagrantes, l'on se trouve en face de l'impossibilité de frapper parce que personne ne veut se charger de recueillir les témoignages, et que personne n'est là pour soutenir l'accusation.

Il y aurait lieu également de rendre plus sévères les dispositions pénales concernant la responsabilité des débitants et cabaretiers que l'on devrait obliger à porter à la connais-

sance de la police municipale tous les faits contraires à l'ordre public se commettant dans leurs débits et établissements.

Il existe bien certains municipes, comme celui de Trencsén par exemple, qui ont enjoint à leurs autorités communales et agents de l'ordre public, de dénoncer toutes les contraventions portées à leur connaissance; mais ce ne sont là que des exceptions, et ces instructions mêmes ne sont pas toujours observées.

Mais même en ce qui concerne le peu de données statistiques dont nous disposons, il n'est pas possible d'en faire ressortir l'effet qu'exerce chez nous l'alcoolisme.

La circulaire N° 5401, publiée par le ministère de justice le 10 décembre 1899 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1900, circulaire qui a inauguré le système du bulletin individuel, n'est certes pas sans présenter beaucoup de bonnes qualités. Elle ordonne de dresser des bulletins individuels de toutes les personnes ayant fait l'objet d'une plainte portée contre elles pour crime ou délit et ayant été frappées par un jugement ayant force de chose jugée; de toutes les affaires de contraventions portées devant le tribunal d'arrondissement; enfin, de tous les individus détenus dans les prisons des parquets et tribunaux d'arrondissement, pénitenciers, établissements de détention. Elle oblige bien les autorités compétentes à envoyer ces bulletins individuels au bureau de statistique, mais ces bulletins ne fournissent aucun renseignement permettant de juger la marche ascendente suivie par l'alcoolisme. Il me semble qu'il serait facile d'ouvrir une colonne destinée à mentionner en combien de cas l'ivrognerie avait été invoquée comme circonstance atténuante, combien de personnes auraient été acquittées par an pour cause d'irresponsabilité, etc.

Au point de vue des circonstances particulières à la Hongrie, M. le Dr Philippe Stein a adressé, dans le courant de l'année 1903, une circulaire-questionnaire à tous les parquets et directions de prison. Mais, écrit-il à la page 47 de son livre de « L'alcoolisme » paru à Budapest en 1903, seuls les dépôts de Budapest, les prisons de Debreczen, Keeskemét, Ipolyságh et Fehértemplom lui ont fourni des données sur les conjonctures régnant dans ces établissements. Quant aux autres, ils

se contentèrent de répondre simplement qu'on ne tenait aucune comptabilité statistique de cette question. Les données ainsi obtenues lui ont cependant permis d'établir que, sur un total de 1098 individus condamnés, il y eut 490 alcooliques, c'est-à-dire 44 %.

L'on pourrait arriver à une conclusion instructive si l'on pouvait disséquer la procédure pénale de nos tribunaux au point de vue de la criminalité des alcooliques, à l'instar de ce qui a été fait par le Dr Loeffler avec la procédure des tribunaux impériaux de Vienne et Korneubourg.

* * *

La réponse faite à la seconde partie de la question ne pourrait être satisfaisante que si l'on embrassait en même temps tous les points de vue généraux auxquels les législations pénales sont appelées à se placer par rapport aux crimes commis par les alcooliques et aux peines à leur infliger, et que l'on tînt compte des idées et projets qui se sont produits sur ce terrain, ou tout au moins en ce qui concerne les principaux.

Dans les cercles de jurisconsultes, ce thème fait l'objet d'une certaine prédilection, surtout depuis que le code civil allemand a ordonné la mise sous tutelle pour cause d'ivrognerie. Et le résultat en a été que cette discussion, menée simultanément avec celle qui se rapporte à la question du droit privé, a fait naître également une foule d'idées dans les cercles de droit pénal.

A ce propos, je me bornerai à citer la revue allemande « Juristisch-Psychiatrische-Grenzfragen » (questions de limites juridico-psychiques) paraissant à Halle dans l'édition de M. Charles Marhold, et dont le 4^e fascicule renferme une conférence tenue par le professeur Endemann de Halle, au IX^e congrès anti-alcoolique sur la mise sous tutelle des ivrognes. Il publia cette conférence après l'avoir refondue et enrichie de nouvelles idées qui méritent d'attirer l'attention de tous les spécialistes. Il y différencie notamment l'ivresse d'avec l'ivrognerie chronique (maniaque) et celle-ci d'avec l'ivrognerie simple. Certains membres du susdit Congrès avaient classé

l'ivresse aussi parmi les maladies mentales; mais sur ce terrain l'auteur nous met en garde contre nous-mêmes, et déclare que ce serait pécher contre tout sentiment de droit que de vouloir considérer l'ivresse comme un motif qui, ipso facto, exclut toute punition. Il estime que l'homme ivre est également responsable pénalement, sauf à classer cette responsabilité dans une phase précédente, c'est-à-dire à déclarer que l'homme ivre est responsable parce qu'il s'est mis en état d'ivresse. En effet, il faut supposer que chaque individu doit connaître et les effets que produit l'alcool et la mesure de ses propres forces de résistance à lui. Ne doivent constituer une exception à cette règle générale que ceux des cas d'ivresse, qui ont pour base un état maladif, la nervosité, l'épilepsie et la faiblesse mentale, constituant tous des cas d'ivresse pathologique dont l'appréciation forme certes une très lourde et difficile tâche pour le juge appelé à prononcer.

Je suis d'avis qu'il y a lieu d'établir une différence entre l'ivresse et l'ivrognerie chronique, cet état pathologique qui entraîne quelques-uns irrésistiblement vers la consommation des boissons, une sorte d'état maladif de la cervelle qui subsiste à l'état permanent et le différencie d'avec l'ivresse accidentelle.

Considérée sous ce point de vue, l'ivresse n'implique pas nécessairement l'absorption constante d'une grande quantité d'alcool par un individu alcoolique quelconque. Il y a lieu de considérer plutôt que l'ivrogne chronique réagit d'une autre manière sur l'alcool qu'un individu à état normal, et que des causes et des phénomènes différents se manifestent dans sa manière de penser et d'agir.

Parmi les individus atteints d'ivrognerie chronique, il y a lieu de distinguer les *ivrognes aliénés* chez lesquels l'intolérance contre l'alcool et l'incapacité de résister a pour cause une faiblesse d'esprit innée ou des lésions cérébrales ultérieures, une anomalie intellectuelle. Ceux-ci doivent être mis sous tutelle en leur qualité d'aliénés, tandis que les *ivrognes chroniques invétérés*, c'est-à-dire ceux qui souffrent d'un alcoolisme induré (*ivrognes habituels*), seront placés sous tutelle en vertu de dispositions spéciales de la loi (loi civile, § 6, N° 1).

Les ivrognes habituels perdent leur capacité de résistance contre le poison de l'alcool, non pas en une fois, brusquement, mais en passant par une longue succession de degrés parcourus les uns après les autres. Le sentiment du devoir moral s'affaiblit; ils dépensent en boissons l'argent nécessaire à l'entretien de la famille; ils sont grossiers à l'égard de leurs femmes et de leurs enfants; ils négligent leurs affaires et résistent aux injonctions de l'ordre public; ils blessent la pudeur publique; jaloux et rageurs, ils se jettent sur leurs femmes et leurs enfants qu'ils brutalisent, tandis qu'ils perdent l'aplomb et s'aplatissent lâchement devant toute personne qui leur oppose une résistance énergique.

En outre des projets que l'auteur propose d'introduire sur le terrain de droit civil, il s'étend aussi sur les questions de droit pénal. Il démontre les abominables crimes à la perpétration desquels l'alcool entraîne sans cesse ceux qui s'y adonnent, ainsi que la désespérante situation dans laquelle se trouvent, par contre, les juges appelés à statuer. La plupart du temps, l'excuse invoquée c'est l'ivresse. L'accusé prétend avoir été en état complet d'ivresse au moment où il a perpétré son crime et que cet état exclut a priori toute responsabilité. Puis on apporte un certificat médical établissant qu'il y avait une cause qui anéantissait totalement, ou en partie tout au moins, toute manifestation de libre volonté. Dans cette occurrence, le juge se trouve placé devant l'alternative ou de condamner l'ivrogne en ne tenant aucun compte de son irresponsabilité, ou de prononcer son acquittement avec la certitude de le voir revenir sous peu et accusé d'un nouveau crime.

Aucune de ces deux sentences ne satisfait. Le sentiment de droit de la nation exige un remède à cet état de choses, car il est inadmissible que l'individu dangereux puisse glisser des mains du tribunal en vertu d'un certain privilège; au nom de la sûreté commune, il faut que le juge dispose du droit de le renvoyer dans un établissement de guérison pour ivrognes.

En conséquence, il propose que tout individu condamné pour crime menaçant la sûreté publique, coups et blessures graves ou attentat contre la pudeur commis en état d'ivresse, ou acquitté par le tribunal parce que, au moment de com-

mettre son crime, il était frappé d'irresponsabilité due à l'usage abusif de l'alcool, soit envoyé, en outre de la peine à lui infliger, ou en lieu et place de cette même peine, dans un établissement de guérison destiné à recevoir les ivrognes. La durée du traitement obligatoire serait fixée par le jugement même et ne pourrait aller au delà de deux ans. Les parquets auraient pour obligation de faire exécuter le jugement, et le traitement obligatoire pourrait être imposé pour un temps illimité jusqu'à ce que guérison s'ensuivît; l'on pourrait établir, en outre et en même temps, que toute plainte portée pour refus de mise en liberté, devra être déposée au parquet et, en cas de décision négative rapportée par le parquet, au juge criminel lui-même.

La nécessité de la création d'établissements spéciaux, destinés à la guérison des ivrognes, a été affirmée déjà par le Dr Bær «Der Alkoholismus» (première édition, page 906). La question à résoudre se pose ainsi: Faut-il placer les alcooliques qui ne sont pas encore atteints d'aliénation mentale dans les asiles ordinaires d'aliénés afin d'y être traités et guéris?

L'éminent Dr Joseph Parrish dit: «Interne les ivrognes dans un seul et même asile ou établissement avec les aliénés, voilà une chose qui ne me paraît pas recommandable et que l'on ne saurait tolérer. Oui, l'amélioration des ivrognes peut être obtenue si on les place dans des établissements, dans des asiles spéciaux. Par contre, cette guérison ne peut être espérée si on les interne dans une maison d'aliénés», et le savant docteur ajoute: «Soit que l'internement des ivrognes ait lieu sur l'intervention de l'Etat qui veut les punir en même temps que guérir, soit qu'il se fasse sur initiative privée, dans le but d'écarter un danger temporaire ou d'obtenir un amendement durable, il ne peut avoir lieu ni en ayant recours à la prison, ni en faisant appel à l'asile d'aliénés.» Ici il faut des établissements spéciaux comme ceux des asiles pour ivrognes (Inebriate Asilums) créés dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Le premier de ces asiles fut inauguré en 1857 à Boston, puis ce fut au tour de New-York en 1867, et ainsi de suite jusqu'à ce que chaque Etat de l'Union eût son refuge, certains d'entre eux même plusieurs.

Evidemment, continue le D^r Bær, il est excessivement difficile de nettement circonscrire l'idée de l'ivrogne habituel. On peut classer parmi les ivrognes habituels même l'homme qui s'est déjà entièrement habitué à l'usage des spiritueux et chez lequel le fonctionnement essentiel de l'organisme souffre des troubles causés par l'abstinence; c'est le cas, par exemple, chez un homme qui a pris l'habitude de boire de l'alcool avant de se coucher et que le sommeil fuit par suite de l'absence de la dose habituelle de spiritueux, ou qui, pour citer un autre exemple, est incapable de prendre son repas ou d'exécuter un travail dans un certain moment donné, uniquement parce qu'il n'a pas bu de l'alcool.

Mais l'ivrognerie considérée sous ce point de vue n'a pas du tout la même signification, et elle n'acquiert de l'importance devant la loi que dans le cas où *l'intérêt moral ou matériel de l'ivrogne même ou de sa famille commence à en souffrir, ou que la sûreté publique est exposée à se voir insultée.*

Les condamnés atteints de responsabilité limitée purgent leur peine, conformément à la législation actuellement en vigueur, dans les prisons ordinaires; mais d'éminents juriconsultes et psychiatres commencent, depuis quelque temps déjà, à réclamer pour ces hommes des établissements à aménagement spécial.

La Société internationale de droit pénal s'occupa notamment dans une de ses dernières sessions nationales d'Allemagne et par la voie de M. le D^r Delbrück, directeur de l'asile d'aliénés de Brême, de la question relative au régime à appliquer aux individus atteints de responsabilité limitée. Le savant docteur désirerait modifier le § 51 du code pénal allemand de manière à ce que la loi fût forcée de prendre en considération la responsabilité limitée pour tous ceux qui se trouvent sur la limite de l'aliénation mentale et de l'état normal. Il ne faut pas que ces individus soient punis moins sévèrement, et ce qu'il demande ce n'est pas une peine de moindre durée, mais bien plutôt une punition ayant un autre caractère. Chaque fois que le juge aurait affaire à un crime commis en état d'ébriété, il devrait être tenu à examiner si l'accusé n'est pas atteint

d'ivrognerie chronique et décider dans son jugement de ce qu'il y aurait à faire avec les individus qui avaient été acquittés pour avoir commis un crime en état d'ivresse.

En Angleterre, on les envoie simplement dans les établissements d'Etat pour la correction des ivrognes (State-Reformatories), et en Norvège (voir ci-dessous) dans les établissements de guérison pour ivrognes; ces derniers ont cependant en même temps le caractère d'une maison de force.

M. le professeur de Liszt, second rapporteur de la question, a reconnu et prouvé par des exemples que la responsabilité ne peut, quelquefois, être considérée comme exclue dans l'accomplissement de certains crimes, mais seulement limitée dans une mesure considérable.

La démonstration de ces cas ainsi que leur discussion détaillée, ne relèvent pas de la compétence des jurisconsultes, mais plutôt de celle des médecins. Il désirerait que ces criminels fussent punis moins sévèrement, qu'ils purgeassent leur peine privative de la liberté dans des établissements ou locaux spéciaux et en prenant en considération les principes de la science médicale, consentant, en outre, à ce que ces criminels, reconnus dangereux par les experts, fussent internés par décision du juge dans des établissements de guérison ou de traitement rationnel. Il dit qu'il serait désirable que l'exécution de cette décision du juge fût confiée à l'autorité administrative compétente. Si le condamné peut être puni, son internement dans un établissement de cette nature ne peut avoir lieu qu'après avoir purgé la peine qui lui aura été infligée; dans le cas contraire, l'internement dans cet établissement devra être considéré comme si le condamné purgeait sa peine dans un établissement de détention, et l'internement devra être maintenu jusqu'à ce que tout danger ait cessé d'exister.

Ces deux rapports furent l'objet d'un vif débat auquel prirent part jurisconsultes et docteurs, et la réunion, agissant conformément à l'opinion unanime exprimée par tous les orateurs, adopta les principes conformes à ces rapports, délégua une commission chargée de recueillir tout ce qui avait été écrit sur cette question et d'élaborer un projet de loi qui correspondrait à ces idées.

Il est hors de doute que les débats des prochaines réunions de jurisconsultes rouleront autour de cette question dans une mesure de plus en plus large.

La Société hongroise des jurisconsultes s'est également occupée de cette question de la responsabilité limitée, qui a déjà été discutée dans plusieurs séances de cette société tenues au printemps 1903 et où nombre de médecins et de psychiatres sont entrés en lice et réclamaient l'inscription, dans les lois, de la responsabilité limitée, appuyant tout particulièrement sur la nécessité absolue de créer des établissements spéciaux pour des individus de cette catégorie.

Le code pénal de Norvège, qui est la plus récente création sur ce terrain de la codification pénale, a introduit dans le chapitre relatif aux peines cette disposition en vertu de laquelle l'accusé peut être placé dans une maison d'aliénés ou dans une maison de force aménagée pour ivrognes, dans le cas où il aura été acquitté pour irresponsabilité, ou si l'existence d'une responsabilité limitée aura été reconnue comme circonstance atténuante et, enfin, s'il aura décidément été reconnu dangereux pour la sécurité publique.

En son essence, ce n'est pas là autre chose qu'une disposition préventive. Mais comme en vertu de ce chapitre de la loi *ces asiles d'ivrognes sont non seulement des établissements de guérison, mais encore des maisons de travail*, les condamnés qui y sont internés ne peuvent considérer ces établissements chargés de l'exécution de la peine comme des asiles présentant toutes les commodités.

Ces établissements ne se contentent pas de guérir ceux qui y sont internés, mais ils possèdent encore un certain caractère de pénalité. Il est bien entendu que tout leur aménagement doit, en tous points, différer de celui des asiles ordinaires d'ivrognes.

Je pense que voilà la voie qu'il nous faut suivre si nous tenons à donner à la question une solution tant soit peu équitable.

* * *

Bien que les règlements intérieurs des pénitenciers laissent peu de champ libre à l'usage des boissons alcooliques, ils n'en

contiennent pas moins plus d'une disposition qui est de nature à alimenter l'alcoolisme au sein des détenus et à l'invétérer plutôt qu'à l'en extirper.

Le temps plus ou moins long que le détenu passe dans l'établissement de détention pourrait amener un changement du tout au tout dans sa manière de vivre, la guérison absolue de sa passion malade. Mais, au lieu de cela, nous assistons à une autorisation, accordée à de rares exceptions il est vrai, et dans une mesure très limitée, c'est encore vrai, de pouvoir faire usage de spiritueux; la seule promesse alléchante de recevoir de l'alcool est parfaitement bien faite pour entretenir dans l'âme de ces hommes l'irritation malade qui les pousse vers les boissons spiritueuses, et le fait même de la rareté de cette autorisation accordée à de longues périodes d'intervalle, donne à l'alcool le caractère d'une sorte de prime, augmente encore cette irritation, fait considérer cette boisson comme un aliment reconnu par l'autorité qui, pour ainsi dire, le recommande aux détenus.

Les règlements de nos prisons admettent dans certains cas déterminés et jusqu'à une certaine mesure la consommation du vin, limitée de temps à autre. Cependant ce n'est pas seulement l'habitude de la consommation de l'eau-de-vie qui aggrave le danger de l'alcoolisme; chez nous, pays vinicole par excellence, les ivrognes sacrifient surtout au jus de raisin, souffrant des conséquences de cette passion. L'interdiction doit, par conséquent, s'étendre non seulement à l'usage de l'eau-de-vie, mais à toutes les boissons spiritueuses, exception faite, bien entendu, en ce qui concerne les ordonnances médicales.

On ne peut donc applaudir à cette autorisation qui permet aux détenus de faire usage du vin à titre de faveur exceptionnelle, pas même sous la forme instituée par le § 37 de la circulaire ministérielle n° 2106, du 9 août 1880, qui admet cette autorisation comme faveur exceptionnelle accordée aux sujets faisant preuve d'une bonne conduite particulièrement remarquable, à raison de un demi-litre par semaine pour les détenus et de un demi-litre tous les quinze jours pour les condamnés dans les prisons et pénitenciers de la Hongrie. La

même quantité leur est accordée le jour de l'anniversaire de Sa Majesté et le jour du roi St-Etienne.

Je condamne comme un défaut de notre système pénitentiaire cette disposition des règlements de prison qui permet aux condamnés d'employer, pendant la durée de leur peine, une partie de leur salaire à l'achat d'articles alimentaires et autres. Evidemment, il n'y a aucune objection à élever contre cette disposition qui admet qu'un condamné puisse retenir une partie de son salaire, attendu que cela peut exercer sur lui un effet correctif et favoriser le développement du principe de l'économie. Il est de même parfaitement admissible qu'un certain pourcent du salaire du condamné soit par lui employé à se procurer des jouissances intellectuelles, à faire le bien, à s'acheter des articles de propreté. Mais je considère comme chose tout à fait inadmissible et manquée cette autre disposition qui lui permet, s'il fait preuve d'une excellente conduite, d'employer cette partie de son salaire à l'amélioration de son régime alimentaire, tel que achat de lard, de pain blanc, de lait, de beurre, de fromage, de fruits, de sucre et autres semblables, plus un demi-litre de vin par mois, et aux prisonniers d'employer cette partie de leur salaire à des emplettes d'articles alimentaires, en outre de ceux déjà mentionnés ci-dessus (tel que le café et le thé sans alcool), de un demi-litre de vin chaque second dimanche, les simples détenus chaque dimanche même, comme l'autorisent l'alinéa *g* du § 36 du second appendice n° 80 de la circulaire ministérielle n° 2106, l'alinéa *g* du § 34 de l'appendice IV et le § 49 de l'appendice V du ministère de la justice.

Dans les pages 74 et 75 de sa conférence intitulée « Notre situation pénitentiaire », conférence faite à la Société des juriconsultes et parue à Budapest en 1888, M. le professeur Dr Eugène Balogh a déjà condamné cette faveur. Il la dénonce comme incompatible avec la coercition exercée par l'Etat, avec le but correctif du système pénal, avec l'entente qui devrait régner parmi les condamnés. Il affirme que cette autorisation d'acheter des articles alimentaires et des boissons est directement nuisible au point de vue de l'économie nationale, et j'ajoute, de ma part, que je la considère nuisible encore à la

santé physique et morale des détenus; car, avec la permission d'acheter des boissons spiritueuses, les individus qui inclinent déjà vers l'alcoolisme ne peuvent s'affranchir de ce penchant maladif qui reçoit sans cesse de nouveaux aliments dans ce miroitement devant les yeux du condamné à qui il fait entrevoir la possibilité de se procurer la jouissance qui chatouille ses sens.

En outre, il serait désirable de faire, dans les établissements de détention, des conférences de tempérance aussi souvent que faire se pourrait, et d'ouvrir ainsi les yeux du condamné sur le danger qui le menace sans cesse du côté de l'alcool.

C'est aux pasteurs et docteurs qu'incombe en premier lieu ce devoir des conférences antialcooliques, sans compter les délégués des sociétés de tempérance et les sociétés anti-alcooliques qui pourront également faire beaucoup sous ce rapport.

Dès 1894, je constatais, page 21 de mon modeste ouvrage sur la répression de l'ivrognerie, cette grande activité que déploie la société de tempérance de l'Eglise anglicane qui, par cette *mission intérieure*, s'efforce de corriger les ivrognes de leur vice. En 1885, la Church of England a employé à cet effet 22 délégués, dont 3 femmes (femal missionary), qui ont visité les prisons de la police et les pénitenciers, tandis qu'ils relançaient les anciens forçats jusque dans leur demeure et cherchaient à exercer sur eux de l'influence dans le sens de la tempérance. La Ligue anglaise nationale de tempérance a déployé la même action bienfaisante.

En outre de ces conférences faites par les délégués, il y aurait lieu de déposer dans les bibliothèques des établissements de détention plusieurs exemplaires des fascicules et brochures appelés à répandre les idées de la tempérance.

En ce qui concerne les *condamnés libérés*, il y aurait lieu également à prendre des mesures afin de les défendre contre l'ivrognerie.

Certes, les conférences données sur la tempérance dans les prisons et pénitenciers ne seraient pas sans produire un certain effet moral, mais encore serait-il désirable que la fidé-

lité à cette tempérance leur fût recommandée une fois encore lors de leur mise en liberté. Il serait également propice que les pasteurs et docteurs fonctionnant dans les prisons, de même que les délégués des sociétés de tempérance leur adressassent quelques paroles engageantes et stimulantes qui, vu la solennité du moment, ne manqueraient pas, dans certains cas, de laisser des traces profondes. A cette occasion, il serait utile de leur remettre aussi des brochures écrites en langue populaire.

Le § 126 de l'instruction ministérielle publiée le 10 juin 1870 sur le service pénitentiaire a parfaitement raison quand il ordonne que « le pasteur doit vouer des soins tout particuliers aux détenus qui sont sur le point de quitter l'établissement pour être remis en liberté ».

Quant aux criminels dangereux atteints d'ivrognerie chronique, ils ne doivent pas être remis en liberté après avoir purgé leur peine, comme je l'ai déjà dit, mais faire l'objet d'un internement dans un établissement spécial de pathologie pour ivrognes, dont la création constitue un des plus urgents devoirs.

Les sociétés de patronage des anciens détenus libérés, qui ont pour tâche d'adoucir les grandes et graves difficultés qu'entraîne souvent une longue peine privative de la liberté, et de rendre à ces libérés la possibilité de redevenir des membres utiles de la société, feraient bien, elles aussi, de porter leur attention sur la défense des libérés contre l'ivrognerie. Leur influence pourrait s'exercer, par exemple, même dans le cas où le mal proviendrait de la contagion exercée par le milieu; en ce cas, elles pourraient porter leurs efforts vers un but qui serait de faire changer de milieu cet ancien détenu libéré et lui donner un nouvel entourage exempt de vice. Il serait également utile que les sociétés de patronage soumissent les anciens libérés suspects d'ivrognerie à un certain temps d'épreuve, avant que de leur accorder un secours quelconque. Ce temps d'épreuve pourrait se faire en internant le libéré dans une station ou sur un chantier intermédiaires installés par les sociétés.

La société de patronage de Hambourg, qui s'est constituée dans cette ville le 23 juin 1903, soumet les libérés à une épreuve

de longue durée, ne distribuant son secours qu'à ceux des individus qui se sont affirmés pendant ce temps comme sincères et qui ont donné la preuve de leurs intentions sérieuses.

J'ai l'honneur de déposer ci-après, sous forme de propositions, les résultats tirés des avis et observations ci-dessus développés :

I. Il est nécessaire que la collection des données qui constituent la base de la statistique pénitentiaire démontrent la connexité existant entre les actions criminelles et délits, d'une part, et l'alcoolisme, d'autre part.

En conséquence, il y a lieu d'ouvrir une colonne destinée aux données relatives non seulement aux peines encourues pour ivresse, aux actions criminelles perpétrées en état d'ébriété, aux acquittements prononcés pour cause d'ivresse ou d'ivrognerie chronique, mais encore à tous ces cas dans lesquels l'alcool a joué un rôle en exerçant une influence soit directe soit indirecte sur la perpétration du crime ou délit.

II. Il est indispensable d'ériger au plus tôt des asiles spéciaux de correction destinés à recevoir les criminels atteints d'ivrognerie chronique.

Il faut, en outre, que le juge puisse, en même temps que son jugement, prononcer l'internement de l'ivrogne dangereux dans un de ces établissements spéciaux, après expiation de sa peine et pour un temps plus ou moins limité, ou bien qu'il puisse décider que la punition elle-même sera purgée dans cet établissement si la chose est nécessaire dans l'intérêt du condamné.

Cependant, le caractère de ces établissements spéciaux doit être tel qu'on soit à même de les distinguer facilement des autres établissements privés ou publics destinés au traitement pathologique des ivrognes, attendu qu'il importe que, outre leur caractère médical de traitement pathologique individualisant, ils aient surtout celui d'une maison de travail.

III. Dans les règlements des établissements de détention, le système alimentaire doit être organisé de sorte que, sauf en ce qui concerne l'ordonnance médicale, l'usage de l'alcool soit interdit, autant que faire se peut, de la manière la plus absolue à tous les détenus qui ne doivent jouir d'aucune faveur

ayant pour but de leur accorder l'usage de boissons spiritueuses quelles qu'elles soient, ni sous forme de récompense pour leur bonne conduite, ni par l'octroi d'une autorisation à employer une partie de leur salaire à l'achat de ces boissons prohibées.

IV. Dans les prisons et pénitenciers il y a lieu de favoriser les conférences faites sur la tempérance, surtout en ce qui a trait aux détenus sur le point d'être libérés, qui doivent être l'objet de soins tout particuliers d'instructions et de recommandations.

V. La protection des détenus libérés contre l'alcoolisme doit également faire l'objet de soins spéciaux, et les sociétés de patronage sont à même de déployer sur ce terrain une activité d'une très grande utilité si, par l'influence exercée sur lui, elles songent à écarter l'alcoolique du milieu qui a causé sa perdition et à l'introduire dans un autre milieu s'il y a nécessité à le faire.

Il serait également probant que les sociétés de patronage soumissent les individus suspects d'ivrognerie à une épreuve en les envoyant en observation avant de leur accorder leurs secours, qui ne pourraient être reçus qu'après qu'ils auraient passé un certain temps dans une station intermédiaire ou un chantier de même nature créés par la société de patronage.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

QUATRIÈME SECTION

PREMIÈRE QUESTION

L'Etat doit-il prendre des mesures pour protéger les enfants des condamnés?

Quelles seraient à cet effet les mesures les plus efficaces?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. LOUIS RIVIÈRE.

La question générale des mesures de protection qu'il convient de prendre à l'égard des familles des détenus a été traitée à plusieurs reprises dans des congrès internationaux.

Posée par M. le docteur Guillaume dès 1878 au Congrès pénitentiaire de Stockholm, elle a été étudiée avec une grande ampleur en 1890 à celui de St-Petersbourg. Voici les conclusions adoptées par l'assemblée générale à ce sujet :

« I. Il est désirable que les sociétés de patronage puissent avoir la faculté de se préoccuper de la situation des familles des détenus, avant qu'ils aient recouvré la liberté : a) afin d'assurer autant que possible le maintien des affections familiales ; b) afin de secourir exceptionnellement la famille du détenu, si la détention a causé un grave préjudice à des mineurs, infirmes ou vieillards.

« II. Pour atteindre ce but, les sociétés de patronage doivent le mentionner expressément dans leurs statuts et se mettre en relations avec toutes les autorités locales, administratives ou ecclésiastiques ¹⁾. »

La question était étudiée la même année par le Congrès international de Patronage des détenus, réuni à Anvers, sur l'initiative de M. Le Jeune, ministre de la Justice de Belgique. Parmi les conclusions adoptées par la deuxième section, confirmées par l'assemblée générale, nous trouvons la suivante :

« Le Patronage doit, autant que possible, comprendre l'assistance des membres de la famille à la charge du détenu ou libéré ²⁾. »

Ainsi, les représentants de la science pénitentiaire sont tombés d'accord avec ceux du patronage pour confier à ce dernier seul la mission de remédier aux souffrances que peut entraîner pour une famille la disparition momentanée de son chef. Tous considèrent que cette assistance doit être surtout morale, en visant principalement à maintenir le lien de famille entre ceux qui sont momentanément séparés.

La pratique du patronage s'est fait un devoir, dans les divers pays, d'appliquer ces principes. Les visiteurs ont cherché à faire comprendre au père de famille que sa détention ne le décharge pas de ses obligations vis-à-vis des siens ; que, du moment où il peut gagner de l'argent par son travail, il a le devoir de leur en faire parvenir la meilleure part, même au prix de privations personnelles. Les Sociétés ont offert leur concours pour faire parvenir aux familles l'argent qui leur est destiné. Ces envois ont toujours le grand avantage de provoquer la reconnaissance envers celui dont ils proviennent. Trop souvent, on est disposé à rompre toutes relations avec le parent que la loi a frappé, et il ne sait où trouver un refuge en sortant de prison. Grâce à ces envois, le représentant

¹⁾ *Congrès de St-Petersbourg*, 1890, tome I, p. 454-457 et 581-584.

²⁾ *Congrès d'Anvers*, 1890, tome I, p. 21.

La question a souvent été soumise aux Congrès nationaux de patronage. Nous rappellerons notamment les rapports et les discussions qui ont marqué trois de ces réunions :

Congrès des fonctionnaires allemands de l'Administration pénitentiaire, Vienne, 1882.

Congrès des délégués des Sociétés allemandes de Patronage, Fribourg e. B.; septembre 1889.

Cinquième Congrès national de Patronage, Marseille, août 1903.

du patronage pourra montrer au bénéficiaire que celui-ci a le devoir de penser aussi à celui qui ne l'oublie pas, de lui préparer bon accueil, de lui chercher un emploi pour le moment de sa libération. On prévient ainsi l'isolement qui est souvent pour le libéré une cause presque fatale de récidive.

Les secours ainsi fournis par le détenu seront sans doute insuffisants pour faire vivre les membres de la famille incapables de travailler par eux-mêmes; aussi le Congrès de Saint-Petersbourg a-t-il admis, à titre exceptionnel, l'allocation de secours aux mineurs, aux infirmes, aux vieillards. Mais les ressources des sociétés de patronage ne sauraient leur permettre de prolonger longtemps ces allocations; elles auront un caractère éminemment provisoire, en attendant le résultat des démarches qui seront faites auprès des œuvres et institutions spéciales désignées par leurs statuts ou par la loi pour secourir ces diverses catégories d'incapables.

Quelques personnes ont estimé que c'était là un palliatif insuffisant et que l'Etat a le devoir d'allouer une indemnité à la famille du détenu, privée de ressources par l'emprisonnement de son chef. Le fait de la détention, disent-ils, met celui-ci dans l'impossibilité de remplir ses devoirs de famille; la femme, les enfants et les vieux parents souffrent du fait de l'Etat qui a arrêté le père. L'Etat leur doit donc une réparation.¹⁾

Quelle que généreuse que puisse sembler cette théorie, aucune législation ne semble avoir encore été tentée de se l'approprier. Dans certains pays, on a admis le principe d'une indemnité pour les victimes d'erreurs judiciaires²⁾, parfois même en faveur du prévenu ou accusé reconnu innocent³⁾; nulle part nous n'avons trouvé trace d'une allocation de secours

¹⁾ Voir le rapport de M. Félix Herbert au nom de la première commission de la Société internationale pour l'étude des questions d'Assistance, et le vote conforme de l'assemblée générale de cette société. (*Revue d'Assistance*, 1891, p. 208.)

²⁾ Loi française du 8 juin 1895.

³⁾ Loi suédoise du 12 mars 1886. — Loi danoise du 5 avril 1888. — Loi autrichienne du 26 mars 1892.

Code pénal du canton de Fribourg, art. 360. — Code pénal du canton de Neuchâtel, art. 204. — Code pénal du canton de Berne, art. 235. — Code pénal du canton de Genève, art 478 et 507.

obligatoire en faveur de la famille d'un détenu régulièrement condamné.

Nous estimons, pour notre part, cette réserve absolument fondée. Quand la puissance publique prive un citoyen de sa liberté, elle agit en vertu du mandat qui lui a été donné par la loi au nom de la collectivité, et toujours pour des motifs graves. Mais le principe de la personnalité de la peine est universellement admis aujourd'hui, aucun des membres de la famille du coupable ne saurait être touché par la condamnation.

Sans doute, ils peuvent souffrir indirectement de la privation du gain produit par le travail du parent détenu; mais c'est là une conséquence de la solidarité qui lie tous les membres de la famille, en dehors même de toute idée de faute. Quand un père dissipe son patrimoine, il cause bien un préjudice à ses enfants, privés désormais de revenus; ce père peut mourir, être victime d'un accident, tomber malade, perdre son emploi. On objectera, peut-être, que l'assurance permet de couvrir les risques de mort, de maladie ou de chômage, tandis qu'on ne peut s'assurer contre les conséquences d'un délit. Nous répondrons, à notre tour, que, en fait, l'assurance est encore un acte de prévoyance exceptionnel parmi les ouvriers, et qu'il est infiniment plus facile de ne pas commettre un délit que de signer une police. D'ailleurs, certains risques ne sont pas assurables. Qu'un soldat réserviste ou territorial soit tué au service du pays, sa famille n'aura droit à aucune indemnité; fera-t-on une position meilleure à la famille de l'assassin qui expie son crime sur l'échafaud? Dans la plupart des Etats qui ont voté des lois attribuant une indemnité aux victimes d'accidents du travail, l'ouvrier perd tout droit à l'indemnité quand l'accident est volontaire. La faute commise par lui est toutefois infiniment moins grave que celle du voleur ou de l'assassin; pourquoi la position de sa famille sera-t-elle pire? Quand un homme commet un délit ou un crime, il sait parfaitement qu'il s'expose à la répression, c'est à lui de peser les conséquences de son acte par rapport aux siens. La société a évidemment intérêt à ne pas lui enlever des appréhensions susceptibles de l'amener à dominer la passion qui le pousse à mal faire.

Ce que l'on doit admettre, c'est que le dénuement de la famille privée de son soutien constitue un devoir d'assistance, une obligation au sens moral, un titre imparfait et sans sanction, analogue à celui que peut invoquer toute personne dans le malheur. Or, aucune organisation publique ou privée ne saurait mieux exercer ce devoir d'assistance que la Société de patronage. Par les visites de ses membres dans les prisons, elle a connaissance des situations les plus dignes d'intérêt; elle est en relations avec les œuvres de toute nature qui sont susceptibles de fournir un secours approprié à chaque cas. Si la famille est éloignée du lieu où le détenu subit sa peine, elle est à même de signaler le cas à la Société de patronage la plus rapprochée qui procédera à l'enquête et fera ensuite les démarches reconnues nécessaires.

C'est là l'application pratique des règles posées par les congrès de St-Petersbourg et d'Anvers; il est superflu de réclamer l'intervention de l'Etat, en dehors des lois qui règlent ses devoirs généraux d'assistance.

Ces textes imposent aux divers groupements administratifs — commune, département ou province, Etat — l'obligation, au moins morale, de venir en aide aux faibles, incapables de subvenir par le travail à leurs besoins. Cela suffit pour assurer un secours aux enfants, infirmes ou vieillards que l'incarcération du chef de famille laisserait exposés au dénuement.

Il est certain que le cas qui se présentera le plus fréquemment sera celui qui concerne les enfants des condamnés. La Commission d'organisation a été bien inspirée en appelant sur ce point spécial les réflexions des personnalités réunies à Budapest. Dès 1878, M. le docteur Guillaume en signalait le haut intérêt social dans la communication que nous avons mentionnée plus haut; il faisait ressortir quelle erreur funeste on commettait en laissant sans appui « les enfants de cette catégorie qui, plus que les orphelins dont les parents étaient honnêtes, réclameraient des soins et une sollicitude particulière pour leur placement et leur éducation ¹⁾. » Il montrait dans cet abandon une des causes du développement de la crimi-

¹⁾ *Congrès de Stockholm*, tome I, p. 359.

nalité, et les statistiques pénitentiaires confirment pleinement les constatations de notre éminent collègue.

Mais il est bon de constater que ce droit d'intervention de l'Etat n'aura à s'exercer que subsidiairement, à défaut de toute autre action privée susceptible de produire le même résultat. Le premier rôle, pour les enfants comme pour les adultes, appartiendra donc au patronage, qui est en mesure de pourvoir par lui-même à l'immense majorité des cas qui se présenteront.

Pour rechercher la solution la plus favorable, il est nécessaire que toutes les Sociétés s'imposent pour règle de désigner spécialement un membre chargé de patronner chaque famille de détenu dans laquelle se trouvent des enfants mineurs. Ce visiteur procédera immédiatement à une enquête sur la situation de chacun de ces enfants; il s'assurera si, à défaut du père arrêté, par exemple, la mère se préoccupe de remplir les devoirs qui lui incombent; dans le cas où les deux parents feraient défaut, s'il y a un ascendant, un oncle, un allié quelconque qui veille sur les enfants, quelles sont les conditions de moralité de la famille et les garanties qu'elle présente pour constituer ce « responsable » qui doit toujours exister auprès de chaque enfant, suivant l'heureuse formule employée par un des rapporteurs du Congrès de Marseille¹⁾. Si l'âge de l'enfant le soumet aux obligations de la loi scolaire, le visiteur s'assurera s'il suit régulièrement les classes d'une école; il l'y fera inscrire, dans le cas où on eût négligé jusque-là cette formalité. Quand l'écolier aura atteint l'âge de treize ou quatorze ans, suivant les pays, il deviendra nécessaire de lui choisir un état, de le placer en apprentissage ou en service, de se tenir ensuite en relation avec les patrons ou maîtres pour surveiller la conduite du jeune patronné.

Cette action tutélaire est familière à tous ceux qui ont l'habitude de visiter les indigents. Mais combien est-elle particulièrement nécessaire quand il s'agit de la catégorie d'enfants dont nous nous occupons! Le plus souvent, ils auront été négligés par des parents dont la moralité laissait à désirer

¹⁾ *Actes du Congrès national de Patronage de Marseille*, de 1903, p. 136.

avant même qu'ils tombassent sous le coup de la loi pénale ; fréquemment on remarquera chez eux des tares héréditaires, fruits de l'alcoolisme ou d'autres misères physiques des parents. Ils seront instables, portés à faire l'école buissonnière, à abandonner l'atelier à la moindre observation. Parfois même ils souffriront de ce préjugé qui existe dans certains milieux populaires contre les enfants des condamnés ; leurs idées peuvent prendre, par suite, une direction fatale . . .

Alors il y a lieu pour le visiteur de provoquer des mesures plus sérieuses. Il devient nécessaire de soumettre cet enfant à une règle, de lui assurer le bénéfice de l'éducation préventive avant qu'il tombe dans le délit.

De nombreuses institutions, orphelinats, colonies agricoles, ont été créées partout pour les deux sexes et fourniront l'asile nécessaire. On les connaîtra en s'adressant aux Offices d'organisation de la Charité, et spécialement aux œuvres de Protection de l'enfance qui se multiplient dans tous les pays.

Il pourra cependant arriver que le visiteur ne puisse réussir à conclure un placement amiable, soit qu'il rencontre une résistance dans la famille, soit qu'il ne puisse faire face aux conditions posées par un établissement. En ce cas, il ne devra pas hésiter à signaler la situation à l'autorité judiciaire ou administrative, suivant les pays, à laquelle la loi confie le soin de veiller sur les enfants qui se trouvent en pareille situation.

Depuis vingt ans, les principaux Etats européens se sont préoccupés d'assurer la préservation des enfants moralement abandonnés, c'est-à-dire de ceux qui sont livrés à eux-mêmes et privés d'éducation par suite de la négligence ou des vices de leurs parents, parfois même de causes excusables, comme la nécessité du travail prolongé au dehors pour les deux auteurs. Il nous suffira de rappeler les lois anglaises de 1891 et 1894, la loi belge du 27 novembre 1891, la loi hollandaise du 12 février 1901, la loi prussienne du 2 juillet 1900, dont on demande de divers côtés l'extension à l'ensemble de l'Empire. En France, les deux lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898 se sont inspirées des mêmes préoccupations.

La tendance générale de toutes ces législations est de substituer la protection à la répression, d'enlever à la dé-

chéance prononcée contre les parents tout caractère pénal en se plaçant uniquement au point de vue de l'intérêt de l'enfant. Celui-ci est placé par le juge dans un établissement éducatif approprié à son état moral, sous le contrôle d'une autorité bienveillante, désireuse de lui assurer un avenir meilleur que son passé.

La quatrième question portée au programme du présent Congrès a précisément pour objet l'étude des moyens reconnus les plus efficaces pour assurer la préservation des uns, le redressement des autres. Nous nous en référons donc sur ce point aux travaux des collègues éminents qui nous feront connaître les institutions en vigueur dans les divers pays représentés au Congrès.

Nous résumons dans les quatre propositions suivantes les considérations développées au cours de ce rapport :

I. En exerçant leur devoir de protection à l'égard de la famille du détenu ou libéré, les Sociétés de patronage se préoccuperont tout spécialement des enfants privés d'appui par suite de l'arrestation ou de la détention de leurs parents.

II. Le visiteur désigné par la Société vérifiera si les enfants en âge scolaire fréquentent régulièrement l'école, si ceux qui en sont sortis font l'apprentissage d'un métier susceptible de leur assurer plus tard des moyens d'existence.

Dans le cas de la négative, il fera les démarches nécessaires pour procurer à l'enfant son admission dans une école ou chez un patron.

III. Si l'enfant se trouve en état de danger moral ou d'abandon, le visiteur s'occupera de provoquer soit son admission dans un établissement, soit son placement dans une famille susceptible de l'élever convenablement.

IV. Si les démarches tentées à cet effet demeurent sans effet, le visiteur a le devoir de signaler la situation de l'enfant à l'autorité judiciaire ou administrative compétente pour provoquer un placement d'office, toutes les fois que la législation le permet.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

QUATRIÈME SECTION

QUATRIÈME QUESTION

Quelles sont, en dehors des moyens d'éducation ordinaires, les mesures les plus efficaces pour assurer la préservation des enfants moralement abandonnés et la réforme des enfants vicieux qui n'ont encore commis aucune infraction punissable?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le D^r WOLFGANG HEINZE, grossh. bad. Amtmann,
à Ueberlingen.

La société civile comme l'Etat moderne ont reconnu depuis longtemps la nécessité de prévenir l'accomplissement d'actes délictueux en exerçant une action éducative sur les individus condamnés à une peine privative de liberté. L'Etat y vit tout d'abord une tâche incombant à la police préventive; plus tard, il considéra aussi comme son devoir de s'intéresser au sort de ses ressortissants moralement abandonnés. Guidé tout d'abord par des raisons d'opportunité, puis par des motifs d'ordre moral, il envisagea cette action combinée s'exerçant précisément sur les jeunes détenus comme étant des plus encou-

rageantes. Les exhortations au bien et à la vertu produisent en général, sur le cœur tendre de l'enfant et sur sa jeune âme impressionnable, un effet plus durable que ce n'est le cas, dans la règle, pour les criminels adultes. Une fois entré dans cette voie, et en face d'une nouvelle mission éducatrice, l'Etat comprit bientôt que son devoir était de s'intéresser au sort de la jeunesse exposée à un danger moral sans avoir encore encouru de condamnation. La tâche que je me propose est de rechercher les voies et moyens dont disposent l'Etat et la société, ou qui doivent lui être assurés pour atteindre ce but. Dans le cadre restreint que je me suis tracé, je ne saurais donner ici un exposé systématique des lois de tous les Etats civilisés; pour des raisons que j'énoncerai à la fin de mon travail, je me bornerai à une brève discussion des dispositions juridiques actuellement en vigueur en Belgique, en France, en Angleterre et en Allemagne. Je désire, à l'aide de cet aperçu, relever en particulier les points de vue similaires ou divergents qui caractérisent les institutions de ces pays et en signaler ainsi les avantages et les inconvénients. On commettrait ici une grave erreur en voulant généraliser; pas n'est besoin d'accentuer ce fait. Etant donnée la différence des races, des conceptions religieuses, de l'histoire, des conditions économiques et sociales, des institutions communales et d'Etat, il n'est pas possible d'appliquer les conditions d'un Etat, telles que nous croirons les avoir exposées, aux institutions analogues d'autres Etats.

* * *

J'exposerai d'entrée, brièvement, le droit pénitentiaire belge. La loi belge de 1898 vise surtout à étendre ses bienfaits aux jeunes gens qui ont déjà encouru une punition. Je n'ai pas moins cru devoir interroger ici la loi belge, qui nous offre une image claire et précise du développement du droit pénitentiaire en général, comme pouvant également être appliqué aux conditions existantes dans d'autres Etats. On n'avait rien tenté jusqu'ici, soit en Allemagne, soit en Angleterre de même qu'en Belgique, pour s'intéresser au sort des jeunes délinquants qui ont encouru une punition. Or c'est là précisément qu'on

avait subordonné les principes d'éducation correctionnelle au fait de dispositions pénales serrées. On a ensuite cherché à élargir la base du droit d'éducation correctionnelle, en accordant aux communes un droit de proposition pour le placement, dans un disciplinaire, des jeunes gens qui n'ont pas encore encouru de punition, et l'on pose maintenant dans un « projet de loi pour la protection de l'enfance », dont les 28 articles doivent encore être soumis aux débats parlementaires, le règlement provisoire de ce développement. Ce projet prévoit une sollicitude aussi étendue que possible vouée à l'enfance moralement abandonnée.

Les premières origines de la législation protectrice de l'enfance en *Belgique* remontent au temps des guerres de la grande révolution, qui placèrent le pays sous la domination de la France, dont il ne s'affranchit qu'à la chute de Napoléon. Les décrets français du 13 juin 1790, concernant l'ouverture des « ateliers de secours », du 24 mars 1793 sur la nouvelle organisation des secours publics, et du 24 vendémiaire de l'an II (15 octobre 1793) relatif aux mesures pour l'extinction de la mendicité, sont les premiers vestiges de la législation belge dans ce domaine. Il n'en est pas moins vrai que le développement qui s'est opéré en Belgique dans cette direction, et au point de vue des principes généraux et distinctifs qui ont prévalu dans la codification actuelle, s'est effectué dans un sens opposé à l'état de choses existant en France; en Belgique, on a simplement eu en vue les cas d'abandon objectif et par là les manifestations extérieures de la perversité, sans se soucier du danger physique et moral auquel l'enfant est exposé de la part de ses parents et que visait en tout premier lieu la législation française.

La législation belge sur la protection de l'enfance ne s'est pas contentée de maintenir les dispositions isolées des décrets susmentionnés, comme ce fut le cas en France; bien plus, elle prévoit la mendicité et le vagabondage comme symptômes d'abandon moral et les considère comme la base proprement dite de la loi d'éducation correctionnelle. Ce fait s'explique sans doute en ce que la mendicité et le vagabondage avaient pris en Belgique un développement menaçant.

De là vient que la loi promulguée en 1891 et qui fixe l'état de droit en cette matière porte le titre de « loi pour la répression du vagabondage et de la mendicité ». Si, d'un côté, comme il est indiqué plus bas, le droit belge pose des bases beaucoup plus étroites et d'un caractère moins pratique que le droit français en ce qui concerne l'éducation correctionnelle, d'un autre côté, il règle excellemment le mode d'application de ce genre d'éducation; il renferme en particulier, à l'inverse de la loi française, des dispositions détaillées et uniformes sur les établissements de réforme.

D'après l'art. I^{er}, le gouvernement créera des établissements de correction, des dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance en vue de réprimer le vagabondage et la mendicité. Les personnes âgées de moins de 18 ans peuvent seules être admises dans ces écoles. Les jeunes gens de cet âge peuvent y être placés par le gouvernement sur une demande de l'autorité judiciaire, ou lorsque ce placement est sollicité par l'autorité communale, soit par le conseil des bourgmestre et échevins, et moyennant autorisation du Ministre de la Justice. Les prescriptions de fait concernant cette demande de placement (art. II, 3) ne sont pas autrement spécifiées dans la loi. Dans la pratique, la loi pose de sérieuses restrictions en ce que, dans la règle, il faut le consentement du père ou du tuteur pour que le placement en question puisse se faire. Un jeune homme peut être mis à la disposition du gouvernement s'il est un vagabond d'habitude (art. XIII, XXIV), s'il est un mendiant d'habitude (art. IX, XXIV), ou s'il est souteneur de prostituées publiques (dans ce cas, il est assimilé, art. VIII, 2, aux vagabonds). En outre, un jeune homme qui a été condamné judiciairement à l'emprisonnement peut, après l'expiration de sa peine, être remis à la disposition du gouvernement, de même qu'un garçon âgé de moins de 16 ans qui a enfreint une ordonnance de police. Dans ce dernier cas, cette mise à disposition ne peut avoir lieu que « si la nature et la gravité du fait ou les circonstances de la cause le requièrent ».

La mise à disposition dure jusqu'à l'âge de majorité, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de 21 ans révolus. Cette disposition est d'une grande importance, étant données les conditions de

la Belgique, pour la raison que dans le cas où, sur la demande d'une autorité communale, on aurait placé un jeune homme sous le régime de l'éducation correctionnelle, sa libération peut être réclamée avant qu'il ait atteint sa majorité. C'est ce qui doit arriver fréquemment, notamment dans de petites communes rurales, qui se laissent guider par des motifs d'économie.

La demande d'admission dans une école de bienfaisance peut, en outre, comme on l'a vu, émaner d'une autorité communale. Ce n'est que par cette voie que, dans l'hypothèse susmentionnée et suivant le droit belge en vigueur, un enfant qui n'a pas encore encouru de punition peut être placé dans une école de bienfaisance ou sorte de disciplinaire (art. XXXIII). A leur entrée, les enfants âgés de moins de 13 ans sont attribués à la première classe, ceux de 13 à 16 ans à la deuxième classe et ceux de 16 à 18 ans à la troisième classe d'âge. D'après l'art. XXIX, les enfants qui, à leur entrée dans l'école de bienfaisance, n'ont pas encore atteint leur treizième année, restent constamment séparés, pendant tout le temps de leur séjour, de ceux qui sont entrés dans une classe d'âge plus avancée. La même règle existe pour les enfants qui sont entrés dans l'école après avoir accompli leur treizième année mais qui n'ont pas encore 16 ans révolus. La séparation des sexes est absolue.

Un élève peut de même être libéré conditionnellement ou inconditionnellement avant d'avoir atteint sa majorité. D'après l'art. XXX, les élèves libérés sans condition peuvent être placés en apprentissage chez un agriculteur ou un industriel, ou, moyennant le consentement des parents ou tuteurs, dans un établissement public d'instruction ou de bienfaisance. D'après l'art. XXXI, les élèves peuvent, suivant décision du Ministre de la Justice, être rendus conditionnellement à leurs parents ou tuteurs, pour autant que ceux-ci offrent des garanties suffisantes de moralité et qu'ils sont capables de surveiller convenablement leur enfant ou pupille. Suivant l'art. XXXII, le retrait de la libération conditionnelle peut s'effectuer jusqu'à ce que le jeune homme ait atteint sa majorité.

Les frais d'éducation correctionnelle sont couverts par l'Etat et les communes et, dans certains cas, aussi avec le

concours des provinces. Contrairement à l'ancien état de droit, les frais incombent en tout premier lieu à l'Etat (comp. art. XXXV). L'art. XXXVIII prévoit, expressément et judiciairement, que, malgré la réduction du nombre des enfants, les parents ne sont point par là déchargés de leur devoir d'alimentation. D'après l'art. XXXVII, le roi a la faculté de déterminer chaque année le prix d'une journée de pension dans les établissements de bienfaisance de l'Etat.

Dans une circulaire du 5 avril 1897, le Ministre de la Justice, s'adressant aux procureurs auprès des cours d'appel, déclare que l'éducation correctionnelle et préventive est la meilleure arme pour combattre les progrès des délits punissables. Quoi qu'il en soit, le gouvernement belge peut considérer avec orgueil le caractère de ses établissements d'éducation pénitentiaire, qui exercent l'influence la plus heureuse sur la moralité des détenus. Comme nous le verrons plus loin avec plus de détails, les écoles de bienfaisance peuvent être considérées à maints égards comme des établissements modèles.

En *France*, la législation concernant l'éducation correctionnelle se trouvait dans une grande mesure comme enserrée par certaines institutions de droit civil, avant tout par le développement de la *patria potestas*; mais, d'un autre côté, elle faisait appel à l'activité de la société bourgeoise à un beaucoup plus haut degré qu'ailleurs, que ce n'est le cas, par exemple, dans la codification allemande. Les Français ont aussi appliqué dans ce domaine leur talent inné d'organisation. Ils trouvèrent dans leur ancienne civilisation un champ riche et tout préparé. Au temps de Saint Vincent de Paule, la société française vouait déjà sa sollicitude aux enfants abandonnés. La ville de Paris a donné de tout temps à la province un très bel exemple.

Lors du premier empire, les hommes de loi en France s'occupèrent déjà de la solution de ce problème. En 1811, Napoléon I^{er} jeta les bases de l'organisation actuelle concernant la protection de l'enfance: enfants trouvés, enfants abandonnés et enfants orphelins, auxquels vinrent s'ajouter plus tard les enfants en dépôt et les enfants secourus. La loi du 24 juillet 1889, sur laquelle repose actuellement et essentiellement le

droit français en matière d'éducation correctionnelle, autorisait les conseils généraux à ajouter aux enfants assistés une nouvelle catégorie, à savoir : les enfants maltraités et moralement abandonnés. La loi trouvait un puissant facteur d'application dans l'assistance publique ainsi que dans les institutions publiques ou fondations de bienfaisance organisées par l'Etat, par un département ou par une commune. L'activité si bénie exercée par l'Union française pour le sauvetage des enfants a étendu encore davantage le champ d'application de cette loi. Reicher, dans son ouvrage intitulé : « Die Fürsorge für die verwahrloste Jugend », Wien 1904, I. Teil, S. 59 u. f., démontre par une statistique détaillée les grands bienfaits de cette loi. Nous ne nous y étendrons pas davantage pour le moment. Il suffit de faire remarquer que ce que la statistique nous révèle ici est un champ bien restreint : il est maint facteur qu'on a omis de signaler et qui, néanmoins, peut avoir exercé une grande influence dans ce domaine de la philanthropie.

Le droit de protection de l'enfance recevra prochainement comme un nouveau développement ou un couronnement par le projet de loi actuellement en préparation et renfermant des dispositions en faveur des enfants assistés.

A l'inverse des législations belge, allemande et anglaise en matière d'éducation correctionnelle, dont le point immédiat de départ revêt un caractère de pénalité, la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés doit sa création à un principe de politique sociale. Il est certain que les progrès de la criminalité au sein de la jeunesse française ont donné l'impulsion au mouvement de la répression des délits. Depuis l'origine jusqu'à la fin des travaux de rédaction de la loi, en particulier dans la période d'années que nous avons en vue, de 1826—1880, la criminalité au sein de la jeunesse masculine de l'âge de 16 à 21 ans s'est quadruplée ; celle de la jeunesse féminine de cette même classe d'âge s'est presque doublée. Aussi bien est-ce la Société générale des prisons qui, s'appuyant sur cette triste statistique, provoqua des mesures législatives. On demanda instamment que l'Etat édictât une loi protectrice des enfants maltraités et abandonnés, de ceux qui n'avaient pas encore subi de con-

damnation, ce qui ne s'était jamais fait jusqu'alors à un si haut degré. L'intérêt porté aux enfants légitimes exigeait en particulier un règlement sur la matière. Dans l'organisation grandiose du service des enfants assistés, l'enfant illégitime y trouve une protection efficace; il n'en est pas de même des enfants légitimes; car, dans la plupart des cas, les dispositions du code civil sur les conditions de droit des parents vis-à-vis de leurs enfants légitimes empêchent une protection efficace de ces derniers. D'après le code civil, les parents ont le droit de solliciter le placement, dans un disciplinaire, de leurs enfants âgés de moins de 16 ans; si la conduite de ces derniers est très répréhensible, ils pourront, sur la proposition du père, être placés pendant un mois au plus dans un établissement de réforme ou de correction. Dans ces mêmes circonstances, un président de tribunal peut, sur la demande du père, condamner son enfant, âgé de plus de 16 ans, à un séjour de six mois au plus dans un disciplinaire. Dans le premier cas, le placement d'un enfant dans un disciplinaire doit dépendre d'une décision judiciaire, lorsque l'enfant est issu d'un mariage antérieur du père, ou si la demande émane de la mère survivante de l'enfant (comp. art. 375—381 du code civil). Le décret du 19 janvier 1811, dans la création des trois catégories d'enfants assistés et nécessiteux, n'avait admis dans la classe des enfants abandonnés que les trois cas suivants: les enfants orphelins, les enfants illégitimes abandonnés par leur mère peu après la naissance, enfin, les enfants légitimes abandonnés plus tard par leurs parents. La loi de 1889 a, en grande partie, comblé cette lacune. D'après l'art. 1^{er}, ont droit à la protection assurée par la loi:

- 1° Les enfants qui ont été conduits à la prostitution et à la corruption par leurs parents, ceux-ci ayant été condamnés pour ce fait (art. 334, al. 2, du code pénal).
- 2° et 3° Les enfants dont les parents ont été condamnés pour un premier crime ou pour plusieurs actes punissables, commis sur la personne de leurs enfants ou par l'un d'entre eux et qui y ont participé comme auteurs, co-auteurs ou complices.
- 4° Les enfants dont les parents ont été condamnés à deux reprises pour excitation habituelle de mineurs à la débauche.

Le père, la mère et autres ascendants qui auraient été condamnés pour l'un des actes punissables susindiqués sont déchus de leur puissance paternelle et autres droits connexes.

Sont placés sous la protection de la loi, d'après l'art. 2 :

- 1° Les enfants de parents condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps, pour avoir commis un crime déterminé.
- 2° Les enfants de parents qui ont été condamnés deux fois pour séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants, ou pour vagabondage.
- 3° Les enfants dont les parents, d'après le § 2 de l'art. 2 de la loi du 23 janvier 1873 (ivresse notoire et récidivée dans une période inférieure à une année) ou qui, d'après les art. 1^{er}, 2 et 3 de la loi du 7 décembre 1874 sur la protection de l'enfance, ont été condamnés comme exerçant le métier de danseur de corde, d'acrobate, etc.
- 4° Les enfants dont les parents auront été condamnés pour excitation habituelle de mineurs à la débauche.
- 5° Les enfants qui, bien qu'ayant commis un acte punissable, ont été absous pour avoir agi sans discernement.
- 6° Les enfants dont les parents, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse ou par de mauvais traitements, auront compromis soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants.

Les parents des enfants signalés dans l'art. 2 peuvent être déclarés déchus de leur puissance paternelle.

La déchéance de la puissance paternelle, posée comme obligatoire dans l'art. 1 et comme facultative dans l'art. 2, présuppose ainsi, à l'exception des dispositions des chiffres 5 et 6 de l'art. 2, la condamnation des parents pour actes punissables déterminés.

Par la disposition de l'art. 2, chiffre 6, le législateur français, s'écartant de la classification déjà mentionnée, pour ainsi dire trop exacte, des conditions d'internement dans un pénitencier, accorde au juge une latitude plus grande. Il est hors de doute que par cette *clausula generalis* (inconduite notoire et scandaleuse des parents) il a mieux tenu compte du développement moderne de la vie sociale que si, par inclina-

tion à une classification exagérée, qu'on peut bien reprocher en partie à d'anciens législateurs français, on s'était borné, suivant le juge, à des faits exactement déterminés, mais non pas toujours et nécessairement équivalants de l'abandon moral dans le présent et l'avenir.

Comme le fait remarquer Reicher avec justesse, ce sont précisément les art. 1 et 2 de la loi qui ont été le plus attaqués, par le fait qu'ils sont en opposition avec la doctrine du droit romain, qui a inspiré le code civil, à savoir la doctrine de la *patria potestas*. « C'est à la prépondérance de cette doctrine seule qu'il faut attribuer encore l'abus criant qu'on a fait de la puissance paternelle en ce que, dans les principes concernant l'éducation des enfants maltraités et moralement abandonnés, on n'a pas considéré que l'indignité notoire des parents pouvait influencer à peine sur le droit d'éducation des parents et cela sous des conditions tout exceptionnelles, que les parents pouvaient provoquer et favoriser chez leurs enfants la prostitution et la corruption, qu'un ou plusieurs de leurs enfants pouvaient déjà devenir les victimes de la brutalité et de la basse méchanceté de leurs parents, tout en accentuant toujours les droits sacrés et inviolables de la famille. »

Le retrait de la puissance paternelle s'étend aujourd'hui à tous les enfants déjà nés ou qui naîtront; cependant, en cas de remariage du mari, sa seconde femme peut exercer la puissance paternelle sur ses enfants nés ou à naître. Par réhabilitation, en particulier après extinction des suites de droit attachées à une condamnation, on peut recouvrer la puissance paternelle. Toute demande en réhabilitation qui aura été rejetée, ne peut pas être renouvelée. La loi française est, ici, plus sévère que la loi allemande, laquelle, par exemple, d'après le § 13 de la loi prussienne, d'après le § 8 de la loi badoise et d'après le § 9 de la loi hessoise, permet de renouveler une demande en réhabilitation refusée, déjà 6 mois après l'époque de sortie de la maison d'éducation correctionnelle. Pour de judicieuses raisons, malgré le retrait de la puissance paternelle, le devoir des parents d'entretenir leurs enfants reste intact. D'après l'art. 12 de la loi, le tribunal fixe le coût d'entretien auquel sont tenus les parents déchus de leur puissance paternelle.

En ce qui concerne les cas d'abandon physique et moral à dénoncer à l'autorité, l'Union française pour le sauvetage des enfants y a pourvu avec sollicitude. Tous ceux qui, comme nous, sont initiés par la pratique à la direction d'un pénitencier, peuvent se rendre compte d'un tel secours et en être reconnaissants.

Dans l'Empire allemand, du moins dans le grand-duché de Bade, le ministère public doit aussi, comme en France, informer les autorités compétentes des cas d'abandon moral qui viennent à sa connaissance. On y a même chargé de ce devoir de dénonciation la police, les autorités communales et scolaires (§ 3, alin. 2, de la loi du 16. VIII. 1900). Il est évident que ces dernières sont les mieux placées pour informer qui de droit de presque tous les cas d'abandon d'enfants en âge de scolarité. Combien de cas d'abandon moral d'enfants libérés de l'école, c.à.d., ayant en général accompli leur 14^e année, échappent à la police et à l'autorité communale, surtout dans les grandes villes ! Et cependant, ce serait précisément ici le lieu d'y vouer une attention toute spéciale. Libéré de l'école, l'enfant acquiert, dans la règle, une grande liberté d'allures ; il est susceptible d'être plus fortement influencé pour le bien comme pour le mal ; il peut également se dérober à la surveillance que l'école doit cependant encore expressément exercer sur les circonstances du foyer paternel. Une société de l'étendue et du genre d'activité de l'Union française pour le sauvetage des enfants serait un très grand bienfait pour l'Empire allemand comme pour chacun des Etats en particulier. Dans l'ancien état de fonctionnarisme de la France, la société a aussi compris combien il importait d'avoir, dans ce domaine, une organisation centralisée. Les différences confessionnelles et administratives, telles qu'elles existent au sein de la nation allemande, avec son penchant inhérent à se démembrer pour former de petites associations, auront de la peine à se produire dès que l'Allemagne poursuivra un but analogue.

A côté des conditions de fond et de forme qui doivent présider au placement des enfants, la loi règle également les mesures préliminaires à prendre en vue de l'éducation correctionnelle de l'enfance malheureuse.

C'est sur la base d'une discussion en séance publique que l'on prend connaissance des cas. Toute interjection d'appel qui se produit dans le délai de 10 jours ne peut en suspendre les effets. Le placement des mineurs dans un établissement ad hoc peut aussi être ordonné (art. 4 et 5) pendant l'action en déchéance de l'autorité paternelle. La loi du 24 juillet 1898 a apporté ici un complément. Cette loi prévoit, à l'art. 4, que dans les crimes et délits commis par un enfant, ou dont celui-ci a été la victime, le juge d'instruction, après avoir entendu le ministère public, pourra ordonner son placement chez des parents, chez un particulier, dans l'assistance publique ou dans un établissement.

Les frais d'éducation correctionnelle postérieurs au retrait de la puissance paternelle et qui restent inacquittés sont couverts par des fondations, par des dons et legs, par le produit d'amendes, ainsi que par les subsides de l'Etat et des communes. S'il y a un découvert, celui-ci est à la charge du département. Dans l'hypothèse d'une semblable répartition des frais, le Conseil général départemental, à qui incombe de par la loi le placement des enfants en éducation correctionnelle, les place au même rang que les enfants assistés. Quelques départements ne font pas usage du droit de s'indemniser en prélevant le montant de ces frais sur la fortune de l'enfant.

Lorsque, après le prononcé en déchéance de l'autorité paternelle, la personne toute désignée pour se charger de la tutelle d'un enfant qui se trouve dans l'un des cas prévus aux art. 1 et 2, n'y consent pas librement, cette tutelle est déferée à l'assistance publique.

Seuls les enfants de moins de 16 ans peuvent être placés en vue d'une éducation correctionnelle. Dans ce but, les élèves doivent, là où c'est possible, être placés à la campagne et, dans la règle, au sein d'une famille. Cependant il existe aussi des établissements officiels et privés qui, en général, se subdivisent en agricoles et industriels.

Une série de dispositions judicieuses ont été prises en vue de l'éducation au sein d'une famille. C'est ainsi que les élèves ne doivent pas être placés dans des familles nécessiteuses; chaque famille ne doit régulièrement avoir qu'un seul pension-

naire ; on n'en placera jamais chez un aubergiste. Le transfert d'un élève d'une famille dans une autre ne doit se faire que très exceptionnellement. On peut considérer comme très opportune l'institution, dans chaque département, d'un fonctionnaire spécial, inspecteur départemental du service des enfants assistés, avec surveillance de ces enfants, en y ajoutant aussi, dans la règle, celle des enfants maltraités et moralement abandonnés. Il est vrai que dans l'Empire allemand nous avons une institution analogue ; cependant il faut dire que cette surveillance — du moins immédiate — ne s'exerce pas par des fonctionnaires ad hoc. Le dévouement dont doit être animé, par vocation, le fonctionnaire établi dans des conditions analogues produirait d'excellents résultats.

Il semble qu'en France on élève les mêmes objections qu'en Allemagne contre l'éducation donnée dans un établissement. Nous en examinerons plus tard le bien-fondé. Remarquons, en attendant, que l'institution ou la création d'une série d'établissements d'Etat d'éducation correctionnelle semble être envisagée par les gens de la partie comme d'une nécessité urgente. Il est vrai que, récemment, on a créé plusieurs établissements départementaux d'éducation, leur nombre ayant été reconnu insuffisant. Dans la règle, les élèves qui ont accompli leur 13^e année, doivent se vouer à une profession déterminée, à un métier ou à l'agriculture. C'est aussi ce but éducatif que vise l'école de matelots de Belle-Isle, qui, grâce à l'éducation virile qu'on y reçoit, forme des marins forts et vigoureux de corps et d'esprit ; cette institution est considérée avec raison comme un excellent moyen éducatif de l'enfance et de la jeunesse.

Nous avons déjà signalé brièvement quelques avantages de la loi de 1889. Comme nous l'avons dit, un facteur qui vient en grande partie contrecarrer le plein succès de la loi et son entier développement, c'est la doctrine de la *patria potestas*. Une nouvelle lacune gît certainement aussi dans l'absence de protection des enfants de nationalité étrangère. Une étude plus détaillée des lacunes de la loi, que Reicher énumère dans son rapport ou mémoire, page 61, devrait se baser principalement sur une connaissance plus grande de la pratique des cours

françaises de justice, ce qui ne peut avoir lieu ici, étant donnée la connexité intime qui relie ici l'ordre des matières.

Le dernier mot, après avoir épuisé le règlement légal de la matière, appartient tout d'abord à la pratique française, qui rehaussera les principes posés dans la loi (et que le ministre de l'Intérieur trouve insuffisants) en provoquant la création de nouveaux établissements ainsi que leur perfectionnement.

C'est bien l'*Angleterre* qui peut se féliciter de posséder la réglementation la plus développée en faveur de l'enfance moralement abandonnée. Il faut en attribuer avant tout la cause à l'extension rapide qu'a prise l'industrie anglaise dans la première moitié du XIX^e siècle. Le prolétariat s'y est accru très fort et a peuplé les cités industrielles, qui, à partir de là, et en comparaison avec la campagne, sont devenues les refuges du vice et où s'est recrutée l'armée des enfants vicieux. Comparativement à certains Etats continentaux où l'industrie est également prédominante, l'Angleterre comptait un plus grand nombre de pauvres et était soumise à de plus fortes fluctuations: une preuve que, malgré l'immense prospérité commerciale et industrielle du pays, une très grande partie de la population se trouvait dans des conditions assez précaires, qui ne devaient pas agir favorablement sur une éducation rationnelle de l'enfance. Aux fins de combattre ce mal, le législateur anglais ne tarda pas à s'inspirer en plein du cri d'alarme de la grande philanthrope, Mary Carpenter, lorsqu'elle déclara qu'« une éducation intellectuelle, morale et religieuse était seule capable de mettre un frein à la démoralisation croissante et effrayante de la jeunesse ». Miss Carpenter a vu, couronnés de succès, les principes qu'elle exposa dans de nombreux écrits en vue d'éclairer l'opinion publique et d'agir par là indirectement sur la législation du parlement. Les « reformatory schools for Children » et les « juvenile delinquents, their condition and treatment » ont provoqué l'élaboration du « reformatory schools act » (1854, 1866) et de l'« industrial schools act » (1866), c-à-d. de lois qui ont servi de point de départ à un développement grandiose dans cette direction, en ce sens que le droit anglais a cherché, à l'aide des reformatory, truant et des day industrial schools, à protéger l'enfance moralement abandonnée.

L'Angleterre mérite ainsi l'honneur, non seulement d'avoir légiféré le plus en détail dans le domaine pénitentiaire proprement dit, mais en même temps d'avoir devancé les autres Etats. Il convient cependant de rappeler que nulle part sur le continent les conditions n'ont revêtu un tel caractère d'urgence.

Comme dans l'Empire allemand et en Belgique, le droit d'éducation correctionnelle reposait sur une base pénale. D'après le « reformatory schools act », le tribunal qui avait condamné un enfant de moins de 16 ans à un emprisonnement de 14 jours pouvait y joindre son placement, pour une durée de 2 à 5 ans, dans une « reformatory school ». Aujourd'hui encore, ces écoles ne sont destinées qu'aux jeunes délinquants; cependant le « reformatory schools act » de 1893 autorise le juge à lever la condamnation de l'emprisonnement précédant le placement dans un réformatoire. Il n'y a donc que les « industrial schools » qui rentrent dans le cadre de la question posée, lesquelles ne sont destinées dans le principe qu'aux enfants qui n'ont pas encore commis de délit, mais qui, étant données leurs conditions d'existence, sont exposés un jour à devenir délinquants. On n'excepte de ce principe que les enfants au-dessous de 12 ans qui n'ont pas encore commis de délit, et ceux de 12-14 ans qui se sont laissés aller à commettre des délits de peu d'importance contre la propriété et qui doivent être placés, non dans un réformatoire, mais dans une « industrial school ».

La condition d'admission d'un enfant dans une « certified industrial school », c'est qu'il soit moralement abandonné ou exposé à l'être. Le législateur n'a pas défini d'une manière précise ce qu'il faut entendre par l'« abandon moral »; en revanche, il a énuméré toute une série d'états de cause qui sont les indices formels de l'abandon moral. Les enfants dont l'admission est tout indiquée sont ceux de moins 14 ans, sans surveillance, sans abri, faisant l'école buissonnière après punition sans effet des parents, vagabonds, hantant de mauvaises compagnies, enfants insubordonnés, enfants de parents criminels, qui ont commis une action contraire au règlement d'une day industrial school ou qui ont tenté une fuite, ainsi que les jeunes mendiants. Le placement dans un établissement d'éducation correctionnelle découle d'une sentence, ainsi que

les ordres de détention (order of detention) émanant des tribunaux. L'« order of detention » doit aussi indiquer l'« industrial school » où l'enfant doit être placé, ainsi que la durée du placement. On ne gardera pas au delà de la 16^e année un enfant dans une industrial school, abstraction faite de la déclaration écrite d'assentiment de l'élève. Le placement peut aussi s'effectuer par un principe de sollicitude et de prévention (remandig of Children). La libération conditionnelle (licence) peut être accordée à un élève 18 mois après son admission dans une industrial school, par le directeur de cette école. Le permis ne peut s'étendre que sur une durée de 3 mois; mais il peut être renouvelé de 3 mois en 3 mois. Il est indubitable que, par cette disposition originale, le droit anglais a également créé une institution digne de remarque et utile pour la codification d'autres Etats. De cette manière la chose paraît plus sensible, plus frappante, à savoir que l'interné libéré conditionnellement peut être réintégré immédiatement s'il reprend son ancienne conduite. Il est aisé de deviner l'analogie du devoir d'information concernant les détenus libérés provisoirement, qui existe dans la majorité des Etats du continent. Par contre, il ne faut pas méconnaître qu'on s'exposerait à de notables inconvénients pour l'élève, en s'appliquant à imiter la « licence » anglaise. Son avenir au sein de la société civile se trouverait, sans contredit, rendu très difficile. Le droit anglais a de même imaginé une institution d'un genre spécial en admettant la libération partielle d'une « industrial school ». Après un mois de séjour dans l'établissement, un élève peut être autorisé par le directeur à regagner la maison paternelle ou à être placé chez une personne digne de confiance.

La libération définitive peut avoir lieu, soit à l'expiration de la durée de réclusion fixée par le tribunal, ou par décision du Secrétaire d'Etat de l'Intérieur, à qui la compétence est accordée de transférer un enfant d'une « certified industrial school » dans une autre. L'« industrial schools act amendment act » (1894) autorise le directeur de l'école à rappeler un enfant deux ans aussi après le délai d'internement prévu par la loi, jusqu'à l'âge de 16 ans révolus. Cet enfant ne pourra pas être

gardé au delà de 3 mois, à l'expiration desquels il recevra sa libération par « licence ».

Il est résulté maints inconvénients du fait que le gouvernement anglais ne possède pas en propre des écoles d'éducation correctionnelle. Il est vrai que, d'un côté, il accorde des subsides, en se réservant un droit de surveillance; mais, par contre, il n'a pu empêcher que des élèves, le but éducatif une fois rempli, ne soient souvent retenus dans les « industrial schools » pour y perfectionner leur force et capacité de travail. Au point de vue de la science économique, la nationalisation de ces établissements est chose désirable: en premier lieu elle procurerait de très grandes ressources pour atteindre le but proposé; en second lieu, il y a lieu de remarquer que, sous le patronage des particuliers, la direction de ces établissements est beaucoup moins coûteuse que s'ils devenaient propriété de l'Etat.

Cependant, dans ces derniers temps, l'Etat a remédié efficacement aux inconvénients signalés; on a étendu son droit de surveillance sur les établissements existants et accentué davantage les compétences pour le « certificate » concernant l'ouverture d'un établissement, accordées au secrétaire d'Etat de l'Intérieur. Une mesure salubre qui contribuera à une direction rationnelle d'un établissement d'éducation correctionnelle consiste dans le caractère de révocabilité du « certificate ». Cependant les différences inhérentes à la création d'établissements dus à l'initiative privée, seront toujours très grandes; c'est là un inconvénient qui ne disparaîtra complètement que par la nationalisation de ces institutions.

Les dispositions pénales en vigueur dans les disciplinaires doivent être communiquées aux élèves dans toute leur étendue. Elles doivent être imprimées et affichées dans un endroit du local scolaire ou à toute autre place, de façon que les élèves puissent en prendre connaissance. Ces peines disciplinaires doivent consister dans la perte de récompenses ou de prérogatives, dans le déclassement, dans la réduction de la pension et la réclusion dans un local éclairé. Le châtiment corporel n'est autorisé qu'envers les garçons, au moyen de la verge. Toute insubordination préméditée contre l'ordre de la

maison est assimilée à un acte entraînant une condamnation judiciaire. En cas d'insubordination opiniâtre, un élève peut être transféré d'une « day industrial school » (où l'on n'est retenu que pendant le jour) dans une « industrial school ». Etant données les mêmes circonstances, un élève peut être transféré d'une « industrial school » dans une « reformatory school ». Toute assistance prêtée en vue de favoriser une fuite hors d'une « industrial » ou « reformatory school » est passible d'une amende de 20 £ ou d'un emprisonnement de 2 mois. Une « industrial school » pour garçons doit, dans la règle, être en mesure de recevoir 150 élèves, et une semblable pour filles 50. Les écoles de garçons sont des écoles de marine, des écoles agricoles, des écoles urbaines (écoles industrielles) et des écoles de faubourgs (pour les métiers et l'horticulture). On s'applique surtout à faire contracter aux élèves l'habitude du travail. Il est indubitable que ces postulats sont inspirés par un sentiment juste; il est également certain que l'exécution rigide de pareilles exigences renferme en soi certains dangers — or, le caractère national anglais incline précisément, à vrai dire, à appliquer d'une manière souvent exclusive et énergique les dernières conséquences d'un principe. L'élève doit en tous cas contracter l'habitude du travail; mais, pour atteindre ce but, une première exigence demande que l'on inspire à l'élève le goût et l'amour du travail. Il faut qu'il puisse avoir de la joie à ce qu'il entreprend, et ce succès doit le stimuler à un nouveau travail; d'ailleurs, l'éducation correctionnelle comme telle exige à un haut degré l'individualisation de l'élève. Or, à ce point de vue, les institutions belges peuvent précisément servir d'exemple. Les travaux industriels auxquels sont astreints les élèves des écoles de garçons de Ruysselede, St-Hubert, Moll et Reckheim concourent au but précité au plus haut point, grâce à la diversité du travail. C'est ainsi qu'à Reckheim l'enseignement industriel ne comporte pas moins de 28 branches différentes. Rien ne caractérise mieux le soin particulier que l'on met à la culture, au développement individuels, que le fait que, sur les 28 branches en question, on distingue entre la « peinture décorative » et les « peintres et dessinateurs ».

Le devoir d'entretien des parents reste intact, lors même que leurs enfants sont placés dans une « industrial school ».

Dans certains cas particuliers, l'éducation correctionnelle dépend de l'administration de l'assistance. Les enfants de moins de 16 ans, nés de parents assistés et qui ont abandonné leurs enfants, qui par suite d'anomalies mentales ou par inconduite sont impropres à élever leurs enfants, qui expient une peine, qui sont transférés dans un asile de buveurs, ou qui, par suite d'un acte délictueux commis sur un de leurs enfants, ont été condamnés à l'emprisonnement, ces enfants, dis-je, peuvent être placés dans un disciplinaire. Abstraction faite des cas cités de culpabilité des parents, il en est d'autres qui entraînent les mêmes conséquences, c'est lorsque le père ou la mère est toujours alitée, ou lorsque l'un et l'autre sont morts, ou la mère illégitime. Le placement dans un établissement d'éducation correctionnelle émane d'une décision du Conseil de l'assistance, contre laquelle on peut en appeler devant les tribunaux.

Les premiers commencements dans le champ de l'éducation correctionnelle sont dus, en *Allemagne* comme dans d'autres pays de culture chrétienne-européenne, à l'influence religieuse. Cependant, nous trouvons déjà dans le droit coutumier du Wurtemberg du 1 VI, 1610, section IV, titre 11, § 2, cette disposition que, lorsqu'on avait affaire à des parents débauchés, impropres à élever leurs enfants, les baillis et les juges devaient leur retirer leurs propres enfants et sauvegarder la fortune de ces derniers. Ces enfants doivent être placés pour « leur bien, leur salut et leur profit » chez des personnes amies ou autres (Comp. Kiene, Kommentar zum württ. Ges. v. 29. XII. 99.) Déjà en 1675, grâce à l'influence wallonne et française qui a toujours rayonné sur le territoire voisin des provinces catholiques rhénanes, des maisons de refuge furent construites. Les efforts accomplis dans ce domaine par le théologien protestant Auguste-Hermann Francke, appartiennent à cette période. Ce n'est cependant qu'au 19^e siècle que des établissements d'éducation d'enfants pauvres ou moralement abandonnés, de caractère confessionnel, furent créés; ainsi la « rauhe Haus » à Hambourg, dont l'influence bénie s'est fait sentir au loin. Comme exemple typique du développement

législatif dans les autres Etats de l'Allemagne, je puis mentionner de même ici les conditions particulières au grand-duché de Bade, mon pays d'origine. On a acquis tôt la conviction que l'emprisonnement, l'amende et la relégation n'étaient pas propres à exercer l'influence désirée sur les jeunes délinquants. Le § 78 (abrogé en 1872) du code pénal badois accordait déjà, en sus de la surveillance résultant proprement de l'exécution judiciaire de la peine, la faculté de traduire les jeunes malfaiteurs à l'autorité de police. On alla bientôt plus loin : on ne se contenta plus d'avoir trouvé les moyens d'exercer une surveillance directe sur la jeunesse ; le § 98 du code de police pénale menaçait de l'amende ou de l'emprisonnement celui qui aurait maltraité ses propres enfants ou ceux qui lui auraient été confiés, de manière à provoquer un scandale public ; encourait les mêmes peines celui qui les aurait négligés par absence de surveillance, de protection, d'entretien et d'assistance médicale. (La loi de police pénale de la ville de Bâle contient, entre autres, sous § 50, des dispositions tout à fait semblables à l'art. 81 du code de police pénale badois). On voulait ainsi, indirectement, par la menace d'une peine, encourager les parents et tuteurs à remplir consciencieusement leurs devoirs envers leurs enfants ou protégés. Au fond, c'est tout d'abord à la loi dérogatoire (nouvelle) du code pénal de l'Empire du 26 II. 1876, § 55, alinéa 2, qu'est due l'impulsion ayant pour objet de provoquer un nouveau développement dans ce domaine et s'étendant à tous les Etats de l'Empire, bien qu'aujourd'hui encore la réglementation en cette matière soit abandonnée essentiellement à la codification des différents Etats confédérés. La législation de l'Etat prévoyait que des mesures appropriées d'amendement et de surveillance devaient étre prises contre des enfants qui, âgés de moins de 12 ans, auraient commis un acte punissable en soi, mais qui pouvaient étre considérés comme étant encore irresponsables. Déjà auparavant, le § 56 du code pénal de l'Empire prévoyait l'application de mesures d'ordre d'éducation correctionnelle. D'après le § 56, alinéa 1, de ce même code, un accusé d'un âge compris entre 12 et 18 ans qui aurait commis un acte délictueux doit étre absous, si, en le commettant, il ignorait la pénalité

qui y était attachée. D'après l'alinéa 2, le jugement doit spécifier si l'accusé doit être renvoyé dans sa famille, ou être placé dans un établissement d'éducation ou de réforme. Il restera dans l'établissement aussi longtemps que l'autorité administrative préposée le jugera nécessaire, mais non pas toutefois au delà de l'âge de 20 ans révolus. Le § 55 du code pénal impérial accentuait seulement la possibilité d'appliquer, sur la base des prescriptions légales de l'Etat, contre les personnes désignées, des mesures d'éducation correctionnelle; avec le § 56, la législation de l'Empire elle-même édictait des dispositions concernant l'introduction d'un mode d'éducation correctionnelle, et qui, le cas donné, devaient immédiatement être appliquées.

Sous l'impulsion de la loi dérogatoire de 1876, presque tous les Etats confédérés de l'Allemagne ont élaboré des lois sur l'éducation correctionnelle. Les lois particulières qui datent de cette époque, trahissent encore, entre elles, de très grandes différences. Nous n'entrerons pas dans le détail de ce faisceau de lois diverses. Remarquons simplement que les lois de ce temps limitaient le rôle de l'Etat en matière d'éducation préventive, en partie aux enfants qui avaient déjà encouru une peine, en partie à tous ceux qui étaient moralement abandonnés. Le deuxième groupe de lois, où l'on constate déjà un progrès et dont le principe a laissé plus tard sa trace dans le développement de la législation de l'Empire, comprend les lois de la principauté de Reuss (1876), du duché d'Oldenbourg (1880), de Lübeck (1884) et de Bade (1886). Au premier groupe appartient aussi, avant tout, la loi prussienne de 1878. C'est le droit impérial qui a servi de base à l'état de droit actuel, consigné dans le code civil. Le § 1666, qui en est ici comme l'expression fondamentale, dispose, dans son alinéa 1: «Si le bien-être moral et physique d'un enfant se trouve compromis par l'abus que le père fait de son droit d'éducation sur la personne de son enfant, si le père néglige celui-ci ou se rend coupable envers lui d'une conduite déshonorante ou immorale, la chambre des tutelles doit prendre les mesures nécessaires pour conjurer le danger; elle peut, en particulier, ordonner qu'en vue de son éducation l'enfant soit placé dans

une famille recommandable, dans un établissement d'éducation ou de réforme. »

Ainsi, tout d'abord, d'après le code civil, l'éducation correctionnelle n'est prévue que dans les cas d'une conduite coupable du père. Le §-1838 renferme une disposition indiquant les conditions d'après lesquelles la puissance paternelle du père se transmet à la mère.

Toutefois, si le droit d'entretien de la personne de l'enfant incombe non aux parents, mais à un tuteur ou protecteur, la chambre des tutelles peut, le tuteur fût-il sans reproche, ordonner sans autre, qu'en vue de l'éducation d'un mineur celui-ci soit placé dans une honnête famille, ou dans un établissement d'éducation ou de réforme. Enfin, abstraction faite des cas où le principe d'éducation correctionnelle peut être appliqué sans, ou même contre la volonté des personnes auxquelles incombe le droit d'entretien d'un enfant, le code civil prévoit, dans les §§ 1631, 1634, 1685, 1707, 1800 et 1915, que la chambre des tutelles peut ordonner le placement d'un enfant dans un établissement ou dans une famille, sur la proposition de celui à qui, dans certains cas, l'entretien d'un enfant a été confié (père, mère, tuteur ou protecteur).

Mais le code civil ne voulait pas resserrer la matière dans le cadre des dispositions susmentionnées, en particulier dans les §§ 1631, 1666, 1686 et 1838; par l'article 135 de la loi d'introduction au Code civil, il a été réservé un domaine plus étendu aux législations particulières.

Les prescriptions légales du pays sur l'éducation correctionnelle des mineurs demeurent intactes. Cette éducation, sans préjudice des art. 55 et 56 du code pénal, n'est cependant permise que si elle est ordonnée par la chambre des tutelles. A l'exception des cas prévus aux §§ 1666 et 1838 du code civil, le placement d'un enfant dans un établissement d'éducation correctionnelle ne peut avoir lieu que dans le but de prévenir une complète démoralisation de l'enfant.

Les lois des Etats peuvent transférer à une autorité administrative le droit de décider si un mineur dont le placement en éducation correctionnelle a été ordonné, doit être confié à une famille ou à un établissement d'éducation ou de réforme,

si ce placement a lieu aux frais de l'Etat. Le code civil n'avait dès lors apporté de restriction à la législation des Etats que dans les points suivants :

- 1° Les cas prévus aux §§ 1666 ou 1838 devaient être prévus ;
- 2° l'éducation correctionnelle devait être nécessaire pour prévenir une complète démoralisation ;
- 3° le placement en éducation correctionnelle ne peut être ordonné que par la chambre des tutelles ; en outre, la législation du pays peut régler le mode à suivre d'une manière absolument indépendante. Cependant la chambre des tutelles ne peut déléguer à une autorité administrative la faculté de décider si le placement doit se faire dans une famille ou dans un établissement que dans le cas où ce placement a lieu aux frais de l'Etat. En dehors de ce cas, cette décision est réservée à la chambre des tutelles.

Pour suivre, les Etats allemands confédérés ont aussi, dans le même ordre d'idées, édicté des lois en s'inspirant des principes du droit impérial. Nous étendrions trop le cadre de notre travail si nous voulions analyser en détail les lois particulières des Etats ; d'ailleurs, dans leurs points essentiels, elles ne diffèrent pas beaucoup de celles de l'étranger. D'après le droit germanique (abstraction faite des art. 55 et 56 du code pénal de l'Empire), l'éducation correctionnelle est celle qui est ordonnée par la chambre des tutelles et appliquée par les organes de l'Etat auxquels incombe le placement des mineurs dans une honnête famille ou dans une maison d'éducation ou de correction et dont les frais sont couverts par les ressources de l'Etat ; dans ces cas, on peut y suppléer par la fortune de l'enfant mineur ou par celle des parents nourriciers. En particulier, les conditions de placement en vue d'une éducation correctionnelle sont presque partout semblablement réglées dans les législations des Etats. Quelques lois admettent l'éducation correctionnelle seulement pour les personnes de moins 16 ans révolus ; d'autres fixent un âge plus avancé. La plupart des lois n'ont pas tracé de limite d'âge inférieure. La proposition de placement dans une maison d'éducation correctionnelle est laissée le plus souvent à la discrétion de l'auto-

rité administrative, ainsi en Prusse (§ 4 de la loi de 2. VII. 00) et au grand-duché de Bade (§ 3 de la loi du 16. VIII. 00). Le placement peut aussi être ordonné par voie officielle. Plainte peut être portée contre une décision de la chambre des tutelles. D'après une disposition commune à toutes les lois particulières des pays, on peut interjeter appel contre toute décision de placement en éducation correctionnelle, comme de libération. Le plus souvent, l'autorité administrative a la faculté de décider si l'enfant doit être placé dans une famille ou dans un établissement, comme aussi le devoir lui incombe de veiller à l'exécution de cette décision; elle peut aussi en charger un protecteur bénévole (loi badoise § 6). Quant aux conditions de limites d'âge, différemment fixées suivant les lois, qu'il faut remplir pour le placement ou la libération, elles peuvent être modifiées par voie officielle ou sur la proposition d'une personne déterminée.

Les frais de placement dans un disciplinaire peuvent aussi être couverts après coup et par voie de recours en les prélevant sur la fortune de l'élève ou de ceux qui, d'après le code civil, sont chargés de son entretien. Ce droit de prélèvement sur la fortune de l'élève est lié, dans quelques Etats, à des conditions aggravantes, ou onéreuses. Il existe même dans certaines lois des dispositions pénales d'une nature particulière, destinées à empêcher que des mineurs soient soustraits au régime de l'éducation correctionnelle pour des raisons financières.

A la fin de ce rapide coup d'œil sur les conditions de droit en vigueur dans l'Empire allemand, qu'il me soit permis de m'arrêter encore sur un point que j'ai passé sous silence dans mon mémoire détaillé sur l'éducation correctionnelle suivant le droit de l'Empire et celui des Etats (*Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft*, XXII. Band, 1902). L'expression qui suivant l'usage de la langue sert à désigner l'éducation correctionnelle (*Zwangserziehung*) n'a pas la même signification dans les lois de tous les Etats confédérés. Le terme allemand de « *Zwang* » sonne dur; bien qu'il serve à fixer la chose d'une manière plus précise, l'on peut dire qu'au point de vue opportuniste, ou pour mieux dire politico-social, ce terme n'a pas

été heureusement choisi. Le projet de loi de 1886 du gouvernement badois était intitulé: «Gesetzenwurf die Zwangserziehung jugendlicher Personen betr.» Déjà alors, ce titre fut trouvé impropre par la commission de la première chambre. On fit remarquer que cette expression donnait lieu à un malentendu, pour la raison que la contrainte (der Zwang) visait avant tout ceux qui négligent grossièrement leurs devoirs d'éducateurs. La Commission déclara cependant qu'elle ne s'opposait à admettre le terme de «Zwangserziehung» que s'il était contenu dans le titre de la loi. On motiva ce point de vue en alléguant qu'en plaçant le mot de «Zwang» comme tête de ligne, on compromettait aux yeux du public, dans une certaine mesure, la tendance philanthropique et véritablement humanitaire de la loi. La commission proposa d'intituler la loi: «Gesetz betr. die staatliche Fürsorge für die Erziehung verwahrloster jugendlicher Personen», titre qui passa dans la loi badoise du 4. V. 86.

En opposition à cette formule, le projet du gouvernement badois de 1900 portait le titre de: «Entwurf eines Gesetzes die Zwangserziehung und die Bevormundung durch Beamte der Armenverwaltung betr.» La Commission de la première chambre motiva son point de vue en déclarant que ce titre était mal choisi, parce qu'il était trop long à citer. Plus d'une raison pourrait être invoquée à l'appui. C'est ainsi que Edg. Lœning, dans son mémoire sur l'éducation correctionnelle des enfants mineurs d'après les lois de l'Empire et des Etats, dit que le mot de «Fürsorgeerziehung» renferme une tautologie, en ce sens que toute éducation ou «Erziehung» est implicitement renfermée dans le terme de «Fürsorge», lequel appliqué à la personne d'un enfant est également inséparable de son éducation. Dans tous les cas, la «Fürsorgeerziehung» présuppose l'idée d'une règle ordonnée par l'Etat, grâce à laquelle le droit de «prendre soin» de la personne d'un enfant se trouve limité ou supprimé par contrainte. On a cru donner satisfaction au sentiment populaire comme au bien de l'élève en sacrifiant l'expression de «Zwangszögling» (que, par ex. le projet de la loi prussienne de 1900 avait choisie), se contentant de la désignation de «Zögling», à l'instar de la loi badoise de 1900. En

Prusse, toutefois, on fit un pas marqué de plus en avant, puisque la loi du 2 juillet 1900 est intitulée: «Gesetz über die Fürsorgeerziehung Minderjähriger». Les délégués du gouvernement avaient fait opposition, à la Chambre des représentants, lors de la discussion, quant au changement du terme de «Zwangserziehung» en celui de «Fürsorgeerziehung». Ils firent observer que la désignation proposée était en opposition avec le texte de la législation de l'Empire (Art. 131 des Einführungsgesetzes zum bürgerlichen Gesetzbuche). On objecta que ni le code civil ni le code pénal de l'Empire ne connaissaient le terme de «Zwangserziehung», que seul l'article 135 précité de la loi d'introduction ou «Einführungsgesetz» dans le cadre de laquelle se trouvait consignée l'activité législative de l'Etat dans ce domaine, avait accordé droit de cité à cette désignation. Par là s'offrait à l'élaboration des lois de l'Etat le domaine d'une activité législative sans qu'il fût prescrit une terminologie déterminée. Là-dessus, la Chambre des représentants décida de substituer au terme de «Zwangserziehung» celui de «Fürsorgeerziehung» et à celui de «Zwangszögling» celui de «Zögling». Je sortirais du cadre que je me suis proposé en écrivant ce rapport, si j'entrais dans l'exposé détaillé des raisons invoquées en faveur de ce changement par l'un des députés, M. Schmid. Elles sont plutôt d'ordre politico-social, lors même qu'en soi on applaudissait à la précision du terme de «Fürsorgeerziehung». On fit remarquer à ce sujet que l'expression de «Zwangserziehung» était à sa place dans la loi antérieure de 1878, mais que la loi de 1900, soumise aux délibérations de l'autorité législative et qui, en opposition à la précédente, ne s'étendait pas seulement à la jeunesse délinquante, mais vouait, en outre, sa sollicitude à l'enfance moralement abandonnée, renonçait à l'expression de «Zwangserziehung». Nous sommes porté à partager l'opinion de Löning et croyons devoir le faire dans la mesure où l'expression de «Zwangserziehung» renferme un sens plus fort que le mot de «Fürsorgeerziehung». Toutefois, en opposition à ce qui précède, la pratique doit maintenir le droit en déclarant que dans plusieurs des Etats confédérés l'expression de «Zwangserziehung», en passant dans l'usage de la langue a produit ça et là des

effets très peu réjouissants. Il m'est souvent arrivé, à répétées fois, à moi qui depuis plusieurs années m'occupe pratiquement de questions d'éducation correctionnelle, d'avoir rencontré de très grandes difficultés à m'occuper du placement et par conséquent de l'avenir d'un jeune élève après sa libération, lorsqu'on venait à apprendre qu'il s'agissait d'un « Zwangszögling ». D'après l'art. 6 de la loi badoise de 1900, c'est à l'autorité du district de veiller, autant que possible, au placement d'un élève à sa sortie de la maison d'éducation correctionnelle. Il est arrivé même qu'un élève a été renvoyé de la place qu'il avait occupée jusque-là. C'est particulièrement dans ces nombreux cas où la faute de l'abandon moral des enfants retombe sur les parents qu'une flétrissure imméritée s'attache au terme de « Zwangszögling ». En conséquence, la désignation de « Zwangserziehung » ne prête-t-elle pas à un malentendu, ou cette expression n'implique-t-elle pas du moins un certain danger pratique sérieux ? S'il en est ainsi, le but poursuivi et propre à la loi ne doit pas être formulé dans son titre de manière à faire peser une certaine flétrissure sur celui qui est l'objet de ses mesures, à lui susciter bien des ennuis et à l'empêcher même de devenir un membre utile de la société.

Je me suis efforcé, dans ce mémoire, de jeter un rapide coup d'œil sur le « Zwangserziehungsrecht » des Etats européens qui sont à la tête des plus avancés au point de vue politico-social et dont les législations respectives peuvent servir vraisemblablement aussi sur une plus grande échelle de modèle pour les institutions d'autres pays.

Etant donnée l'étendue assignée à mon rapport, je réserve pour plus tard une exposition, avec discussion, des dispositions législatives en vigueur en Italie, en Norvège et dans les cantons suisses.

Les lois des quatre Etats sur l'éducation correctionnelle, que nous avons brièvement analysées, accusent encore certaines divergences fondamentales quand on les compare entre elles. Toutefois il ne faut pas méconnaître qu'il est des points essentiels de commun aux législations allemande et française et qui ont été admis dans les lois, comme il le semble, sous

la pression de l'évolution politico-sociale qui s'est accomplie au sein de la société civile. Il en sera bientôt de même du droit belge. Le projet du gouvernement dont il a été fait mention, vise à étendre considérablement le cercle des personnes placées en éducation correctionnelle. Les circonstances particulières à l'Angleterre, mais propres à nous servir de modèle en plus d'un point, semblent bien vouloir persister longtemps encore : la séparation entre les « reformatory » et les « industrial schools » domine le droit anglais en matière d'éducation correctionnelle ; elle ne pourra pas s'appliquer sans autre à nos conditions continentales.

Il est très difficile de formuler d'une manière générale des postulats bien arrêtés en comparant entre elles les dispositions des lois belge, allemande et française, malgré la similitude des conditions. Ce qui l'empêche en grande partie, c'est déjà la différence des principes de droit civil qui sont à la base des institutions de l'Etat et des communes. Néanmoins, j'ai cherché à mettre ici en lumière les avantages et les inconvénients des lois qui ont fait l'objet de cette étude et à signaler en particulier ce qui pouvait être appliqué aux conditions particulières à l'Allemagne et au grand-duché de Bade, qui me touchent de près.

Pour les raisons indiquées, je puis bien formuler, en réponse à la question posée, les thèses suivantes :

- 1° Les mesures préventives les plus efficaces à employer en faveur des enfants moralement abandonnés et pour l'amendement des enfants vicieux, mais qui n'ont pas encore encouru de condamnations, consistent dans l'institution de la « Fürsorgeerziehung » (Zwangserziehung), c.-à.-d. de l'éducation correctionnelle des mineurs.
- 2° Le placement d'un enfant dans une maison d'éducation pour enfants moralement abandonnés (Fürsorgeerziehung) ne peut être ordonné que par un tribunal indépendant, et la libération, par l'autorité administrative.
- 3° L'éducation de cette catégorie d'enfants est placée sous la surveillance de l'autorité exécutive de l'Etat.
- 4° Cette éducation doit être donnée dans une honnête famille, ou dans un établissement d'éducation ou de correction.

- 5° On doit viser avant tout à l'éducation morale de l'élève, et on y procédera par individualisation.
- 6° Si possible, on créera, à l'instar de l'Angleterre, des établissements exclusivement destinés aux enfants moralement abandonnés qui n'ont pas encore encouru de condamnation. ●
- 7° Les frais de placement doivent être couverts par le fisc. Il y aura droit de recours inconditionnel sur la fortune des parents chargés de l'entretien de l'élève, mais non sur les épargnes de ce dernier; toutefois ce droit de recours ne pourra s'exercer sur sa fortune que si son état d'abandon moral est dû à sa propre faute.
- 8° D'après les termes mêmes de la question, il ne peut s'agir que de discuter les mesures propres à combattre l'abandon moral dans certains cas spéciaux. Par l'éducation préventive et vigilante on peut atteindre l'amélioration morale de quelques individus, mais non celle des couches populaires. L'extension croissante de l'abandon moral au sein de la jeunesse en général est indéniable. Les causes de cette maladie morale et endémique, qui dans la statistique criminelle de la jeunesse revêt son caractère typique, mais non infaillible et exclusif, doivent être attribuées à la manière dont la société civile envisage aujourd'hui la vie. Son développement est en quelque sorte comme réglé ou prescrit pour longtemps par l'amélioration des conditions de l'existence, marchant de pair avec l'accroissement des besoins — abstraction faite des raisons tenant à la religion et à la politique et qu'il ne rentre pas dans notre programme de discuter ici. Des mesures d'ordre extérieur peuvent, du moins directement, hâter ce développement; par moments même, elles peuvent le contrecarrer; mais elles ne sauraient à la longue en déterminer la tendance ou la direction. Une amélioration allant jusqu'à la racine du mal ne s'obtiendra qu'à une époque où les masses populaires des pays industriels du centre et de l'ouest de l'Europe seront, à un plus haut degré qu'aujourd'hui, pénétrées de la conviction que le bonheur de l'humanité

ne dépend pas uniquement du progrès de la culture matérielle et intellectuelle, mais en même temps de l'éducation morale, et que le trésor sur lequel on doit veiller dans la vie avec la plus grande sollicitude, c'est l'âme humaine.

•

PROGRÈS RÉALISÉS EN ITALIE

DANS LE

DOMAINE PÉNAL ET PÉNITENTIAIRE

DEPUIS LE

CONGRÈS DE BRUXELLES EN 1900

NOTICE COMMUNIQUÉE

PAR

M. le Comm. ALEX. DORIA,
directeur général des prisons d'Italie, membre de la Commission
pénitentiaire internationale.

L'administration des prisons du royaume d'Italie, dont les efforts tendent toujours à réaliser les progrès acquis par la science et consacrés par les discussions et les votes des Congrès pénitentiaires internationaux, lutte dans ce but depuis longtemps contre deux obstacles aussi sérieux que difficiles à surmonter. Le premier, et de beaucoup le plus grave, consiste dans la situation des finances publiques, qui ne permet qu'un progrès presque insensible dans les travaux de construction *ex-novo* aussi bien que dans ceux de réduction et d'amélioration des bâtiments. Il en résulte par conséquent un obstacle à cette réforme pénitentiaire qui, parallèle à celle de la législation criminelle, devrait en être, en même temps, le couronnement. Comme si cette difficulté ne suffisait pas, l'administration est encore en butte à la pression continuelle et trop souvent désordonnée de cette partie de l'opinion publique qui, puisant ses inspirations auprès des partis politiques les plus extrêmes, réclame, au nom de l'humanité et de la civilisation, une révolution complète aussi bien dans la législation crimi-

nelle que dans les systèmes pénitentiaires, et cela dans le but d'améliorer le sort de ceux qui sont tombés sous le coup de la loi pénale.

Sollicitée d'un côté, retenue de l'autre, l'administration a dû louvoyer entre ces deux courants opposés; ses progrès n'ont pu, par conséquent, être fort remarquables si on les compare surtout aux besoins pressants de l'époque que nous traversons. Cependant elle a, surtout dans ces deux dernières années, déployé toute l'activité possible pour donner une impulsion puissante à l'œuvre de la réforme pénitentiaire qui, commencée depuis longtemps, n'avancait que trop lentement. Dans ce but, deux bâtiments de justice qui étaient en construction, ont été achevés, et on a mis la main à en édifier deux autres à partir des fondements; on a complété en outre les études nécessaires en vue de la construction de quatorze maisons départementales et d'arrondissement, ce qui permettra d'adapter, au fur et à mesure, les anciens bâtiments en conformité des exigences de notre époque, surtout en ce qui concerne l'hygiène et une séparation plus rationnelle des prisonniers.

A Naples, on est maintenant sur le point de poser la première pierre d'un édifice de la plus haute importance et qui sera bientôt achevé; c'est un nouveau bâtiment de justice qui devra remplacer les anciennes prisons bourbonniennes, lesquelles, malgré toutes les améliorations et les modifications qu'on y avait apportées, n'en restaient pas moins la négation la plus complète, sinon des dieux, comme a dit M. Gladstone dans une lettre restée célèbre, du moins, certainement, des théories modernes.

Concernant l'expiation de la peine, le programme de notre administration se borne à adapter aux besoins actuels les maisons centrales existantes, dont l'amélioration graduelle est l'objet de nos soins ininterrompus, plutôt qu'à en construire de nouvelles.

Pour l'expiation de la peine perpétuelle dans ses deux différentes périodes, de ségrégation absolue et le travail en commun pendant le jour, nous avons en Italie deux *ergastoli* et trois sections d'*ergastolo*.

Pour la réclusion, l'Italie possède :

44 maisons centrales et 6 sections pénales annexées à autant de bâtiments de justice. De ces maisons centrales, 15 répondent parfaitement aux dispositions de notre code pénal; les autres ont été, autant que possible, appropriées à l'expiation des deux premières périodes de cette peine d'après les systèmes pensylvanien et auburnien; dans la plupart de ces maisons il y a des sections intermédiaires industrielles;

10 maisons intermédiaires agricoles en Sardaigne et dans les petites îles qui lui font comme une couronne, aussi bien que dans celles de l'archipel toscan, abritent les condamnés qui, dans la dernière période de leur peine, s'adonnent aux travaux champêtres sur des terres domaniales.

Nous avons en outre :

- 6 maisons centrales pour les femmes ;
- 1 maison de correction pour les mineurs ;
- 3 maisons pour les fous criminels ;
- 3 maisons pour les condamnés atteints de maladies chroniques ;
- 2 maisons centrales de rigueur ;
- 3 maisons de détention où les condamnés ne sont pas soumis au régime de la ségrégation.

L'administration italienne n'a pas borné ses soins à l'amélioration matérielle de ses bâtiments; dans les derniers temps surtout, on a réalisé, au point de vue moral, des progrès considérables.

Bien que le code pénal publié en 1889, ait été inspiré par les idées les plus libérales et, en partie, même par les principes de l'école positiviste, la mauvaise disposition des bâtiments avait jusqu'à ces derniers temps empêché de faire disparaître certaines pratiques qu'on pouvait à bon droit considérer comme un legs des temps barbares. Tout cela a disparu dans les trois dernières années: on a fait tomber, par exemple, les chaînes que les forçats condamnés sous l'empire de l'ancien code traînaient encore; les systèmes d'expiation de la peine et le régime disciplinaire, qui variaient de région à région d'après les habitudes traditionnelles des anciens gouvernements, ont été unifiées, et du même coup on a supprimé tous les anciens abus qui avaient leur source dans les systèmes

disparus; la camisole de force n'est plus employée comme châtiment; les punitions disciplinaires, surtout pour ce qui concerne les femmes et les mineurs, ont été mitigées; le médecin seul est appelé à décider les moyens auxquels on doit avoir recours pour mettre les furieux et les mutins dans l'impossibilité de nuire; le passage des condamnés à la période intermédiaire de la peine a été rendu plus facile, tandis qu'on diminuait le nombre des cas dans lesquels ils peuvent être expulsés de ces établissements où ils avaient été envoyés à titre de récompense; enfin, la classification des condamnés, d'après leur conduite et les bonnes notes gagnées par leur assiduité au travail, a été organisée sur des bases plus rationnelles et plus positives et mise en rapport avec l'échelle des peines établie par la loi.

Toutes ces améliorations ont été introduites par des dispositions isolées, mais coordonnées entre elles par un programme arrêté d'avance et surtout par le décret royal du 14 novembre 1903, qui a couronné la réforme de notre système disciplinaire.

La loi du 26 juin 1904 sur l'emploi des condamnés dans les travaux des terres en friche et infestées par ce fléau qui a malheureusement dans toutes les langues un nom italien, *la malaria*, est venue ébranler les bases de notre loi pénale. En effet, elle a aboli presque entièrement la disposition fondamentale de la ségrégation cellulaire absolue, pendant une première période déterminée de la peine. Cette loi est due au libéralisme conscient du président du Conseil des ministres, M. Giolitti, qui s'est proposé d'atteindre un double but: alléger d'un côté les souffrances morales infligées aux condamnés par cette véritable mort civile qu'est la ségrégation cellulaire absolue, et employer leurs forces à une œuvre bienfaisante de civilisation et de progrès; remplacer en un mot la souffrance stérile par un travail presque agréable en comparaison de la ségrégation cellulaire, et qui servira à accroître la richesse du pays.

Cette loi ne fonctionne malheureusement pas encore, mais elle ne tardera pas à entrer en pleine vigueur, et son action sera d'autant plus efficace que les obstacles et les difficultés qu'elle aura eu à surmonter ont été plus nombreux.

Une loi encore plus récente, celle du 3 juillet 1904, vient d'inaugurer une réforme partielle du personnel administratif et de surveillance de nos prisons; ce dernier surtout, dont le nombre a été augmenté, a vu accroître en même temps ses traitements. De cette réforme du personnel, l'administration attend des résultats importants, qui exerceront une influence bienfaisante sur la marche régulière du service en général. Elle vient en effet d'organiser d'une façon régulière le service de contrôle, qui sera fait par des inspecteurs choisis dans ce but, et qui pourront exercer leur influence dans toutes les prisons du pays, y compris les prisons cantonales, qui ont été jusqu'à présent fort négligées. Les réformes introduites par ladite loi ne se bornent pas à celles dont nous venons de toucher un mot. Dans tous les établissements pénitentiaires, l'action des directeurs et des fonctionnaires administratifs repose sur des bases plus rationnelles; les maisons des fous criminels ont été réorganisées de façon à donner une priorité à l'élément scientifique, substituant au directeur administratif un médecin aliéniste chargé de la direction générale de l'établissement; enfin, la loi en question et l'administration n'ont rien épargné pour élever le niveau moral et le prestige des fonctionnaires dont dépend la marche régulière du service.

D'autres réformes sont à l'étude. On se propose surtout de modifier le règlement général dont on reconnaît les défauts, et de retoucher les cahiers des charges des fournisseurs, dans le but de rendre plus simples et plus faciles les rapports entre l'administration et les fournisseurs.

Une réforme radicale a été introduite dans les maisons de correction pour les mineurs. Jusqu'à présent le personnel de surveillance de ces établissements était tiré de celui des prisons; maintenant, au contraire, le service de surveillance dans ces maisons sera confié à un personnel spécial composé d'instituteurs, mieux préparés par leurs études à l'exercice d'une fonction essentiellement éducative. Un règlement particulier pour ces maisons, qui est maintenant à l'étude, se proposera surtout d'en faire de véritables établissements d'éducation et d'instruction, ainsi que l'exige l'esprit de notre siècle et les nouveaux besoins de la société moderne.

Ces innovations représentent, sans doute, un progrès remarquable dans le développement des services qui relèvent de l'administration des prisons, non seulement en ce qui concerne l'amélioration morale des prisonniers, mais surtout pour tout ce qui a rapport à la correction d'une jeunesse fourvoyée, qui est un danger permanent pour la société tout entière. Mais les résultats des innovations en question ne pourront être constatés qu'après un certain laps de temps; nous en reparlerons donc quand les réformes seront complétées et que l'expérience aura dit son dernier mot.

Associations de patronage existant actuellement en Italie.

Il existe une Société de patronage des détenus libérés dans les 28 villes suivantes: Alessandria, Acqui, Asti, Casale, Ancona, Belluno, Bergamo, Biella, Brescia, Cagliari, Cremona, Cuneo, Fossano, Saluzzo, Firenze, Macerata, Mantova, Milano, Lodi, Novara; Opera Pia della Misericordia, Torino; Società Reale di Patrocinio, Torino; Vercelli, Padova, Varallo, Venezia, Vigevano, Voghera.

* * *

Il n'y a pas en Italie de Sociétés de droit pénal, ni pénitentiaires.

Liste des revues et journaux de science pénale et pénitentiaire paraissant actuellement en Italie.

Rivista di discipline carcerarie in relazione con l'antropologia, col diritto penale, colla statistica, etc. (en trois parties).
Rédacteur: Comm. A. Doria, directeur général des prisons.
Editeur: Tipografia delle Mantellate, Roma, 11 francs (les trois parties).

Rivista penale di dottrina, legislazione e giurisprudenza.

Rédacteur: M. L. Lucchini, professeur. Editeur: Unione tipografica editrice, Roma, 7 francs.

La Scuola positiva nella dottrina e giurisprudenza penale.

Rédacteur: M. E. Ferri, professeur. Editeur: Fratelli Bocca, Roma, 14 francs.

Il Filangieri, rivista giuridica. Rédacteur: M. P. Cogliolo, pro-

fesseur. Editeur: Società editrice libraria, Milano, 18 fr. 50.

Archivio di psichiatria e antropologia criminale. Rédacteur:

M. C. Lombroso, professeur. Editeur: Fratelli Bocca, Torino, 24 francs.

La Cassazione Unica (parte penale). Rédacteur: M. E. Pessina,

professeur. Editeur: Libreria economica di Roma, Roma, 14 francs.

Rivista sperimentale di freniatria, di medicina legale e delle

alienazioni mentali. Rédacteur: M. A. Tamburini, professeur.

Editeur: Tipografia Calderini, Reggio Emilia, 24 francs.

Bibliographie pénale et pénitentiaire en Italie.

Giulio Crivellari, avocat et Giovanni Suman, avocat. *Il Codice penale per il Regno d'Italia, interpretato sulla scorta della dottrina, delle fonti, della giurisprudenza*, etc. Editeur: Unione tipografica editrice torinese, Torino 1900, 110 francs.

Cesare Civoli, professeur. *Manuale di diritto penale.* Editeur: Società editrice-libraria, Milano 1900.

Alfredo De Tilla. *Studi di diritto e procedura penale.* Editeur: Tip. Felicò, Napoli 1900, 3 fr. 50.

Giovanni Rosadi, avocat. *Del domicilio coatto e dei delinquenti recidivi.* Editeur: Libreria Bocca, Firenze 1900, 2 francs.

Eugenio Florian, professeur. *Dei reati e delle pene in generale.* Editeur: F. Vallardi, Milano 1901.

J. Merlo, Comm. docteur. *Delinquenza e patronato.* Editeur: Laescher e C°, Roma 1901, 5 francs.

- Giuseppe Orano**, professeur. *La riduzione scientifica del problema dell'ergastolo*. Editeur: Tip. cooperativa sociale, Roma 1901.
- Angelo Zuccarelli**, professeur. *Istituzioni di antropologia criminale illustrate*. Editeur: Tip. Melfi e Jøele, Napoli 1901.
- Enrico Ferri**, professeur. *Studi sulla criminalità*. Editeur: Fratelli Bocca, Torino 1901, 10 francs.
- Ferdinando Mecacci**, professeur. *Trattato di diritto penale*. Editeur: Unione Tipografica Editrice, Torino 1901, 8 francs.
- Francesco De Luca**, professeur. *La classificazione della delinquenza*. Editeur: Tip. Spærri, Pisa 1901.
- Ludovico Eusebio**, avocat. *Collezione di codici e leggi straniere*. Editeur: Unione Tipografica Editrice, Torino 1901, 6 francs.
- Luigi Masuoci**, professeur. *Il codice penale italiano studiato con la guida della storia del diritto, della dottrina, etc.* Editeur: Tipografia editrice del Diritto, Napoli 1901, 2 francs.
- Alfredo De Tilla**. *Studi di psicopatologia criminale*. Editeur: Tip. Felicò, Napoli 1901, 3 francs.
- Gabriele Napodano**, professeur. *Il diritto penale italiano nei suoi principi*. Editeur: Tip. Spærri, Pisa 1902, 12 francs.
- Piero Campus**, avocat. *Studio sul reato permanente*. Editeur: Tip. Gallizzi, Sassari 1902.
- Aroldo Norlenghi**, docteur. *Delinquenza presente e delinquenza futura*. Editeur: Tip. Streglio, Torino 1902.
- G. Curti e A. Bianchi**. *Le nostre carceri e i nostri riformatori*. Editeur: Tip. Rechiedei, Milano 1902, 3 francs.
- Alessandro Aschieri**. *Sulle condizioni dei minorenni delinquenti*. Editeur: Tip. Bertero, Roma 1902.
- Paolo Cosentino**. *Nel mondo dei criminali*. Editeur: Tip. Vinci e Glorioso, Campobello di Mazara 1903, 1 fr. 50.
- Alessandro Levi**. *Delitto e pena nel pensiero dei Greci*. Editeur: Fratelli Bocca, Torino 1903, 3 fr. 50.
- Ambrogio Negri**, professeur. *La pena nel secolo presente e il problema penitenziario*. Editeur: Tip. Drucker, Verona 1903, 1 franc.
- Michelangelo Vaccaro**. *Saggi critici di sociologia e di criminologia*. Editeur: Fratelli Bocca, Torino 1903.
- Augusto Bosco**. *La delinquenza nei vari Stati d'Europa*. Editeur: Tip. Bertero, Roma 1903.

Alfredo Andreotti, avocat. *Nel mondo giuridico. Saggi di psicologia criminale*. Editeur: Tip. Granata, Casalmaggiore 1903, 2 francs.

Luigi Majno, avocat. *Commento al codice penale italiano*. Editeur: Tip. Tedeschi, Verona 1903, 2 francs (chaque fascicule).

Emilio Conti. *L'infanzia e la società*. Editeur: Tip. Dell' Avo, Lodi 1903, 4 francs.

Ettore Botti. *La delinquenza femminile a Napoli*. Editeur: Tip. Pierro, Napoli 1904.

Comm. **A. Doria**, directeur général des prisons. *Statistica delle carceri per l'anno 1901, con lettera-prefazione a S. E. il Presidente del Consiglio dei Ministri*. Editeur: Tip. delle Mantellate, Roma 1904.

S. Angioletta, professeur. *Delitti e delinquenti politici*. Editeur: Tip. Vallardi, Milano 1904, 2 francs.

Ercolo Zannelli, avocat. *Della condanna condizionale*. Editeur: Tip. del Campidoglio, Roma 1904, 2 fr. 50.

Comm. **A. Doria**, directeur général des prisons. *Sulla applicazione degli istituti penitenziari secondo il Codice penale italiano e sui risultati di essa*. Editeur: Tip. Nazionale di G. Bertero e C., Roma 1905.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

DEUXIÈME QUESTION

Quels sont les éléments constitutifs du délit d'escroquerie?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. A. TYPALDO-BASSIA, ancien député,
avocat à la Cour suprême, agrégé à l'Université d'Athènes, délégué
officiel du gouvernement hellénique
à la Commission pénitentiaire internationale.

I. La question de la détermination précise des éléments constitutifs du délit d'escroquerie mérite de fixer l'attention des criminalistes. La définition de cette infraction présente de réelles difficultés. Dans le langage juridique, on appelle *escroquerie* toute atteinte à la propriété qui éveille l'idée de soustraction frauduleuse accompagnée de dol artificieux. Ici, l'agent accomplit le délit en provoquant une confiance aveugle dont il abuse avec perfidie.

S'il est une violation de la loi sociale dont il importe au plus haut degré de définir d'une façon nette et dénuée d'ambiguïté les caractères essentiels, c'est l'escroquerie. Car, en pa-

reille matière, il est difficile de bien établir la ligne de démarcation qui sépare l'acte criminel de l'agissement simplement déloyal et malhonnête. L'incrimination de l'escroquerie, à raison du nombre et de l'infinie variété de ses formes, a besoin d'être minutieusement précisée. Il faut donc que les termes de la loi pénale soient assez compréhensifs pour englober tous les actes qu'elle veut atteindre, et assez précis pour fixer la limite où doit cesser son application.

Dans les transactions, aujourd'hui si étendues, du commerce et de l'industrie, chaque jour de nouveaux abus se révèlent. Tel acte est, aux yeux de tous, indélicat et répréhensible. Faut-il l'incriminer dans la loi positive? La solution de cette question est des plus délicates.

Si le code pénal doit punir les actes contraires aux règles supérieures de la morale, il ne doit pas réprimer ceux qui ne présentent qu'une immoralité insuffisante pour porter gravement atteinte à l'ordre social.

Qu'on jette un coup d'œil d'ensemble sur les différentes législations modernes, on s'aperçoit que le délit d'escroquerie n'est pas défini d'une façon uniforme. Des faits sont qualifiés escroquerie par certains codes qui ne le sont pas par d'autres.

Cependant, il n'est peut-être aucune matière pénale où l'incrimination doive être faite avec plus de précision et de clarté juridiques. C'est là une des conditions essentielles pour que le justiciable trouve dans le texte légal la garantie de ses droits en même temps que la définition de ses obligations positives ou négatives à l'égard de ses semblables.

Nous souscrivons, certes, volontiers aux tendances modernes, qui veulent que le criminel soit étudié dans ses instincts, son éducation, et en tenant compte du milieu social où il a vécu. Mais nous pensons aussi qu'il importe, avant tout, d'établir nettement, dans la législation répressive, les éléments constitutifs d'une infraction quelconque, principalement de l'escroquerie. La meilleure législation n'est pas celle qui s'occupe seulement de l'amendement du criminel, c'est celle qui, en outre, apporte, dans ses prescriptions, des caractères certains et exclusifs de toute équivoque. Combien de codes présentent, sous ce rapport, de graves vices de rédaction! Ils offrent le redou-

table danger de donner libre cours aux appréciations arbitraires des tribunaux.

II. On trouve, pour la première fois, l'expression *escroquerie* dans la loi française des 19-22 juillet 1791. L'article 35, titre 2 de cette loi punissait « ceux qui, par dol, ou à l'aide de faux noms ou de fausses entreprises, ou d'un crédit imaginaire, ou d'espérances ou de craintes chimériques, auraient abusé de la crédulité de quelques personnes, et escroqué la totalité ou partie de leur fortune ».

Il suffisait donc, d'après les termes de la loi de 1791, pour constituer le délit, qu'une personne eût, par dol, abusé de la crédulité d'une autre, à l'effet d'escroquer tout ou partie de sa fortune. L'imprécision du mot *dol* était de nature à entraîner des abus sérieux. « Cette disposition, observent Chauveau et Hélie, en incriminant tous ceux qui, par dol, avaient abusé de la crédulité et escroqué partie de la fortune d'autrui, ouvrait la porte à toutes les plaintes, à tous les griefs. Aucune loi n'a donné lieu à plus de contestations de la part des parties, à plus d'erreurs de la part des juges » (Théorie du Code pénal, t. V, p. 347). Il y avait ainsi dans ce texte une défectuosité de rédaction qu'il importait de corriger. Cette réforme fut opérée dans le Code pénal français de 1810.

D'après ce Code, l'escroquerie ne peut exister sans un concours de circonstances antérieures ou concomitantes, qui incriminent le fait de l'agent et sont, par suite, exclusives de tout caractère purement civil.

La disposition de l'article 405 du Code pénal français qualifie escroquerie le fait de « celui qui, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui ».

Ainsi, en France, trois conditions sont nécessaires pour que le délit d'escroquerie existe :

- 1° Il faut, d'abord, que l'auteur ait agi avec une intention frauduleuse. C'est l'application d'un principe général. La volonté coupable est donc un élément essentiel de l'escroquerie.
- 2° Il faut, en outre, que l'infraction, ait été commise à l'aide d'un des trois moyens suivants, soit usage d'un faux nom, soit usage d'une fausse qualité, soit emploi de manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.
- 3° Il faut, enfin, que, par l'un de ces moyens, l'agent ait obtenu ou tenté d'obtenir la remise d'une valeur ayant appartenu à autrui.

Il n'est point sans intérêt de faire suivre l'analyse de ces conditions de quelques considérations sommaires.

Ainsi, d'abord, il importe peu que le nom usurpé appartienne à un tiers ou soit purement imaginaire, les effets de l'usurpation pouvant être les mêmes dans les deux cas. Ajoutons, à cet égard, que l'usage d'un faux nom n'est un élément d'escroquerie qu'autant que c'est par ce moyen que la remise des valeurs a été obtenue.

En second lieu, prendre une fausse qualité, c'est se revêtir d'un titre que l'on n'a pas, s'attribuer une mission ou une fonction dont on n'est pas investi en réalité.

Le juge de répression aura à examiner la position de la victime, les moyens de vérification qu'elle possédait pour apprécier si le nom ou la qualité étaient usurpés, et l'influence que le faux nom ou la fausse qualité a pu exercer sur sa détermination.

En ce qui concerne les manœuvres frauduleuses, il est nécessaire, pour qu'elles constituent un élément du délit d'escroquerie, qu'elles aient pour objet, soit de persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, soit de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Qui dit manœuvre dit mise en œuvre d'une chose ou intervention d'une personne qui donne à la fraude un caractère extérieur et sensible. En d'autres termes, on entend par *manœuvres frauduleuses* une combinaison de faits, une machination ourdie avec plus ou moins d'artifice.

Les tribunaux ont un pouvoir souverain pour apprécier les caractères constitutifs des manœuvres frauduleuses.

Nous nous bornerons à citer, à titre d'exemple de manœuvres frauduleuses ayant pour objet de persuader l'existence de fausses entreprises, le fait de celui qui met en circulation un prospectus annonçant l'existence d'une société d'assurances purement fictive, et la publication d'une liste fausse de membres du comité de patronage, dans le but d'obtenir des souscriptions.

Les manœuvres frauduleuses ayant pour objet de persuader l'existence d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaires sont celles qui tendent à faire croire à l'existence d'une puissance, d'une position sociale, d'une fortune, que l'agent ne possède pas.

Les expressions « manœuvres frauduleuses ayant pour objet de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique » renferment les cas d'escroquerie les plus fréquents. C'est presque toujours en excitant la cupidité ou les passions par de trompeuses illusions ou de fallacieuses promesses qu'agissent les auteurs des manœuvres. Mentionnons, comme exemple de cette variété d'escroquerie, le fait d'un voyageur de commerce qui envoie à son patron de fausses commissions pour obtenir de lui des avances d'argent.

Il résulte des termes mêmes du Code français que de simples mensonges, même réitérés et produits par écrit, ne sauraient constituer les manœuvres frauduleuses *hoc sensu*, s'il ne s'y joint aucun fait extérieur ou acte matériel, aucune mise en scène ou intervention d'un tiers, destinés à leur donner force et crédit. C'est ce que la Cour suprême française vient de juger encore tout récemment (17 juin 1904).

Il va de soi que, pour être constitutives d'un des éléments du délit d'escroquerie, les manœuvres frauduleuses doivent être la cause directe ou immédiate de la remise des fonds ou objets.

Autrement dit, il faut que ces manœuvres aient eu une influence déterminante sur la volonté de la personne lésée.

Les expressions « fonds, meubles, obligations, billets, promesses, quittances, décharges » embrassent les effets mobiliers et les obligations écrites. Elles comprennent, en général, tous les actes dont découle un lien de droit, et au moyen desquels on peut préjudicier à la fortune d'autrui.

Telle est la disposition du Code pénal français sur l'escroquerie.

III. Si nous parcourons les autres législations, nous voyons qu'elles sont dominées par un certain nombre de grands principes naturels et supérieurs, mais que, dans le choix des éléments constitutifs des faits incriminés, apparaît une très grande diversité.

Le Code pénal grec, promulgué en 1835, punit comme coupable d'escroquerie « celui qui, voulant nuire à autrui, ou se procurer un gain illicite, présente sciemment des choses fausses comme vraies, cache ou passe sous silence, illicitement, des choses vraies et, par là, nuit à autrui ou se procure un profit à lui-même » (art. 396).

Le Code pénal belge de 1867 reproduit avec quelques modifications l'article 405 du Code pénal français. D'après la législation belge, commet une escroquerie « celui qui, dans le but de s'approprier une chose appartenant à autrui, se fait remettre ou délivrer des fonds, meubles, obligations, quittances, décharges, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaires, pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, ou pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité » (art. 496). Ainsi, en Belgique, comme en France, la jactance d'un pouvoir imaginaire, les fausses assurances d'une fortune chimérique, lorsqu'elles se réduisent à l'état d'allégations, échappent à la répression pénale.

Sensiblement différente est la disposition de l'article 263 du Code pénal allemand, qui qualifie d'escroquerie le fait de « celui qui, en vue de se procurer à lui-même ou à un tiers

un gain illicite, aura porté préjudice à la fortune d'autrui en provoquant ou en entretenant une erreur, soit par l'allégation de faits qu'il sait être faux, soit par l'altération ou la dissimulation de faits véritables ».

Le Code pénal autrichien consacre une disposition plus explicite au délit d'escroquerie. D'après les articles 167 et 180, commet une escroquerie « celui qui, par des insinuations ou des manœuvres artificieuses, induit un autre dans une erreur par suite de laquelle quelqu'un souffre un dommage dans sa propriété ou dans ses autres droits, ou bien qui, avec une telle intention, profite de l'erreur ou de l'ignorance d'autrui, et, plus particulièrement, celui qui prend un faux nom, un faux état, une fausse qualité, se fait passer pour le propriétaire du bien d'autrui, ou se revêt, de toute autre manière, d'une fausse apparence pour se procurer un lucre illicite, ou pour préjudicier à autrui dans ses biens ou dans ses droits, ou pour pousser quelqu'un à des actes préjudiciables auxquels il ne se serait pas porté sans ces fraudes ».

Le vice primordial de cette disposition réside dans le vague périlleux des termes « manœuvres artificieuses ».

Suivant le Code pénal des Pays-Bas, « est puni, comme coupable d'escroquerie, celui qui, dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal, aura déterminé quelqu'un à livrer une chose, ou à contracter une obligation, ou à éteindre une créance, soit en prenant un faux nom ou une fausse qualité, soit par des manœuvres frauduleuses, soit par une combinaison de mensonges » (art. 326 et suiv.).

Cette expression élastique « combinaison de mensonges » ouvre la porte à l'arbitraire. Pourront tomber sous le coup de la répression pénale toutes espèces de fraudes, même celles qui sont légères ou trop insaisissables pour que la loi répressive doive les atteindre. Ici, comme dans les lois grecque et autrichienne, il est à craindre qu'en poursuivant les faits incriminés on n'attaque la foi due aux conventions.

Le Code pénal espagnol appelle escroquerie le fait de « celui qui en fraude d'autres en faisant usage de faux noms, en s'attribuant un pouvoir, une influence ou des qualités supposées, simulant des biens, un crédit, une commission, une en-

treprise ou des négociations imaginaires, ou en se servant de toute autre tromperie semblable ».

Le Code pénal hongrois consacre deux dispositions à l'escroquerie. Aux termes de l'article 379, commet une escroquerie « celui qui, dans le dessein de se procurer ou de procurer à autrui un avantage pécuniaire illégitime, induit ou maintient une personne en erreur par des manœuvres frauduleuses, et lui cause un dommage pécuniaire ». Suivant l'article 384, constitue également une escroquerie le fait d'induire ou de maintenir une personne en erreur par des manœuvres frauduleuses, bien que sans intention de tromper, pour se faire par elle accorder ou continuer un crédit.

Ainsi, d'après ces deux législations, les propositions et les démarches simplement malhonnêtes peuvent être incriminées.

Le code pénal italien de 1889 définit l'escroquerie: le fait de celui qui, à l'aide d'artifices ou de ruses destinés à tromper ou à surprendre la bonne foi d'autrui, en induisant quelqu'un en erreur, se procure ou procure à autrui un injuste profit, au préjudice d'une autre personne (art. 413). Dans cette législation, la répression pénale peut porter atteinte à la liberté des conventions et du commerce.

Un code beaucoup plus récent, le nouveau Code pénal norvégien, applicable seulement depuis le 1^{er} janvier 1904, donne dans l'article 270 la définition suivante: l'escroquerie est le fait de celui qui, dans le but de procurer un gain illicite, induit ou aide à induire une personne en erreur, la confirme ou aide à la confirmer dans cette erreur afin de la mener à la perte d'une partie de ses biens ou des biens de son mandataire.

Cette définition du code norvégien, comme celles de la plupart des autres codes, est aussi peu précise que peu rassurante. Elle permettrait d'atteindre celui qui, dans une vente, dans une convention quelconque, commet un mensonge, le marchand qui vante sa marchandise et lui attribue sciemment quelque qualité qu'elle ne possède point.

Dans l'Avant-projet du Code pénal suisse, l'escroquerie est le fait de s'être procuré un gain illicite par l'affirmation mensongère de certains actes ou leur dissimulation, ou par toute autre manœuvre frauduleuse. Cette disposition est encore sérieu-

sement criticable. Quels termes plus vagues que ceux-ci : affirmation frauduleuse ? Tout mensonge tombera sous le coup de la loi pénale.

IV. On peut reprocher, en général, aux divers codes dont nous venons de reproduire brièvement les dispositions relatives à l'escroquerie, le vague de leurs formules, l'imprécision de leurs textes. Ces législations laissent ainsi une porte ouverte très grande à l'arbitraire du juge. Elles présentent le grave péril de faire transformer les affaires civiles en affaires criminelles ou correctionnelles. Quand les termes d'un texte législatif sont équivoques, la confusion peut aisément se faire entre le dol civil et le dol criminel. En présence de leur imprécision, des abus sérieux peuvent naître ; car on peut croire qu'il y a escroquerie par l'existence de la seule intention de tromper. Dans leur volonté d'innover, combien de pays se jettent ainsi dans la voie de l'arbitraire ! Combien aussi, dans ces pays, est redoutable et difficile la mission du juge !

A notre avis, il importe, en cette matière, d'établir une ligne de démarcation saillante entre le dol civil et le dol criminel.

Les transactions économiques ne sont pas toujours caractérisées par la loyauté et le scrupule moral. Bien des commerçants, qui reculeraient devant le vol proprement dit, n'éprouvent aucune hésitation à employer la ruse, l'exagération, la dissimulation entachée d'indélicatesse, le mensonge même, pour arriver à conclure un marché avantageux pour eux. C'est le dol civil. Il se manifeste par des actes simplement mensongers, la dissimulation dans les contrats, l'exagération du prix ou des qualités de la chose vendue. Ce dol est évidemment immoral ; mais la victime pouvait s'en défendre avec un peu plus de précaution et de vigilance. Du reste, le réprimer pénalement, ce serait nuire à la sécurité des conventions. « Le dol civil, disent Chauveau et Hélie, comprend, en général, toutes les ruses et tous les artifices qui, blâmables sans doute en eux-mêmes, sont néanmoins employés moins dans la vue de nuire à autrui que dans le dessein de servir les intérêts de celui qui en fait usage » (*op. cit.*, p. 348). En pareille matière, il appartiendra aux tribunaux d'accorder aux personnes lésées l'indem-

nisation qui leur est due. Ces procédés, quelque répréhensibles qu'ils soient en eux-mêmes, ne doivent donner lieu qu'à des réparations civiles. Ce serait excéder les bornes de la sévérité positive que de les faire tomber sous le coup de la loi pénale. Mais, par contre, toutes les fois qu'on aura employé la ruse, le mensonge, le dol, pour arriver, non plus à conclure une affaire simplement avantageuse, mais à s'approprier illicitement la fortune d'autrui, alors il devra y avoir lieu à l'intervention de la loi répressive. A cet égard, Chauveau et Hélie s'expriment ainsi : « Les paroles artificieuses, les allégations mensongères, les promesses, les espérances, quand elles ne sont plus isolées de tout fait extérieur, mais qu'elles sont accompagnées d'un acte quelconque destiné à les appuyer et à leur donner crédit, deviennent des manœuvres frauduleuses, qui doivent tomber sous le coup de la loi pénale. » Ici il ne s'agit plus d'effectuer une opération simplement profitable, il s'agit de réaliser une opération coupable. Le dol criminel ne se manifeste pas seulement par la simulation et la tromperie; il se révèle par des manœuvres coupables; il dresse des embûches, s'efforce de tromper, ayant pour but unique de nuire aux intérêts d'autrui.

Nous estimons donc que, pour que la loi pénale doive intervenir, il ne suffit pas qu'un préjudice ait été causé par le fait de l'homme; il faut encore que ce fait présente en lui-même une gravité immorale suffisante pour mériter un châtiement social. Le loi civile doit se réserver la répression de la simple faute ou de l'indélicatesse commerciale.

Il y aurait un grand intérêt à ce que l'incrimination des infractions pénales fût précisée et unifiée dans les diverses législations. La vieille doctrine que l'on ne peut donner force de chose jugée à une sentence rendue au nom d'une souveraineté étrangère, est aujourd'hui battue en brèche. Or, ne peut-on prévoir dans l'avenir qu'un jour les tribunaux seront autorisés à tenir compte, pour établir la récidive, d'une condamnation prononcée par une juridiction étrangère? La répression deviendra ainsi internationale. Le crime ne doit pas changer de caractère en changeant de latitude. Mais il importera, pour l'application de ce principe, que le délit soit, dans tous les pays, défini de la même manière. On peut prévoir cet événe-

ment futur sans être taxé d'utopiste. Déjà, le Code pénal norvégien nouveau a innové à cet égard. L'article 61 autorise les tribunaux à tenir compte, pour déterminer l'état de récidive, d'une condamnation prononcée par une juridiction étrangère.

C'est surtout par la fréquence des Congrès pénitentiaires qu'on pourra arriver à l'unification internationale du droit pénal.

Nous concluons que le meilleur code est celui qui confère aux tribunaux le plus de latitude pour tenir compte de la personnalité du prévenu et le moins de latitude pour incriminer le fait qui lui est imputé. Autrement dit, il faut proscrire l'arbitraire et circonscrire l'action judiciaire dans les limites du possible. La loi pénale ne doit intervenir que lorsque les faits ont une gravité particulière et que les citoyens sont impuissants à se garantir eux-mêmes et ont besoin de la protection de la justice, en un mot, lorsqu'il n'y a plus seulement une atteinte à des intérêts privés, mais un trouble social exigeant une réparation. Qu'il s'agisse d'un délit caractérisé, la loi pénale doit s'appliquer; qu'il s'agisse seulement de ruses employées dans les transactions civiles, la loi civile doit seule intervenir. « Les lois mal définies, disait excellemment M. Picard lors de la revision de l'article 405 du Code pénal français, n'effraient pas seulement les escrocs et les malhonnêtes gens, elles effraient surtout ceux qui tiennent aux principes de la législation pénale et de la liberté. »

A cet égard, nous n'hésitons pas à dire que le Code pénal français nous paraît être celui qui réunit le mieux ces conditions en matière d'escroquerie. C'est ce code qui fait planer le moins de certitude sur les caractères constitutifs de ce délit. La Cour de cassation française maintient l'unité de jurisprudence en restituant aux manifestations frauduleuses leur véritable caractère.

Nous en concluons que la définition du code français sur l'escroquerie est la meilleure, quoique la plus ancienne. Toutefois, afin de prévenir des interprétations divergentes de jurisprudence, nous croyons qu'il conviendrait d'ajouter à sa disposition actuelle la disposition suivante: Sans distinction entre

les manœuvres capables d'égarer la prudence ordinaire et celles qui ne peuvent avoir cet effet. Car ce serait dangereux de déduire du degré plus ou moins élevé de l'habileté de l'agent le degré de sa criminalité. Le délit d'escroquerie a ses manifestations diverses, et il convient de les frapper toutes, sauf à proportionner la peine à la perversité de l'agent. Les personnes ignorantes et naïves ont droit à la protection de la loi aussi bien que celles qui sont plus expérimentées. Le silence du code français sur ce point avait fait admettre d'abord par les tribunaux qu'il n'y avait pas d'escroquerie si la manœuvre n'était pas de nature à tromper la vigilance ou la prévoyance ordinaire du commun des hommes, et moins encore la prudence et la réflexion qui doivent diriger les négociants dans leurs opérations commerciales. « La loi pénale, comme le disent très bien Chauveau et Hélie, ne doit point protéger les citoyens contre leurs propres fautes, mais seulement contre les fraudes auxquelles leur prévoyance ne peut les soustraire » (*op. cit.*, p. 370).

Sauf cette réserve, si quelque acte répréhensible se rattachant à l'escroquerie échappe aux prévisions du code français, qu'importe? Mieux vaut ne pas tout réglementer que se lancer dans l'imprécision, génératrice de l'arbitraire.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST -- 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

TROISIÈME QUESTION

Le recel doit-il être considéré comme un délit spécial ou comme un acte de complicité?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. H. PASCAUD,

conseiller à la Cour de Chambéry, correspondant du ministère
de l'Instruction publique.

Le code pénal français édicte que ceux qui sciemment recèlent en tout ou partie des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit sont punis comme complices de ce crime ou de ce délit. Cette disposition s'explique difficilement au point de vue des vrais principes du droit criminel. L'idée de complicité dans la perpétration d'une infraction aux lois pénales implique, en effet, l'antériorité ou la concomitance d'actes ayant pour but de préparer, faciliter ou consommer cette infraction, et non la postériorité de faits demeurés dans la plus large mesure étrangers aux résultats précédemment acquis. Il est nécessaire que les actes commis par le complice prétendu se rattachent à l'infraction par un lien indivisible, qu'ils aient sur le crime ou le délit une

influence décisive d'assistance, d'aide, de coopération. Dès lors, comment le recel, c'est-à-dire la détention d'objets dont la provenance est délictueuse ou criminelle, peut-il être assimilé à un acte de complicité, puisqu'il est postérieur à l'infraction, qu'il se produit après sa consommation définitive, alors qu'il y a une impossibilité absolue de coopérer à un fait irrévocablement accompli?

Cette conception de la complicité *a posteriori* ne se conçoit guère en principe; en fait, elle révèle chez le législateur l'intention évidente de réprimer des actes éminemment coupables et immoraux. Sans doute, il a tenu pour constant que le recel, par cela même qu'il permet d'écouler plus aisément les produits du crime ou du délit, en provoque et en facilite la perpétration. Il est certain, en effet, que s'il n'y avait pas de receleurs, les voleurs seraient moins nombreux. Mais en matière pénale les meilleures intentions ne sauraient excuser les erreurs de droit; aussi bien, ainsi que nous le verrons plus loin, le système de la loi française est défavorable à la répression dans certaines circonstances déterminées, et par conséquent, pour l'assurer, il faut recourir à un autre moyen. Ce moyen consiste à ériger le recel en délit ou crime spécial. Le recel réunit assurément tous les caractères légaux requis pour la formation d'une telle spécialité, puisqu'il comporte l'appropriation avec intention frauduleuse d'objets soustraits ou détournés au préjudice d'une autre personne. C'est dans cette voie que sont entrées la plupart des législations pénales étrangères. Il en est ainsi dans les codes d'Italie (art. 421), de Belgique, art. 505, de Suède, ch. XX, § 16, d'Autriche, §§ 185 et 186, de Fribourg, article 203, de Zurich, § 178, de Genève, article 334. Il est à remarquer que ces lois n'exigent pas, de la part du receleur, un but de lucre ou de profit personnel. Au contraire, le code hongrois, art. 370, le code hollandais, art. 416, visent chez celui qui est coupable de recel l'idée d'en retirer un bénéfice pour son compte. Le code pénal d'Allemagne, § 257, et celui de Danemark, § 238 et suiv. assimilent le recel à un mode *d'assistance subséquente*, mais cependant en font un délit spécial en laissant de côté l'élément d'un avantage personnel.

Selon nous, pour que le recel soit juridiquement constitué, il doit suffire qu'il y ait détention de la chose provenant d'un crime ou d'un délit et ce n'est pas le cas de se préoccuper de l'idée d'un bénéfice à recueillir par le receleur pour lui-même ou pour autrui. En revanche, l'application des peines mérite un examen attentif; elles ne sauraient avoir la gravité qu'on leur attribue pour réprimer les faits principaux, c'est incontestable, mais néanmoins elles doivent avoir un caractère répressif suffisant. Nous admettrions donc que là où le coupable du crime ou du délit encourrait l'emprisonnement, la réclusion ou les travaux forcés à temps, le receleur serait punissable de un à cinq ans de prison; dans le cas où il y aurait eu condamnation aux travaux forcés à perpétuité ou à mort, le recel comporterait de cinq à dix années de réclusion.

Du reste, ce n'est pas seulement en principe et au point de vue du droit qu'il y a lieu de modifier notre législation pénale, c'est encore et surtout dans l'intérêt répressif et social, qui exige que tout acte de nature à troubler l'ordre public puisse être poursuivi et puni. Or, les dispositions actuelles du Code pénal français ont l'inconvénient de consacrer l'impunité du receleur dans certaines hypothèses données. Si, en effet, on le considère comme un complice qui a participé d'une manière accessoire et secondaire à la perpétration d'une infraction, l'acte dont il s'est rendu coupable ne peut être puni que si le crime ou le délit auquel on l'associe est lui-même punissable; et c'est la juridiction compétente pour connaître de ce crime ou de ce délit qui a qualité pour statuer sur le recel considéré aujourd'hui comme un fait de complicité. Des motifs logiques et rationnels imposent cette solution : n'est-ce pas, en effet, dans le lieu où sera jugé le fait principal constituant un crime ou un délit que sera le mieux apprécié le fait secondaire du recel assimilé à un acte de complicité, qu'on pourra procéder utilement à l'information et recueillir tous renseignements et preuves utiles?

Cette méthode, si conforme aux principes qu'elle puisse être, présente de sérieux dangers sous le rapport de la répression, étant donnée la doctrine de la complicité du receleur et l'impunité qui en sera la conséquence dans certaines

éventualités. Supposons, par exemple, qu'un vol ait été commis à l'étranger par un étranger et que le voleur s'étant ensuite rendu en France ait remis ou vendu à un Français les objets qu'il a lui-même soustraits. Le receleur commet assurément un acte coupable, et néanmoins il échappe à toute répression. En effet, aux termes des articles 5, 6 et 7 de notre code d'instruction criminelle, l'étranger ne peut être poursuivi en France pour un délit ou crime commis en dehors de notre territoire que s'il s'agit d'un fait attentatoire à la sûreté ou aux intérêts financiers de l'Etat. Pour tout autre crime ou délit, le Français seul est punissable moyennant certaines conditions. De là cette regrettable conséquence que le receleur français ne sera passible d'aucune peine, puisque l'étranger, dont on le considère comme complice, n'en encourt aucune dans notre pays.

Une autre espèce peut se présenter dans laquelle une scandaleuse impunité va se produire. Il s'agit de faits de vol qui se trouvent prescrits par trois ou dix années faute d'avoir été l'objet de poursuites en temps utile. Le receleur qui pendant longtemps a soigneusement dissimulé, pour ne pas se compromettre, les produits de ces vols se décide, dès que la période libératrice est écoulée, à en faire une cynique exhibition et il étale à tous les regards les bijoux, effets précieux, les œuvres d'art qui sont le fruit d'un crime ou d'un délit. Dès l'instant où l'on veut en faire un complice du voleur, il n'a pas à redouter une répression, car si le fait principal de soustraction frauduleuse cesse d'être punissable, le fait secondaire d'assistance et de participation doit bénéficier du même avantage. Cette situation est d'autant plus révoltante pour la conscience publique que le recel est une sorte de délit successif qui se continue pendant tout le temps que dure la détention des objets volés, et que les raisons qui ont fait admettre la prescription pour la soustraction frauduleuse semblent difficilement applicables à la détention illicite des produits du vol. Ces déplorables résultats peuvent être évités si l'on transforme le recel en un délit ou un crime spécial.

Enfin, dans certains cas où des faits de droit commun, par suite de leur connexité avec des faits politiques, forme-

raient un ensemble indivisible, il pourrait arriver que des insurgés coupables d'avoir pillé des magasins obtiendraient une amnistie. Qu'advierait-il alors du receleur qui détendrait les fruits de ce pillage? A raison de l'indivisibilité des actes amnistiés, lui aussi échapperait aux poursuites. Et cependant il n'est pas intéressant, car tandis que ceux qui ont pris part à l'insurrection risquaient leur liberté, leur santé, leur vie peut-être, lui le receleur s'est prudemment dérobé au danger dans le local bien clos où il enfermait les objets soustraits.

Il faut donc de toute nécessité créer un délit ou un crime spécial de recel si l'on veut mettre fin aux conséquences déplorables de notre législation pénale. La question a été soulevée, mais sans recevoir de solution, au Congrès pénitentiaire international de Bruxelles en 1900. MM. de Rode, directeur général du Ministère de la Justice, et Le Poitevin avaient conclu à ce que le recel, constitué en crime ou délit spécial, pût être poursuivi et jugé, quel que fût le lieu où se serait produite l'infraction qui en aurait été la cause ou l'occasion, dans le pays où on le constaterait. M. Garçon, dans la discussion, s'était rallié à la même opinion. C'est là qu'est la vérité juridique, puisque le recel se consomme là où les objets sont illicitement détenus, et qu'alors la compétence *ratione loci* doit s'appliquer au receleur; c'est là qu'est la vérité morale, puisque la conception de la complicité a pour résultat de favoriser l'impunité de celui qui a recélé les objets soustraits, et ce, au grand scandale de l'opinion publique que les meilleures raisons de droit et de procédure pénale ne parviennent pas toujours à familiariser avec ce défaut de répression.

En conséquence, nos conclusions sur la question doivent se formuler ainsi :

- 1° Le recel ne constitue pas un acte de complicité, mais un crime ou délit spécial;
 - 2° Le recel doit être poursuivi et jugé dans tout pays où il est constaté, quel que soit le lieu où a été commis le fait à la suite duquel il s'est produit.
-

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

PREMIÈRE SECTION

QUATRIÈME QUESTION

Les résultats de l'institution du jury ont-ils été tels qu'il y aurait lieu d'y apporter des réformes?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. RICHARD JUNGHANNS,

premier procureur général à Constance (Grand-duché de Bade).

Il me paraît nécessaire, pour répondre à cette question, de rechercher l'origine de l'institution du jury. On sait que l'Angleterre en a été le berceau. Mais l'organisation de cette institution y est tout autre que sur le continent. Elle y repose sur des principes inscrits déjà dans l'ancienne grande charte des comtés et se caractérise notamment par la situation prépondérante du juge: ce magistrat, suivant la pratique en usage depuis des siècles, éclaire les débats d'une manière qui lie les jurés. Son influence est d'autant plus grande qu'en Angleterre le juge occupe une situation beaucoup plus haute que dans les autres Etats européens. Il est nommé à vie à ces fonctions et ne peut compter sur aucun avancement, mais ses appointements sont plus élevés que ceux de bien des ministres allemands.

De plus, l'institution du ministère public, qui d'ailleurs n'est pas d'ancienne date en Angleterre, se distingue essentiellement de cette même institution en Allemagne et en France. Bref, le jury anglais présente avec les jurys du continent des différences fondamentales, qui ne permettent pas de le comparer avec ceux-ci, d'autant plus que les singularités de son caractère national seraient un obstacle insurmontable à son introduction dans les autres Etats de l'Europe. C'est de la France qu'est venue dans ces Etats l'institution du jury et elle y est encore organisée, malgré de nombreuses modifications, sur les mêmes fondements que dans ce pays, où elle a été créée par la loi du 16 août 1790, surtout pour des raisons *politiques*: cette institution juridique devait protéger les citoyens, moins contre le *juge de profession* que contre le *juge-fonctionnaire*, généralement considéré comme soumis à l'action du gouvernement. Il est vrai que, déjà à cette époque, une opposition s'est manifestée contre la juridiction exclusive des *juges de profession*, de même que de nos jours on fait valoir certaines considérations contre la juridiction des tribunaux de police correctionnelle, qui sont en Allemagne les chambres correctionnelles. Voici, à ce propos, comment s'est exprimé *Thouret*, député à la Constituante, pour caractériser les juges qui ont un caractère professionnel :

« Voyez-le 10 ans plus tard, surtout lorsqu'il s'est acquis au palais de justice la réputation d'un grand criminaliste. Il est devenu insouciant et dur, il se prononce sous l'empire de ses premières impressions, tranche les plus grandes difficultés sans autre examen, sachant à peine faire une différence entre un accusé et un coupable. Ceci est un abus qu'il n'est guère possible d'éviter lorsqu'on s'occupe d'une affaire d'une manière permanente. L'exercice d'une profession engendre la routine. Or la routine tue le zèle, et l'habitude de se montrer sévère conduit à des conséquences plus fâcheuses encore que l'insensibilité. »

Néanmoins la question de l'abolition du jury a été discutée très sérieusement lors des délibérations sur le Code de procédure criminelle, et si cette institution a été maintenue, c'est grâce à l'influence de Napoléon, qui ne voulait pas que les juges professionnels devinssent trop puissants.

Les juristes de profession ne méconnaissent nullement, aujourd'hui aussi, les vices de l'institution du jury, notamment ses dispositions à se laisser influencer par l'opinion publique, dont les jurés se sentent les représentants, et ce qu'il y a de plus regrettable, c'est que cette *opinion publique* est souvent créée par des articles de journaux avides de nouvelles à sensation et par les potins des habitués des cercles et des cafés. De là vient la tendance à enlever au jury la connaissance du plus grand nombre possible de délits; de là viennent aussi les efforts que l'on fait souvent pour transformer un délit intentionnel en un délit commis par imprudence, etc. (Voir à ce sujet et pour ce qui va suivre : Dr Alfred von Weinrich, *Beamtete und nicht beamtete Strafrichter in Frankreich und Deutschland. Ein Beitrag zur Lösung der Juryfrage*. Publié dans la *Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft*, tome 15, p. 505 et suiv.)

Les attaques dont le jury a été l'objet n'ont cependant pas pu donner naissance à un mouvement abolitionniste, précisément parce qu'il est encore aujourd'hui en France une institution politique, au maintien de laquelle tous les partis sont intéressés. Une autre raison est sans doute aussi le fait qu'en France l'indépendance des juges professionnels est tenue en suspicion encore plus qu'ailleurs.

On est porté dans ce pays à mettre en doute l'indépendance des juges, parce que le ministère public exerce, dans bien des circonstances, une sorte de surveillance sur les tribunaux et parce que les officiers du parquet sont considérés, en France encore plus que dans d'autres pays, comme des *magistrats politiques* et des organes du gouvernement.

En Allemagne, l'institution du jury a été introduite en premier lieu dans les Provinces rhénanes par la législation napoléonienne.

Dès l'origine, les opinions furent partagées quant à sa valeur : elle trouva un adversaire dans *Feuerbach* et un partisan dans *Mittermayer*.

Les poursuites exercées contre les démagogues de l'époque de 1830 et la procédure secrète des tribunaux professionnels ont fait naître aussi dans les Etats de la Confédération germa-

nique une vive méfiance contre les juges de profession, et l'art. 179 de la constitution impériale du parlement de Francfort de 1849 visait à introduire l'institution du jury pour tous les délits présentant un certain caractère de gravité et en particulier pour tous les délits politiques.

La plupart des Etats germaniques ont procédé ensuite à l'organisation de jurys, tandis que quelques-uns d'entre eux, et notamment le royaume de Saxe, ont préféré organiser des tribunaux d'échevins, c'est-à-dire la réunion de juristes et de citoyens sans instruction professionnelle pour prononcer aussi sur le fait de la culpabilité. Dans le monde scientifique, le débat dura encore longtemps, plutôt en faveur de l'institution du jury, qui obtint aussi, à une très grande majorité, l'approbation de l'assemblée des juristes d'Allemagne de 1861. Mais tandis qu'en France la différence entre les questions de fait et les questions de droit s'était maintenue, les questions de fait compétant seule au jury, la législation d'Allemagne a généralement voulu que le verdict du jury embrassât toute la question de culpabilité, et conséquemment aussi l'applicabilité de la loi pénale à l'acte incriminé ; la science s'est même trouvée d'accord sur ce point avec la législation (voir notamment les publications de *von Bar* et *Hugo Meyer*). Toute l'institution du jury a été combattue principalement par *von Schwarze*, qui s'est déclaré en faveur de l'échevinage, et lorsque furent créées les lois judiciaires impériales, le gouvernement prussien, après avoir repoussé aussi bien les tribunaux de juristes que l'institution du jury, a proposé des tribunaux échevinaux avec trois degrés de juridiction pour l'ensemble de la justice criminelle. Mais l'institution du jury l'emporta de nouveau ; elle fut maintenue pour les grands crimes et, dans les Etats confédérés dans lesquels le jury connaissait déjà des délits de presse, aussi pour ce genre de délits.

Le jury allemand diffère cependant du jury français sur plusieurs points essentiels. D'abord, la distinction entre les questions de fait et les questions de droit, qui n'existait déjà pas, comme je l'ai dit plus haut, dans les législations particulières de bien des Etats, a été supprimée également dans la législation impériale. Ensuite, on ne connaît pas en Allemagne

la lecture de l'acte d'accusation du magistrat du ministère public; il est simplement donné lecture de l'arrêt de renvoi. Enfin, le président ne fait pas le résumé des débats; sans se livrer à une appréciation des *faits et preuves*, il éclaire simplement les jurés sur les questions *juridiques* dont ils doivent tenir compte dans l'accomplissement de leur mission.

Depuis lors aussi, la lutte a continué, sur le terrain scientifique, entre les partisans et les adversaires de l'institution du jury, mais l'opinion a changé et est maintenant nettement hostile à cette institution. Des juristes qui comptaient parmi ses plus ardents défenseurs, ont abandonné leur précédente manière de voir et se prononcent en faveur des tribunaux d'échevins; c'est le cas pour *Gneist* et *Stenglein*. On peut bien dire qu'aujourd'hui, en Allemagne, à part quelques membres du barreau, comme par ex. *Auerbach* dans la *Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft*, tome 24, p. 169, les représentants de la pratique et de la science du droit pénal repoussent pour ainsi dire unanimement l'institution du jury.

En Suisse, où cette institution juridique ne fonctionne d'ailleurs que dans une partie des cantons, l'expérience ne parle pas non plus en sa faveur. Voir *Chr. Rothenberger-Klein, Geschichte und Kritik des Schwurgerichtsverfahrens in der Schweiz*, Bâle 1903.

Il en est de même en Autriche. Voir à cet égard les publications intitulées *Laien als Strafrichter* du Dr *Georges Lelewer* dans les *Archiv für Kriminalanthropologie und Kriminalistik*, tome 12, p. 41 et suiv. et tome 14, p. 30 et suiv. *Lelewer* donne ici une statistique intéressante de la proportion des verdicts d'acquiescement des jurys et de ceux des tribunaux qu'il désigne sous le nom de *tribunaux de jugement (Erkenntnisgerichte)*; c'est à cette statistique que j'emprunte les quelques chiffres qui suivent.

Proportion des prévenus déclarés non coupables

	par les tribunaux de jugement	par le jury
En 1896	14.6 %	27.8 %
En 1897	15.7 %	30.5 %
En 1898	15.3 %	28.5 %
En 1899	16.1 %	28.8 %

Le nombre des verdicts d'absolution du jury a donc toujours atteint presque le double des acquittements prononcés par les tribunaux de jugement, quoique devant le jury les causes aient certainement été instruites avec le plus grand soin et l'acte d'accusation dressé avec beaucoup de prudence. Il est dit ensuite que, dans plus du cinquième des affaires, les prévenus ont été déclarés coupables d'un délit moins grave que celui pour lequel ils avaient été mis en accusation. Ainsi que le montre un relevé, également très intéressant, de l'issue des appels et pourvois déclarés par les accusés et le ministère public, les faits précités n'ont pas leur explication, comme on pourrait le croire, dans la bonne justice du jury et dans la justice trop sévère des juges de profession, mais plutôt « dans l'indulgence des tribunaux de jugement et dans celle bien plus grande encore du jury ». L'auteur en arrive ainsi à la conclusion que la lutte contre l'institution du jury doit être une des principales préoccupations des criminalistes.

Ces derniers temps, c'est surtout *Wach* qui, en Allemagne, s'est déclaré contre le jury. Voir sa spirituelle dissertation *Echevins ou jurés* dans le n° 2 de la *Deutsche Juristenzeitung* de cette année. Après avoir parfaitement établi le droit qu'a le peuple d'être investi d'un pouvoir de juridiction et exposé tous les désavantages du système qui consiste à faire rendre la justice uniquement par une magistrature de profession, il développe les raisons pour lesquelles l'institution du jury n'est pas la forme qui convient à l'exercice du pouvoir judiciaire des citoyens. Le *principal inconvénient* réside, à son avis, dans le *partage* de la juridiction. A elle seule, cette division crée déjà des difficultés insolubles. Tandis que les jurés sont appelés à statuer sur la culpabilité et, en Allemagne, aussi sur les points de droit, c'est-à-dire précisément sur les questions qu'ils sont le moins aptes à bien juger, on leur enlève complètement, abstraction faite de la question des circonstances aggravantes ou atténuantes, l'appréciation du degré de culpabilité. C'est cependant *pour établir la mesure de la peine* que le concours des jurés serait précieux; il empêcherait le juge de profession de tomber dans la routine, tandis que, d'autre part, l'action commune de l'*élément actif* et de l'*élément judiciaire* obvi-rait

au danger d'une trop grande diversité dans l'application des peines. « Combien peut être différente dans l'esprit des juges et dans l'esprit des jurés la conception des faits et de la culpabilité ! Les jurés trouvent l'accusé coupable, mais si peu, qu'ils voudraient bien pouvoir, comme cela se pratique en Angleterre, recommander de le gracier ; le tribunal est d'un autre avis ; à la grande surprise du jury, il condamne sévèrement. Ou *vice versa* : les jurés envisagent qu'une sévère condamnation serait bien méritée et le tribunal n'applique que le minimum de la peine. » (*Wach, loco citato*). Je sais moi-même par expérience qu'un grand nombre des injustifiables verdicts d'absolution rendus par les jurés — les secrets de la salle des délibérations ne restent pas toujours secrets — leur sont dictés par la crainte de voir le tribunal, au cas où ils déclareraient l'accusé *coupable*, infliger une peine plus sévère que celle qu'ils estiment avoir été méritée.

J'ai déjà fait remarquer que les jurés sont évidemment incapables de trancher les questions de droit, souvent difficiles même pour le magistrat judiciaire. Il est vrai qu'à cet inconvénient doivent remédier les éclaircissements donnés par le président. Mais, en Allemagne, ces éclaircissements ne devant pas être un résumé des débats, ils consistent presque toujours en un aride exposé de notions juridiques, en des citations de commentaires et de décisions de jurisprudence, que les jurés sont très rarement en état de comprendre et qui ne servent généralement qu'à faire naître des malentendus. Et lors même que, dans son exposé, le président commettrait des erreurs, ce qui est loin d'être impossible, cet exposé ne peut pas être discuté et, en pays germanique, il est inattaquable par des voies de droit.

Il faut mentionner aussi le jeu de questions et de réponses qui est inséparable de l'institution du jury, l'obligation qu'ont les jurés de s'en tenir aux questions qui leur sont posées par le tribunal et qui, *de fait*, sont toujours formulées sans leur coopération.

Prenons, par ex., le cas suivant : Un domestique, en colère contre ses maîtres, a mis le feu à un lit dans leur appartement. L'accusation a admis que l'accusé avait voulu que le

•

feu se propageât à la maison et il a fallu, en conséquence, poser la question de tentative d'incendie, qui suppose que l'accusé a eu l'intention d'incendier un bâtiment. Une autre question n'est pas posée, parce que tous les juristes qui ont eu à s'occuper de l'affaire ont envisagé les choses de cette façon. Mais les jurés, réunis dans la salle de leurs délibérations, se demandent si l'accusé n'a pas simplement voulu brûler le lit et s'il n'était pas persuadé que des secours viendraient à temps empêcher la propagation du feu. Ils ont bien le sentiment que, même dans ces conditions, l'accusé a mérité une sévère condamnation, mais ils ne voient pas comment l'atteindre pour le seul fait qui leur paraisse prouvé et n'ont pas l'idée non plus de rentrer dans la salle des séances et de proposer une question relative au dommage causé à la propriété. Qu'arrive-t-il alors? Les jurés répondent *non coupable*, contrairement à leur propre sentiment.

Il y a, en outre, l'influence exercée sur les résolutions des jurés dans la salle des délibérations par des facteurs totalement incontrôlables, tels que des articles de journaux qu'ils ont lus auparavant, des propos d'auberge, etc.

On doit également reconnaître que les jurés se laissent circonvenir plus facilement que les juristes, et pour des avocats, comme il y en a malheureusement beaucoup à notre époque, qui ne reculent devant aucun moyen de se créer une réputation et une clientèle, la tentation est grande de briller en faisant acquitter un accusé dont la culpabilité n'est pas douteuse. Bien des magistrats du ministère public se croient alors obligés de riposter en usant d'artifices oratoires qui siéent mal à la dignité de leurs fonctions.

Puis, il y a — exception faite du droit de poser des questions, dont il est rarement fait usage — l'attitude passive du jury jusqu'au moment de ses délibérations. « L'apport des preuves est conçu et s'exécute d'après un plan dont le juré n'avait aucune idée. Le tribunal refuse de laisser faire la preuve de faits qui, en cas d'entente, seraient peut-être d'une grande importance pour le jury. En refusant aussi d'entendre un témoin sous serment, il peut préjuger une question que les jurés envisagent tout différemment. » (*Wach, l. c.*)

•

Le juré entre alors dans la salle des délibérations et ici s'élèvent des doutes, auxquels n'ont songé ni le président, ni le ministère public, ni le défenseur, et qu'une brève explication suffirait souvent à dissiper. Mais qui la donnera, cette explication? Elle viendra çà et là d'un juré intelligent et expert en la matière, mais nombreux sont les jurys dans lesquels de pareils éléments font complètement défaut. Déjà sur la liste originale des jurés on voit d'habitude figurer, pour des motifs que j'indiquerai plus loin, des gens qui ont de la fortune, mais qui ne sont pas toujours intelligents. Et ensuite avec quel soin ces jurés ne sont-ils pas triés pour former le jury de jugement! Beaucoup de défenseurs cherchent à éloigner, en vertu du droit de récusation, tous ceux qui ont l'air intelligent et surtout, lorsque des connaissances spéciales seraient très utiles dans certaines causes, tous les hommes compétents; dans les affaires de banqueroute frauduleuse, par exemple, les négociants sont généralement récusés par les défenseurs.

Quelles sont les conséquences de ce système?

Je citerai deux cas que j'ai observés moi-même.

Une fille est accusée d'infanticide. Les médecins experts ont exprimé l'avis que l'enfant était vivant au moment où la mère a commis l'acte criminel. Un autre médecin cité par le défenseur doute que l'enfant ait vécu et expose sa manière de voir. Le ministère public et le défenseur critiquent le rapport médico-légal. Après les éclaircissements donnés par le président, les jurés se retirent pour délibérer. A peine se trouvent-ils réunis que l'un d'entre eux s'exclame en ces termes: « Quelles absurdités a débitées cet avocat! Si l'enfant n'avait pas vécu, la personne n'aurait pas pu être accusée de lui avoir ôté la vie. »

Voici l'autre cas: Un propriétaire terrien avait fait dresser procès-verbal contre deux jeunes filles qui étaient à son service et qu'il accusait de lui avoir dérobé les bijoux de sa femme défunte. Les jeunes filles sont trouvées en possession de ces bijoux; elles reconnaissent se les être appropriés, mais disent que leur maître les leur avait promis, pour les récompenser de s'être prêtées à ses volontés. Devant le tribunal de première instance, le propriétaire conteste, sous la foi du serment, avoir

eu des relations avec les accusées. En instance supérieure, des indices nouveaux, qui corroborent les allégations des jeunes filles, lui enlèvent toute échappatoire et il finit par avouer que ces dernières avaient dit la vérité. Il est mis en état d'arrestation et, renvoyé devant les assises pour faux serment, fait des aveux complets. Mais les jurés le déclarent non coupable et il est acquitté. Pourquoi? Parce que, comme on l'a su plus tard, les jurés avaient tenu le raisonnement suivant: « Nous ne pouvons cependant pas, à cause de deux drôlesses, envoyer à la maison de force un homme qui est dans une belle situation et qui n'a pas encore été condamné! »

Ce dernier exemple me conduit à signaler un des vices les plus graves de l'institution du jury, qui est peu à peu devenu un tribunal de caste.

L'éloignement souvent assez considérable du siège des assises, la longue durée de bien des sessions, les grands frais d'un séjour en ville, et d'autre part l'idée que le mandat de juré est une charge honorifique, qui ne doit pas être salariée, sont autant de causes pour lesquelles on ne voit figurer sur les listes des jurés que des citoyens en possession d'une certaine fortune.

Qu'arrivera-t-il alors quand le jury devra rendre son verdict, par exemple sur des infractions commises au cours d'une grève? Un jury composé uniquement d'employeurs pourra-t-il prononcer avec toute l'objectivité nécessaire sur la culpabilité d'employés qui sont en révolte contre leurs patrons? L'irritation est trop forte des deux côtés pour que cela soit possible.

Enfin, il faut signaler, et ici je citerai de nouveau *Wach*, « comme vice capital et irrémédiable de l'institution, l'impossibilité de soumettre le verdict à la cognition d'un autre pouvoir judiciaire et, par conséquent, d'en corriger les erreurs. L'exclusion de toute cause de réforme rend ces erreurs, à moins qu'elles ne se manifestent dans les réponses mêmes, absolument irrévocables, et c'est donc là un principe qui est en complet désaccord avec tout notre système de juridiction. Aussi cette institution du jury apparaît-elle partout comme un *corps étranger*, inconcevablement introduit dans notre organisation judiciaire pour en rompre l'harmonie. On connaît cette parole d'un maî-

tre du barreau : « Si j'étais coupable d'un crime dont je serais accusé, j'aimerais mieux être traduit devant le jury, et si j'en étais innocent, je préférerais être jugé par la chambre criminelle ! »

Il ne peut donc être question de rapiéceter l'institution du jury, en introduisant des réformes dans son fonctionnement, mais il faut purement et simplement l'abolir. On n'aura garde alors de la remplacer par des tribunaux uniquement composés de juristes, avec tous leurs défauts maintes fois signalés. On instituera au contraire les *tribunaux échevinaux*, qui ont fait leurs preuves partout où ils existent, qui offrent les avantages de la magistrature temporaire des jurés et ceux de la magistrature permanente des juristes, sans présenter les désavantages des deux institutions, et dans lesquels ce n'est naturellement pas aux juristes qu'on donnera la majorité. Dans ces tribunaux, présidés par un juriste, les juges pris au sein du peuple et les juges de profession fonctionnent ensemble, dès le commencement de la procédure, avec les mêmes droits ; ils prononcent ensemble sur l'admission des preuves, etc. et sont également réunis pour rendre le jugement sur la culpabilité et déterminer la peine. Mais il faut alors que ces tribunaux échevinaux remplacent les tribunaux de toutes instances, afin que ceux-ci ne présentent plus comme aujourd'hui un déplorable et déraisonnable manque d'harmonie.

Une chose encore est nécessaire. Pour éloigner du tribunal tout esprit de caste et pour que l'ouvrier intelligent puisse aussi être appelé à rendre la justice — ce qui ne serait certes pas au détriment de celle-ci —, il faudra que la charge d'échevin soit équitablement rétribuée. Les considérations financières ne doivent ici jouer aucun rôle : *Justitia fundamentum regnorum !*

Une question qui sera sans doute posée est celle-ci : Si, à raison des vices qu'elle présente, l'institution du jury doit être abolie, ne serait-il pas possible de la conserver au moins pour le jugement de certains délits qui sont une atteinte à la sûreté de l'Etat et à l'ordre public ? D'après ce qui vient d'être dit, ma réponse ne peut être douteuse. Je réponds *non*, et en ce qui concerne précisément ce genre de délits, *non*, mille fois *non*.

C'est ici qu'apparaissent le plus nettement les défauts de cette institution : influence des passions politiques et professionnelles, préventions nées de la lecture des journaux, sujétion vis-à-vis de l'opinion publique, verdict non motivé.

Comment des démocrates socialistes qui auraient commis des excès seraient-ils traités par un jury composé en majeure partie de grands industriels ? Ou comment des jurés antisémites traiteraient-ils un juif accusé d'un délit de presse ? Le juge de profession est bien aussi un homme et ne parvient pas, dès lors, à se soustraire entièrement aux influences de son éducation politique et religieuse, mais son activité professionnelle l'a habitué à une appréciation objective des faits et il lui sera plus facile qu'aux membres du jury de se défaire des préjugés. Il faut cependant que ce juge soit complètement indépendant du pouvoir. Or, pour garantir l'indépendance des juges, il importe que des mesures législatives suppriment, en France, la surveillance exercée par le ministère public et, dans une partie de l'Allemagne, l'emploi comme juges-suppléants d'assesseurs qui n'appartiennent pas à la magistrature permanente.

C'est par le mélange de l'élément profane avec l'élément judiciaire, sous forme de tribunaux d'échevins, qu'on obtiendra, notamment pour les délits politiques, la plus sûre garantie d'une bonne justice.

Supplément.

Ces lignes étaient écrites, quand m'est arrivée la très intéressante publication du Dr *Henri Görres, Der Wahrspruch der Geschworenen und seine psychologischen Grundlagen*, qui a paru dans la revue intitulée *Juristisch-physiologische Grenzfragen*, publiée par *Finger, Hoche et Bresler*.

Görres examine encore la question à divers points de vue que je n'ai pas développés ci-dessus et parmi lesquels je citerai :

la perplexité dans laquelle se trouve le juré dépourvu d'une instruction supérieure lorsqu'il a devant lui pour la première fois tout l'appareil des assises ;

l'impression produite par la lecture de l'arrêt de renvoi, dans lequel le partisan du régime autoritaire trouve déjà l'in-

dication du verdict qu'il doit rendre, tandis que celui qui est imbu d'idées démocratiques est facilement entraîné dans la direction contraire ;

l'impossibilité de se rendre compte, le plus souvent, de ce qu'il y a d'essentiel dans cet arrêt et partant l'ignorance des faits sur lesquels doit principalement porter l'interrogatoire des témoins, et ici l'auteur cite comme exemple le cas de préméditation dans les meurtres ;

l'inexpérience du juge occasionnel qui se laisse facilement prévenir par l'impression bonne ou mauvaise que fait l'accusé ;

la suggestion que peut exercer de différente façon la personnalité du président, du magistrat du ministère public ou du défenseur ;

enfin la durée parfois très longue de la détention préventive, qui est la conséquence de la périodicité des sessions d'assises.

C'est uniquement aussi dans le *tribunal échevinal germanique* que Görres voit la solution de toute la question.

- - - - -

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

DEUXIÈME QUESTION

Peut-on astreindre au travail les prévenus ou les accusés, lorsqu'ils ont été antérieurement condamnés à une peine privative de liberté?

Si le travail ne peut pas être imposé à ces prévenus ou accusés, l'imputation de la détention préventive sur la durée de la peine ne doit-elle pas être subordonnée à l'acceptation volontaire du travail pendant la détention?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le comte d'HAUSSONVILLE,
de l'Académie française et de l'Académie des sciences morales et politiques.

La question de savoir si des prévenus ou accusés peuvent être astreints au travail, lorsqu'ils ont été antérieurement condamnés à une peine privative de la liberté, est assez nouvelle, malgré les discussions du Congrès de St-Petersbourg.

Peut-être même paraîtra-t-elle un peu étrange à ceux qui ne veulent point faire en matière pénitentiaire du pur empiri-

risme et qui ont conservé l'habitude de résoudre les questions suivant certains principes. Or, si un principe paraissait solidement établi, c'est que la détention préventive n'est pas une peine. Elle a uniquement pour but de maintenir le prévenu à la disposition de la justice; mais, jusqu'à sa condamnation, il est réputé innocent. Comment donc penser à lui imposer l'obligation du travail qui est considérée comme un des éléments de la peine? Et il importe peu, en se plaçant toujours au point de vue des principes, que le prévenu soit un récidiviste. Il n'en est pas moins, tout comme le prévenu arrêté pour la première fois, présumé innocent, et le bénéfice de cette présomption d'innocence doit lui demeurer également acquis.

Tout cela semble si évident, si clair qu'on peut même se demander comment et d'où la question est née. Sans doute, de considérations pratiques. Les hommes qui gouvernent les prisons ou qui les fréquentent dans une pensée charitable, ont été vraisemblablement frappés des inconvénients de longues heures d'oisiveté que la lenteur de certaines instructions infligent parfois au prévenu. Ils ont pensé, et ils n'ont pas tort, que ces heures d'oisiveté étaient nourricières de toute sorte d'inconvénients et de vices, soit, si le prévenu est détenu en commun, qu'elles favorisent les camaraderies funestes, soit, s'il est soumis au régime cellulaire, qu'elles aggravent pour lui les dangers et les tristesses de la solitude. Ils ont cherché dans le travail obligatoire un remède à ces inconvénients. Ils n'ont point cru pouvoir soumettre à cette obligation tous les prévenus sans distinction. Mais, supposant sans doute que le prévenu récidiviste avait moins de chance qu'un autre d'être innocent, ils n'hésitent pas à proposer de le soumettre, à l'avance, au régime des condamnés.

Ces considérations ne sont assurément pas sans valeur; mais elles ne sauraient, suivant nous, aller jusqu'à faire admettre la proposition.

Rien n'est dangereux, en effet, en matière pénitentiaire comme en toute autre, comme de s'écarter des principes et de se diriger par des considérations empiriques. Or, le principe qui régit toute la matière est celui-ci: Le prévenu est réputé innocent. Il ne saurait être soumis au régime des condam-

nés. Il importe peu qu'il soit ou non récidiviste. Le fait qu'il ait subi une première condamnation ne saurait lui faire perdre le bénéfice de la présomption d'innocence. Peut-être même, ainsi que le fait observer finement dans son rapport M. Bertrand, directeur de la prison de Namur, le magistrat se sera-t-il fait d'autant moins scrupule de le soumettre au régime de la détention préventive que la condamnation antérieurement subie par lui aura paru une présomption suffisante de culpabilité. Rien n'autorise donc à le traiter d'une façon différente. Prévenu il est; et c'est au régime des prévenus, non à celui des condamnés qu'il doit être soumis. A nos yeux, la réponse n'est donc pas douteuse. C'est par la négative qu'il faut résoudre la question posée.

Il n'en est peut-être pas de même de la seconde: L'imputation de la détention préventive ne doit-elle pas être subordonnée à l'acceptation volontaire du travail pendant la détention? Il y a aujourd'hui, en effet, dans les législations européennes, une tendance à imputer la détention préventive sur la durée de la peine. Le principe, en lui-même, est assez discutable. En effet, il tend à assimiler la détention préventive à une peine. Or, ce n'est pas une peine. C'est une mesure de précaution; et, en fait, ceux qui sont soumis à cette mesure sont astreints à un régime tout différent de celui auquel sont soumis les condamnés. Il y a donc quelque chose de singulier à assimiler les deux régimes l'un à l'autre et à dire, par exemple, que trois mois de détention préventive équivalent à trois mois d'emprisonnement ou de réclusion.

Cela est étrange surtout si le prévenu a joui du bénéfice de ce régime de faveur qu'on appelle en France la *pistole*, s'il a pu, par exemple, faire venir sa nourriture du dehors et s'assurer dans la prison un confortable relatif. L'assimilation devient alors tout à fait choquante, et l'on comprendrait que, pour rétablir une certaine égalité entre le régime de la détention préventive et celui de la peine, la pensée soit venue de n'accorder le bénéfice de l'imputation qu'à ceux qui auraient accepté l'obligation du travail pénal. L'égalité entre les deux régimes se trouverait ainsi, dans une certaine mesure, rétablie et justifierait une imputation qui, en principe, est critiquable.

En résumé, sur la première question, notre opinion est très nettement pour la négative. Sur la seconde, le principe de l'imputation une fois admis, cette imputation serait plus rationnelle, si le bénéfice en était accordé à ceux-là seulement qui, pendant la durée de leur détention préventive, se seraient soumis à l'obligation du travail.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

QUATRIÈME QUESTION

Est-il nécessaire de créer des établissements de détention spécialement affectés :

- a. *aux personnes à responsabilité restreinte,*
- b. *aux ivrognes invétérés?*

Si oui, selon quels principes ces établissements devraient-ils être organisés?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. ERNEST FRIEDMANN à Budapest.

L'idée de la responsabilité restreinte, traitée dans une volumineuse bibliographie, qui s'est accrue durant ces dernières années surtout, n'a pu recevoir encore une solution satisfaisante, se présentant sous un jour favorable. Les problèmes connexes qu'a soulevés cette idée manquent, dans leur développement, aussi bien de la structure qui leur est nécessaire que de l'harmonie qui leur est indispensable. Ces défauts s'expliquent par le caractère inhérent à cette idée qui, d'une subtilité extrême, forme, pour ainsi dire, la limite entre la psychiatrie et la science du droit.

Etant donnée cette nature de l'idée, elle devint, pour ainsi dire, le point de contact d'intérêts contraires qui se heurtent dans cette formidable lutte mettant en danger les intérêts vitaux du droit pénal. De cette antithèse des intérêts résulte l'impossibilité d'une entente réciproque qui, seule, peut constituer la base d'un progrès sûr, aussi bien en ce qui concerne la science, qu'en ce qui touche à la législation, d'une importance capitale, surtout lorsqu'il s'agit de cette idée dans la discussion de laquelle s'enchevêtrent les fils des sciences les plus diverses.

Cette lutte engagée entre les divers intérêts est la cause de ce que les limites de l'idée même, ainsi que son contenu sont soumis à de perpétuelles vacillations, et cela parce que la psychiatrie tout aussi bien que la science du droit cherchent à faire prévaloir leurs principes fondamentaux. Tantôt on rencontre une tentative qui s'efforce d'introduire cette idée simplement dans le droit pénal dogmatique, tantôt on se trouve en face d'une autre tendance qui rompt en visière avec tout les principes fondamentaux de droit pénal reconnus aujourd'hui, et qui fait rentrer la solution dans le cadre d'un système utopique. D'autre part, il n'est pas rare de rencontrer des projets qui évitent toute décision en principe, ignorant, pour ainsi dire, l'importance de la question et négligeant de tenir compte des particularités sociologiques et psychiques.

En ce qui concerne la solution de la question mise à l'ordre du jour du Congrès, elle ne peut avoir de valeur réelle que si elle découle organiquement de toutes les antithèses, et qu'elle puisse être mise en harmonie avec les principes fondamentaux du droit pénal qu'il n'est pas permis d'ignorer, mais qui, tout en se montrant dans le cadre tracé par ces principes, tient compte de l'importance et des particularités inhérentes à la question, c'est-à-dire la solution qui circonscrit nettement et régulièrement la marche des idées.

I.

Dans la discussion de cette question il semble propice de prendre comme point de départ les expériences acquises qui semblent vouloir démontrer l'effet nuisible que les établisse-

ments actuels de détention exercent sur les individus pathologiques. Cependant il me paraît plus probant encore de traiter la question en comparant l'effet exercé par la punition sur les individus à responsabilité restreinte, avec celui que l'on peut observer sur les criminels en pleine jouissance de leurs facultés mentales et par conséquent responsables. Examinant alors la question sur la base des phénomènes anormaux découlant de cet état pathologique, il s'agirait d'établir si, oui ou non, on se trouve, quant à l'exécution de la peine, en présence de telles différences catégoriques qu'elles justifieraient la création d'un nouveau genre d'exécution de la peine. L'avantage de cette méthode consiste en ce qu'elle résout la question dans ses généralités, indépendamment de la question vitale relative aux établissements ordinaires et actuels de détention. Car si l'on se contentait de rechercher simplement l'effet nuisible et le manque de but du mode d'exécution des peines privatives de la liberté, tel qu'on le pratique aujourd'hui à l'égard de ces individus malades, l'on n'arriverait qu'imparfaitement à signaler la différence de situation dans laquelle se trouvent ces individus pathologiques, au point de vue de l'exécution de la peine et par rapport aux autres criminels. Et cela d'autant plus que plusieurs questions mises à l'ordre du jour de ce Congrès démontrent combien peu la peine privative de la liberté, appliquée à des criminels ordinaires et en possession normale de leurs facultés mentales, est propre à assurer le but à atteindre dans sa forme actuelle.

Mais il est encore une autre raison qui plaide en faveur d'une généralisation de la question : elle permettrait, notamment, de prendre en même temps une décision dans une circonstance importante et décisive par rapport au résultat à atteindre, c'est-à-dire qu'elle déterminerait le point de vue duquel il faudrait envisager la nécessité de l'isolement.

Celui qui étudiera la question sous le côté psychique, c'est-à-dire qui cherchera à établir si, oui ou non, il y a lieu de soumettre ces individus pathologiques à un traitement curatif, atteindra un tout autre résultat que tel autre, qui, s'appuyant sur les principes fondamentaux du droit pénal, recherchera s'ils peuvent encore encourir la punition. Il y aura encore diffé-

rence dans le résultat selon que quelqu'un considérera comme terminée la tâche du droit pénal, dès que la peine privative de la liberté aura été appliquée, ou si, au contraire, il attache l'importance capitale à l'effet produit par l'exécution de la peine, voire même s'il attribue l'essence de la responsabilité précisément à la conformité de l'exécution au but à atteindre.

Il importe donc de décider laquelle de ces diverses opinions est appelée à faire valoir ses principes fondamentaux, et cela d'autant plus, qu'à défaut de cette précision, l'idée même de la responsabilité restreinte restera obscure, indécise, et le fond en sera autre en se plaçant à un point de vue différent.

II.

L'idée de la responsabilité restreinte a été formulée par les plus enthousiastes adeptes de la culpabilité morale et de la liberté de volonté, et cela parce que, selon eux, dans ces états pathologiques transitoires la maladie influe sur la possibilité d'une libre manifestation de la volonté. Mais en recommandant une réduction de la peine infligée à ces individus, ils considéraient leur tâche comme étant épuisée, donnant comme motif que le droit de punir de l'Etat était motivé par la libre volonté de l'individu.

C'est vers le milieu du XIX^e siècle que se produit l'immense expansion de la psychiatrie. C'est à cette époque que cette branche de la science, en pleine fermentation, jaillit en quelque sorte de cette découverte à portée incalculable, qui affirmait que toute maladie mentale dérivait d'une déformation du cerveau. Stimulés par la ferme conscience du développement historique, les savants tournent alors leurs regards vers les dogmes d'autres branches de la science, afin de faire partout prévaloir leurs thèses.

Ils ont érigé en principe que tout criminel est un malade, que tout criminel accomplit son crime en vertu d'une loi «ne varietur» indépendante de toute influence humaine. Donc : toute punition manque son but, sans compter qu'elle ne peut même être appliquée, puisqu'il n'y a pas de faute individuelle. Elle doit céder la place au traitement curatif auquel sera sou-

mis l'individu. Cette conception des choses eût assuré la prépondérance de la psychiatrie sur tout le domaine du droit pénal.

Cette théorie a été démentie par la science elle-même. L'on mit à jour la tendance exclusive des théories de Lombroso et de ses adeptes, et elles furent renversées précisément par les lois de l'hérédité, que les partisans de ces théories avaient invoquées comme preuve à l'appui de leurs assertions.

Depuis lors on conçoit le droit pénal même au point de vue déterministe, en considérant la culpabilité non pas comme une infraction au devoir, découlant de la libre volonté de l'individu, mais comme une absence des formations naturelles d'obstacles, qui, permanente ou momentanée, constitue le degré de la culpabilité.

Tout principe fondamental du droit pénal reste donc intact. Reste également intact ce principe cardinal qui veut que toute punition infligée ait un fait pour base. Pour juger du degré de culpabilité, on prend comme base l'état d'âme de l'individu au moment où il s'est décidé à accomplir l'action. Reste intacte encore la punition, qui est le seul moyen possible et propre à la répression de la criminalité, et l'idée de la responsabilité qui constitue les limites du domaine échü au droit pénal, formant, au surplus, la ligne de démarcation entre la possibilité et la non-possibilité d'appliquer une punition. Quant à la psychiatrie, elle conservera son empire sur tout ce domaine qui tombe en dehors des limites de la responsabilité, c'est-à-dire partout où le droit pénal est sans effet, et dans ces cas, elle aura toutes les facilités voulues pour faire application de ses principes en remplaçant la punition par un traitement curatif et par la correction.

Actuellement, la psychiatrie tourne son attention vers une idée formulée depuis longtemps déjà : je veux dire vers la responsabilité restreinte, créée, à son origine, précisément par les plus fervents adeptes du libre arbitre. Repoussée comme elle l'est de son ancien domaine, elle cherche à l'accroître en faisant main-mise sur cette idée, c'est-à-dire en joignant à sa sphère d'action le groupe des individus pathologiques, attendu que les psychiatres ont érigé en principe cette thèse qui

soutient que, dans ces cas aussi, « guérir vaut mieux que punir ». Et voilà pourquoi les antithèses de ces deux sciences se sont rencontrées précisément dans le domaine relevant de l'idée qu'on se fait de la responsabilité restreinte.

Les antithèses qui existent entre la psychiatrie et la science de droit se réfléchissent nettement dans la désignation même du genre de l'idée : tantôt on la voit désignée sous le nom d'une simple idée technique de droit, tantôt comme simple thèse de psychiatrie, tantôt, enfin, comme thèse de psychologie de droit, conformément au principe de la parité, ou encore sous le nom de psychiatrie de droit.

Pour bien juger jusqu'à quel point cela ressort des antithèses ci-dessus mentionnées, il suffit de considérer que personne ne s'est avisé encore de donner à la succession, par exemple, le nom de thèse de physiologie, uniquement parce que la survenance ou la non-survenance de l'effet de droit de la succession se voit rattachée à un fait physiologique, c'est-à-dire à la mort du testateur. Pourtant c'est à quoi l'on assiste, puisque dans un cas tout à fait analogue, c'est-à-dire dans celui de la responsabilité à propos de laquelle la survenance ou la non-survenance d'une sanction de droit civil ou pénal se rattache à un état psychologique ou psychiatrique constituant la condition première, l'on ne parle de rien moins que d'une thèse de psychologie de droit ou de psychiatrie de droit.

De prime abord il est indubitable que le caractère psychique de la condition première ne suspend pas et ne fait pas cesser le caractère de droit de la thèse. La thèse de la responsabilité est une thèse de technique de droit, puisque le droit pénal s'en sert à seule fin de tracer une limite à sa sanction. Donc, en jugeant de cette question, il importe que ce soit les principes fondamentaux du droit pénal qui en constituent la base.

Conclusion. Voici le point de vue qui doit servir de base aux recherches à faire : établir jusqu'à quel point il y a possibilité de frapper en punissant, c'est-à-dire comment il y aurait possibilité de créer des formations de résistances, et non pas rechercher la nécessité plus ou moins réelle d'un traitement pathologique.

III.

Pour établir et fixer la mesure en laquelle peuvent être frappés de punition ces individus pathologiques, il y a lieu de suivre la voie qui passe par la thèse de la conception.

Qu'est-ce que c'est que la responsabilité? C'est, d'après M. de Liszt, la susceptibilité qu'un individu manifeste à l'égard des motifs qui lui ont valu une punition. Est considéré comme responsable celui sur qui la menace d'une punition et surtout l'exécution de celle-ci est capable d'exercer un effet au moment où l'individu se décide à agir, c'est-à-dire celui qui est motivable au moment où il prend une décision. L'on n'applique une peine qu'à l'individu dans l'âme duquel cette punition est capable de créer des formations faisant obstacle à l'exécution d'un dessein. La possibilité de créer de semblables formations constitue donc l'essence de la responsabilité.

L'état d'âme dans lequel se trouve l'individu au moment où il se décide à agir, sert de base à l'examen qui porte sur sa responsabilité. C'est en examinant le procès par lequel passe le fonctionnement de la décision qu'il faut établir si, oui ou non, il existe encore un degré de punissabilité chez des individus où la maladie ne domine pas entièrement la faculté de décision, mais exerce pourtant une influence plus ou moins déterminante. Et si de cet examen il ressort qu'il y a possibilité de créer en eux des formations de résistance, il y a lieu de déterminer les conditions dans lesquelles se trouve cette susceptibilité par rapport à celle qui se manifeste chez les individus normaux.

C'est là que se manifeste le symptôme qui fait que la condition primaire de la responsabilité est d'un caractère psychique. Car c'est à la psychiatrie qu'incombe le devoir d'examiner rétrospectivement, jusqu'au moment où a été prise la décision d'agir, quelles sont les anormalités que cause la maladie plus ou moins grave sur les motifs à invoquer.

Les investigations faites sous ce rapport se résument en ceci: La décision d'agir naît de la lutte que se livrent les diverses formations. Les formations sont transformées en motifs par les ondulations d'humeur provoquées par les dispositions

d'âme. Chacune des formations possède une certaine humeur qui varie, quant au fond, chez les différents individus selon le caractère et le tempérament de chacun d'eux. Toute disposition fait naître une certaine ondulation dans l'humeur, et ce mouvement peut se porter soit sur la séparation de cette disposition, soit sur son empêchement. Si plusieurs formations se présentent simultanément à la conscience, le motif de l'action sera fourni par celle des formations en lutte, qui aura occasionné la plus forte ondulation dans l'humeur de l'individu, car c'est celle-là qui aura prêté la force qui aura motivé la formation prédominante.

Il est impossible de rattacher à des critères les particularités plus ou moins normales des motifs. Pour ces raisons, il y a lieu de donner à l'examen comme centre de gravité ceux des états d'âme chez lesquels les motifs ont déjà pris une direction anormale, c'est-à-dire qu'il y a lieu d'examiner les particularités que la maladie fait naître dans le fonctionnement de la vie spirituelle.

Plus l'intensité de la maladie est grande et plus la décision est subordonnée à l'impression du moment. En face de l'effacement toujours croissant des formations de résistance, ou bien en face de l'affaiblissement continu de leur disposition, joint à l'accroissement simultané et anormal de la disposition inhérente aux formations du « moi », la proportion entre l'importance des suites dues à une action quelconque, et celle que comporte l'acquisition d'une bonne sensation désirée, ou l'importance attachée au désir d'écarter une mauvaise sensation, tel qu'on le rencontre ordinairement chez des individus normaux, se déplace de plus en plus de son centre d'action habituel.

En mettant les individus sous l'action d'une révélation intérieure, l'on tient ordinairement peu compte de ce qui peut être attendu de l'avenir; par contre, on attache une bien plus grande importance à tout ce qui est ressenti momentanément, de sorte que, parvenue à un certain point, la décision naît entièrement sous la pression exercée par le moment à la suite de la disparition totale des formations de résistance, ou comme conséquence de la disposition tout à fait négative de ces for-

mations. C'est-à-dire que la réaction anormale commence là où la construction des formations est déjà anormale, ne fût-ce que dans la mesure la plus insignifiante, ou encore là où la disposition de ces formations commence à devenir négative. Dans les limites de la réaction anormale, il y a lieu de faire encore une distinction selon qu'il existe une proportion entre le présent et entre ce qui peut se produire plus tard, bien que cette proportion soit déjà déplacée, ou bien, si on ne la fait pas, elle cesse complètement d'exister. Le caractère principal de l'effet maladif se manifeste donc dans la réaction anormale, soit dans le fonctionnement désordonné.

Il faut donc appliquer ces résultats aux motifs invoqués à l'appui de la punition, et tracer, enfin, les limites de la responsabilité restreinte aussi bien en comparaison avec l'irresponsabilité totale qu'avec la responsabilité pleine et entière.

M. de Liszt place les limites de la responsabilité entre la réaction normale et la réaction anormale. D'après lui, la réaction normale constitue la base de la responsabilité : là où cette réaction prend fin commence, en même temps, l'irresponsabilité. C'est à l'aide de cette définition que M. de Liszt veut rattacher la punition répressive à la peine conforme au but à atteindre, attendu qu'il désire relier la responsabilité à des critères indépendants de l'effet exercé par la punition, et maintenir de la sorte la susceptibilité de la punition à subir. Dans ces critères, il englobe en même temps le critérium du rationalisme, attendu que selon cette formule la susceptibilité d'être puni et la punissabilité se rencontrent. Cette thèse ne peut, cependant, être approuvée que dans les cas où la susceptibilité envers la punition ne se manifeste que chez des individus qui peuvent être normalement motivés.

Je dresse donc ici les trois phases de la vie spirituelle : la réaction normale, la réaction totalement anormale et celle incomplètement anormale, selon que la vie spirituelle est saine, que l'état maladif la domine entièrement, ou qu'il n'y fait que ressentir son influence. Les deux cas extrêmes ne causent aucun souci, car il est hors de doute que si la structure des formations et leur disposition sont normales chez le criminel

au moment où il prend sa décision; s'il dispose de la proportionnalité entre ce qui peut être atteint dans le présent et attendu dans l'avenir, tel qu'on le constate chez l'homme normal, la menace d'une punition, mais son exécution surtout, sont capables de produire de l'effet et à même de le motiver, lui et l'homme normal. En outre, il est évident que si les formations sont entièrement incolores, leur disposition est fortement négative, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de proportionnalité, et alors la punition infligée à la suite d'une action accomplie dans un état semblable n'est pas conforme au but proposé, ni en ce qui concerne l'homme ayant perpétré l'acte, ni en ce qui touche à tous ceux qui se trouvent dans un état d'âme semblable au sien.

Examinons maintenant de près ce domaine des états d'âme où la maladie ne fait qu'influencer la décision.

Dans les cas relevant de cette catégorie, M. de Liszt nie l'existence de la punissabilité parce que les motifs y sont anormaux.

Il se peut que c'est afin de pouvoir maintenir sa formule, qui sert les importants intérêts de la conciliation entre les antithèses surgies à la suite des luttes engagées pour la réforme, que M. de Liszt fut retenu de se livrer à une analyse plus approfondie de ces états transitoires.

En ce qui me concerne, mes investigations m'ont permis de trouver dans ces cas aussi une certaine susceptibilité pour les motifs invoqués à l'appui de la punition. Cependant cette possibilité de motiver n'a pas de tendance positive, c'est-à-dire que ni la menace d'une punition, ni même son exécution ne saurait, quelle que soit la rigueur avec laquelle elle est appliquée, rebuter ces individus maladifs, de la perpétration d'un crime quelconque alors que leur état maladif, ou d'autres circonstances extérieures les y déterminent à la suite du déplacement que la proportionnalité a subi dans leur vie spirituelle.

En ce qui concerne la possibilité de motiver, ainsi que la susceptibilité manifestée pour la punition, je les rencontre dans ces individus en ce qu'ils montrent encore de la susceptibilité pour l'impunité. En d'autres termes: si, dans ces cas donnés,

il n'y avait pas de menace de punition, c'est-à-dire si la punition encourue ne leur était pas appliquée, la conscience de cette impunité serait capable d'exercer sur eux une impulsion, et cette circonstance les pousserait à l'exécution des crimes, même alors que d'autres circonstances et l'état maladif en eux-mêmes en seraient incapables. Et cela est très possible, étant donné que la structure des formations est seulement obscure, ou que leur disposition n'est que modérément anormale.

Cette possibilité négative de motiver décroît en raison inverse de l'accroissement de l'état maladif et du déplacement de plus en plus accentué de la proportionnalité, jusqu'à ce que, arrivée à un certain point de ce procès, la susceptibilité cesse totalement d'exister avec la disparition complète des formations ou la négation absolue de leur disposition. C'est là que prend naissance le domaine de l'irresponsabilité. *

La possibilité négative de motiver constitue donc ce cachet principal qui prête à la responsabilité restreinte son caractère et son individualité, qui la délimite aussi bien par rapport à la responsabilité pleine et entière où il existe aussi une possibilité positive de motiver, que par rapport à l'irresponsabilité, où il y a absence totale de toute possibilité de pouvoir motiver.

Il nous est donc impossible de nous identifier avec M. de Liszt, lorsqu'il prétend que ces individus entachés d'un état maladif ne peuvent faire l'objet d'aucune punition.

La belle phrase qu'a prononcée M. de Liszt : « Ce n'est pas le glaive justicier qui doit constituer le symbole du jugement porté sur ces individus, mais la baguette d'Esculape », peut trouver son application dans un autre domaine, et je veux bien que ce principe soit gardé à vue dans l'application de la politique sociale. C'est sur ce terrain-là qu'il y aurait lieu de considérer l'infériorité d'adaptation de ces individus, et de leur rendre plus légères leurs conditions d'existence. Mais, du jour où ils auront fait invasion dans la sphère de droit d'autrui, il faut absolument sévir contre eux, sans toutefois outrepasser la mesure qui est absolument indispensable à la protection des individus et de la société en général.

IV.

Dans cette partie, l'on rencontre déjà l'harmonie nécessaire entre la substance de la thèse de la responsabilité restreinte et la désignation de ses éléments constitutifs, et cela, parce qu'il a été établi que dans ces cas il existe encore de la punissabilité, mais seulement dans une mesure restreinte.

Il n'en n'est pas de même dans d'autres cas.

Les psychiatres prétendent que dans ces cas ce n'est pas à la punition, mais à la guérison qu'il faut avoir recours.

D'après M. de Liszt, ces états ne présentent aucune possibilité de motiver: il n'y en a point.

Mais dans ce cas, pourquoi donc luttent-ils pour la reconnaissance et le maintien de la thèse préconisant la responsabilité restreinte? Leurs assertions portent manifestement le cachet de l'inconséquence. Car quelle peut être l'autorité de cette thèse si le symptôme qui lui sert de base porte les mêmes signes caractéristiques que ceux qui sont inhérents aux cas de l'irresponsabilité absolue? Du point de vue auquel ils se placent, il s'ensuit que l'idée n'existe pas.

V.

Le critérium de l'idée nous est donné par les formations anormales que la maladie provoque dans les motifs invoqués. En concédant l'idée sous cette forme, il s'ensuit que le groupe des buveurs d'habitude en constitue un cercle plus restreint. Il est bien entendu qu'en ce qui concerne cette classe de buveurs, il y a lieu de ne comprendre dans la thèse de la responsabilité restreinte que ceux chez lesquels les formations anormales dues à l'intoxication ne font qu'influer sur la décision. Le code italien distingue aussi les ivrognes irresponsables des ivrognes à responsabilité restreinte. La question relative à l'efficacité et à la rigueur de la punition doit donc, conséquemment, être résolue conjointement et simultanément avec celle qui a rapport à la responsabilité des buveurs invétérés. Toutefois il y aura lieu d'examiner séparément si, dans le traitement, il faut tenir compte de la différence inhérente aux groupes de maladies hétérogènes englobées dans l'idée de la

responsabilité restreinte, et, en conséquence, aussi de celle qui a trait au groupe des buveurs d'habitude.

VI.

Au point de vue de la mesure de la punition à appliquer et de son exécution, nous nous trouvons placés sur la base de la « *lex minima* ». Nous ne causons à l'auteur du méfait que juste la somme de mal qui est absolument indispensable à l'obtention de l'effet désiré que l'on peut raisonnablement obtenir.

Examinons un peu l'effet que l'on peut encore obtenir par la punition, lorsqu'il s'agit d'individus partiellement responsables.

D'ores et déjà nous savons qu'il ne nous est pas permis d'espérer que la menace d'une punition, voire même son exécution, quelle que fût la gravité de la punition, rebuterait un de ces individus de la perpétration d'un méfait ou d'un crime quelconques. Dès lors, il est un fait acquis: si l'on n'a besoin de la punition qu'à seule fin d'entretenir dans l'individu la conscience de se voir puni, c'est-à-dire la conscience que son état maladif ne constitue pas en lui-même un fait disculpant, et si l'intimidation négative constitue le seul résultat que l'on puisse raisonnablement attendre de la punition, une petite punition suffit tout aussi bien qu'une grande pour atteindre ce but.

Nous voici donc parvenu au point qui doit décider de la question. L'on établit que les criminels à responsabilité restreinte doivent encourir une punition, mais que la peine qui leur est appliquée doit être différente de celle dont sont frappés les individus pleinement responsables, c'est-à-dire qu'elle doit avoir un caractère plus doux. Et cet adoucissement doit porter tout aussi bien sur la mesure de la peine que sur l'exécution de celle-ci. En appliquant ces principes à la peine privative de la liberté, l'on obtiendra la réponse attendue à la question posée:

- 1° Il y a lieu de créer des établissements spéciaux de détention pour les individus à responsabilité restreinte;
- 2° Ces établissements doivent avoir un caractère pénal;

- 3° L'exécution de la peine doit, en tous sens, être plus douce dans ces établissements, que celle qui est habituellement appliquée dans les établissements ordinaires de détention.

VII.

Bien que reposant sur de tout autres bases, cette solution s'accorde avec les maximes pratiques que le peuple se fait sur l'individualisme.

Au surplus, le résultat ainsi obtenu s'accorde aussi avec la solution préconisée par ceux des projets qui admettent la possibilité, pour l'individu, d'exercer librement sa volonté.

S'il y a divergence, elle se manifeste tout au plus en ceci que la punition plus douce porte en même temps sur l'exécution, ce qui ne constitue pas une antithèse, mais une continuité du développement donné à une chose.

Cette correspondance tout à fait fortuite dans les solutions apportées facilite en une large mesure la transition entre l'ancienne et la nouvelle substance de la thèse de la responsabilité restreinte.

Par contre on ne saurait approuver le système de ceux qui, partant de leur propre point de vue, arrivent à un résultat diamétralement opposé au nôtre. Et, malgré tout, ils proposent une punition plus douce, uniquement à l'effet d'établir l'harmonie entre l'ancienne substance de la responsabilité et la conscience morale.

C'est de la même manière qu'agissent beaucoup d'autres de ceux dont le point de vue implique une punition de beaucoup plus grave. Donnant à leur thèse une teneur spéciale, ils entendent sous une moins grande punissabilité, que la punition peut rebuter ces individus pathologiques de la perpétration des méfaits, et prétendent qu'avec ces individus on ne peut atteindre au même résultat que celui qu'on obtient avec les individus normaux, qu'en leur appliquant une punition plus intensive.

Cette même mesure inférieure de punition est recommandée au nom de la conscience morale, par un grand nombre de ceux qui ont choisi comme point de départ le danger social plus intensif que représentent ces individus pathologiques,

d'où il résulte qu'ils concluent également à l'application d'une punition plus grave. Et ceux-ci vont même jusqu'à perdre de vue cette circonstance qui fait que ce n'est pas la nécessité de création des formations de résistance qui constitue l'essence de la responsabilité et, en conséquence, le thermomètre de la punition à appliquer, mais bien la possibilité de faire naître ces formations portant obstacle à l'exécution d'un dessein conçu.

L'acceptation de l'ancienne substance de la thèse rend superflue une nouvelle rédaction même dans le cas où ce ressort formerait antithèse avec le résultat atteint.

VIII.

Jusqu'à présent je me suis servi d'une base reposant sur une question de principe, pour conclure à la nécessité de créer des établissements spéciaux de détention. Cependant il faut y joindre encore un très important argument que je tire de la manière dont on exécute aujourd'hui les peines privatives de la liberté. Sous sa forme actuelle, la peine privatives de la liberté laisse des traces profondes, même chez les individus normaux. La sévérité de la discipline, le manque d'air frais et de mouvement, le travail monotone, semblable à celui d'un esclave, d'une part; d'autre part, le silence obligatoire et l'isolement prolongé qui déchaîne les tortures du repentir et fait mille fois plus sentir le caractère infamant de la punition, minent peu à peu l'individu même le plus fortement constitué aussi bien physiquement que moralement. Combien plus grave ne doit pas être l'effet de cette punition sur ces hommes névropathiques et faibles qui ont encore, au surplus, une forte prédisposition pour les maladies mentales.

Je préfère, toutefois, faire parler à ma place des faits plus convaincants: L'on n'ignore certes pas les cas, toujours répétés, de ce fameux « Zuchthausknall » dans lesquels l'organisme, déjà affaibli, finit par s'effondrer complètement. Mais ce qui est surtout intéressant, ce sont les observations qui ont été faites dans ces derniers temps, dans un grand nombre d'établissements de détention, sur l'état mental des détenus, p. ex.:

MM. Moravcsik en Hongrie, Bleuler à Zurich, Allison à New-York, Rauchstein en Norvège et Næcke à Hubertsburg. A peu de différence près, tous ces savants ont constaté de 3 à 5 % d'aliénés parmi les détenus. Parlant de ces symptômes, Næcke conclut à ce que ces criminels étaient déjà atteints d'aliénation mentale au moment de la perpétration de leur méfait, mais que cet état maladif n'a pas été reconnu chez eux. Cependant il est plutôt probable qu'en perpétrant leur crime la majeure partie de ces individus étaient atteints seulement de neuropathie, c'est-à-dire enclins à l'aliénation mentale, et ne sont devenus effectivement des aliénés que sous l'effet exercé par l'exécution de la peine.

Or, si l'on ajoute à ce nombre la proportion de ceux qui, bien qu'atteints d'une responsabilité restreinte seulement, ont été acquittés à titre d'irresponsables, l'on arrive à un chiffre qui démontre le mieux l'impossibilité de maintenir l'ordre et l'état actuel des choses.

IX.

Examinons maintenant de près les principes en vertu desquels il y a lieu d'organiser les établissements spéciaux de détention.

Nous avons déjà posé deux principes fondamentaux : le caractère pénal que doivent avoir ces établissements et une plus grande douceur dans l'exécution de la peine par rapport à celle qui est appliquée aux criminels jouissant de leur pleine responsabilité.

Ce sont ces principes fondamentaux qu'il ne faut jamais perdre de vue et qu'il faut appliquer très conséquemment dans tous les détails.

Dès lors la nécessité de sauvegarder logiquement à cet établissement le caractère pénal doit être recherchée dans l'essence la plus profonde du droit actuellement en vigueur. Aujourd'hui, comme par le passé d'ailleurs, la punition infligée constitue le seul moyen permis dans la répression de l'action criminelle. De nos jours, comme jadis, la punition n'est autre chose que l'enchevêtrement, et pour ainsi dire le choc des intérêts du criminel et de ceux de la partie lésée. La punition

infligée au criminel frappe celui-ci et donne par là une satisfaction idéale à la partie lésée par lui. Tant que ces deux éléments se confondront dans la punition, celle-ci devra nécessairement garder son caractère spécifique.

L'exécution donnée à la peine infligée ne peut donc avoir pour but le traitement curatif de ces états pathologiques. En conséquence, l'on ne saurait approuver cette disposition renfermée dans le projet suisse, qui veut que ces individus entachés soient placés dans des établissements curatifs pendant toute la durée de l'exécution de la peine. De même l'on ne saurait approuver cette proposition qui émane de l'institut pathologique du tribunal de Dresde, renfermant d'ailleurs une contradiction, et qui recommande d'appliquer à cet état malade une punition à tendance curative. La punition infligée ne peut, en tout état de cause, qu'être conforme à l'état même de l'individu frappé.

L'application conséquente d'une punition empreinte de moins de rigueur est motivée par cet intérêt général qui veut que cette peine soit proportionnée au but que l'on peut raisonnablement atteindre. Au surplus, elle est encore exigée par la liberté individuelle, dont les graves intérêts ne sauraient être ignorés par le droit pénal contemporain.

Il nous est donc impossible de nous joindre à ceux qui, à l'instar du projet suisse et de celui de l'institut pathologique de Dresde, M. Liepmann, proposent, conjointement à la punition, ou en lieu et place de celle-ci, d'avoir recours à un isolement à longue durée, voire même à perpétuité. Dans ce cas, la grande extension de la peine non seulement ne lui ôte rien de sa rigueur, mais, tout au contraire, l'aggrave considérablement. Car ce n'est pas le nom qui fait que la punition en est une, mais la gravité du mal qui lui est inhérente.

X.

Quelles sont donc les conséquences de ces principes fondamentaux?

Afin de sauvegarder à l'exécution donnée à la peine son caractère pénal, il est nécessaire d'astreindre au travail les individus internés dans ces établissements.

Cette exécution doit être atténuée en tous sens: au point de vue physiologique, afin de donner aux détenus du grand air et rendre plus libres leurs mouvements, aussi bien qu'au point de vue psychologique, par une atténuation apportée à la discipline, puis en portant une brèche au principe sévère du silence à observer. Enfin, cet adoucissement peut se manifester encore sous le rapport du travail, qui doit être conforme à l'état de santé des détenus, et, autant que faire se peut, à leur ancienne profession.

L'intimidation négative, c'est-à-dire l'entretien de la conscience de punissabilité, constitue le but que l'on peut raisonnablement atteindre par l'exécution de la peine.

L'on ne peut espérer d'arriver avec ces individus à une amélioration morale, attendu que le caractère antisocial de leur personne a pour base les déviations organiques qui se sont produites dans leur cerveau. Celui qui aurait recours à un enseignement moral et religieux pour ramener ces détraqués sur le chemin de la vie probe, s'exposerait à se tromper comme cet autre qui voudrait essayer de remettre en mouvement une machine à vapeur déjà détraquée, par un cours fait sur les lois de la dynamique.

Aussi bien la guérison organique de ces individus tombe-t-elle en dehors des limites assignées à la punition. Il est bien entendu que cette règle-là ne s'applique pas aux symptômes éventuellement aigus des états maladifs en question. Ces états temporaires doivent tout aussi bien faire l'objet d'un traitement curatif et sont tout aussi peu susceptibles d'être spécialisés par une loi ad hoc, que n'importe quel autre maladie organique du corps.

- Etant donné que les groupes hétérogènes compris dans la thèse de la responsabilité restreinte sont conformes au but uniforme, ci-dessus indiqué, de la punition, les diverses formes de maladie reçoivent dans l'exécution de la peine un traitement uniforme, de sorte que pour le groupe formé par les ivrognes invétérés, lequel groupe est séparément mentionné par la question à l'ordre du jour de ce Congrès, l'exécution donnée à la peine est soumise aux mêmes principes que ceux énoncés ci-dessus. Les particularités propres à chaque maladie, doivent,

en quelque sorte, se donner rendez-vous dans un seul et même établissement et dans un rayon restreint d'individualisation.

La colonie agricole, ou une maison de travail avec une certaine étendue de terres arables comme dépendance, paraissent les plus aptes à la réalisation de ces principes. Les détails de cette institution font l'objet d'une question spéciale mise à l'ordre du jour du présent Congrès.

Les résultats obtenus par la discussion de cette question spéciale pourront, éventuellement, être reportés dans le problème relatif au traitement à appliquer aux individus à responsabilité restreinte.

XI.

Il est à peu près certain et indiscutable que ces individus pathologiques continueront, après comme avant, à constituer une menace pour la société humaine. Il se pourrait que le traitement curatif remplaçant la punition, ou une vaste individualisation appliquée dans les limites de la peine et selon les diverses formes qu'affecte la maladie, donnât, en dernière analyse, de meilleurs résultats. Mais cet élément ne saurait être introduit dans le cadre actuel de la peine; il y resterait un élément constitutif étranger.

La rectitude sévère, peut-être même rigide de ce système, pourrait être atténuée par un procédé quelconque appliqué après l'exécution de la peine.

C'est alors que la psychiatrie pourrait déployer son action bienfaisante en prenant pour base l'individualisation la plus étendue, et que la société elle-même pourrait faciliter l'existence de ces êtres faibles et labiles par la création d'institutions des plus diverses relevant du rayon d'action des œuvres de patronage, et prévenir ainsi la perpétration de nouveaux crimes.

Cependant, toutes ces dispositions relèvent déjà de la compétence et du rayon d'action de la politique sociale, et c'est à une loi spéciale, concernant les aliénés et les neurasténiques, qu'incombe la tâche de prendre et d'ordonner les mesures nécessaires. La même conséquence que l'on déploiera à sauvegarder à la punition infligée son caractère pénal, doit être

appliquée à éviter l'élément du « mal » dans le traitement qui suit la punition, dans les établissements qui seront éventuellement créés.

Que l'isolement définitif soit réservé pour les cas extrêmes dont il constituerait l'« ultima ratio ».

XII.

Conclusions :

1° Il y a lieu de créer des établissements spéciaux de détention pour les criminels à responsabilité restreinte.

La nécessité de leur création peut être établie sur une base de principe et indépendamment de la question vitale relative aux établissements ordinaires de détention actuellement en usage. L'effet nuisible produit par l'organisation actuelle de la peine privative de la liberté en fournit un argument spécial.

2° Ces établissements spéciaux de détention doivent avoir un caractère pénal.

3° Dans ces établissements, l'exécution donnée à la peine doit être atténuée en tous sens par rapport à celle usitée dans les établissements ordinaires de détention.

4° Les individus internés dans ces établissements doivent être astreints au travail, lequel doit être conforme à leur état de santé, et, autant que faire se peut, à leur profession antérieure.

5° Les diverses formes de maladie que présuppose la thèse de la responsabilité restreinte, de même que le groupe des ivrognes invétérés spécialement mentionné par la question mis à l'ordre du jour du Congrès, sont soumis dans l'exécution de la peine à un traitement basé sur les mêmes principes.

6° La colonie agricole, ou une maison de force disposant d'une certaine étendue de terres arables comme dépendance, semblent les plus propres à la réalisation de ces principes.

7° Il y a lieu de créer des établissements thérapeutiques destinés à recevoir les individus pathologiques qui ont purgé leur peine. Dans ces établissements, on peut pratiquer un système d'individualisation s'appliquant aux diverses variétés de

la maladie. Le traitement appliqué après l'exécution de la peine doit être débarrassé, autant que faire se peut, de l'élément du « mal ».

Dans cette étude, je n'ai pas cherché à voiler l'ardente lutte qui s'est engagée autour des modes de construction et de reconnaissance de notre thèse, entre une opinion et l'autre aussi bien qu'entre une branche de science et l'autre. Je n'ai pu trouver séduisants les lauriers de ceux qui, donnant à leurs projets une obscurité mystique, imitent les prédictions de l'oracle de Delphé; qui ont déployé tous leurs efforts et toute leur ingéniosité à cacher aux yeux du simple mortel le chemin qu'ils ont suivi pour arriver aux résultats qu'ils s'étaient proposé d'atteindre.

Tout au contraire, j'ai fait de mon mieux pour bien mettre en relief les principes sur lesquels repose ma solution.

Le droit pénal renferme quelque chose comme une parcelle de la grandeur qui est le propre de la croyance. Le droit pénal doit s'adresser non seulement aux croyants, mais encore aux mécréants; il a pour tâche d'égaliser les antithèses, afin que les idées qu'il renferme se transforment en articles de foi dans l'âme des peuples. Il ne saura dignement remplir sa tâche, répondre à sa mission, que lorsque ses principes auront passé dans le sang des peuples; que si les hommes s'inclinent avec joie et librement devant ses dispositions, pénétrés de ses idées, et ne le considérant pas comme une contrainte intangible.

Pourquoi alors certains pénologues veulent-ils cacher derrière de vains et inutiles jeux de mots, les exigences issues des nouvelles idées?

— — — — —

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

DEUXIÈME SECTION

CINQUIÈME QUESTION

D'après quels principes pourrait-on autoriser et de quelle manière pourrait-on organiser l'occupation des condamnés aux travaux des champs ou à d'autres travaux d'utilité publique en plein air?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. ROBERT H. MARR, Attorney-at-law, à New-Orléans, U. S. A.

C'est une vérité incontestable que les travaux en plein air, de quelque nature qu'ils soient, sont plus favorables à la santé que n'importe quelle besogne exécutée dans un lieu fermé; mais que l'Etat puisse, en totalité ou en partie, y employer ses condamnés, c'est là un problème des plus complexes.

Les conditions que présentent certains pays et même les différentes localités d'un même pays, à diverses époques, sont si variées et si variantes, qu'il est à peu près impossible d'établir les bases de n'importe quelles règles générales, applicables à chaque cas, ou même à la majorité des cas. Les principales et les plus évidentes de ces conditions sont les suivantes:

I. L'occupation spéciale qui peut-être assignée au condamné, en tant qu'individu, doit dépendre en grande partie de la durée de sa détention et des conditions de force et de santé dans lesquelles il se trouve; la nature des travaux à lui assigner doit dépendre en grande partie de la durée moyenne de l'emprisonnement de tous les condamnés et de la moyenne de leur force et de leur santé.

II. Le genre d'industrie ou de travaux de la population.

III. L'attitude de l'organisation du travail libre vis-à-vis de la main-d'œuvre des prisonniers en ce qu'on appelle « la concurrence avec le travail libre ».

IV. Le caractère de la population, quant à l'homogénéité ou à la diversité des races dont elle se compose.

V. La nature du pays; s'il est ancien ou nouveau; s'il est peuplé ou non; s'il est bien ou mal policé; de quels moyens de transport ou de communication il est favorisé: toutes ces conditions-là importent beaucoup quant aux chances d'évasion et de recapture.

VI. L'extension et la nécessité de travaux publics d'amélioration et si ces travaux sont exécutés directement par l'Etat ou par des entrepreneurs particuliers.

VII. La nature du climat; s'il est chaud ou froid, ou tempéré; la sécheresse ou l'humidité de l'atmosphère; s'il est sujet à des tempêtes ou des pluies violentes, ou si les averses courtes et tièdes y sont plus fréquentes; chaque condition climatérique doit, en fait, être prise en considération et de la sorte, cette question devient en grande partie une question de baromètre et de thermomètre.

VIII. La valeur des terrains; s'ils sont estimés à haut ou à bas prix.

Des sentiments d'humanité et une sage économie exigent que le prisonnier soit occupé et occupé pendant tout le temps de sa détention, mais de manière à ce qu'il n'en résulte pour lui aucun préjudice, soit mental, moral ou physique, par la durée ou le genre de son travail; son occupation doit être utile et continue, mais ne doit certainement jamais être malsaine ou dangereuse, et quoique les meilleurs résultats soient obtenus lorsque le travailleur se plaît à son ouvrage, il n'est pas néces-

saire que le travail du condamné soit agréable. En établissant un système de travail pénitentiaire, la première question à résoudre est celle-ci : Quel genre d'ouvrage le condamné peut-il exécuter le mieux ? Les autorités pénitentiaires doivent, pour cela, rechercher aussi exactement que possible quelle était l'occupation du prisonnier avant sa condamnation, quel est son caractère en général, s'il est docile ou turbulent et enclin aux évasions, quelles sont ses conditions physiques de santé et de force, quelle est son intelligence et son éducation ; quelles sont ses aptitudes pour différentes sortes d'ouvrages. La seconde question est celle-ci : Y a-t-il assez de condamnés aptes à faire les mêmes travaux, pour en justifier l'entreprise ? Malgré l'exactitude de ces premières investigations, des erreurs peuvent se produire, et les conditions physiques et mentales de l'homme sont susceptibles de varier ; par conséquent, les condamnés doivent être tenus sous la plus étroite surveillance, et l'on doit les examiner à de fréquents intervalles. Ces investigations et ces examens sont importants, non seulement pour déterminer à quel genre de travail l'on peut astreindre chaque condamné, mais aussi pour éliminer les malades et ceux qui sont atteints d'affections contagieuses. Le but principal de tout système pénitentiaire est la protection de la société.

La grande majorité des criminels se compose d'individus incapables d'exécuter convenablement un travail utile et le condamné doit être rendu à la société en état de bien travailler, de quelque manière que ce soit, ceci étant le meilleur moyen d'empêcher son retour au crime. Quant à savoir si, avec le métier qu'il aura appris pendant sa détention, il pourra, au moment de sa libération, trouver une occupation lucrative, cela dépend en grande partie des conjonctures plus ou moins favorables que présentera à ce moment le marché du travail libre, conditions qui ne peuvent être connues d'avance.

La société est une énorme machine dont les rouages s'adaptent automatiquement les uns aux autres, et le nombre des ouvriers engagés à certains travaux, dans certains pays et à certaines époques, représente la proportion de travailleurs qui peuvent être employés avec profit à ce genre de travaux dans ce même pays. Ceci est le meilleur guide et le plus sûr

pour guider dans le choix de la main-d'œuvre des condamnés, considéré simplement et purement au point de vue de la similitude du travail à obtenir après la libération. Ainsi, par exemple, la moyenne des condamnés à employer à l'agriculture devrait être la même que la moyenne de la population libre du pays, occupée aux mêmes travaux. Mais cette théorie n'est pas applicable partout; l'association du travail libre a forcé différents Etats de l'Amérique du nord à édicter des lois qui défendent d'occuper les prisonniers à certaines industries désignées; et par suite de ces restrictions ainsi imposées dans quelques Etats, il faut un effort d'imagination pour trouver une occupation utile pour les détenus.

L'extension et la nécessité de travaux publics entrepris par l'Etat nécessitent un contrôle minutieux du nombre de condamnés que l'on peut y employer; cependant, quand les ouvriers libres font défaut, il n'y a pas de raison pour que l'Etat ne contracte pas des engagements avec des entrepreneurs ou des administrations municipales pour la construction de voies ferrées, de canaux ou autres. Mais sous aucun prétexte, l'Etat ne doit laisser les condamnés à la merci d'entrepreneurs particuliers. Du moment où l'exécution de la sentence commence jusqu'au jour où elle expire, le condamné doit rester sous la surveillance exclusive de fonctionnaires publics désignés, qui en sont seuls responsables.

Peu de criminels possèdent une aptitude spéciale pour quel travail que ce soit, la moyenne de leur intelligence n'atteint pas un niveau bien élevé; par conséquent, la classification doit se baser sommairement sur l'état de santé et la force physique.

A part les considérations hygiéniques, les travaux agricoles ou les travaux publics ont encore un avantage sur la plupart de ceux qui s'exécutent à l'intérieur de la prison. Un apprentissage de quelques jours suffit pour initier un homme à ce genre de travail, et dans une ferme on trouve de l'occupation, même pour les plus faibles. Si la durée de la condamnation équivaut à celle de toute une saison pendant laquelle les travaux en plein air ne sont pas possibles, il faut trouver une autre occupation pour le prisonnier.

La grande objection que l'on fait à tout système de travail en plein air est la difficulté de prévenir les évasions — difficulté plus grande dans le domaine des travaux publics que dans celui de l'agriculture, pour la raison d'abord de la plus grande complication de ces travaux, et ensuite du peu de sûreté qu'offrent les constructions provisoires nécessaires dans lesquelles les prisonniers sont réunis pendant la nuit et les heures de repos. Tout homme turbulent, violent, ayant une disposition à la rébellion et aux évasions doit être rigoureusement exclu de tout travail en plein air; de tels prisonniers doivent être enfermés soigneusement entre les quatre murs d'une prison sûre.

Le travailleur doit avoir des outils, et ceux-ci peuvent devenir des armes dangereuses entre les mains d'un criminel énergique et désespéré; en vue surtout d'obtenir les meilleurs résultats de son travail, il doit avoir le libre usage de ses membres, et c'est pour cela que le condamné ne devrait pas porter de chaînes, pendant qu'il est à l'ouvrage. Au lieu de ces liens physiques, le condamné devrait avoir, pour l'intimider, la crainte qu'une tentative d'évasion sera certainement et sévèrement punie et que le travail en plein air sera suivi d'un strict emprisonnement. Pour l'encourager au bien et le détourner des idées d'évasion, il serait bon de décerner des récompenses pour ceux qui se conduisent bien et un pécule devrait être accordé au condamné pour chaque journée de travail consciencieux, afin que le total de la quote-part du produit de son travail puisse lui être remise à sa sortie de prison. La discipline devrait être bienveillante, mais ferme, et les conditions où se trouve le prisonnier être semblables, autant que les circonstances le permettent, à celles où se trouve le travailleur libre, en ce qui concerne la nourriture, le logement, les heures de travail, etc. Bref, tout devra être combiné de manière à ce que le prisonnier ne songe pas à s'échapper. L'organisation devra être militaire, les condamnés étant commandés par des officiers ayant l'expérience nécessaire pour diriger un grand nombre d'hommes occupés à des travaux spéciaux auxquels les prisonniers sont engagés. L'on doit prendre garde que le condamné n'ait au-

cune communication avec qui que ce soit, en dehors de la présence de son surveillant, et la nuit il devrait la passer dans une cellule. Sans doute, ceci ne pourra pas toujours être faisable, au cours des travaux publics, à cause du caractère provisoire des baraques des condamnés. C'est pour cela qu'il serait bon de les loger dans des prisons locales, s'ils peuvent y être installés, et si ces prisons ne sont pas trop éloignées des chantiers pour occasionner beaucoup de perte de temps en allées et en venues.

La paresse démoralise le condamné et absorbe le bénéfice; l'Etat doit, par conséquent, organiser son système pénitentiaire de façon à procurer de l'ouvrage à tous les condamnés pendant tout le temps de leur détention. Le nombre d'hommes nécessaire à la culture de la terre n'est pas toujours le même: il en faut davantage pendant la courte saison des récoltes que pendant les semailles et les plantations, et, excepté dans quelques localités, il y a des périodes plus ou moins longues pendant lesquelles il n'y a pas de travaux à exécuter dans les champs. Ainsi, tandis que le nombre de travailleurs qui peuvent être utilement employés à une partie des travaux publics, du commencement à la fin, est très peu variable, il y a des périodes, plus courtes naturellement, où la cessation des travaux d'agriculture est forcée, soit que le mauvais temps ou d'autres causes empêchent de continuer le travail.

Pour les deux classes de travailleurs, l'occupation qui devrait être toute préparée pour le moment auquel cesse l'ouvrage principal des condamnés, doit être si possible de nature similaire. L'ouvrier occupé aux travaux publics proprement dits devrait alors préparer ses matériaux pour la construction de routes; l'ouvrier agricole, convertir les produits de la ferme en articles manufacturés.

Le total des condamnés devrait être concentré, autant que possible, dans une seule localité, amenant ainsi une diminution de dépenses et de frais de surveillance, facilitant tous les arrangements sanitaires possibles et surtout, rendant les évactions difficiles. La concentration est plus facile pour les condamnés occupés à l'agriculture, que pour ceux qui exécutent

des travaux publics, puisque le nombre d'hommes employés à chaque partie de ce travail dépend de son importance et de son caractère.

L'Etat devrait acheter, et non louer, les terrains sur lesquels se trouvent les pénitenciers agricoles, car des travaux d'amélioration future et permanents ne peuvent se faire économiquement que dans des exploitations qui lui appartiennent.

Les fermes devront être, cela va sans dire, situées dans des endroits salubres et être bien approvisionnées d'eau.

Les conditions que présentent les Etats du sud de l'Union américaine, sont très favorables à l'organisation du travail en plein air des condamnés, soit dans les fermes, soit à des travaux publics.

Les conditions climatiques sont telles que l'on peut se livrer aux travaux en plein air chaque jour de l'année, sauf en cas de pluie ou de tempête. Une contrée nouvelle offre deux avantages : d'abord une grande surface de terrain arable, très fertile, qui n'est pas chère et un besoin toujours croissant de travaux d'amélioration de toute espèce, tels que routes, voies ferrées, nivellements, canaux, drainage, ponts, exploitation de carrières ; ce pays est, en grande partie, une contrée vierge, exigeant beaucoup de travaux pour préparer l'arrivée du flot montant de l'immigration. Dans les Etats du Sud, la culture proprement dite et l'aménagement d'une grande ferme offrent une telle variété de travaux que d'habitude chaque prisonnier, s'il n'est pas complètement infirme, peut trouver un emploi utile répondant à son aptitude individuelle. Et le travail libre ne se plaint pas de la concurrence de ces travaux-là. Le Sud est une région foncièrement rurale et la plupart des condamnés sont des nègres, habitués au dur labeur et tout à fait au courant des travaux de l'agriculture. Ainsi lorsque le condamné est obligé de travailler à un nivellement, à des endiguements ou dans une ferme, il continue l'ouvrage auquel il est le plus accoutumé et pour lequel il est tout particulièrement apte. Le nègre est beaucoup plus docile que l'homme blanc, et beaucoup moins enclin aux évasions, il n'a pas le génie des combinaisons et des conspirations, il éprouve une frayeur salutaire de l'homme blanc, qu'il attaque rarement, à moins d'avoir sur lui un avan-

tage marqué. Il appartient à une race servile, il obéit promptement et n'est pas disposé à la rébellion, il n'a pas d'ambition et ses besoins sont peu nombreux et purement physiques; le nègre est indolent, il a peu de persévérance et peu de capacité pour s'assimiler un métier qui exigerait de l'adresse et de l'exactitude. La malaria et l'extrême chaleur ne semblent pas l'éprouver, et là où l'homme blanc aurait immédiatement usé ses forces, on peut l'occuper impunément n'importe en quels lieux et à quelle saison.

Le système de la Louisiane représente assez bien la méthode employée maintenant dans tous les Etats du Sud. C'est celui qui s'adapte le mieux aux conditions existant dans cette région et il produit un revenu qui va en augmentant chaque année. Ceux qui sont condamnés pour de graves délits sont envoyés dans la colonie pénitentiaire, soit pour être occupés dans une ferme de l'Etat (State farm), soit pour exécuter des travaux publics; on ne laisse entre les murs de la prison que ceux qui sont reconnus incapables de ces travaux et pour lesquels la liberté en plein air serait dangereuse. Le pénitencier est placé sous la direction d'un « Conseil d'administration » (Board of Control); les détenus condamnés pour légers délits sont employés à des travaux de ferme, à l'entretien des rues et des marchés, des édifices publics et sont placés sous la surveillance des autorités locales.

Le classement des condamnés de pénitencier repose entièrement sur les conditions physiques; ils sont divisés en quatre classes.

I. Tous les hommes de robuste santé, entre 20 et 50 ans, pesant 140 livres et plus, et qui sont accoutumés aux rudes travaux.

II. Tous les hommes en bonne santé, qui n'ont pas encore atteint ou qui ont légèrement dépassé les limites d'âge assignées à la classe I, qui pèsent moins de 140 livres ou qui n'ont pas l'habitude des travaux en plein air.

III. Tous les hommes vieux et les jeunes garçons, tous ceux dont la santé est altérée, mais pas assez pour être transférés dans un hôpital, et toutes les prisonnières en bonne santé.

IV. Tous les prisonniers malades qui doivent rester à l'hôpital et être confiés aux soins d'un médecin.

Seuls les prisonniers compris dans la première classe seront employés aux rudes travaux publics, ceux que comprennent la seconde et la troisième classe seront employés aux travaux moins pénibles de l'exploitation agricole.

Les deux fermes de l'Etat possèdent, dans leur ensemble, environ 12,300 acres de terrain, qui sont en grande partie non défrichés, de sorte que lorsqu'il y a une diminution de travail rural, les laboureurs trouvent amplement à s'occuper en abattant et en charriant des arbres et en défrichant de nouveaux terrains pour la culture. Dans l'une de ces fermes, l'on cultive la canne à sucre et l'on en manufacture le sucre. Dans l'autre ferme, on cultive le coton et 200 condamnés y sont employés continuellement, mais pendant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre (la saison de la récolte) cette culture exige 200 ouvriers supplémentaires; il est nécessaire alors de trouver de l'ouvrage pour ces 200 hommes de renfort pendant les huit autres mois de l'année. Une scierie pour transformer en planches le bois des futaies, la fabrication de briques et de tuiles pour utiliser les déchets de la scierie, une factorerie de barriques pour utiliser les matériaux d'arbres à gomme et de saules, un moulin à huile pour transformer la semence de coton en produits manufacturés, un moulin à coton pour tisser de la toile destinée à la confection de vêtements, voilà les moyens auxquels on a recours pour occuper ces travailleurs. Il est de l'intérêt de l'Etat de faire rapporter à ses fermes, outre les produits de ses récoltes, tous les aliments nécessaires à la consommation des employés du pénitencier et des condamnés, ainsi que les provisions. De cette façon, l'on obtient pour les condamnés un entretien moins coûteux que si l'organisation de la prison exigeait l'achat de chaque article de consommation. La ferme produit également les aliments nécessaires au traitement des malades, tels que volaille, lait, beurre, légumes.

Les prisonniers condamnés à l'isolement, presque toujours en très petit nombre, sont employés à la confection d'habits, d'articles de literie, de chaussures, de chapeaux.

La meilleure manière d'organiser ces pénitenciers agricoles est de choisir des centres de travail variés et d'y construire des habitations pour 150 hommes, les fonctionnaires de l'établissement et les gardiens, ainsi que les hangars, les granges, les étables et les appentis, de façon à ce que chaque unité puisse fournir son maximum de travail, les instruments, la nourriture, en un mot, tout ce qui est nécessaire à l'exploitation.

Le terrain cultivé par chaque section ne doit pas être trop étendu, afin de prévenir une trop grande perte de temps en allées et en venues des champs à la station centrale. Chaque partie des quartiers d'habitation a un dortoir, ou aile à cellules, de 120 pieds de long et 32 pieds de large, avec une salle à manger et une cuisine, de 76 pieds de longueur et de 32 pieds de largeur, ces deux pièces étant réunies sous le même toit, mais ayant entre elles un passage ouvert de 32 pieds de longueur.

La construction entière a par conséquent 220 pieds de longueur. Sur l'un des côtés, à une distance de 75 pieds, sont les quartiers des fonctionnaires et des gardiens, et les magasins, où sont conservées les provisions.

De l'autre côté, à une égale distance, se trouvent la chambre de bains et la buanderie. La chambre de bains possède un grand réservoir et un appareil de chauffage qui permet d'avoir de l'eau chaude en abondance pour des bains pendant tout l'hiver. Ce réservoir est aussi très utile en cas de maladies infectieuses, car l'on peut y désinfecter en l'espace de quelques heures chaque matelas, chaque bois de lit, chaque pièce de literie et tous les effets d'habillement suspects d'avoir été contaminés. Les quartiers des femmes sont au centre de l'établissement, à une lieue de distance de tout autre bâtiment. A côté de l'hôpital il y a un pavillon spécial pour le traitement des condamnés atteints de phtisie. Les hôpitaux et les quartiers des détenus possèdent tous deux des lits en fer qui sont plus hygiéniques et plus faciles à désinfecter que les autres.

En aucune circonstance un prisonnier ne doit travailler avec des chaînes ou être embarrassé de liens quelconques, en allant ou en retournant à son ouvrage. Aucun fonctionnaire

ou gardien ne peut frapper un prisonnier, excepté en cas de légitime défense; le directeur seul a le droit d'ordonner une peine disciplinaire. Si un prisonnier est malade, il doit être envoyé à l'hôpital tout de suite, et c'est le docteur qui décide ensuite s'il est assez remis pour retourner à l'ouvrage qu'il faisait avant sa maladie ou à quelque autre espèce d'occupation.

Les parties alluviales de la Louisiane sont divisées en un certain nombre de districts d'endiguements de rivières, chaque district étant responsable de la construction et de l'entretien de ses propres endiguements.

L'ouvrage est mis au concours et loué par contrat, et le Conseil d'administration du pénitencier peut alors concourir tout comme pourrait le faire un entrepreneur particulier. Comme il est nécessaire de dépenser beaucoup d'argent pour des constructions d'habitations temporaires, le Conseil n'accepte que des contrats de grande importance, c'est-à-dire des contrats qui permettent de faire travailler les hommes de 4 à 6 mois sans s'éloigner de plus d'une lieue et demie de leurs quartiers ou « campements ».

Le système d'organisation a un caractère militaire, dans les fermes comme dans les « campements ». Chaque section est composée de 125 ou 150 hommes. Un capitaine est à la tête du commandement, il est responsable devant le Conseil de la bonne garde des prisonniers et des soins qu'ils réclament, ainsi que de la bonne exécution des travaux. Il a sous ses ordres deux sergents, qui sont ses lieutenants et un gardien pour chaque dizaine de prisonniers. Chaque section a un comptable, qui est un prisonnier de race blanche, intelligent, condamné à une détention de courte durée, qui, sous les ordres du capitaine, tient la comptabilité, fait la statistique et distribue les provisions envoyées et les vêtements. Un détenu tailleur est chargé de la réparation des habits, et d'autres condamnés sont occupés à laver et à entretenir les lits et la literie dans un état de parfaite propreté. Chaque corps de bâtiments a un gardien pendant le jour et trois pendant la nuit, chacune de ces sentinelles étant postée à chaque extrémité du bâtiment, à l'intérieur duquel se trouve un corps de garde. Le médecin de la prison visite les quartiers journellement.

Les témoignages de bonne conduite sont susceptibles de provoquer une commutation de peine.

Ce système est à tous égards le meilleur de tous les systèmes essayés jusqu'à présent par l'Etat; la santé des prisonniers est, en général, excellente, le taux de la mortalité est peu élevé et les résultats financiers sont satisfaisants.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

TROISIÈME SECTION

DEUXIÈME QUESTION

Quels sont les moyens de combattre et de traiter la tuberculose et d'en éviter la propagation dans les établissements pénitentiaires de tout ordre?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le D^r A. BÆR,

conseiller intime, médecin en chef du pénitencier de Plötzensee, Berlin.

Je me permets de répondre à la question ci-dessus posée, en donnant un extrait du mémoire que j'ai présenté à l'assemblée des fonctionnaires des pénitenciers allemands, qui s'est tenue à Stuttgart en 1903.

Depuis les découvertes et les démonstrations de *Robert Koch*, on sait que la tuberculose pulmonaire est causée par de petits organismes en forme de bâtonnets (bacilles tuberculeux) qui pénètrent dans le poumon, s'y localisent et y produisent des lésions, dont résulte la destruction de cet organe. Le bacille tuberculeux se multiplie prodigieusement dans le foyer d'infection et conserve sa virulence très longtemps, même quand

il est transporté de son premier lieu d'acclimatation sur un autre terrain favorable à son existence et à sa propagation.

La contagion de la tuberculose provient de l'expectoration des matières infectieuses qui se sont formées dans les poumons malades. Si les crachats, au lieu d'être détruits, sont laissés dans des endroits où ils puissent se dessécher, par exemple dans un mouchoir, sur les habits ou le linge des malades, sur les parois ou sur les meubles de leurs chambres, ils se réduisent en poussières, qui sont inhalées avec les quantités de bacilles qu'elles renferment. Un autre mode de contagion, bien moins fréquent que l'inhalation des poussières de crachats desséchés, est celui qui a lieu directement d'une personne à une autre, par l'inspiration des petites gouttelettes d'eau contenues dans l'air exhalé par le phtisique.

Heureusement la tuberculose pulmonaire ne se déclare pas chez tous les individus qui introduisent dans leurs voies respiratoires un air chargé de bacilles tuberculeux. Il faut pour cela que l'agent infectieux trouve un terrain propice, sur lequel il puisse s'établir à demeure et se multiplier. Un individu de constitution robuste, dont le thorax est bien développé et dont les voies respiratoires sont intactes, sera d'autant moins susceptible de contracter la maladie; en revanche, elle aura toutes facilités d'éclorre chez les personnes qui ont une nutrition languissante, des organes de la respiration insuffisamment développés ou des poumons déjà malades.

Si nous nous demandons maintenant à quoi il faut attribuer la fréquence de la tuberculose parmi les détenus, la réponse sera facile.

C'est en premier lieu aux conditions défavorables de leur état de santé, à l'affaiblissement de leur organisme, et ensuite aux facteurs débilitants de la vie de prison. Nombre de détenus sont d'une constitution faible, qui est héréditaire ou acquise, et qui les prédispose au développement de différentes maladies et aussi de la tuberculose. Nombre de détenus ont été gravement atteints de scrofules dans leur enfance et portent encore dans les autres périodes de leur vie les signes de la tuberculose ganglionnaire. Nombre de détenus entrent dans la maison pénitentiaire avec une phtisie déclarée ou latente, dont ils

sont tôt ou tard les victimes. Il est cependant certain que tout autant de prisonniers, ou même un plus grand nombre, deviennent tuberculeux dans les prisons. Ils y entrent en bonne santé, mais les conditions dans lesquelles ils vivent affaiblissent peu à peu leur organisme et le préparent à l'invasion du bacille tuberculeux. Tout ce qui fait languir les fonctions vitales et diminue la force de résistance de l'économie, favorise le développement de la tuberculose. La détention avec toutes ses influences fâcheuses prépare, plus ou moins vite, selon l'individualité du détenu, un terrain des plus propices à l'acclimation du bacille. Le séjour prolongé dans des espaces clos, le défaut d'exercice en plein air, l'inspiration d'un air confiné ou même vicié, le travail dans une situation assise ou courbée, dans laquelle les fonctions des poumons sont très amoindries dans les lobes supérieurs et presque supprimées dans les sommets; les privations de toute espèce, l'insuffisance de l'alimentation et l'usage exclusif des mêmes aliments chez des personnes assujetties à de pénibles travaux, — toutes ces causes pernicieuses entraînent une sorte d'épuisement, qui, l'expérience le prouve assez, favorise extraordinairement l'éclosion de la tuberculose. Certains détenus se trouvent aussi sous l'empire d'une dépression morale, qui nuit considérablement à leur santé physique. Il n'est pas rare que des prisonniers qui subissent leur peine écrasés sous le poids du repentir, succombent au bout de peu de temps à la phtisie et à une cachexie progressive. Des détenus qui étaient pleins de vie ont la conscience bourrelée de remords et s'étiolent rapidement; de fâcheuses nouvelles, des événements malheureux dans leur famille, l'anéantissement de tout espoir de libération prochaine, sont fréquemment des causes occasionnelles qui suffisent pour développer la maladie.

Des condamnés, qui avaient les poumons sains à leur entrée au pénitencier, y contractent, sous l'influence d'une longue détention, la prédisposition à la tuberculose et finissent par en être atteints, s'ils ne sont pas soustraits, dès la première manifestation de la maladie, à l'action nocive de la détention. La contagion se produit facilement dans les prisons. Si les prisonniers vivent en commun, elle a lieu le plus ordi-

nairement par la respiration d'un air chargé de bacilles provenant des crachats desséchés. Plus il y a de détenus tuberculeux enfermés avec des détenus sains dans les ateliers et les dortoirs, plus est à craindre aussi la transmission des principes contagieux. Elle est grandement facilitée lorsque les phthisiques souillent avec leurs crachats leurs vêtements, les planchers et les parois des salles communes, et les dangers de contagion sont d'autant plus grands que les prisons sont plus encombrées. Ceux qui subissent un emprisonnement de longue durée se trouvent naturellement dans les conditions les plus défavorables pour résister à l'action du contagé. Les bacilles virulents sont alors non seulement transmis du détenu malade au détenu sain par l'inhalation des particules de crachats, mais la contagion immédiate peut aussi avoir lieu par l'action des gouttelettes projetées hors de la bouche en tousant, en causant, etc.

Il est plus difficile d'expliquer la transmission du principe contagieux lorsque l'individu, entré sain au pénitencier, y est enfermé dans une cellule qui n'avait pas été occupée par un phthisique ou qui, dans le cas contraire, avait été ensuite parfaitement désinfectée; cet individu vit ainsi sans aucun contact avec ses codétenus et néanmoins il devient phthisique dans sa cellule. Il ne peut être question ici d'une contagion directe, à moins que la surveillance des détenus ne soit confiée à un employé tuberculeux. Or on sait que la mortalité des phthisiques dans les prisons cellulaires est considérable; elle est représentée par 80 % ou même par un rapport encore plus élevé. Ces dernières années, on a découvert des bacilles de tuberculose sur des ustensiles ou des outils (rabots) usagés par des détenus et à l'extérieur de leurs gamelles; il est donc possible que ces objets soient des véhicules de la contagion. Toutefois, les détenus qui deviennent phthisiques dans les cellules sont uniquement ceux chez lesquels se manifeste l'influence pernicieuse de la détention et qui acquièrent ainsi la prédisposition à la maladie.

Pour prévenir la propagation de la tuberculose dans les établissements pénitentiaires, les gouvernements de la plupart des Etats dans lesquels on se préoccupe de la santé des

détenus, ont ordonné des mesures prophylactiques, dont l'emploi est indiqué par la nouvelle doctrine des maladies infectieuses. Puisque tout tuberculeux engendre des principes morbifiques qui transmettent la maladie à d'autres individus par le moyen d'un contact direct ou indirect, il est de toute nécessité d'isoler les détenus atteints de tuberculose et de mettre ainsi les détenus sains à l'abri de la contagion. L'agent infectieux se trouvant dans les crachats des tuberculeux, il faut en prévenir la dissémination, en obligeant ces malades à ne cracher que dans des récipients, dont le contenu sera ensuite détruit.

Il est certain qu'en donnant aux détenus une nourriture plus substantielle, en évitant l'encombrement de leurs salles communes, en exigeant d'eux une grande propreté et en leur fournissant un air respirable aussi pur que possible, c'est-à-dire en améliorant les conditions générales de salubrité des prisons, on obtient une notable diminution non seulement de la mortalité générale, mais aussi de la morbidité et en particulier des cas de phtisie. Il va sans dire que le succès de ces mesures prophylactiques sera d'autant plus heureux qu'elles seront plus largement et plus rigoureusement appliquées.

Le traitement de la tuberculose a aussi subi à notre époque une transformation avantageuse. La science et l'expérience nous ont appris que cette maladie est guérissable à son début, pourvu que le malade soit soustrait à toutes les influences nuisibles, demeure soumis aussi longtemps que possible à un régime diététique parfaitement approprié à son état et vive dans des conditions hygiéniques favorables. L'inhalation d'un air pur et sans poussière, le séjour prolongé en plein air, une suralimentation rationnelle, qui produise une forte assimilation, l'usage de médicaments spécifiques et d'agents physiques (repos et exercice, bains, gymnastique, massage), telle est la méthode curative qui, jointe à une action bienfaisante sur le moral du malade, est employée aujourd'hui dans les sanatoriums et y donne d'excellents résultats.

Voyons maintenant quel traitement est appliqué aux détenus atteints de tuberculose. Au début de l'affection, si le malade a la fièvre, il est traité à l'infirmerie, en compagnie d'autres malades ou isolément. On y a pour lui, sous le rapport

de la médication, tous les égards compatibles avec sa qualité de détenu et il y reste jusqu'à ce qu'il soit en convalescence et ait repris des forces. Pour rompre la monotonie de ce séjour à l'infirmerie, on transfère le malade, sur sa demande ou même contre son gré, soit à l'atelier, où il est occupé à un travail facile, soit en cellule, où on lui donne également une occupation appropriée à son état de santé, soit, si possible, dans la division agricole, et il y reste jusqu'à la fin de sa détention ou jusqu'à ce qu'une recrudescence de la maladie oblige à le réintégrer à l'infirmerie ou à le placer dans le quartier des invalides. La maladie progresse alors généralement et l'issue fatale arrive après une consommation plus ou moins lente ou plus ou moins rapide.

Est-il possible d'améliorer le régime des tuberculeux dans les prisons ?

La réponse à cette question dépend de la manière dont on l'envisage au point de vue du droit pénal et de la justice répressive. On pourrait dire que l'Etat n'est pas tenu d'accorder aux criminels le bienfait des nouvelles méthodes curatives aussi longtemps que des milliers d'honnêtes et pauvres gens de la population libre ne sont pas appelés à en profiter. D'un autre côté, on peut soutenir que l'exécution d'une peine privative de liberté ne doit absolument pas entraîner la perte de la santé et de la vie et que, les détenus bénéficiant aujourd'hui, pour toutes les autres maladies, de tous les secours de l'art médical, il faut aussi leur accorder, quand ils sont atteints de la tuberculose, le traitement qui pourra le mieux les en guérir, pourvu qu'il se concilie avec le principe de la répression des délits. Si l'on veut qu'à sa sortie du pénitencier le détenu soit physiquement en état de gagner honorablement sa vie, il ne faut pas, quand il devient tuberculeux pendant sa détention, lui enlever la possibilité de se guérir ou du moins d'améliorer son état.

En se plaçant à ce dernier point de vue, on cherchera à procurer aux détenus un traitement efficace contre la phthisie et à cet égard il est possible, même dans les circonstances présentes, d'introduire de notables améliorations. Il est déjà aujourd'hui licite, aux termes du 2^e paragraphe de l'art. 487

du code de procédure pénale pour l'Empire d'Allemagne, de surseoir, en cas de maladie, à l'exécution d'une peine privative de liberté, quand il est à craindre que l'exécution de la peine ne mette sérieusement en danger la vie du condamné. Cette disposition légale permet d'ordonner l'élargissement du détenu qui est atteint de tuberculose. Tous les médecins des prisons seront d'accord pour reconnaître que, sous l'influence de la détention, dont les fâcheux effets sont inévitables aussi bien sous le rapport intellectuel qu'au point de vue physique, l'infiltration tuberculeuse des poumons fait toujours de rapides progrès. La guérison de la tuberculose pulmonaire ne pouvant s'obtenir que dans le premier stade de la maladie, le pronostic sera d'autant plus défavorable que la détention aura une plus longue durée. Dès le moment où un détenu est reconnu atteint de tuberculose, toute prolongation de son séjour dans la maison pénitentiaire augmente le danger d'une terminaison fatale de la maladie. L'expérience prouve que des détenus tuberculeux se rétablissent souvent en très peu de temps après leur sortie de prison; il est dès lors évident que l'application de l'art. 487 sera pour eux d'autant plus salutaire qu'elle aura lieu plus tôt. Au pénitencier de Plötzensee, sur 436 détenus qui ont été libérés dans l'espace de 28 ans (1874 à 1901) pour cause de maladie, 118, soit le 27 %, étaient tuberculeux. Ce nombre serait beaucoup plus élevé si la libération pouvait avoir lieu dès les premières atteintes de la maladie, et non pas seulement, comme cela s'est fait jusqu'ici, lorsqu'il n'est plus guère possible d'en arrêter l'évolution.

Il ne sera pas question d'accorder l'élargissement de tout détenu tuberculeux. Autant qu'on peut en juger par les relevés de la statistique officielle, les réclusionnaires ne sont jamais libérés, sans doute parce que des raisons de justice criminelle s'y opposent. Ceux qui ont subi plusieurs condamnations, même à de simples peines d'emprisonnement, ne pourront sans doute pas non plus, pour les mêmes raisons, obtenir leur libération. Enfin des condamnés primaires qui inspireraient de la confiance ne seront cependant pas libérés, lorsqu'il y a lieu de supposer que, s'ils étaient en liberté, leur indigence les empêcherait de rien faire pour se guérir et les priverait, sans

compensation aucune, des soins qu'ils ont en prison. Les détenus tuberculeux de toutes ces catégories resteront dans les établissements, où ils formeront encore un assez fort contingent et seront une cause d'infection permanente pour leurs codétenus. Ils y sont voués au dépérissement et à la mort, ou s'ils sortent de prison à l'expiration de la peine, ils seront une charge pour la commune et contagionneront leur entourage.

A notre époque, des voix se sont élevées pour réclamer des réformes fondamentales dans le traitement de ces détenus. *Schäfer* ¹⁾ demande qu'on ne fasse pas travailler dans des espaces clos les détenus affaiblis, atteints de prédisposition héréditaire ou déjà tuberculeux ; il conseille d'isoler ces derniers des autres détenus et de les occuper surtout aux travaux de la campagne. Une chose essentielle est aussi, à son avis, l'amélioration de la nourriture. *Büdingen* ²⁾ estime que, pour lutter efficacement contre la tuberculose comme maladie populaire, il faut surtout supprimer autant que possible les foyers d'infection des prisons, où la tuberculose est à l'état endémique. Selon lui, pour un grand nombre de détenus tuberculeux, le jugement qui les a condamnés à une peine privative de liberté équivaut à un arrêt de mort, et ceux qui ne succombent pas au pénitencier, en sortent pour aller transmettre la maladie au sein de la population. Le Dr Büdingen demande donc en faveur des tuberculeux un sursis à l'exécution de la peine, ou la grâce conditionnelle, et propose de soumettre les détenus libérés conditionnellement, quand la maladie est encore dans la période de début, à un traitement forcé dans des établissements spéciaux ou dans des quartiers spéciaux des sanatoriums populaires. Il pense que ce serait le moyen d'obtenir la guérison de ces malades, peut-être aussi leur régénération morale, et de prémunir la société contre le danger d'une contamination. Quant aux individus qui, à l'époque de leur condamnation, sont atteints de la tuberculose avancée, ils

¹⁾ Dr. M. Schäfer : Über Gefängniskrankheiten, Blätter f. Gefängnisk. 1900. p. 191 et s.

²⁾ Dr. Th. Büdingen : Zur Bekämpfung der Lungenschwindsucht, Deutsche V. Zschr. f. öff. Gesundheitspflege, 1899.

seraient placés au pénitencier, mais y resteraient en dehors de tout contact avec les détenus sains.

Ces propositions, auxquelles on n'avait pas jusqu'ici prêté grande attention ou qu'on avait considérées comme irréalisables, ont été mieux accueillies ces derniers temps dans quelques Etats de l'Amérique du Nord. Ainsi le Dr *Blake*, médecin-inspecteur des prisons de l'Etat d'Alabama, demande l'internement des détenus tuberculeux dans des établissements uniquement affectés à cette destination et éloignés le plus possible des autres maisons pénitenciaires ; son but est de soustraire les détenus non tuberculeux au danger d'une infection et de placer les malades dans de meilleures conditions de traitement. « La tâche de l'Etat », dit-il¹⁾, « est ici très simple et très nette. Il a le droit de priver le criminel de sa liberté, mais il n'a pas le droit de lui ravir sa santé. » Au Texas, ce progrès est déjà réalisé. Les détenus tuberculeux n'y sont pas seulement séparés des autres détenus, mais ils sont placés dans un sanatorium pénitenciaire où ils reçoivent les mêmes soins que les malades des sanatoriums ordinaires. « *The Example set by Texas is one to be copied* » (« L'exemple donné par le Texas devrait être suivi »), est-il dit dans ce rapport²⁾.

Si l'on veut modifier le régime des tuberculeux dans les prisons, des installations spéciales sont indispensables. Il faudra des locaux où ces malades puissent être isolés et où ils soient soumis au même traitement rationnel et systématique que celui qui est maintenant en usage dans les sanatoriums. Pour atteindre ce but, il ne sera nullement nécessaire de créer de grands établissements destinés à l'internement des détenus tuberculeux. On ne peut d'ailleurs pas penser à la création de pénitenciers de ce genre, parce que les malades devraient y être transportés de très loin, parce qu'il serait très difficile d'assujettir un si grand nombre de malades à la discipline d'une maison de détention et enfin parce qu'un pareil établissement occasionnerait des dépenses assez considérables, dont l'Etat n'a sans doute pas l'intention de se charger pour le

¹⁾ *Separate Prisons for Tuberculosis*. The Lancet 1900, p. 1769.

²⁾ *Isolation of Consumptive Convicts in Texas*. The Lancet 1901, p. 1576.

moment. Il sera beaucoup plus facile d'organiser une division spéciale dans les grands pénitenciers, avec des installations analogues à celles qu'on prévoit pour le sanatorium destiné aux tuberculeux dans les grands établissements hospitaliers, et cette organisation sera bien suffisante. Ces divisions doivent recevoir 40 à 50 malades, qui formeront de petits groupes selon les différents stades de leur maladie et dont le traitement pourra même être parfaitement individualisé. Voici comment s'est exprimé à cet égard le Dr *Schaper*, directeur de la Charité, le très ardent promoteur de ces installations dans les grands hôpitaux¹⁾: « On a dit que ces salles organisées pour les malades de la poitrine ressembleraient fort à des salles mortuaires; mais si nous avons des installations bien appropriées à leur destination et qui nous permettent d'individualiser le traitement, ces divisions spéciales de nos établissements hospitaliers donneront certainement, comme les sanatoriums, de bons résultats. Ces sanatoriums des hôpitaux doivent avoir de petites salles, avec des vérandas, des promenoirs, des réfectoires, et être pourvus de tous les moyens thérapeutiques que la science moderne met à notre disposition. » Un sanatorium de ce genre sera organisé, selon les indications si judicieuses de Schaper, dans le nouveau bâtiment de la Charité à Berlin, et il n'y a pas de doute qu'on aura là des installations modèles.

Larsen dirige un même sanatorium à Copenhague, depuis 1896, avec d'excellents résultats et il déclare qu'on peut organiser à peu de frais, dans nombre d'hôpitaux de province, une espèce de traitement sanatorial des tuberculeux²⁾.

L'organisation des sanatoriums pour de grands hôpitaux militaires a été vivement recommandée ces dernières années par le Dr *Unterberger* et il en a lui-même organisé avec beaucoup de succès dans les hôpitaux russes. Les résultats qu'il a obtenus à l'hôpital de Zarskoje-Sselo sont des plus satisfaisants.

¹⁾ Über die Notwendigkeit der Einrichtung besonderer Abteilungen für Lungenkranke in grossen Krankenhäusern. Dr. *H. Schaper*: Berl. klinische Wochenschrift, 1898, p. 161.

²⁾ *A. Larsen*. Om Behandling af Lungentuberkulose paa Provinssygehuse. Deutsche med. Wochenschr., 1903, 5 Mars.

Il a traité au sanatorium de cet hôpital, dans l'espace de sept années, 310 malades atteints de tuberculose à ses débuts ; sur ce nombre, 90, soit 29 %, ont dû être exemptés du service, c'est-à-dire qu'ils sont sortis de l'hôpital incapables de travailler, et 210, soit 71 %, en sont sortis pour rentrer sous les drapeaux. « Un air pur et riche en ozone, le soleil, l'hydrothérapie, une nourriture fortifiante et le repos du corps et de l'esprit, tels sont les agents au moyen desquels les sanatoriums rendent aux tuberculeux des forces et la santé. Toutes ces conditions, dit-il, peuvent s'obtenir à un haut degré par l'organisation de sanatoriums dans les établissements hospitaliers ¹⁾. »

Les avantages qu'on retire de ces services spéciaux dans les grands hôpitaux peuvent se réaliser aussi dans les grands pénitenciers. Un sanatorium un peu vaste dans un de ces établissements suffit pour plusieurs pénitenciers et prisons et on pourra donc se contenter d'organiser un nombre très restreint de ces quartiers à destination spéciale. Cette réforme, facile à accomplir et nullement très coûteuse, fera profiter aussi les détenus des bénéfices du beau mouvement national qui se manifeste en faveur de l'institution des sanatoriums et conservera à beaucoup d'entre eux la santé et la vie. Les soins et la guérison que cette réforme procurera aux tuberculeux ne doivent, à vrai dire, que chercher à compenser, en toute équité, le mal qui leur est fait par la détention, sans que la main vengeresse de la justice puisse le leur épargner.

¹⁾ Über die Notwendigkeit der Einrichtungen von Haus-Sanatorien für Tuberculose in den Militärspitälern mit Berücksichtigung des heutigen Standpunktes über die Tuberkulosenfrage. Par le Dr *Unterberger*, conseiller d'Etat et médecin en chef de l'hôpital militaire à Zarskoje-Sselo. Deutsche militärärztliche Zeitschrift 1898 und Die Tuberkulosenfrage. St. Petersburg 1903, p. 2.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

TROISIÈME SECTION

DEUXIÈME QUESTION

Quels sont les moyens de combattre et de traiter la tuberculose et d'en éviter la propagation dans les établissements pénitentiaires de tout ordre?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. le D^r DELMARCEL, médecin des prisons, à Louvain.

La question de la tuberculose pénitentiaire est intimement liée à la lutte contre la tuberculose qui, dans tous les pays civilisés, a suscité tant de dévouement et a fait rivaliser toutes les administrations publiques de zèle, d'intelligence et d'humanité, pour prendre les mesures prophylactiques nécessaires.

Les sentiments humanitaires, qui ont présidé à l'élaboration des moyens préconisés contre la tuberculose dans la population libre, trouvent aussi leur raison d'être quand il s'agit des prisonniers.

Ainsi l'a compris, je n'en doute pas, la Commission pénitentiaire internationale quand elle a mis à l'ordre du jour du VII^e Congrès cette question si intéressante de la tuberculose dans la population pénitentiaire.

S'adressant à ceux qui par leurs fonctions ou leurs attributions spéciales sont à même de fournir des renseignements précis, cette question donnera lieu à des rapports dont les données statistiques relatives à la fréquence et à l'importance de la tuberculose pénitentiaire établiront aussi exactement que possible l'état actuel de la question.

En Belgique, une statistique des décès dus à la tuberculose pulmonaire et des cas de cette maladie constatés dans les établissements pénitentiaires a été dressée pour la période quinquennale 1894-1898. Le relevé a été fait de tous les cas de tuberculose diagnostiqués au moment de l'incarcération et de ceux constatés après une détention de moins de 1 mois, de 1 à 3 mois, de plus de 3 à 6 mois, de 6 mois à un an, de plus de 1 an à 3 ans, de plus de 3 à 5 ans, de plus de 5 ans à 10 ans et de plus de 10 ans. De même, pour les décès dus à la tuberculose, on a dressé deux tableaux dont l'un renseigne le nombre des décès suivant la durée de la détention au moment de la mort à partir de moins de 1 mois jusqu'à plus de 10 années de détention, et dont l'autre mentionne le nombre des décès suivant la durée de la maladie à partir de moins de 1 mois jusqu'à plus de 3 à 5 ans de maladie.

Voici les résultats de ces statistiques qui ont été faites sur la population moyenne journalière des différents établissements pénitentiaires. On y relève pour les *prisons cellulaires* 207 cas de tuberculose dont 93 sont diagnostiqués au moment de l'incarcération; 114 observés après une détention variant de 1 an à 10 ans. Ces derniers sont pris sur une population moyenne de 3724. De ces 114 cas, 36 ont été constatés en dedans les 6 premiers mois, 32 après une détention de 1 à 3 ans. Quelques cas seulement sont renseignés après 3 et 5 ans; sur les 207 cas il y a eu 48 décès, ce qui sur une population moyenne de 3724 donne une mortalité de 2,71 ‰. Dans les *prisons en commun* la somme totale est de 29 cas répartis comme suit: 22 constatés au moment de leur entrée et 7 postérieurement à l'incarcération sur une population moyenne de 820. De ces 7 cas, 4 ont été observés en dedans les premiers mois de la détention et pour les 3 autres, un après 3 ans, un autre après un séjour de 3 à 5 ans et le troisième après 3 ans d'emprisonnement.

Les 29 cas ont donné lieu à 8 décès. La population moyenne étant 820, la mortalité est donc de 2 ‰. Pour les *écoles de bienfaisance* on compte sur une population moyenne de 2225, 26 cas dont 7 sont constatés à leur entrée.

Des 19 autres, 1 a présenté des signes de tuberculose en déans les 3 premiers mois, 2 en déans les 6 premiers mois, 8 de la première à la troisième année, 6 après un séjour de 3 à 5 ans et 2 après 5 à 10 ans.

Le nombre des décédés a été de 22, ce qui fait une mortalité de 2 ‰. De ceux-ci 10 sont morts pendant les 6 premiers mois, ce qui fait croire qu'ils étaient déjà malades à leur entrée.

Le relevé des cas de tuberculose pulmonaire dans les *dépôts de mendicité* et les *maisons de refuge* nous donne sur une population moyenne de 8774 un total de 813, dont 151 sont diagnostiqués au moment de leur entrée. Des 662 autres cas, 287 sont constatés dans le courant de la première année, 374 après un séjour de 1 à 3 ans, le reste insignifiant de la troisième à la dixième année.

Pour les décès qui s'élèvent au chiffre de 208 on en a constaté 160 pendant la première année, 77 après un séjour de 1 à 3 ans, le dernier après 5 à 10 ans.

La mortalité a été de 4,82 ‰.

Indépendamment des renseignements fournis par cette statistique générale intéressant tous les établissements pénitentiaires du royaume, j'ai cru utile de communiquer le nombre des décès dus à la tuberculose pulmonaire dans la prison centrale de Louvain pendant la période quinquennale 1899-1903. J'ai relevé 11 cas de mort par tuberculose pulmonaire, ce qui fait 2 décès par an sur une population moyenne journalière de 540. L'âge moyen de nos détenus étant de 35 ans, le chiffre de la mortalité par tuberculose fourni par ma statistique correspond à celui donné par le tableau de Würzburg pour le même âge dans la population libre.

La durée moyenne de la maladie au moment du décès est difficile à déterminer exactement, car un certain nombre de détenus peuvent déjà porter les signes de l'infection tuberculeuse depuis un temps relativement long avant qu'il soit pro-

cédé à leur transfert à l'infirmerie. On ne saurait fournir donc comme durée que celle du séjour à l'infirmerie. C'est ainsi que dans les statistiques signalées plus haut on obtient :

- pour les prisons cellulaires une durée de 6 mois ;
- pour les prisons en commun une durée de 14 mois ;
- pour les écoles de bienfaisance une durée de 11 mois ;
- pour les dépôts de mendicité et les maisons de refuge une durée de 3 mois.

Faut-il conclure de cette durée sensiblement plus courte dans la vie pénitentiaire que dans la vie libre que la tuberculose dans la population pénitentiaire évolue plus rapidement ? Cela est possible pour des raisons diverses qui seront développées plus loin. L'analyse de ces statistiques nous conduit à cette affirmation : la tuberculose pulmonaire fait des victimes dans les établissements pénitentiaires, mais la mortalité tuberculeuse n'est de loin plus aussi fréquente que d'aucuns veulent le prétendre.

Quant à l'*étiologie* des cas de tuberculose pulmonaire constatés dans la population pénitentiaire, on peut dire, et les renseignements fournis plus haut en font foi, que la plupart des malades sont déjà atteints au moment de leur entrée.

D'autres détenus présentent une prédisposition naturelle, héréditaire, et chez un grand nombre la constitution, considérablement affaiblie avant l'incarcération par des excès de tous genres, les débauches, l'alcoolisme, doit forcément se ressentir de la vie cellulaire. Au cours de celle-ci ils vivent des moments pénibles, les uns repassant dans leur solitude les souvenirs d'une vie de misères et de privations ; les autres aux prises avec de profonds et sincères regrets et des chagrins déprimants qui doivent fatalement amener ce surmenage moral dont l'influence est si grande sur la prédisposition tuberculeuse et sur l'apparition du mal durant les premiers mois de la détention. Ne voit-on pas souvent sous l'empire de cette dépression se réveiller des foyers de tuberculose restés latents jusqu'alors et dont l'origine remonte même à l'enfance ? Vivant dans un milieu où les risques d'infection sont possibles, dans une cellule mal désinfectée, dans des dortoirs, dans des ateliers où ils peuvent être mis en contact avec des tuberculeux, ils

présenteront à ces influences nocives une faiblesse de résistance telle que la contamination sera fatale, inévitable.

A côté de cette prédisposition individuelle du détenu, héréditaire ou acquise avant son incarcération, il n'y a pas de doute qu'il peut se trouver pendant sa détention sous l'influence de *causes prédisposantes dues au régime pénitentiaire*.

Ainsi l'*alimentation* peut exercer une influence défavorable en provoquant des digestions difficiles et par conséquent une assimilation incomplète par le peu de variété dans le choix des aliments, le défaut d'assaisonnement, une préparation monotone; les mets souvent préparés en bouillies compromettent à la longue la digestibilité des aliments. Une autre cause de troubles gastriques peut se trouver dans la grande masse alimentaire qui dépasse souvent les forces digestives des détenus et les expose ainsi à la dilatation de l'estomac.

D'un autre côté le peu d'*exercices en plein air*, l'*insuffisance des promenades aux préaux*, une *ventilation* souvent incomplète des cellules dans lesquelles les détenus de nos prisons cellulaires doivent séjourner nuit et jour, ce sont là toutes conditions qui doivent fatalement créer une certaine misère physiologique qui met l'organisme en état de moindre résistance vis-à-vis de toutes les causes morbifiques et particulièrement à l'égard de la tuberculose.

Comme cause prédisposante nous devons, dans la question si importante du travail dans les établissements pénitentiaires-signalier le danger auquel expose la pratique de certains métiers, soit par les poussières auxquelles ils donnent lieu, soit par l'excès de fatigue qu'ils entraînent. De même les professions de cordonniers et de tailleurs, dont nous avons un grand nombre dans nos prisons, sont loin d'être hygiéniques par l'insuffisance de l'ampliation de la cage thoracique à laquelle elles exposent ceux qui les exercent. Il faudrait apporter à cet inconvénient inévitable un correctif en permettant aux détenus exerçant ces métiers d'interrompre leur travail une heure au moins par jour. Ils passeraient ce temps d'interruption en plein air.

Il me semble superflu de signaler l'influence défavorable que doivent avoir sur la santé des détenus et des jeunes gens

de nos écoles de bienfaisance les métiers pour la pratique desquels ils doivent dépasser leurs forces physiques. Dans le choix du métier on doit aussi tenir compte de la constitution et de l'âge de ceux qui sont appelés à l'exercer. Parmi les causes qui débilitent la constitution du détenu et de ce chef augmentent sa prédisposition tuberculeuse nous ne pouvons négliger *l'onanisme* dont l'influence déprimante au point de vue de la santé physique et mentale se vérifie tous les jours dans nos prisons cellulaires. Je ne doute pas que partout les directeurs et les médecins des prisons soient suffisamment pénétrés de ce danger de démoralisation et de dépression physique pour réagir dans la mesure du possible contre ces tendances vicieuses.

Toutes ces conditions favorisant la prédisposition tuberculeuse ne suffisent point pour produire la tuberculose pulmonaire. Encore faut-il que le facteur principal, le bacille puisse infecter les organismes déjà prédisposés ou, ce qui est plus important dans ses conséquences, ceux qui sont indemnes de toute tare au moment de leur entrée. *Cette infection*, peu fréquente dans les prisons cellulaires, peut se produire grâce aux crachats que les détenus contaminés expectorent dans leurs cellules, dans les ailes, dans les couloirs, dans l'école et la chapelle; ou bien grâce à la désinfection incomplète des vêtements ou des livres qui passent des détenus malades à ceux qui ne le sont pas. Ce sont là toutes causes d'infection qui n'échappent que bien rarement, il est vrai, à ceux qui par leurs attributions doivent garantir la bonne hygiène des établissements pénitentiaires. Telles sont les limites dans lesquelles peut se propager l'infection tuberculeuse dans les prisons cellulaires.

Mais dans les prisons à régime commun, dans les écoles de bienfaisance et les maisons de refuge où la vie commune est la règle dans les ateliers et dans les dortoirs, les chances d'infection sont multiples et méritent d'être prises en sérieuse considération.

Le danger d'infection est d'autant plus grand que le contact entre les détenus, les écoliers et les colons, est pour ainsi dire constant au cours de leur travail et cela dans des locaux

communs dont l'air est presque toujours souillé par les produits d'expectoration des sujets porteurs d'une tuberculose dont les débuts sont souvent méconnus du malade et même du médecin.

Les données étiologiques de la tuberculose pulmonaire dans les établissements pénitentiaires étant ainsi connues dans leurs grandes lignes tant au point de vue de l'infection que de la prédisposition héréditaire ou acquise, les *règles prophylactiques* s'en dégagent donc naturellement.

Seulement, avant d'aborder cette partie de la question, je me permettrai de faire ressortir les avantages qui résulteraient d'une *statistique* donnant tous les renseignements anamnésiques sur les maladies que les détenus ont eues avant leur entrée et sur celles de leurs parents; ce qui se fait déjà dans la plupart des pays. Pour les détenus suspects de tuberculose pulmonaire, la notice de renseignements devra signaler tous les symptômes cliniques constatés chez eux ainsi que les résultats de l'analyse bactériologique des crachats et ceux même d'une injection de tuberculine de Koch qui lèverait le plus souvent toutes les difficultés de diagnostic et nous donnerait à ce point de vue sans inconvénient des garanties presque certaines.

L'intérêt lié à un diagnostic précoce est tel qu'on ne peut négliger aucun moyen pour avoir à ce sujet une certitude. Bien plus, nous aurions ainsi un élément de plus pour dresser une statistique aussi exacte que possible sur les cas de tuberculose pénitentiaire.

Un examen aussi approfondi de la santé des détenus à leur entrée nous permettrait dans la suite d'établir à quel moment de la détention l'infection s'est produite chez ceux qui étaient indemnes du mal avant leur incarcération, et de constater l'influence de la détention sur la marche de la maladie chez ceux qui en étaient déjà atteints d'une façon latente. A l'expiration de la peine on soumettrait les détenus à un examen aussi complet au point de vue de leur santé.

Les détenus libérés pour cause de maladie seront dûment signalés dans cette statistique.

Des renseignements recueillis d'une façon aussi précise nous mettront à même de tirer des conclusions nettes sur l'importance de la tuberculose dans les établissements pénitentiaires

au point de vue des causes d'infection et des causes de prédisposition acquise pendant la détention.

Mesures prophylactiques propres à combattre l'infection.

Il n'y a pas de doute que la transmission de la tuberculose soit le plus souvent due aux crachats bacillifères expectorés par les tuberculeux. Rendre ces produits de l'expectoration inoffensifs doit être le moyen prophylactique par excellence contre l'infection. A cet effet il faudra avant tout empêcher que les détenus crachent par terre dans leur cellule, les ateliers, les dortoirs, etc.

Les crachats en se desséchant se réduisent en poussières qui souillent l'atmosphère et provoquent ainsi de grands risques d'infection. Pour obvier à cet inconvénient grave il est bon de recommander l'usage de crachoirs dans lesquels une solution antiseptique rendrait les crachats inoffensifs en attendant que le feu les détruise complètement. On disposera ces crachoirs dans les cellules, les ailes, les couloirs, les ateliers, les dortoirs et défense sera faite dans tous les établissements pénitentiaires d'expectorer sur le sol sous peine d'une punition sévère. Le *balayage* à sec doit être supprimé; il faut le remplacer par un lavage avec une solution antiseptique.

La transmissibilité de la tuberculose par les *vêtements* et les *littes* souillés par les déjections des phtisiques (excrétions alvines ou crachats) réclame une désinfection minutieuse de ces objets. Après avoir passé par l'étuve ils seront soigneusement désinfectés avant d'être confiés au lavage; précaution qui a son importance parce qu'elle garantit d'une contamination presque certaine les buandiers chargés de cette dangereuse besogne.

La désinfection des cellules et des locaux où auraient séjourné des tuberculeux ou même des détenus suspects de tuberculose pulmonaire doit se faire avec un soin minutieux.

Les murs seront badigeonnés au lait de chaux; les portes et les croisés des fenêtres, les lits, recouverts ordinairement d'une couche de peinture, seront lavés avec une solution antiseptique. On y fera dégager des vapeurs de formaldéhyde au moyen d'appareils de désinfection servant à cet usage.

Il serait désirable, en vue de prévenir toute cause d'infection, que la désinfection de la cellule se fît toutes les fois qu'un nouvel occupant vient l'habiter. Il devrait en être de même pour les lits des dortoirs dans les écoles de bienfaisance et dans les maisons de refuge.

La possibilité de la contamination par le *lait* et la *viande* doit aussi fixer notre attention. Il sera toujours prudent de faire bouillir convenablement le lait et de s'assurer que la viande adjudée pour la consommation dans les établissements pénitentiaires a été soumise à une sérieuse inspection.

Mesures générales d'hygiène propres à combattre les influences prédisposantes.

Le régime pénitentiaire peut exercer une influence au point de vue de la prédisposition tuberculeuse suivant le tempérament et la constitution des détenus.

Il faut donc rechercher les moyens à opposer, suivant les pays, à ces causes prédisposantes, si non pour en annihiler les effets, au moins pour les atténuer. C'est dans l'hygiène générale qu'on doit trouver les améliorations nécessaires suivant les cas.

La *ration alimentaire* doit au point de vue de la quantité être proportionnée à la taille des sujets et à la somme de travail qu'on exige d'eux. L'âge devra être pris en considération principalement dans les écoles de bienfaisance où les jeunes détenus sont en plein développement, en pleine croissance. L'alimentation doit être plus ou moins variée tout en restant dans les limites du système répressif; il ne faut pas que les condamnés bénéficient de conditions d'existence plus favorables que la population libre.

Les aliments réclament un assaisonnement suffisant pour favoriser leur digestibilité et contribuer ainsi à une assimilation plus complète. La nutrition générale s'en ressentira et l'on ne constatera plus si souvent cette inanition par les voies digestives qui constitue une si grande prédisposition tuberculeuse.

L'alimentation devrait être plus carnée. L'albumine ingérée sous forme de viande est en effet mieux absorbée, plus assi-

milable que celle renfermée dans les aliments végétaux qui constituent la majeure partie de l'alimentation pénitentiaire. Pour la même raison le lait devrait, à mon avis, entrer pour une plus grande proportion dans l'alimentation du détenu.

La *ventilation* des cellules, des ateliers et des dortoirs doit se faire dans les meilleures conditions pour remédier au danger de l'air confiné si préjudiciable à la santé du détenu. Les cellules auront un cubage de 30 m³ au moins pour les cellules ordinaires et 40 m³ pour les cellules de l'infirmerie. Les exercices à l'air libre, les promenades aussi fréquentes que possible dans les préaux, les travaux dans les jardins sont autant de conditions hygiéniques dont on ne peut méconnaître l'heureuse influence dans la lutte contre l'action phthisiogène de l'air vicié des locaux insuffisamment ventilés.

La gymnastique est recommandable non seulement dans les écoles de bienfaisance mais même dans les prisons, principalement pour les détenus (cordonniers et tailleurs) dont la position constamment assise ou accroupie exigée par leur travail doit fatalement nuire à leur santé.

Etant donnée l'influence si favorable exercée par les fonctions de la peau sur la santé générale, on doit faire en sorte que le détenu puisse par des *bains* généraux donner à la surface cutanée la plénitude de son action physiologique. On devrait pouvoir leur permettre de prendre au moins deux bains par mois.

Traitement des malades.

Dans les prisons à régime commun et dans les écoles de bienfaisance les détenus présentant non seulement des symptômes d'une tuberculose pulmonaire confirmée mais des signes qui les rendent suspects doivent être isolés. Il est dangereux de les laisser dans les dortoirs loger à côté d'autres détenus ou écoliers dont une surveillance, si active qu'elle puisse être de la part des gardiens, ne saurait éviter les chances d'infection. Il faut mettre ces malades dans des salles spéciales, spacieuses, bien aérées et bien éclairées; l'infirmerie ne peut avoir avec les dortoirs aucun rapport de service.

Dans les prisons cellulaires, quelque bien réalisé que soit l'isolement par le système de séparation, on ne peut, à mon avis, laisser dans leurs cellules que les détenus dont la maladie ne présente pas des caractères bien définis et qui ne sont encore que des candidats à la tuberculose. On fera bénéficier ceux-ci d'un régime alimentaire en rapport avec leur faiblesse constitutionnelle. Si la maladie s'accroît, si la tuberculose devient avérée, ils devront être transférés à l'infirmerie dans des cellules spécialement affectées à ce genre de maladie. Ces cellules seront exposées au midi. Elles auront de grandes fenêtres par lesquelles le soleil pénétrant largement pourra exercer son action bienfaisante tant sur le moral des malades que sur la marche de l'affection si favorablement influencée par la lumière solaire. Une alimentation réparatrice et une médication rationnelle doivent être à la base du traitement qui sera institué et dirigé avec autant de dévouement que de science.

La désinfection des crachats et des excréments alvins sera ici l'objet d'une attention toute particulière.

On soignera que les tuberculeux capables de se promener puissent prendre, d'après la saison, le plus souvent possible l'air dans des préaux qui leur seront spécialement réservés.

Quant à la question de savoir s'il faut des *lazarets spéciaux* pour les détenus tuberculeux je n'en vois pas l'absolue nécessité. Comme dans l'intérêt général l'emplacement des prisons et des écoles de bienfaisance doit toujours être fixé dans des endroits isolés le plus possible d'autres habitations, avec des jardins dont la superficie sera proportionnée à la population de ces établissements, on pourra, à mon avis, en se conformant aux conditions hygiéniques signalées plus haut pour l'installation des infirmeries, se dispenser d'établir pour les détenus tuberculeux des sanatoria spéciaux qui ne répondraient pas toujours aux avantages qu'on en avait attendus.

Que faut-il penser des mesures prophylactiques à prendre pour les jeunes détenus dont la Commission internationale pénitentiaire fait mention dans les commentaires qui accompagnent sa question sur la tuberculose?

Les écoles de bienfaisance devraient toujours être établies dans les endroits les plus sains. Le voisinage de la mer et les

régions élevées du pays ne sauraient présenter à cet effet que des avantages qui, conjointement avec les moyens prophylactiques prévus plus haut, remédieront tant que faire se peut à la prédisposition tuberculeuse.

Mais l'installation soit aux bords de la mer, soit dans les montagnes, de sanatoria uniquement réservés aux jeunes détenus déjà malades ou héréditairement prédisposés ne doit pas, selon moi, l'emporter au point de vue de la prophylaxie et même du traitement, sur les infirmeries annexées aux établissements, construites et organisées dans de bonnes conditions hygiéniques.

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

QUATRIÈME SECTION

TROISIÈME QUESTION

Les lois de certains Etats prévoyant la détention pour une certaine catégorie de délinquants mineurs, quel est le régime à leur appliquer ?

Les condamnés mineurs doivent-ils être mis en cellule pour toute la durée de leur peine ou pour une partie seulement ?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. HENRI JOLY,

membre de l'Académie des sciences morales et politiques, doyen honoraire de Faculté, président de la Société générale des prisons.

La question ainsi posée vise les « condamnés » mineurs. Ce n'est évidemment pas au hasard que les rédacteurs de ce texte ont inscrit ce mot « *condamnés* ». Nous n'avons donc à nous occuper ici ni des enfants que la Belgique envoie dans ses « écoles de bienfaisance », ni de ceux que la Suisse recueille en un Rettungsanstalt, ni même de ceux que la France désigne sous le nom d'enfants de l'article 66, et qui, *acquittés* pour avoir agi sans discernement, sont envoyés dans une maison de correction

pour y être « élevés ». Ces derniers sont bien détenus dans un sens très général du mot; mais ce ne sont pas des « délinquants », ce ne sont pas des « condamnés », et ceci simplifie beaucoup le problème que nous avons à résoudre.

Ici, en effet, on ne peut plus guère reproduire comme des données qui s'imposent, ni la nécessité des jeux pour le développement du corps et la formation du caractère, ni le droit à l'indulgence dû au tout jeune âge, à son espièglerie, à sa légèreté, à son peu de défense contre les entraînements et les exemples... Tout cela, il faut bien croire que le juge a dû l'écarter. Il s'est vu obligé de résister à ce penchant vers l'indulgence qu'il avait senti naître en lui et qui tend partout à un si grand adoucissement des peines, principalement quand il s'agit de mineurs. Il a trouvé le jeune comparant suffisamment âgé ou suffisamment précoce... dans le mal, pour n'être classé ni parmi les moralement abandonnés, ni parmi les petits préservés, ni parmi les enfants dénués de discernement. A ses yeux, cet enfant et ses pareils sont déjà des hommes, au moins par la perversité dangereuse de leurs habitudes, et c'est à ce titre qu'il les a « condamnés » à un certain temps de « détention » proprement dite.

On nous demande sous quel régime cette détention doit être opérée.

Les nations dont les représentants vont discuter avec nous cette question peuvent se partager en deux camps: celui des nations où le système de l'emprisonnement individuel est généralement adopté et celui des nations où c'est plutôt l'emprisonnement en commun qui est la règle. Serait-ce aux premiers, serait-ce aux seconds qu'il y aurait lieu de recommander pour les mineurs un régime exceptionnel?

Il faut bien admettre que les Etats où domine l'emprisonnement individuel ont pris les précautions nécessaires pour qu'il fût toléré par les prisonniers et accepté par l'opinion publique. Ils ont réussi — comme nous le constatons, par exemple, en Belgique — à rendre rares les cas d'aliénation mentale et de suicide: ils ont assuré au détenu tout ce qui peut lui faire aimer peu à peu le travail et l'accoutumer à la conversation de ses supérieurs autant que le déshabituer de la société

de ses tristes égaux. Il a l'espoir de la libération conditionnelle : il a le secours du patronage qui la lui prépare et qui s'applique d'avance à lui en diminuer les risques. Si tout cela n'était pas, la cellule serait vraiment bien dure, et encore plus pour les mineurs que pour les adultes ; mais, si tout cela est, la cellule est aussi bienfaisante pour les uns que pour les autres.

J'ajouterai même qu'elle me paraît encore plus humaine pour les premiers ; car enfin, quoique leur perversité si hâtive ait contraint le juge à en réprimer l'essor par une peine sévère, il doit rester encore en eux quelque chose à préserver. Le mal n'est peut-être pas tellement profond qu'il ne puisse être guéri par une séparation absolue du milieu où il avait été contracté.

C'est bien, en effet, de l'entraînement mutuel que naît presque toujours la criminalité des jeunes sujets. On voit souvent des adultes qui préparent solitairement quelque méfait pour se tirer d'un mauvais pas, pour combler un déficit soigneusement caché, pour satisfaire une passion secrète et jalouse, pour se venger d'un ennemi qu'on n'ose pas aborder en face. En général, le mineur n'a pas encore été assez mêlé à la vie sociale pour s'être mis, de lui-même surtout, dans l'un ou l'autre de ces cas. Des excitations lancées peut-être à la légère, et reçues de même, ont commencé par agiter quelques enfants, par salir leur imagination, par la troubler, par les assaillir de tentations où la curiosité et le désir de faire comme les autres ont vite fait d'ébranler des consciences encore bien fragiles. Supposons — ce qui arrive en effet — que l'un d'eux se soit porté seul à quelque acte plus grave ou qu'il soit bêtement fier de quelque aventure scabreuse, il s'en vantera certainement et il asservira à sa corruption des camarades dont la complicité ainsi provoquée l'enfoncera lui-même davantage dans le désordre. Plus tard, chacun de ces associés accusera les autres et tous auront raison. Essayer de les corriger en les mettant ensemble et en risquant de leur faire connaître des sujets plus corrompus encore n'est décidément point une méthode à recommander.

Bien loin donc de conseiller aux Etats qui pratiquent la cellule de faire une exception pour les mineurs, je leur conseillerais plutôt de veiller encore avec plus de soin à ce que la

séparation des jeunes détenus soit complète. Je rappellerai ici¹⁾ le témoignage d'un condamné à mort de vingt ans qui, ayant débuté par aller, avec des camarades, manger des fruits dans un champ, avait été pendant six mois à la Petite-Roquette. Il en était sorti plus mauvais qu'il n'y était entré, et — avec la précision qui lui était habituelle — il en donna la raison : « Bien qu'on soit en cellule, écrivait-il, on se voit en allant à l'école, à la promenade, et on se communique bien des choses. » Or, à ce témoignage d'un condamné, je puis ajouter celui d'un gardien de cette même prison de la Petite-Roquette. Il suffit, me disait-il, qu'au jour de la sortie plusieurs libérés se trouvent ensemble au vestiaire où ils reprennent leurs habits personnels, pour que, surexcités par les images de la vie libre et par les souvenirs d'un passé tout prêt à renaître, ils échangent entre eux des rendez-vous, des indications malsaines, et celles-ci ne resteront pas sans effet.

Ne semble-t-il pas maintenant que, si on passe aux nations ne connaissant que l'emprisonnement en commun, il y ait lieu de leur dire : faites au moins une exception pour les mineurs ; car l'inévitable corruption de la promiscuité pénitentiaire est encore plus dangereuse pour eux que pour les adultes.

Cette promiscuité, tout le monde paraît bien la regretter et nul ne se prive de la flétrir. Mais beaucoup en font remonter la responsabilité à la détention même, et c'est sous l'empire de ce sentiment qu'ils répètent : « La prison est la peine du passé ; ce qu'on doit demander à l'avenir, c'est l'indemnité à la partie lésée, c'est la compensation pécuniaire, c'est un emploi plus large et plus efficace de l'amende, c'est la prestation forcée, ce sont les travaux publics dans les colonies. » Je ne discute pas la valeur de ces succédanés, dont la plupart, sous prétexte de progrès, nous ramènent à des pratiques bien anciennes et auxquelles on n'a pas dû renoncer sans raison. J'observerai seulement que ces formes de la répression ne sont guère applicables à des mineurs, dont il faut bien essayer d'arrêter les mauvais débuts. D'où vient en effet cette perversité qui donne tant à

¹⁾ Voir mon livre, *L'enfance coupable*, in-12, Paris, Lecoq, ch. VII et notamment p. 170.

craindre pour leur avenir? De ce qu'ils ont abusé d'une liberté prématurée et de ce qu'ils se sont concertés avec leurs pareils en vue d'actes anti-sociaux. D'où peut venir le remède? D'une méthode où les liens de la fausse et pernicieuse société seront complètement dissous, de manière à laisser aussi peu de trace que possible, et où la vraie société, celle qui soutient et qui patronne pour le bien, s'efforce, par son contact exclusif, de rendre à chaque enfant le sentiment de sa dignité comme la claire vue de ses intérêts. Il est superflu de montrer une fois de plus comment la cellule seule peut se prêter à une telle méthode.

Une question subsidiaire reste pourtant à examiner. « *Les condamnés mineurs, demande-t-on, doivent-ils être mis en cellule pour toute la durée de la peine ou pour une partie seulement?* »

Tous ceux qui ont traité de la répression ont rencontré cette question devant eux¹⁾. La plupart, je crois, ont trouvé difficile de donner une solution différente pour le délinquant adulte et pour le délinquant mineur condamné. Quel est, par excellence, le but de la cellule. Faut-il le répéter encore? Il ne peut être que celui-ci: séparer le délinquant de la société dévoyée et le préparer à reprendre sa place dans la société régulière. Quand on suppose que la première partie de la tâche est suffisamment accomplie et qu'elle a comme découragé certains souvenirs, pourquoi compromettre ce premier succès — toujours plus ou moins fragile — en rétablissant des rapports qui avaient été autrefois si pernicieux? On dira: « Mais il ne s'agit plus que de remettre en société des jeunes gens amendés par la cellule ». Je répondrai: « La certitude d'un amendement assez profond pour qu'on n'ait pas à redouter soit le calcul et la dissimulation, soit le retour involontaire et subit des anciennes faiblesses, cette certitude-là est bien difficile à obtenir. Si vous l'avez, alors ne gardez plus votre détenu: mettez-le tout de suite en libération conditionnelle et placez-le chez d'honnêtes gens. Vous obtiendrez ainsi que, dans la cellule même, le détenu oriente ses prévisions et ses espérances de ce dernier côté, non du côté de ses précédents compagnons.

¹⁾ Voir mon livre, *Le combat contre le crime*, in-12. Paris, L. Cerf, ch. VIII et IX.

Je conclus :

- 1° La cellule est encore plus nécessaire aux délinquants mineurs condamnés qu'aux condamnés adultes ; car l'entraînement mutuel est encore plus fréquent et plus décisif chez les premiers que chez les seconds.
 - 2° Si l'on ne veut pas compromettre les effets attendus de la séparation individuelle, il faut la continuer jusqu'au moment où pourra être octroyée la libération conditionnelle, préparée et aidée par le concours du patronage.
-

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BUDAPEST — 1905

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

QUATRIÈME SECTION

TROISIÈME QUESTION

Les lois de certains Etats prévoyant la détention pour une certaine catégorie de délinquants mineurs, quel est le régime à leur appliquer?

Les condamnés mineurs doivent-ils être mis en cellule pour toute la durée de leur peine ou pour une partie seulement?

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR

M. JOSEPH BODÓ,

chef de famille de la maison de correction de Kolozsvár.

Depuis l'époque où l'incarcération des délinquants mineurs a reçu son application dans la pratique, les cercles intéressés n'ont pas cessé de songer au mode que l'on devrait suivre dans cette question. Les uns ont préconisé un mode, les autres en proposèrent un différent, chacun cherchant à amener une solution des plus conformes au but à atteindre. Cependant, aujourd'hui, comme par le passé, cette question de principe si importante n'a pas encore été réalisée pratiquement, et c'est un vrai crime que de contempler tranquillement la perdition de ces malheureux délinquants que la justice renvoie, dès l'âge le plus tendre, dans l'atmosphère viciée des prisons.

Loin de moi toute pensée de vouloir soutenir que les établissements modernes ne répondent pas aux exigences humanitaires de notre temps, ou qu'ils manquent d'un aménagement et d'une installation des meilleures que l'on puisse désirer. Mais j'affirme que, quel que soit l'ordre pédantesque que l'on y fait régner, l'on ne pourra jamais empêcher la propagation de cet esprit vicieux qu'y apportent avec eux les criminels à conscience plus ou moins dégénérée. Et cette matière corrompt, non seulement les jeunes âmes manquant de force de résistance, mais encore les adultes qui, nonobstant leur cœur endurci à la suite des mésaventures de la vie, ne peuvent se soustraire à l'influence exercée sur eux par la diversité des défauts et faiblesses qui sont inhérents à l'humanité.

Il est donc inadmissible que les délinquants mineurs soient confinés dans les prisons où sont internés les criminels adultes. Tout le monde sait que l'enfant en voie de développement est très susceptible de tout, et que son corps, son intelligence et sa volonté subissent l'effet et l'influence, non seulement des choses vues et entendues, mais encore de celles qu'il soupçonne vaguement.

L'enfant qui nous arrache aujourd'hui de la compassion, auquel nous tenons compte des circonstances atténuantes pour la faute commise à cause de l'irréflexion avec laquelle il en a conçu l'idée, à cause de la faiblesse propre à son âge, deviendra demain un individu que nous pourrions tranquillement condamner à l'expiation, parce qu'il sera capable déjà de commettre à esprit reposé tous les méfaits et crimes appris entre les murs de la prison. La jeunesse est la plus importante et la plus grande période de transition pour l'homme, et cette transition est soumise aux changements brusques, non seulement dans le courant de longues années, mais encore dans un court laps de temps de quelques mois, voire de quelques jours.

Nulle part ce changement n'est aussi visible que sur la jeunesse des écoles. Ce ne sont ni les études de l'an précédent, ni les distractions et divertissements des vacances d'été qui la font changer au début de la nouvelle année scolaire, mais seulement et uniquement l'effet magique qu'exerce sur elle

l'instant où ils passent le seuil de la nouvelle classe, supérieure à celle de l'an écoulé. Tout en elle subit un brusque changement : la conduite, le maintien, la manière de penser, la volonté et, qui sait, peut-être même les traits de la figure de chacun de ceux qui la composent.

L'acte par lequel le professeur introduit ses élèves dans une autre classe, de même que celui par lequel le délinquant mineur est relégué en prison, sont des circonstances qui ne manquent pas d'exercer leur influence sur l'âme et l'esprit de l'enfant en voie de développement, qui les transforment ou, tout au moins, le font entrer dans la phase de transformation.

Reste à savoir si, à ce moment si critique et si important, il y a quelqu'un de présent qui exploite cet état d'âme, ou tout au moins cherche à y maintenir le sujet qui le subit.

En ce qui concerne la jeunesse des écoles, la réponse est affirmative ; mais, hélas ! il n'en est pas de même quant aux jeunes délinquants.

Dans les conditions qui régissent actuellement le régime pénitentiaire, le délinquant mineur interné en prison voit un martyr dans la personne de chaque condamné adulte. Chaque récit de celui-ci fait dresser les cheveux aux jeunes auditeurs, qui en éprouvent des frissons dans le dos et considèrent l'auteur de tous ces méfaits comme un héros méritant l'estime de leur jeune cœur. Dès ce moment, le jeune délinquant n'aura pas de désir plus ardent que celui de devenir un homme aussi célèbre après avoir recouvré sa liberté, de continuer les exploits que les condamnés adultes ont cessé, ou, plutôt, auxquels la loi vengeresse a imposé un temps d'arrêt.

Pour porter remède à ce mal, à cet état déplorable de choses, il n'existe qu'un seul moyen : l'isolement des jeunes délinquants d'avec les criminels adultes. Ou bien il ne faut pas les interner dans les prisons, ou, si les circonstances exigent cet internement d'une manière absolue, il y a lieu de détacher de chaque établissement de détention une partie que l'on isolera du reste des bâtiments et où les délinquants mineurs seuls pourront et devront être internés. Et puisque cette place sera nécessairement restreinte, l'on ne pourrait les y retenir plus longtemps que quelques semaines, ou quelques mois au plus,

ni les confier au personnel actuellement employé dans nos prisons; étant donné que ce personnel n'est rien moins qu'apte à présider à leur éducation, et que les individus qui le composent ne s'occupent d'enfants que dans le cas où la fatalité de l'un d'eux le livre entre leurs mains. L'éducation des délinquants mineurs doit être confiée non pas à ces hommes, mais à des personnes qui s'entendent à éduquer et à traiter des enfants. Le gardien-surveillant qui donne à manger au jeune délinquant, qui le mène à la promenade et le fait travailler, ne fait rien d'autre que d'exécuter rigoureusement les rigides paragraphes du règlement sec et sans vie. Il lui est interdit de s'occuper d'autre chose et, en supposant même que cela lui fût permis, il en est tout à fait incapable.

Mais si la direction des délinquants mineurs est confiée à un homme intelligent, le soin que celui-ci apportera à un traitement rationnel, exercera sur le pensionnaire de l'établissement une influence bienfaisante, qui se manifestera à travers toute sa vie. Par contre, si l'on manque à ce devoir primordial, on n'arrivera qu'à fortifier dans le délinquant les penchants qui le poussent aux errements, on éveillera dans son âme la haine contre la justice, on y fera naître l'envie, le mensonge et tous les autres vices à l'aide desquels il s'efforcera, à chaque pas qu'il fait, d'induire en erreur celui qui recherche la vérité.

L'absence des conditions susmentionnées aura pour effet de réduire l'emprisonnement à de simples représailles encourues pour un crime commis, au lieu de devenir un facteur de correction pour les individus qui en sont frappés. Ce qui serait, naturellement, contraire aux intentions de la loi, qui, après tout, n'est autre chose qu'un moyen employé contre les fauteurs, mais en tous cas un moyen correctif. En faisant application du paragraphe de la loi pénale, le juge n'agit pas avec la conviction de frapper un individu incorrigible, mais bien, au contraire, dans l'intention de favoriser l'amélioration humaine. Et de fait, chaque individu s'améliore. Ce progrès de transformation s'accomplit, chez les uns, à la suite de la contrainte dans laquelle ils se trouvent, par l'intermédiaire du travail; chez les autres, grâce au bon traitement auquel ils

sont soumis, et au temps, qui accomplit lentement son œuvre réparatrice.

Le principe susindiqué peut être introduit dans la vie de prison des délinquants mineurs, si, dès la détention préventive, la direction du jeune criminel est confiée à un homme instruit et éduqué, employé à cette fin. Il est vrai que le procureur près le tribunal suffirait à porter remède à tous ces maux; mais, d'autre part, tout le monde sait que les vastes devoirs de ce magistrat l'occupent à tel point, qu'il lui serait impossible de prendre à charge l'exécution de ces mesures aussi, et cela en des proportions telles que nous venons de l'indiquer ci-avant.

La personne du procureur se trouvant ainsi écartée, j'estime que la solution de la question pourrait se faire en employant auprès de chaque parquet un instituteur, qui serait le plus apte à ces fonctions, puisqu'il connaît le mieux la vie psychologique des enfants et qui, conformément à sa destination, serait appelé à diriger la vie intellectuelle des enfants prisonniers confiés à sa direction.

Il se pourrait que l'innovation que je propose là parût un peu singulière; mais il est parfaitement certain qu'aussi longtemps que la direction des mineurs ne sera pas déférée à des personnes qui s'y entendent, la société se trouvera toujours exposée aux menaces de la criminalité infantile, et, ne disposant pas de moyens suffisants de défense, elle se trouvera réduite à l'impuissance vis-à-vis des rôdeurs. Par contre, si le mode proposé ci-dessus peut recevoir application dans la pratique, il ne tardera pas à exercer une influence salubre, non seulement sur le développement des enfants, sur la société en général, mais encore sur tout le corps de la magistrature, dont les membres ne perdraient pas même la moitié du temps qu'ils consacrent aujourd'hui à l'étude de la psychologie des enfants, ainsi qu'à la découverte de la vérité dans ce dédale de déclarations mensongères que leur font les inculpés mineurs. L'instituteur remettrait entre les mains du juge instructeur toute cette matière déjà préparée.

Certes, cette innovation touchera en quelque sorte aux intérêts matériels de l'Etat, mais sans que ce surcroît de char-

ges prenne, toutefois, des proportions exorbitantes, puisqu'il suffira de n'employer qu'un seul instituteur auprès de chaque parquet. Quant aux circonscriptions judiciaires sur le territoire desquelles il existe un établissement pénitentiaire, ce surplus même de dépenses sera épargné, puisque chaque pénitencier emploie un certain nombre d'instituteurs. Chez nous autres, en Hongrie, du moins, il en est ainsi, bien qu'à la vérité, le rayon d'action de ces instituteurs n'implique pas les fonctions que j'ai l'intention de leur attribuer auprès des parquets.

Tout compte fait, les dépenses ne seraient nullement énormes, et si l'on tient compte du profit moral vraiment considérable que cette mesure garantit d'avance par l'amélioration et la correction des mineurs dévoyés, la proposition vaut peut-être la peine d'être prise en considération.

* * *

L'occupation des détenus mineurs internés dans les prisons et pénitenciers constituant une question d'un caractère essentiellement important, il serait peu judicieux que de ne pas y attacher tout l'intérêt qu'elle mérite. Mais comme, d'autre part, ces mineurs ne pourront y être retenus durant une longue période, il importe de créer des prisons spéciales, ou des établissements d'une nature quelconque, si les conjonctures et circonstances le permettent, attendu que les délinquants mineurs ne pourront ni être corrigés ni être élevés dans les prisons et pénitenciers ordinaires.

La durée restreinte de la détention nous oblige donc d'enseigner à ces mineurs un métier, un travail qu'ils peuvent s'approprier en peu de temps. Et si le temps que le mineur doit passer dans les murs de l'établissement est trop court, même pour apprendre un métier facile à exécuter, qu'il n'en n'apprenne que la partie qui lui permettra de pourvoir aux besoins les plus vitaux de son existence. Cet apprentissage partiel tournera à son avantage même au cas où, quittant l'établissement de détention première, il se voit transféré dans un autre établissement où il devra passer un temps plus long, et même dans certain cas où il apprendra, dans ce der-

nier lieu, un métier nouveau et tout autre que celui dont il n'a appris que les premiers principes. Tresser des paniers, des nattes, de la paille, faire du jardinage dans le cas où l'établissement dispose d'un terrain approprié, sont des occupations qui toutes n'exigent pas beaucoup de capacité et qui peuvent être apprises en peu de temps, sinon à fond, du moins de manière à donner un résultat positif assez satisfaisant. La confection d'un panier grossier, d'une natte pour s'essuyer les pieds, la greffe des arbres et plantes, ainsi que la culture de certains produits potagers sont des choses dont aucun ouvrier ne peut se passer.

Cependant, supposons que le mineur qui se voit astreint pendant un certain temps à exécuter ces travaux ne continuera pas à en exercer aucun; qu'il n'aura pas d'occasion qui lui permette de se servir de ses connaissances ainsi acquises; qu'il n'en tirera aucun bénéfice matériel, il n'est pas moins vrai qu'il en aura tiré un profit moral d'autant plus grand que le travail qui aura absorbé toute son attention durant la période d'apprentissage aura en même temps détourné ses pensées du monde des crimes, où il est tombé en enfreignant la loi. Au surplus, il n'y a rien d'impossible à ce que, ayant appris à connaître les divers genres de travaux, il ne prenne goût à l'un d'eux et ne cherche les occasions propices à lui enseigner à fond le métier dont il s'est épris.

Il est bien entendu que, dans ces occupations, ne doivent pas être compris les métiers et occupations manufacturiers, attendu qu'on ne peut y avoir recours ni toujours ni partout. L'ouvrier manufacturier ne sait produire qu'à l'aide de la fabrique, et si celle-ci lui fait défaut, il est réduit au chômage, impuissant à faire quoi que ce soit, fût-ce une chose relevant de son métier ou de sa branche d'industrie.

Par contre, l'artisan se trouve placé dans d'autres conditions: s'il n'a acquis du dessin que des éléments rudimentaires, il saura faire valoir ses connaissances du travail même dans le cas où il sera livré à ses propres ressources, sans l'aide de personne.

Je ne préconise pas l'élimination totale et absolue de l'industrie manufacturière, au bénéfice exclusif de la petite

industrie; je soutiens seulement que ce serait une faute si on l'adoptait comme seule base du travail pénal, attendu qu'elle ne mènerait pas au but désiré, et que, provoquant la surproduction, elle rendra impossible le placement intégral des travailleurs ainsi formés. D'autre part, personne n'ignore que l'ouvrier chômeur devient une charge, non seulement pour l'Etat et la société, mais encore pour l'individu même, et tous ces jeunes gens non placés reviendraient à la prison comme des récidivistes. Et ce serait encore le but qui en souffrirait.

* * *

L'on ne répétera jamais assez souvent ni à voix assez haute que l'oisiveté est la grande corruptrice de la vie. Et combien cette situation devient-elle plus sombre, plus aride et plus désespérante si, par surcroît, l'on y joint encore l'isolement!

La solitude du savant qui s'enferme dans son cabinet de travail n'est pas l'isolement. Il s'occupe de personnages, de figures et d'individus qu'il appelle à la vie, qu'il fait mouvoir, parler, rire et pleurer, et il s'égaie ou se désespère avec eux, en leur société: il n'est donc pas seul.

Tout autre est la situation du jeune délinquant relégué en cellule. L'isolement ravage et détruit son âme comme un feu ardent, et le doute qui plane sur son avenir lui semble prendre la forme de fers que son imagination surexcitée et dévoyée croit voir et entendre, là, attachés à ses poignets, à ses pieds, le clouant, corps et âme, au plancher de son étroite cellule.

Entendons-nous, ce n'est pas la suppression de la cellule dans le régime pénitentiaire que je propose ou entends par là; j'affirme seulement que la durée de la détention cellulaire doit être mesurée conformément aux circonstances et réduite au strict nécessaire.

Les expériences faites sur ce terrain ont prouvé que, pour les mineurs âgés de moins de 16 ou 17 ans, la détention cellulaire était un véritable martyre, une torture insupportable. Il en est qui éclatent, dès le second ou troisième jour de leur

relégation, en des sanglots et des pleurs si désespérés que cela vous donne des serrements de cœur. La plupart de ces malheureux sont à tel point brisés, physiquement aussi bien que moralement, qu'ils sont à peine en état de rassembler leurs souvenirs relatifs aux faits du passé.

Nonobstant, le système cellulaire ne doit pas être condamné sans appel. Tout au contraire, c'est un facteur dont on a grandement besoin. C'est en cellule qu'on fournit au criminel l'occasion de méditer avec amertume, et sans être tourmenté, sur les ruines issues de ses fautes. C'est là qu'il peut, ne serait-ce que durant le court laps de temps d'une heure, voire d'une minute, faire amende honorable, regretter ses crimes et s'en détourner avec horreur. Mais, pour que ces regrets et cette horreur éprouvés ne soient pas d'une durée éphémère, d'une heure ou d'une minute, c'est à la direction générale qu'incombe le devoir de ramener le dévoyé dans le droit chemin après sa sortie de la cellule, en le poussant insensiblement vers le bien.

A quoi servirait la détention cellulaire si, une fois sortis de là, les délinquants mineurs étaient de nouveau renvoyés à une promiscuité avec les criminels, à une vie en commun avec les éléments viciés et vicieux dont ils contracteraient tous les vices, enrichissant ainsi leur propre fonds immoral? En agissant ainsi, l'on ne servirait ni les intérêts de la société, ni ceux de l'Etat, ni même ceux du jeune fauteur lui-même, puisqu'il pourrait, de cette manière, retomber dans sa faute plus vite encore qu'il ne l'eût peut-être fait dans le cas où on l'aurait abandonné à lui-même.

Je désire donc répartir en trois groupes la durée de la relégation en cellule des délinquants mineurs.

Elle serait :

de 4 semaines pour ceux qui sont déjà arrivés à un certain développement plus avancé; qui ont commis une infraction grave et qui accusent une nature revêche;

de 15 jours pour ceux qui ont les mêmes défauts, mais dont le développement n'est pas encore aussi avancé;

de 8 jours pour les criminels de contrainte ou d'occasion.

Si ces durées-là sont insuffisantes à amener les regrets et l'amende honorable, leur augmentation restera sans effet et ne favorisera pas la naissance de ces sentiments. Au contraire, un isolement prolongé rend l'âme humaine plus taciturne encore, plus grossière et plus irritable. Au lieu de nous rapprocher du but, elle ne ferait que nous en éloigner encore davantage.

18.11.12
1/20/06.

BULLETIN
DE LA
COMMISSION PÉNITENTIAIRE
INTERNATIONALE

CINQUIÈME SÉRIE

LIVRAISON I — 1905
3^e VOLUME

BUDAPEST & BERNE
BUREAU DE LA COMMISSION PÉNITENTIAIRE
1905

En commission chez STÄMPFLI & CIE, à Berne

Prix d'une livraison fr. 2. 50.

TABLE DES MATIERES

	Page
Statistique pénitentiaire de la Grèce pendant l'année 1905 par M. A. Typaldo-Bassia, ancien député	265

Travaux préparatoires du Congrès pénitentiaire international de Budapest — 1905.

I^{re} SECTION. *Législation pénale.*

M. ANDREAS URBYE: Rapport sur la 1 ^{re} question	275
J.-A. ROUX: Rapport sur la 1 ^{re} question	281

II^e SECTION. *Questions pénitentiaires.*

M. le D ^r GUSTAVE BECK: Rapport sur la 1 ^{re} question	291
le D ^r GENNAT: Rapport sur la 2 ^e question	309
le D ^r A. D. H. FOCKEMA ANDREÆ: Rapport sur la 3 ^e question	321
BERNARD FRIEDMANN: Rapport sur la 5 ^e question.	327
B. ALTAMURA: Rapport sur la 5 ^e question	341

III^e SECTION. *Moyens préventifs.*

M. le D ^r JULES DE CSILLAG: Rapport sur la 1 ^{re} question	347
--	-----

IV^e SECTION. *Questions relatives à l'enfance et aux mineurs.*

M. LOUIS RIVIÈRE: Rapport sur la 1 ^{re} question.	371
le D ^r WOLFGANG HEINZE: Rapport sur la 4 ^e question	379



En vente chez STÆMPFLI & C^{IE} à BERNE

Les collections suivantes du

Bulletin de la Commission pénitentiaire internationale:

Cinquième série, 1905 (4 livraisons) . . fr. 10 la série

Série de l'année 1900 (8 livraisons) . . „ 10 „ „

„ „ „ 1894—1895 (6 livraisons) „ 10 „ „

„ „ „ 1890 (4 livraisons) . . „ 10 „ „

„ „ „ 1889 (4 „) . . „ 10 „ „

„ „ „ 1888 (4 „) . . „ 10 „ „

„ „ „ 1887 (4 „) . . „ 10 „ „

Les séries des années antérieures sont incomplètes.
Les livraisons qui existent de ces dernières sont en
vente au prix de fr. 1 la livraison.



